Google

This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

**Usage guidelines**

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

**About Google Book Search**

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/

RECEIVED IN EXCHANGE
FROM
University of Western
Ontario Library

HII
8501
A5

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU TRAVAIL ET DU RAVITAILLEMENT

OFFICE DU TRAVAIL

# RAPPORTS ANNUELS

DE

# L'INSPECTION DU TRAVAIL

*19me ANNÉE* (1913)

BRUXELLES

OFFICE DE PUBLICITÉ
J. LEBÈGUE & Cie
RUE NEUVE, 36

LIBRAIRIE
ALBERT DEWIT
RUE ROYALE, 53

1919

# RAPPORTS ANNUELS

DE

# L'INSPECTION DU TRAVAIL

**ROYAUME DE BELGIQUE**

**MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU TRAVAIL ET DU RAVITAILLEMENT**

**OFFICE DU TRAVAIL**

# RAPPORTS ANNUELS

DE

# L'INSPECTION DU TRAVAIL

*19me ANNÉE* (1913)

BRUXELLES

OFFICE DE PUBLICITÉ
J. LEBÈGUE & Cie
RUE NEUVE, 36

LIBRAIRIE
ALBERT DEWIT
RUE ROYALE, 53

1919

Exchange
Library
Univ. of Western
Ontario
JUL 26 '35

# *1er DISTRICT.*

## ARRONDISSEMENT DE BRUXELLES

**M. Pol De Bruycker**, inspecteur principal du travail,

*en collaboration avec :*

**MM. N. Van Drooghenbroeck** et **A. Janssens**, inspecteurs adjoints.

**MM. P. De Breucker** et **E. Cornélis**, délégués à l'inspection du travail.

### SECTION I.

#### Etablissements visités.

Les visites de contrôle général avec relevé du personnel ouvrier et examen de toutes les prescriptions légales ou réglementaires applicables, ont été effectuées au cours de l'année 1913 dans 1167 établissements industriels, occupant 39,091 ouvriers.

1,030 de ces établissements ont été visités une fois, 105 deux fois, 24 trois fois et 8 plus de trois fois (voir tableau I).

Les visites spéciales, aux fins d'instructions ou enquêtes en matière d'accidents du travail, demandes en autorisation d'établissements dangereux, insalubres ou incommodes, réclamations et plaintes de toutes espèces, demandes concernant le travail du dimanche ou celui de personnes protégées, etc., comme aussi certains contrôles spéciaux, ont été au nombre de 2,797.

Il y a donc eu en tout pendant l'année écoulée: 1,030+(2 ×105)+(3×24)+(4×8)]+[2,797]=4,141 visites.

Indépendamment de nombreux avertissements et mises en demeure, les visites d'établissements ont entraîné la rédaction de 145 procès-verbaux de contravention, à savoir :

| | | |
|---|---|---|
| 1° Travail des femmes et des enfants . . | 36 | procès-verbaux. |
| 2° Interdiction du travail de nuit des femmes. | 2 | id. |
| 3° Repos du dimanche . . . . . | 78 | id. |
| 4° Règlements d'atelier . . . . . | 1 | procès-verbal. |
| 5° Santé et sécurité des ouvriers . . . | 24 | id. |
| 6° Déclarations d'accidents . . . . . | 2 | id. |
| 7° Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. . . . . | 2 | id. |
| Total. . . | 145 | procès-verbaux. |

Il n'a pas été dressé de procès-verbaux concernant le payement des salaires et le mesurage du travail.

Les tableaux placés à la fin du rapport résument les infractions ayant fait l'objet de procès-verbaux et les décisions judiciaires dont nous avons été avisés.

En 1912, nous avions dressé 262 procès-verbaux, soit 117 de plus qu'en 1913.

La forte diminution pour cette année n'est pas le résultat d'une amélioration équivalente dans l'observation des dispositions réglementaires, bien qu'il y ait du progrès pour certaines prescriptions. Comme on peut s'en convaincre par l'examen des tableaux, plusieurs décisions judiciaires sont décourageantes pour les fonctionnaires verbalisants. Nous pourrions citer le cas d'un contrevenant qui a bénéficié d'un non-lieu, soi-disant à cause de ses bons antécédents; or, il s'agissait d'un récidiviste qui avait été condamné pour le même fait l'année précédente (voir plus loin: repos du dimanche).

## SECTION II.

### Travail des femmes et des enfants.

#### I. — *Loi du 13 décembre 1889.*

**Emploi au travail d'enfants âgés de moins de 12 ans** (art. 2 de la loi). — Seize procès-verbaux ont été dressés à charge de chefs d'entreprises ou de parents à la suite d'emploi au travail industriel d'enfants âgés de moins de 12 ans à savoir:

8 en briqueterie;
2 dans une fonderie de cuivre;
2 dans un atelier de constructions métalliques;
2 dans une ferronnerie;
2 dans une raffinerie de sucre.

**Travaux fatigants, dangereux et insalubres** (art. 3 de la loi et arrêté royal du 11 février 1895). — Un procès-verbal dressé pour travail d'un enfant de moins de 14 ans dans un atelier où s'effectue la fusion du plomb a été suivi d'acquittement. Il s'agissait d'un cas d'espèce prêtant à deux interprétations et qu'il importait de trancher.

L'atelier où s'effectue la fusion du plomb est la clicherie d'une imprimerie, comme il s'en rencontre beaucoup à Bruxelles. Les émanations métalliques insalubres des clicheries sont telles que l'arrêté royal du 4 septembre 1896 prescrit que le règlement d'atelier doit indiquer les règles spéciales à observer par le personnel dans les ateliers de fusion de caractères d'imprimerie et de clichés typographiques.

Il importe donc de soustraire les enfants de moins de 14 ans à l'atmosphère toxique des clicheries.

Tel est le principe; mais peut-on *légalement* l'appliquer en pratique? c'est là que gît la difficulté.

En vertu de l'article 7 de l'arrêté royal du 19 février 1895, la présence et le travail des enfants de moins de 14 ans sont interdits dans les ateliers des fonderies de cuivre, de laiton, de plomb et de zinc, où s'effectue la fusion des métaux.

Tout en admettant que le cas soit contestable, nous avions cru cependant que le mot fonderie pouvait être pris dans un sens générique et qu'il fallait considérer l'esprit du règlement plutôt que le sens étroit des mots. Bref, nous avions considéré la clicherie comme la fonderie de plomb d'une imprimerie.

Voici dans quels termes la question a été tranchée par le Tribunal de première instance jugeant en matière correctionnelle:

« . . . . . .

« Attendu que l'article 7 de l'arrêté royal du 19 février 1895 « interdit la présence des enfants de moins de 14 ans dans les « ateliers où s'effectue la fusion des fonderies de cuivre, de lai- « ton, de plomb, de zinc;

« Attendu que les lois pénales sont de stricte interprétation et « que les dispositions exorbitantes du droit commun (emploi « dans l'industrie des enfants à partir de 12 ans, art. 2 de la loi « du 13 décembre 1889) ne peuvent être étendues;

« Attendu qu'il suit de ces considérations qu'il ne peut être « fait application au prévenu de l'article 7 de l'arrêté royal du « 19 février 1895 . . . . . .

« Par ces motifs,

« Acquitte le dit N..., le renvoie des fins de la poursuite sans « frais. »

Un second procès-verbal a été dressé pour emploi d'un ouvrier de moins de 16 ans dans un atelier d'ébénisterie-menuiserie où il est fait usage d'outils dangereux.

**Durée du travail et conditions des repos** (art. 4 de la loi et arrêtés royaux pris en exécution de cet article). — Nous avons verbalisé dans 11 établissements pour travail prolongé de personnes protégées ou insuffisance de repos: 2 imprimeries, 2 fabriques de lingerie, 1 chaudronnerie, 1 atelier de constructions métalliques, 1 fabrique de chaussures, 1 fabrique de carton, 1 chocolaterie-confiserie, 1 fabrique de cartonnages et 1 fabrique d'équipements militaires.

La grève générale du mois d'avril 1913 a servi de prétexte à des chefs d'industries pour faire travailler des ouvriers protégés au delà de la durée fixée par les réglementations.

Ainsi, dans une imprimerie, 26 personnes protégées ont dû

effectuer un travail de plus de dix heures par jour pour la fourniture de l'*Indicateur officiel des trains*. Le patron allégua que ce document devait paraître avant le 1er mai, et comme la grève avait été décidée pour le 14 avril, il y avait nécessité de prolonger le travail des ouvriers protégés et même de les faire travailler le dimanche. Il va sans dire que nous ne pouvions admettre cette excuse en contradiction formelle avec les prescriptions légales.

Un fabricant de lingerie avait imposé à son personnel protégé du travail prolongé et du travail de nuit à partir du 16 février en prévision de la grève générale annoncée pour le 14 avril, soit deux mois plus tard. N'ayant pas voulu tenir compte de notre avertissement, ce fabricant fut pris en contravention. Une amende de 3 francs fut la suite judiciaire de cette affaire.

Dans une chocolaterie, les personnes protégées travaillaient au mois de novembre (moment de la forte production) dix heures et demie par jour. En vertu de l'article 3 de l'arrêté royal du 20 décembre 1911, la durée du travail effectif peut être portée à onze heures trente jours par an; chaque fois qu'il est fait usage de cette faculté, un feuillet d'un carnet à souches doit nous être envoyé. Or, le fabricant avait oublié (?) de remplir cette formalité. A la suite de notre intervention, l'omission a été réparée.

Vingt-deux chocolatiers-confiseurs nous ont transmis 229 feuillets correspondant à autant de journées de travail prolongé d'ouvriers protégés.

Notre avis a été demandé au sujet de l'âge d'admission au travail à journée pleine des enfants dans les filatures et les tissages. Sous le régime actuel, les enfants peuvent travailler toute la journée (onze heures et demie) dans l'industrie lainière à partir de 12 ans, tandis que la durée du travail ne peut dépasser six heures pour les enfants de moins de 13 ans employés dans la filature et le tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute. Il n'existe à notre connaissance aucune nécessité technique ou économique qui justifie cette différence de régime.

D'autre part, la santé et la sécurité de l'enfant courent autant de risques dans l'industrie lainière que dans l'industrie cotonnière. C'est donc une anomalie, à notre avis, de limiter à six heures par jour la durée du travail de l'enfant de 12 à 13 ans dans le deuxième cas et de permettre une durée de onze heures et quart dans le premier cas. Il existe du reste des tissages produisant des

tissus mi-laine et mi-coton employant l'un de ces textiles en chaîne et l'autre en trame.

Nous avons démontré autrefois, dans plusieurs rapports, la nécessité de reviser et de simplifier cette réglementation qui devrait être la même pour toutes les industries textiles indistinctement. Nous appelons de tous nos vœux la revision de la loi et des arrêtés royaux réglementant la durée du travail des femmes et des enfants.

Dans deux cas nous avons verbalisé pour insuffisance des repos d'ouvriers protégés: dans une fabrique de cartonnages et dans une chocolaterie-confiserie.

Il nous a été signalé que dans une chocolaterie les personnes protégées ne pouvaient pas quitter les ateliers à midi. En réalité, ces personnes ne peuvent pas sortir de l'usine, mais elles quittent les salles de travail et disposent, dans l'établissement, de réfectoires bien entretenus, ainsi que d'une cour spacieuse. Quoi qu'il en soit, aucune infraction n'existe à l'arrêté royal du 20 décembre 1911.

**Travail de nuit** (art. 6 de la loi). — Il a été dressé sept procès-verbaux pour travail illégal de nuit de personnes protégées.

Dans une fabrique de carton, un enfant de moins de 14 ans a eu le bras arraché par une machine continue; l'accident s'étant produit à 10 heures du soir et la victime ayant travaillé plus de dix heures par jour, nous avons dressé procès-verbal du chef de cette double infraction. L'affaire est restée sans suite judiciaire.

Dans une flaconnerie, le travail de nuit d'un enfant de moins de 13 ans n'a été puni que d'une amende de 5 francs, bien qu'il y ait eu l'année précédente condamnation pour une infraction identique. Depuis lors, le travail de nuit a été supprimé dans cette flaconnerie, ce qui prouve que l'industriel ne pouvait invoquer aucune nécessité technique ou économique.

Enfin, cinq procès-verbaux ont été dressés en briqueterie pour travail d'ouvriers protégés avant 5 heures du matin.

**Carnets, registres et affichages** (art. 10 et 11 de la loi). — Quelques infractions à ces articles ont été déférées en justice, certains industriels ayant fait preuve d'un mauvais vouloir obstiné.

## II. — *Loi du 10 août 1911.*

**Travail de nuit des femmes.** — En ce qui concerne l'interdiction du travail de nuit des femmes, notre attention a été attirée d'une façon spéciale sur les industries de la briqueterie et de la chocolaterie-confiserie.

En vertu de l'article 3 de la loi du 10 août 1911, le repos de nuit des femmes doit avoir une durée minimum de onze heures consécutives, dans lesquelles est compris l'intervalle de 9 heures du soir à 5 heures du matin. Toutefois, à titre transitoire, jusqu'à la date du 1er janvier 1915, la durée du repos ininterrompu de nuit peut être limitée à dix heures, mais pour les femmes majeures seulement (art. 10).

D'après l'article 6 de cette loi, la durée du repos ininterrompu de nuit peut être réduit à dix heures soixante jours par an, dans les industries soumises à l'influence des saisons. La Chambre syndicale des fabricants de briques de Bruxelles a demandé l'application de cette disposition et la question a été soumise à notre avis.

Dans l'arrondissement de Bruxelles le nombre de filles et femmes employées au travail en briqueterie est environ 5 p. c. du nombre total des ouvriers briquetiers. Ainsi, pendant la saison de 1912, nous avons visité 117 briqueteries occupant 2,615 ouvriers, dont 131 filles et femmes, à savoir:

14 de 12 à 14 ans,
26 de 14 à 16 ans,
41 de 16 à 21 ans,
50 de plus de 21 ans.

Total 131 sur 2,615 ouvriers, soit 5 p. c.

L'industrie briquetière est essentiellement saisonnière et exposée aux intempéries; l'application de l'article 6 de la loi s'y trouve, de ce fait, pleinement justifiée.

Le travail des personnes protégées se confond, pour le moulage des briques, avec celui des adultes; il commence générale-

ment à 5 heures du matin et finit à 7 heures ou 7 1/2 heures du soir, soit douze heures de travail effectif conformément aux prescriptions de l'arrêté royal du 22 septembre 1896.

Quelle est la situation de cette industrie par suite de l'entrée en vigueur de la loi du 10 août 1911?

Avec douze heures de travail, commençant à 5 heures et trois repos d'une durée totale de deux heures, ce qui constitue le cas le plus fréquent, le travail des filles et femmes mineures devra s'arrêter à 6 heures du soir pour avoir un repos ininterrompu de nuit de onze heures. D'où il résulte que le travail effectif serait réduit à onze heures, alors que la loi du 13 décembre 1889 permet d'atteindre douze heures pour tous les ouvriers protégés. Il s'en suit que les femmes mineures devraient cesser de travailler une heure plus tôt que les enfants du sexe masculin avec lesquels elles ont commencé la besogne. De jeunes garçons de 12 ans pourront donc légalement travailler une heure de plus que les femmes de 20 à 21 ans, ce qui est une anomalie.

Un repos de nuit de dix heures permettrait aux femmes de travailler jusqu'à 7 heures du soir, comme les enfants et les adolescents du sexe masculin.

Pareille journée, bien que suffisamment longue, ne semble pas excessive quand on tient compte des nombreux jours de chômage qui surviennent en briqueterie et qui réduisent considérablement la *durée moyenne* de la journée des mouleurs de briques.

Un travail effectif de onze heures par jour pour les femmes employées dans les briqueteries peut certes paraître suffisant, même en tenant compte des chômages forcés dus aux intempéries, mais, dans ce cas, la même durée devrait être imposée aux jeunes garçons pour ne pas désorganiser le travail des équipes et faire disparaître l'anomalie dont il a été question.

Une solution plus rationnelle et meilleure à divers points de vue, serait, à notre avis, l'interdiction totale du travail des femmes en briqueterie.

Quoi qu'il en soit, en prenant la question telle qu'elle nous était posée, nous avons estimé qu'il y avait lieu de faire bénéficier l'industrie de la briqueterie en plein air des dispositions de l'article 6 de la loi du 10 août 1911, c'est-à-dire que la durée

du repos ininterrompu de nuit pouvait être réduite à dix heures, soixante jours par an.

Deux procès-verbaux ont été dressés du chef d'emploi de filles mineures au travail avant 5 heures du matin.

Une équipe de briquetiers comprenait deux personnes protégées, un garçon et une fille, dont le même travail avant 5 heures du matin est visé pour le premier par la loi du 13 décembre 1889 et pour la deuxième par la loi du 10 août 1911; nous avons par conséquent dû dresser deux procès-verbaux distincts, l'un pour le garçon et l'autre pour la fille. Le premier fut jugé en simple police et entraîna une condamnation à 5 francs d'amende; le second passa au tribunal correctionnel et la condamnation fut de 26 francs.

Sous l'ancien régime de la loi du 13 décembre 1889, les chocolatiers pouvaient faire travailler la nuit les femmes majeures; prétextant l'ignorance du nouveau régime de la loi du 10 août 1911, certains d'entre eux avaient continué le même travail, en 1913, dans les moments de presse; une mise en demeure, suivie d'une contre-visite, a eu pour résultat de régulariser la situation.

Les tableaux II et III, placés à la fin du rapport, donnent le résumé des infractions constatées en matière de réglementation du travail des femmes et des enfants, ainsi que les décisions judiciaires pour lesquelles les bulletins de renseignements nous ont été transmis.

La peine de 26 francs au moins, prévue pour infraction à la loi du 13 décembre 1889, n'a été prononcée pour aucun des procès-verbaux, bien qu'il y eût, pour certains d'entre eux, des circonstances aggravantes, voire même des récidives.

## SECTION III.

### Repos du dimanche.

Si l'on constate quelque progrès dans l'observation de certaines dispositions réglementaires, concernant la police du travail, ce n'est pas le cas pour celles établies par la loi du 17 juillet 1905 sur le repos du dimanche.

Les personnes assujetties à cette loi s'ingénient de toutes manières à échapper à son application ou à déjouer la surveillance de l'inspection du travail. Certains textes légaux s'y prêtent du reste fort bien.

Quand nous découvrons les subtilités ou les fraudes et que nous dénonçons les coupables, nous ne sommes pas efficacement secondés par la justice répressive. Il en résulte un certain découragement chez les fonctionnaires qui avaient pris leur tâche à cœur et le nombre de procès-verbaux dressés s'en ressent nécessairement, car rien ne sert de verbaliser si nous n'atteignons pas le résultat voulu.

La circulaire ministérielle du 21 septembre 1906 établit que les *extras* ne peuvent travailler que le dimanche *exclusivement*. De plus, le projet de loi du 10 mars 1907, tendant à modifier l'article 2 de la loi du 17 juillet 1905, a pour but de supprimer les extras dont l'emploi a suscité de nombreuses protestations. Malgré cela, le Parquet de Bruxelles, chargé d'examiner nos procès-verbaux, a estimé qu'un extra peut être employé au travail à la fois le dimanche et une partie de la semaine, sans qu'il y ait infraction à la loi. Exemple: un garçon coiffeur « extra » pourrait travailler le samedi et le *dimanche après-midi* dans le même salon de coiffure. Pareille interprétation stimule l'emploi abusif des extras et augmente nos difficultés de surveillance.

Parmi les artifices employés pour annihiler les effets de la loi on peut citer le recours abusif à l'extra, à l'associé, au gérant, au domestique coopérant à la fois à l'industrie du patron et aux soins de la maison, au membre de la famille jusqu'au douzième degré. Un nouvel élément est venu s'y ajouter : l'ami du patron travaillant soi-disant sans rémunération, par pure amitié. Ce dernier cas s'est présenté entre autres dans un salon de coiffure où un garçon avait été trouvé au travail le samedi et le dimanche après-midi. Le patron déclara et le garçon confirma que celui-ci était encaisseur d'une société d'assurance et venait travailler au salon sans être rémunéré, pour être agréable à son ami (le patron). Cette allégation nous paraissant inadmissible, nous avons fini par dresser procès-verbal, mais le résultat a été un *non-lieu*, la prévention n'étant pas suffisamment établie.

Une autre subtilité c'est le travail à l'*insu du patron*: Un non-

lieu est intervenu parce que, en l'absence du patron, les ouvriers seraient venus travailler le dimanche de leur plein gré et que, dans ces conditions, le travail n'aurait pas été exécuté sous l'autorité, la direction et la surveillance du chef d'entreprise. Il est inadmissible qu'il suffise au patron de s'absenter pour pouvoir bénéficier d'un non-lieu. Renchérissant sur le cas précédent, un patron déclara itérativement que son employé avait travaillé, chaque fois, malgré les ordres du chef d'entreprise. Peut-être pouvait-on l'admettre une fois, mais pas à plusieurs reprises. Notre procès-verbal n'en fut pas moins *classé*.

Eu égard aux précédents, nous nous sommes abstenus de dresser procès-verbal à des patrons dont les ouvriers, surpris le dimanche au travail en bâtiment, affirmaient également n'avoir reçu aucun ordre à ce sujet du chef d'entreprise. Dans ces conditions, il suffirait d'un accord entre les chefs d'entreprises et leur personnel pour rendre illusoire l'application de la loi. Heureusement beaucoup de patrons, employés et ouvriers ne se prêteraient pas à de pareilles combinaisons.

Nous pourrions citer aussi le cas d'un contrevenant qui a bénéficié d'un non-lieu, soi-disant à cause de ses bons antécédents; or il s'agissait d'un récidiviste condamné pour le même fait l'année précédente. Nos procès-verbaux ont été dressés après constatation du flagrant délit et font foi jusqu'à preuve du contraire. Il ne peut donc pas suffire aux prévenus de trouver un échappatoire ou de faire une déclaration sujette à caution pour pouvoir bénéficier d'un non-lieu.

Nous avons reçu plusieurs demandes d'industriels tendant à pouvoir faire travailler leurs ouvriers les dimanches précédant le 14 avril 1913, c'est-à-dire la date qui avait été fixée par la grève générale. Aucune disposition de la loi du 17 juillet 1905 ne nous permettait d'accorder de pareilles autorisations.

La grève générale a, du reste, été invoquée pour enfreindre toutes sortes de dispositions légales. Nous avons vu à la section précédente que même le travail prolongé de personnes protégées n'avait pas trouvé grâce devant cet argument. Trente-trois ouvriers, dont 18 protégés, ont été employés le dimanche à l'impression de l'indicateur officiel des trains dont le fascicule du 1er mai devait paraître fin avril; or la grève a été déclanchée le 14 avril. La suite judiciaire a été de 18 amendes de

5 francs, ce qui porte à croire que le travail dominical des personnes protégées seules a été considéré comme contraire à la loi.

Le dimanche 27 avril, plusieurs corps de métiers ont été occupés aux travaux d'installation des attractions du « Luna Parc », à Bruxelles, dont l'inauguration avait été annoncée partout pour le 30 avril. Les ouvriers appartenant à ces corps de métiers avaient effectivement chômé, en tout ou en partie, du 14 au 25 avril (durée de la grève générale), et pour ce motif le travail du dimanche 27 avril était devenu nécessaire. Dans ces conditions nous nous sommes dispensés de verbaliser; la production ayant été réellement interrompue par suite de la grève, les patrons pouvaient invoquer le bénéfice des dispositions de l'article 3, 1°, de la loi.

Comme les années précédentes, des patrons et des ouvriers ont confondu le travail du dimanche avec celui de certaines fêtes légales tombant en semaine. C'est ainsi que nous avons reçu des demandes et des plaintes concernant le travail du 15 août, fête de l'Assomption, tombant cette année un vendredi.

Les tableaux IV et V, annexés au rapport, résument les infractions constatées à la loi sur le repos du dimanche et les procès-verbaux dressés avec leurs suites judiciaires.

## SECTION IV.

### Règlements d'atelier.

Dans notre rapport général précédent, nous avons signalé les règlements d'atelier élaborés par les chambres syndicales ou les associations de patrons, et admis *ne varietur* par chaque affilié *individuellement*. La loi ne prévoit pas le règlement collectif, mais rien n'empêche chaque membre d'une association d'adopter individuellement et de soumettre à la consultation de ses ouvriers un règlement admis par une collectivité.

L'esprit d'association a pénétré aussi bien chez les ouvriers que chez les chefs d'entreprises et actuellement le syndicat ouvrier discute et fait valoir ses desiderata devant le syndicat patronal,

à force égale, et il peut en résulter des modifications aux règlements faits en collectivité.

En vertu de l'article 7 de la loi du 15 juin 1896, les règlements d'ateliers nouveaux ou les changements aux règlements anciens doivent être soumis à la consultation des ouvriers. Ceux-ci peuvent individuellement adresser par écrit leurs observations à l'inspecteur du travail du ressort.

Des ouvriers étrangers à un établissement ne sont pas admis à présenter des observations.

Mais il se fait que, par suite de l'esprit d'association qui pénètre dans la classe ouvrière, le travailleur est en contact direct et continuel avec son syndicat beaucoup plus qu'avec l'inspecteur du travail. L'ouvrier syndiqué, au lieu de s'adresser directement à celui-ci, préfère souvent avoir recours au secrétaire de son syndicat, lequel se charge des intérêts de son commettant. De cette façon nous recevons des plaintes, des dénonciations et des observations diverses par l'intermédiaire du syndicat. Seulement, pour ce qui concerne les règlements d'atelier, soumis à la consultation ouvrière, nous ne pouvons pas en tenir compte. C'est ainsi que les fabricants de pianos, ayant décidé de substituer le payement des salaires par quinzaine au payement hebdomadaire, le secrétaire du syndicat ouvrier ne tarda pas à nous saisir d'une réclamation contre cette modification du règlement. Celle-ci n'ayant rien d'illégal, nous n'avions pas à nous y opposer et comme l'observation émanait d'un étranger, nous ne pouvions pas l'admettre légalement. De même, le syndicat des métallurgistes présenta ses observations sur un nouveau règlement de constructeurs d'ouvrages métalliques et le secrétariat permanent de la Maison du Peuple nous fit part des observations des ouvriers au sujet du nouveau règlement d'atelier d'un fabricant de fleurs artificielles.

Bien que le syndicat se substitue à l'ouvrier, agisse à sa demande et en son nom, comme un avocat ferait pour son client, sa collaboration légale au règlement d'atelier n'est pas admise par la loi du 15 juin 1896.

Le contrat de travail collectif, le règlement d'atelier collectif et la collaboration des collectivités ouvrières, le tout légalement reconnu, paraissent inhérents à l'organisation moderne du travail de la grande industrie.

Les plaintes que nous avons reçues cette année concernant la loi du 15 juin 1896, avaient trait à l'application des amendes et à leur emploi, à la détermination du salaire, au travail aux pièces, à certaines retenues prévues au règlement, au préavis de congé et à l'affichage du règlement.

Un seul procès-verbal a été dressé pour infractions à la loi sur les règlements d'atelier. Il fait l'objet du tableau VI annexé au rapport.

## SECTION V.

### Payement des salaires et mesurage du travail.

Les plaintes au sujet du payement des salaires ont été relativement nombreuses cette année, entre autres dans les industries des transports:

Des chauffeurs d'automobiles-taximètres (auto-fiacres) nous ont saisi de leurs griefs formulés contre deux entreprises concernant les points suivants:

*Entreprise A.* — 1° le contrat stipule un minimum de salaire de 3 francs par jour avec un supplément de 50 centimes par heure au delà de dix heures; l'entrepreneur ne paye que 2 francs par jour et n'alloue aucun supplément pour le travail dépassant dix heures;

2° il y a défense de faire des retenues sur le salaire; or l'on retient le coût des uniformes des chauffeurs, les amendes encourues, les frais de justice, les frais de lavage des voitures (à raison de 1 franc par jour et par chauffeur);

3° les inscriptions du livre de contrôle dont la tenue est obligatoire sont fantaisistes;

4° les appareils taximètres sont faussés, ce qui est au détriment du client et du chauffeur.

*Entreprise B.* — 1° chaque chauffeur doit verser au moment de son engagement un cautionnement de 100 francs, lequel n'est remboursé que deux mois après le départ du chauffeur;

2° pour son uniforme le chauffeur paye d'abord une somme

de 50 francs, puis subit une retenue sur son salaire à chaque payement, jusqu'à la valeur complète du costume. Quand le chauffeur quitte le service avant la libération complète, le costume reste entre les mains de la société laquelle ne rembourse pas les sommes retenues. Ce costume sera remis à un autre chauffeur lequel devra, à son tour, verser une somme au début et subir des retenues lors de chaque payement de salaire;

3° la compagnie opère des prélèvements sur les salaires pour les dégâts aux voitures et les dommages occasionnés à des tiers.

Certains griefs formulés échappent, d'une manière absolue, à la compétence de l'inspection du travail. Ils relèvent de l'Administration communale qui a imposé le cahier des charges relatif aux stationnements des autos-taxis, ou du conseil des prud'hommes qui connaît des contestations relatives au travail et au salaire. Nous sommes chargés de surveiller l'exécution de la loi du 16 août 1887 portant réglementation du payement des salaires; or celle-ci était observée. Ainsi les uniformes étaient portés en compte aux chauffeurs à un prix ne dépassant pas le prix de revient; les amendes infligées par jour ne dépassaient pas le cinquième du salaire journalier; aucune retenue illégale n'était faite sur le salaire de l'ouvrier. Il y a lieu de remarquer que des retenues étaient opérées sur le cautionnement versé par le chauffeur lors de son entrée en service. Si, au point de vue du résultat, il n'y a pas de différence entre cette retenue et celle effectuée sur le salaire, il y en a une essentielle au point de vue de la réglementation dont la surveillance nous incombe. Il nous appartient d'assurer l'exécution de la loi sur le payement des salaires, laquelle est d'ordre pénal; par contre, la question des cautionnements se rattache au contrat de travail régi par une loi d'ordre civil, échappant à notre compétence.

Des charretiers et camionneurs se sont plaints de devoir subir une retenue-amende de 5 francs et de payer 50 centimes par semaine pour le graissage des véhicules. Le réglement d'atelier porte que les ouvriers sont engagés à raison de 20 francs par semaine et que le dimanche ils doivent nettoyer leurs chevaux et graisser leurs camions ou charrettes. La somme de 20 francs est payée intégralement, mais la firme accorde le lundi soir une gratification de 5 francs aux ouvriers qui ont été tous les jours exactement à leur poste, qui n'ont pas été trouvés sous l'influence

de la boisson et n'ont commis aucune infraction à la loi sur la police du roulage. Le non-payement de cette prime ou gratification, à ceux qui ont manqué à leurs obligations, ne peut donc pas être considéré comme une amende retenue sur le salaire. Les charretiers n'aimant pas à faire le dimanche le graissage des véhicules, s'étaient entendus avec des magasiniers lesquels, moyennant une rémunération de 50 centimes par charretier s'étaient chargés de faire le graissage. Là encore, aucune disposition légale n'était enfreinte.

Dans une fabrique de corsets, les ouvrières qui étaient tenues de nettoyer les ateliers, avaient chargé une femme de cette besogne moyennant un certain salaire. Le patron avait non seulement accepté cet arrangement, mais il retenait sur le salaire des ouvrières la quote-part de chacune pour payer la femme nettoyeuse. D'où réclamation. Il a suffi de notre intervention pour régulariser la situation.

Les retenues-amendes ont fait l'objet de plusieurs réclamations. Assez souvent on considère comme amendes les indemnités pour malfaçon, emploi abusif des matières ou détérioration d'outillage, comme aussi les prélèvements opérés sur les cautionnements versés par les ouvriers lors de leur engagement. De là beaucoup de cas où nous ne pouvons intervenir.

Des ouvriers ayant manqué le lundi à l'ouvrage avaient subi une retenue de 25 centimes les cinq autres jours de la semaine, soit en tout 1 fr. 25 c., ce qui était supérieur au taux légal d'un cinquième. L'industriel a remboursé immédiatement les sommes illégalement retenues et nous nous sommes abstenus de dresser procès-verbal, puisqu'il n'y avait pas de mauvais vouloir.

Un journal, s'occupant spécialement des intérêts des ouvriers, a signalé que le truc-system était encore pratiqué dans deux usines de l'agglomération bruxelloise. En réalité cela était inexact. Dans la première usine désignée (occupant environ trois cents cinquante ouvriers et ouvrières), le personnel a formé une coopérative permettant d'acheter en commun et de première main, des denrées alimentaires et des combustibles. Cette caisse d'achat en commun est administrée par un comité d'ouvriers, lesquels sont soumis au contrôle de leurs collègues. Toutes les marchandises sont vendues au prix coûtant et aucune retenue n'est faite sur les salaires. La direction de l'usine a simplement avancé les

fonds nécessaires et elle n'exige, de ce chef, aucun intérêt. Dans la seconde usine, les ouvriers, prétendait-on, ne pouvaient pas quitter l'établissement à midi et devaient se fournir chez le patron qui avait organisé à cet effet un commerce de charcuterie, fromage, bière et autres aliments. En réalité, la firme ne fournissait pas de denrées alimentaires à son personnel, mais elle permettait au concierge de l'usine d'approvisionner les ouvriers qui ne quittaient pas l'établissement. Pour éviter les difficultés, cette faculté a été retirée.

Nous avons été saisis d'une demande de la direction d'une laiterie tendant à pouvoir fournir du beurre à ses ouvriers, à charge d'imputation sur les salaires. Nous avons donné un avis favorable à condition que les fournitures fussent faites au prix coûtant, lequel était en dessous de celui des magasins de détail, donc avantageux pour les ouvriers.

## SECTION VI.

### Santé et sécurité des ouvriers.

#### I. — *Règlement général du 30 mars 1905.*

*A.* **Salubrité.** — Les réclamations ont été fort nombreuses cette année; plusieurs étaient fondées; mais d'autres étaient tantôt sans fondement, tantôt superflues. C'est ainsi que dans certains établissements nous avions obtenu des patrons des améliorations notables, et au moment où les ateliers étaient en voie de transformation nous reçûmes des plaintes au sujet de causes d'insalubrité, dont la disparition était décidée, voire même réalisée.

Parmi les établissements, dont la question de la salubrité nous a préoccupé d'une façon spéciale, il y a lieu de signaler les suivants:

*Imprimeries.* — Emanations plombifères des clicheries et des linotypes se répandant dans les salles de travail dans trois établissements.

Eclairage et ventilation des locaux insuffisants dans deux im-

primeries. Les typographes de l'une d'elles nous exposèrent que précédemment les carreaux des ateliers étaient blanchis à la chaux en été et qu'on enlevait ce badigeonnage à l'arrière-saison. Cette année les carreaux ont été peints à l'huile et la peinture a été maintenue. Il résulte de là que les typographes qui manipulent les petits caractères, n'ayant pas un éclairage suffisant, s'abîment la vue et la santé.

*Industries du vêtement.* — Exiguïté des locaux, ventilation insuffisante. Dans trois établissements des ventilateurs mécaniques ont été installés. Dans l'un d'eux, ils ont été enlevés à la demande des ouvriers, puis replacés à la suite de plaintes.

La question de la ventilation mécanique doit être bien étudiée par des spécialistes de manière à obtenir un renouvellement d'air convenable sans exposer les ouvriers à des courants d'air incommodants.

Nous avons constaté que des ateliers n'avaient pas la hauteur de 2 m. 50 au moins, que d'autres étaient établis au-dessous d'une plate-forme en zinc où, par suite de la faible hauteur et du défaut d'aérage, il régnait dans les locaux, pendant les chaleurs estivales, une atmosphère indisposant les ouvrières.

*Ateliers de travail des métaux.* — Poussières dans les ateliers de polissage des métaux pour l'évacuation desquelles nous avons fait placer des aspirateurs mécaniques.

Locaux de travail surpeuplés, où nous avons fait respecter la disposition prévoyant 10 mètres cubes d'espace par ouvrier.

Ventilation insuffisante à laquelle il a été remédié par des appareils mécaniques.

Emanations insalubres provenant de lieux d'aisances, batteries d'accumulateurs, moteurs à gaz et pénétrant dans les salles de travail.

Travail dans les caves sans air, ni lumière naturelle.

Opérations viciant l'atmosphère dans laquelle les ouvriers doivent séjourner, telles que décapages aux acides, cémentation au cyanure de potassium, soudure et étamage pour lesquels il est fait usage d'esprit de sel, séchage à l'aide de foyers dont les produits de la combustion se déversent dans les ateliers.

Dans un atelier de constructions métalliques, sept forges déga-

geaient leurs fumées dans la salle de travail; celles-ci s'échappaient ensuite par des ouvertures (tuiles enlevées) de la toiture. Sur nos observations, chaque forge a été surmontée d'une hotte avec conduite d'évacuation.

Dans plusieurs ateliers, des améliorations notables ont été apportées ou le seront dans un délai rapproché.

*Ebénisteries.* — Fines poussières de bois s'introduisant dans les voies respiratoires. Les machines-outils ont été pourvues d'aspirateurs de sciures et copeaux.

Malpropreté, mauvaise aération, fumées, humidité, atmosphère viciée par des émanations insalubres. Situation améliorée dans la plupart des cas.

*Industries textiles.* — Ventilation insuffisante. Des appareils mécaniques seront appliqués suivant la promesse faite.

Emanations de lieux d'aisances, vapeurs de teinturerie.

*Industries chimiques.* — Vapeurs chlorhydriques aux fours à sulfate de soude et sulfureuses aux fours à griller les blendes ou les pyrites.

Dans une savonnerie, les ouvriers, comprenant des personnes protégées, travaillaient dans des sous-sols mal entretenus, etc.

*B.* **Sécurité.** — *Protection contre les atteintes des machines et des organes mécaniques.* — Comme on peut s'en rendre compte par le tableau indiquant le relevé des infractions constatées, figurant à la fin du rapport, il existe encore beaucoup d'établissements où la protection des ouvriers contre les atteintes des machines et des mécanismes n'est pas suffisamment garantie. Il est vrai que les installations subissent des modifications fréquentes et que nos moyens d'action ne nous permettent pas d'apporter à cette question toute la diligence qu'elle mérite.

La mise en marche d'un moteur à gaz pauvre en agissant sur les bras du volant a occasionné la mort d'un ouvrier chauffeur. Au lieu d'opérer à l'aide d'une pompe servant à comprimer le gaz dans le cylindre du moteur, l'ouvrier monta vraisemblablement sur l'un des bras du volant afin d'utiliser le poids de son corps. Le volant se mit en mouvement et la jambe de l'ouvrier fut

écraseé entre un rayon et le bâti. Si le volant avait été muni d'une tôle couvrant tous les secteurs, cette mise en marche antiréglementaire aurait été rendue impossible. D'autre part, l'article 49 de l'arrêté royal du 30 mars 1905 interdit aux ouvriers d'agir ainsi, et il existait une pompe de compression pour la mise en marche.

Les chauffeurs d'automobiles sont souvent victimes d'accidents plus ou moins graves dus à des retours de manivelles au moment de la mise en marche des moteurs. C'est ainsi qu'un chauffeur s'est fracturé le radius et le cubitus droits (incapacité: deux mois) et que plusieurs autres s'en sont tirés avec une incapacité inférieure à un mois. Comme pour les moteurs à explosion installés à demeure dans les établissements industriels, il y a des manivelles de sûreté pour les moteurs des automobiles; seulement, beaucoup d'entre elles n'ont de la sûreté que le nom. Assez souvent le chauffeur doit appuyer plus ou moins fortement contre la manivelle pour obtenir l'embrayage et du moment qu'il cesse d'appuyer, un ressort provoque le débrayage de la manivelle. Les retours proviennent d'une avance trop grande à l'allumage.

Le maniement des courroies est encore opéré de façon dangereuse. Nous verrons plus loin (section VII, accidents) que le montage d'une courroie à la main pendant la marche a derechef coûté la vie à une ouvrier.

Le nettoyage pendant le fonctionnement des appareils, transmissions et machines continue parfois à être effectué malgré toutes les réglementations, interdictions et connaissances acquises par la pratique.

Aucun progrès sensible n'a été réalisé en 1913, à notre connaissance, en matière de garants de machines-outils servant au travail mécanique du bois dans les scieries, menuiseries, ébénisteries, carrosseries, etc. Un syndicat nous ayant signalé la non-utilisation des protecteurs, nous avons constaté que des garants avaient été mis au rancart par les ouvriers, avec la permission formelle ou tacite des patrons. Notre intervention a eu pour résultat de faire replacer les dispositifs de sécurité aux machines, mais nous ignorons pendant combien de temps il en a été fait usage réellement.

Parmi les autres machines opératrices dont le danger a été démontré par des accidents, il y a lieu de citer les presses d'impri-

merie et les machines à estamper ou à emboutir, lesquelles sont parfois desservies par des personnes protégées, aucune interdiction légale n'existant à ce sujet.

La caisse commune d'assurances *Les Industries Textiles Réunies* ayant signalé plusieurs accidents occasionnant à des ouvrières le décollement ou la perte du cuir chevelu, une dépêche ministérielle avait spécialement attiré notre attention sur la prescription réglementaire obligeant les ouvrières de s'envelopper la tête de manière à éviter que leur chevelure puisse être saisie par les mécanismes. Cette prescription a reçu son exécution complète dans les six filatures du district pendant le premier semestre de l'année écoulée et il n'a pas été nécessaire de verbaliser, ni à charge des patrons, ni à charge des ouvrières. Toutefois, ces dernières ne se sont exécutées, dans plusieurs cas, que sous la menace de mesures coercitives.

La façon de procéder des chefs d'entreprises varie d'un établissement à l'autre et il est regrettable qu'il n'y ait pas d'uniformité sur cette question.

Dans une filature de laine, occupant 372 ouvrières, le bonnet est fourni gratuitement, chaque année, par le patron à tout le personnel féminin.

Dans une seconde filature de laine, occupant 217 ouvrières, le bonnet est à charge de celles-ci.

Dans une troisième, les 122 ouvrières employées peuvent obtenir gratuitement un bonnet-type pratique.

Dans une filature de coton, occupant 65 filles et femmes, le bonnet est à charge des ouvrières et il a fallu notre intervention répétée pour qu'elles se soumettent à cette obligation.

La direction d'une autre filature de coton dont le personnel féminin comprend 74 unités, fournit le bonnet au prix de revient ou le donne en location à raison de 5 centimes par semaine et par ouvrière.

Le choix du bonnet laissé à l'ouvrière est à déconseiller; mieux vaut adopter un type uniforme et pratique.

Les ouvrières de la ville mettent dans leur toilette et leur coiffure les raffinements d'une coquetterie souvent de mauvais aloi. De là une opposition à porter le bonnet uniforme, genre maison de refuge, et le désir d'avoir un bonnet orné de dentelles. D'autres

fois, le bonnet papillon, posé au sommet du chignon, devient l'ornement de la parfaite femme de chambre. Dans ces cas, le bonnet est inefficace et le danger est déplacé ou aggravé. Nous avons donc dû rappeler les considérations d'ordre pratique que la coquetterie féminine n'admet que malaisément.

Quoi qu'il en soit, nous avons obtenu, après avertissements et mises en demeure, la parfaite exécution des dispositions réglementaires, tant dans les filatures où le bonnet-enveloppe est à charge des ouvrières que dans celles où il est fourni gratuitement par les industriels.

Indépendamment des filatures, il existe d'autres établissements où les ouvrières sont exposées à avoir les cheveux saisis par les mécanismes; nous continuerons donc à nous occuper de la question dans toutes les industries où les articles 28 et 52E de l'arrêté royal du 30 mars 1905 trouveraient leur application.

*Manœuvre d'objets pondéreux, volumineux ou dangereux.* — L'article 39 de l'arrêté royal du 30 mars 1905 dispose que les marchandises qui, pendant leur manipulation, pourraient causer des accidents, seront manœuvrées, autant que possible, à l'aide d'appareils appropriés écartant le danger.

Cette disposition est assez souvent perdue de vue; il est vrai que le texte légal renferme des tempéraments qui en atténuent la portée. Voici un exemple:

En novembre dernier, huit ouvriers étaient occupés, dans une fabrique de papier, à mettre en tas des balles de pâte de bois de 0 m. 70×0 m. 70×0 m. 50 pesant chacune 200 kilogrammes et ne disposaient à cet effet que de leur force musculaire et de crochets à poignée. A côté du tas en formation s'en trouvait un autre de 3 mètres de hauteur, établi depuis longtemps. Quand le nouveau tas eut atteint quatre assises de balles (2 mètres de hauteur) plusieurs balles de l'ancien tas dégringolèrent atteignant trois ouvriers au travail, dont deux furent sérieusement blessés. Vraisemblablement, l'ancien tas se trouvait dans une position d'équilibre instable et les chocs produits pendant la formation du nouveau auront amené l'éboulement des balles.

L'emploi d'un pont-roulant est un moyen indiqué par la technique moderne pour des manœuvres comme celle qui nous occupe. Toutefois, cet appareil de levage n'est pas exempt de tout danger

et nous verrons plus loin qu'un accident mortel a été causé par un pont-roulant dans un atelier de constructions métalliques. L'absence de ce pont constitue-t-elle une infraction à l'article 39? La chose est contestable et comme notre service n'a pas abouti, dans de nombreux cas, à la solution judiciaire voulue quand un doute pouvait subsister, nous n'avons pas dressé procès-verbal de contravention.

Pour ne pas allonger outre mesure le présent chapitre, nous ne nous étendrons pas davantage sur d'autres articles du règlement dont les infractions sont du reste résumées au tableau VII figurant à la fin du rapport.

## II. — *Arrêté royal du 31 mars 1905.*

**Sécurité dans l'industrie du bâtiment, les travaux de construction et de terrassement en général.** — Notre avis a été demandé au sujet d'une requête par laquelle l'Association des entrepreneurs de maçonnerie et de béton armé, de Bruxelles, sollicitait la dispense d'établir aux échafaudages les garde-corps prévus par l'article 10 de l'arrêté royal du 31 mars 1905.

Cette association fit observer que ses membres sont avisés journellement par l'inspection du travail d'avoir à établir ces garde-corps et que les avis sont suivis immédiatement de poursuites judiciaires s'il n'est pas tenu compte des observations de notre service.

Il y avait dans les affirmations des entrepreneurs une exagération manifeste. Nous surveillons évidemment l'exécution des mesures de sécurité prescrites dans le règlement du 31 mars 1905, mais notre surveillance n'est pas tracassière.

La Fédération nationale du bâtiment et des travaux publics invoquait un jugement de la Cour d'appel de Bruxelles pour justifier la requête dont il vient d'être question.

Les faits qui avaient amené ce jugement sont les suivants: Un ouvrier manœuvre avait été précipité d'un échafaudage de maçons établi au deuxième étage d'une maison en construction jusque dans les sous-sols, soit d'une hauteur de 13 m. 70, et avait été tué. L'échafaudage portait un plancher de travail de 1 m. 45 de largeur dépourvu de tout garde-corps ou dispositif quelconque

en vue d'éviter la chute des ouvriers. Pendant que la victime remuait à la pelle du mortier dans une cuvelle placée près du bord de l'échafaudage, l'ouvrier tomba dans le vide.

Il est évident que la chute était due à l'absence d'un garde-corps solide établi à hauteur convenable ainsi que le prescrit l'article 10 de l'arrêté royal du 31 mars 1905.

Les termes du jugement d'acquittement de la Cour d'appel sont les suivants: « Attendu que s'il a été constaté par l'inspecteur « du travail que l'échafaudage sur lequel travaillait le manœuvre « n'était pas pourvu d'un garde-corps, il est d'autre part résulté « de l'instruction que dans les circonstances de la cause, étant « donné les conditions dans lesquelles le travail était effectué et « devait s'effectuer, l'établissement d'un garde-corps, de l'avis « de personnes dont la compétence et la sincérité ne peuvent être « mises en doute, eut rendu le travail impossible; que, dès lors, « le prévenu ne peut avoir contrevenu aux dispositions de « l'article 10 de l'arrêté royal du 31 mars 1905. Par ces motifs, « la Cour met l'appel du Ministère public à néant, confirme le « jugement d'acquittement prononcé en faveur du prévenu par « le premier juge . . . . . »

Loin de nous de mettre en doute la compétence et la sincérité des entrepreneurs qui sont intervenus comme témoins à décharge. Ils étaient toutefois intéressés dans l'affaire, car il était manifeste qu'ils avaient fait du cas une question de principe; ce n'était plus exclusivement le prévenu répondant d'une infraction, mais une association professionnelle s'efforçant à se soustraire à une réglementation.

Si nous avions été appelé comme témoin, nous aurions pu citer, dans l'agglomération bruxelloise, des travaux de bâtisse exécutés avec des échafaudages placés à l'intérieur et munis de garde-corps dans les conditions prescrites par le règlement, c'est-à-dire dans les conditions où, de l'avis des entrepreneurs intervenus comme témoins à décharge, l'établissement d'un garde-corps rend le travail impossible. Enfin, les ouvriers exécutant les ouvrages auxquels leur compagnon avait été tué, nous avaient formellement déclaré qu'un garde-corps était pratiquement réalisable et n'aurait nullement gêné leurs opérations. Ces travailleurs étaient également compétents et sincères.

D'une manière générale, l'établissement d'un garde-corps est

réalisable aux échafaudages. C'est un dispositif de sécurité incontestable et qui ne rend nullement le travail impossible.

Dans la construction de maisons on peut se montrer tolérant si, au fur et à mesure que le bâtiment s'élève, on établit sur les gîtages et sur l'ouverture des cages d'escalier de chaque étage un plancher provisoire avec une simple ouverture pour le passage des ouvriers et des matériaux, ouverture munie d'un garde-corps. Dans ce cas, la hauteur de chute des hommes et des matériaux est fortement réduite et la gravité des accidents très atténuée.

Quoi qu'il en soit, nous avons estimé qu'il n'y avait pas lieu d'accueillir la requête de l'Association des entrepreneurs, ni de modifier la réglementation concernant les échafaudages.

Quant à l'affirmation que nos avis soient immédiatement suivis de poursuites judiciaires s'il n'en est pas tenu compte, elle n'a pas plus de valeur que celle concernant l'établissement des garde-corps. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter un coup d'œil sur les tableaux résumant les procès-verbaux dressés en matière de sécurité.

L'emploi de ceintures de sûreté, notamment aux travaux de montage de charpentes métalliques, a donné lieu à beaucoup de discussions cette année. Nous avons examiné les ceintures que des firmes, exécutant d'importants travaux, mettaient à la disposition de leurs ouvriers, mais que ceux-ci refusaient de revêtir. Ces ceintures étaient efficaces et pratiques; néanmoins des monteurs estimaient que dans certains cas, mieux vaut tomber librement que d'être retenu par une ceinture. Voici deux cas qui se sont présentés:

Au montage d'une charpente métallique d'un hall, un ouvrier circulant sur une pièce longitudinale, à une hauteur de 9 mètres, fit un faux pas et tomba dans le vide; il fut blessé sérieusement mais sa vie ne parut nullement en danger. La victime, comme les autres monteurs, avait à sa disposition une ceinture de sûreté bien conditionnée qu'elle avait omis de mettre. Quand l'ouvrage à exécuter ne nécessitait que de petits déplacements les ouvriers avaient soin de ceindre le dispositif protecteur, mais quand les déplacements étaient très grands, ils n'en faisaient pas usage parce que dans ce cas la corde d'attache devait avoir plusieurs mètres de longueur et qu'en cas de chute, la victime risquait de

se fracturer la colonne vertébrale. En effet, l'ouvrier tombant de tout son poids serait arrêté violemment dans sa chute et cet arrêt brusque pourrait amener la rupture de l'épine dorsale. En tombant librement, l'homme peut parfois, par des prodiges d'acrobatie, atténuer les effets de la chute; or la plupart des monteurs sont plus ou moins acrobates.

Pour les pylônes de dispersion des fils téléphoniques en montage dans l'agglomération bruxelloise, les ouvriers ne faisaient pas davantage usage des ceintures fournies par les patrons, même pour travailler à la cage de dispersion au sommet du pylône. Et cependant, dans ce cas, les déplacements étaient très petits et la hauteur de chute très grande; de plus, un monteur a été tué antérieurement en tombant d'une de ces tours où il exécutait un travail analogue. C'est pourquoi nous avons beaucoup insisté auprès des ouvriers effectuant ce genre de montages pour qu'ils mettent leurs ceintures.

L'union centrale des travailleurs du bâtiment nous a signalé plusieurs causes de danger résultant tantôt de vice de construction, tantôt d'absence de mesures de sécurité, telles que: murs hors d'aplomb de plusieurs centimètres, gîtes ne portant que sur 3 ou 4 centimètres dans les murs, baies pouvant provoquer des écroulements, cages d'escalier sans couvre-vides, etc. Plusieurs faits ne ressortissant pas à notre service, nous n'avons pu nous en occuper. Ceux qui étaient de notre compétence ont reçu la solution que la situation comportait.

Une plainte nous est parvenue concernant l'absence de baraques où les ouvriers d'un important chantier auraient pu remiser leurs outils pendant les interruptions de travail. Au début, les entrepreneurs avaient mis à la disposition de leurs ouvriers des caisses spécialement fabriquées à cet usage; mais un matin les serrures des caisses avaient été forcées et les outils volés. Les entrepreneurs furent obligés de payer des sommes importantes pour dédommager les ouvriers. Depuis lors, les patrons n'interviennent plus et les ouvriers remisent leurs outils où ils peuvent, souvent dans des cabarets.

En vertu de l'article 13 de la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail, le chef d'entreprise doit apporter à la conservation des outils appartenant à l'ouvrier les soins d'un bon père de famille, mais nous ne pouvons pas le contraindre à remiser ces outils

et à les conserver sous sa responsabilité. Toutefois, les entrepreneurs qui font exercer une surveillance active sur leur matériel, notamment la nuit, pourraient par la même occasion étendre cette surveillance aux outils des ouvriers. Par le fait même, les ouvriers ne seraient plus obligés de faire des dépenses dans des cabarets où ils déposent leurs outils, faute de mieux.

Le tableau VIII résume les infractions au règlement du 31 mars 1905.

### III. — *Arrêté royal du 25 juillet 1910.*

**Emploi de la céruse dans les travaux de peinture en bâtiment.** — Si, d'une part, la question de la suppression de la céruse soulève de vives discussions, d'autre part la réglementation du 25 juillet 1910, concernant l'emploi de ce produit, n'a guère provoqué de réclamations; pour ce qui nous concerne, nous n'avons reçu qu'une dizaine de plaintes ouvrières depuis que cette réglementation est en vigueur. Toutes ont été examinées et ont reçu la suite qu'elles comportaient.

Il importe de remarquer que beaucoup d'ouvriers peintres travaillent dans les maisons habitées où nous ne pouvons pas pénétrer. De plus, toutes les peintures en bâtiment ne se font pas nécessairement à la céruse (hydro-carbonate de plomb) et la réglementation n'est pas applicable quand il est fait usage de blanc de zinc, de litopone, de minium et de diverses autres couleurs, même à base de plomb; c'est ce qui rend la surveillance de l'exécution du règlement parfois fort difficile. Nous savons fort bien que les quantités de céruse employées dans la peinture en bâtiment sont beaucoup plus considérables que celles des autres couleurs et quand nous voyons faire le ponçage d'une façade ou la peinture d'une surface extérieure, nous pouvons de prime abord présumer qu'il s'agit d'une couleur à base de céruse, mais cela ne suffit pas: pour pouvoir appliquer le règlement et, le cas échéant, dresser procès-verbal, il faut établir que la couleur est réellement du blanc de plomb.

La céruse est employée sous forme de pâte broyée et malaxée au moyen d'huile. Elle est souvent renfermée dans des récipients à couvercle et un seul ouvrier (le plus souvent le contremaître) est chargé de préparer les couleurs.

Le ponçage à sec ne se fait qu'exceptionnellement. L'obligation pour les ouvriers de porter un vêtement de travail et de déposer les vêtements enlevés à l'abri des poussières, rencontre des difficultés dans les maisons habitées où la place laissée à la disposition des peintres est souvent très restreinte. Dans les nouveaux bâtiments, où plusieurs corps de métiers travaillent parfois en même temps, les peintres préfèrent mettre leurs vêtements dans la place où se trouvent leur matériel et leurs couleurs et, par conséquent, la céruse.

Les objets et produits nécessaires pour se rincer la bouche, pour se laver au savon la figure et les mains, ainsi que pour s'essuyer font souvent défaut. Il a fallu rappeler à plusieurs patrons leurs obligations à ce sujet.

Les ouvriers négligent souvent de renfermer leurs aliments dans des boîtes ou enveloppes tenues bien closes jusqu'au moment du repas; ils se contentent souvent d'un morceau de toile cirée, d'un papier ou d'un journal. Ils négligent aussi, surtout aux repas du matin et de l'après-midi, de se laver convenablement. Plusieurs observations ont dû être faites à cet égard.

Bref, patrons et ouvriers négligent fréquemment de prendre les mesures qui leur sont imposées par l'arrêté royal du 25 juillet 1910.

### IV. — *Arrêté royal du 20 novembre 1906.*

**Entreprises de chargement, de déchargement, de réparation et d'entretien des navires et bateaux.** — Le tableau IX résume les infractions constatées à cette réglementation dans les détails de laquelle nous n'entrerons pas. Nos moyens d'action limités ne nous ont pas permis de faire cette année beaucoup de visites dans les exploitations tombant sous l'application de l'arrêté royal du 20 novembre 1906.

### V. — *Arrêté royal du 20 août 1908.*

**Désinfection des crins employés dans les fabriques de brosses.** — Le décès d'un ouvrier travaillant dans une filature de crin avait été attribué par ses ayants droit à une affection charbon-

PLANCHE I.

Travaux sur crêtes de murs, corniches et toitures.
Dispositifs contre les chutes.

PLANCHE II.

Travaux sur toitures et corniches.
Dispositif empêchant la chute du personnel et des matériaux.



2e

PLANCHE III.

**Exhaussement et transformation d'un bâtiment, à Bruxelles.
Galerie de travail clôturée, empêchant la chute des ouvriers
et des matériaux.**

PLANCHE IV.

**Précautions contre les chutes des ouvriers et des matériaux.
Galerie de travail clôturée.**

UNIV. of MICH.

PLANCHE V.

Echafaudage intérieur. Plancher de travail pourvu d'un garde-corps.
Filière attachée aux montants par des chaînes de sûreté.

PLANCHE VI.

Chaîne de sûreté remplaçant les cordes
et empêchant le glissement des bois d'échafaudage.

**Monte-charges** supprimant les ascensions, par les échelles, des ouvriers chargés de briques et de mortier.

PLANCHE IX.

**Méthodes modernes de construction de bâtiments.**
**Machines perfectionnées pour levage des matériaux et battage des pilots.**

PLANCHE X.

**Méthodes modernes de construction de bâtiments.**
**Emploi d'appareils de levage perfectionnés (grues « Titan » et ascenseurs électriques).**

UNIV. OF MICH.

PLANCHE XI.

**Méthodes modernes de construction de bâtiments.**
**Emploi d'appareils de levage perfectionnés (grues « Titan » et ascenseurs).**

PLANCHE XII.

**Méthodes modernes de construction de bâtiments.**
**Ascenseurs avec passerelles d'accès à chaque étage.**

UNIV. OF MICH.

**Protecteur pendiculaire mobile pour scie circulaire servant à débiter les noix de corrozo (fabrication de boutons).**

UNIV. OF MICH.

**Protecteur pendiculaire mobile pour scie circulaire servant à débiter les noix de corrozo (fabrication de boutons).**

UNIV. OF MICH.

Travail mécanique du bois.

**Les transmissions,** ainsi que les conduites pour l'aspiration mécanique **des copeaux et poussières, sont intallées dans le sous-sol de l'atelier.**

UNIV. of MICH.

Polissage de pièces métalliques nickelées.
Aspiration mécanique des poussières:
Bouche d'aspiration amovible et collecteur.

UNIV. OF MICH.

neuse survenue dans le cours et par le fait du travail. Le certificat médical annexé à la déclaration d'accident portait: « folliculite phlegmoneuse du cou dont il est impossible de déterminer la nature ». Ce n'était donc pas un accident.

Quoi qu'il en soit, la filature et les autres industries du crin devraient être soumises à la même réglementation que les fabriques de brosses, où les crins doivent être, immédiatement après leur déballage, désinfectés suffisamment pour tuer la spore du charbon. Les mesures propres à préserver les ouvriers de l'infection charbonneuse devraient être appliquées partout où le même danger de contamination existe.

## VI. — *Arrêté royal du 15 juin 1910.*

**Locaux affectés temporairement au logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers.** — Dans notre précédent rapport général nous avons exposé la situation lamentable de beaucoup de locaux servant de logement aux ouvriers briquetiers, notre intervention énergique avec trente-quatre procès-verbaux de contravention et les condamnations sévères auxquelles quelques-uns avaient donné lieu.

Une amélioration notable a été le résultat de nos efforts. Il eut toutefois été difficile d'obtenir une transformation radicale et générale; ce serait contraire à la mentalité des briquetiers.

Les infractions relevées cette année ont été soulignées par dix-sept procès-verbaux, soit juste la moitié du chiffre de l'année précédente, dressés tantôt à charge de patrons, tantôt à charge des ouvriers.

Ces derniers s'étaient obstinés à faire usage de braseros ou feux libres à l'intérieur des logements, nonobstant nos recommandations et l'exemple de l'accident mortel, survenu antérieurement sur un chantier bruxellois avec ces appareils de chauffage défectueux. Certains ouvriers ont refusé de faire usage d'un bon poêle qui leur était fourni gratis.

Quelques chefs d'entreprises ont fait preuve d'une insouciance impardonnable, dont voici des exemples:

*A.* Un patron avait installé ses ouvriers dans un hangar dont les parois extérieures étaient faites au moyen de paillassons. Sous

le même toit logeait un porc, un mouton, un grand chien et des poules dont le bruit troublait parfois le repos de nuit des ouvriers; les émanations provenant de ces animaux se répandaient dans la place occupée par les ouvriers. Faute de poêle, il était fait usage pour le chauffage d'un brasero dont les gaz toxiques s'ajoutaient aux émanations animales. Dans la même place logeaient 7 personnes dans quatre lits: trois couches étaient occupées chacune par deux hommes et la quatrième par une fille. Le danger d'incendie était imminent à cause des paillassons et du brasero.

*B.* Le dortoir était au-dessus d'une écurie et dans le plancher il y avait une ouverture de 1 mètre carré laissant pénétrer les émanations ammoniacales. Il n'y avait aucun mobilier, pas même de lit: les ouvriers couchaient sur de la paille étendue sur le plancher.

*C.* Cinq hommes ou garçons et une jeune fille occupaient une place unique. Chauffage par brasero.

*D.* Une place unique sans lits ni porte-manteaux: les ouvriers couchaient côte à côte sur une estrade. Sol non imperméable couvert de déchets de cuisine; bâtiments en planches mal assemblées, sans couvre-joints; toiture sans hourdis calorifuge.

*E.* Huit hommes ne disposaient que de quatre lits. Faute de poêle, les ouvriers avaient installé un brasero dans le local, etc.

Le tableau X donne le relevé des infractions constatées à l'arrêté royal du 15 juin 1910 concernant les logements des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers.

Le résumé des procès-verbaux dressés en matière de santé et sécurité des ouvriers fait l'objet du tableau XI.

## SECTION VII.

### Accidents du travail.

*Loi du 24 décembre 1903 (art. 24 et 25) et arrêté royal du 20 décembre 1904.*

En 1913, nous avons enregistré 15,685 déclarations d'accidents du travail dont 14 seulement faites par les victimes ou leurs ayants droit.

Les accidents mortels étaient au nombre de 64 dont 6 où la victime était en danger de mort, mais non décédée, au moment de l'enquête. Onze de ces accidents mortels sont survenus dans des exploitations de l'Etat et 53 dans des entreprises autres que celles de l'Etat.

Pour 27 déclarations, les chefs d'entreprises ne reconnaissent pas l'applicabilité de la loi du 24 décembre 1903, soit spontanément, soit à la suite de l'intervention des compagnies d'assurances ou des caisses communes d'assurances agréées.

Deux cent et sept accidents ont donné lieu à enquête par notre service.

Comme les années précédentes, nous avons examiné toutes les déclarations d'accidents qui nous sont parvenues et nous avons dû en faire compléter ou régulariser un nombre considérable.

Quelques réclamations des victimes ou de leurs ayants droit contre des compagnies ou des caisses communes d'assurance ont été transmises au service de contrôle de la quatrième section de l'Office du Travail.

Les 64 accidents mortels se répartissent de la manière suivante entre les diverses industries:

A. *Industries des métaux* (3 cas):

| | |
|---|---|
| Construction de charpentes et gros ouvrages métalliques | 1 |
| Construction de machines et appareils industriels | 1 |
| Fabrication de boîtes métalliques | 1 |

B. *Industries céramiques* (1 cas):

| | |
|---|---|
| Briqueterie | 1 |

C. *Industries chimiques* (3 cas):

| | |
|---|---|
| Usine à gaz | 1 |
| Déglycérination des huiles | 1 |
| Fabrique de gélatine | 1 |

D. *Industries alimentaires* (2 cas):

| | |
|---|---|
| Fabrique de chocolat | 1 |
| Fabrique de fromage de Bruxelles | 1 |

longitudinal du hall) et l'arrêt du chariot, l'un des ouvriers qui se tenait vers l'extrémité du pont fut pris entre une ferme du hall et un support des conducteurs électriques fixé au pont. La victime succomba presque immédiatement par suite de contusions graves des organes internes de la poitrine.

Dans le même atelier un ouvrier monteur tomba d'une hauteur de 9 mètres d'une charpente métallique en montage. Il fut relevé avec des plaies à la tête et à la jambe, une fracture double de la mâchoire inférieure et une luxation du poignet droit, lesquelles, bien que graves, ne paraissaient pas mettre sa vie en danger.

La mise en marche d'un moteur à gaz a occasionné la mort d'un ouvrier dans les circonstances suivantes: Dix minutes avant la reprise du travail, la victime devait remettre en marche un moteur à gaz pauvre, et pour ce faire avait à sa disposition une pompe servant à comprimer du gaz dans le cylindre du moteur. Au lieu d'opérer de cette manière, le chauffeur préféra agir directement sur le volant et vraisemblablement monta sur l'un des bras afin d'utiliser le poids de son corps. Le volant se mit en mouvement et la jambe de l'ouvrier fut écrasée entre l'un des rayons du volant et le bâti du moteur. La mort s'en suivit.

Dans une fabrique de boîtes métalliques un apprenti de 13 ans était chargé de descendre des bidons enserrés à l'aide d'une corde de 2 m. 75 de longueur. Remontant à l'étage, la corde à la main, l'enfant aura probablement fait tourner le bout libre de la corde, laquelle s'est enroulée autour d'un arbre de transmission et a entraîné la petite victime. Celle-ci a succombé par suite d'amputation traumatique du bras droit, fracture de l'avant-bras gauche et plaie du cuir chevelu. Il est à remarquer que l'arbre se meut à 3 m. 45 au-dessus du sol de l'atelier et 1 m. 80 au-dessus de la marche d'escalier verticalement sous l'arbre. L'arbre est pourvu d'un dispositif protecteur, mais il pouvait néanmoins être atteint par la corde. Cet accident a été contesté, mais nous avons conclu qu'il était survenu dans le cours et par le fait du travail, la corde avait du reste été fournie par le chef d'entreprise et constituait un instrument du travail.

Parmi les autres accidents graves, mais non mortels qui se sont produits dans les industries des métaux, on peut citer: Dans un atelier de constructions métalliques, une poutre de 1 m. 67 de

hauteur, 16 mètres de longueur, pesant 9,300 kilogrammes, s'est renversée pendant une manœuvre et un ouvrier eut les deux jambes cisaillées par la semelle supérieure de la poutre. Au moment de l'enquête, la victime ne paraissait pas devoir succomber à l'amputation des deux jambes. En estampant des fonds en fer blanc, un ouvrier a eu trois doigts de la main gauche emportés par la machine à laquelle il travaillait; la victime avait eu antérieurement le pouce de la main droite amputé. Un apprenti de 15 ans a eu le bras gauche arraché (amputation) en voulant vérifier un graisseur d'arbre de transmission à 3 mètres de hauteur; la rupture d'une meule émeri de 1 mètre de diamètre, 0 m. 200 de largeur, pesant 380 kilogrammes et tournant à 480 tours par minute produisit trois morceaux qui furent projetés avec une extrême violence contre l'enveloppe protectrice de la meule; l'un des tirants de l'enveloppe fut arraché et fractura la cuisse droite d'un ouvrier. Dans une tréfilerie un ouvrier voulant enlever une bobine d'un banc à tambours d'enroulement, sans arrêt préalable, eut le radius et le cubitus droits fracturés. Un ouvrier estampeur a eu deux doigts amputés sous la matrice d'une machine dans une fabrique de boîtes métalliques. Un ferronnier eut trois doigts, dont le pouce, écrasés et partiellement amputés, etc. (voir aussi accidents survenus à des enfants).

B. *Industries céramiques.* — Sur un chantier de briqueterie, un ouvrier faisant l'extraction de terres a été pris sous un éboulement et retiré à l'état de cadavre (décès par asphyxie).

C. *Industries chimiques.* — Dans une usine à gaz, un ouvrier travaillant aux cuves d'épuration du gaz, disposées en contre-haut, est tombé dans une cage d'ascenseur d'une hauteur de 5 m. 50 et s'est fracturé le crâne sur un rail disposé au rez-de-chaussée. L'accident a entraîné la mort.

Un ouvrier manœuvre, travaillant à proximité d'un dépôt d'os, de cornes, d'onglons, etc., dans une fabrique de gélatine, fut piqué au cou par une mouche; la piqûre s'envenima rapidement et le quatrième jour la victime succomba à une affection charbonneuse.

D. *Industries alimentaires.* — Dans une fabrique de chocolat,

un crochet destiné à fixer une canalisation d'eau. Ils ne soupçonnaient pas la présence d'une canalisation électrique recevant du courant triphasé à 220 volts, comportant trois conducteurs pourvus d'un double enroulement de caoutchouc et contenus dans un tube Bergman noyé dans le mur. Le crochet ayant traversé le tube Bergman vint au contact d'un des conducteurs électriques et l'aide plombier qui tenait les deux mains serrées autour du tuyau fut électrocuté.

L'explosion d'un cruchon de naphte d'une contenance de 5 à 6 litres et se trouvant à proximité d'un foyer dans un bâtiment en construction, occasionna des brûlures multiples et étendues à un ouvrier qui en mourut.

Un rail de 9 mètres de longueur, pesant 378 kilogrammes, était placé sur le bâti d'une grue pivotante de 5 tonnes afin d'en renforcer le contre-poids. Par suite d'un choc, ce rail contre-poids glissa et tomba sur le dos d'un ouvrier. Le médecin diagnostiqua le décès ou la paralysie persistante.

Un sculpteur-marbrier marcha sur un clou dans une maison en construction; il en résulta une plaie pénétrante à la plante du pied, plaie qui entraîna le décès le huitième jour.

Les autres accidents mortels survenus dans les travaux de bâtiment sont dus à des chutes si fréquentes et si funestes dans cette industrie. Exemples: Un maçon est tombé de 22 mètres de hauteur (sur le trottoir de la rue) d'un édifice à quatre étages au couronnement duquel il était occupé. Un aide-plafonneur a fait une chute d'un troisième étage jusque dans les sous-sols, soit d'une hauteur de 17 mètres, en portant du mortier. Un peintre est tombé de la corniche d'un château à laquelle il faisait le mastiquage, etc. Les observations que nous avons faites à ce sujet dans nos rapports précédents pourraient être reproduites ici en grande partie.

II. *Travaux publics.* — Aux travaux de montage d'un pont métallique au-dessus du chemin de fer, un chauffeur de rivets étant descendu d'une échelle et voulant traverser les voies fut surpris par un train et tué (cuisses coupées).

Trois accidents mortels se sont produits au cours de travaux de terrassement:

1° Sur une voie en pente de 45 millimètres par mètre, un ouvrier

eut les deux pieds amputés par suite de la mise en marche inopinée de deux wagonnets remplis de terre qui avaient été immobilisés au moyen de cales posées devant les roues;

2° Un terrassier travaillant à 3 m. 50 de profondeur fut surpris par l'éboulement d'une masse de 7 mètres cubes de terre qui l'ensevelit;

3° En accrochant un wagon à une locomotive, un manœuvre fut écrasé entre les butoirs.

G. *Industries du bois et de l'ameublement.* — Trois accidents mortels: chutes de deux ouvriers menuisiers-charpentiers et écrasement d'un ouvrier-carrossier entre un établi et une voiture automobile.

Vingt-cinq accidents graves, mais non mortels, ont été causés par des machines-outils dans des scieries, menuiseries, ébénisteries, tonnelleries ou autres ateliers pour le travail mécanique du bois: 12 de ces accidents ont été produits par des scies de tous genres, 7 par des dégauchisseuses et raboteuses, 5 par des toupies et moulureuses, 1 par une tenonneuse. Dans certains cas, les ouvriers ont perdu deux ou trois doigts et dans un cas quatre doigts, et se sont vu restreindre, pour le reste de leur vie, leur capacité de travail, parfois dans des proportions notables.

H. *Industries spéciales.* — Dans une fabrique de ciment 5 ouvriers déplaçaient une chèvre (appareil de levage) servant au montage d'un four rotatif. La chèvre ayant basculé, un ouvrier fut projeté violemment contre un pilier du four et se fractura le crâne.

En attendant l'arrivée du contremaître, dans une fabrique d'ouate, un jeune ouvrier de 13 ans voulut remonter une courroie; il monta sur une échelle appuyée contre une barre de fer horizontale, distante de 50 centimètres de l'arbre et disposée à 3 mètres de hauteur parallèlement à l'arbre. Les vêtements de l'enfant s'enroulèrent autour de l'arbre et à chaque évolution la victime vint donner du bras gauche et de la jambe droite contre la barre de fer. Le bras fut arraché et la cuisse fracturée indépendamment d'autres blessures et contusions.

Au Luna Parc de Bruxelles (entreprise de spectacles publics) un chasseur (employé) faisant le saut périlleux dans un bassin

d'eau de 1 m. 50 de profondeur a été retiré avec une commotion cérébrale, provoquée soit par une congestion, soit par la rencontre d'un tuyau ou du fond du bassin. Il avait été interdit au chasseur de faire des tours à la nage, n'ayant pas été engagé à cet effet. D'où la conclusion que l'accident n'est pas survenu dans le cours et par le fait de l'exécution du contrat de travail.

I. *Industries des transports.* — Un cas intéressant, qui du reste a donné lieu à contestation, s'est produit dans un garage d'automobiles: Un apprenti de 15 ans avait été chargé de nettoyer la fosse de visite dans laquelle des gaz, provenant de l'évaporation du pétrole et de l'essence tombés dans la fosse, avaient formé un mélange explosif. Un apprenti électricien de 14 ans, étranger à l'établissement, s'était rendu près de son camarade dans le garage où son travail ne l'appelait aucunement. L'un d'eux ayant allumé une allumette a provoqué une explosion; l'apprenti de 15 ans fut tué, tandis que l'autre fut blessé et dut être transporté à l'hôpital. Nous avons conclu que la loi était applicable pour la première victime, mais qu'elle ne l'était pas pour la seconde.

Un ouvrier a été tué au cours d'une rencontre entre une charrette, une automobile et un tram.

Un violent coup de timon d'un camion dans le ventre d'un ouvrier a provoqué son décès quelques jours plus tard.

Au cours d'un déchargement de pierres bleues, un ouvrier a été atteint par un bloc de 250 kilogrammes qu'on faisait glisser sur une planche et qui en tomba.

Un receveur de tram se tenant debout sur le marche-pied d'une voiture remorquée, heurta de la tête un poteau en fer supportant le câble électrique.

Pendant qu'il se trouvait sur les voies du tram, à son poste pour manœuvrer les aiguilles, un ouvrier aiguilleur fut renversé et tué par une voiture automobile.

Un ouvrier, haleur de bateaux, a été tué par une ruade de cheval reçue en pleine poitrine.

J. *Entreprises commerciales.* — Trois accidents mortels :

I. Commerce de denrées alimentaires: Un ouvrier déposant un sac de maïs de 100 kilogrammes sur un monte-charges provoqua la rupture du câble et tomba dans la cage de l'ascenseur. Il succomba à la suite de lésions internes.

II. Dépôt de pétrole: Un camion-citerne contenant 700 litres, monté sur quatre roues et attelé de deux chevaux, versa sur le flanc dans un mauvais chemin et l'ouvrier camionneur fut écrasé sous le véhicule.

III. Commerce de bois: Collision entre un tram vicinal et un camion. Camionneur tué.

K. *Exploitations agricoles.* — Un ouvrier agricole ayant reçu un coup de corne d'un taureau fut relevé aux pieds de l'animal. Une hémorragie interne avait amené la mort de la victime.

L. *Exploitations de l'Etat* — 11 accidents mortels, dont les déclarations ont été transmises immédiatement à M. le Ministre afin qu'il soit procédé, le cas échéant, aux enquêtes nécessaires par les soins des inspecteurs de l'administration centrale.

**Accidents graves survenus à des enfants ou à des personnes protégées.** — Quatre enfants ont été victimes d'accidents mortels dans les circonstances relatées précédemment, à savoir: le premier, âgé de 13 ans, dans une fabrique de boîtes métalliques; le deuxième, âgé de 14 ans, aux travaux de construction d'un pont métallique; le troisième, âgé de 13 ans, dans une fabrique d'ouate et le quatrième, âgé de 14 à 15 ans, dans un garage d'automobiles (voir ce qui a été dit à ce sujet aux chapitres précédents).

Une trentaine d'enfants ou de personnes protégées ont été grièvement blessés, mais sans issue fatale. Voici quelques cas:

*Fabriques de papiers.* — Un apprenti de 13 ans a eu le bras gauche engagé entre deux cylindres d'une machine continue et les tissus ont été arrachés depuis l'épaule jusqu'au milieu de l'avant-bras. L'incapacité totale de travail prévue était de deux mois. Comme circonstances aggravantes l'accident est survenu à 10 heures du soir et l'enfant était trop jeune pour travailler la nuit. De plus, il y a eu travail prolongé de personne protégée. Cette double infraction a fait l'objet, de notre part, d'un procès-verbal de contravention qui a été laissé sans suite.

Dans une fabrique de papiers peints, un garçon de 14 ans a perdu les trois premiers doigts de la main gauche à une machine servant à imprimer des papiers de tenture.

L'amputation partielle de deux doigts de la main gauche à un enfant de 13 ans a été causée par une machine plieuse dans une fabrique de carton.

*Blanchisserie de linge.* — Les vêtements d'une jeune fille ayant pris feu, il en est résulté des brûlures à la tête, à la poitrine, au dos, aux mains, bras, jambes, cuisses et, en sus une congestion pulmonaire. Lors de l'enquête, le médecin ne pouvait pas se prononcer sur les suites de ces brûlures.

Une machine à calandrer et repasser des draps de lit a occasionné l'écrasement de quatre doigts de la main droite, avec brûlures et lésion osseuse, à une jeune fille de 17 ans.

*Industries alimentaires.* — Nous avons cité le singulier cas d'un apprenti chocolatier victime d'un accident sans gravité et décédé huit jours plus tard.

Un laminoir à pâte a causé l'écrasement de deux doigts à un enfant de 12 à 13 ans dans une chocolaterie.

Une machine à mouler des spéculaus a fait perdre le bras gauche à un enfant de 12 à 13 ans dans une boulangerie.

*Industries des métaux.* — Ayant enlevé le couvre-engrenages d'une machine foreuse pour le nettoyer, un enfant de 12 ans 11 mois a eu quatre doigts de la main droite écrasés dans un atelier de serrurier-poêlier.

Un accident identique a occasionné l'écrasement du pouce du médius et de l'index droits à un apprenti ferronnier.

Une pièce en fonte, mal calée, en se renversant a fracturé complètement la jambe droite d'un enfant de 14 ans.

Nous avons cité à la page 39 le cas d'un adolescent de 15 ans qui a eu le bras gauche arraché en voulant vérifier le graisseur d'un arbre de transmission.

Une machine à tisser des toiles métalliques a produit une plaie par arrachement des tissus superficiels de l'avant-bras droit et des lésions musculaires de la région postero-externe à un apprenti de 14 à 15 ans, etc.

*Industries textiles.* — Filature-tissage de laine. Vastes plaies coupantes au pouce et à l'index gauches d'un enfant de 13 ans, produites par une machine à élargir les tissus, etc.

*Imprimeries.* — Plusieurs accidents ont été occasionnés par des presses à des ouvriers de moins de 16 ans.

*Entreprises commerciales.* — Un transbordeur de charbons, installé au port de Bruxelles, a produit des plaies profondes (hachures) au bras droit et la luxation du coude à un ouvrier de 15 ans qui voulait graisser, pendant la marche, un palier du transbordeur.

ACCIDENTS CONTESTÉS.

| Numéro d'ordre. | Entreprise. | Suites de l'accident. (Blessures, lésions...) | Résultat de l'enquête. |
|---|---|---|---|
| 1 | Usine à gaz. | Catarrhe bronchique. | Pas d'accident du travail. |
| 2 | Construction mécanique. | Hernie. | Accident survenu dans le cours et par le fait du travail. |
| 3 | Dépôt de matières inflammables. | Contusion genou gauche. | Id. |
| 4 | Usine à gaz. | Corps étranger dans l'œil gauche. | Id. |
| 5 | Construct. de bâtiment. | Plaie de la conjonctive, ulcère de la cornée. | Id. |
| 6 | Commerce de fourrages. | Lumbago. | Id. |
| 7 | Comm. de tissus. | Hernie. | Id. |
| 8 | Débit de boissons. | Blessure coude. | Loi non applicable (2 ouvriers). |
| 9 | Menuiserie. | Hernie. | Accident survenu dans le cours et par le fait du travail. |
| 10 | Peinture en bâtiment. | Insolation. Hémiplégie. Antérieurement saturnisme, prédisposé à l'artério sclérose. | Pas d'accident du travail. |
| 11 | Menuiserie. | Avalé par méprise un produit chimique. | Accident survenu dans le cours et par le fait du travail. |
| 12 | Garage d'automobiles. | Décès (suite d'une explosion). | Id. |

## ACCIDENTS CONTESTÉS. (*Suite.*)

| Numéro d'ordre. | Entreprise. | Suites de l'accident. (Blessures, lésions...) | Résultat de l'enquête. |
|---|---|---|---|
| 13 | Installations électriques. | ? (victime à l'hôpital). | Accident non survenu dans le cours et par le fait du travail. |
| 14 | Entrepr. commerciale. | Lumbago. | Pas d'accident du travail. |
| 15 | Papeterie. | Hernie. | Contractée dans le cours et par le fait du travail. |
| 16 | Pharmacie. | Lésion cérébrale. | Accident survenu dans le cours et par le fait du travail. |
| 17 | Construct. de bâtiment. | Hernie double. | Id. |
| 18 | Id. | Fracture avant-bras. | Id. |
| 19 | Meunerie. | Effort musculaire lombaire. | Id. |
| 20 | Construction mécanique. | Hernie. | Id. |
| 21 | Scierie-menuiserie. | Hématome prérotulienne et ecchymose jambe gauche. | Vraisemblablement idem. |
| 22 | Menuiserie. | Plaie tête et contusion épaule gauche. | Id. |
| 23 | Construct. de bâtiment. | Décès. Fracture du crâne. | Accident survenu dans le cours et par le fait du travail. |
| 24 | Fabrique de boîtes métalliques. | Décès. Amputation traumatique bras droit; fracture avant-bras gauche. Plaie tête. | Id. |
| 25 | Débitage et commerce de bois. | Douleurs internes. Affection de poitrine. | Id. |
| 26 | Fabrique de câbles et fils électriques. | Brûlures | Id. |
| 27 | Filature de crin. | Décès. Folliculite phlegmoneuse. | Pas d'accident du travail. |

## ACCIDENTS DÉCLARÉS PAR LES VICTIMES OU LEURS AYANTS DROIT

| Numéro d'ordre | Entreprise. | Suites de l'accident. (Blessures, lésions...) | Résultat de l'enquête. |
|---|---|---|---|
| 1 | Magasin de commerce. | Hernie. | Accident survenu dans le cours et par le fait du travail. |
| 2 | Peinture en bâtiment. | Blessure jambe. | Id. |
| 3 | Maroquinerie. | Blessure main. | Id. |
| 4 | Transports. | Contusion pied droit. | Id. |
| 5 | Brasserie. | Plaie main. | Id. |
| 6 | Transports. | Fracture bras droit. | Id. |
| 7 | Fabr. d'eaux gazeuses. | Perte œil. | Id. |
| 8 | Construct. de bâtiment. | Contusions diverses. | Accident déclaré également par le chef d'entreprise sans aucune contestation ni réserve. Enquête superflue. |
| 9 | Menuiserie. | Décès (suite douleurs dans l'abdomen). | Pas la conséquence d'un accident du travail. |
| 10 | Maison privée. | Hernie. | Loi non applicable. |
| 11 | Transports. | Perte pouce droit. | Accident survenu dans le cours et par le fait du travail. |
| 12 | Serrurerie. | Plaie main droite. | Id. |
| 13 | Construct. de bâtiment. | Plaie couture du crâne. | Id. |
| 14 | Filature de crin. | Décès. Folliculite phlegmoneuse. | Pas d'accident du travail. (Déclaré également, mais contesté par le chef d'entreprise.) |

**Résumé des procès-verbaux dressés pour non-déclaration d'accidents et suites judiciaires. (Voir tableau XII en annexe.)**

## SECTION VIII.

### Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes.

**Autorisation et surveillance des établissements classés** (arrêté royal du 29 janvier 1863). — M. le Gouverneur du Brabant nous a transmis, pour instruction et rapport, 480 dossiers relatifs à des demandes en autorisation d'établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes.

Ces 480 dossiers se rapportaient à 1149 industries, dépôts ou installations correspondant à 121 rubriques distinctes de la nomenclature officielle.

Le relevé de ces établissements fait l'objet du tableau XIII.

En vertu de l'article 9 de l'arrêté royal du 29 janvier1863, l'autorisation peut être retirée si l'impétrant n'observe pas les conditions qui règlent l'exploitation, ou s'il refuse de se soumettre aux obligations nouvelles que l'autorité compétente a toujours le droit d'imposer si l'expérience en démontre la nécessité.

Pour 13 établissements les conditions d'exploitation ont été renforcées à la suite de notre intervention à savoir:

1 atelier pour le travail mécanique du bois;
1 fabrique pour la refonte et le travail de l'asphalte;
1 fabrique d'ustensiles de ménage;
1 fonderie de bronze;
1 atelier de constructions mécaniques;
1 buanderie mécanique;
1 broyeur à mortier;
6 briqueteries.

Des demandes de modifications aux conditions qui règlent les exploitations ont été introduites pour 23 établissements, à savoir:

2 salles de spectacles;
2 fabrique de tabac;
1 savonnerie;
1 atelier de réparation de bandages pneumatiques;
1 atelier de constructions mécaniques;
3 ateliers de polissage de métaux;

1 fabrique de scies et outils;
1 atelier de teinturier-dégraisseur;
1 dépôt de matières inflammables;
1 dépôt de bois et charbons;
9 briqueteries.

Les propositions de retraits d'autorisation, soumis à notre examen, ont été au nombre de 6, à savoir:

1 magasin de chiffons, d'os, de peaux de lapins et de vieux cuirs;
1 atelier de constructions mécaniques;
1 fabrique de pianos mécaniques;
1 atelier pour le travail mécanique du bois;
2 briqueteries.

Nous avons eu à examiner plusieurs réclamations visant l'intérêt de la sûreté, de la salubrité ou de la commodité publiques; compromis par l'exploitation d'établissements classés. Voici quelques cas:

Trois salles de spectacles faisant l'objet des plaintes suivantes: *a*) sorties insuffisantes; *b*) le bruit et les trépidations du moteur; *c*) sorties défectueuses (escaliers en bois, un comptoir devant la sortie principale), installations mauvaises d'éclairage, cabine et appareil de projection mal conçus;

2 usines de produits chimiques: émanations diverses;

1 dépôt de chiffons, d'os, de peaux de lapins et de vieux cuirs: odeurs nauséabondes, malpropreté, insectes;

1 atelier de réparation de bandages en caoutchouc: bruit, spécialement des meules à raper le caoutchouc;

1 fabrique de cire à cacheter: fumées et vapeurs âcres, émanations insalubres et dangereuses;

1 atelier de boissellerie mécanique: bruits;

3 menuiseries-ébénisteries mécaniques: danger d'incendie, trépidations et bruit de machines-outils;

1 fabrique de ciment: poussières;

1 boulangerie: suies;

1 atelier de teinturier-dégraisseur: danger d'incendie et émanations;

1 dépôt de matières inflammables: danger d'incendie et odeurs;

1 fabrique de vernis: danger d'incendie, insalubrité;

3 sous-stations de transformation électrique de tramways: trépidations, vibrations et ronflements de machines; sonneries, bruits de signaux d'alarme, cloches retentissant en cas de déclanchement d'interrupteurs; odeurs des batteries d'accumulateurs; chaleur, danger d'incendie, courts-cuircuits, surcharges brûlant les conducteurs; tohu-bohu pour effectuer les réparations;

1 atelier de broyage de feldspaths, pierres, etc.: poussières;

1 blanchisserie de linge: buées, vapeurs et odeurs de lessives; bruit et trépidations de machines;

1 brasserie: fumées;

1 fabrique de pianos mécaniques: bruit et vibrations;

1 fabrique de limes: bruits;

1 usine de distillation d'huiles; bruits et vibrations;

1 atelier de tricotages mécaniques: bruits et vibrations;

Plusieurs briqueteries: émanations et dégâts à la végétation;

Divers moteurs et machines: bruit, trépidations, vibrations, crevasses dans les murs.

Notre avis a été demandé sur certaines questions de classement ou d'assimilation en matière d'établissements dangereux, insalubres ou incommodes, dont voici des exemples:

Un important dépôt de matières inflammables ayant été détruit par un incendie et le renouvellement de l'autorisation paraissant problématique, le chef d'entreprise conçut le projet de se servir d'un bateau pour emmagasiner et mettre en bidons de l'essence de pétrole. Il pensait échapper ainsi aux prescriptions de l'arrêté royal du 29 janvier 1863. Nous avons estimé que cette interprétation était erronée: Du moment qu'il y a *dépôt*, c'est-à-dire mise pour quelque temps d'une marchandise dans un *lieu fixe*, le régime des établissements classés paraît applicable, que ce lieu soit un bâtiment, un terrain, un quai, un bateau ou n'importe quel endroit fixe. Mais un wagon-citerne, un bateau pétrolifère ou un camion-citerne qui sont *mobiles* et ne s'arrêtent que pour le chargement ou le déchargement de la marchandise, ne constituent pas un établissement classé, compris dans la liste annexée à l'arrêté royal du 31 mai 1887.

Une autre firme désirait transfuger à l'aide d'un siphon, dans des bateaux spéciaux, des benzines amenées par wagons-citernes sur une voie de raccordement établie le long de la berge d'un

canal. Les quantités pouvaient atteindre 15,000 tonnes (15 millions de kilogrammes) par an et, au dire des intéressés, les liquides inflammables ne séjourneraient à quai que pendant le temps strictement nécessaire à leur transfusion. Nous avions conclu que, dans ces conditions, l'entreprise ne tombait pas sous l'application des arrêtés royaux du 29 janvier 1863 et du 31 mai 1887. La mise en exploitation n'ayant pas tardé, nous constatâmes que les benzines amenées par wagons-citernes, étaient transvasées dans des fûts. Ces wagons et ces fûts stationnaient parfois plusieurs jours sur la berge du canal en attendant le moment favorable pour leur expédition. Lors de notre visite, le chargement des fûts remplis était effectué à l'aide d'une grue à vapeur, sur des wagons ordinaires. Les opérations présentaient de réels dangers d'incendie et d'explosion: le remplissage des fûts ne pouvait se faire sans épanchement de liquide sur le sol, d'où résultait une atmosphère de vapeurs inflammables régnant sur le chantier. Une flammèche de la grue à vapeur ou d'une locomotive desservant le raccordement du canal, comme l'imprudence d'un passant ou d'un ouvrier, pouvaient provoquer une catastrophe. Quoi qu'il en soit, l'exploitation telle qu'elle était pratiquée, devait être considérée comme tombant sous l'application des arrêtés royaux du 29 janvier 1863 et du 31 mai 1887 et une autorisation préalable était requise.

Considérant le danger que présentaient le fractionnement et le dépôt de liquides éminemment inflammables, nous avons proposé de faire interdire l'exploitation jusqu'au jour où l'autorité compétente aurait pu statuer sur une demande en autorisation que les intéressés étaient tenus d'introduire. L'autorité administrative a partagé notre manière de voir et l'exploitation n'a eu qu'une durée éphémère.

Dans un rapport précédent, nous avons signalé l'emploi de films ininflammables, diminuant considérablement le danger des cinématographes si nombreux à Bruxelles.

La petite partie de film inflammable qui prend feu est projeté sur l'écran avec un agrandissement considérable et apparaît comme un foyer d'incendie. La panique peut alors s'emparer des spectateurs; si l'opérateur, préoccupé de son appareil, n'a pas avant tout rallumé les lampes, la salle reste plongée dans l'obscurité, ce qui aggrave beaucoup la situation.

Un nouveau progrès réalisé consiste à rallumer les lampes électriques de la salle automatiquement et instantanément, au moment même où le film s'enflamme, comme aussi, quand il se brise ou qu'il s'arrête dans son déroulement.

A cause du rallumage instantané, la flamme du film prenant feu ne se voit pas sur l'écran et les spectateurs ignorent l'incident.

**Etablissements classés érigés à titre temporaire** (arrêté royal du 26 juin 1908). — Nous avons été saisis de quatre demandes en autorisation pour l'érection d'établissements classés d'une durée d'exploitation ne dépassant pas deux mois. Il s'agissait de quatre chantiers de construction de bâtiments où devaient être installés des moteurs électriques d'une puissance dépassant 4 kilowatts, actionnant des élévateurs de matériaux, des bétonnières et des broyeurs à mortier.

Des chantiers plus importants faisant usage des mêmes machines pour une durée dépassant deux mois, ne pouvaient bénéficier des dispositions de l'arrêté royal du 26 juin 1908. L'arrêté du 29 janvier 1863 restait applicable.

Le tableau XIV donne le résumé des procès-verbaux dressés en matière d'établissements classés et de leurs suites judiciaires.

## SECTION IX.

### Carrières à ciel ouvert.

**Déclarations d'exploitation et surveillance des carrières à ciel ouvert** (arrêté royal du 16 janvier 1899). — M. le Gouverneur du Brabant nous a transmis, en exécution de l'article 3 de cet arrêté royal, 61 déclarations d'exploitation de carrières à ciel ouvert.

Les mesures de sécurité n'étaient pas suffisamment prises dans les sablières où les éboulements ne sont pas toujours efficacement combattus par des moyens appropriés à la nature des terrains.

Un procès-verbal de contravention a été dressé pour absence de précautions contre les chutes de terrain (voir tableau XIV).

## SECTION X.

### Epreuves des récipients destinés à contenir des gaz comprimés ou liquéfiés.

En exécution de l'arrêté royal du 14 juin 1899, nous avons procédé, en 1913, aux épreuves de 1416 récipients destinés à contenir des gaz comprimés ou liquéfiés: hydrogène, oxygène, acide carbonique et air comprimé.

Au cours de ces épreuves, trois récipients ont éclaté:

1° Une bonbonne cylindrique en acier étiré, de 480 millimètres de longueur, 100 millimètres de diamètre et 2 millimètres d'épaisseur, destinée à contenir de l'air comprimé à la pression de 150 atmosphères. La pression d'épreuve devait donc être poussée à 300 atmosphères (le double). La bonbonne éclata à 275 atmosphères laissant une fissure rectiligne de 190 millimètres suivant une génératrice du cylindre;

2° Une bonbonne cylindrique en acier étiré de 510 millimètres de longueur, 104 millimètres de diamètre et 2 millimètres d'épaisseur, destinée à contenir de l'air comprimé à la pression de 150 atmosphères. Elle éclata au moment d'atteindre la pression de 300 atmosphères, laissant une fissure de 140 millimètres de longueur suivant une génératrice du cylindre;

3° Une bonbonne cylindrique en acier étiré de 1 m. 490 de longueur, 205 millimètres de diamètre et 3 millimètres d'épaisseur, destinée à contenir de l'hydrogène à la pression de 125 atmosphères. Elle éclata à la pression de 235 atmosphères. Il s'est produit une fissure rectiligne de 420 millimètres de longueur avec deux retours à angle droit à ses deux extrémités. Les lèvres de la fissure présentaient une paille de 12 millimètres de longueur.

Dans aucun des trois cas, il n'y a eu projection d'éclats.

PERSONNEL DE

ARRONDISSEMEN

TABLEAU I

| DÉSIGNATION des groupes d'industries. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | | Filles |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 12 à 14 ans. |
| Industries des carrières. . . . . | 29 | 83 | — | — | — |
| — des métaux . . . . . | 169 | 9,576 | 216 | 525 | 68 |
| — céramiques . . . . . | 156 | 3,141 | 149 | 291 | 8 |
| — verrières . . . . . | 1 | 102 | 24 | 8 | — |
| — chimiques. . . . . | 14 | 2,320 | 2 | 5 | — |
| — alimentaires . . . . . | 24 | 1,115 | 84 | 98 | 6 |
| — textiles. . . . . | 13 | 4,253 | 80 | 247 | 247 |
| — du vêtement. . . . . | 19 | 1,374 | 31 | 15 | 103 |
| — de la construction. . . . . | 490 | 7,986 | 2 | 16 | — |
| — du bois et de l'ameublement . . | 141 | 4,128 | 45 | 151 | — |
| — des peaux et cuirs . . . . . | 14 | 655 | 17 | 27 | 18 |
| — du tabac . . . . . | 21 | 827 | 16 | 19 | 10 |
| — du papier. . . . . | 16 | 483 | 25 | 48 | 30 |
| — du livre. . . . . | 10 | 871 | 44 | 61 | 20 |
| — d'art et de précision. . . . . | 14 | 631 | — | 12 | — |
| — spéciales . . . . . | 13 | 475 | 22 | 20 | 5 |
| — des transports . . . . . | 23 | 1,071 | 4 | 10 | — |
| Totaux. . . | 1,167 | 39,091 | 761 | 1,553 | 515 |

## TABLISSEMENTS VISITÉS.

: BRUXELLES.

| ɔt femmes de | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | Filles et femmes de | | |
| 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | | | | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 117 | 168 | 223 | 5 | — | 5 | — | — | — |
| 30 | 62 | 52 | 4 | — | 4 | — | — | — |
| — | 61 | 61 | 3 | — | 3 | — | — | — |
| 6 | 9 | 5 | 718 | — | 718 | — | — | — |
| 22 | 26 | 47 | 157 | — | 157 | — | — | — |
| 356 | 652 | 1,142 | 17 | — | 17 | — | — | — |
| 148 | 233 | 383 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | 10 | — | 10 | — | — | — |
| 4 | 2 | 10 | — | — | — | — | — | — |
| 22 | 91 | 65 | — | — | — | — | — | — |
| 62 | 150 | 226 | — | — | — | — | — | — |
| 52 | 80 | 82 | 72 | 10 | 62 | — | — | — |
| 38 | 111 | 98 | — | — | — | — | — | — |
| 7 | 45 | 11 | — | — | — | — | — | — |
| 7 | 33 | 96 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | 380 | — | 380 | — | — | — |
| 871 | 1,723 | 2,501 | 1,366 | 10 | 1,356 | — | — | — |

## Relevé des infractions constatées à la loi du 13 décembre

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF

TABLEAU II

| Industries de diverses catégories. | Loi du 13 décembre 1889. | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Article 2. | Article 4. | Article 6. | Article 10. | Article 11. |
| Fil. et tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute. | — | — | — | 3 | 2 |
| Indust. lainière | — | — | — | 1 | 2 |
| Indust. d'art | — | — | — | 13 | 16 |
| Fabrication du papier | — | — | 1 | 1 | 3 |
| Indust. des tabacs et cigares | — | — | — | 2 | 4 |
| Indust. du mobilier et indust. accessoires du bâtiment | — | — | — | 25 | 24 |
| Fabrication de la poterie et de la faïence. | — | — | — | 1 | 1 |
| Indust. des produits réfractaires | 3 | — | 1 | 10 | 12 |
| Indust. du bâtiment | — | — | — | 11 | 12 |
| Indust. access. du vêtement (1re catégorie) | — | — | — | 3 | 3 |
| Indust. access. du vêtement (2e catégorie). | — | — | — | 11 | 11 |
| Indust. de la grosse construction mécanique | 1 | — | — | 10 | 9 |
| Indust. de la petite construction mécanique | 2 | — | — | 38 | 36 |
| Fabrique des produits émaillés | — | — | — | 1 | 1 |
| Briqueteries et tuileries (à la main) et autres exploitations similaires. | 1 | — | 6 | 34 | 15 |
| Carrières et ateliers qui en dépendent | — | — | — | 1 | 2 |
| Indust. non visées par les arrêtés précédents | 1 | — | — | 6 | 8 |
| Totaux. | 8 | — | 8 | 171 | 161 |

**1889 ainsi qu'aux arrêtés pris en exécution de cette loi.**

DE BRUXELLES.

| Arrêtés royaux. | | | Infractions à l'arrêté royal du 19 février 1895. | |
|---|---|---|---|---|
| Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non affichage du tableau des heures de travail et des repos. | Article. | Nature de l'établissement. |
| 1 | — | 1 | 6 | Atelier de menuiserie. |
| — | 1 | — | | |
| 5 | 4 | 15 | 6<br>6 | 3 fabriques de pianos.<br>Scierie de bois. |
| 2 | — | 2 | | |
| 9 | — | 4 | | |
| 16 | 3 | 34 | 6<br>6<br>6 | —<br>Travail mécanique du bois.<br>Id. id. id. |
| 1 | — | 2 | | |
| — | — | 16 | | |
| 6 | 2 | 14 | | |
| 1 | — | 3 | | |
| 1 | 1 | 7 | | |
| 3 | 5 | 27 | 7 | Fonderie de cuivre. |
| 11 | 1 | 18 | | |
| — | — | — | | |
| — | — | 49 | | |
| — | — | — | | |
| 4 | 2 | 6 | 5, § 3<br>4, § 1, 2<br>6<br>6<br>2 | Fabr. de mat. prem. pour la chapellerie.<br>Fabr. d'articles industriels en caoutchouc.<br>Teinturerie en général.<br>Triage de charbons.<br>Dépôt de matières inflammables. |
| 60 | 19 | 198 | | |

## LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU III

| Numéro du procès-verbal. | Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| 9 | Fabr. de cartonnages. | 12 janvier. | Manque de quatre carnets. Repos insuffisants. | 3 fois 5 fr. ou 3 fois 1 jour, sursis : 1 an. |
| 10 | Fabrique d'équipements militaires. | 22 id. | Travail prolongé d'une personne protégée. | 4×3 fr. ou 4×1 j. |
| 11 | Flaconnerie. | 23 id. | Travail de nuit d'un enfant de moins de 13 ans. | 5 francs ou 1 jour. |
| 21 | Chaudronnerie. | 19 février | Travail prolongé d'une personne protégée. | 5 francs. |
| 22 | Fabr. de lingerie. | 1er mars. | Travail prolongé de trois personnes protégées. Manque d'un carnet. | 3×1 franc. |
| 23 | Atelier de constr. métalliques. | 4 id. | Travail prolongé de deux personnes protégées. | 2×5 francs. |
| 28 | Fabrique de chaussures. | 18 id. | Id. | 2×3 fr., sursis : 1 an. |
| 29 | Imprimerie. | 22 id. | Travail prolongé d'une personne protégée. Manque d'un carnet. | 2×5 fr. ou 2×1 j. |
| 34 | Fond. de cuivre. | 1er avril. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. | — |
| 35 | Id. | Id. | Id. (PV à charge de la mère.) | 1 franc ou 3 jours. |
| 38 | Fabr. de lingerie. | 16 id. | Travail prolongé d'une personne protégée. | 3 francs ou 1 jour, sursis : 10 mois. |
| 39 | Imprimerie. | 11 id. | Travail prolongé de vingt-six personnes protégées. | 18×5 francs. |
| 47 | Fabr. de carton. | 9 mai. | Travail de nuit d'un enfant de moins de 14 ans. Travail prolongé d'un enfant de moins de 14 ans. | Sans suite. |
| 57 | Briqueterie. | 28 id. | Emploi au travail d'un enfant avant 5 heures du matin. | 5 francs ou 1 jour, sursis : 1 an. |
| 58 | Id. | Id. | Id. | 3 francs ou 1 jour. |
| 63 | Id. | 3 id. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. | Sans suite. |

## LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889 (*suite*).

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

| Numéro du procès-verbal | Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| 64 | Briqueterie. | 3 juin. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. (PV à charge du père.) | 5 francs ou 1 jour. |
| 66 | Id. | 4 id. | Deux personnes protégées employées au travail avant 5 h. du matin. | — |
| 67 | Id. | 4 id. | Une personne protégée employée au travail avant 5 h. du matin. | 10 fr. ou 2 jours. |
| 68 | Id. | 5 id. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. Non affichage de la loi du 13 décembre 1889 et du tableau des heures de travail. | 2 francs ou 1 jour. |
| 69 | Id. | 5 id. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. | 2 fr., sursis : 1 an. |
| 70 | Id | Id. | Id. (PV à charge du père.) | 2 fr., sursis : 1 an. |
| 71 | Atelier de constr. métalliques. | 6 id. | Id. Absence de deux carnets. | 2×10 fr. ou 2×2 j. |
| 72 | Id. | Id. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. (PV à charge du père.) | 15 fr. ou 3 jours. |
| 75 | Briqueterie. | 14 id. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. | 2 francs. |
| 76 | Id. | Id. | Id. (PV à charge du père.) | — |
| 83 | Atelier de ferronnerie. | 21 id. | Id. | Acquitté. |
| 84 | Id. | Id. | Id. (PV à charge du père.) | 5 francs ou 1 jour, sursis : 1 an. |
| 90 | Briqueterie. | 9 juillet. | Id. (PV à charge du père.) | 2 francs ou 1 jour. |
| 93 | Id. | 26 id. | Non affichage de la loi de 1889 et du tableau des heures de travail. | — |
| 100 | Chocolaterie-confiserie. | 11 août. | Travail prolongé et repos insuffisants de trois personnes protégées. | 3×1 fr. p'us 1 fr. |

## LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889 (*suite*).

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

| Numéro du procès-verbal. | Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| 101 | Briqueterie. | 18 août. | Travail de nuit de deux personnes protégées. | Acquitté. |
| 118 | Imprimerie. | 18 octobre. | Travail d'un enfant de moins de 14 ans dans un atelier où s'effectue la fusion du plomb. | Acquitté. |
| 121 | Raffinerie de sucre. | 5 nov. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. | — |
| 122 | Id. | Id. | Id. (PV à charge du père.) | 2 francs. |
| 126 | Ebénisterie-menuiserie. | 19,22 id. | Emploi d'un ouvrier de moins de 16 ans dans un atelier où il est fait usage d'outils dangereux. | — |

## TRAVAIL DE NUIT DES FEMMES.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU III*bis*

| Numéro du procès verbal. | Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| 59 | Briqueterie. | 28 mai. | Une fille employée au travail avant 5 heures du matin. | 26 francs, sursis : 1 an. |
| 60 | Id. | Id. | Id. | — |

## REPOS DU DIMANCHE.

### RÉSUMÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES.

TABLEAU IV

| Groupes d'industries. | Contraventions au régime simple de la loi (art. 2). | Contraventions au régime atténué (art. 4). | Contraventions à l'article 9. |
|---|---|---|---|
| Métaux | 4 | — | — |
| Céramiques | 1 | — | 4 |
| Chimiques | 16 | — | 1 |
| Alimentaires | 11 | 25 | 2 |
| Textiles | 1 | — | 1 |
| Vêtement | 3 | — | — |
| Construction | 9 | — | — |
| Bois et ameublement | 3 | — | — |
| Livre | 4 | — | 1 |
| Art et précision | 4 | — | — |
| Transport | 2 | — | — |
| Spéciales | 6 | — | — |
| Totaux. | 67 | 25 | 9 |

| Application de l'article 7. | Nombre de visites. | Personnel. | Nombre d'établissements en contravention. |
|---|---|---|---|
| Magasins de détail non visés à l'article 4. | 68 | 502 | 23 |
| Salons de coiffure | 299 | 269 | 86 |
| Totaux. | 367 | 771 | 109 |

## REPOS DU DIMANCHE (*suite*).

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU V

| Numéro du procès-verbal. | Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| 1 | Salon de coiffure. | 5 janvier. | Emploi au travail d'un garçon coiffeur, le dimanche après-midi. | 26 francs. |
| 2 | Id. | Id. | Id. | 2×1 franc, sursis : 1 an. |
| 3 | Id. | Id. | Id. | 20 fr. ou 3 j., sursis : 1 an. |
| 4 | Id. | Id. | Id. | 5 francs ou 1 jour. |
| 6 | Id. | 12 id. | Id. | 3 fr., sursis : 1 an. |
| 7 | Id. | Id. | Id. | 3 fr., sursis : 1 an. |
| 8 | Id. | Id. | Id. | Sans suite. |
| 12 | Fabr. de gélatine. | 26 id. | 8 personnes protégées employées au travail le dimanche. | 2×50 francs, sursis : 5 ans. |
| 13 | Travail de tapisserie . . . . | Id. | 6 personnes protégées employées au travail le dimanche. | Sans suite. |
| 14 | Salon de coiffure. | Id. | Emploi au travail d'un garçon-coiffeur, le dimanche après-midi. | 2 fr. ou 1 jour, sursis : 1 an. |
| 16 | Meuneric. | 2 février. | 8 ouvriers employés au travail le dimanche. | Sans suite. |
| 17 | Inst. électriques. | 4 id. | 2 ouvriers employés au travail le dimanche. | 3 fr. ou 1 jour, sursis : 1 an. |
| 19 | Salle de spectacle. | 7 id. | Trois employés travaillant plus de 6 1/2 jours sur 7 ou 13 jours sur 14. (Récidive.) | 10 fr. ou 2 jours. |
| 20 | Meunérie. | 9 id. | 6 ouvriers employés au travail le dimanche. | 5 fr. ou 1 jour. |
| 25 | Salon de coiffure. | 9 mars. | 1 garçon coiffeur employé au travail le dimanche après-midi. | 5 fr. ou 1 jour. |
| 26 | Id. | Id. | Id. | 1 franc. |
| 27 | Id. | 16 id. | Id. | 1 fr., sursis : 1 an. |
| 32 | Id. | 30 d. | Id. | — |

## REPOS DU DIMANCHE (*suite*).

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

| Numéro du procès-verbal. | Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| 33 | Banque. | 30 mars. | 3 employés au travail le dimanche. | 3 fr. ou 1 jour, sursis : 1 an. |
| 36 | Imprimerie. | 6 avril. | 33 ouvriers, dont 18 personnes protégées employés au travail le dimanche.<br>Obstacle mis à la surveillance exercée par l'inspecteur du travail. | 18×5 francs. |
| 37 | Abattoir. | 15 id. | 3 ouvriers employés au travail le dimanche. | Sans suite. |
| 40 | Chantier de constr. | 13 id. | Id. | 15 fr. ou 3 jours. |
| 41 | Salon de coiffure. | 20 id. | 1 garçon coiffeur employé au travail le dimanche après-midi. | 1 fr., sursis : 1 an. |
| 42 | Id. | Id. | Id. | 1 fr., sursis : 1 an. |
| 43 | Prod. chimiques. | Id. | Emploi au travail, le dimanche, de deux personnes protégées. | 2×1 fr. ou 2×1 j., sursis : 6 mois. |
| 44 | Salon de coiffure. | 27 id | 1 garçon coiffeur employé au travail le dimanche après-midi. | 3 fr. ou 1 jour, sursis : 1 an. |
| 45 | Id. | Id. | 2 garçons coiffeurs employés au travail le dimanche après-midi. | 5 francs ou 1 jour. |
| 46 | Id. | 4 mai. | 1 garçon coiffeur employé au travail le dimanche après-midi. | 1 franc ou 1 jour, sursis : 1 an. |
| 47 | Id. | 18 id. | Id. | 5 francs ou 1 jour, sursis : 2 ans. |
| 49 | Id. | Id. | Id. | 30 francs. |
| 56 | Id. | 25 id. | Id. | 5 francs ou 1 jour, sursis : 1 an. |
| 61 | Construct. de bâtiment. | 1er juin. | 1 ouvrier employé au travail le dimanche. | — |
| 62 | Id. | Id. | Id. | Sans suite. |
| 79 | Briqueterie. | 15 id. | 4 ouvriers employés au travail le dimanche. | — |

## REPOS DU DIMANCHE (*suite*).

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

| Numéro du procès-verbal. | Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| 80 | Briqueterie. | 15 juin. | 3 ouvriers employés au travail le dimanche. | — |
| 85 | Mag. de modes. | 29 id. | 1 demoiselle de magasin employée au travail le dimanche après-midi. | 10 fr. ou 2 jours. |
| 86 | Imprimerie. | Id. | 2 ouvriers, dont 1 personne protégée, employés au travail le dimanche. | 3 francs ou 1 jour. |
| 87 | Salon de coiffure. | 29 juin. | 1 garçon coiffeur employé au travail le dimanche après-midi. | 3 francs ou 1 jour. |
| 88 | Fabr. de gélatine. | 6 juillet. | 13 personnes protégées employées au travail le dimanche. (Récidive.) | — |
| 89 | Magasin de confections . . . | Id. | 1 ouvrier employé au travail le dimanche après-midi. | 3 francs ou 1 jour. |
| 91 | Briqueterie. | 13 id. | 3 ouvriers, dont 2 personnes protégées, employés au travail le dimanche. | 5 francs ou 1 jour. |
| 92 | Id. | Id. | 2 personnes protégées employées au travail le dimanche. | Sans suite. |
| 94 | Salon de coiffure. | 27 id. | 1 garçon coiffeur employé au travail le dimanche après-midi. | 5 francs ou 1 jour sursis : 1 an. |
| 97 | Fond. de bronze. | 3 août. | 6 ouvriers employés au travail le dimanche. | — |
| 98 | Fabrique de passementeries. | Id. | 4 ouvriers, dont 1 personne protégée, employés au travail le dimanche. | Chacun des prévenus 5 fr. ou 1 j. |
| 104 | Salon de coiffure. | 17 id. | 1 garçon coiffeur employé au travail le dimanche avant 8 heures du matin. | 30 fr. (Récidive.) |
| 105 | Id. | Id. | Id. | Sans suite. |
| 106 | Id. | Id. | Id. | — |
| 108 | Magasin de détail. | 24 id. | 1 demoiselle de magasin employée au travail le dimanche après-midi. | Sans suite. |

## REPOS DU DIMANCHE (*suite*).

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

| Numéro du procès verbal | Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| 111 | Salon de coiffure. | 7 sept. | Obstacle mis à la surveillance de l'inspecteur. | Sans suite. |
| 112 | Forge. | Id. | Emploi d'un ouvrier le dimanche. | Sans suite. |
| 113 | Salon de coiffure. | Id. | 1 garçon coiffeur employé au travail le dimanche avant 8 heures du matin. | 1 franc ou 1 jour, sursis : 1 an. |
| 114 | Id. | Id. | 2 garçons coiffeurs employés au travail le dimanche matin avant 8 heures du matin. | 2×50 francs. (Récidive.) |
| 115 | Hôtel. | 24 id. | 1 ouvrière employée au travail plus de 6 1/2 jours sur 7 ou 13 jours sur 14. | Sans suite. |
| 116 | Salon de coiffure. | 21 sept. | 1 garçon coiffeur employé au travail le dimanche après-midi. | Sans suite. |
| 119 | Fabr. d'instrum. de musique. | 26 octobre | 1 ouvrier employé au travail le dimanche. | 5 francs. |
| 120 | Menuiserie. | Id. | 3 ouvriers employés au travail le dimanche. | 5 francs ou 1 jour. |
| 123 | Salon de coiffure. | 9 nov. | 1 garçon coiffeur employé au travail le dimanche après-midi. | Non-lieu. (Récidive.) |
| 124 | Id. | Id. | Id. | — |
| 125 | Fabr. de chocolat. | 16 id. | 5 ouvrières employées au travail le dimanche. | 5 fois 5 francs. |
| 128 | Fabrique de caoutchouc. | 23 id. | 50 ouvriers et ouvrières, dont 1 personne protégée, employés au travail le dimanche. | — |
| 129 | Abattoir. | 24 id. | 2 ouvriers employés au travail le dimanche. | 15 fr. ou 3 jours. |
| 130 | Fabr. de chocolat. Confiserie. | 29 id. | 48 ouvriers et ouvrières, dont 4 personnes protégées, employés au travail le dimanche. | — |

## REPOS DU DIMANCHE (*suite*).

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

| Numéro du procès-verbal | Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| 131 | Salon de coiffure. | 30 nov. | 1 garçon coiffeur employé au travail le dimanche après-midi. | 1 fr., sursis : 1 an. |
| 132 | Id. | 7 déc. | Id. | 1 fr., sursis : 1 an. |
| 133 | Id. | Id. | 1 garçon coiffeur employé au travail le dimanche après-midi (double récidive). | — |
| 134 | Carrosserie. | Id. | 2 ouvriers employés au travail le dimanche. | — |
| 135 | Atel. de construction. | Id. | 4 ouvriers employés au travail le dimanche. | 5 francs ou 1 jour, sursis : 1 an. |
| 136 | Salon de coiffure. | 14 id. | 1 garçon coiffeur employé au travail le dimanche après-midi. | 5 francs ou 1 jour. |
| 137 | Id. | Id. | 2 garçons coiffeurs employés au travail le dimanche après-midi. | 5 francs ou 1 jour. |
| 138 | Id. | 21 id. | 1 garçon coiffeur employé au travail le dimanche après-midi. | 2 fr., sursis : 1 an. |
| 139 | Id. | Id. | Id. | 3 fr., sursis : 1 an. |
| 140 | Ebénisterie. | 24 déc. | 6 ouvriers employés au travail le dimanche. | 5 francs ou 1 jour, sursis : 1 an. |
| 141 | Construct. de bâtiments. | 28 id. | 18 ouvriers employés au travail le dimanche. | — |
| 142 | Id. | Id. | 1 ouvrier employé au travail le dimanche. | 5 francs ou 1 jour. |
| 143 | Travaux de marbrerie. | Id. | 5 ouvriers employés au travail le dimanche. | 5 francs ou 1 jour. |
| 244 | Broyage de calcaires. | Id. | Id. | — |
| 145 | Carrosserie. | Id. | 5 ouvriers, dont 1 personne protégée), employés au travail le dimanche. | — |

## Règlements d'atelier.

—

## RÉSUMÉ

DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU VI

| Numéro du procès-verbal. | Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suite judiciaire. |
|---|---|---|---|---|
| 31 | Constr. électro-mécaniques. | 25 mars. | Absence de règlement.<br>Application d'amendes non prévues par le règlement et non renseignées dans un état. | 5 fr., sursis : 10 m. |

RÈGLEMENT GÉNÉRAL

RELEVÉ DES INFRACTION

TABLEAU VII

| Désignation des groupes d'industries. | I. — Salubrité. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Dimentions des locaux. Humidité, Ventilation. | Buées, vapeurs, gaz, poussières. | Eclairage des locaux. | Chauffage des locaux. | Propreté, entretien, nettoyage, stagnation d'eaux. | Vestiaire et lavabos. Boisson. | Cabinets et urinoirs. | Machines motrices. Moteurs à explosion. |
| | Art. 2 3 et 4. | Art. 5. | Art. 6 et 7. | Art. 8 et 9. | Art. 10 11, 12 et 13. | Art. 14 et 17. | Art. 15 et 16. | Art 2 et 49. |
| Industries des carrières | — | — | — | — | — | — | 2 | — |
| — des métaux | 11 | 17 | — | 1 | 5 | — | 5 | 60 |
| — céramiques | — | — | 1 | — | 1 | — | — | 2 |
| — verrières | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — chimiques | 1 | 5 | 1 | — | 1 | 2 | 1 | 8 |
| — alimentaires | 2 | 1 | — | — | 2 | — | — | 13 |
| — textiles | — | 1 | — | — | 1 | — | — | 9 |
| — du vêtement | 3 | — | — | — | 2 | — | — | 5 |
| — de la construction | — | 5 | — | 1 | — | 1 | 116 | 3 |
| — du bois et de l'ameublement | 7 | 59 | 1 | 1 | 21 | — | 4 | 11 |
| — des peaux et cuirs | 1 | 2 | — | — | — | — | 2 | 8 |
| — du tabac | 1 | 3 | — | — | — | — | — | 5 |
| — du papier | — | 1 | — | — | — | — | 1 | 3 |
| — du livre | 3 | — | — | — | — | — | — | 8 |
| — d'art et de précision | 2 | 4 | 1 | — | 5 | — | 2 | 3 |
| — des transports | — | 1 | — | — | 1 | — | 4 | 2 |
| — spéciales | — | 3 | — | — | 1 | — | — | 3 |
| Totaux. | 31 | 102 | 4 | 3 | 40 | 3 | 137 | 147 |

**des ouvriers.**

DU 30 MARS 1905.

CONSTATÉES.

II. — Sécurité.

| Transmissions de mouvement et organes de mécanismes. | Machines, outils. | Passages de circulation. | Vêtements. Cheveux enveloppés. | Projections de matières. | Appareils de levage. | Vérification du matériel. | Puits, citernes, bassins, réservoirs. | Escaliers, échelles, passerelles, galeries. | Objets pondéreux, volumineux, dangereux. | Précautions contre les incendies. | Appareils d'éclairage. | Règlement général mis à la disposition du personnel. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Art. 21, 22, 23, 25, 50 et 52. | Art. 24 et 26. | Art. 27 | Art. 28, 47 et 52. | Art 30, 31 et 32. | Art. 33, 34 et 35. | Art. 36. | Art. 37. | Art. 38. | Art. 39 et 40. | Art 41. | Art 42, 43 et 44. | Art. 55. |
| 1 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 1 |
| 82 | 8 | — | — | 30 | 1 | — | 1 | 1 | — | 2 | — | 85 |
| 3 | 1 | 1 | — | — | — | — | — | 12 | — | — | — | 3 |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 12 | 1 | — | 1 | 2 | 2 | — | 2 | 6 | — | — | — | 7 |
| 10 | 2 | — | — | — | 5 | — | 3 | 3 | — | 1 | — | 12 |
| 10 | 1 | — | 6 | — | 1 | 1 | — | 1 | — | — | — | 5 |
| 5 | — | — | — | — | 2 | — | — | — | — | 1 | — | 9 |
| 58 | 14 | — | 1 | 20 | 150 | — | — | 235 | — | 1 | — | 1 |
| 44 | 109 | — | 9 | 57 | 12 | — | — | 28 | — | 1 | — | 93 |
| 7 | 3 | — | — | 1 | — | — | — | 1 | — | — | — | 9 |
| 4 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 6 |
| 7 | 4 | — | 1 | — | — | — | 1 | 1 | — | — | — | 6 |
| 8 | 1 | — | — | 1 | — | — | — | — | 1 | 1 | — | 7 |
| 6 | 6 | — | — | 4 | 8 | — | — | — | — | — | — | 11 |
| 6 | 1 | — | — | 1 | 2 | — | — | — | — | — | — | 4 |
| 5 | 2 | — | — | — | 3 | — | 1 | — | — | 1 | — | 2 |
| 268 | 153 | 1 | 18 | 116 | 186 | 1 | 8 | 288 | 1 | 8 | — | 261 |

## Industrie du bâtiment, travaux de construction et de terrassement.

### ARRÊTÉ ROYAL DU 31 MARS 1905.

RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES.

TABLEAU VIII

| Travaux de terrassement. | Travaux sur toitures, clochers, cheminées. | Voies de transport. | Installation d'échafaudages. | Cintres, étançons, décintrement. | Echelles. | Chute du personnel et des matériaux. | Vérification du matériel. | Règlement mis à la disposition du personnel. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Art. 1 2 et 3. | Art. 4. | Art. 5. | Art. 6, 7, 8, 9 10 et 11. | Art. 12. | Art 13 14 et 15. | Art. 16. | Art. 17. | Art. 20. |
| 41 | — | 2 | 245 | 1 | 57 | 54 | 3 | 335 |

## Chargement, déchargement, réparation et entretien des navires et bateaux.

### ARRÊTÉ ROYAL DU 20 NOVEMBRE 1906.

RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES.

TABLEAU IX

| Echafaudages, passerelles, planchers, échelles. | Appareils de levage. | Chute des marchandises. | Endroits contenant des gaz dangereux. | Travaux à proximité d'ouvertures dangereuses. | Vérification du matériel. | Machines et organes mécaniques | Transport de personnel et de marchandises. | Eclairage. | Sauvetage. | Règlement tenu à la disposition du personnel. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Art. 2, 3 4, 5, 6, 7, 8 9, 10, 11 et 12. | Art. 13 et 14 | Art. 15 16, 17 18 et 19 | Art. 20 | Art. 21 | Art. 22 | Art. 23 et 24. | Art. 25 26, 27, 28 29 et 30 | Art. 31 32 et 33 | Art. 34 et 35 | Art. 45 |
| 4 | 1 | 1 | — | 1 | — | — | 1 | — | 1 | — |

**Locaux affectés temporairement au logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers.**

## ARRÊTÉ ROYAL DU 15 JUIN 1910.

RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES.

TABLEAU X

| I. — Salubrité. | | | | | | | | | II. — Sécurité. | | | III. — Décence. | | | IV. — Divers | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Terrain et bâtiments. | Toiture. | Sol des locaux. | Dimensions des locaux. Ventilation. | Éclairage des locaux. | Appareils de chauffage et d'éclairage. | Entretien et propreté. | Literie. | Eau ou infusion aromatique. | Solidité et stabilité des constructions. | Précautions contre les incendies. | Appareils de chauffage et d'éclairage. | Nombre de chambres. | Dortoirs. Séparation des sexes. | Lits, porte-manteaux et sièges. | Boissons alcooliques. | Affichage de l'arrêté royal. |
| Art. 2 | Art. 3 | Art. 4 | Art. 5 | Art. 6 | Art. 7 | Art. 8 et 18 | Art. 9 | Art. 10 | Art. 11 | Art. 12 | Art. 13 et 19 | Art. 14 | Art. 15 | Art. 16 | Art. 17 | Art. 20 |
| 50 | 29 | 31 | 26 | 13 | 14 | 43 | 2 | — | 7 | 3 | 6 | 20 | 18 | 62 | — | 44 |

## SANTÉ ET SÉCURITÉ DES OUVRIERS.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU XI

| Numéro du procès-verbal. | Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| 5 | Trav. de pointure (bâtiment). | 7 janvier. | Ponçage à sec de surfaces peintes à la céruse. | 5 francs ou 1 jour, sursis : 1 an. |
| 18 | Terrassements. | 4 février. | Travaux non exécutés de manière à éviter les chutes inopinées de terrain. | Sans suite. |
| 24 | Fonderie de fer. | 5 mars. | Engrenages non disposés, enveloppés ou entourés de manière à écarter le danger. | Sans suite. |
| 50 | Briqueterie. | 19 mai. | Emploi de brasero ou feu libre à l'intérieur du logement. | 5 francs ou 1 jour. |
| 51 | Id. | Id. | Id. | 5 francs ou 1 jour, sursis : 1 an. |
| 52 | Id. | Id. | Id. | 5 francs ou 1 jour. |
| 53 | Id. | Id. | Id. | 5 francs ou 1 jour, sursis : 1 an. |
| 54 | Id. | Id. | Id. | 5 francs ou 1 jour. |
| 55 | Id. | 21 id. | Logements des ouvriers ne présentant pas les garanties de salubrité, de sécurité et de décence prévues par l'arrêté royal du 15 juin 1910.<br>Non affichage de cet arrêté royal. | — |
| 65 | Id. | 3 juin. | Logement ne présentant pas les garanties de salubrité, de sécurité et de décence prévues par l'arrêté du 15 juin 1910. | — |
| 73 | Id. | 12 id. | Id.<br>Non affichage de cet arrêté royal. | 3×50 francs. |
| 74 | Id. | 14 id. | Id. | 6×26 francs. |
| 77 | Id. | Id. | Emploi d'un brasero à l'intérieur du logement. | 2 francs. |
| 78 | Id. | Id. | Logement ne présentant pas les garanties de salubrité, de sécurité et de décence prévues par l'arrêté royal du 15 juin 1910.<br>Non affichage de cet arrêté royal. | — |

## SANTÉ ET SÉCURITÉ DES OUVRIERS (*suite*).

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

| Numéro du procès-verbal. | Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| 82 | Briquetorie. | 21 juin. | Logement ne présentant pas les garanties de salubrité, de sécurite et de décence prévues par l'arrêté royal du 15 juin 1910. | 5×5 fr. ou 5×1 j., sursis : 1 an. |
| 96 | Id. | 2 août. | Logement ne présentant pas les garanties de salubrité, de sécurité et de décence prévues par l'arrêté royal du 15 juin 1910. | — |
| 99 | Id. | Id. | Id. | — |
| 102 | Chocolaterie. | 16 id. | Absence des dispositions en vue d'éviter la chute des charges manœuvrées par un monte-charges. | — |
| 103 | Scierie mécanique de bois. | Id. | Machines à outils tranchants non disposées de façon que les ouvriers ne puissent toucher involontairement les parties tranchantes. | 5 francs ou 1 jour. |
| 107 | Briqueterie. | 19 id. | Logement ne présentant pas les garanties de salubrité, de sécurité et de décence prévues par l'arrêté royal du 15 juin 1910.<br>Non affichage de cet arrêté royal. | — |
| 109 | Id. | 3 sept. | Emploi d'un brasero à feu libre à l'intérieur du logement des ouvriers. | 20 francs. |
| 110 | Id. | Id. | Pas de local séparé pour les deux sexes occupant la cambuse. | — |
| 117 | Trav. de peinture (bâtiment). | 7 octobre | Planches d'échafaudages non fixées de manière à assurer leur parfaite stabilité. | — |
| 127 | Ebénisterie-menuiserie mécanique. | 19/22 nov. | Poulie et courroie installées à faible distance du sol et au-dessus desquelles le personnel est appelé à passer, non couvertes sur la largeur du passage. | — |

## DÉCLARATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU XII

| Numéro du procès-verbal. | Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| 30 | Maroquinerie. | 25 mars. | Non déclaration d'accident. | Chacun des deux prévenus 5 fr. ou 1 j., sursis : 1 an. |
| 95 | Entrepr. de transports. | 30 juillet | Id. | 5 francs. |

TABLEAU XIII

## DEMANDES EN AUTORISATION INSTRUITES EN 1913

| | |
|---|---|
| Apprêts (Atelier d') | 1 |
| Tisseranderie mécanique | 1 |
| Filature de laine | 1 |
| Ouate (Fabrique de feuilles d') | 1 |
| Teintureries en général | 7 |
| Teinturiers-dégraisseurs | 10 |
| Buanderie (en grand) | 1 |
| Chapeaux de soie et autres préparés au moyen d'un vernis (Fabrique des) | 1 |
| Savon (Fabrique de) | 4 |
| Eponges (Lavage ou blanchiment des) | 2 |
| Tabac (Manufactures de ) | 2 |
| Liqueurs spiritueuses (Fabricat. des) par la distillation | 4 |
| Liqueurs spiritueuses (Fabrication des) par mixtion et infusion | 3 |
| Caramels en grand (Fabrication de) | 2 |
| Œufs (Dépôt ou magasin en grand d') | 1 |
| Graines (Nettoyage en grand des) | 2 |
| Fromages (Dépôts de) | 2 |
| Café (Torréfaction en grand de) | 2 |
| Chicorée (Fabrication de la) | 2 |

| | |
|---|---|
| Pâtisserie | 1 |
| Boulangeries | 2 |
| Glace artificielle (Fabrication de la) | 4 |
| Glucose (sirop ou sucre de fécule) (Fabrication de) | 1 |
| Vinaigres de fruits (Fabrication en grand des) | 1 |
| Tir pour armes à feu | 1 |
| Tir pour revolvers et pistolets | 1 |
| Théâtres permanents, salles de spectacle, rinkings | 4 |
| Cinématographes | 20 |
| Gaz (Moteurs à) | 117 |
| Pétrole (Moteurs à) | 14 |
| Gaz de gazogène à l'eau ou gaz pauvre (Production de) | 38 |
| Dynamos génératrices | 142 |
| Dynamos réceptrices | 128 |
| Transformateurs électriques | 15 |
| Installations d'accumulateurs électriques | 25 |
| Gazomètre renfermant un gaz combustible | 1 |
| Acétylène non comprimé (Production d') | 5 |
| Dépôts de carbure de calcium | 6 |
| Id. de matières inflammables | 58 |
| Id. de matières combustibles | 3 |
| Id. de bois | 12 |
| Id. de foin | 7 |
| Id. de paille | 7 |
| Id. de plus de 4 hectolitres de vernis | 3 |
| Id. d'huiles minérales lourdes (plus de 500 litres) | 5 |
| Id. de chiffons | 11 |
| Id. d'os | 6 |
| Id. de cuirs verts et peaux fraîches | 4 |
| Id. de cuirs et peaux secs ou salés | 8 |
| Id. d'huiles fixes | 3 |
| Id. de graisses | 4 |
| Id. de cornes | 1 |
| Id. de plus de 500 boîtes d'allumettes chimiques | 2 |
| Graisses (fonte en grand des) | 2 |
| Graisses pour mécaniques, préparées à l'aide d'huile de résine (Fabrication et dépôt de) | 2 |
| Huile de pied de bœuf (Fabrication de l') | 1 |
| Vernis, couleurs, etc. (Application à chaud des) | 3 |

| | |
|---|---|
| Vernis (Fabrication des) | 1 |
| Cire (Fusion, épuration et blanchiment de la) | 2 |
| Cire à cacheter (Fabrication de la) | 2 |
| Fours à moufle pour la cuisson de couleurs appliquées sur verre | 1 |
| Sécherie de peaux | 1 |
| Dégras ou huile épaisse à l'usage des tanneurs (Fabrication de) | 1 |
| Bitume (Refonte et mélange de) pour son application au dallage | 1 |
| Bitumes, asphaltes, brais (Dépôt de) | 1 |
| Goudron (Fabrication du) | 1 |
| Caoutchouc (Fabriques où, soit pour vulcaniser ou confectionner des objets en, on emploie des huiles essentielles) | 4 |
| Caoutchouc (fabriques où l'on vulcanise le) par procédé dit en vase clos | 3 |
| Huile de lin (Cuisson en grand de l') | 3 |
| Peaux et poils (Travail des) | 2 |
| Mégisserie | 1 |
| Tanneries | 2 |
| Chamoiseries | 2 |
| Chaussures (Fabrication des) | 10 |
| Charbon animal (Revivification du) | 2 |
| Combustion en grand de substances animales | 2 |
| Moulin à broyer des épices | 1 |
| Moulins à farine | 3 |
| Matières minérales et végétales (Dépôt, manipulation ou mélange en grand de) | 13 |
| Brasserie | 1 |
| Malt (Préparation du) | 1 |
| Sucre interverti (Fabrique de) | 1 |
| Beurre (Locaux où l'on manipule au moins 1,000 de lait par jour pour produire du) | 1 |
| Acide sulfureux (Fabrication de l') et des sulfites | 1 |
| Sel ammoniac (Fabrication du) | 1 |
| Broyeurs à mortier | 13 |
| Moteurs, procédés de travail ou machines pouvant occasionner un choc ou un bruit nuisible ou incommode | 80 |

| | |
|---|---|
| Ebénisterie (Ateliers d') | 6 |
| Menuiserie (Ateliers de) | 8 |
| Bois (Scieries de) | 9 |
| Caractères d'imprimerie (Fonderies de) | 4 |
| Chaudières (Fabr. de) et opérations de chaudronnerie. | 1 |
| Fonderies de fer | 7 |
| Fonderies de cuivre, de plomb, d'aluminium, de laiton et de bronze | 7 |
| Chaudronneries pour ustensiles de ménage | 2 |
| Forges | 41 |
| Ferblantier (Atelier de) | 1 |
| Epingles (Fabrication d') | 1 |
| Poêlier (Atelier de) | 1 |
| Métaux (Travail en grand des) | 20 |
| Machines et mécaniques (Ateliers pour la fabrication de) | 6 |
| Automobiles (Garages d') | 33 |
| Galvaniques (Dépôts par l'électrolyse) | 14 |
| Dorure sur métaux | 3 |
| Argenture sur métaux | 3 |
| Or (Battage d') | 2 |
| Tôles et des fontes émaillées ou vernies (Fabric. des) | 1 |
| Carton (Fabrication des boîtes en) | 2 |
| Taillandiers (Atelier de) | 1 |
| Potier de terre (Atelier de) | 1 |
| Briqueteries | 80 |
| Tuiles, briques (Fours à cuire les) | 2 |
| Glaces (Argenture des) | 2 |
| Scieries en grand de pierres et de marbres | 5 |
| Taille et sculpture de pierres | 4 |
| Polissage de pierres | 2 |
| Zincage du fer | 1 |
| Moulins à broyer les bois de teinture, chaux, ciment, plâtre, etc. | 2 |
| Laboratoire de recherches chimiques | 1 |
| Manchons pour l'éclairage par incandescence (Préparation complète) | 1 |
| Coke (Fours à) | 1 |
| Total | 1,149 |

## ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES ET CARRIÈRES A CIEL OUVERT

### RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU XIV

| Numéro du procès-procès. | Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| 15 | Sablière. | 28 janvier. | Travaux non conduits de manière à éviter les chutes de terrain. | 10 fr. ou 2 jours sursis : 1 an. |
| 81 | Briqueterie. | 17 juin. | Exploitation sans autorisation. | — |

## *2e DISTRICT*

# ARRONDISSEMENTS DE LOUVAIN ET DE NIVELLES

**M. Th. Van Schendel,** inspecteur du travail, à Louvain.

## SECTION I.

### Etablissements visités.

Les visites d'inspection faites pendant l'année 1913 se répartissent de la manière suivante :

| | ÉTABLISSEMENTS VISITÉS | | |
|---|---|---|---|
| | 1 fois. | 2 fois. | 3 fois. |
| Arrondissement de Louvain. . . | 213 | 9 | — |
| — de Nivelles. . . | 313 | 7 | 1 |

Le nombre de visites d'établissements distincts s'élève donc :

Dans l'arrondissement de Louvain, à 213 + 18 = 231
— de Nivelles, à 313 + 14 + 3 = 330

Total : 526 + 32 + 3 = 561 visites.

Ces visites sont réparties sur 471 établissements simples; c'est-à-dire ne comprenant qu'une section, et pour le surplus sur des

établissements comprenant un nombre variable de sections, suivant le relevé ci-après :

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 38 | établissements | comprenant | 2 | sections | = | 76 | sections. |
| 3 | — | — | 3 | — | = | 9 | — |
| 1 | — | — | 5 | — | = | 5 | — |

On doit entendre par section d'établissement une division nette concernant l'exploitation d'une industrie spéciale.

Le personnel ouvrier dans les établissements inspectés en 1913 comprend :

| | | |
|---|---|---|
| Dans l'arrondissement de Louvain : | 6,900 | ouvriers. |
| — de Nivelles : | 12,531 | — |
| Total : | 19,431 | ouvriers. |

## SECTION II.

### Travail des femmes et des enfants.

**Classification des établissements visités.**—Les tableaux figurant à la fin du rapport indiquent, par arrondissement administratif et pour chaque groupe d'industries, un relevé complet des établissements visités ainsi que la répartition du personnel ouvrier, y compris le dénombrement des personnes protégées.

Ces tableaux sont suivis de tableaux récapitulatifs.

On trouvera en outre un tableau donnant le relevé des infractions constatées aux divers articles de la loi du 13 décembre 1889 et notées dans les rapports de visites journalières. Un autre tableau donne le résumé des procès-verbaux dressés pour infractions à cette loi et aux arrêtés royaux pris pour son exécution.

Aucune infraction n'ayant été relevée relativement à l'application de la loi du 10 août 1911 interdisant le travail de nuit des femmes, cette mention est passée sous silence.

Une plainte m'a été adressée au sujet du travail prolongé d'ouvrières dans une fabrique de papier. Procès-verbal avait été dressé quelques mois auparavant pour des faits analogues, mais l'enquête a démontré qu'au moment spécifié par les ouvrières tout était rentré dans l'ordre.

Des renseignements spéciaux ayant été demandés par M. le Ministre, un relevé a été fait du personnel travaillant dans les verreries, ainsi que dans les fabriques de sucre, notamment pour ces dernières en ce qui concerne le travail de nuit.

Un carnet délivré abusivement par une administration communale à un enfant de moins de douze ans, a été saisi et transmis à M. le Ministre afin que des observations soient adressées à qui de droit.

Enfin un incendie ayant détruit la salle de triage d'une fabrique de papier, une requête a été adressée au Gouverneur en vue d'obtenir l'autorisation de faire travailler la nuit un certain nombre de femmes. Sur avis conforme, cette autorisation a été accordée pour 2 mois avec prolongation ultérieure et les arrêtés du Gouverneur ont reçu, conformément à la loi, l'approbation ministérielle.

## SECTION III.

### Repos du dimanche.

**Loi du 17 juillet 1905.** — L'exécution de la loi est normale; peu de réclamations nous ont été transmises. Quelques lettres de syndicats ouvriers, signalant de prétendus abus, ont fait l'objet d'une instruction minutieuse; bien des faits dénoncés ont été reconnus inexacts ou ne tombant pas sous l'application de la loi.

**Exceptions prévues par l'article 3 de la loi** (cas de non-applicabilité:

1° *Travaux urgents commandés par un cas de force majeure ou de nécessité sortant des prévisions normales de l'entreprise* :

Une fonderie de fer a demandé à travailler un dimanche pour cause de réparation au matériel.

3° *Travaux de nettoyage, de réparation et de conservation nécessaires à la continuation régulière de l'exploitation ou travaux autres que ceux de la production, dont dépend la reprise régulière de l'exploitation le jour suivant* :

Un atelier de grosse construction a demandé à travailler un dimanche pour classer des pièces de matériel.

Deux établissements de construction ont demandé à travailler le dimanche pour raison d'inventaire.

4° *Travaux nécessaires pour empêcher la détérioration des matières premières ou des produits* :

A la suite d'observations qui ont été faites dans un moulin, la direction alléguait la détérioration possible de la farine. Cette excuse n'a naturellement pas été admise.

**Exceptions prévues par l'article 4 de la loi. Régime atténué du jour de repos par quinzaine ou du demi-jour hebdomadaire:**

2° *Entreprises ayant pour objet la vente au détail des comestibles ou denrées alimentaires* :

Aucune plainte ne nous a été adressée pour signaler un abus quelconque relatif au repos par roulement prescrit dans les magasins de denrées alimentaires. Il est vrai que tant que l'emploi du registre légal ne sera pas ordonné par Arrêté Royal, il sera difficile aux inspecteurs de vérifier si tout se passe bien régulièrement.

12° *Industries dans lesquelles le travail en raison de sa nature ne souffre ni interruption ni retard* :

Une circulaire ministérielle ayant prescrit que les brasseries devaient être soumises au régime pur et simple de la loi, des instructions précises ont été données pour empêcher notamment le transport de la bière le dimanche. Nous estimons que le même régime est applicable au transport, par les brasseurs, de la glace destinée à la conservation de la bière dans les établissements de débit.

**Exceptions prévues par l'article 5.** — Aucune infraction n'a été relevée du chef de la prolongation du travail de l'équipe de nuit au delà de 6 heures du matin.

**Exceptions prévues par l'article 6.** — Emploi de l'eau comme moteur principal ou exclusif. On sait que cet article autorise l'emploi des ouvriers au travail le septième jour, douze fois par an dans

les établissements activés par un moteur hydraulique, moyennant avis à donner à l'inspecteur.

Les établissements de l'arrondissement de Louvain désignés ci-après ont profité de cette dispense après avis régulier :

| | | |
|---|---|---|
| 1 moulin à farine | . . . . . | 9 fois |
| 1 » | . . . . . | 6 » |
| 1 » | . . . . . | 1 » |

ART. 7. — **Exceptions prévues en faveur des magasins de détail des salons de coiffure.** — *Travail autorisé de 8 heures du matin à midi.* — Le tableau placé à la fin du rapport indique les visites effectuées dans les magasins de détail et les salons de coiffure. Aucune infraction n'a été relevée.

**Application de l'article 9.** — Diverses infractions ont été relevées du chef d'emploi au travail le dimanche d'enfants de moins de 16 ans dans les établissements industriels. Des procès-verbaux ont été dressés tant à charge des employeurs que des parents.

Le tableau des procès-verbaux et de leurs suites judiciaires placé à la suite de ce rapport est précédé d'un autre tableau résumant les infractions constatées à la loi sur le repos du dimanche.

## SECTION IV.

### Règlements d'atelier.

Le nombre de règlements d'atelier nouveaux qui m'ont été envoyés au cours de l'exercice est de 41 :

Pour l'arrondissement de Louvain, 23;

Pour l'arrondissement de Nivelles, 18;

Dont une annexe pour chaque arrondissement.

Ces règlements ont fait l'objet d'un examen détaillé qui a provoqué souvent un échange de plusieurs lettres explicatives.

Le tableau ci-après indique le degré d'exécution de la loi :

| Arrondissements. | En règle. | Pas en règle. | Total. |
|---|---|---|---|
| Arrondissement de Louvain . | 69 | 22 | 91 |
| Arrondissement de Nivelles . | 92 | 27 | 119 |
| Totaux. . . | 161 | 49 | 110 |

Un tableau placé à la suite de ce rapport indique les procès-verbaux dressés et leurs suites judiciaires.

## SECTION V.

### Payement des salaires et mesurage du travail.

**Loi du 16 août 1887.**—L'exécution de la loi sur le paiement des salaires a donné lieu à peu d'observations au cours de nos visites ordinaires d'inspection. Lorsque des plaintes nous ont été adressées à ce sujet par écrit, elles ont fait l'objet d'une instruction immédiate; notamment dans deux filatures de coton : la première parce qu'une ouvrière n'avait pas touché sa quinzaine; la seconde parce qu'un contremaître tenant un cabaret, était accusé d'exercer une pression sur certains ouvriers en vue de les forcer à faire des dépenses.

Deux organisations syndicales ouvrières nous ont signalé que certains patrons payaient leurs ouvriers dans un cabaret.

Un tableau placé à la fin de ce rapport indique les procès-verbaux dressés et leurs suites judiciaires.

**Arrêté royal du 5 décembre 1887, déterminant, en exécution de la loi du 16 août 1887, les conditions dans lesquelles les députations permanentes peuvent autoriser les patrons à fournir certains objets à leurs ouvriers à charge d'imputation sur les salaires.** — Aucune requête n'a été introduite à ce sujet.

**Loi du 30 juillet 1901 réglementant le mesurage du travail des ouvriers.** — Les instructions nécessaires sont données chaque fois que l'occasion s'en présente au cours de nos visites d'inspection. Nous n'avons jamais reçu de réclamation.

Il y a lieu cependant de rappeler une fois de plus que dans les filatures de coton on se sert d'une manière courante, aux métiers continus, de compteurs qui indiquent en mesures anglaises la longueur du fil fabriqué; cependant les articles 1 et 2 de la loi ci-dessus désignée interdisent d'employer pour le mesurage du travail des instruments basés sur des mesures autres que celles qui dérivent du système métrique.

Il faudrait un accord et des mesures générales pour régulariser cette situation.

## SECTION VI.

### Santé et sécurité des ouvriers.

**Le règlement du 30 mars 1905**, pris en exécution de la loi du 2 juillet 1899, prescrit les mesures à observer en vue de protéger la santé et la sécurité des ouvriers dans les entreprises industrielles et commerciales, assujetties à la loi du 24 décembre 1903.

L'application de cet arrêté royal englobe aujourd'hui la presque totalité des établissements inspectés.

Notons en passant que les exploitations agricoles et forestières, bien qu'assujetties à la loi du 24 décembre 1903, ne sont pas réglementées au point de vue de la santé et de la sécurité des ouvriers.

Les prescriptions spéciales, imposées par les principaux articles, sont ci-après rapidement passées en revue :

ART. 3. — *Cube d'air par ouvrier, hauteur des locaux.* — Aucune observation spéciale à faire à ce sujet, bien que certains ateliers ne présentent pas une capacité en rapport avec le nombre d'ouvriers qui y travaillent; mais il s'agit d'établissements anciens qui peuvent difficilement être modifiés.

ART. 5. — *Absorption des vapeurs, gaz et poussières.* — L'absorption mécanique des poussières produites par le débourrage des

cardes dans les filatures de coton a été étendue à plusieurs établissements. Ces installations donnent les meilleurs résultats.

Dans la fabrication de la soie artificielle l'absorption des vapeurs nitreuses qui proviennent de la neutralisation des acides résiduaires par les eaux alcalines de la dénitration est aujourd'hui un fait accompli.

ART. 6. — *Éclairage*, et ART. 8. — *Chauffage.* — Les photographies 1, 2, 3, ci-après montrent la disposition d'une salle de triage dans une fabrique de papier reconstruite après un incendie. Cette salle est remarquable par son étendue uniformément éclairée, et par son système de chauffage par la ventilation.

ART. 14. — *Travaux insalubres.* — Les photographies 4, 5, 6, 7 et 8 montrent la disposition d'appareils pneumatiques établis récemment dans une fabrique d'accumulateurs pour la coulée du plomb. Ces appareils permettent la suppression de toute manipulation du plomb. Par la manœuvre d'un robinet on envoie le plomb fondu dans le moule pour la fabrication des plaques.

**Protection contre les accidents.** — Art. 21. — *Protection des transmissions et des pièces saillantes et mobiles des mécanismes.* — Les photographies 9, 10, 11 ci-après, montrent la disposition d'un laminoir à plomb avec scie tronçonneuse, ainsi qu' une machine à vapeur système Lanz.

Un procès-verbal a été dressé dans une imprimerie, les engrenages du va-et-vient d'une machine continue n'ayant pas été protégés.

ART. 26. — *Machines à outils tranchants.* — Quelles que soient les précautions prises, des accidents arrivent encore de temps en temps par l'emploi des dégauchisseuses dans le travail mécanique du bois.

ART. 28. — *Port de vêtements ajustés à proximité des arbres de transmission.* — Nous ne manquons pas de faire remarquer chaque fois que le fait se présente que les ouvriers ne peuvent porter des tabliers ou des blouses flottantes pendant leur travail dans le voisinage immédiat d'arbres tournant à grande vitesse.

PLANCHE I.

**Société anonyme des Papeteries Delcroix, Nivelles.**

**Nouvelle salle de triage des papiers. Toiture métallique avec revêtement incombustible.**

PLANCHE II.

**Tuyauterie suspendue pour la dispersion de l'air chaud dans la salle de triage. Système combiné de chauffage et de ventilation.**

UNIV. OF MICH.

**Société anonyme des Papeteries Delcroix, Nivelles.**

**Appareil de chauffage situé à l'étage d'une annexe. Le chauffage de l'air est obtenu au moyen de la vapeur de décharge des machines circulant entre de minces tôles ondulées très rapprochées les unes des autres. Le ventilateur souffle l'air chaud dans la salle qui, étant ainsi sous pression, n'est exposée à aucune rentrée d'air froid du dehors.**

UNIV. OF MICH.

PLANCHE IV.

**Société anonyme Accumulateurs Tudor, Florival.**

**Coulée du plomb par le procédé ordinaire au moyen d'une poche à main.**

PLANCHE V.

**Après la coulée. Levée d'une plaque d'accumulateur.**

UNIV. OF MICH.

PLANCHE VI.

**Société anonyme Accumulateurs Tudor, Florival.**

**Préparation de la matrice pour la coulée pneumatique.**

PLANCHE VII.

**Manœuvre de l'appareil pneumatique pour la coulée du plomb.**

UNIV. OF MICH.

PLANCHE VIII.

**Société anonyme Accumulateurs Tudor, Florival.**

Après la coulée, on saupoudre de talc la matrice pour la coulée suivante.

PLANCHE IX.

Laminoir à plomb.

UNIV. OF MICH.

PLANCHE X.

**Société anonyme Accumulateurs Tudor, Florival.**

**Scie tronçonneuse oscillante pour débiter les feuilles de plomb à la suite du laminage.**

PLANCHE XI.

**Nouvelle machine à vapeur demi-fixe « Lanz » actionnant des dynamos.**

UNIV. of MICH.

PLANCHE XII.

**Société anonyme des Ateliers de construction J.-J. Gilain, Tirlemont.**

**Four à réchauffer le fer, avec gazogène et appareil fumivore.**

PLANCHE XIII.

**Vue arrière du four à réchauffer, montrant le plan incliné.**
**Ascenseur pour le chargement du gazogène.**

UNIV. of MICH.

**Société anonyme des Ateliers de construction J.-J. Gilain, Tirlemont.**

**Gros marteau pilon et ensemble des fours à réchauffer dans l'atelier des forges.**

UNIV. OF ILL.

PLANCHE XV.

**Société anonyme Accumulateurs Tudor, Florival.**

**Salle des douches.**

PLANCHE XVI.

**Salle des lavabos.**



UNIV. of MICH.

**Protection contre les atteintes de débris ou d'éclats de matières et en général contre les atteintes de toutes les matières dangereuses.** — ART. 30. — *Rotation des meules.* — Depuis assez longtemps déjà nous n'avons plus eu à déplorer d'accidents occasionnés par le bris de meules en émeri ; celles-ci sont actuellement bien protégées dans tous les établissements. Quant aux grandes meules en grès, usitées dans la fabrication des couteaux, nos efforts ont abouti à en réduire le diamètre et la vitesse.

**Explosions dues à des matières volatiles.** — Par une coïncidence extraordinaire deux accidents graves sont survenus, à un mois d'intervalle dans les deux fabriques de soie artificielle de notre district.

A Couture-Saint-Germain, un malaxeur à collodion fit explosion, tandis qu'un ouvrier manœuvrait un robinet donnant accès à l'air comprimé. La terrible explosion, accompagnée d'une détonation formidable, provoqua l'arrachement du couvercle en acier fondu du malaxeur, lequel fut projeté sur un deuxième malaxeur placé à la suite du premier. Celui-ci fut arraché de ses fondations et une flamme immense alla mettre le feu à un dépôt de nitro-cellulose d'où résulta l'incendie de tout l'atelier. Plusieurs victimes furent tuées.

A Tubize, un mois plus tard, un malaxeur à collodion fit explosion dans des conditions analogues. Ce malaxeur fut projeté tout entier au travers de la toiture de l'atelier et retomba de son poids de 3,000 kilogs sur le toit d'un atelier voisin qu'il traversa. Cet accident fit également plusieurs victimes.

A la suite de ces deux accidents nous fîmes des enquêtes immédiates pour en rechercher les causes et déterminer les remèdes à appliquer pour en éviter le renouvellement.

Tout d'abord, il est hors de doute que l'emploi de l'air comprimé associé à des vapeurs d'éther dans un espace clos a pu en certaines proportions constituer uu mélange détonnant. Le fait qui a pu provoquer l'étincelle, capable d'enflammer ce mélange, était d'une recherche plus délicate ; l'hypothèse qui nous a paru la plus vraisemblable est celle-ci : des particules de collodion sec déposées sur les raccords des conduits d'air comprimé, constituent un fulminate très explosible en même temps qu'un isolant électrique. On peut concevoir qu'un frottement provoqué par la manœuvre d'un raccord en cuivre dans la première usine, d'un robinet dans la seconde

a pu provoquer l'inflammation, soit par échauffement, soit par une étincelle électrique au travers de la pellicule isolante.

Un rapport fut adressé à la députation permanente proposant à ce collège d'ordonner l'interdiction immédiate de l'emploi de l'air comprimé pour refouler le collodion hors des malaxeurs. L'air fut remplacé par un gaz inerte composé d'azote et d'acide carbonique fourni par la combustion de charbon dans des fours; l'installation nécessaire fut très rapidement exécutée à Tubize, tandis qu'à Couture-Saint-Germain il fallut arrêter complètement la fabrication jusqu'à ce que l'emploi de presses hydrauliques put être organisé.

Cette installation pour la production de gaz inerte, quoique assez importante, ne devait d'ailleurs être que provisoire, car aujourd'hui, l'emploi de presses hydrauliques est définitivement établi dans les deux usines. L'expulsion du collodion et son passage dans les filières s'opère désormais sans aucun contact de vapeurs volatiles avec de l'air comprimé.

ART. 31. — *Lunettes de sûreté.* — Quoique de nombreux accidents affectent les yeux, il est à remarquer cependant que la plupart des ouvriers atteints ne pouvaient être astreints au port de lunettes de sûreté. L'emploi de celles-ci n'est obligatoire que pour des travaux déterminés et l'inspection veille à ce que les mesures légales soient observées.

**Appareils de levage.** — Les photographies 12, 13, 14, montrent l'ascenseur incliné d'un four à réchauffer dans un atelier de construction de machines à Tirlemont, ainsi que les appareils de levage d'un marteau-pilon dans les mêmes ateliers.

**Mesures imposées aux ouvriers.** — Les photographies 15, 16, montrent la disposition des lavabos et de la salle des douches dans une fabrique d'accumulateurs.

**Arrêté royal du 31 mars 1905 prescrivant les mesures spéciales à observer dans l'industrie du bâtiment, les travaux de construction et de terrassement en général.**

*Installation des échafaudages.* — En ce qui concerne cet article,

notons encore des mesures imparfaitement comprises par les entrepreneurs, mais il s'agit souvent d'échafaudages éphémères.

**Arrêté royal du 25 juillet 1910 concernant l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture en bâtiment.** — Cet arrêté, en vigueur depuis le 2 septembre 1910, n'a donné lieu à aucune observation, ni réclamation.

**Arrêté royal du 20 juillet 1910 concernant la vente, le transport et l'emploi de la céruse en poudre, en morceaux ou en pains destinés à des usages autres que les travaux de peinture.** — Une fabrique de carreaux de faïence de l'arrondissement de Louvain a obtenu l'autorisation prévue par l'arrêté royal.

L'arrêté spécifie que la céruse en poudre sera employée pour la fabrication d'émaux à appliquer par voie humide sur des carreaux céramiques. Les conditions auxquelles cette autorisation est subordonnée ont toutes été observées.

**Arrêté royal du 15 juin 1910 prescrivant les mesures propres à assurer la salubrité et la décence des locaux affectés temporairement au logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers.** — On doit constater à regret que, malgré une surveillance active et les nombreux procès-verbaux dont la liste figure plus loin, la sévérité insuffisante des tribunaux entraîne une telle insouciance de la part des patrons briquetiers qu'après un premier procès-verbal dont ils ne se préoccupent guère, ils ne modifient en rien la situation existante et qu'un second procès-verbal doit parfois être dressé à leur charge.

Il arrive dans ce cas que, se basant sur la loi du 5 mai 1888, qui limite les peines de récidive au cas où celle-ci est constatée dans les douze mois de la première condamnation, le tribunal ne mentionne pas même cette récidive dans son jugement.

## SECTION VII.

### Accidents du travail.

Le relevé des accidents déclarés sous le régime de la loi du 24 décembre 1903, donne les totaux ci-après.

| | |
|---|---|
| Nombre d'accidents déclarés . . . . . | 5373 (1) |
| » » ayant donné lieu à une enquête . | 24 (2) |
| » » suivis de mort . . . . . | 25 (3) |

Un des tableaux figurant ci-après donne par groupe d'industries, un relevé des accidents classés suivant la durée d'incapacité de travail qu'ils ont entraînée.

Le tableau suivant donne un résumé des procès-verbaux d'enquêtes effectuées à la suite de déclarations d'accidents.

On trouvera également à la fin du rapport un tableau des procès-verbaux dressés pour infraction à l'arrêté royal du 20 décembre 1904.

## SECTION VIII.

### Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes.

**Demandes en autorisation** (arrêté royal du 29 janvier 1863). — Nous avons transmis à M. le Gouverneur du Brabant 68 rapports au sujet de demandes en autorisation pour l'érection d'établissements classés.

Ces demandes se répartissent comme suit :

| | | | |
|---|---|---|---|
| Dans l'arrondissement de Louvain | 40 | demandes comprenant | 94 sections. |
| » Nivelles | 28 | » » | 50 » |
| Ensemble | 68 | demandes comprenant | 144 sections. |

La nature et le détail des demandes en autorisation sont indiqués aux tableaux ci-après.

Le résumé des procès-verbaux dressés avec leurs suites judiciaires figure à la fin de ce rapport.

---

(1) Contre 5514 en 1912, soit une diminution de 141 accidents.

(2) Contre 12 en 1912, soit une augmentation de 12.

(3) Dont 6 concernant les chemins de fer de l'État. Les chiffres de 1912 étaient respectivement de 15 et de 3.

## SECTION IX.

### Carrières à ciel ouvert.

Les carrières à ciel ouvert proprement dites, comprises dans l'arrondissement de Nivelles, étant du ressort de l'administration des mines, nous n'avons à surveiller que celles, peu nombreuses, qui se trouvent dans l'arrondissement de Louvain, indépendamment des installations pour briqueteries, qui relèvent de la surveillance de l'inspection du travail dans les deux arrondissements.

**D'après l'arrêté royal du 16 janvier 1889,** le chef d'entreprise qui se propose de commencer l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert est tenu d'en faire préalablement la déclaration par écrit au gouverneur de la province, qui lui délivre un certificat de déclaration. Une ampliation de ce certificat, ainsi qu'une expédition de la déclaration et du plan y annexé, sont adressées par le gouverneur à l'inspecteur du travail.

En conformité de cette disposition, M. le Gouverneur nous a envoyé :

Pour l'arrondissement de Louvain 13 déclarations d'exploitation d'argile.
» Nivelles 9 » »

Ensemble 22 déclarations d'exploitation d'argile.

RELEVÉ DES DEMANDES EN

TABLEAU I

| INDUSTRIES. | Nombre. | OBJET PRINCIPAL. | 2e SÉCTION. |
|---|---|---|---|
| Industries connexes des carrières. | 1 | Scierie de pierres | Electricité (dyn. gén.) |
| Industries des métaux. | 2 | Marteaux pilons | |
| | 1 | Machines et mécaniques (atelier de) | Moulin à farine |
| | 1 | Machines et mécaniques (atelier de) | |
| | 1 | Métaux (travail en grand des) | Boulonnerie. |
| | 1 | Fonderie de cuivre | |
| | 1 | Fonderie de fer | Fonderie de bronze. |
| | 1 | Fonderie de cuivre | Fonderie d'aluminium. |
| | 1 | Ferblanterie (atelier de) | Machines et de mécan. (atelier de). |
| | 1 | Machines et mécaniques (atelier de) | Moteur à essence. |
| | 1 | Fonderie de cuivre | Menuiserie (atel. de). |
| Industries céramiques. | 14 | Briqueteries permanentes | |
| | 1 | Appel de ponts et chaussées contre autorisation de briqueterie pour une saison | |
| Industries chimiques. | 1 | Vernis (dessiccation à chaud du) | |
| | 1 | Produits chimiques en dissolution | Moteur à gaz pauvre. |
| Industries alimentaires | 5 | Moulins à farine | Moteur à gaz pauvre. |
| | 1 | Brasserie. | Moteur à essence. |
| | 1 | Moulin mu par le vent | |
| | 1 | Maïs pelliculé | Moulin à farine. |
| | 1 | Malt (préparation du) | |
| | 1 | Malt (préparation du) | Moteur à gaz. |
| Industries textiles. | 1 | Machines et procédés bonnetiers | Electricité (dyn. gén.) |
| | 1 | Tissanderie mécanique | Electricité (dyn. gén.) |
| Industries du bâtiment | 1 | Broyeur à mortier | Chaux (magasin de). |
| | 1 | Broyeur à mortier | Chaux (magasin de). |
| Industries du bois et ameublement | 1 | Menuiserie mécanique | Electricité (moteur). |
| Industries des peaux et cuirs | 1 | Tannerie. | Corroierie. |
| | 1 | Peaux fraîches (dépôt de) | |
| Industries spéciales | 1 | Pétrole (dépôt de) | |
| | 1 | Moteur à essence | Naphte (dépôt de). |
| | 4 | Moteurs à gaz pauvre | Gaz de gazogène. |
| | 1 | Benzine (dépôt de) | |

## AUTORISATION INTRODUITES EN 1913.

| 3e SECTION. | 4e SECTION. | 5e SECTION. | 6e SECTION. | 7e SECTION. |
|---|---|---|---|---|
| Moteur à gaz pauvre. | Gaz de gazogène. | Electricité (dyn. réceptr.). | | |
| Electricité (dyn. gener.). | | | | |
| Electricité (mot.). | | | | |
| Id. | | | | |
| Vernis (dessiccation à chaud). | Electricité (dyn. génér.). | Electricité (dyn. réceptr.). | Moteur à gaz pauvre. | Gaz de gazogène. |
| Naphte (dépôt de) | | | | |
| Gaz de gazogène. | | | | |
| Id. | | | | |
| Naphte (dépôt de) | Electricité (dyn. génér.). | Carbure de calcium. | | |
| Moulin à huiles de graines oléagineuses. | Acétylène (dyn. génér.). | Electricité (mot.). | | |
| Electricité (mot.). | | | | |
| Moteur à essence. | | | | |

## RELEVÉ DES DEMANDES EN

| INDUSTRIES. | Nombre. | OBJET PRINCIPAL. | 2e SECTION. |
|---|---|---|---|
| Industries spéciales *(suite).* | 1 | Moteur à gaz | Electricité (dyn. gén.) |
| | 2 | Electricité (moteurs) | |
| | 1 | Acétylène (production de l') | Carbure de calcium. |
| | 1 | Electricité (dyn. génér.) | Electricité (dyn. gén.) |
| | 8 | Salles de spectacle | Projections lumineuses |
| | 1 | Electricité (dyn. génér.) | Electricité (moteur). |
| | 1 | Naphte (dépôt de) | Vernis (dépôt de). |

## DÉNOMBREMENT DES SECTION

| INDUSTRIES. | RUBRIQUES. | Nombre. |
|---|---|---|
| Industries connexes des carrières. | Scierie de pierres | 1 |
| | Marteaux pilons | 2 |
| Industries des métaux. | Machines et mécaniques (ateliers de) | 4 |
| | Métaux (travail en grand des) | 1 |
| | Boulonnerie. | 1 |
| | Fonderies de cuivre | 3 |
| | Fonderie de fer | 1 |
| | Fonderie de bronze | 1 |
| | Fonderie d'aluminium | 1 |
| | Ferblanterie (atelier de) | 1 |
| Industries céramiques. | Briqueteries permanentes | 14 |
| | Appel de ponts et chaussées contre autorisation de briqueterie pour une saison | 1 |
| Industries chimiques. | Moulin à huiles de graines oléagineuses | 1 |
| | Acide sulfurique (concentration de l') | 1 |
| | Vernis (dessiccation à chaud du) | 2 |
| | Produits chimiques en dissolution | 1 |
| Industries alimentaires | Moulins à farine | 7 |
| | Moulins mus par le vent | 1 |
| | Brasserie. | 1 |
| | Maïs pelliculé | 1 |
| | Malt (préparation du) | 2 |
| Industries textiles. | Machines et procédés bonnetiers | 1 |
| | Tissanderie mécanique | 1 |

AUTORISATION INTRODUITES EN 1913 (*suite*).

| 3e SECTION. | 4e SECTION. | 5e SECTION. | 6e SECTION. | 7e SECTION. |
|---|---|---|---|---|
| Acide sulfurique (fabr. de).<br>Transformateur électrique. | | | | |

DU TABLEAU PRÉCÉDENT.

| INDUSTRIES (*suite*). | RUBRIQUES. | Nombre. |
|---|---|---|
| Industries de la construction | Broyeurs à mortier | 2 |
| Industries du bois et ameublement | Menuiserie (atelier de) | 1 |
| | Menuiserie mécanique | 1 |
| Industries des peaux et cuirs | Tannerie | 1 |
| | Corroierie | 1 |
| | Peaux fraîches (dépôt de) | 1 |
| Industries spéciales | Electricité (dyn. génér.) | 9 |
| | Moteurs à gaz pauvre | 12 |
| | Gaz de gazogène | 12 |
| | Moteurs à essence | 4 |
| | Naphte (dépôts de) | 4 |
| | Acétylène (production de l') | 2 |
| | Carbure de calcium | 2 |
| | Electricité (dyn. récepr.) | 3 |
| | Moteurs à gaz | 2 |
| | Pétrole (dépôt de) | 1 |
| | Benzine (dépôt de) | 1 |
| | Salles de spectacle | 8 |
| | Projections lumineuses (cinémas) | 8 |
| | Electricité (transformateurs) | 8 |
| | Vernis (dépôt de) | 1 |
| | Electricité (moteurs) | 8 |
| | Chaux (moulins de) | 2 |
| | **Totaux.** | **144** |

RELEVÉ DES DEMANDES EN

| INDUSTRIES | Nombre. | OBJET PRINCIPAL. | 2e SECTION. |
|---|---|---|---|
| Industries spéciales non dénommées | 1 | Moteur à gaz | Electricité (dyn. gén.) |
| | 2 | Electricité (moteurs) | |
| | 1 | Acétylène (production de l') | Carbure de calcium. |
| | 1 | Electricité (dyn. génér.) | Electricité (dyn. gén.) |
| | 2 | Salles de spectacle | Projections lumineuses |
| | 1 | Electricité (dyn. génér.) | Electricité (moteur). |
| | 1 | Napoto (dépôt de) | Vernis (dépôt de). |

DÉNOMBREMENT DES SECTION

AUTORISATION INTRODUITES EN 1913 *(suite)*

| 3e SECTION. | 4e SECTION | 5e SECTION | 6e SECTION | 7e SECTION |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | | |

PERSONNEL DES

ARRONDISSEMENT

TABLEAU II

| Désignation des groupes d'industries. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| | | | | Industries |
| *Construction de machines et d'ouvrages métalliques :* | | | | |
| Chaudières, charpentes et autres gros ouvrages métalliques (atelier de constr. de) . . . . . | 1 | 105 | — | 11 |
| Machines agricoles (atel. de constr. de) . . . . . | 1 | 90 | — | 3 |
| Machines motrices, machines-outils et appareils industriels (atel. de constr. de) . . . . . | 1 | 311 | — | — |
| Matériel fixe et roulant de chemin de fer (atel. de constr. de) . . . | 2 | 204 | — | 32 |
| Pièces mécaniques diverses (atel. de constr. de) . . . . . | 3 | 14 | — | 3 |
| Vélocipèdes (atel. de constr. et de réparation de) . . . . . | 2 | 6 | — | 1 |
| *Fonderies :* | | | | |
| Fonderies de cuivre . . . . . | 2 | 21 | — | 5 |
| Fonderie de fonte . . . . . | 1 | 11 | 1 | — |
| *Ferronnerie-serrurerie-poëlerie :* | | | | |
| Maréchaux ferrants . . . . . | 24 | 39 | — | 1 |
| Serrurerie-poëlerie . . . . . | 1 | 2 | — | — |
| Serrurerie-ferronnerie . . . . . | 1 | 4 | — | 1 |
| *Boulons, vis, clous, chaînes, etc. :* | | | | |
| Boulonnerie . . . . . | 1 | 62 | 5 | 18 |
| *Fabrication d'ustensiles de ménage :* | | | | |
| Boites en fer blanc, ferblanterie . . | 1 | 15 | — | 4 |

## ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

DE LOUVAIN.

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| **des métaux.** | | | | | | | | | |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | - | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | - | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 4 | 1 | — | — | — | — | — | — |

PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS

| Désignation des groupes d'industries. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de 12 à 14 ans. | Garçons de 14 à 16 ans. |
|---|---|---|---|---|
| *Travail des métaux :* | | | | |
| Emboutissage et tubes sans soudure. | 1 | 769 | — | — |
| *Objets et ouvrages spéciaux :* | | | | |
| Robinetterie . . . . . | 1 | 21 | — | 2 |
| Totaux. . . | 43 | 1,674 | 6 | 81 |
| | | | | Industries |
| Briqueteries (chantiers de fab. à la main) . . . . . | 5 | 19 | — | 3 |
| Carreaux en faïence (fab. de) . . | 1 | 335 | 21 | 13 |
| Totaux. . . | 6 | 354 | 21 | 16 |
| | | | | Industries |
| *Produits chimiques proprement dits :* | | | | |
| Acide sulfurique (fab. d') . . . . | 1 | 35 | — | — |
| Benzine (dérivés de) . . . . . | 1 | 1 | — | — |
| Potasse (raffinerie de) . . . . . | 1 | 56 | — | — |
| Permanganate de potasse (fab. de). | 1 | 4 | — | — |
| Lithopone (fab. de) . . . . . | 1 | 258 | — | — |
| Formol (fab. de) . . . . . | 1 | 10 | — | — |
| *Fabrication du gaz et traitement des sous-produits :* | | | | |
| Gaz (usines à) . . . . . | 2 | 9 | — | — |

ARRONDISSEMENT DE LOUVAIN (*suite*).

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| — | — | — | — | 208 | — | 208 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 4 | 1 | 208 | — | 208 | — | — | — |
| **céramiques.** | | | | | | | | | |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 8 | 24 | 44 | 20 | 12 | — | 12 | — | — | — |
| 8 | 24 | 44 | 20 | 12 | — | 12 | — | — | — |
| **chimiques.** | | | | | | | | | |
| — | — | — | — | 18 | — | 18 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | 16 | — | 16 | — | — | — |
| — | — | — | — | 4 | — | 4 | — | — | — |
| — | — | — | — | 182 | — | 182 | — | — | — |
| — | — | — | — | 4 | — | 4 | — | — | — |
| — | — | — | — | 4 | — | 4 | — | — | — |

PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

| Désignation des groupes d'industries. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de 12 à 14 ans. | Garçons de 14 à 16 ans. |
|---|---|---|---|---|
| *Fabrication des huiles, des bougies et des savons:* | | | | |
| Graisses industrielles et oléagineuses (fab. de) | 2 | 20 | — | — |
| Savonneries | 3 | 19 | — | — |
| *Industries chimiques spéciales:* | | | | |
| Amidonnerie | 1 | 479 | — | 13 |
| Superphosphates de chaux (fab. de). | 1 | 45 | — | — |
| Moulin à écorces | 1 | 2 | — | — |
| Totaux. | 16 | 938 | — | 13 |

**Industries**

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| *Fabrication des farines:* | | | | |
| Moulins à eau | 12 | 20 | — | — |
| Moulins à vent | 2 | 2 | — | — |
| Moulins à moteur à pétrole | 4 | 8 | — | — |
| Moulins à moteur à essence | 2 | 2 | — | — |
| Moulins à vapeur | 6 | 271 | — | — |
| Moulin à tourteaux de lin | 1 | 2 | — | — |
| *Fabrication du sucre:* | | | | |
| Raffinerie de sucre | 1 | 596 | — | — |
| Sucreries | 5 | 1,026 | 10 | 45 |
| Sucre interverti (fab. de) | 1 | 9 | — | — |
| *Fabrication de boissons:* | | | | |
| Brasseries. | 19 | 132 | 1 | 3 |

ARRONDISSEMENT DE LOUVAIN (*suite*)

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| — | — | — | — | 14 | — | 14 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 10 | 5 | 25 | 9 | 62 | — | 62 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 10 | 5 | 25 | 9 | 304 | — | 304 | — | — | — |

**alimentaires.**

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | 80 | — | 80 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 110 | 95 | 204 | — | 204 | — | — | — |
| — | — | 1 | 12 | 686 | 5 | 681 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | 19 | — | 19 | — | — | — |

PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

| Désignation des groupes d'industries. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de 12 à 14 ans. | Garçons de 14 à 16 ans. |
|---|---|---|---|---|
| Brasseries-malteries | 10 | 264 | 1 | — |
| Eaux gazeuses (fab. d') | 1 | 1 | — | — |
| Malteries | 2 | 5 | — | — |
| *Industries alimentaires spéciales:* | | | | |
| Aliments pour bétail (fab. d') | 1 | 40 | — | — |
| Beurre (fab. de) | 7 | 52 | — | — |
| Laiterie mécanique | 1 | 2 | — | — |
| Sirop de betteraves (fab. de) | 1 | 33 | — | 3 |
| Torréfaction du café | 1 | 1 | — | — |
| Totaux. | 77 | 2,466 | 12 | 51 |
| | | | | **Industries** |
| *Fils et tissus de lin (pur ou mélangé):* | | | | |
| Tissage de lin et de coton | 1 | 115 | 3 | 6 |
| *Fils et tissus de laine (pur ou mélangé):* | | | | |
| Filature mécanique de laine cardée. | 1 | 61 | — | — |
| Tissage mécanique de laine | 1 | 72 | — | — |
| *Fabrication de tissus spéciaux et de confections:* | | | | |
| Bonneterie (fab. mécanique de) | 1 | 111 | — | — |
| Bonneterie (atel. de fab. à la main). | 1 | 3 | — | — |
| Totaux. | 5 | 361 | 3 | 6 |

ARRONDISSEMENT DE LOUVAIN (*suite*).

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| — | — | — | — | 30 | — | 30 | — | — | — |
| — | — | — | 1 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | 2 | — | 2 | — | — | — |
| — | — | 1 | 1 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | 20 | — | 20 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 112 | 109 | 1,041 | 5 | 1,036 | — | — | — |

textiles.

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 3 | 11 | 13 | 8 | — | — | — | — | — | — |
| — | 18 | 30 | 5 | — | — | — | — | — | — |
| — | 16 | 38 | 11 | — | — | — | — | — | — |
| 21 | 17 | 46 | 15 | — | — | — | — | — | — |
| — | 1 | — | 1 | — | — | — | — | — | — |
| 24 | 63 | 127 | 40 | — | — | — | — | — | — |

PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

| Désignation des groupes d'industries. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| **Industries** | | | | |
| *Industries accessoires du vêtement :* | | | | |
| Linge (blanchisserie de) . . . . | 1 | 5 | — | — |
| **Industries de** | | | | |
| *Travaux du bâtiment :* | | | | |
| Plafonneur-badigeonneur. . . . . | 1 | 4 | — | — |
| Sculpteur et tailleur de pierres . . | 1 | 3 | — | — |
| *Entreprise de constructions et de travaux publics :* | | | | |
| Construction de bâtiments (entrepr. de). . . . . | 3 | 42 | — | 1 |
| Totaux. . . | 5 | 49 | — | 1 |
| **Industries du bois** | | | | |
| *Débitage et préparation du bois :* | | | | |
| Dépôt de bois . . . . . | 1 | 2 | — | — |
| Scieries mécaniques . . . . . | 2 | 15 | — | — |
| *Menuiserie-charpenterie :* | | | | |
| Menuiseries (atel. de) . . . . . | 10 | 20 | — | 1 |
| Menuiseries mécaniques . . . . . | 6 | 28 | — | 1 |
| *Charronnerie-carrosserie :* | | | | |
| Charronneries (atel. de) . . . . . | 6 | 9 | — | 2 |
| Voitures et véhicules divers (atel. de constr. de). . . . . | 2 | 4 | — | 1 |

ARRONDISSEMENT DE LOUVAIN (*suite*).

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| **du vêtement.** | | | | | | | | | |
| — | — | 2 | 3 | — | — | — | — | — | — |
| **la construction.** | | | | | | | | | |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| **et de l'ameublement.** | | | | | | | | | |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |

PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS

| Désignation des groupes d'industries. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| *Fabrication des meubles et industries de l'ameublement :* | | | | |
| Meubles (fab. d') | 1 | 4 | — | — |
| Ebénisterie (atel. d') | 1 | 10 | — | — |
| Ebéniste-sculpteur | 1 | 2 | — | 1 |
| Totaux. | 30 | 94 | — | 6 |
| | | | | **Industries des** |
| *Travail des peaux et des poils :* | | | | |
| Tannerie | 1 | 8 | — | — |
| Tanneries-corroieries | 4 | 14 | — | — |
| *Fabrication des chaussures en cuir :* | | | | |
| Chaussures (fab. de) | 1 | 45 | — | — |
| Totaux. | 6 | 67 | — | — |
| | | | | **Industries** |
| Cigares (fab. de) | 5 | 345 | 17 | 30 |
| Tabacs (manufactures de) | 2 | 99 | 9 | 18 |
| Totaux. | 6 | 454 | 26 | 48 |
| | | | | **Industries** |
| *Mise en œuvre du papier :* | | | | |
| Papiers peints (fab. de) | 1 | 27 | 1 | 6 |
| Sachets en papier (fab. de) | 2 | 25 | — | — |
| Totaux. | 3 | 52 | 1 | 6 |

ARRONDISSEMENT DE LOUVAIN (*suite*).

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | 5 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | 5 | — | — | — | — | — | — |
| **peaux et cuirs.** | | | | | | | | | |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | 5 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | 5 | — | — | — | — | — | — |
| **du tabac.** | | | | | | | | | |
| — | — | 24 | 4 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | 1 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 24 | 5 | — | — | — | — | — | — |
| **du papier.** | | | | | | | | | |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | 25 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | 25 | — | — | — | — | — | — |

PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS

| Désignation des groupes d'industries. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| **Industries** | | | | |
| Imprimeries typographiques . . . | 6 | 70 | 3 | 12 |
| **Industries d'art** | | | | |
| Diamants (tailleries de) . . . . | 3 | 104 | 3 | 24 |
| Orgues (manufacture d') . . . . | 1 | 2 | — | — |
| Rouleaux pour imprimerie (grav. de) | 3 | 88 | 1 | 15 |
| Totaux. . . | 7 | 195 | 4 | 39 |
| **Industries** | | | | |
| Beton comprimé (fab. de tuyaux en). | 1 | 36 | — | — |
| Brosses (fab. de) . . . . . | 2 | 35 | 4 | 7 |
| Electricité (usines de distribution d'). | 2 | 8 | — | — |
| Electricité (atel. de réparation d'). | 1 | 1 | — | — |
| Matières inflammables (dépôts de) . | 2 | 3 | — | — |
| Totaux. . . | 8 | 83 | 4 | 7 |
| **Industries** | | | | |
| *Transports par chaussées:* | | | | |
| Camionnages (entrepr. de) . . . . | 1 | 2 | — | — |
| Chargement et déchargement . . . | 1 | 4 | — | — |
| *Transports par chemins de fer:* | | | | |
| Tramways (dépot de) . . . . . | 1 | 42 | — | — |
| Totaux. . . | 3 | 48 | — | — |

ARRONDISSEMENT DE LOUVAIN (*suite*).

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| **du livre.** | | | | | | | | | |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| **et de précision.** | | | | | | | | | |
| 9 | 9 | 11 | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 9 | 9 | 11 | — | — | — | — | — | — | — |
| **spéciales.** | | | | | | | | | |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 5 | 1 | 1 | 1 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | 2 | — | 2 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 5 | 1 | 1 | 1 | 2 | — | 2 | — | — | — |
| **des transports.** | | | | | | | | | |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | 1 | — | 1 | — | — | — |
| — | — | — | — | 1 | — | 1 | — | — | — |

## PERSONNEL DES

ARRONDISSEMENT

| Désignation des groupes d'industries. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| | | | | Industries |
| Ciment (fab. de) | 1 | 70 | — | 3 |
| Ciment colore (fab. d ) | 1 | 2 | — | — |
| Lavoirs à sable) | 2 | 30 | — | — |
| Polisseur de marbre | 1 | 8 | — | — |
| Scieries de pierre ou de marbre | 2 | 6 | — | — |
| Totaux. | 1 | 111 | — | 3 |
| | | | | Industries |
| *Construction de machines et d'ouvrages métalliques :* | | | | |
| Chaudronnerie industrielle (atel. de petite) | 5 | 86 | — | 3 |
| Machines agricoles (at l. de constr. de) | 2 | 19 | — | 3 |
| Machines motrices, machines-outils et appareils industriels (atel. de constr. de) | 1 | 58 | — | — |
| Machines et appareils électriques (atel. de constr. de) | 2 | 60 | — | — |
| Matériel fixe et roulant de chemin de fer (atel. de constr. de) | 2 | 1224 | 21 | 43 |
| Pièces mécaniques diverses (atel. de constr. d ) | 9 | 31 | — | 3 |
| Vélocipèdes (atel. de constr. et de réparation de) | 1 | 1 | — | — |
| *Fonderies :* | | | | |
| Fonderies de cuivre | 3 | 46 | — | 12 |
| Fonderies de fonte | 6 | 92 | 3 | 9 |

## ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

DE NIVELLES.

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | Filles et femmes de 14 à 16 ans. | Filles et femmes de 16 à 21 ans. | Filles et femmes de plus de 21 ans. |
| **des carrières.** | | | | | | | | | |
| — | — | — | 1 | 60 | — | 60 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 1 | 1 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 1 | 1 | 60 | — | 60 | — | — | — |
| **des métaux.** | | | | | | | | | |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | 5 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |

PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉ

| Désignation des groupes d'industries. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| *Ferronnerie-serrurerie-poëlerie :* | | | | |
| Maréchaux-ferrants . . . . . | 24 | 42 | — | 3 |
| Serrureries-poëleries. . . . . | 12 | 27 | — | 5 |
| Serrureries-ferronneries. . . . . | 5 | 9 | — | 1 |
| *Boulons, vis, clous, chaines, etc.:* | | | | |
| Boulonnerie . . . . . | 1 | 81 | 10 | 21 |
| Chaines et articles en fer forgé . . | 1 | 2 | — | — |
| *Coutellerie :* | | | | |
| Couteaux (repassage de) . . . . | 1 | 1 | — | — |
| *Travail des métaux :* | | | | |
| Articles de ménage en fer émaillé (fab. d') . . . . . | 1 | 41 | 4 | 4 |
| Laminoir d'étain en feuilles . . . | 1 | 16 | 1 | 1 |
| *Objets et ouvrages spéciaux :* | | | | |
| Clôtures métalliques . . . . . | 1 | 33 | — | — |
| Meubles en fer . . . . . | 2 | 146 | 12 | 18 |
| Totaux. . . | 80 | 2024 | 51 | 125 |

Industries

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Briqueteries (chantiers de fab. à la main) . . . . . | 8 | 55 | 7 | 7 |
| Briqueteries mécaniques. . . . . | 3 | 104 | 11 | 2 |
| Tuilerie mécanique. . . . . | 1 | 30 | 3 | 7 |
| Totaux. . . | 12 | 189 | 21 | 26 |

ARRONDISSEMENT DE NIVELLES (*suite*).

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | 3 | 8 | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | 1 | 4 | 5 | 4 | — | 4 | — | — | — |
| 1 | 1 | 5 | 2 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | 1 | — | — | — | — | — | — |
| 1 | 5 | 17 | 13 | 4 | — | 4 | — | — | — |

céramiques.

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 4 | 2 | 5 | — | — | — | — | — | — |
| — | 1 | 5 | 2 | 6 | — | 6 | — | — | — |
| — | — | — | — | 2 | — | 2 | — | — | — |
| 1 | 5 | 7 | 7 | 8 | — | 8 | — | — | — |

PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉ

| Désignation des groupes d'industries. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de 12 à 14 ans. | Garçons de 14 à 16 ans. |
|---|---|---|---|---|
| | | | | **Industrie** |
| Gobeleterie et flaconnerie . . . . | 1 | 245 | 36 | 38 |
| | | | | **Industri** |
| *Produits chimiques proprement dits :* | | | | |
| Feldspath (broyage de) . . . . . | 1 | 2 | — | — |
| Silice (moulin à broyer la) . . . | 1 | 11 | — | — |
| *Fabrication du gaz et traitement des sous-produits :* | | | | |
| Gaz (usines à) . . . . . | 2 | 18 | — | — |
| *Couleurs en enduits :* | | | | |
| Encres d'imprimerie (fab. d') . . | 1 | 2 | — | — |
| *Fabrication et mise en œuvre du caoutchouc :* | | | | |
| Vieux caoutchouc (régénération de). | 1 | 3 | — | — |
| *Industries chimiques spéciales :* | | | | |
| Engrais chimiques (fab. d') . . . | 7 | 56 | — | — |
| Soie artificielle au collodion . . . | 2 | 2792 | 168 | 164 |
| Totaux. . . | 15 | 2884 | 168 | 164 |
| | | | | **Indust** |
| *Fabrication des farines :* | | | | |
| Moulins à eau . . . . . | 7 | 11 | — | — |
| Moulin à moteur à pétrole . . . . | 1 | 1 | — | — |
| *Boulangerie-pâtisserie :* | | | | |
| Boulangeries-pâtisseries . . . . . | 3 | 9 | — | 1 |
| *Fabrication du sucre :* | | | | |
| Raffinerie de sucre . . . . . | 1 | 11 | — | — |

ARRONDISSEMENT DE NIVELLES (*suite*).

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| **Verrières.** | | | | | | | | | |
| 6 | — | 15 | 8 | 7 | — | 7 | — | — | — |
| **Chimiques.** | | | | | | | | | |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | 3 | — | 3 | — | — | — |
| — | — | — | — | 4 | — | 4 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 276 | 323 | 572 | 272 | 676 | — | 676 | — | — | — |
| 276 | 323 | 572 | 272 | 683 | — | 683 | — | — | — |
| **Alimentaires.** | | | | | | | | | |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 4 | 5 | — | — | — | — | — | — |

PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

| Désignation des groupes d'industries. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| Râperies de betteraves . . . . | 2 | 196 | 13 | 20 |
| Sucreries . . . . . | 5 | 785 | 15 | 24 |
| *Fabrication des boissons :* | | | | |
| Brasseries. . . . . | 17 | 57 | — | — |
| Brasseries-malteries . . . . . | 13 | 71 | — | — |
| Distillerie industrielle d'alcool . . | 1 | 21 | — | — |
| Liqueurs spiritueuses par infusion . | 1 | 1 | — | — |
| Malterie . . . . . | 1 | 8 | — | — |
| *Industries alimentaires spéciales :* | | | | |
| Aliments pour bétail (fab. d') . . | 1 | 3 | — | — |
| Beurre (fab. de) . . . . . | 1 | 6 | — | — |
| Glace artificielle (fab. de) . . . . | 2 | 3 | — | — |
| Grains, farines (magasin de) . . . | 1 | 2 | — | — |
| Laiterie mécanique . . . . . | 1 | 1 | — | — |
| Levure (fab. de) . . . . . | 1 | 6 | — | — |
| Moutarde (fab. de) . . . . . | 2 | 3 | — | — |
| Chocolat (fab. de) . . . . . | 1 | 19 | 1 | 5 |
| Totaux. . . | 62 | 1214 | 29 | 51 |

**Industries**

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| *Fabrication des tissus de coton (pur ou mélangé) :* | | | | |
| Filature mécanique de coton . . . | 1 | 412 | 27 | 14 |
| Filatures et retorderies de coton . | 5 | 1417 | 56 | 34 |
| Retorderie de coton . . . . . | 1 | 3 | — | 2 |
| Tissage mécanique d'étoffes de coton et laine . . . . . | 2 | 331 | — | 4 |

RRONDISSEMENT DE NIVELLES (*suite*).

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| — | — | — | 4 | 90 | 2 | 88 | — | — | — |
| — | — | 10 | 41 | 512 | 2 | 510 | — | — | — |
| — | — | — | — | 17 | — | 17 | — | — | — |
| — | — | 1 | 2 | 11 | — | 11 | — | — | — |
| — | — | — | — | 20 | — | 20 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | 1 | — | 1 | — | — | — |
| — | — | — | 2 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | 2 | — | 2 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 1 | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 5 | 1 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 1 | 1 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 22 | 26 | 653 | 4 | 649 | — | — | — |

xtiles.

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 62 | 84 | 109 | 39 | — | — | — | — | — | — |
| 179 | 219 | 465 | 249 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | 1 | — | — | — | — | — | — |
| 21 | 37 | 93 | 111 | — | — | — | — | — | — |

PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

| Désignation des groupes d'industries. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| *Fils et tissus de laine (pur ou mélangé) :* | | | | |
| Filature mécanique de laine cardée. | 1 | 56 | 21 | 8 |
| *Fabrication de tissus spéciaux et de cordages :* | | | | |
| Tresses et lacets (fab. de) . . . . | 1 | 345 | 37 | 30 |
| Totaux. . . | 11 | 2564 | 141 | 92 |
| | | | | **Industrie** |
| Triage et manipulation des chiffons. | 4 | 6 | — | 1 |
| | | | | **Industrie de** |
| *Travaux du bâtiment :* | | | | |
| Plafonneur-badigeonneur. . . . . | 1 | 4 | — | — |
| Plombiers-zingueurs . . . . . | 4 | 7 | — | — |
| Sculpteurs et tailleurs de pierres . | 9 | 79 | 2 | 5 |
| Vitrier-encadreur . . . . . | 1 | 2 | — | 1 |
| *Entreprise de constructions et de travaux publics :* | | | | |
| Construction de bâtiments (entrepr. de). . . . . | 2 | 117 | — | 9 |
| Puits artésiens (entrepr. de forage de) . . . . . | 1 | — | — | — |
| Terrassements (entrepr. de travaux de) . . . . . | 1 | 361 | 7 | 4 |
| Totaux. . . | 19 | 570 | 9 | 19 |

ARRONDISSEMENT DE NIVELLES (*suite*).

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 46 | 46 | 78 | 47 | — | — | — | — | — | — |
| 308 | 386 | 745 | 448 | — | — | — | — | — | — |
| **des chiffons.** | | | | | | | | | |
| — | — | — | 1 | — | — | — | — | — | — |
| **la construction.** | | | | | | | | | |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |

PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

| Désignation des groupes d'industries. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| **Industrie du bois** | | | | |
| *Débitage et préparation du bois :* | | | | |
| Dépôts de bois . . . . . | 3 | 9 | — | — |
| Scieries mécaniques . . . . . | 4 | 10 | — | 1 |
| *Fabrication des sabots :* | | | | |
| Sabots (fab. de) . . . . . | 2 | 8 | — | — |
| *Menuiserie-charpenterie :* | | | | |
| Menuiseries (atel. de) . . . . . | 15 | 37 | 1 | 1 |
| Menuiseries mécaniques . . . . . | 12 | 37 | — | 2 |
| *Charronnerie-carrosserie :* | | | | |
| Charronneries (atel. de) . . . . . | 6 | 11 | — | 1 |
| Charronneries mécaniques . . . . | 6 | 7 | — | — |
| Voitures et véhicules divers (atel. de constr. de) . . . . . | 2 | 5 | — | — |
| Voitures (peintres en) . . . . . | 2 | 55 | 3 | 3 |
| Wagons de chemin de fer (entrepr. de polissage de) . . . . . | 1 | 24 | 4 | 3 |
| *Fabrication des meubles et industries de l'ameublement :* | | | | |
| Meubles (fab. d') . . . . . | 3 | 118 | — | 4 |
| *Fabrication d'objets et d'ouvrages spéciaux en bois :* | | | | |
| Semelles en bois pour galoches . . | 1 | 19 | — | — |
| Totaux. . | 57 | 340 | 8 | 15 |

ARRONDISSEMENT DE NIVELLES (*suite*).

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| **et de l'ameublement.** | | | | | | | | | |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |

PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

| Désignation des groupes d'industries. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| **Industrie des** | | | | |
| *Travail des peaux et des poils :* | | | | |
| Mégisserie | 1 | 136 | 26 | 9 |
| Tanneries-corroieries | 2 | 3 | — | — |
| Cuirs verts et peaux fraîches | 1 | 1 | — | — |
| *Fabrication des chaussures en cuir :* | | | | |
| Cordonnerie (atel. de) | 1 | 1 | — | — |
| Totaux. | 5 | 141 | 26 | 9 |
| **Industrie** | | | | |
| Tabacs (manufacture de) | 1 | 2 | — | — |
| **Industrie** | | | | |
| *Fabrication du papier :* | | | | |
| Carton (fab. de) | 2 | 25 | 1 | 2 |
| Papier (fab. de) | 7 | 1354 | 10 | 36 |
| Parchemin végétal (fab. de) | 3 | 446 | — | 15 |
| *Mise en œuvre du papier :* | | | | |
| Papiers peints (fab. de) | 2 | 25 | 3 | 2 |
| Sachets en papier (fab. de) | 1 | 8 | — | — |
| Totaux. | 15 | 1858 | 14 | 55 |

ARRONDISSEMENT DE NIVELLES (*suite*).

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| **peaux et des cuirs.** | | | | | | | | | |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| **du tabac.** | | | | | | | | | |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| **du papier.** | | | | | | | | | |
| — | 4 | 4 | 5 | — | — | — | — | — | — |
| 22 | 56 | 194 | 202 | 472 | — | 472 | — | — | — |
| 5 | 49 | 93 | 46 | 138 | — | 138 | — | — | — |
| 1 | 3 | 3 | 2 | — | — | — | — | — | — |
| 1 | 1 | 2 | — | — | — | — | — | — | — |
| 29 | 113 | 296 | 255 | 610 | — | 610 | — | — | — |

PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

| Désignation des groupes d'industries. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| **Industrie** | | | | |
| Imprimeries typographiques . . | 7 | 25 | — | 3 |
| **Industries** | | | | |
| Accumulateurs électriques (fab. d'). | 1 | 112 | — | — |
| Céréales (battage mécanique de) . . | 1 | 3 | — | — |
| Charbons et chaux (magasins de) . | 2 | 5 | — | — |
| Cinématographes . . . . . | 2 | 3 | — | — |
| Combustibles (bois et charbons) . . | 2 | 3 | — | — |
| Eaux alimentaires (usine de distribution d') . . . . . | 1 | 14 | — | — |
| Electricité (usines de distribution d'). | 4 | 85 | — | 1 |
| Electricité (atel. de réparation d'). | 1 | 2 | — | — |
| Transformateurs électriques (montage de) . . . . . | 1 | 3 | 1 | — |
| Grains et graines (nettoyage de) . | 1 | 3 | — | — |
| Matières inflammables (dépôts de) . | 3 | 18 | — | — |
| Meubles en rotin (fab. de) . . . | 3 | 102 | 19 | 5 |
| Noir pour fonderies (fab. de) . . | 1 | 2 | — | — |
| Pierres artificielles (fab. de) . . . | 1 | 3 | — | — |
| Totaux. . . | 24 | 358 | 20 | 6 |

ARRONDISSEMENT DE NIVELLES (*suite*).

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans | Hommes de plus de 16 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| **du livre.** | | | | | | | | | |
| — | — | — | 1 | — | — | — | — | — | — |
| **spéciales.** | | | | | | | | | |
| — | — | — | — | 6 | — | 6 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | 28 | — | 28 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | 3 | 6 | 16 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | 3 | 6 | 16 | 34 | — | 34 | — | — | — |

## RÉCAPITULATION

### ARRONDISSEMENT

PERSONNEL DES

| Désignation des groupes d'industries. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| Industries des métaux . . . . . | 43 | 1674 | 6 | 81 |
| — céramiques . . . . . | 6 | 354 | 21 | 16 |
| — chimiques. . . . . | 16 | 938 | — | 13 |
| — alimentaires . . . . . | 77 | 2466 | 12 | 51 |
| — textiles. . . . . | 5 | 361 | 3 | 6 |
| — du vêtement . . . . . | 1 | 5 | — | — |
| — de la construction . . . | 5 | 49 | — | 1 |
| — du bois et de l'ameublement. . . . . | 30 | 94 | — | 6 |
| — des peaux et cuirs . . . | 6 | 67 | — | — |
| — du tabac . . . . . | 7 | 444 | 26 | 18 |
| — du papier . . . . . | 3 | 52 | 1 | 6 |
| — du livre . . . . . | 6 | 70 | 3 | 12 |
| — d'art et de précision . . | 7 | 195 | 4 | 39 |
| — spéciales . . . . . | 8 | 83 | 4 | 7 |
| — des transports . . . . | 3 | 48 | — | — |
| Totaux. . . | 223 | 6900 | 80 | 286 |

# GÉNÉRALE.

## DE LOUVAIN.

ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | | | | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| — | — | 4 | 1 | 208 | — | 208 | — | — | — |
| 8 | 24 | 44 | 20 | 12 | — | 12 | — | — | — |
| 10 | 5 | 25 | 9 | 304 | — | 304 | — | — | — |
| — | — | 112 | 109 | 1041 | 5 | 1036 | — | — | — |
| 24 | 63 | 127 | 40 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 2 | 3 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | 5 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 24 | 5 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | 25 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 9 | 9 | 11 | — | — | — | — | — | — | — |
| 5 | 1 | 1 | 1 | 2 | — | 2 | — | — | — |
| — | — | — | — | 1 | — | 1 | — | — | — |
| 56 | 102 | 350 | 218 | 1568 | 5 | 1563 | — | — | — |

## RÉCAPITULATION

### ARRONDISSEMENT

PERSONNEL DES

| Désignation des groupes d'industries. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| Industries des carrières . . . . . | 7 | 111 | — | 3 |
| — des métaux . . . . . | 80 | 2024 | 51 | 125 |
| — céramiques . . . . . | 12 | 189 | 21 | 26 |
| — verrières . . . . . | 1 | 245 | 36 | 38 |
| — chimiques. . . . . | 15 | 2884 | 168 | 164 |
| — alimentaires . . . . . | 62 | 1214 | 29 | 51 |
| — textiles. . . . . | 11 | 2564 | 141 | 92 |
| — des chiffons . . . . . | 4 | 6 | — | 1 |
| — de la construction. . . | 19 | 570 | 9 | 19 |
| — du bois et de l'ameublement. . . . . | 57 | 340 | 8 | 15 |
| — des peaux et cuirs . | 5 | 141 | 26 | 9 |
| — du tabac . . . . . | 1 | 2 | — | — |
| — du papier . . . . . | 15 | 1858 | 14 | 55 |
| — du livre . . . . . | 7 | 25 | — | 3 |
| — spéciales . . . . . | 24 | 358 | 20 | 6 |
| Totaux. . . | 320 | 12531 | 523 | 607 |
| Total général pour le district. . . | 543 | 19431 | 603 | 893 |

## GÉNÉRALE (*suite*).

### DE NIVELLES.

ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | | | | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| — | — | 1 | 2 | 60 | — | 60 | — | — | — |
| 1 | 5 | 17 | 13 | 4 | — | 4 | — | — | — |
| 1 | 5 | 7 | 7 | 8 | — | 8 | — | — | — |
| 6 | — | 15 | 8 | 7 | — | 7 | — | — | — |
| 276 | 323 | 572 | 272 | 683 | — | 683 | — | — | — |
| — | — | 22 | 26 | 653 | 4 | 649 | — | — | — |
| 308 | 386 | 745 | 447 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | 1 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 29 | 113 | 296 | 225 | 610 | — | 610 | — | — | — |
| — | — | — | 1 | — | — | — | — | — | — |
| — | 3 | 6 | 16 | 34 | — | 34 | — | — | — |
| 21 | 835 | 1681 | 1048 | 2059 | 4 | 2055 | — | — | — |
| 77 | 937 | 2031 | 1266 | 3627 | 9 | 3618 | — | — | — |

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉE

AINSI QU'AUX ARRÊTÉS ROYAUX PRIS E

TABLEAU III

| Désignation des groupes d'industries. | Arrondissement de Louvain. | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Loi du 13 décembre 1889. | | | | | Arrêtés royaux. | | | | |
| | Art. 2. | Art. 4. | Art. 6. | Art. 10. | Art. 11. | Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non-affichage du tableau des heures de travail et des repos. | Infractions à l'arrêté royal du 19 février 1895. | |
| | | | | | | | | | Art. | Nature de l'établissement |
| Filature et tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute . . . . | — | — | — | 2 | 2 | — | — | 2 | — | — |
| Impression des journaux . . . . | — | — | 1 | 3 | 1 | 1 | — | 2 | 7 | Clicherie |
| Industries d'art . . . . . | — | — | — | 3 | 3 | — | — | 3 | — | — |
| Fabrication du papier . . . . . | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Industrie des tabacs et cigares . . | — | — | — | 1 | 1 | 1 | — | 1 | — | — |
| Fabrication du sucre . . . . . | — | — | — | 1 | — | 1 | — | — | — | — |
| Industries du mobilier et industries accessoires du bâtiment . . . . | — | — | — | 1 | 1 | — | — | 1 | — | — |
| Industries du bâtiment . . . . . | — | — | — | 3 | 3 | — | — | 3 | — | — |
| Industries accessoires du vêtement (2e catégorie). . . . . | — | — | — | 1 | 1 | — | — | 1 | — | — |
| Industries de la grosse construction mécanique. . . . . | — | — | — | 1 | — | — | — | — | — | — |
| Industries de la petite construction mécanique . . . . . | — | — | — | 4 | 4 | — | — | 4 | — | — |
| Briqueteries et tuileries (à la main) et autres exploitations similaires . | 1 | — | — | 3 | 3 | — | — | 3 | — | — |
| Carrières et ateliers qui en dépendent. | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Industries non visées par les arrêtés précédents . . . . . | — | — | — | 3 | 2 | 1 | — | 2 | 6 | Travail méca du bois. |
| Totaux. . . | 1 | — | 1 | 26 | 21 | 4 | — | 22 | — | — |

A LA LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889.

EXÉCUTION DE CETTE LOI.

| Arrondissement de Nivelles. | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Loi du 13 décembre 1889. | | | | | Arrêtés royaux. | | | | |
| Art. 2. | Art. 4. | Art. 6. | Art. 10. | Art. 11. | Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non-affichage du tableau des heures de travail et des repos. | Infractions à l'arrêté royal du 19 février 1895. | |
| | | | | | | | | Art. | Nature de l'établissement. |
| — | — | — | 1 | 1 | — | — | 1 | — | — |
| — | — | — | 3 | 2 | — | — | 2 | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | 1 | — | 2 | 1 | 1 | — | 2 | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | 3 | 3 | — | — | 3 | — | — |
| 1 | 1 | — | 8 | 5 | — | — | 5 | 6<br>6 | Travail mécanique du bois<br>Id. |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | 2 | — | — | — | 1 | — | — |
| — | — | — | 11 | 6 | — | — | 7 | — | — |
| 1 | — | — | 7 | 5 | — | — | 5 | — | — |
| — | — | — | 3 | 2 | — | — | 2 | — | — |
| — | — | — | 6 | 5 | — | — | 4 | 2<br>2 | Force à distribuer à distance.<br>Montage de transformateurs. |
| 2 | 2 | — | 46 | 30 | 1 | — | 32 | | |

# LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU IV

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Numéros. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| Fabrique de rouleaux à imprimer. | 27 janvier. | 5148 | Art. 10. — Absence du registre et d'un carnet . . .<br>Art. 11. — Non affichage de loi et des règlements . . | 2 amendes de 15 fr. ou 2 fois 3 jours. |
| Fabrique de papier. | 10 mars. | 521 | Art. 4. — Travail prolongé de 35 personnes protégées . .<br>Art. 4 de l'arrêté royal du 26 décembre 1892. Travail prolongé (1 pers. protégée). | 10 fr. ou 2 jours; sursis 3 ans. |
| Entrepr. de constr. de bâtiments et menuiserie . . | 10 avril. | 525 | Art. 2 id. . . . . .<br>Art. 3 id. Insuffisance de repos . . . . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Briqueterie permanente . . . . | 9 juillet. | 530 | Ar. 10. — Absence du registre.<br>Art. 11. — Non affichage de la loi et des règlements .<br>Art. 5 de l'arrêté royal du 22 septembre 1896. Non affichage d'un tableau des heures de travail et de repos. . . . . | 3 fois 5 fr. ou 3 j. et deux tiers des frais : fr. 10.60. |
| Id. | 18 juillet. | 534 | Art. 10. — Absence d'un carnet . . . . . .<br>Art. 11. — Non affichage de la loi et des règlements .<br>Art. 5 de l'arrêté royal du 22 septembre 1896. Non affichage d'un tableau des heures de travail et de repos . . . . . | 2 fois 26 fr. ou 2 fois 8 jours; sursis 5 ans. |

# LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889 (*suite*).

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Numéros. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| Briqueterie permanente. . . | 18 juillet. | 538 | Art. 2. — Travail d'un enfant de moins de 12 ans . . . | 10 fr. ou 2 jours. |
| Id. | 18 juillet. | 539 | Art. 17. — Responsabilité des parents . . . . . | 2 fr. ou 1 jour. |
| Id. | 18 juillet. | 540 | Art. 10. —Absence d'un carnet . . . . . | 3 fois 26 fr. ou 3 fois 8 jours. |
| | | | Art. 11. — Non affichage de la loi et des règlements . | |
| | | | Art. 5 de l'arrêté royal du 22 septembre 1896. Non affichage d'un tableau des heures de travail et de repos . . . . . | |
| Id. | 1er août. | 544 | Art. 2. — Travail d'un enfant de moins de 12 ans . . . | 3 fois 5 fr. ou 3 fois 1 jour plus fr. 9.35 de frais. |
| | | | Art. 10. — Absence du registre et de 2 carnets . . . | |
| | | | Art. 11. — Non affichage de la loi et des règlements . | |
| Id. | 1er août. | 547 | Art. 17. — Responsabilité des parents . . . . . | 2 fr. ou 3 jours; sursis 6 mois. |
| Id. | 1er août. | 548 | Art. 11. — Non affichage de la loi et des règlements . | 5 fr. ou 1 jour. |
| Menuiserie mécan. | 6 octobre. | 552 | Art. 2. — Travail d'un enfant de moins de 12 ans . . . | 10 fr. ou 2 jours. |
| Taillerie de diamants . . . . | 12 novembre. | 561 | Art. 10. — Absence de carnets. | 4 fois 10 fr. ou 4 fois 2 jours; sursis 1 an. |
| | | | Art. 4 de l'arrêté royal du 26 décembre 1892. Non affichage d'un tableau des heures de travail et de repos . . . . . | |

## LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889 (*suite*).

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Numéros. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| Sucrerie . . . . | 8 décembre. | 567 | Art. 14. — Travail prolongé de 4 personnes protégées . | |
| | | | Art. 2 de l'arrêté royal du 26 décembre 1892. Travail prolongé de 4 personnes protégées . . . . . | 9 fois 5 fr. ou 9 fois 1 jour; sursis 1 an. |
| | | | Art. 4 id. Travail de nuit de 4 personnes protégées . . | |
| Id. | 8 décembre. | 569 | Art. 17. — Responsabilité des parents . . . . . | 8 fois 5 fr. ou 8 fois 1 jour; sursisl an. |
| Id. | 8 décembre. | 571 | Id. | Acquitté : le père avait travaillé. |
| Id. | 8 décembre. | 573 | Id. | 8 fois 5 fr. ou 8 fois 1 j.; sursis 1 an. |
| Id. | 8 décembre. | 575 | Id. | 8 fois 5 fr. ou 8 fois 1 j.; sursis 1 an. |
| Id. | 9 décembre. | 577 | Art. 6. — Travail de nuit de 2 personnes protégées . . | |
| | | | Art. 2 de l'arrêté royal du 26 décembre 1892. Travail prolongé de 2 personnes protégées . . . . . | 24 fois 5 fr. ou 24 fois 1 j.; sursis 1 an. |
| | | | Art. 4 id. Non affichage d'un tableau des heures de travail et de repos . . . . | |
| Id. | 9 décembre. | 582 | Art. 17. — Responsabilité des parents . . . . . | 12 fois 1 fr. ou 12 j.; sursis 1 an. |
| Imprimerie . . . | 9 décembre. | 584 | Id. | 12 fois 1 fr. ou 12 j.; sursis 1 an. |

# RÉSUMÉ DES INFRACTIONS

CONSTATÉES A LA LOI SUR LE REPOS DU DIMANCHE.

TABLEAU V

| Groupes d'industries. | Contraventions au régime simple de la loi (art. 2) | Contraventions au régime atténué. Art. 4. | Contraventions au régime atténué. Art. 6. | Contraventions à l'art. 9. | *Observations.* |
|---|---|---|---|---|---|
| Industries alimentaires . . . . . | — | — | — | 3*a* | *a*) Dressé procès-verbaux. |
| Id. | — | — | — | 1*b* | *b*) Un enfant a été occupé au travail un dimanche matin. Observations sévères confirmées par lettre. |
| Industries du papier . | — | — | — | 1*c* | *c*) Dressé procès-verbal. |
| Industries du livre. . | — | — | — | 1*d* | *d*) Un enfant de moins de 16 ans a été occupé le dimanche au nettoyage. Observations. |
| Id. | — | — | — | 1*e* | *e*) Dressé procès-verbal. |
| Industries d'art et de précision . . . . | — | — | — | 1*f* | *f*) Dressé procès-verbal. |

| Application de l'article 7. | Nombre de visites. | Personnel. | Nombre d'établissements en contravention. | *Observations.* |
|---|---|---|---|---|
| Magasins de détail non visés à l'article 4 . . . . . | 11 | 14 | — | Néant. |
| Salons de coiffure . . . . . | 1 | 1 | — | Néant. |

## REPOS DU DIMANCHE.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU VI

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Numéros. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| Fabr. de rouleaux à imprimer . . | 27 janvier. | 515 | Art. 9. — Travail le dimanche des personnes protégées dans les établissements industriels . . . . . | 2 fois 15 fr. ou 2 fois 3 jours, plus les frais. |
| Id. | 27 janvier. | 517 | Art. 17. — Responsabilité des parents . . . . . | 5 fr. ou 1 j.; sursis 1 an. |
| Id. | 27 janvier. | 518 | Id. | 5 fr. ou 1 j.; sursis 1 an. |
| Fabr. de papier . | 10 mars. | 522 | Art. 9. — Travail le dimanche des personnes protégées dans les établissements industriels . . . . . | 7 fois 5 fr. ou 7 fois 1 j.; sursis 3 ans. |
| Raperie de betteraves . . . . | 10 novembre | 560 | Id. | 2 fois 10 fr. ou 2 fois 2 jours. |
| Sucrerie . . . . | 25 novembre | 564 | Id. | 4 fois 10 fr. ou 4 fois 2 jours. |
| Id. | Id. | 565 | Art. 17. — Responsabilité des parents . . . . . | 5 fr. ou 1 j.; sursis 1 an. |
| Id. | 3 décembre | 566 | Art. 9. — Travail le dimanche des personnes protégées dans les établissements industriels . . . . . | 3 fois 5 fr. ou 3 fois 1 j.; sursis 1 an. |
| Id. | Id. | 568 | Art. 17. — Responsabilité des parents . . . . . | 3 fois 5 fr. ou 3 fois 1 j.; sursis 1 an. |
| Id. | Id. | 570 | Id. | Acquitté : le père avait travaillé. |
| Id. | Id. | 572 | Id. | 3 fois 5 fr. ou 3 fois 1 j.; sursis 1 an. |
| Id. | Id. | 574 | Id. | Id. |
| Imprimerie. . . | 9 décembre | 578 | Art. 9. — Travail le dimanche des personnes protégées dans les établissements industriels . . . . . | 10 fr. ou 2 j.; sursis 1 an. |
| Id. | Id. | 583 | Art. 17. — Responsabilité des parents . . . . . | 4 fr. ou 1 j.; sursis 1 an. |
| Id. | Id. | 586 | Id. | 4 fr. ou 1 j.; sursis 1 an. |

## Règlements d'atelier.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU VII

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Numéros. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| Fabr. de beurre . | 9 janvier. | 514A | Art. 2. — Non indication du commencement et de la fin de la journée de travail régulière, des intervalles de repos, des jours de chômage réguliers, de la manière dont le salaire est déterminé, des époques de paiement des salaires . . | 10 fr. ou 2 jours; sursis 2 ans. |
| | | | Art. 3. — Non indication de l'exigence du préavis de congé . . . . . | |
| | | | Art. 7. — Non consultation des ouvriers . . . . . | |
| | | | Art. 8. — Attestation ni datée, ni signée . . . . . | |
| Fabrique de rouleaux à imprimer. . . . . | 27 janvier. | 516 | Art. 11. — Non affichage . | 2 fois 15 fr. ou 2 fois 3 jours; plus les frais. |
| | | | Art. 12. — Pas d'état du personnel . . . . . | |
| Brasserie-malterie. | 1er février. | 519 | Art. 11. — Non affichage . | 10 fr. ou 2 jours; sursis 1 an. |
| Fabr. de papier . | 10 mars. | 524 | Art. 12. — Etat incomplet du personnel. . . . . | 35 fois 5 fr. ou 35 fois 1 jour; sursis 3 ans. |
| | | | Art. 24. — Amendes dépassant le cinquième du salaire . | |
| Briqueterie permanente . . . . | 10 juillet. | 531 | Art. 11. — Non affichage . | 2 fois 5 fr. ou 2 fois 1 jour. |
| | | | Art. 12. — Pas d'état du personnel . . . . . | |
| Id. | 1er août. | 545 | Art. 11. — Non affichage . | 2 fois 5 fr. ou 2 fois 1 jour plus fr. 9.35 de frais. |
| | | | Art. 12. — Pas d'état du personnel . . . . . | |

## Règlements d'atelier (*suite*).

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Numéros. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| Briqueterie permanente . . . . | 1 août. | 549 | Art. 11. — Non affichage . Art. 12. — Pas d'état du personnel . . . . . | 2 fois 5 fr. ou 2 fois 1 jour. |
| Taillerie de diamants . . . . | 12 novembre | 562 | Art. 11. — Non affichage Art. 12. — Etat incomplet du personnel. . . . . | 2 fois 10 fr. ou 2 fois 2 jours; sursis 1 an. |
| Imprimerie. . . | 9 décembre. | 579 | Art. 11. — Non affichage . | 10 fr. ou 2 jours; sursis 1 an. |

## PAIEMENT DES SALAIRES ET MESURAGE DU TRAVAIL

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU VIII

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Numéros. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| Fabr. de papier . | 10 mars. | 523 | Art. 7 de la loi du 16 août 1887. — Retenue générale de 10 centimes par quinzaine sur le salaire pour couvrir le bris des carreaux de vitres. . . . . | 5 fr. ou 1 jour; sursis 3 ans. |
| Plafonneur. . . | 13 octobre. | 553 | Art. 4 de la loi du 16 août 1887. — Paiement de salaire fait dans local attenant à un cabaret . . . Art. 7 de la loi du 16 août 1887. — Retenue de 2 p. c. sur le salaire pour couvrir la prime d'assurance contre les accidents. . . . . | 2 fois 5 fr. ou 2 fois 1 jour; sursis 1 an. |

# ARRÊTÉ ROYAL DU 30 MARS 1905
# RELATIF A LA SANTÉ ET A LA SÉCURITÉ DES OUVRIERS

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES

TABLEAU IX

| Groupes d'industries. | DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS. | Arrondissement de Louvain. | Arrondissement de Nivelles. |
|---|---|---|---|
| Industries connexes des carrières. | Ciment (fabrique de) | — | 1 |
| | Lavoirs à sable | — | 2 |
| Industries des métaux. | Chaudières, charpentes et autres gros ouvrages métalliques (atel. de constr.) | 1 | — |
| | Chaudronnerie industrielle (atel. de constr. de petite) | — | 1 |
| | Machines agricoles (atelier de constr. de) | 1 | — |
| | Machines motrices, machines-outils, appareils industriels (atel. de construction de) | 1 | — |
| | Matériel fixe et roulant de chemin de fer (atel. de constr. de) | — | 2 |
| | Pièces mécaniques diverses (ateliers de construction de) | 1 | 2 |
| | Vélocipèdes (atel. de constr. et de rép. de) | 1 | - |
| | Forges de maréchaux ferrants et de forgerons | 6 | 8 |
| | Poëlier-serrurier (atelier de) | — | 1 |
| | Serrurerie-ferronnerie (atel. de) | — | 1 |
| | Boulonnerie | — | 1 |
| | Boites en fer-blanc (fab. de)-ferblanterie | 2 | — |
| | Meubles en fer (fabr. de) | — | 1 |
| Industries céramiques. | Briqueteries (chantiers de fab. à la main) | 3 | 6 |
| | Carreaux en faïence (fabr. de) | 1 | — |
| Industries chimiques. | Permanganate de potasse (fabr. de) | 1 | — |
| | Silice (moulin à broyer la) | — | 1 |

RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES

(*Suite.*)

| Groupes d'industries. | DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS. | Arrondissement de Louvain. | Arrondissement de Nivelles. |
|---|---|---|---|
| Industries chimiques. (*suite.*) | Gaz (usine à) | 1 | — |
| | Amidonnerie | 1 | — |
| | Soie artificielle au collodion (fabr. de) | — | 2 |
| Industries alimentaires | Moulins à farine | 6 | 1 |
| | Raffinerie de sucre | 1 | — |
| | Sucre (fabr. de) | 1 | — |
| | Brasseries | 2 | — |
| | Beurre (fabr. de) | 2 | 1 |
| | Glace artificielle (fabr. de) | — | 1 |
| | Chocolat (fabr. de) | — | 1 |
| Industries textiles. | Filatures et retorderies de coton | — | 3 |
| | Tissage mécanique d'étoffes de coton et de laine | — | 1 |
| | Filature mécanique de laine cardée | 1 | — |
| | Tissage mécanique de laine | 1 | — |
| | Tresses et lacets (fabr. de) | — | 1 |
| Industries des chiffons | Magasins de chiffons | — | 2 |
| Industries de la construction | Sculpteurs et tailleurs de pierres | — | 1 |
| Industries du bois et ameublement | Menuiseries mécaniques | 2 | 1 |
| | Charronnerie (atel. de) | — | 1 |
| | Charronneries mécaniques | — | 5 |
| | Voitures et véhicules divers (ateliers de construction de) | 2 | — |
| | Meubles (fabr. de) | — | 1 |

RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES

(*Suite.*)

| Groupes d'industries. | DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS. | Arrondissement de Louvain. | Arrondissement de Nivelles. |
|---|---|---|---|
| Industries du tabac | Cigares (fabr. de) | 1 | — |
| Industries du papier. | Carton (fabr. de) | — | 1 |
| | Papier (fabr. de) | — | 5 |
| | Sachets en papier (fabr. de) | — | 1 |
| Industries du livre | Imprimeries typographiques | 2 | 1 |
| Industries d'art et de précision. | Rouleaux pour imprimeries (gravure de) | 2 | — |
| Industries spéciales | Bois de brosses (fabr. de) | 1 | — |
| | Cinématographe | — | 1 |
| | Electricité (station de distribution d') | — | 1 |
| | Electricité (atel. de réparation d') | — | 1 |
| | Grains et graines (nettoyage et triage de). | — | 1 |
| Industries des transports. | Chargements et déchargements de bateaux (entrepr. de) | 1 | — |
| | Totaux. | 44 | 61 |
| | | 105 | |

## SANTÉ ET SÉCURITÉ DES OUVRIERS.

*Arrêtés royaux des 30 et 31 mars 1905.*

RÉSUMÉ DU PROCÈS-VERBAL DRESSÉ ET DE SES SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU IX*bis*

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Numéro. | Dispositions légales non observées. | Suite judiciaire |
|---|---|---|---|---|
| Imprimerie. | 9 décembre | 580 | Art. 21. — Engrenages non enveloppés | 10 fr. ou 2 jours; sursis 1 an. |

## ARRÊTÉ ROYAL DU 15 JUIN 1910 PRIS EN EXÉCUTION DE LA LOI DU 30 AVRIL 1910.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU X

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Numéros. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| Briqueterie permanente . . . . | 11 juin. | 527 | Art. 4. — Pas de vêtement imperméable au rez-de-chaussée . . . . . | |
| | | | Art. 8. — Parois non recouvertes d'un enduit, d'une peinture ou d'un badigeonnage à la chaux . . . . | 4 fois 10 fr. ou 4 fois 2 jours. |
| | | | Art. 14. — Un ménage ne disposait pas d'une chambre distincte . . . . . | |
| | | | Art. 16. — Pas de lit spécial par personne. . . . . | |
| Id. | 28 juin. | 528 | Art. 15. — Pas de dortoir séparé pour chacun des deux sexes . . . . . | |
| | | | Art. 16. — Pas de lit spécial par personne. . . . . | 3 fois 26 fr. ou 3 fois 8 jours. |
| | | | Art. 20. — Non affichage du texte de l'arrêté royal . | |
| Id. | 28 juin. | 529 | Art. 3. — Pas de hourdis calorifuge . . . . . | |
| | | | Art. 16. — Pas de lit spécial par personne. . . . . | 3 fois 26 fr. ou 3 fois 8 jours. |
| | | | Art. 20. — Non affichage du texte de l'arrêté royal . . | |
| Id. | 10 juillet. | 532 | Art. 3. — Pas de hourdis calorifuge . . . . . | |
| | | | Art. 4. — Pas de vêtement imperméable au rez-de-chaussée . . . . . | |
| | | | Art. 5. — Capacité insuffisante du local . . . . . | |
| | | | Art. 6. — Surface insuffisante de fenêtres . . . . . | 8 fois 5 fr. ou 8 fois 1 jour. |
| | | | Art. 14. — Un ménage ne disposait pas d'une chambre distincte . . . . . | |

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

(*Suite.*)

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Numéros. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| Briqueterie permanente. | 10 juillet. | 532 | Art. 15. — Pas de dortoir séparé pour chacun des deux sexes . . . . . | |
| | | | Art. 16. — Pas de lit spécial par personne. — Lits superposés . . . . . | |
| Id. | 18 juillet. | 535 | Art. 2. — Une place servait de cuisine et de chambre à coucher. . . . . | |
| | | | Art. 3. — Pas de hourdis calorifuge . . . . . | |
| | | | Art. 5. — Capacité insuffisante du local . . . . . | 8 fois 26 fr. ou 8 fois 8 jours. |
| | | | Art. 16. — Pas de lit spécial par personne. — Lits superposés . . . . . | |
| | | | Art. 20. — Non affichage du texte de l'arrêté royal . . | |
| Id. | 18 juillet. | 537 | Art. 2. — Une place servait de cuisine et de chambre à coucher. . . . . | |
| | | | Art. 3. — Pas de hourdis calorifuge . . . . . | |
| | | | Art. 8. — Parois non recouvertes d'un enduit, d'une peinture ou d'un badigeonnage à la chaux . . . . | 5 fois 5 fr. ou 5 fois 1 jour. |
| | | | Art. 16. — Pas de lit spécial par personne. . . . . | |
| | | | Art. 20. — Non affichage du texte de l'arrêté royal . . | |
| Id. | 1er août. | 546 | Art. 2. — Une place servait de cuisine et de chambre à coucher. . . . . | |
| | | | Art. 3. — Pas de hourdis calorifuge . . . . . | |
| | | | Art. 4. — Pas de revêtement imperméable au rez-de-chaussée . . . . . | |

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES

(*Suite.*)

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Numéros. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| Briqueterie permanente. | 1er août. | 546 | Art. 5. — Capacité insuffisante du local . . . . . | 7 fois 5 fr. ou 7 fois 1 j., plus fr. 9.35 de frais. |
| | | | Art. 14. — Un ménage ne disposait pas d'une chambre distincte . . . . . | |
| | | | Art. 16. — Pas de lit spécial par personne. — Lits superposés . . . . . | |
| | | | Art. 20. — Non affichage du texte de l'arrêté royal . . | |
| Id. | 1er août. | 550 | Art. 3. — Pas de hourdis calorifuge . . . . . | |
| | | | Art. 4. — Pas de revêtement imperméable au rez-de-chaussée . . . . . | |
| | | | Art. 5. — Capacité insuffisante du local . . . . . | |
| | | | Art. 6. — Local non muni de fenêtres . . . . . | 7 fois 5 fr. ou 7 fois 1 jour. |
| | | | Art. 14. — Un ménage ne disposait pas d'une chambre distincte . . . . . | |
| | | | Art. 16. — Pas de lit spécial par personne. Lits superposés | |
| | | | Art. 20. — Non affichage du texte de l'arrêté royal . . | |
| Id. | 6 août. | 551 | Art. 2. — Une place servait de cuisine et de chambre à coucher. . . . . | |
| | | | Art. 4. — Pas de revêtement imperméable au rez-de-chaussée . . . . . | 5 fois 26 fr. ou 5 fois 8 jours; sursis 3 ans. |
| | | | Art. 6. — Local non muni de fenêtres . . . . . | |
| | | | Art. 16. — Pas de lit spécial par personne. . . . . | |
| | | | Art. 20. — Non affichage du texte de l'arrêté royal . . | |

## DÉCLARATIONS D'ACCIDENTS DU TRAVAIL.

TABLEAU XI

| Désignation des groupes d'industries. | Nombre total de déclarations. | Accidents ayant occasionné une incapacité de travail d'une semaine au plus. | ...sionné ...vail . | Accidents ayant occasionné une incapacité de travail de plus de 15 jours. | Accidents ayant occasionné la mort |
|---|---|---|---|---|---|
| Industries des carrières et industries connexes. | 63 | 7 | 40 | 15 | 1 |
| — des métaux | 1625 | 450 | 925 | 248 | 2 |
| — céramiques | 60 | 5 | 42 | 13 | — |
| — verrières | 7 | — | 7 | — | — |
| — chimiques | 361 | 13 | 252 | 92 | 4 |
| — alimentaires | 705 | 188 | 390 | 175 | 2 |
| — textiles. | 271 | 133 | 113 | 25 | — |
| — des chiffons | 10 | 3 | 5 | 2 | — |
| — de la construction. | 359 | 17 | 250 | 91 | 1 |
| — du bois et de l'ameublement. | 183 | 8 | 135 | 40 | — |
| — des peaux et cuirs . | 18 | 1 | 15 | 2 | — |
| — du tabac | 11 | 4 | 7 | — | — |
| — du papier | 216 | 20 | 159 | 37 | — |
| — du livre | 13 | — | 8 | 5 | — |
| — d'art et de précision | 4 | — | 4 | — | — |
| — spéciales | 137 | 10 | 106 | 21 | — |
| Industries des transports : | | | | | |
| par voie ordinaire. | 26 | — | 14 | 11 | 1 |
| par chemins de fer de l'Etat | 796 | 542 | 165 | 83 | 6 |
| par chemins de fer vicinaux. | 77 | 5 | 57 | 15 | — |
| Exploitations agricoles | 373 | 20 | 220 | 125 | 8 |
| Exploitations forestières. | 30 | 5 | 18 | 7 | — |
| Entreprises commerciales | 28 | — | 17 | 11 | — |
| Totaux. | 5373 | 1381 | 2949 | 1018 | 25 |

## RELEVÉ DES PROCÈS-VERBAUX D'ENQUÊTES

ARRONDISSEMENT

TABLEAU XII

| Numéro du procès-verbal d'enquête. | Date de l'accident. | Nature de l'entreprise. | Communes. | CAUSE DE L'ACCIDENT. |
|---|---|---|---|---|
| 129 | 17 février. | Couvreur en ardoises. | Terbanck-Héverlé. | Tombé du toit d'une maison. |
| 127 | 21 février. | Exploitation agricole. | Hauthem - Sainte-Marguerite. | Pris par l'arbre de transmission de la batteuse. |
| 121 | 25 février. | Tubes sans soudure (fab. de). | Kessel-Loo. | Saisi par une courroie. |
| 120 | 26 février. | Brasserie et laiterie. | Wespelaer. | Renversé par un wagon du vicinal. |
| 130 | 15 mars. | Distillerie et exploitation agricole. | Louvain. | Glissé et tombé sur le timon d'un chariot. |
| 125 | 7 mai. | Matériel de chemin de fer (fab. de). | Louvain. | Explosion. |
| 131 | 26 juillet. | Exploitation agricole. | Tirlemont. | Renversé par le tram vicinal. |
| 134 | 11 novembre. | Machines et instruments agricoles (atel. de constr. de). | Hérent. | Courant électrique ayant traversé le corps de la victime. |
| 135 | 22 novembre. | Exploitation agricole avec élevage. | Diest. | Tombé d'un échafaudage. |

## EFFECTUÉES A LA SUITE DE DÉCLARATIONS D'ACCIDENTS.

DE LOUVAIN.

| Parties du corps atteintes. | NATURE DES BLESSURES. | Motifs de l'enquête. | Conclusion au sujet de l'application de la loi. |
|---|---|---|---|
| Colonne vertébrale. | Tassement au niveau de la deuxième vertèbre lombaire. | Mort. | Affirmative. |
| Tout le corps. | Plaies contuses sur tout le corps. Lésions internes. | Id. | Id. |
| Id. | Lésions multiples, écrasements, arrachements, etc. | Id. | Id. |
| Id. | Fracture du sternum et des côtes; fracture de la cuisse droite; contusions à la tête et au bras gauche. | Id. | Id. |
| Tronc. | Contusions et lésions internes du ventre. | Contestation. | Id. |
| Tout le corps. | Ecrasement de la tête; fracture de deux os de la jambe gauche. | Mort. | Id. |
| Tronc. | Fracture des côtes du cœur. | Id. | Id. |
| Cœur. | Paralysie du cœur. | Id. | Id. |
| Tête. | Fracture de la base du crâne. | Id. | Id |

## RELEVÉ DES PROCÈS-VERBAUX D'ENQUÊTES

ARRONDISSEMENT

| Numéro du procès-verbal d'enquête. | Date de l'accident. | Nature de l'entreprise. | Communes. | CAUSE DE L'ACCIDENT. |
|---|---|---|---|---|
| 117 | 6 janvier. | Levure et autres produits agricoles (fab. de). | Marbais. | Chute d'un rail sur la tête de la victime. |
| 118 | 12 février. | Fab. de soie artificielle au collodion | Couture-Saint-Germain. | Incendie au malaxeur. |
| 119 | 12 février. | Fab. de soie artificielle au collodion | Couture-Saint-Germain. | Incendie au malaxeur. |
| 122 | 13 février. | Exploitation agricole. | Ittre. | Chute d'un arbre. |
| 128 | 21 février. | Exploitation agricole. | Bomal. | Tombé d'un fenil dans l'aire de la grange. |
| 125 | 24 février. | Exploitation agricole. | Court-St-Etienne. | Tombé d'un escalier à la suite d'une hémorragie cérébrale. |
| 123 | 10 mars. | Fab. de soie artificielle au collodion | Tubize. | Explosion d'un malaxeur. |
| 124 | 10 mars. | Fab. de soie artificielle au collodion | Tubize. | Explosion d'un malaxeur. |
| 126 | 25 avril. | Fabr. de papier. | Genval. | Manœuvre d'un poids de 200 kilog. |
| 132 | 11 septembre. | Exploitation agricole et brasserie. | Mont-St-Guibert. | Ecrasé par un chariot. |
| 133 | 21 octobre. | Lavage de sable. | Tilly. | Chute sur la voie en voulant détacher la chaîne des wagonnets. |
| 136 | 20 octobre. | Construct. de matériel roulant de chemin de fer. | Nivelles. | Effort en se baissant pour ramasser un tuyau. |
| 137 | 19 décembre. | Exploitat. agricole. | Mellery. | Coup de cornes d'un taureau. |
| 139 | 24 décembre. | Fab. de soie artificielle au collodion | Tubize. | Heurt du pied contre un chariot. |
| 141 | 27 décembre. | Exploitation forestière. | Court-St-Etienne. | Maniement d'une arme à feu. |

## EFFECTUÉES A LA SUITE DE DÉCLARATIONS D'ACCIDENTS.

DE NIVELLES.

| Parties du corps atteintes. | NATURE DES BLESSURES. | Motifs de l'enquête. | Conclusion au sujet de l'application de la loi. |
|---|---|---|---|
| Tête. | Fracture du crâne. | Mort. | Affirmative. |
| Tout le corps. | Carbonisé. | Id. | Id. |
| Id. | Brûlures sur tout le corps. | Id. | Id. |
| Tête. | Fracture du crâne. | Id. | Id. |
| Id. | Fracture du nez; fracture du crâne. | Id. | Id. |
| Tout le corps. | Congestion cérébrale; ecchymoses à la tête et aux mains. | Id. | Id. |
| Tête. | Fracture du crâne. | Id. | Id. |
| Tout le corps. | Carbonisé. | Id. | Id. |
| Tronc. | Hernie inguinable droite. | Contestation. | Id. |
| Id. | Lésions graves de la tête. | Mort. | Id. |
| Jambe. | Fracture des fémurs. | Id. | Id. |
| Tronc. | Contusion de la région costale latérale gauche. | Contestation. | Id. |
| Tout le corps. | Luxation de la hanche droite; fracture de la clavicule droite; plaies contuses sur tout le corps. | Id. | Id. |
| Jambes. | Plaie au talon droit; gonflement de la malléole du pied droit. | Contestation. | Négative. |
| Tête et doigt. | Fracture du maxillaire inférieur; plaie à l'index gauche. | Id. | Id. |

# ARRÊTÉ ROYAL DU 20 DÉCEMBRE 1904.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU XIII

| Nature de l'établissement. | Numéros. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| Ferme . . . . | 520 | 8 mars. | Art. 1. — Non déclaration d'accident. . . . . | Acquitté. |
| | | | Art. 3. — Pas de certificat médical . . . . . | |
| Maïserie-huilerie . | 543 | 28 juillet. | Art. 1. — Non déclaration d'accident. . . . . | 1 fr. ou 1 jour; sursis 1 an. |
| | | | Art. 3. — Pas de certificat médical . . . . . | |
| Ferme . . . . | 555 | 16 octobre. | Art. 1. — Non déclaration d'accident. . . . . | Sans suite. |
| | | | Art. 3. — Pas de certificat médical . . . . . | |
| Entrepr. de travaux pub'ics. . | 556 | 23 octobre. | Art. 1. — Non déclaration d'accident. . . . . | Acquitté : (Appel) |
| | | | Art. 3. — Pas de certificat médical . . . . . | |
| Id. | 557 | 28 octobre. | Art. 1. — Non déclaration d'accident. . . . . | 5 fr. ou 3 jours; sursis 1 an. |
| Ferme . . . . | 558 | 28 octobre. | Id. | 5 fr.; sursis 6 mois |
| Entrepr. de transports . . . . | 559 | 7 novembre | Id. | 2 fois 5 fr. ou 2 fois 1 jour. |
| | | | Art. 3. — Pas de certificat médical . . . . . | |
| Brasserie . . . | 563 | 24 novembre | Art. 2. — Déclaration non conforme au modèle prescrit . . . . . | 2 fois 5 fr. ou 2 fois 1 jour; sursis 1 an. |
| | | | Art. 3. — Pas de certificat médical . . . . . | |
| Entrepr. de bâtiments . . . . | 576 | 6 décembre | Art. 1. — Non déclaration d'accident. . . . . | 5 fr. ou 1 jour. |
| | | | Art. 2. — Déclaration non conforme au modèle prescrit . . . . . | |
| | | | Art. 3. — Pas de certificat médical . . . . . | |

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

(*Suite.*)

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Numéros. | Disposition légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| Imprimerie . . . | 9 décembre | 581 | Art. 1. — Non déclaration d'accident. . . . . | 2 fois 5 fr. sursis 1 an. |
| | | | Art. 3. — Pas de certificat médical . . . . . | |
| Ferme . . . . | 26 décembre | 586 | Art. 1. — Non déclaration d'accident. . . . . | Sans suite. |
| | | | Art. 3. — Pas de certificat médical . . . . . | |

## SÉCURITÉ, SALUBRITÉ ET COMMODITÉ PUBLIQUES.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU XIV

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Numéros. | Disposition légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| Briqueterie permanente . . . . | 10 juillet. | 533 | Art. 1 de l'arrêté royal du 29 janvier 1863. — Etablissement exploité sans autorisation . . . . . | 20 fr. ou 8 jours. |
| Id. | 18 juillet. | 536 | Id. | 26 fr. ou 8 jours. |
| Id. | 18 juillet. | 541 | Id. | 26 fr. ou 8 jours. |
| Cuirs verts et peaux fraîches (dépôt de) . . | 19 juillet. | 542 | Id. | 5 fr. ou 1 j.; sursis 1 an. |
| Salle de spectacle. | 14 octobre. | 554 | Id. | D'accord avec l'inspecteur du Travail, les poursuites ont été abandonnées, le contrevenant s'étant mis en règle. |

## *3e DISTRICT.*

---

# PROVINCE D'ANVERS.

---

**M. Ver Eecke,** inspecteur principal du travail à Anvers,

*en collaboration avec*

**MM. Taeymans, Hertsens** et **Vervaeck,** inspecteurs adjoints du travail à Anvers.

---

## SECTION I.

### Etablissements visités.

| Arrondissements. | Nombre d'établissements visités | | | |
|---|---|---|---|---|
| | une fois. | deux fois. | trois fois. | plus de trois fois. |
| Arrondissement d'Anvers . . | 2715 | 189 | 41 | 7 |
| Arrondissement de Malines . | 981 | 70 | 5 | 3 |
| Arrondissement de Turnhout . | 135 | 4 | 2 | 1 |
| Totaux. . . | 3831 | 263 | 48 | 11 |

Pendant l'année 1913, nous avons visité 3,831 établissements. Dans ce nombre 263 établissements ont été visité deux fois, 48 trois fois, et 11 plus de trois fois. 365 visites ont été effectuées en outre

le dimanche dans les établissements commerciaux, et 793 visites ont été faites sur les chantiers temporaires de travail de chargement, de déchargement et de réparation de navires. 1,184 visites ont encore été effectuées pour instructions diverses.

Le personnel relevé comportait 102,492 ouvriers de tout âge et de tout sexe, dont 15,197 personnes protégées, soit 4,339 garçons de 12 à 16 ans, 2,296 filles âgées de 12 à 16 ans, 5,109 filles et femmes âgées de 16 à 21 et 3,453 femmes majeures.

## SECTION II.

### Travail des femmes et des enfants.

L'exécution de l'article 2 de la loi qui interdit le travail des enfants âgés de moins de 12 ans est très satisfaisante dans les établissements de notre district. Nous n'avons rencontré que 10 enfants n'ayant pas atteint l'âge légal dans les briqueteries à la main. Ces infractions, relevées dans 8 procès-verbaux dressés tant à charge des patrons que des parents, ont toutes été suivies de condamnations à 5 ou à 20 francs d'amende. Deux enfants n'ayant pas l'âge légal ont été rencontrés travaillant sur le quai au brossage des peaux salées déchargées d'un navire. Comme les entrepreneurs du déchargement avaient déjà été avisés de l'interdiction légale, l'infraction fut relevée par procès-verbal, et une condamnation s'ensuivit. Deux enfants âgés de moins de 12 ans ont été trouvés au travail dans deux tailleries de diamants; l'un était porteur d'un carnet délivré abusivement par l'autorité communale et l'autre avait été admis sur la présentation d'un carnet appartenant à son frère plus âgé. Ces affaires ont été laissées sans suite attendu que la bonne foi des patrons avait été surprise.

**Travaux fatigants, dangereux ou insalubres.** (Arrêté royal du 19 février 1895, pris en exécution de l'article 3 de la loi.) — Les établissements mentionnés aux articles 1er et 2 de l'arrêté royal du 19 février 1895 rentrent pour la plupart dans le groupe des industries chimiques, où le nombre des personnes protégées est très faible, et nous n'y avons pas rencontré les catégories pour lesquelles le travail y est interdit.

L'exécution de l'article 6, modifié par l'arrêté royal du 21 avril 1903, qui interdit le travail et la présence des enfants âgés de moins de 16 ans dans les ateliers de travail mécanique du bois, a donné lieu à la constatation d'infractions relevées par procès-verbaux dans une menuiserie mécanique, où deux protégés travaillaient aux machines à façonner le bois, dans une fabrique de meubles où les machines étaient desservies par trois adolescents, et dans une fabrique de caisses où deux garçons âgés de moins de 16 ans clouaient des caisses dans l'atelier même où s'opérait le sciage des planchettes. Enfin, quelques garçons âgés de moins de 16 ans ont été rencontrés dans une fabrique de sabots outillée mécaniquement depuis peu de temps et où l'interdiction de l'article 6 était ignorée. Ces enfants ont été simplement renvoyés sans exercer des poursuites.

L'article 7, qui interdit le travail et la présence des enfants âgés de moins de 14 ans, est actuellement bien observé dans les petites fonderies de cuivre de notre district; toutefois, comme dans la plupart de ces petits établissements on ne fond que deux ou trois fois par semaine, rien n'empêche que ces enfants ne rentrent dans le local lorsque le four n'est pas en activité pour travailler à l'ébarbage et au moulage des pièces. Le même article interdit la présence et le travail de l'enfant âgé de moins de 14 ans dans les ateliers où s'opèrent le cardage, l'échardage et le peignage des matières filamenteuses, lorsque les poussières dégagées ne sont pas évacuées à l'aide d'un procédé mécanique. Des observations ont dû être faites à cet égard dans deux petits établissements de l'industrie lainière où le même atelier renfermait les machines à carder dégageant des poussières et les machines à filer dont les rattacheurs étaient âgés de moins de 14 ans. Des observations ont été faites dans deux ateliers de polissage de pièces métalliques à l'aide de meules mécaniques où le travail des enfants âgés de moins de 14 ans est interdit.

Aucune infraction n'a été constatée dans les ateliers de triage de chiffons, qui sont soumis à l'article 7 de l'arrêté royal du 19 février 1895, et en outre aux prescriptions de l'arrêté royal du 5 août 1895.

**Durée du travail et conditions des repos** (article 4 de la loi et arrêtés royaux du 26 décembre 1892). — L'exécution de la réglementation qui limite à 12 heures par jour la durée du travail

des personnes protégées est satisfaisante dans les établissements soumis au régime pur et simple de la loi. Les infractions deviennent d'autant plus rares que la journée des adultes n'atteint plus guère 12 heures que dans les usines à feu continu et dans les industries saisonnières telles que la fabrication des conserves de fruits et de légumes et dans les briqueteries. Deux procès-verbaux ont été dressés du chef de travail prolongé des protégés dans un atelier de bronzage et de nickelage de pièces métalliques, ainsi que dans une fabrique de cigares.

Nous ne reviendrons pas sur les constatations faites au sujet de l'exécution des arrêtés royaux du 26 décembre 1892, dans les divers groupes d'industries; elles sont à peu près les mêmes chaque année et elles ont du reste été assez longuement commentées dans nos rapports antérieurs. Nous n'avons pas relevé d'infractions cette année dans les chocolateries et les confiseries où l'arrêté royal du 20 décembre 1911 limite la durée du travail des protégés à 10 heures par jour, et les établissements qui ont usé de la faculté de porter cette durée à 11 heures, moyennant les formalités prévues par l'article 3 de cet arrêté, ont été peu nombreux.

**Protection des femmes de tout âge.** (article 5 de la loi). — Aucune infraction n'a été dénoncée, ni constatée pour ce qui concerne cette prescription de la loi.

**Travail de nuit** (article 6 de la loi). — Les visites de nuit effectuées cette année dans les briqueteries n'ont donné lieu ni à observations, ni à poursuites du chef d'emploi de personnes protégées après 9 heures du soir et avant 5 heures du matin. Aucune infraction n'a été constatée dans les verreries, fabriques de papier, fours à coke et sucreries, où les arrêtés royaux du 26 décembre 1892, autorisent dans des conditions déterminées le travail de nuit des protégés.

**Carnets, registres et affichage** (articles 10 et 11 de la loi et arrêtés royaux du 26 décembre 1892). — Les prescriptions de ces articles sont actuellement bien observées dans les briqueteries où tous les carnets sont possédés dès le début de la saison; le registre y est tenu régulièrement à jour et les textes de la loi et des arrêtés royaux y sont affichés. Dans l'ensemble des établissements visités

nous avons constaté 232 absences de carnets; la loi n'était pas affichée ou son texte avait disparu dans 192 exploitations, et le registre des protégés faisait défaut ou n'était pas tenu à jour dans 32 ateliers. La plupart de ces infractions ayant été constatées dans des établissements peu importants ou visités pour la première fois, elles ont été laissées sans suite.

**Travail de nuit des femmes.** — Notre rapport précédent a longuement rendu compte de l'exécution de la loi du 10 août 1911, pendant le première année de son application. Nous ne pourrions rien ajouter aux critiques que nous avons présentées concernant les restrictions apportées à son champ d'application par l'article premier, qui ne vise que les entreprises industrielles où sont employés plus de 10 ouvriers, ainsi que concernant le défaut de concordance de cette loi avec la loi du 13 décembre 1889. Les difficultés d'application que nous avions déjà rencontrées l'an dernier, se sont représentées cette année-ci dans les briqueteries. Deux procès-verbaux ont été dressés, dans une première briqueterie du chef de repos de nuit insuffisant pour huit femmes majeures, et dans une seconde briqueterie, du même chef, pour cinq femmes âgées de plus de 21 ans. Ces affaires sont encore pendantes devant le tribunal.

De nombreuses plaintes nous ont signalé le travail de nuit dans des ateliers de couture. Bien que n'étant pas assujettis à la loi du 13 décembre 1889, les ateliers de l'espèce doivent être considérés comme établissements industriels et sont dès lors soumis à la loi en question. Toutefois, comme dans tous les ateliers visés par les plaintes, le nombre d'ouvrières était précisément inférieur à 11, la loi n'était pas applicable en vertu de son article premier. Une plainte visant une buanderie mécanique occupant plus de 10 personnes, a donné lieu à des poursuites du chef de repos de nuit insuffisant pour cinq femmes majeures. Une plainte nous a fait constater le travail de huit femmes âgées de plus de 21 ans, après 9 heures du soir, dans un atelier de repassage de linge à la main; néanmoins, comme les ateliers de repassage de linge à la main ne sont pas soumis à la loi du 13 décembre 1889, il en résulte qu'ils ne seraient assujettis à la loi du 10 août 1911, que pour autant qu'on puisse leur reconnaître un caractère industriel et qu'ils occupent en même temps plus de 10 ouvrières. Toutefois, bien que

le travail de repassage de linge s'exerce généralement dans un atelier entièrement séparé de la buanderie, qui fait ordinairement partie de la même entreprise, la question de savoir si l'assujettissement de l'atelier de repassage ne résulte pas du fait de l'emploi de plus de 10 ouvrières dans l'ensemble de l'entreprise reste douteuse. Nous nous sommes abstenus de dresser des procès-verbaux dans ce cas douteux et dans plusieurs autres du même genre, car ils auraient eu pour conséquence de faire trancher devant les tribunaux des questions qui perdent tout intérêt en présence du projet de loi, actuellement en discussion devant les Chambres législatives.

Les fabriques de conserves de légumes et de fruits de notre district ont toutes usé de la dérogation de la loi du 10 août 1911, consentie à leur bénéfice par l'arrêté royal du 4 juin 1912, et les formalités requises pour pouvoir bénéficier de ces dérogations ont été régulièrement remplies.

## SECTION III.

### Repos du dimanche.

L'exécution de la loi du 17 juillet 1905, sur le repos du dimanche a donné lieu à nos investigations dans tous les établissements industriels normalement inspectés au point de vue de l'application des autres lois et règlements qui les régissent, et en outre, elle a provoqué des visites spécialement effectuées le dimanche dans 362 entreprises commerciales et salons de coiffure. Les tableaux reportés à la fin de ce rapport donnent le relevé des entreprises visitées le dimanche ainsi que les procès-verbaux dressés et leurs suites judiciaires.

Parmi les infractions constatées à l'article 2 de la loi, qui vise l'interdiction pure et simple du travail le dimanche, nous nous bornerons à signaler les principales. Malgré les nombreuses poursuites exercées antérieurement, de nouvelles plaintes nous ont signalé que des négociants et courtiers en diamants exigeaient la présence de leurs employés au bureau le dimanche et, nonobstant les subterfuges employés pour déjouer nos investigations, deux procès-verbaux ont été dressés et ont été suivis de condamnations.

Quatre autres procès-verbaux ont été dressés dans divers bureaux de commerce, où de premières observations étaient restées sans résultat. Il y a lieu de remarquer à propos des infractions commises dans les bureaux de commerce, que les plaintes émanent en général d'employés lésés dans leurs droits, et que ce sont cependant ces derniers qui, au moment de l'enquête, par crainte de représailles, opposent à nos constatations des dépositions tendant à disculper leurs patrons. Certains d'entre eux que nous trouvons au bureau le dimanche, nous déclarent y être venus sans ordre, dans l'ignorance du patron, alors même qu'il est présent et travaille dans un bureau voisin; d'autres prétendent être venus au bureau dans le seul but de lire les journaux, par habitude, autant dire pour y prendre l'air. Sans nous arrêter à ce zèle déployé pour disculper un patron réfractaire à la loi, nous avons estimé que la simple présence d'un employé au bureau le dimanche constitue une prestation de travail déterminant une infraction à la loi. Un procès-verbal dressé dans ces conditions a cependant été suivi d'un acquittement, mais nous ne le tenons pas comme ayant fixé la jurisprudence.

Deux procès-verbaux ont été dressés dans des établissements industriels. Le premier visait l'emploi le dimanche d'un garçon âgé de moins de 16 ans au nettoyage des ateliers d'une marbrerie. Outre que le travail de nettoyage ne pouvait pas être effectué le dimanche, en vertu de l'article 3 (3°) de la loi, parce qu'il était parfaitement exécutable au cours de la semaine sans entraver la marche normale de l'exploitation, il ne pouvait en tous cas pas être exécuté par un garçon âgé de moins de 16 ans, dont l'emploi le dimanche ne bénéficie pas des exceptions et tolérances prévues par l'article 9 de la loi. Le second procès-verbal fut dressé dans un atelier de préparation et de teinture de cheveux où, à la suite d'une dénonciation, nous avons rencontré douze ouvrières au travail le dimanche. Bien qu'en vertu de l'article 14 de la loi, la présence de plus de 10 personnes occupées au travail le dimanche expose à une amende dépassant 100 francs, le tribunal, admettant des circonstances atténuantes, n'a frappé que d'une amende de 50 francs conditionnellement.

Comme antérieurement, c'est l'article 7 de la loi, visant les magasins de détail et les salons de coiffure, qui a donné lieu au plus grand nombre de plaintes et de poursuites. 23 procès-verbaux

ont été dressés à charge de patrons coiffeurs pour emploi de leurs garçons soit avant huit heures du matin, soit après midi. Bien que le texte de la loi ne s'oppose pas à l'emploi le dimanche d'un travailleur dit « extra », deux patrons s'étaient avisés de faire commencer le travail de leur extra dès le samedi soir. Deux procès-verbaux ont visé cette infraction. Les constatations faites cette année dans les magasins d'habillement n'ont pas donné lieu à des poursuites.

Le contrôle exercé cette année dans les entreprises de bains publics, de vente de journaux, dans les magasins de fleurs naturelles et dans les débits de tabacs et cigares nous a permis de constater une exécution satisfaisante des prescriptions légales qui les concernent. Les seules infractions constatées dans deux cas résultaient de la prolongation, au delà de 5 heures, du travail effectué à l'époque du demi-jour de repos. Des observations ont suffi pour faire disparaître ces infractions.

Le personnel ouvrier d'un chemin de fer vicinal nous a adressé une plainte visant l'octroi irrégulier des repos compensatoires prescrits par l'article 4 de la loi. En fait, ces repos n'étaient pas accordés endéans le mois en cas de surcharge dans le trafic, mais néanmoins la plainte n'était pas fondée. En effet, si la loi s'applique en réalité aux entreprises exploitées par l'État, les provinces et les communes, en vertu de l'article 2, le second alinéa de ce même article stipule que, pour ce qui concerne les entreprises exploitées par l'État, l'organisation des repos pourra être fixée par des règlements; et cette dernière disposition s'étend aux entreprises de chemins de fer vicinaux en vertu du troisième alinéa, pour autant que les règlements établis soient approuvés par le département des chemins de fer.

Les investigations faites au cours de cette année dans les entreprises de louage de voitures automobiles ou à traction chevaline ont permis de constater une exécution satisfaisante de la loi; les conducteurs ont la faculté de prendre un demi-jour ou un jour entier de repos par semaine, mais ils préfèrent souvent ne pas en profiter parce que leur salaire est déterminé par course et qu'ils escomptent en plus les gratifications des clients.

La loi est moins bien observée chez les patrons bouchers dont les garçons sont libérés le dimanche à partir de 1 heure après-midi alors que le travail débute d'ordinaire ce jour-là à 6 heures

ou à 7 heures du matin, et il s'ensuit que la durée du travail dépasse 5 heures aux deux demi-jours consacrés au repos par quinzaine.

Nous avons été avisés verbalement et par écrit d'assez nombreux cas pour lesquels les exceptions prévues par l'article 3 de la loi ont été invoquées. Le bénéfice du premier alinéa de l'article 3, concernant les travaux urgents commandés par un cas de force majeure ou de nécessité sortant des prévisions normales de l'entreprise a été admis pour deux moulins à farine, un atelier de nickelage de métaux, une fabrique de glucose et un atelier de construction, qui ont fait travailler le dimanche pour regagner le temps perdu au cours de la semaine à la suite de dérangements importants survenus aux machines motrices. D'autre part, nous n'avons pas admis le travail du dimanche dans deux imprimeries surchargées par des travaux d'impression de listes électorales.

Le troisième alinéa de l'article 3 a été invoqué par une fabrique de produits céramiques, une fonderie de fer, une fabrique de ciment et une huilerie pour réparations urgentes à effectuer, le dimanche, aux installations mécaniques ou aux chaudières à vapeur. Dans les deux derniers cas, les travaux ont été exécutés par les ouvriers d'une entreprise étrangère, comme du reste la loi le permet.

Trois entrepreneurs de travaux de peinture nous ont consulté au sujet de travaux qu'ils désiraient faire exécuter le dimanche. Dans deux cas, nous avons reconnu la légitimité de ces travaux à effectuer dans un grand magasin de confections et dans la buanderie d'un hôpital civil. Dans le troisième cas, nous n'avons pu admettre que des travaux de peinture fussent exécutés le dimanche dans une école sous le prétexte d'avoir à les terminer avant la fin des vacances scolaires, attendu que, d'une part, l'achèvement des travaux endéans le délai fixé ne dépendait que d'une meilleure organisation et d'une augmentation du personnel ouvrier, et que, d'autre part, les travaux pouvaient être continués journellement et sans inconvénients après les heures de classe.

L'exécution de travaux de réfection à la voirie et de grosse réparation aux ponts du port d'Anvers a été admise le dimanche dans 14 circonstances diverses dans le but d'assurer la continuation régulière de l'exploitation au cours de la semaine. L'entrepreneur de la reconstruction d'un pont tournant aux installations maritimes d'Anvers nous ayant prévenu de son intention de faire

travailler ses ouvriers, tous les dimanches pendant un mois, pour pouvoir achever son entreprise dans le délai très court qui lui avait été imposé, nous l'avons mis en garde contre les poursuites que nous avions décidé d'exercer à sa charge, attendu que dans la circonstance l'urgence invoquée n'était pas dominée par la force majeure ou par la nécessité imprévue, mais par une simple clause contractuelle que la loi ne permet pas de prendre en considération.

Les fabriques de conserves de légumes de notre district ont été visitées à plusieurs reprises pendant la période comprise entre le 10 juin et le 10 août, au cours de laquelle l'arrêté royal du 27 mai 1907 permet l'emploi au travail le dimanche, de certaines catégories de personnes, et aucune infraction n'y a été constatée.

## SECTION IV.

### Règlements d'atelier.

La loi du 15 juin 1896, sur les règlements d'atelier est généralement bien observée. L'absence du règlement a été constatée dans 160 établissements nouveaux ou visités pour la première fois; la plupart des patrons de ces établissements nous ont transmis un règlement quelques jours après notre mise en demeure, conformément à l'article 7 de la loi. Toutefois, les règlements transmis sont, en général, très mal rédigés et ils exigent un ou plusieurs renvois des documents avec des observations relatives aux articles de la loi qui n'ont pas été respectés. Les articles 7 et 8 de la loi sont les plus mal interprétés malgré toutes les explications fournies au cours de nos visites. L'affichage du règlement d'atelier continue à présenter des difficultés dans les tailleries de diamants où le propriétaire se borne à louer la meule de polissage à de petits patrons occupant tantôt moins tantôt plus de cinq ouvriers, ainsi que dans les entreprises de chargement et de déchargement de navires dont les chantiers de travail se déplacent continuellement.

L'état du personnel exigé par l'article 12 de la loi existe généralement, mais il a été trouvé incomplet ou tenu irrégulièrement dans 78 exploitations. Il doit faciliter notre contrôle au cours des enquêtes faites en vertu de l'article 24 de la loi du 24 décem-

bre 1903, dans le but d'établir la survenance d'un accident par le fait et au cours de l'exécution du contrat de travail régi par la loi du 10 mars 1900. Or, c'est précisément dans l'industrie du chargement et du déchargement des navires, où les enquêtes de ce genre sont les plus fréquentes que la tenue de l'état du personnel laisse le plus à désirer, parce que l'ouvrier n'est généralement embauché que pour un jour au plus et parfois même pour quelques heures du jour ou de la nuit. D'autre part, le contrôle de l'embauchage des ouvriers sera facilité dorénavant par le carnet individuel des salaires qui, bien que non obligatoire, se répand de plus en plus chez les ouvriers débardeurs. Ce carnet des salaires, qui est délivré gratuitement par les patrons ou par les sociétés d'assurance, a été institué principalement dans le but de faciliter devant la juridiction compétente, la supputation du salaire annuel qui doit servir de base au calcul de l'indemnité forfaitaire prévue par la loi du 24 décembre 1903.

## SECTION V.

### Payement des salaires et mesurage du travail.

L'exécution de la loi du 16 août 1887 est satisfaisante. Les enquêtes faites au cours de l'année, à la suite des plaintes qui nous sont parvenues, se rapportaient généralement à des cas déjà exposés à plusieurs reprises dans nos rapports antérieurs, et nous ne pourrions que répéter, notamment, ce que nous avons dit du paiement des salaires dans les cabarets du port d'Anvers. Bien que notablement diminué à la suite de nos poursuites antérieures, cet abus persiste toujours, et les visites faites cette année dans les cabarets du port, soit d'initiative, soit à la suite de dénonciations, n'ont pas permis de déceler des infractions. Une seule infraction du chef du paiement des salaires des ouvriers d'un magasin d'écorces dans un cabaret voisin, a pu être établie, mais comme cette infraction avait été commise par un chef d'équipe à l'insu du patron, et contrairement à ses ordres formels, l'affaire a été laissée sans suite.

La non-observation des conditions auxquelles sont subordonnés les prélèvements opérés sur les salaires à titre de garantie des obligations des ouvriers a été constatée dans trois établissements. Au

lieu d'être déposés entre les mains de tiers, conformément à l'article 26 (3°) de la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail, ces prélèvements étaient versés dans la caisse patronale à titre de fonds de roulement. Nos observations ont fait cesser cette infraction.

Une infraction du chef de retenue sur les salaires, en vue de faire participer l'ouvrier au paiement de la prime d'assurance contre les accidents, a été relevée par procès-verbal chez un patron plombier-zingueur. Les poursuites venues en ordre utile devant le tribunal que 6 mois plus tard, ont été éteintes par prescription.

Deux plaintes concernant des amendes ayant dépassé le 1/5 du salaire journalier ont fait l'objet d'une enquête dans une fabrique de ciment et dans un atelier de construction. Les sommes indûment retenues ayant été remboursées immédiatement, à la suite de notre intervention, ces affaires ont été laissées sans suite judiciaire. Trois plaintes relatives à des retenues opérées sur les salaires du chef de fourniture de l'éclairage n'étaient pas fondées, parce qu'elles considéraient erronément l'obligation pour l'ouvrier de s'éclairer à ses propres frais, comme constituant des retenues indirectes sur le salaire.

Nous n'avons constaté aucune infraction à l'article 10bis de la loi du 16 août 1887, introduit par la loi du 17 juin 1896, qui reconnaît à l'ouvrier le droit de contrôler les mesurages, pesées, ou toutes autres opérations quelconques qui ont pour but de déterminer la quantité ou la qualité de l'ouvrage et de fixer le montant du salaire. Partout où les ouvriers étaient payés à la pièce ou à l'entreprise, nous avons établi que des moyens de contrôle suffisants étaient mis à leur disposition.

La loi du 30 juillet 1901, réglementant le mesurage du travail des ouvriers, est bien observée; nous n'avons pas constaté l'emploi de mesures ou de poids autres que ceux établis par la loi du 1er octobre 1855. La loi du 10 mars 1913, fixant la valeur du carat métrique, bien qu'étant venue bouleverser de longues habitudes, est déjà exécutée d'une façon satisfaisante dans l'industrie du diamant.

## SECTION VI.

### Santé et sécurité des ouvriers.

**Arrêté du 30 mars 1905.** — L'exécution des prescriptions de cet arrêté royal a fait l'objet d'assez longs commentaires dans nos rapports antérieurs, pour pouvoir nous borner à résumer les observations faites à la suite des principales plaintes qui nous ont été adressées au cours de l'année.

Les articles 3 et 18 de cet arrêté, visant spécialement la salubrité des ateliers, ont donné lieu à la constatation de 88 infractions dans l'ensemble des établissements visités. L'exécution de l'article 3, visant le cube d'espace et l'aérage, a notamment fait l'objet d'observations dans de petites boulangeries situées dans des caves de hauteur insuffisante, ainsi que dans une fabrique de jouets et d'objets de fantaisie en bois, dont l'atelier principal, situé également dans une cave, était dépourvu de ventilation convenable et d'éclairage naturel suffisant. Les articles relatifs à l'évacuation des poussières, des gaz et des buées, ont donné lieu à des observations dans des fabriques de meubles où les machines-outils dispersaient dans l'atmosphère des poussières toxiques de bois d'acajou. Une plainte nous ayant signalé l'insalubrité d'un atelier dans une fabrique de produits chimiques, nous avons constaté que du gaz chlore se dégageait par le joint reliant la partie fixe à la partie mobile d'un four rotatif de chloruration. A la suite de notre intervention les carnaux du four ont été nettoyés et le tirage de la cheminée a été renforcé par l'adjonction d'un ventilateur.

Une plainte concernait l'atelier de triage de vieux papiers d'une fabrique de papiers coloriés et de fantaisie, où des poussières de matière colorante se dégageaient librement et pénétraient dans un bureau d'employés, séparé par une simple cloison à claire voie; cet atelier a été déplacé et une ventilation mécanique y a été établie. Sept plaintes nous ont dénoncé l'insalubrité d'ateliers de couture et de confection de vêtements, dont l'air était vicié par les émanations des brûleurs à gaz destinés au chauffage des fers à repasser; dans quelques cas, les tuyaux souples raccordant les brûleurs à la canalisation laissaient manifestement filtrer le gaz;

des modifications nécessaires ont été ordonnées, et notamment les réchauds à gaz ont été surmontés de larges hottes d'évacuation. La fusion du plomb de sertissage effectuée dans l'atelier même a encore été constatée dans une taillerie de diamants ainsi que dans une fabrique de vitraux. Dans une fabrique de piles sèches, les ouvriers chargés de souder des récipients en zinc étaient exposés à des vapeurs acides et plombifères. Le nettoyage et le ponçage à la main des meules de tailleries de diamants se fait dans des ateliers spéciaux que les poussières métalliques et siliceuses rendent particulièrement insalubres. L'ouvrier travaille généralement devant la fenêtre ouverte, mais il n'améliore guère sa situation, car le courant d'air qui règne à la partie inférieure de la baie tend à rabattre les poussières à l'intérieur de l'atelier. A défaut de ventilation mécanique, impossible à réaliser dans ces petits ateliers, établis parfois en chambre et dépourvus de force motrice, nous avons préconisé le travail sur des tables munies d'un treillage mécanique et de boîtes collectrices des poussières. La visite des petites vanneries a donné lieu à des observations concernant l'enlèvement régulier des déchets d'osiers On conçoit que les osiers, ayant été mis au préalable à tremper dans les eaux polluées d'une mare, leurs déchets entrent rapidement en fermentation et répandent une odeur nauséabonde dans les ateliers. Dans une boulangerie mécanique, dont les ateliers étaient en partie situés dans des caves parfaitement aménagées du reste, nous avons constaté, à la suite d'une plainte, que l'appareil de chauffage central dégageait assez d'oxyde de carbone pour incommoder les ouvriers; l'appareil défectueux a été modifié à la suite de nos observations. Dans une fabrique de dragées et de pastilles, une dizaine de jeunes filles travaillaient dans un atelier dont l'atmosphère était tellement chargée de gaz toxiques que, ne pouvant nous-même y demeurer plus de quelques minutes, nous l'avons fait évacuer sur l'heure; après avoir fait procéder à un balayage d'air, nous avons constaté qu'une étuve chauffée par le gaz de l'appareil gazogène qui alimentait le moteur de l'établissement, était cause des émanations toxiques constatées. L'appareil avait été placé peu après notre dernière visite et cette situation dangereuse durait donc depuis plusieurs mois. Le patron semblait inconscient du danger qu'il faisait courir à ses ouvrières, bien que plusieurs d'entre elles eussent déjà été dérangées au point de devoir être transportées à l'air libre, et il attribuait

plutôt ces malaises à une faiblesse de constitution, ainsi qu'à la forte odeur de menthe dégagée par les pastilles en fabrication. Il est étonnant que dans ces conditions nous n'ayons pas reçu de plaintes de la part des parents, et il est inutile d'ajouter que le foyer de cette étuve, que nous avions éteint nous-même, ne fut plus rallumé.

L'auteur d'une plainte, visant une fonderie de cuivre, ayant réclamé notre intervention comme une délivrance pour des ouvriers forcés de demeurer dans une atmosphère irrespirable, notre visite immédiate fit constater que la hotte surmontant le foyer à creusets tombée en ruine n'avait pas été remplacée, et que de plus, un contremaître, ennemi des courants d'air, avait fait obturer la seule ouverture existant dans la toiture. Les mesures nécessaires ont été exigées sans délai et une contre-visite rapprochée a permis d'en vérifier la bonne exécution.

L'éclairage des ateliers répond en général aux prescriptions de l'article 7 de l'arrêté royal; l'éclairage électrique à incandescence ou à arc, plus abondant et surtout mieux réparti, s'est substitué presque partout aux sources d'éclairage basées sur la combustion des corps, qui contribuent à la viciation de l'air des ateliers par la production de l'acide carbonique. Les seules sources lumineuses que l'on rencontre encore en concurrence avec la lumière électrique, sont le bec « Auer » brûlant le gaz de houille enrichi ou non par le gaz à l'eau et le bec à gaz acétylène. Or, le premier contribue à la viciation de l'air dans la proportion de 14 litres d'acide carbonique et le second de 10 litres par carcel-heure. Si le bec Auer ne dégage plus que le quart de la quantité d'acide carbonique donnée par la combustion de l'huile et du pétrole, il en dégage cependant encore le double des 15 litres qu'un ouvrier adulte exhale par heure. Cependant, si l'éclairage électrique est inoffensif au point de vue de la viciation de l'air, la lampe à incandescence ne dégageant rien et la lampe à arc dégageant 200 fois moins d'acide carbonique que la combustion de l'huile et une quantité minimum d'oxyde de carbone, il peut avoir d'autres inconvénients au point de vue physiologique, du chef de l'émission de rayons ultra-violets. La lampe électrique à mercure est surtout à redouter à ce point de vue, et deux établissements de notre district, qui en avaient introduit l'usage, ont bientôt dû y renoncer à la suite du malaise éprouvé par les ouvriers.

L'exécution des articles 6, 7 et 42 de l'arrêté royal du 30 mars 1905, relatifs à l'éclairage, ne saurait être exigée à la lettre dans les fabriques de papiers photographiques sans entraîner la prohibition absolue de cette industrie. En effet, les ateliers d'émulsion des papiers et des films photographiques sont plongés dans une obscurité percée à peine par les faibles rayons rouges de quelques rares lampes à incandescence. Il en est de même pour les salles de découpage et d'empaquetage des papiers sensibilisés où fonctionnent cependant des machines à découper et leurs transmissions mécaniques. Cette situation se complique du danger de ne pouvoir évacuer facilement ces ateliers en cas d'incendie, par le fait même que les issues sont défendues contre l'accès du moindre rayon de lumière naturelle, susceptible de gâter entièrement les produits, par un système de doubles et triples portes, enclanchées de façon à ne pouvoir être ouvertes simultanément.

Bien que l'année ait présenté une période de froid assez rigoureux, aucune plainte ne nous est parvenue du chef de chauffage insuffisant des ateliers. Par contre, une plainte signalant l'absence de protection contre la chaleur excessive dégagée par un four industriel, a donné lieu à l'installation d'écrans et de ventilateurs amenant l'air frais aux endroits surchauffés.

Les articles 19 et suivants de l'arrêté royal, qui concernent spécialement la protection des ouvriers contre les accidents, ont reçu depuis longtemps une application parfaite dans les grands établissements. Toutefois le nombre des établissements de moyenne et de moindre importance est assez élevé pour avoir encore donné lieu à 620 observations, relatives aux articles 20 à 29, visant spécialement la protection des appareils mécaniques. Un procès-verbal dressé dans un moulin à farine pour absence de garde-corps autour du volant du moteur, a été suivi d'une condamnation à 26 francs d'amende. Dans une scierie mécanique de bois, l'absence de protection des arbres de transmission de mouvement a également donné lieu à un procès-verbal suivi de condamnation. La protection des machines à outils tranchants a provoqué bon nombre d'observations. Une poursuite exercée du chef d'absence de protection d'une scie circulaire dans une fabrique de meubles a néanmoins été suivie d'acquittement. La mise en place d'une courroie à la main ayant occasionné un accident grave dans une taillerie de diamants, des poursuites ont été exercées à charge du patron qui, malgré nos

instructions, persistait à tolérer cette pratique dangereuse de la part de ses ouvriers.

En vertu de l'article 28, les ouvrières qui travaillent à proximité des machines ou des transmissions en mouvement doivent avoir la tête enveloppée. Les observations à ce sujet sont encore fréquentes, mais cependant moins à l'adresse des patrons que des ouvrières mêmes, qui négligent de porter le bonnet mis à leur disposition, ou qui se bornent à le porter d'une manière inefficace sur le sommet de la tête. C'est ainsi que dans une fabrique d'automobiles, une jeune fille, ayant négligé de mettre le bonnet, a eu la chevelure enroulée brusquement autour de la mèche d'une machine foreuse et a été horriblement scalpée jusques y compris une oreille. Cet accident fit une telle impression sur les nombreuses ouvrières de cet atelier, que lors de notre visite d'enquête elles portaient toutes le bonnet enfoncé sur la tête jusqu'aux yeux. L'insouciance des travailleurs exige malheureusement encore trop souvent d'aussi terribles leçons.

Les prescriptions des articles 33 à 35, relatives aux appareils de levage, n'ont donné lieu qu'à 17 observations de détail dans des brasseries et des moulins à farine où elles ont visé le plus souvent des réparations à effectuer à des organes de protection en partie brisés ou faussés au cours des opérations. Un procès-verbal, suivi de condamnation, a néanmoins dû être dressé à charge d'un patron meunier qui, à la suite d'une première observation, avait négligé de protéger les ouvertures des planchers destinées au passage des charges.

L'article 37, relatif aux puits, citernes, bassins ou réservoirs quelconques présentant des dangers pour les travailleurs, a donné lieu à des observations dans 74 cas, dont aucun n'a nécessité des poursuites en présence de la bonne volonté et de la promptitude mises à exécuter les mesures de protection exigées.

Les observations relatives à la protection des escaliers, échelles, passerelles et galeries prescrite par l'article 38, sont encore fréquentes dans les petits établissements où l'on rencontre des escaliers sans rampes. Dans les grands établissements tels que les fabriques de ciment, de superphosphates, les usines à gaz et les sucreries qui comportent parfois de hautes et longues passerelles de déversement, les observations faites visent généralement moins l'absence absolue de protection que son insuffisance à certains

endroits déterminés. Comme ces passerelles sont généralement pourvues de voies ferrées pour la circulation de wagonnets, il arrive que le garde-corps, qui a été enlevé sur une certaine longueur pour permettre un déversement, ne soit pas remis en place aussitôt après la manœuvre, ou bien que des réparations ne soient pas exécutées immédiatement après un bris de garde-corps ou un défoncement du plancher après un déraillement de wagonnets, ou une fausse direction sur une plaque tournante. C'est ainsi qu'une plainte nous a signalé que dans une fabrique d'acide sulfurique une passerelle présentait du danger pour les ouvriers appelés à y circuler fréquemment, et notre enquête fit constater que sans compromettre la solidité de l'ensemble quelques planches d'une passerelle avaient été fortement rongées par les vapeurs acides. Les réparations nécessaires furent effectuées en notre présence.

Le texte de l'arrêté royal du 30 mars 1905, qui doit être tenu à la disposition des ouvriers, faisait défaut dans 230 établissements.

**Arrêté royal du 31 mars 1905, concernant les mesures à observer dans les travaux de construction et de terrassements en général.** — Nous avons visité 337 chantiers de construction de bâtiments et de terrassements occupant 5063 ouvriers dont 36 protégés. Les grands travaux de terrassement actuellement en cours dans notre district sont exécutés dans toutes les règles prescrites par les articles 1 à 3 de l'arrêté royal.

L'exécution des articles 6 à 11 relatifs à l'installation des échafaudages a donné lieu à des observations sur 46 chantiers de construction de bâtiments, où deux procès-verbaux ont été dressés du chef d'absence de garde-corps. Il y a eu condamnation dans un cas et acquittement dans l'autre.

Nous renvoyons à nos rapports antérieurs pour ce que nous avons dit des chantiers de montage de charpentes métalliques.

**Arrêté royal du 20 novembre 1906, prescrivant des mesures à observer dans les entreprises de chargement, de déchargement, de réparation et d'entretien de navires et bateaux.** — Nous avons visité 793 chantiers temporaires de travail établis aux lieux de chargement, de déchargement et de réparation de navires. Le tableau annexé à la fin de ce rapport indique le nombre mensuel des visites,

le personnel rencontré au travail, les infractions constatées et le nombre de poursuites exercées.

L'exécution des prescriptions de cet arrêté royal a été longuement exposée dans nos rapports antérieurs, et de nombreuses photographies ont montré dans quelle mesure satisfaisante les conditions matérielles du travail sont actuellement réalisées au port, pour ce qui concerne les prescriptions de sécurité imposées. Nous nous bornerons à rendre compte des principales infractions constatées.

Les infractions relevées à l'article 7, qui exige que les passerelles d'accès soient munies de garde-corps de hauteur convenable, ont donné lieu à 16 procès-verbaux sur les chantiers de chargement et de déchargement des navires au port d'Anvers, et à trois procès-verbaux sur les quais de chargement des bateaux des briqueteries de la région de Boom. Un procès-verbal a été dressé à la suite d'un accident mortel pour infraction à l'article 15, qui exige que les dispositions nécessaires soient prises en vue d'éviter la chute des charges manœuvrées par les appareils de levage.

A la suite d'un accident ayant entraîné la mort par asphyxie d'un ouvrier descendu dans la cale d'un navire contenant des gaz dégagés par des grains avariés en fermentation, un procès-verbal a été dressé du chef d'infraction à l'article 21, qui interdit de laisser pénétrer les travailleurs dans les cales avant de s'être assuré qu'il n'existe pas des gaz asphyxiants, délétères ou inflammables. Cette affaire est encore pendante devant le tribunal.

L'article 21, qui exige la protection des ouvertures d'écoutilles, après avoir donné lieu à de nombreuses poursuites au cours des années précédentes, est actuellement observé d'une manière très satisfaisante. Trois procès-verbaux seulement ont été dressés pour infraction à cet article; deux de ces poursuites ont été suivies de condamnation et la troisième d'un acquittement. L'une de ces infractions avait été relevée devant la résistance opposée à faire usage de garde-corps autour de l'ouverture d'écoutille sous prétexte qu'ils auraient empêché la descente de charges de rails de 12 mètres de longueur. Or la difficulté du chargement en présence des garde-corps ne résultait que du fait de la poulie de renvoi d'un mât de charge qui était placée à une hauteur trop faible au-dessus de l'ouverture d'écoutille pour permettre d'élever les charges au-dessus du garde-corps. Cependant, comme le texte formel de

l'article 21 fait dominer certaines difficultés par les conditions de sécurité du travail, c'est au patron arrimeur qu'il appartient de réaliser les modifications nécessaires à l'appareil de levage, ou d'exiger ces modifications de la part de l'armement du navire.

Bien que tous les appareils de levage (rencontrés) portent l'indication de la charge qui ne pourra être dépassée, conformément aux prescriptions de l'article 13, des ruptures de chaînes ou de câbles, provoquant des accidents graves, surviennent encore annuellement à la suite du soulèvement de colis ou de paquets de colis dont le poids, ignoré par les ouvriers, dépasse la charge-limite. Certaines compagnies d'assurances contre les accidents ont émis, à ce propos, le vœu de voir introduire dans la réglementation l'obligation de faire porter à tous les colis indistinctement l'indication de leur poids ; mais cette mesure qui, pour être efficace, devrait avoir une portée générale, serait pratiquement dépourvue de sanction pour ce qui concerne les marchandises d'origine étrangère déchargées à l'importation ou embarquées en transit. Il incombe donc au chef d'entreprise ou à son délégué, malgré les soins supplémentaires qui doivent en résulter, de régler la composition des charges en s'entourant de tous les renseignements que peuvent fournir, quant au poids, les indications déjà inscrites sur un grand nombre de colis, les lettres de voiture qui les accompagnent ou les connaissements qui sont remis à bord.

L'article 25, réglant le transport des équipes d'ouvriers à bord des navires se trouvant à l'ancre, en rade ou à la bouée dans les bassins, est exécuté d'une manière satisfaisante, depuis l'abandon des barques de rencontre pour cet usage et leur remplacement par de grandes barques à moteur, pontées, munies de garde-corps et de bouées de sauvetage.

L'exécution de l'article 27, qui prévoit l'immobilisation des véhicules dételés en stationnement, a donné lieu à un procès-verbal à la suite d'un accident mortel causé par le rabattement inopiné d'un timon qui n'avait pas été fixé dans sa position relevée.

La parfaite exécution de l'article 33, modifié par l'arrêté royal du 7 septembre 1910, relatif à l'emploi des lampes à feu nu, a eu pour conséquence, qu'à la différence des autres années, aucun accident ne nous a été déclaré du chef de brûlures graves occasionnées par l'usage des lampes.

## SECTION VII.

### Accidents du travail.

Au cours de l'année nous avons enregistré 17,124 déclarations d'accidents dont 74 ont entraîné la mort. 32 de ces accidents mortels sont survenus au cours du travail de chargement et de déchargement des navires au port d'Anvers.

Un tableau reporté à la fin de ce rapport donne le relevé mensuel des accidents survenus dans les entreprises industrielles et commerciales de notre district.

Conformément à l'article 24 de la loi, une enquête a été faite et un procès-verbal a été transmis au greffe de la justice de paix pour tous les accidents mortels, ainsi que pour les cas d'accidents contestés.

Les accidents mortels sont survenus dans les circonstances suivantes :

Deux maçons, un ardoisier et deux peintres sont morts à la suite de chutes du haut d'immeubles en construction.

Sept ouvriers ont été tués par des charges retombées à la suite de ruptures de chaînes ou de câbles d'appareils de levage. Deux ouvriers travaillant à fond de cale de navires ont été tués, l'un par des planches tombées du haut de l'ouverture d'écoutille, l'autre par une poulie détachée d'un mât de charge.

Deux ouvriers ont été écrasés dans des magasins sous l'éboulement de sacs de ciment et de sacs de phosphate.

Huit ouvriers se sont tués en tombant à fond de cale de navires en chargement ou en déchargement.

Six ouvriers camionneurs ou voituriers ont été écrasés sous des véhicules dans des conditions diverses; un autre a été frappé mortellement par le timon d'un chariot, et un dernier a succombé à la suite d'une ruade de cheval.

Les accidents mortels dus à des chutes dans l'eau sont survenus dans les conditions suivantes : un ouvrier occupé à déplacer une grue hydraulique a trébuché sur le câble d'amarrage d'un navire et est tombé dans l'eau. Un ouvrier ajusteur s'est noyé en se rendant en barquette à bord d'un navire à la bouée. Un ouvrier

débardeur est tombé dans l'eau en quittant un navire à la fin de la journée de travail. Un maçon, chargé de restaurer une pile de pont a été entraîné dans l'eau avec son échafaudage suspendu dont un lien s'était détaché. Deux ouvriers travaillant, l'un à bord d'un remorqueur, l'autre à bord d'un dragueur, sont tombés dans le fleuve. Enfin un conducteur de chevaux de halage a été entraîné dans l'eau avec son attelage.

La manœuvre de wagons de chemin de fer sur les voies de quai ou de raccordement d'usines, ainsi que celle de wagonnets sur les chantiers de terrassement a causé la mort de quatre ouvriers. L'un a traversé la voie au moment du refoulement d'une rame de wagons et a été écrasé sous les roues; un autre s'étant d'abord garé au passage d'un wagon, a voulu au dernier moment ramasser un outil sur la voie et a été frappé à la tête; un troisième a été pris entre les buttoirs de deux wagons, et le dernier, descendu de sa machine pour modifier un aiguillage, a trébuché et a été rejoint par la locomotive qui l'a écrasé.

Dans une fabrique de produits chimiques, une turbine d'essorage de cristaux d'alun de chrome s'est brisée en pleine vitesse et un ouvrier a été tué par la projection des débris.

Les chutes d'échelles et les chutes à travers les ouvertures dans les planchers ont causé la mort de trois ouvriers dans une usine de production d'énergie électrique, dans une fabrique de linoleum et dans un atelier de broyage de minerais.

Trois ouvriers sont morts par asphyxie : le premier, ouvrier débardeur, travaillant à fond de cale au déchargement de grains avariés ayant donné lieu à un dégagement de gaz toxiques, et les deux autres, qui étaient de garde pendant la nuit à bord d'un dragueur amarré le long d'un canal, se sont endormis dans un petit réduit à côté d'un poêle dont le tirage défectueux a provoqué le dégagement d'oxyde de carbone.

Au cours de la démolition d'un immeuble incendié, un pan de mur s'est écroulé sur un atelier de cartonnage voisin, et deux jeunes filles qui y travaillaient ont été tuées sur le coup.

L'emploi des ascenseurs a donné lieu à cinq accidents mortels. Un ouvrier a été tué à la suite de la rupture du câble de l'ascenseur dans une fabrique de papier. Un ouvrier a eu la tête prise entre le plateau de l'appareil de levage et la barre du garde-corps dans une raffinerie de sucre. Dans une fonderie, un ouvrier a ouvert la porte

de la cage de l'ascenseur sans observer que le plateau de l'appareil n'avait pas été remonté au niveau de l'étage; il a poussé son wagonnet dans le vide et a été entraîné dans la chute. Dans un atelier de broyage d'épices, un jeune ouvrier voulant monter à l'étage supérieur a mis l'ascenseur en marche et a voulu sauter sur le plateau sans provoquer l'arrêt au niveau de son étage, il a manqué le pied et a été écrasé entre l'appareil et la paroi de la cage. Enfin, dans une fabrique de stéarine, un ouvrier a voulu quitter l'ascenseur avant l'arrêt et a été écrasé entre le tablier et le guidonnage de l'appareil.

Un ouvrier asphalteur travaillant au rez-de-chaussée d'un immeuble en construction a reçu sur la tête un madrier tombé de l'étage supérieur.

Un ouvrier préposé à la manœuvre des grues disposées sur les galeries extérieures d'un entrepôt a voulu passer d'une galerie sur une toiture voisine en enjambant le garde-corps et est tombé de la hauteur du troisième étage.

Un ouvrier maçon travaillant dans un immeuble en construction a été foudroyé au cours d'un orage.

Deux ouvriers ont été tués dans un chantier de construction de navires, le premier en tombant du haut d'un échafaudage, et le second en recevant sur la tête la partie supérieure d'un mât de carénage qui s'est brisé.

Deux ouvriers ont succombé à la suite de brûlures occasionnées par des chutes dans des réservoirs de liquides chauds dans une brasserie et dans une fabrique de produits chimiques.

Un ouvrier brasseur a fait une chute mortelle sur les escaliers, et un ouvrier débardeur s'est fracturé le crâne en tombant d'un chariot placé à quai près d'un bateau en déchargement.

Un ouvrier agricole a eu la main blessée dans les engrenages d'une machine à battre le blé et il a succombé au tétanos.

Trois ouvriers débardeurs sont morts : le premier atteint du charbon en déchargeant des peaux salées, et les deux autres à la suite de complications de blessures peu graves.

Trois ouvriers du chemin de fer de l'État ont été tués dans des circonstances diverses au cours de leur service.

Il a été, en outre, procédé à des enquêtes à la suite de six déclarations d'accident faites par les victimes ou les ayants droit, conformément à l'article 24 de la loi, ainsi qu'à la suite de cinq accidents

PLANCHE I.

Echafaudage protégé.
Restauration de l'église Saint-Charles-Borromée, à Anvers.

PLANCHE II.

Echafaudage protégé.
Restauration de la tour de l'église Saint-Charles-Borromée, à Anvers.





UNIV. OF MICH.

PLANCHE III.

**Embarcations à moteur, servant au transport des ouvriers à bord des navires.**

PLANCHE IV.

**Elévateurs flottants pneumatiques à grains.**

UNIV. OF MICH.

PLANCHE V.



Entassement méthodique de sacs.

PLANCHE VI.

Passerelle d'accès inclinée.

UNIV. OF MICH.

Plancher pour le déchargement des bois par traînage.

U. M. IV. OF MICH.

auxquels le patron avait contesté l'application de la loi à raison de circonstances de fait ou de la qualité de la victime.

Treize cas d'accidents ont entraîné notre enquête dans le but de rechercher si leurs causes n'étaient pas liées à des infractions aux lois ou règlements sur la police du travail.

## SECTION VIII.

### Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes.

**Demandes en autorisation.** — La Députation permanente nous a transmis, pour avis et propositions, 195 dossiers relatifs à des demandes en autorisation d'établissements correspondant à 430 industries, installations ou dépôts, classés sous 79 rubriques distinctes de la liste des établissements classés :

| | |
|---|---|
| Teinturerie en général | 1 |
| Teinturiers dégraisseurs (ateliers de) | 2 |
| Savons (fabrication des) | 1 |
| Moulins à farine | 3 |
| Boulangeries et pâtisseries | 2 |
| Beurre (locaux où l'on manipule au moins 1,000 litres de lait par jour, pour produire du) | 3 |
| Glace artificielle (fabrication de la) | 3 |
| Tabac (manufacture de) | 1 |
| Projections lumineuses (emploi des appareils servant à produire des) | 13 |
| Théâtres, cirques, rinkings, vélodromes et salles de spectacles en général | 6 |
| Gaz (moteurs à gaz) | 15 |
| Gaz de gazogène à l'eau ou gaz pauvre (production du) en procédant par aspiration | 15 |
| Electricité. Dynamos génératrices | 51 |
| Electricité. Dynamos réceptrices | 66 |
| Electricité. Transformateurs électriques | 28 |
| Electricité. Installations d'accumulateurs électriques | 4 |
| Acétylène non comprimé (production d') | 5 |
| Carbure de calcium (dépôts de) | 5 |
| Gazomètre renfermant un gaz combustible | 1 |

| | |
|---|---|
| Buanderie (des blanchisseurs de profession ou en grand) | 1 |
| Matières minérales et végétales (dépôts, manipulation etc.) | 6 |
| Automobiles (garages d') | 3 |
| Matières inflammables (dépôts de) | 27 |
| Matières combustibles (dépôts de) | 3 |
| Foin (magasin de) pour la vente | 2 |
| Pailles (magasins de) | 2 |
| Chiffons (magasins de) de plus de 50 kilogrammes | 3 |
| Goudron (dépôts de) | 2 |
| Cuirs et peaux (dépôt de) secs ou salés, etc. | 1 |
| Cuirs verts et peaux fraîches (dépôts de) | 2 |
| Os (magasins d') de plus de 25 kilogrammes | 2 |
| Graisses (fonte en grand des) | 2 |
| Vernis, couleurs ou enduits quelconques (application à chaud, etc.) | 3 |
| Tannerie | 1 |
| Métaux (travail en grand des) | 9 |
| Machines et mécaniques (ateliers pour la fabrication des) | 8 |
| Forges de maréchaux-ferrants et de serruriers | 13 |
| Fonderies de cuivre, de plomb, etc. | 5 |
| Fonderies de fer | 4 |
| Ferblantiers (atelier de) | 1 |
| Bois (scieries de) en grand | 3 |
| Bois (dépôts de) ouvrés ou non ouvrés | 6 |
| Menuiseries (ateliers de) | 7 |
| Briqueteries permanentes | 2 |
| Taille et sculpture de pierres (atelier de) | 1 |
| Broyeurs à mortier | 3 |
| Moulins à broyer les bois de teintures, etc. | 5 |
| Moteurs, procédés de travail ou machines pouvant occasionner un choc ou un bruit nuisible ou incommode | 32 |
| Graisses d'os et graisses pour mécaniques (fabrication et dépôts des) | 2 |
| Huiles fixes (dépôts d') | 4 |
| Huiles minérales lourdes destinées à la fabrication du gaz (dépôt d') | 1 |

| | |
|---|---|
| Huiles minérales lourdes pour le graissage (dépôts ou magasins de plus de 250 litres d'). . . . . | 5 |
| Malt (préparation du) . . . . . | 1 |
| Sulfure et sulfhydrate de sodium (fabrication des) . | 1 |
| Moteurs à gaz carburé . . . . . | 3 |
| Chaudières (fabriques de) . . . . . | 2 |
| Chromates (fabrication des) et des couleurs qui en renferment . . . . . | 1 |
| Pétrole. Essences de gazolines, etc. (moteurs à) . . | 2 |
| Matières filamenteuses (préparations et opérations accessoires, etc.) . . . . . | 1 |
| Matières filamenteuses (dépôt de déchets de) . . . | 1 |
| Graines (nettoyage en grand des). . . . . | 1 |
| Pailles (préparation des) par des agents chimiques . | 1 |
| Peaux et poils (travail des) . . . . . | 1 |
| Débris d'animaux (dépôt de) . . . . . | 1 |
| Graisses (dépôts de). . . . . | 2 |
| Guano (dépôt en grand de) . . . . . | 1 |
| Pulpes de betteraves (dépôt en grand pour la vente des) . . . . . | 1 |
| Bitumes, asphaltes, brais, etc. (dépôt de) . . . . | 1 |
| Vernis (dépôt de plus de 4 hectolitres de) . . . . | 1 |
| Écurie établie dans les parties non rurales des communes, etc. . . . . | 1 |
| Zingage du fer et de la fonte . . . . . | 1 |
| Caoutchouc (fabrique où l'on vulcanise le) par le procédé dit en vase clos. . . . . | 1 |
| Chaux (magasins de). . . . . | 3 |
| Liqueurs spiritueuses (fabrication des) par la distillation . . . . . | 1 |
| Four à coke . . . . . | 1 |
| Goudron (fabrication du) . . . . . | 1 |
| Huiles de goudron (distillation des). . . . . | 1 |
| Sulfate d'ammoniaque (fabrication du) au moyen des eaux de condensation du gaz éclairant . . . . | 1 |
| Fromages (local où l'on manipule au moins 500 litres de lait par jour pour faire du) . . . . . | 1 |
| Total. . . | 430 |

Nous avons eu à examiner 8 requêtes en appel introduites auprès de la Députation permanente contre le refus d'autorisation ou contre les conditions d'exploitation imposées pour des établissements de seconde classe.

Un procès-verbal a été dressé du chef d'exploitation non autorisée d'une installation pour le séchage de grains avariés. Cette affaire, suivie d'acquittement en 1re instance, est actuellement pendante devant la Cour d'appel.

Conformément à l'arrêté royal du 26 juin 1908, instituant un régime simplifié d'autorisation pour les établissements classés à exploiter temporairement, les autorités communales ont accordé 6 autorisations sur notre avis favorable. Elles concernaient des broyeurs à mortier et des installations électriques sur des chantiers temporaires de travaux publics.

L'exécution de l'arrêté royal du 13 janvier 1908, réglementant les cinématographes, a été assurée dans une trentaine d'établissements inspectés au cours de l'année. Les principales observations présentées concernaient l'installation défectueuse de la cabine. Quelques cinématographes non autorisés existent encore dans des communes rurales, où il arrive que l'exploitant excipe d'une autorisation verbale donnée par le bourgmestre. Notre intervention a suffi dans chaque cas pour mettre fin à ces irrégularités.

Nous avons été saisis d'une requête en appel, introduite auprès de la Députation permanente, contre un arrêté communal interdisant l'admission des enfants âgés de moins de cinq ans dans les salles de spectacles cinématographiques. Nous avons estimé que cet arrêté invoquait irrégulièrement l'arrêté royal du 29 janvier 1863, qui subordonne l'exploitation d'un établissement classé aux conditions jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité et de la commodité publiques. En effet, comme les prescriptions de cet arrêté royal comportent des sanctions pénales, il y a lieu de les interpréter dans un sens plutôt restrictif, et dès lors, on ne peut admettre que la présence des enfants constitue par elle-même un danger résultant de l'exploitation proprement dite de l'établissement. La présence des enfants en bas âge ne constitue, en réalité, un danger que pour eux-mêmes, et ce n'est donc pas aux exploitants qu'il y a lieu d'interdire la présence des enfants, mais plutôt aux parents ou à ceux qui en ont la charge, c'est-à-dire au public en général. Et si la mesure doit viser le public, elle ne peut plus

être prise en vertu de la réglementation relative aux établissements classés, mais bien en vertu des pouvoirs de police que l'autorité communale possède incontestablement en matière de lieux de réunion publique. D'autre part, l'autorité communale n'a pas le droit, soit par voie de règlement général, soit par voie de décisions particulières, de fixer un minimum d'âge pour l'accès dans les établissements classés; il y a là matière d'essence purement législative.

Les plaintes introduites contre les établissements industriels visent chaque année à peu près les mêmes nuisances. Les réclamations contre les eaux résiduaires d'usine ont donné lieu à des enquêtes, notamment dans une fabrique de fromages, dans une fabrique de papier, une tannerie et une fabrique de conserves de légumes. Ailleurs, nos visites ordinaires nous ont mis sur la trace de déversements clandestins d'eaux nocives, auxquels nous nous sommes opposés. Nos rapports antérieurs se sont étendus à plusieurs reprises sur la question de la pollution des cours d'eau par les eaux résiduaires d'usine, et nous ne pouvons que regretter l'absence d'une réglementation générale, comme nous l'avons préconisé depuis plusieurs années déjà, sur une matière qui intéresse au plus haut point l'hygiène publique, et dont la compétence est dispersée sans unité de vue entre plusieurs Départements ministériels, les autorités provinciales et communales. Il faut bien reconnaître que les seules règles administratives qui sont actuellement imposées à cet égard par les Députations permanentes sont dépourvues de tout principe directeur. D'abord, ces règles diffèrent souvent d'un arrêté d'octroi à l'autre, et par là même, elles semblent revêtir un caractère arbitraire aux yeux des industriels qui exercent la même industrie; et ensuite, se bornant généralement à prohiber d'une façon absolue l'abandon des eaux résiduaires au régime des eaux extérieures, elles ne tiennent aucun compte de certaines nécessités inéluctables de l'industrie, qui est fatalement amenée soit à les violer, soit à les tourner. Dans certains cas, les mesures imposées revêtent même le caractère de mesures d'exception, comme par exemple lorsqu'elles visent une usine qui doit se débarrasser de quantités considérables d'eaux très peu souillées dans un cours d'eau déjà pollué à outrance par les déversements provenant d'agglomérations qui pratiquent le système du tout à l'égout. Et, d'ailleurs, les règles imposées par les arrêtés d'octroi n'étant ni les mêmes ni aussi strictes d'une province à l'autre,

elles font peser des charges inégales sur les usiniers riverains d'un même cours d'eau, et il est bien difficile de faire respecter, en aval, des eaux qui arrivent déjà souillées de l'amont. Est-ce à dire, cependant, que pour améliorer la situation actuelle au point de vue de l'hygiène publique, des nuisances de voisinage et des conflits continuels entre l'industrie et la pêche fluviale, une réglementation générale doive nécessairement proclamer l'interdiction absolue des déversements nocifs dans les cours d'eau? Evidemment non; pour un grand nombre d'industries, il est économiquement impossible d'épurer d'une manière complète des eaux résiduaires qui doivent fatalement suivre leur pente vers la rivière. Aussi, la réglementation ne devrait intervenir que pour interdire leur déversement à la dose massive, et imposer que l'effluent d'usine soit amené à un état de dilution du produit nocif tel, qu'à son arrivée en rivière, il ne nuise plus à la faune et à la flore aquatique. En d'autres termes, la réglementation devra s'inspirer du principe de la « dosa maxima tolérable », mis d'abord en lumière, en France, par M. de Drouin de Bouville dans ses études sur l'assainissement des rivières (1), et développé plus tard sous la dénomination de la « dilution limite » dans les travaux de M. Léger, sur l'action nocive des produits de déversements industriels chimiques dans les eaux douces (2).

Cette année comme les précédentes nous a apporté son contingent de réclamations contre les bruits et les trépidations provoqués dans les immeubles voisins par l'appareillage mécanique de certains établissements industriels. Notre intervention a eu généralement pour résultat de réduire les incommodités dans une limite ne dépassant plus les charges ordinaires de voisinage.

Sans entrer comme précédemment dans l'énumération des établissements visés et des mesures réalisées dans chaque cas particulier, mentionnons cependant les applications intéressantes qui ont été faites des supports antivibrateurs pour les machines animées de grande vitesse et pour les paliers d'arbres de transmission de mouvement. Les photographies reproduites dans ce rapport mon-

---

(1) DE DROUIN DE BOUVILLE. *Bulletin de la Société centrale d'Agriculture et de Pêche*, 1906, p. 171.

(2) *Annales de l'Université de Grenoble*, 1912, t. XXIV, n° 1, p. 41.

trent quelques applications réalisées dans des établissements de notre district.

Les plaintes visant les odeurs désagréables et les gaz nuisibles dégagés par certains établissements ont été peu nombreuses au cours de cette année. Nous avons eu à intervenir dans deux fabriques d'acide sulfurique : dans la première, le tirage insuffisant des fours devait être attribué à une obstruction des carnaux de la cheminée par des poussières, et dans la seconde, un dérangement accidentel était survenu dans le fonctionnement d'une batterie de fours rotatifs de grillage.

Divers arrêtés de la Députation permanente, pris à la suite de nos propositions, visaient une usine pour la fabrication d'acides gras d'huiles de poissons. Les prescriptions imposées par ces arrêtés ont eu pour résultat de faire disparaître les odeurs infectes qui étaient continuellement dégagées dans un rayon très étendu. A la suite d'une plainte visant une fabrique de superphosphates, nous avons exigé certaines modifications dans les dispositifs destinés au lavage des gaz mis en liberté pendant le fonctionnement des malaxeurs. Une plainte du voisinage a visé les émanations de chlore et d'ammoniaque dégagées par un atelier pour le travail en grand des cheveux. Les établissements de ce genre n'étant pas classés jusqu'ici, leur exploitation n'est pas subordonnée à une autorisation administrative pouvant éventuellement imposer des conditions de nature à éviter les incommodités signalées. Notre intervention a néanmoins abouti à ce que les gaz dégagés soient refoulés par un ventilateur dans une chambre de lavage.

Un industriel s'est plaint de ce que l'autorité communale avait refusé de recevoir une nouvelle demande en autorisation, sous prétexte que la demande visait la même industrie dont l'exploitation, au même endroit, avait déjà été refusée par un arrêté de la Députation permanente, confirmé par un arrêté royal. Nous avons émis l'avis qu'une décision de l'autorité communale, qui aboutit à soustraire à l'autorité compétente une demande en autorisation d'établissement de 1re classe, est irrégulière, attendu qu'aucun article de l'arrêté royal du 29 janvier 1863 ne proclame que les décisions, même définitives, en matière d'établissements classés seraient irrévocables.

D'ailleurs, les décisions de l'autorité compétente, ayant à un moment donné pris en considération les circonstances de fait

résultant des conditions de l'exploitation projetée et les circonstances de lieu résultant des conditions de voisinage, n'engagent nullement l'avenir qui peut modifier ces mêmes circonstances. Une nouvelle demande en autorisation devait donc être soumise aux formalités prescrites par l'arrêté royal du 29 janvier 1863 et transmise à la Députation permanente qui apprécie, éventuellement, si les faits nouveaux relevés par la demande et par l'enquête de commodo et incommodo ne donnent pas ouverture à une nouvelle décision.

On nous a signalé à diverses reprises les dangers présentés par certaines installations mécaniques utilisées dans les foires. Des manèges sont actionnés par machines à vapeur locomobiles, et l'éclairage de certaines salles de spectacle foraines est souvent réalisé par une machine dynamo actionnée par un moteur à gaz. L'usage d'un groupe électrogène y est subordonné à une autorisation administrative conformément à l'arrêté royal du 26 juin 1908, prescrivant un régime simplifié d'autorisation, et à ce titre ces installations sont évidemment soumises à notre surveillance; mais, en réalité, elles fonctionnent le plus souvent sans autorisation, ou bien, les autorisations octroyées ne nous sont pas signifiées par les autorités communales. Le principal danger qu'offre l'usage de ces appareils pour le public résulte de ce qu'ils sont généralement confiés à des chauffeurs ou à des conducteurs trop jeunes ou inexpérimentés, parce qu'aucune disposition légale ne vise jusqu'ici l'âge ou les capacités professionnelles du chauffeur-machiniste dans l'industrie.

Au cours de nos inspections, nous avons visité 49 établissements exploités soit sans autorisation, soit autorisés, mais faisant néanmoins usage d'appareils ou d'installations subordonnés à une autorisation complémentaire. Des observations ont été faites dans 12 établissements qui ne se conformaient pas aux clauses de leur arrêté d'octroi.

## SECTION IX.

### Carrières à ciel ouvert.

Les prescriptions de l'arrêté royal du 16 janvier 1899, concernant la police et la surveillance des carrières à ciel ouvert, sont obser-

vées d'une manière satisfaisante dans les grandes carrières de sable blanc exploitées à niveau plein dans la Campine et dans les argilières annexées aux briqueteries industrielles de notre district. L'emploi des excavateurs mécaniques dans les argilières de briqueteries s'est encore étendu au cours de la dernière campagne, surtout à la faveur du réseau de distribution d'énergie électrique qui a été établi dans les communes de la région briquetière. Comme l'énergie électrique est généralement utilisée dans l'appareillage mécanique des excavateurs sous une tension de 500 volts, notre attention s'est portée sur l'isolement des conducteurs avec lesquels les ouvriers pourraient entrer accidentellement en contact.

## SECTION X.

### Divers.

Conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 24 juin 1899, notre service a procédé aux épreuves de 859 récipients destinés à contenir de l'oxygène et de l'acétylène dissous. Trois récipients ont été rebutés pour cause de défaut d'étanchéité ou de déformation permanente. Un tube a éclaté sous la pression de 250 atmosphères, projetant violemment le collet fixé à la base et présentant, sur une longueur d'environ 50 centimètres, une déchirure dont les lèvres partiellement oxydées indiquaient un défaut dans le métal.

PERSONNEL DES ÉTABLIS

TABLEAU I ARRONDISSEMENT

| DESIGNATION DES GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| Industries des carrières | 1 | 397 | — | 15 |
| — des métaux | 303 | 7833 | 30 | 534 |
| — céramiques | 154 | 5566 | 362 | 442 |
| — verrières | 2 | 323 | 33 | 45 |
| — chimiques | 51 | 2235 | — | 7 |
| — alimentaires | 321 | 6181 | 13 | 257 |
| — textiles | 8 | 875 | — | 22 |
| — du vêtement | 77 | 1566 | 1 | 14 |
| — de la construction | 250 | 3816 | — | 26 |
| — du bois et de l'ameublement | 295 | 3782 | 17 | 155 |
| — des peaux et cuirs | 7 | 92 | 3 | 6 |
| — du tabac | 40 | 1748 | 18 | 55 |
| — du papier | 7 | 1016 | 2 | 28 |
| — du livre | 73 | 1165 | 11 | 84 |
| — d'art et de précision | 268 | 7682 | 60 | 637 |
| — spéciales | 65 | 2267 | 6 | 83 |
| — des transports | 793 | 35344 | 16 | 14 |
| Totaux | 2715 | 81888 | 572 | 2424 |

SEMENTS VISITÉS.

D'ANVERS.

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| — | — | — | — | 8 | — | 8 | — | — | — |
| — | 7 | 69 | 17 | 15 | — | 15 | — | — | — |
| 450 | 361 | 405 | 583 | 27 | — | 27 | — | — | — |
| 9 | 6 | 21 | 13 | — | — | — | — | — | — |
| — | 89 | 238 | 105 | 153 | — | 153 | — | — | — |
| 70 | 308 | 655 | 352 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 111 | 421 | 250 | — | 50 | — | — | 200 |
| 6 | 87 | 592 | 415 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | 3 | 8 | 5 | — | — | — | — | — | — |
| 4 | 4 | 2 | 1 | — | — | — | — | — | — |
| 25 | 114 | 353 | 284 | — | — | — | — | — | — |
| 8 | 11 | 118 | 64 | — | — | — | — | — | — |
| 10 | 37 | 88 | 63 | — | — | — | — | — | — |
| 2 | 93 | 331 | 224 | — | — | — | — | — | — |
| 17 | 68 | 504 | 137 | — | — | — | — | — | — |
| 17 | 23 | 13 | 167 | — | — | — | — | — | — |
| 618 | 1211 | 3508 | 2851 | 453 | — | 253 | — | — | 200 |

## PERSONNEL DES ÉTABLIS

ARRONDISSEMENT

| DESIGNATION DES GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| Industries des métaux | 173 | 2429 | 4 | 210 |
| — céramiques | 17 | 543 | 21 | 75 |
| — chimiques | 13 | 677 | — | — |
| — alimentaires | 162 | 1510 | — | 17 |
| — textiles | 14 | 864 | 11 | 20 |
| — du vêtement | 21 | 188 | — | — |
| — de la construction | 86 | 1242 | — | 10 |
| — du bois et de l'ameublement | 339 | 3475 | 3 | 112 |
| — des peaux et cuirs | 17 | 266 | 1 | 11 |
| — du tabac | 7 | 100 | 4 | 5 |
| — du papier | 1 | 320 | — | — |
| — du livre | 20 | 196 | — | 7 |
| — d'art et de précision | 39 | 576 | 18 | 74 |
| — spéciales | 72 | 746 | 15 | 58 |
| Totaux | 981 | 13132 | 77 | 599 |

SEMENTS VISITÉS.

DE MALINES.

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| — | — | 174 | 43 | 80 | — | 80 | — | — | — |
| 9 | 38 | 24 | 17 | 3 | — | 3 | — | — | — |
| — | — | 3 | 1 | 110 | — | 110 | — | — | .. |
| — | 75 | 174 | 116 | — | — | — | — | — | — |
| 15 | 72 | 306 | 139 | — | — | — | — | — | — |
| 7 | 26 | 77 | 53 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | .. | — | — | — |
| 3 | 14 | 38 | 19 | — | — | — | — | — | — |
| 2 | 20 | 22 | 32 | — | — | — | — | — | — |
| — | 11 | 25 | 4 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 100 | 30 | 120 | — | 120 | — | — | — |
| — | 1 | 20 | 5 | — | — | — | — | — | — |
| 2 | 14 | 13 | 1 | — | — | — | — | — | — |
| 4 | 20 | 63 | 12 | 4 | — | 5 | — | — | — |
| 42 | 291 | 1049 | 472 | 318 | — | 318 | — | — | — |

## PERSONNEL DES ÉTABLIS

ARRONDISSEMENT

| DESIGNATION DES GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| Industries des carrières. . . . . | 5 | 685 | — | — |
| — des métaux . . . . . | 8 | 515 | — | 13 |
| — céramiques . . . . . | 29 | 1240 | -- | 119 |
| — chimiques. . . . . | 8 | 211 | — | — |
| — alimentaires . . . . . | 15 | 938 | — | 5 |
| — textiles. . . . . | 12 | 946 | — | 38 |
| — du vêtement . . . . . | 1 | 15 | — | 1 |
| — de la construction . . . . . | 1 | 5 | — | — |
| — du bois et de l'ameublement . . | 9 | 145 | — | 7 |
| — des peaux et cuirs . . . . . | 4 | 43 | — | 4 |
| — du tabac . . . . . | 19 | 817 | 7 | 57 |
| — du papier. . . . . | 5 | 1186 | — | 180 |
| — du livre . . . . . | 4 | 473 | — | 59 |
| — d'art et de précision . . . . . | 14 | 1049 | 20 | 167 |
| — spéciales . . . . . | 1 | 4 | — | — |
| Totaux. . . | 135 | 7472 | 17 | 650 |

SEMENTS VISITÉS.

DE TURNHOUT.

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans, | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| — | — | — | — | 135 | — | 135 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | 28 | — | 28 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 4 | 9 | 18 | 8 | 9 | — | 9 | — | — | — |
| — | 57 | 278 | 61 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 9 | 6 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 15 | 3 | — | — | — | — | — | — |
| 4 | 27 | 88 | 26 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | 25 | 74 | 10 | — | — | — | — | — | — |
| — | 8 | 70 | 16 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 8 | 126 | 552 | 130 | 172 | — | 172 | — | — | — |

RÉCAPITU

PROVINCE D'ANVERS. — PERSONNEL

| DESIGNATION DES GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établisse-ments. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| Industries des carrières. . . . . | 6 | 1062 | — | 15 |
| — des métaux . . . . . | 484 | 10777 | 34 | 636 |
| — céramiques . . . . . | 200 | 7349 | 383 | 636 |
| — verrières . . . . . | 2 | 323 | 33 | 45 |
| — chimiques. . . . . | 72 | 3123 | — | 7 |
| — alimentaires . . . . . | 498 | 7829 | 13 | 279 |
| — textiles. . . . . | 34 | 2685 | 11 | 80 |
| — du vêtement . . . . . | 99 | 1769 | 1 | 15 |
| — de la construction . . . . . | 337 | 5063 | — | 36 |
| — du bois et de l'ameublement . . | 643 | 7402 | 20 | 274 |
| — des peaux et cuirs . . . . . | 28 | 401 | 4 | 21 |
| — du tabac . . . . . | 66 | 2665 | 29 | 117 |
| — du papier. . . . . | 13 | 2522 | 2 | 208 |
| — du livre . . . . . | 97 | 1834 | 11 | 150 |
| — d'art et de précision . . . . . | 321 | 9307 | 88 | 878 |
| — spéciales . . . . . | 138 | 3017 | 21 | 141 |
| — des transports . . . . . | 793 | 35344 | 16 | 14 |
| Totaux. . . | 3831 | 102492 | 666 | 3673 |

LATION.

DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| — | — | — | — | 143 | — | 143 | — | — | — |
| — | 7 | 243 | 60 | 95 | — | 95 | — | — | — |
| 459 | 399 | 429 | 600 | 58 | — | 58 | — | — | — |
| 9 | 6 | 21 | 13 | — | — | — | — | — | — |
| — | 89 | 241 | 106 | 272 | — | 272 | — | — | — |
| 74 | 392 | 847 | 476 | — | — | — | — | — | — |
| 15 | 129 | 695 | 621 | 250 | — | 50 | — | — | 200 |
| 13 | 113 | 678 | 474 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 3 | 17 | 46 | 24 | — | — | — | — | — | — |
| 6 | 24 | 39 | 36 | — | — | — | — | — | — |
| 29 | 152 | 476 | 314 | — | — | — | — | — | — |
| 8 | 11 | 218 | 94 | 120 | — | 120 | — | — | — |
| 10 | 63 | 182 | 78 | — | — | — | — | — | — |
| 4 | 115 | 414 | 241 | — | — | — | — | — | — |
| 21 | 88 | 567 | 149 | 5 | — | 5 | — | — | — |
| 17 | 23 | 13 | 167 | — | — | — | — | — | — |
| 668 | 1628 | 5109 | 3453 | 943 | — | 743 | — | — | 200 |

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES A LA LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889

ARRONDISSEMENT ADMI

TABLEAU II

| Industries de diverses catégories. | LOI DU 13 DECEMBRE 1889. | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Art. 2. | Art. 4. | Art. 6. | Art. 10. | Art. 11. |
| Industries d'art. . . . . | 2 | — | — | 48 | 52 |
| Industries des tabacs et cigares . . . . . | — | — | — | 5 | 6 |
| Industries du mobilier et industries accessoires du bâtiment. . . . . | 1 | — | — | 27 | 17 |
| Industries du bâtiment . . . . . | — | — | — | 7 | 5 |
| Industries accessoires du vêtement (2e cat.). | — | — | — | 16 | 15 |
| Industr. de la petite construction mécanique. | — | — | — | 23 | 26 |
| Briqueteries et tuileries (à la main) et autres exploitations similaires . . . . . | 14 | — | — | 33 | 5 |
| Industrie de la chocolaterie et de la confiserie . . . . . | — | — | — | 1 | 1 |
| Industries non visées par les arrêtés précédents . . . . . | 1 | — | — | 13 | 10 |
| Totaux. . . | 18 | — | — | 176 | 137 |

ARRONDISSEMENT ADMI

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Filature et tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute . . . . . | — | — | — | 2 | 1 |
| Industries d'art. . . . . | — | — | — | 4 | 3 |
| Industries du mobilier et industries accessoires du bâtiment. . . . . | — | — | — | 25 | 20 |

AINSI QU'AUX ARRÊTÉS PRIS EN EXÉCUTION DE CETTE LOI.

NISTRATIF D'ANVERS.

| ARRETES ROYAUX. | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non-affichage du tableau des heures de travail et de repos. | Infractions à l'arrêté royal du 19 février 1896 | |
| | | | Article. | Nature de l'établissement. |
| 4 | 1 | 32 | | |
| 3 | — | 4 | | |
| 4 | — | 14 | 6 | 10. Travail mécanique du bois. |
| 5 | — | 2 | | |
| 2 | 1 | 8 | | |
| 4 | 1 | 4 | | |
| 3 | 4 | 3 | | |
| — | — | — | | |
| 1 | — | 3 | 3 | Dépôt de matières inflammables. |
| 26 | 7 | 70 | | |

ISTRATIF DE MALINES.

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| — | — | — | | |
| 1 | — | 2 | | |
| 2 | — | 12 | 6 | 8. Travail mécanique du bois. |

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES A LA LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889

ARRONDISSEMENT ADMI

| Industries de diverses catégories. | LOI DU 13 DECEMBRE 1889. | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Art. 2. | Art. 4. | Art. 6. | Art. 10. | Art. 11. |
| Fabrication de la poterie et de la faïence . | 1 | — | — | — | — |
| Industries du bâtiment . . . . . | — | — | — | 2 | 2 |
| Industries accessoires du vêtement (2e cat.). | — | — | — | 5 | 5 |
| Briqueteries et tuileries (à la main) et autres exploitations similaires . . . . . | — | — | — | 1 | 1 |
| Industr. de la petite construction mécanique. | — | — | — | 12 | 11 |
| Industries non visées par les arrêtés précédents . . . . . | — | — | 1 | 14 | 8 |
| Totaux. . . | 1 | — | 1 | 65 | 51 |

ARRONDISSEMENT ADMI

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Industries d'art. . . . . | — | — | — | 2. | 2 |
| Industries des tabacs et cigares . . . . . | — | — | — | — | — |
| Industries du mobilier et industries accessoires du bâtiment . . . . . | — | — | — | 3 | 1 |
| Industries accessoires du vêtement (2e cat.). | — | — | — | — | 1 |
| Totaux. . | — | — | — | 5 | 4 |

AINSI QU'AUX ARRÊTÉS PRIS EN EXÉCUTION DE CETTE LOI.

NISTRATIF DE MALINES (*suite*).

| ARRETES ROYAUX. | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non-affichage du tableau des heures de travail et de repos. | Infractions à l'arrêté royal du 19 février 1896. | |
| | | | Article. | Natu re de l'établissement. |
| 1 | — | — | | |
| 1 | — | 1 | | |
| — | — | 3 | | |
| — | — | — | | |
| 1 | — | 6 | | |
| 1 | — | — | 2 | Dépôt de matières inflammables. |
| 7 | — | 26 | | |

NISTRATIF DE TURNHOUT.

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 1 | — | 1 | | |
| 1 | — | — | | |
| — | — | 1 | 6 | Travail mécanique du bois. |
| — | — | — | 6 | Atelier de dégraissage à l'aide de naphte. |
| 2 | — | 2 | | |

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES A LA LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889

RÉCAPITULATION POUR LA

| Industries de diverses catégories. | LOI DU 13 DECEMBRE 1889. | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Art. 2. | Art. 4. | Art. 6. | Art. 10. | Art. 11. |
| Filature et tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute | 2 | — | — | 2 | 1 |
| Industries d'art | — | — | — | 54 | 57 |
| Industries des tabacs et cigares | 1 | — | — | 5 | 6 |
| Industries du mobilier et industries accessoires du bâtiment | 1 | — | — | 55 | 38 |
| Fabrication de la poterie et de la faïence | — | — | — | — | — |
| Industries du bâtiment | — | — | — | 9 | 7 |
| Industries accessoires du vêtement (2e cat.) | - | - - | — | 21 | 21 |
| Industr. de la petite construction mécanique | — | — | — | 35 | 37 |
| Briqueteries et tuileries (à la main) et autres exploitations similaires | 14 | — | — | 34 | 6 |
| Industrie de la chocolaterie et de la confiserie | — | — | — | 1 | 1 |
| Industries non visées par les arrêtés précédents | 1 | — | 1 | 30 | 18 |
| Totaux. | 19 | — | 1 | 246 | 192 |

## AINSI QU'AUX ARRÊTÉS ROYAUX PRIS EN EXÉCUTION DE CETTE LOI.

PROVINCE D'ANVERS.

| ARRETES ROYAUX. | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non-affichage du tableau des heures de travail et de repos. | Infractions à l'arrêté royal du 19 février 1895. | |
| | | | Article. | Nature de l'établissement. |
| — | — | - | | |
| 6 | 1 | 35 | | |
| 4 | — | 4 | | |
| 6 | — | 28 | 6 | 14. Travail mécanique du bois. |
| 1 | — | — | | |
| 6 | — | 3 | | |
| 2 | 1 | 11 | 6 | Atelier de dégraissage à l'aide de naphte. |
| 5 | 1 | 10 | | |
| 3 | 4 | 3 | | |
| — | — | — | | |
| 2 | — | 4 | 2 | 2. Dépôt de matières inflammables. |
| 35 | 7 | 98 | | |

## LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU III

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Disposition légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Fabrique de caisses en bois . . | 21 février. | Emploi au travail d'un adolescent de moins de 16 ans dans un atelier où l'on manipule des outils dangereux . . . . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Travail mécanique du bois . . . | 28 mars. | Emploi au travail de trois adolescents de moins de 16 ans dans un atelier où l'on manipule des outils dangereux. | 26 fr. ou 8 jours. |
| Fabrique de cigares . . . . . | 16 avril. | Travail prolongé d'une personne protégée de moins de 14 ans . . . . . | 10 fr. ou 2 jours. |
| Menuiserie mécanique . . . . | 18 avril. | Emploi au travail de deux adolescents de moins de 16 ans dans un atelier où l'on manipule des outils dangereux. | 20 fr. ou 3 jours. |
| Manipulation de peaux . . . . | 23 avril. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Briqueterie . . . | 24 avril. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans . | Père de l'enfant; 5 fr. ou 1 jour. |
| Id. | 3 mai. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans . | Id. |
| Id. | 3 mai. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans . | 20 fr. ou 3 jours. |
| Chargement et déchargement de navires. . . . | 20 mai. | 1° Absence de sept carnets et de registre . . . . . | 7 fois 2 fr. ou 7 f. 1 jour. |
| | | 2° Non affichage de la loi . | |
| Id. | 20 mai. | 1° Absence de cinq carnets et de registre . . . . . | 5 fois 2 fr. ou 5 f. 1 jour. |
| | | 2° Non affichage de la loi . . | |
| Bronzage et nickelage de métaux. | 30 mai. | Travail prolongé de deux personnes protégées . . . . | 26 fr. ou 8 jours. |

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

(*Suite.*)

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Disposition légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Briqueterie . . | 14 juillet. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans . | Patron : 5 fr. ou 1 jour . Père : 2 fr. ou 1 j. |
| Id. | 23 juillet. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans | Père de l'enfant : 5 fr. ou 1 jour. |
| Id. | 30 septembre | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans . | Patron : acquitté ; c.-maitre : 20 fr. ; père : 2 francs. |
| Id. | 3 octobre. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans . | 24 francs. |
| Id. | 3 octobre. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans . | Le père de l'enfant : 2 francs. |

## TRAVAIL DE NUIT DES FEMMES.

### Loi du 10 août 1911.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU IV

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Disposition légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Briqueterie . . . | 11 avril. | Repos de nuit insuffisant pour huit femmes . . . . | -- |
| Id. | 5 mai. | Repos de nuit insuffisant pour cinq femmes . . . . | -- |
| Buanderie mécanique . . . . . | 1er juin. | Emploi de cinq femmes au travail de nuit . . . . . | 20 fr. ou 3 jours. |

## REPOS DU DIMANCHE.

### RÉSUMÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES.

TABLEAU V

| Groupes d'industries. | Contraventions au régime simple de la loi (art. 2). | | Contraventions au régime atténué (art. 4). | | Contraventions à l'article 9. | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Mises en demeure. | Procès-verbaux. | Mises en demeure. | Procès-verbaux. | Mises en demeure. | Procès-verbaux. |
| Bureaux de commerce . | 2 | 2 | — | — | — | — |
| Courtiers en diamants . . | 1 | 4 | — | — | — | — |
| Industrie du vêtement . . | — | 1 | — | — | — | — |
| Atelier de construction mécanique . . . . . | 1 | — | — | — | — | — |
| Atelier de teinturiers-dégraisseurs. . . . . | 1 | — | — | — | — | — |
| Atelier de teinture et préparation des cheveux. . | — | 1 | — | — | — | — |
| Atelier de marbrier . . . | — | — | — | — | — | 1 |
| Charcuteries . . . . . | — | — | 2 | 1 | — | — |
| Hôtel-restaurant . . . . | — | — | 1 | — | — | — |
| Entreprise de spectacles publics. . . . . | — | — | 1 | — | — | — |
| Entreprise de journaux . | — | — | 1 | — | — | — |
| Mag. de fleurs naturelles . | — | — | 1 | — | — | — |
| Pâtisserie . . . . . | — | — | 1 | — | — | — |
| Entreprises de transport par terre . . . . . | — | — | 2 | — | — | — |
| Totaux. . . | 5 | 8 | 9 | 1 | — | 1 |

| Application de l'article 7. | Nombre de visites. | Personnel. | Nombre d'établissements en contravention. | |
|---|---|---|---|---|
| | | | Mises en demeure. | Procès-verbaux. |
| Magasins de détail non visés à l'article 4 . . . | 26 | 56 | 1 | 1 |
| Salons de coiffure . . . | 163 | 248 | 5 | 23 |
| Totaux. . . | 189 | 304 | 6 | 24 |

# REPOS DU DIMANCHE.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU VI

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Disposition légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Bureau de commerce . . . . | 26 janvier. | Emploi au travail, le dimanche, de dix employés . . | Acquitté. |
| Salon de coiffure. | 9 février. | Emploi au travail, le dimanche après-midi, d'un employé . . . . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Id. | 16 février. | Emploi au travail, le dimanche après-midi, de deux employés . . . . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Id. | 16 février. | Emploi au travail, le dimanche après-midi, d'un employe . . . . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Charcuterie. . . | 10 mars. | Emploi au travail, plus de six jours et demi sur sept ou treize sur quatorze, de deux employés . . . . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Salon de coiffure. | 23 mars. | Emploi au travail, le dimanche après-midi, d'un employé . . . . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Id. | 23 mars. | Emploi au travail, le dimanche après-midi, d'un employé . . . . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Id. | 23 mars. | Emploi au travail, le dimanche après-midi, d'un employé . . . . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Id. | 23 mars. | Emploi au travail, le dimanche après-midi, d'un employé . . . . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Id. | 23 mars. | Emploi au travail, le dimanche après-midi, d'un employé . . . . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Id. | 30 mars. | Emploi au travail, le dimanche après-midi, d'un employé . . . . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Id. | 30 mars. | Emploi au travail, le dimanche après-midi, d'un employé . . . . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Confection des vêtements. . . | 13 avril. | Emploi au travail, le dimanche, de dix ouvriers . . . | 25 fr. ou 8 jours. |

## REPOS DU DIMANCHE.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

*(Suite.)*

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Disposition légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Salon de coiffure. | 20 avril. | Emploi au travail, le dimanche après-midi, d'un employé . . . . . | 100 fr. ou 1 mois. |
| Id. | 20 avril. | Emploi au travail, le dimanche après-midi, d'un employé . . . . . | 25 fr. ou 8 jours. |
| Id. | 5 mai. | Emploi au travail, le dimanche après-midi, d'un employé . . . . . | 5 fr. ou 1 jour. |
| Id. | 5 mai. | Emploi au travail, le dimanche après-midi, d'un employé . . . . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Id. | 1er juin. | Emploi au travail, le dimanche après-midi, d'un employé . . . . . | 20 fr. ou 3 jours. |
| Id. | 1er juin. | Emploi au travail, le dimanche après-midi, d'un employé . . . . . | 20 fr. ou 3 jours. |
| Id. | 1er juin. | Emploi au travail, le dimanche après-midi, d'un employé . . . . . | 10 fr. ou 2 jours. |
| Magasin de détail. | 10 août. | Emploi au travail, le dimanche après-midi, de deux employés . . . . . | 2 fois 10 fr. ou 2 f. 2 jours. |
| Travail du marbre. | 24 août. | Emploi au travail, le dimanche, d'un ouvrier . . . | 10 fr. ou 2 jours. |
| Courtiers en diamants . . . . | 7 septembre. | Emploi au travail, le dimanche, d'un employé . . . . | 1° 10 fr. ou 2 jours. 2e 10 fr. ou 2 jours. |
| Id. | 7 septembre. | Emploi au travail, le dimanche, d'un employé . . . . | Acquitté. |
| Salon de coiffure. | 5 octobre. | Emploi au travail, le dimanche après-midi, d'un employé . . . . . | 20 fr. ou 8 jours. |
| Id. | 26 octobre. | Emploi au travail, le dimanche après-midi, d'un employé . . . . . | 5 fr. ou 1 jour. |
| Courtiers en diamants . . . . | 26 octobre. | Emploi au travail, le dimanche, d'un employé . . . . | Acquitté en prem. instance; 20 fr. en appel. |

## REPOS DU DIMANCHE.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

(*Suite.*)

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Disposition légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Teinture et préparation des cheveux. . . . . | 9 novembre. | Emploi au travail, le dimanche, de douze ouvrières . | 50 fr. ou 15 jours. |
| Bureaux de commerce . . . . | 23 novembre. | Emploi au travail, le dimanche, de deux employés . . | 20 fr. ou 3 jours. |
| Salon de coiffure. | 24 novembre. | Emploi au travail, le dimanche après-midi, d'un employé . . . . . | 20 fr. ou 3 jours. |
| Id. | 24 novembre. | Emploi au travail, le dimanche après-midi, d'un employé . . . . . | 5 fr. ou 1 jour. |
| Id. | 24 novembre. | Emploi au travail, le dimanche après-midi, de deux employés . . . . . | — |
| Id. | 7 décembre. | Emploi au travail, le dimanche après-midi, d'un employé . . . . . | 20 fr. ou 3 jours. |
| Courtiers en diamants . . . . | 28 décembre. | Emploi au travail, le dimanche, d'un employé . . . . | 1° 20 fr. ou 3 jours.<br>2° 20 fr. ou 3 jours. |

## PAYEMENT DES SALAIRES ET MESURAGE DU TRAVAIL.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU VII

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Disposition légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Menuiserie . . . | 24 janvier. | Retenues illégales sur le salaire . . . . . | Acquitté (jugem. frappé d'appel). Condamné en appel à 5 fr. ou 1 j. |
| Chantier de plafonneurs . . . | — | Payement des salaires dans un local non autorisé . . | 26 fr. ou 8 jours. |

## SANTÉ ET SÉCURITÉ DES OUVRIERS.

### *Arrêté royal du 30 mars 1905:*

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU VIII

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Disposition légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Taillerie de diamants . . . . | 21 janvier. | Inobservation de l'interdiction d'agir directement sur des courroies pendant la marche à l'effet de les pousser d'une poulie fixe sur une poulie folle ou inversement . . . . . | - |
| Travail mécanique du bois. . . . | 28 mars. | Courroies, arbre de transmission, ni enveloppés ni entourés de manière à écarter le danger. . . . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Scierie mécanique du bois. . . . | 30 mai. | Machines à outils tranchants non disposées de façon que les ouvriers ne puissent, de l'endroit où ils sont occupés, toucher involontairement les parties tranchantes . . . | Acquitté. |
| Chantier de bâtisse. . . . . | 26 juin. | Passerelle de communication non munie de garde-corps . | — |
| Meunerie. . . . | 5 août. | 1° Organes en mouvement de machine motrice non entourés de garde-corps. . . . | 3 fois 26 francs. |
| | | 2° Escalier non muni d'une rampe d'une hauteur suffisante . . . . . | |
| | | 3° Ouvertures destinées au passage ou à la manœuvre des charges, non munies de garde-corps . . . . . | |

### *Arrêté royal du 31 mars 1905.*

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU IX

| Nature de l'établissemont. | Date du procès-verbal. | Disposition légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Chantier de bâtisse. . . . . | 22 juillet. | Echafaudage non muni de garde-corps . . . . . | 20 fr. ou 3 jours. |
| Id. | 22 juillet. | Echafaudage non muni de garde-corps . . . . . | Acquitté. |

## RELEVÉ DES ACCIDENTS SURVENUS PENDANT L'ANNÉE 1913.

TABLEAU X

| MOIS. | Accidents ayant entraîné une incapacité d'un jour au moins. | | | Accidents ayant entraîné la mort de la victime. | | | Totaux. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Entreprises industrielles et commerciales | Port d'Anvers. | Chemins de fer de l'Etat. | Entreprises industrielles et commerciales | Port d'Anvers. | Chemins de fer de l'Etat. | |
| Janvier . . . | 855 | 467 | 177 | 4 | 9 | — | 1,512 |
| Février . . . | 786 | 431 | 158 | 4 | 1 | — | 1,380 |
| Mars . . . | 821 | 394 | 167 | 8 | 2 | — | 1,392 |
| Avril . . . | 804 | 462 | 183 | 4 | 2 | — | 1,455 |
| Mai. . . . . | 878 | 381 | 198 | — | | 1 | 1,460 |
| Juin . . . | 935 | 407 | 223 | 4 | 1 | 2 | 1,572 |
| Juillet. . . . | 818 | 421 | 208 | 4 | 4 | — | 1,455 |
| Août . . . . | 821 | 423 | 153 | 3 | 2 | — | 1,402 |
| Septembre . . | 872 | 395 | 172 | 3 | 4 | — | 1,446 |
| Octobre . . . | 851 | 379 | 163 | 2 | 3 | — | 1,398 |
| Novembre . . | 725 | 351 | 188 | 1 | 2 | — | 1,267 |
| Décembre. . . | 771 | 419 | 193 | 2 | — | — | 1,385 |
| Année 1913 . . | 9,937 | 4,930 | 2,183 | 39 | 32 | 3 | 17,124 |
| Année 1912 . . | 9,920 | 4,478 | 1,760 | 52 | 31 | 4 | 16,245 |
| Différence. . . | + 17 | + 452 | + 423 | — 13 | + 1 | — 1 | + 879 |

*Arrêté royal du 20 novembre 1906.*

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU XI

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Disposition légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Entreprise de chargement et de déchargement . . | 7 janvier. | Véhicule dont le timon se trouve relevé, non enchaîné de façon qu'il ne puisse inopinément s'abattre. . . . | Acquitté. |
| Déchargement d'un navire . . . . | 16 janvier. | Passerelle d'accès non munie de garde-corps . . . . . | Acquitté. |
| Id. | 16 janvier. | Passerelle d'accès non munie de garde-corps . . . . . | — |
| Id. | 16 janvier. | Passerelle d'accès non munie de garde-corps . . . . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Chargement d'un navire . . . . | 6 mars. | Passerelle d'accès non munie de garde-corps . . . . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Déchargement d'un navire . . . . | 14 mars. | Ouvertures d'écoutilles non entourées de garde-corps . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Id. | 2 avril. | Passerelle d'accès non munie de garde-corps . . . . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Id. | 2 avril. | Passerelle d'accès non munie de garde-corps . . . . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Chargement d'un navire . . . . | 17 avril. | Passerelle d'accès non munie de garde-corps . . . . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Briqueterie . . . | 29 avril. | Dispositions nécessaires non prises en vue d'éviter la chute de charges manœuvrées par des appareils de levage . . . . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Id. | 29 avril. | Passerelles d'accès non munies de garde-corps . . . . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Déchargement d'un navire . . . . | 29 mai. | Passerelles d'accès non munies de garde-corps . . . . . | Acquitté. |
| Briqueterie . . . | 11 juin. | Passerelles d'accès non munies de garde-corps . . . . . | Acquitté. |

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

*(Suite.)*

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Disposition légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Déchargement d'un navire . . . . | 21 juin. | Passerelles d'accès non munies de garde-corps . . . . . | 10 fr. ou 2 jours. |
| Id. | 10 juillet. | Passerelles d'accès non munies de garde-corps . . . . . | 20 fr. ou 3 jours. |
| Chargement d'un navire . . . . | 15 juillet. | Passerelles d'accès non munies de garde-corps . . . . . | Acquitté. |
| Id. | 24 juillet. | Passerelle d'accès non munie de garde-corps . . . . . | 10 fr. ou 2 jours. |
| Id. | 15 juillet. | Ouvertures d'écoutilles, destinées au passage des charges non entourées de garde-corps d'une hauteur suffisante . . . . . | Acquitté. |
| Id. | 17 juillet. | Ouvertures d'écoutilles, destinées au passage des charges non entourées de garde-corps d'une hauteur suffisante . . . . . | — |
| Id. | 24 juillet. | Passerelle d'accès non munie de garde-corps . . . . . | Acquitté. |
| Id. | 30 juillet. | Passerelle d'accès non munie de garde-corps . . . . . | 0 fr. ou 2 jours. |
| Id. | 30 juillet. | Passerelle d'accès non munie de garde-corps . . . . . | Acquitté. |
| Déchargement d'un navire . . . . | 28 novembre. | 1° Emploi au travail d'un ouvrier dans la cale d'un navire contenant des gaz asphyxiants. . . . . | — |
| | | 2° Précautions non prises en vue d'assainir l'atmosphère et faire disparaître le danger . . . . . | |

TABLEAU XII

| MOIS. | Nombre de visites. | Personnel adulte. | Adolescents de 12 à 14 ans. Garçons. | Adolescents de 12 à 14 ans. Filles. | Adolescents de 14 à 16 ans. Garçons. | Adolescents de 14 à 16 ans. Filles. | Filles ou femmes de 16 à 21 ans. | Femmes de plus de 21 ans. | Personnel total. | Mises en demeure. | Procès-verbaux. | Nombre total d'infractions. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Janvier | 91 | 4101 | — | — | 1 | — | — | 20 | 4122 | 25 | 4 | 29 |
| Février | 65 | 2748 | — | — | — | — | — | 5 | 2753 | 12 | — | 12 |
| Mars | 90 | 3784 | — | — | — | — | — | 23 | 3807 | 19 | 2 | 21 |
| Avril | 81 | 3550 | 14 | 14 | 11 | 19 | 10 | 35 | 3653 | 18 | 5 | 23 |
| Mai | 78 | 3488 | 2 | 3 | — | 4 | 3 | 40 | 3540 | 15 | 1 | 16 |
| Juin | 83 | 3603 | — | — | — | — | — | 11 | 3614 | 20 | 2 | 22 |
| Juillet | 89 | 3305 | — | — | 2 | — | — | 8 | 3315 | 16 | 8 | 24 |
| Août | 44 | 1774 | — | — | — | — | — | — | 1774 | 17 | — | 17 |
| Septembre | 61 | 2927 | — | — | — | — | — | 17 | 2944 | 11 | — | 11 |
| Octobre | 22 | 894 | — | — | — | — | — | 8 | 902 | 13 | — | 13 |
| Novembre | 39 | 1916 | — | — | — | — | — | — | 1926 | 14 | 1 | 15 |
| Décembre | 50 | 3004 | — | — | — | — | — | — | 3004 | 23 | — | 13 |
| Totaux. | 793 | 35094 | 16 | 17 | 14 | 23 | 13 | 167 | 35344 | 193 | 23 | 216 |

*Arrêté royal du 29 janvier 1863.*

RÉSUMÉ DU PROCÈS-VERBAL DRESSÉ ET DE SES SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU XIII

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Atelier pour le séchage et le nettoyage de grains avariés . . . . | 23 mai. | Exploitation sans autorisation . . . . . | Acquitté. |

## *4e DISTRICT.*

# FLANDRE ORIENTALE.

**M. Edmond Fabri,** inspecteur principal du travail, à Gand.

*en collaboration avec*

**MM. R. Mommens,** inspecteur adjoint, à Gand.
**L. Jacobs,** inspecteur adjoint, à Gand.
**G. de Bie,** inspecteur adjoint, à Gand.
**P. de Buck,** délégué, à Mont-Saint-Amand.
**J. Peters,** délégué, à Tamise.

## SECTION I.

### Etablissements visités.

Le nombre d'établissements visités en 1913 n'a été que de 3,090, tandis qu'en 1912 il s'était élevé à 3,991.

Nous avons fait 3,574 inspections; en 1912, au contraire, il y en a eu 4,630.

Le nombre d'ouvriers occupés dans les établissements visités, n'a été que de 97,275. En 1912, nous en avons trouvé 104,319.

Les réductions respectives, subies par ces chiffres, proviennent en petite partie de l'augmentation du nombre d'instructions et enquêtes auxquelles nous avons dû procéder, mais surtout du fait que l'un des fonctionnaires de l'inspection a été distrait, pendant la plus grande partie de l'année, de ses occupations régulières par certains devoirs étrangers à l'inspection, dont il a été chargé à l'exposition universelle et internationale de Gand.

Le tableau I indique en résumé les renseignements recueillis au

sujet du nombre des établissements et du personnel qu'ils emploient. Il donne aussi le nombre d'établissements visités, une fois, deux fois, trois fois ou plus souvent.

Le tableau II fournit le relevé des ouvriers de tout âge et des deux sexes, par catégorie d'industries et par arrondissement administratif.

L'Inspection du Travail a visité, la nuit, 105 (98) établissements. Elle a fait 68 (34) visites du dimanche, abstraction faite des 364 inspections effectuées dans les magasins de détail et les salons de coiffure.

Nous avons eu à examiner 14 (13) plaintes au sujet de l'exécution de la loi du 13 décembre 1889, et 5 (8) demandes en dérogation à cette loi; de plus, 4 (4) plaintes au sujet de la loi sur le travail de nuit des femmes dans l'industrie et 2 demandes en dérogation; 9 (14) plaintes se rapportant à la loi sur le repos du dimanche et 5 (14) demandes en dérogation; 2 (4) plaintes relatives à l'hygiène et à la sécurité des ateliers, 6 (12) sur le paiement des salaires et 11 au sujet de la loi sur les règlements d'atelier. Enfin, 20 réclamations visaient la loi sur la réparation des accidents du travail.

Les demandes introduites en vue de l'érection d'établissements classés se sont élevées au nombre de 244 (201), ou 272 si nous y ajoutons les 28 demandes instruites pour le district de Courtrai pendant l'indisposition de l'inspecteur compétent. Les plaintes au sujet d'établissements existants ont été au nombre de 26 (27).

Les fonctionnaires de l'inspection de notre district ont dressé 90 procès-verbaux de contravention et ont été appelés 65 (50) fois à témoigner en justice dans 164 (57) affaires.

Le nombre de déclarations d'accidents s'est élevé à 10,549 (10,003). Nous avons procédé à 599 (540) instructions au sujet des causes des accidents du travail.

## SECTION II.

### Travail des femmes et des enfants.

**Age d'admission des enfants** (art. 2 de la loi). — Le nombre d'enfants de moins de 12 ans rencontrés dans les établissements

industriels a été de 21, tandis qu'en 1912 il s'était élevé à 36: il y avait 12 enfants dans 7 ateliers de bonneterie, 2 dans 2 ateliers de menuiserie, 2 dans une filature de lin, 2 dans une huilerie, 1 dans un atelier de petite construction, 1 dans une briqueterie, 1 dans une filature de jute, 1 dans une blanchisserie, 1 dans un tissage de coton, et 1 dans une filature de chanvre.

Ces infractions ont donné lieu à 41 procès-verbaux, dont 20 à charge des parents.

L'emploi d'une jeune fille de moins de 12 ans, occupée dans la filature de chanvre, nous a été signalé par une réclamation au sujet du règlement de l'indemnité à laquelle la victime croyait avoir droit du chef d'un accident survenu quelques mois auparavant. Nous avons été étonnés d'apprendre que le patron n'ait pas été poursuivi.

Une plainte verbale nous avait signalé la présence de 2 enfants de moins de 12 ans dans une tuilerie. Une première visite, faite peu après 5 heures du matin, n'avait pas donné de résultat, les enfants ayant eu le temps de se cacher, pendant que l'inspecteur devait attendre l'ouverture de la porte; mais le même jour, l'un d'eux fut blessé. La déclaration d'accident, faite par le patron, portait que l'enfant avait 12 ans, mais l'enquête à laquelle il fut procédé prouva qu'il n'avait pas atteint cet âge. Procès-verbal fut dressé à charge du chef d'entreprise, auquel le tribunal infligea une condamnation doublement méritée.

**Travaux fatigants, dangereux et insalubres** (art. 3 de la loi et arrêté royal du 19 février 1895). — La présence des personnes protégées, dans différents ateliers, où elles ne peuvent se trouver ou être occupées, a donné lieu à 3 (7) procès-verbaux: dans une fabrique d'allumettes 3 adolescents de moins de 16 ans étaient occupés dans un atelier où il est fait usage d'outils dangereux, et dans deux scieries de bois, 3 adolescents étaient employés dans les mêmes conditions.

Le propriétaire d'une teinturerie nous a consultés sur l'âge légal minimum des enfants employés au fendage des peaux de lapins:

L'article 5, 2° de l'arrêté royal du 15 février 1895 ne concerne que les « ateliers où se préparent les peaux avant le secrétage, ainsi que toute manipulation à faire subir aux peaux après le secré-

tage ». Il ne s'applique donc pas aux ateliers où se préparent ces peaux avant (et pour) la teinture. Le dernier paragraphe, qui ne permet le fendage des peaux qu'aux enfants de plus de 14 ans, ne peut donc être invoqué par nous contre l'emploi de ces enfants au fendage des peaux dans les teintureries. Ceci constitue une anomalie qu'il serait utile, à notre avis, de faire disparaître.

**Durée du travail et conditions des repos** (arrêtés royaux du 26 décembre 1892 pris en exécution de l'art. 4 de la loi). — Le travail prolongé du personnel protégé a donné lieu à 11 (9) procès-verbaux: ils concernaient 52 (134) personnes dont 38 employées dans un tissage de lin, 5 dans 3 filatures de coton, 3 dans 2 filatures de jute, 2 dans deux filatures de lin, 2 dans une briqueterie.

En outre, deux procès-verbaux ont été dressés à charge des directeurs d'un tissage de jute et d'une filature de coton, où les mécaniques auxquelles étaient occupées des personnes protégées, n'étaient pas arrêtées pendant les repos.

L'arrêté royal du 20 décembre 1911 sur l'industrie de la chocolaterie et de la confiserie permet de porter, trente fois par an, à 11 heures la durée du travail des personnes protégées.

Trois firmes ont usé, dans une mesure plus ou moins grande, de la latitude que leur accorde la loi.

Le tableau ci-dessous donne les indications y relatives:

ARRÊTÉ ROYAL DU 20 DÉCEMBRE 1911. (FABRIQUES DE CHOCOLAT)

| Siège de l'établissement. | Nombre d'ouvriers. | Nombre total des personnes protégées. | Nombre de journées de travail de 11 heures. | Nombre de personnes protégées employées. |
|---|---|---|---|---|
| Gand. . . . . | 25 | 11 | 4 | 5 |
| Gand. . . . . | 45 | 18 | 28 | 18 |
| Gand . . . . . | 92 | 52 | 12 | 24 |
| | 162 | 81 | 44 | 47 |

Souvent déjà, nous avons eu l'occasion de signaler que, en aucun cas, l'autorisation d'employer les personnes protégées pen-

dant un nombre d'heures dépassant la limite fixée par les arrêtés royaux ne peut être accordée. Tous les ans pourtant, des requêtes, ayant pour but d'obtenir cette autorisation, nous sont soumises.

Ainsi, un filateur de chanvre et de jute a demandé la permission d'employer au travail, douze heures par jour, et pendant vingt-deux jours, tout le personnel de son établissement. Il fondait sa demande sur la nécessité de faire certaines réparations qu'il était impossible d'effectuer pendant le travail. Ces réparations devaient se faire du 25 au 28 décembre, c'est-à-dire que la fabrique serait arrêtée durant deux jours ouvrables, et que par conséquent, les ouvriers devaient perdre deux fois onze heures ou vingt-deux heures de travail. Cette demande n'a pu recevoir un accueil favorable: le personnel non protégé aurait pu être occupé pendant douze heures et le repos ininterrompu de nuit être réduit à moins de dix heures, moyennant de soumettre la demande aux formalités prescrites par l'article 7 de la loi du 10 août 1911 sur le travail de nuit des femmes. Mais, comme les occupations de ce personnel sont intimement liées à celles des personnes protégées, l'industriel n'aurait pu, pratiquement, faire usage d'une autorisation éventuelle.

Par suite du manque de femmes dans la section des bancs de préparation d'une filature de coton, le personnel des métiers continus et des renvideurs était obligé de chômer plusieurs après-midi par semaine. Le chef d'entreprise désirait pouvoir prolonger d'une heure le travail dans la préparation. Cette mesure n'a pu être permise que pour les femmes de plus de 21 ans.

La direction d'une fabrique de couvertures de coton voulait accorder à son personnel l'autorisation de chômer le lundi après-midi moyennant de travailler douze heures et demie les autres jours de la semaine. Naturellement, nous n'avons pu autoriser cette infraction manifeste à la loi et à l'arrêté royal du 26 décembre 1892.

Le travail avec deux équipes occupées pendant huit heures avec un seul repos pour chaque équipe, a pu être autorisé en vue d'éviter le chômage dont une partie du personnel était menacé par le bris d'un volant d'une des machines motrices.

Dans une filature de coton, la direction avait voulu réduire à dix heures la durée du travail en n'accordant au personnel qu'un seul repos après la cinquième heure.

Dans une autre, le chef d'entreprise désirait employer, entre 5 et 21 heures, deux équipes d'ouvrières travaillant chacune huit heures d'affilée. Les prescriptions légales en vigueur n'ont pas permis de nous rallier à ces propositions.

Un joaillier nous ayant demandé si la loi l'obligeait à permettre, pendant les repos, la sortie des ouvriers, nous avons dû répondre négativement.

Dans l'unique émaillerie de notre district, nous avons constaté la présence de deux garçons de 14 à 16 ans, travaillant alternativement la nuit, une semaine sur deux.

Dans les quatre sucreries, aucun enfant de 14 à 16 ans n'a été rencontré et des sept fabriques de papier et carton, quatre ne travaillaient pas la nuit; dans deux le travail de nuit était exécuté par des hommes, et une seule employait la nuit un garçon de 14 ans à la machine continue. Ces fabriques occupent ensemble 353 ouvriers.

Une enquête, à laquelle nous avons été chargés de procéder au sujet du personnel protégé étranger employé dans l'industrie, nous a fait connaître la présence de vingt et une personnes de nationalité néerlandaise, dont dix garçons de moins de 16 ans et vingt et une filles et femmes de moins de 21 ans. Elles étaient occupées uniquement dans le nord de la province, et spécialement dans les communes frontières. Le tableau ci-dessous en donne le relevé :

RELEVÉ DES PERSONNES PROTÉGÉES DE NATIONALITÉ ÉTRANGÈRE EMPLOYÉES DANS LES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET AUTRES.

| Commune. | Nature de l'entreprise. | Enfants de 12 à 14 ans. | | Adolescents de 14 à 16 ans. | | de 16 à 21 ans. Filles et femmes |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | M. | F. | M. | F. | |
| Maldegem. | Atelier d'éjarrage. | — | — | 1 | — | — |
| Saint-Laurent. | Id. | — | — | 1 | — | — |
| Selzaete. | Fab. de prod. chim. | — | — | 2 | — | — |
| Moerbeke. | Tissage de coton. | — | — | 5 | — | — |
| Saint-Nicolas. | Atelier de couture. | — | 2 | — | 1 | 6 |
| Id. | Id. | — | — | — | 1 | — |
| Id. | Id. | — | — | — | — | 1 |
| Id. | Salon de coiffure | — | — | 1 | — | — |
| Id. | Id. | — | — | 1 | — | — |
| | Total. . . | — | 2 | 11 | 2. | 7 |

L'Inspection du Travail a déjà signalé plusieurs fois la différence de réglementation du travail dans les diverses industries textiles. Une requête des filateurs de coton d'Alost, relative à cet objet nous a été soumise. Nous avons pensé que les différentes questions à l'ordre du jour, telles la réduction de la durée du travail des femmes employées dans l'industrie, la majoration de l'âge légal à partir duquel les jeunes ouvriers pourraient y être occupés, devaient fournir une occasion favorable pour arriver à l'uniformité désirée. Il nous a donc semblé que la requête des filateurs ne comportait pas pour le moment d'autre suite.

Une union professionnelle reconnue, ayant demandé de soumettre aux conseils compétents la question d'une nouvelle réduction de la durée du travail dans la filature du lin, nous avons été chargés de procéder à une enquête auprès des principaux filateurs en vue de nous renseigner sur le point de savoir si la réduction, apportée par l'arrêté royal du 6 juillet 1904 à la durée du travail dans cette industrie, n'avait pas influé sur la production, ainsi que le prétendait l'association requérante. Nous n'avons pu obtenir des chiffres permettant de conclure avec certitude dans l'un ou dans l'autre sens; ces chiffres seraient indispensables pour donner une idée exacte de la situation. Pourtant, des différentes réponses reçues se dégage cette conclusion que, effectivement, la production actuelle n'est point inférieure à ce qu'elle était avant la mise en vigueur de l'arrêté royal de 1904.

Mais il serait téméraire de prétendre que la réduction de la durée du travail à 11 heures n'aurait eu aucune influence sur la production. Si celle-ci n'a pas subi une diminution proportionnelle, la cause en réside dans l'augmentation du nombre de métiers et du nombre de broches, ainsi que dans l'amélioration des procédés de préparation qui, fournissant une meilleure matière première, permettent d'accélérer la vitesse des broches sans provoquer autant de déchet. Les réponses des principaux industriels ne diffèrent pas sensiblement sur ce point. Ils sont également d'accord pour dire que les broches tournent actuellement à leur maximum de vitesse et que, si une nouvelle réduction des heures de travail leur est imposée, ils seront obligés, pour arriver à la même production, de majorer le nombre de métiers et, par conséquent, d'augmenter les immobilisations, ce qui revient à augmenter les frais généraux et le prix de revient.

Ils affirment que, dans l'état actuel de la filature, la production serait proportionnelle à la durée du travail, attendu, disent-ils, que ce n'est pas l'ouvrière qui file, mais la mécanique. Il y a évidemment du vrai dans cette affirmation. Pourtant nous sommes convaincus que, après dix heures ou dix heures et demie de travail, la fatigue doit avoir une influence, sinon considérable, du moins sensible sur l'effet produit. Il doit en résulter plus de lenteur dans les mouvements, et une inattention plus grande que la statistique des accidents prouverait facilement. De là plus de déchet et moins de production. Il serait utile de dresser une statistique de ces deux éléments d'après les heures de la journée de travail.

Il semble exact qu'il y a plutôt pénurie de personnel dans la filature du lin. Le mauvais renom dont les différentes phases de cette industrie jouissent au point de vue de la salubrité, doit être une des causes pour lesquelles il ne se présente pas plus d'ouvriers. Et de fait, la situation laissait beaucoup à désirer anciennement, comme l'a prouvé l'enquête faite par le service médical de l'inspection. Mais l'on peut affirmer hardiment que, dans beaucoup d'établissements, cette situation a subi des améliorations notables, soit au point de vue de l'évacuation des poussières et des buées, soit au point de vue de la ventilation; les causes d'insalubrité tendent donc à diminuer. D'un autre côté, la modification des mécaniques a permis, surtout dans certaines parties de la préparation, de réduire dans une très forte proportion le nombre d'ouvrières et, par suite de l'introduction graduelle des nouvelles peigneuses automatiques, les ouvriers employés à ces machines disparaîtront presque complètement, tandis que le travail de ceux qui resteront sera beaucoup plus facile et moins fatigant. Les raisons de l'antipathie contre les filatures du lin n'étant donc plus aussi fondées, et le personnel nécessaire étant moins nombreux pour une production équivalente, il est à présumer que l'on se procurera plus facilement la main-d'œuvre. Nous ne devons point cacher que la considération relative à la réduction du personnel ne s'applique pas encore à la filature proprement dite.

Ainsi que nous le disions dans notre rapport général pour 1911 nous n'oublions pas « que, dans la fixation du nombre d'heures « de travail, il faut tenir compte de la situation particulière de « notre pays, qui doit surtout viser à l'exportation et doit, par

« conséquent, pouvoir lutter sur les marchés étrangers dont parfois « l'accès nous est rendu plus difficile par des mesures de protec- « tion. »

Aussi, d'après un fabricant, on pourrait réduire les heures de travail, si notre industrie était mise sur le même pied que celle des autres pays, si, par exemple, on supprimait les droits prohibitifs qui existent sur les filés à leur entrée en France; les industriels de ce pays peuvent, en effet, vendre chez eux à un prix très rémunérateur, qui ne nous laisserait que peu ou point de bénéfice, et écoulent librement en Belgique le trop plein de leur fabrication.

Les industriels intéressés s'attendaient, en général, à la réduction de la durée du travail, et la plupart des chefs des grands établissements semblaient devoir s'y résigner sans trop de difficultés. Pour quelques petites fabriques dont les ressources sont très limitées, la mesure ne laisse pas d'être grave. Mais tous les intéressés demandaient que l'on ne passe pas sans transition de onze heures à dix et notre avis a été qu'il y avait lieu de tenir largement compte de cette demande, qui est fondée. De plus, en vue de réduire le temps perdu, il y a lieu d'examiner si l'on ne doit pas limiter à deux le nombre obligatoire de repos.

**Travail de nuit** (art. 6 de la loi). — Un (22) seul procès-verbal a été dressé pour contravention à cet article: deux personnes travaillaient la nuit dans une fabrique de carton.

**Carnets, registres, etc.** (art. 10 et 11 de la loi). — Nous avons constaté de nouveau l'existence de certains abus au sujet de la délivrance des carnets:

Tandis que certaines administrations communales se refusent parfois à remettre des carnets à des personnes ayant atteint l'âge légal, d'autres en délivrent à des enfants de moins de 12 ans.

Dans le premier cas elles frustrent les intéressés, dans le second elles favorisent la fraude. Nous n'avons pas manqué de donner connaissance de ces abus à M. le Ministre, afin que les mesures nécessaires puissent être prises.

Nous renvoyons d'ailleurs aux tableaux III et IV pour tout ce qui regarde les infractions et les procès-verbaux.

**Loi du 10 août 1911** sur l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie.

Un seul procès-verbal a dû être dressé du chef d'infraction à cette loi: différentes ouvrières avaient travaillé après 9 heures du soir dans une teinturerie de peaux (tableau V).

Au commencement de la campagne, la direction d'une sucrerie employant une certain nombre de femmes, parmi lesquelles quelques-unes avaient de 16 à 21 ans, nous a demandé si ces personnes pouvaient, le jour du changement de poste, rester dix-huit heures à la fabrique, avec les périodes de repos réglementaires. Elle faisait remarquer que les occupations de ces ouvrières n'exigeaient presque aucun travail physique et n'étaient pas de nature à les fatiguer d'une façon anormale. Nous lui avons rappelé que si l'article 4 de l'arrêté royal du 26 décembre 1892 autorisait dans les fabriques de sucre l'emploi au travail des femmes de plus de 16 ans, l'article 2 de la loi du 10 août 1911 interdit, au contraire, le travail de nuit à toutes les femmes sans distinction d'âge et que par conséquent sa demande ne pouvait être accueillie.

Un atelier pour le triage du papier, existant dans un autre district d'inspection, ayant été incendié, la direction a introduit une demande en vue de pouvoir employer temporairement au travail de nuit dans sa succursale située dans notre ressort, une partie du personnel que ce sinistre obligeait à chômer. Nous avons cru pouvoir appuyer la requête au moins pour les femmes de plus de 21 ans, et elle a été accueillie. Nous devons observer à cette occasion que la loi du 10 août 1911 n'apporte aucune modification aux prescriptions réglant le travail de nuit des personnes du sexe masculin, tandis que l'article 11 de cette loi abroge les dispositions de l'article 6 de la loi du 13 décembre 1889 en tant qu'elles concernent les ouvrières de moins de 21 ans.

Le travail de nuit de *toutes* les personnes protégées du sexe féminin est donc régi par la loi du 10 août 1911 et il n'est plus fait aucune différence entre les filles de 12 à 14 ans d'un côté, les filles et les femmes de 14 à 21 ans de l'autre. Il en résulte que, dans les circonstances prévues par l'article 5 de la loi sur l'interdiction du travail de nuit, le Gouverneur pourrait, théoriquement, lever cette interdiction pour des filles de 12 à 14 ans, ce qu'il ne pouvait pas faire sous l'empire de la loi du 13 décembre 1889 et

ce qu'il ne peut faire pour les garçons du même âge, pour le travail s'exécutant entre 9 heures du soir et 4 heures du matin.

Sans doute l'Inspection du Travail pourrait donner un avis défavorable, en ce qui concerne les filles de 12 à 14 ans, et le Gouverneur pourrait limiter l'autorisation de laisser travailler les ouvrières, à celles de plus de 14 ans. Mais les prescriptions que nous avons comparées plus haut nous semblent néanmoins contenir une anomalie, qu'il n'est peut-être pas inutile de signaler.

Outre la dénonciation verbale, dont il est question plus haut, nous avons reçu différentes plaintes écrites au sujet:

1° De l'emploi d'enfants de moins de 12 ans dans les ateliers de bonneterie, une filature d'étoupes, une fabrique de carton;

2° Du travail prolongé d'enfants de moins de 13 ans dans des filatures de jute, une filature de lin, deux filatures de coton, une fabrique de carton;

3° Du travail prolongé d'enfants de moins de 14 ans dans des fabriques de tabacs, dans une atelier de bonneterie et dans un atelier de confections;

4° Du travail prolongé de personnes de moins de 16 ans dans une tonnellerie et un atelier de reliure;

5° Du travail prolongé de femmes de moins de 21 ans dans une filature d'étoupes;

6° Du travail de nuit de femmes de plus et de moins de 21 ans dans une blanchisserie, dans une atelier de bonneterie et dans une teinturerie de peaux;

7° Du travail de personnes de 13 à 14 ans dans une couperie de poils et du travail de personnes de moins de 16 ans dans un atelier d'éjarrage;

8° De la suppression des repos dans une fabrique d'ardoises artificielles et dans une filature d'étoupes.

Plusieurs de ces plaintes étaient fondées et ont donné lieu à des procès-verbaux à charge des délinquants.

Pour quelques autres, il nous a été impossible de constater des infractions.

Nous avons émis un avis défavorable sur deux requêtes en grâce, la première émanant d'un fabricant de cadres, auquel le tribunal avait infligé une peine légère du chef d'emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans; la seconde provenant d'un patron briquetier, condamné pour avoir employé, avant 5 heures du matin, à la cuisson des briques, un garçon de moins de 16 ans.

Ayant dressé procès-verbal à charge d'un filateur de coton, parce que, contrairement aux prescriptions du dernier paragraphe de l'article 4 de l'arrêté royal du 26 décembre 1892, les mécaniques auxquelles les personnes protégées étaient employées, n'étaient pas arrêtées pendant le repos, M. le Procureur du Roi nous a demandé si nous avions constaté que des ouvriers protégés avaient travaillé pendant les repos. Nous avons répondu négativement, tout en faisant observer que l'infraction consistait dans le fait de ne pas avoir arrêté les mécaniques. L'industriel a été acquitté en première instance et en appel.

## SECTION III.

### Repos du dimanche.

Les infractions à la loi sur le repos du dimanche sont résumées dans le tableau VI et les procès-verbaux dressés de ce chef dans le tableau VII.

Voici le relevé des demandes en dérogation à divers articles de la loi qui nous sont parvenues par écrit:

| Art. de la loi. | Nature de l'entreprise. | Objet de la demande. |
|---|---|---|
| 2 | Fabrique de fleurs artificielles. | Travail de production. |
| 2 | Atelier de construction. | Montage d'une halle à l'exposition. |
| 2 | Id. | Montage de nouvelles mécaniques dans une filature de jute. |
| 3 1° | Scierie de marbres. | Travail de production. |
| 3 4° | Fabrique d'amidon. | Travail des matières en élaboration. |

ART. 2. — La direction de la fabrique de fleurs artificielles nous demandait l'autorisation d'employer ses ouvrières le matin du dimanche de carnaval « puisqu'il accordait congé le lundi et le mardi, ce qui concordait avec les préférences de son personnel ». Naturellement, cette raison n'a pu être admise.

Le travail d'érection d'une halle à l'exposition n'a pu être autorisé, l'urgence que ce travail présentait ne sortant pas des prévisions normales de l'entreprise.

De même, le fait que les ouvriers monteurs, chargés du placement de nouvelles machines dans une filature de jute, avaient l'intention de s'absenter trois jours aux fêtes de Pâques ne pouvait justifier leur emploi le dimanche précédent.

ART. 3, 1°. — Au contraire, la rupture d'un arbre, qui avait causé une interruption de travail de deux jours dans une scierie de marbre qui avait à faire une fourniture urgente, a été considérée comme un cas de nécessité que l'on ne pouvait prévoir.

ART. 3, 4°. — Un accident survenu au moteur d'une amidonnerie, ayant provoqué un arrêt dans le travail des matières en élaboration, celles-ci étaient exposées à se détériorer. Les travaux nécessaires pour éviter cet inconvénient ne pouvaient donc être défendus le dimanche.

Le tableau suivant résume les plaintes relatives à l'inobservation de la loi sur le repos du dimanche.

| Auteur de la plainte. | Art. de la loi. | Nature de l'entreprise. | Objet de la plainte. |
|---|---|---|---|
| Particulier. | 1 | Exposition internationale. | Travail obligatoire des surveillants. |
| Particulier. | 2 | Magasin d'aunages. | Travail 2 dimanches sur 3. |
| Greffier de justice de paix. | 4 12° | Fabrique de ciment. | Suppression du repos hebdomadaire. |
| Particulier. | 7 | Salon de coiffure. | Travail jusqu'à 13 heures. |

| Auteur de la plainte. | Art. de la loi. | Nature de l'entreprise. | Objet de la plainte. |
|---|---|---|---|
| Inconnu. | 7 | Salon de coiffure. | Travail avant 8 et après 12 heures. |
| Particulier. | 7 | Id. | Travail jusque 15 1/2 heures. |
| Inconnu. | 7 | Plusieurs salons de coiffure. | Travail après 12 heures. |
| Association professionnelle. | 7 | Magasin de confections. | Travail jusque 12 3/4 heures. |
| Inconnu. | 7 | Id. | Travail de 7 à 16 heures. |
| Particulier. | 7 | Magasin de couleurs, etc. | Travail de 7 à 12 1/2 heures. |

Les enquêtes auxquelles ces plaintes ont donné lieu, nous ont permis de constater le bien-fondé de certaines d'entre elles ; quelques procès-verbaux de contravention s'en sont suivis.

Deux des dénonciations méritent de retenir l'attention:

Dans un magasin de couleurs, le travail de trois vendeuses était réglé de la façon suivante:

| | Premier dimanche. | Deuxième dimanche. | Troisième dimanche. |
|---|---|---|---|
| 1re vendeuse. | 7 à 11. | Néant. | 8 1/2 à 12 1/2. |
| 2e vendeuse. | 8 1/2 à 12 1/2. | 8 1/2 à 12 1/2. | Néant. |
| 3e vendeuse. | Néant. | 7 à 11. | 7 à 11. |

Il en résulte qu'aucune ne travaillait plus de quatre heures et même que chacune jouissait en trois semaines d'un jour et de deux demi-jours de repos. Néanmoins, comme le commencement

et la fin du travail n'étaient pas compris entre les heures légalement fixées, nous n'avons pu autoriser cette pratique.

Un surveillant de l'exposition universelle s'est plaint d'être astreint au travail tous les dimanches et toute la journée. Comme il est admis qu'une exposition, même internationale, doit être assimilée à une entreprise foraine, nous avons cru que la loi n'était pas applicable. Mais si cette manière de voir peut être acceptée, il n'en est pas de même, à notre avis, de l'application que certaines personnes ont cru devoir en faire:

Ainsi l'on a prétendu que l'érection et l'aménagement des halls et des autres bâtiments, élevés dans l'enceinte de l'exposition, devaient bénéficier de l'exception que l'article 1 de la loi prévoit en faveur des entreprises foraines; puis, que la construction d'un hôtel provisoire, en dehors, mais en face de l'exposition, avait également le droit de profiter de cette exception. Enfin, l'on a invoqué la même raison pour travailler, le dimanche, au parachèvement d'un hôtel permanent, construit à peu de distance, et devant être terminé à une date fixée. Nous n'avons pu admettre cette interprétation et dans chacun de ces cas, nous avons dressé procès-verbal: la loi n'excepte, en effet, que les entreprises foraines. Or, tous les travaux, dont il est question ci-dessus, constituent des entreprises de bâtiment, exécutées par des personnes absolument étrangères à l'exploitation de l' « entreprise foraine ». Ils ne sont pas plus permis par l'article 1er, que ne serait autorisée par l'article 4, 12°, la construction d'une chambre de plomb destinée à l'agrandissement ou à l'installation d'une fabrique d'acide surfurique. Il en serait peut-être autrement si les exploitants de l' « entreprise foraine » se chargeaient eux-mêmes des travaux d'érection nécessaires.

Ayant constaté que dans une meunerie un employé était occupé régulièrement le dimanche, nous avons procédé à une enquête détaillée au sujet de la nécessité de ce travail, qui consistait à dresser un bilan hebdomadaire, dans le but de contrôler la fabrication et de s'assurer des fuites qui pourraient se produire. Cette vérification ne peut se faire que quand le moulin est arrêté, et si l'on ne pouvait y procéder à un autre moment de la semaine, il serait permis, à notre avis, de le faire le dimanche: en effet, d'après l'article 3, 3° de la loi du 17 juillet 1905, l'interdiction édictée

par l'article 2 ne s'applique pas « aux travaux autres que ceux de « la production, dont dépend la reprise régulière de l'exploitation « le jour suivant », pour autant « que l'exploitation normale de « l'entreprise ne permette pas de les exécuter un autre jour de la « semaine ». Mais, il résulte de l'enquête que ce contrôle peut se faire le lundi avant la reprise du travail. Il est vrai que l'employé et les personnes qui l'assistent devront se trouver à la meunerie dès 5 heures du matin. Cette difficulté n'est pas insurmontable; aussi nous sommes d'avis que le travail de contrôle exercé le dimanche après *6 heures* est illégal.

L'administrateur d'une société anonyme, ayant été condamné à une légère amende, du chef d'infraction à l'article 2 de la loi, avait fait auprès de nous des démarches en vue d'obtenir que la condamnation fût mise au nom de la *société anonyme*. En supposant que ceci eût été possible, nous serions sortis de notre rôle en accédant à son désir.

## SECTION IV.

### Règlements d'atelier.

Le nombre de règlements en notre possession au 1er janvier 1914 s'est élevé à 3,180 (3,094).

Les plaintes que nous avons reçues sont peu nombreuses. Elles concernaient: *a*) l'absence du tarif dans une fabrique de treillis métalliques; l'affichage de ce document n'est pas encore obligatoire; *b*) la retenue d'amendes dépassant le cinquième du salaire, dans un établissement analogue: cette plainte n'était pas fondée; *c*) l'absence de registre d'inscription des amendes qui, d'après le règlement, devaient être partagées annuellement entre les ouvriers. Ce fait était exact et nous avons pris les mesures que les circonstances comportaient; le chef d'entreprise a versé dans la caisse des amendes, qui a été instituée après notre visite, une somme représentant le montant de celles qui avaient été infligées. *d*) l'insertion dans le règlement, non envoyé à l'inspection, d'une clause imposant aux ouvriers, en cas d'accident, l'obligation de se contenter de l'indemnité fixée par la compagnie d'assurance. Cette

prescription est évidemment illégale; *e*) le payement arbitraire des fileuses dans une filature de lin et dans une fabrique de tabacs. Ces plaintes n'étaient pas fondées; *f*) le refus de payement des heures supplémentaires faites par des surveillants de l'exposition. Cette réclamation manquait de base attendu que le contrat permettait d'exiger onze heures de travail par jour, chiffre qui, d'après la lettre du plaignant, n'était pas dépassé.

Quelques-unes des plaintes reçues n'étaient pas de notre compétence: il en a été ainsi de la réclamation d'une servante à gages et d'une dactylographe au sujet de leur renvoi sans préavis; et de celle d'un chef de fabrication, embauché par un industriel du département de la Haute-Loire, en France, et remercié par celui-ci avant l'expiration de son contrat. Nous avons conseillé aux plaignants, dans le premier cas, de s'adresser au juge de paix, dans le second, au comité pour la protection des émigrants temporaires.

De même, lorsqu'un ouvrier qui s'était absenté pendant près d'un mois, s'est plaint de ne plus être accepté dans un atelier de construction, nous lui avons conseillé de s'adresser au conseil des prud'hommes, s'il croyait avoir le droit de son côté.

Dans un atelier de bonneterie mécanique, le règlement prescrit que le montant des amendes servira à venir en aide aux ouvriers malades ou nécessiteux. L'industriel nous a demandé si, au cas où le produit des amendes n'aurait pas été épuisé à la fin de l'année, le restant devrait être partagé entre les ouvriers. Ainsi que nous l'avons déjà fait observer antérieurement, dans un cas plus ou moins analogue, cette question doit être résolue négativement. Il est d'ailleurs évident que l'encaisse ne peut augmenter indéfiniment et il serait peut-être utile de fixer une limite au delà de laquelle le produit des amendes serait employé à un autre usage.

Le lundi, ou le lendemain de certains jours de fête, les absences sont très nombreuses dans une fabrique de couvertures et l'amende du cinquième du salaire infligée aux ouvriers en défaut ne suffit pas à les rendre plus réguliers. Le chef d'entreprise nous a demandé si nous pouvions l'autoriser à infliger une amende d'un cinquième du salaire journalier pour chaque période de travail. Ceci serait évidemment contraire aux prescriptions de la loi.

## SECTION V.

### Payement des salaires et mesurage du travail.

Voici le relevé des quelques plaintes écrites qui nous sont parvenues au sujet des perscriptions relatives à ces deux objets:

| Auteur de la plainte. | Art. de la loi | Nature de l'entreprise. | Objet de la plainte. | Observations. |
|---|---|---|---|---|
| Particulier. | — | Chantier de construction. | Vente de denrées aux ouvriers. | N'est pas défendu. |
| Id. | — | Id. | Magasin touchant au chantier. | Id. |
| Association professionnelle. | — | Fabrique de gants | Vente de denrée aux ouvriers. | Id. |
| Particulier. | 3 | Chantier de construction. | Retenue du prix des achats faits dans les magasins du chef d'entreprise. | Non fondée. |
| Association professionnelle. | 4 | Briqueterie. | Payement dans un cabaret. | Plainte fondée. |
| Id. | 6 | Chantier de construction. | Pression exercée sur les ouvriers pour l'achat de denrées. | Non fondée. |
| Id. | 7, 3° | Tissage à la main. | Retenue p' l'éclairage électrique. | Plainte fondée. |

La dernière de ces dénonciations mérite d'être examinée de plus près. Anciennement les tisserands à la main devaient éclairer eux-mêmes leur ouvrage au moyen de lampes à pétrole. Actuellement, le fabricant distribue la lumière électrique dans son atelier de tissage à la main, et retient de ce chef 20 centimes par semaine à chaque ouvrier, sauf à ceux qui n'utilisent la lumière que deux jours par semaine. Il résulte de la décision ministérielle du 30 septembre 1901 que cette retenue est illégale. Il ne s'agissait pas, en effet, de la fourniture d'objets remis à l'ouvrier indivi-

duellement. En conséquence, nous avons dressé procès-verbal à charge du chef d'industrie.

Le courant électrique ne peut être porté en compte à l'ouvrier; mais, si le patron fournissait à chaque ouvrier la lampe à incandescence destinée à éclairer le métier de cet ouvrier, il nous semble que la retenue opérée sur le salaire du chef de cette dernière fourniture serait légale pourvu qu'elle soit portée en compte au prix de revient. A la suite du procès-verbal dressé à charge du chef d'entreprise, celui-ci a supprimé la retenue de 20 centimes, opérée sur le salaire pour l'éclairage des métiers; mais, d'après une nouvelle plainte, les ouvriers devaient à la fin de la semaine remettre cette somme au contremaître. Celui-ci a prétendu, à la vérité, que les ouvriers n'y étaient pas obligés; mais il semble peu probable qu'ils le fassent, à moins d'y être contraints, au moins moralement. Aussi, nous avons fait savoir, qu'à notre avis, ce procédé était illégal; mais nous n'avons pas cru pouvoir dresser procès-verbal avant que le tribunal n'eût statué sur la première infraction.

Un boutiquier nous ayant demandé d'intervenir pour qu'il puisse récupérer, par des retenues sur le salaire, une somme relativement forte, qui lui était due par un ouvrier du chef de fournitures de ménage, nous n'avons pu que lui conseiller de s'adresser à la justice pour se faire rembourser par son débiteur, qui semblait être parfaitement à même de payer, par des acomptes hebdomadaires, les denrées que le boutiquier lui avait vendues à crédit quand l'ouvrier était dans le besoin.

Une demande en grâce a été introduite par un industriel condamné du chef d'infraction à l'article 4 de la loi. Nous avons émis un avis défavorable.

## SECTION VI.

### Santé et sécurité des ouvriers.

Nous n'avons reçu que trois lettres nous signalant, la première le nombre trop restreint de lieux d'aisances dans un atelier de menuiserie; la seconde, l'insuffisance de l'éclairage, le défaut de renouvellement de l'air, le dégagement de fumées et la viciation

de l'air par les émanations de l'égout et des fosses d'aisances dans un atelier de construction de vélocipèdes; la troisième, le cube d'air trop réduit dans une maison de confections.

Dans le premier établissement, il a été remédié immédiatement à l'inconvénient signalé. Les défectuosités, dénoncées à charge du second, étaient manifestement exagérées par le plaignant; il y a été porté remède, en enveloppant au moyen d'une légère maçonnerie les tuyaux conduisant les matières fécales au dehors. La plainte relative au troisième établissement était fondée; mais la situation incriminée n'était que provisoire et actuellement les quarante-cinq ouvriers disposent chacun de 14.4 m³ d'air.

M. le Procureur du Roi nous a demandé des renseignements au sujet du défaut de précautions qui aurait causé l'amputation d'une partie de la main d'une ouvrière dans une filature et la mort d'un ouvrier employé à la construction d'un échafaudage. Le premier accident était dû à l'imprudence de la victime, et le second doit être considéré comme un cas fortuit dont ne pouvait être rendu responsable le chef d'entreprise: il n'était pas possible d'établir un garde-corps avant l'achèvement de l'échafaudage.

M. le Procureur du Roi nous ayant demandé notre avis au sujet de l'installation à l'exposition de Gand, d'une attraction dite « Scenic railway », et consistant en un chemin de fer accidenté, dans le genre des montagnes russes, nous avons exprimé l'avis que cette installation,ne constituant pas un établissement classé comme « dangereux, insalubre ou incommode », n'était pas soumise à notre contrôle. Sans doute, les travaux de construction de ce « scenic railway » sont de notre compétence; mais, quoique comprenant un moteur électrique, qui figure parmi les établissements classés et est, à ce titre, soumis à notre inspection, les mesures de sécurité à prendre en faveur des voyageurs du « scenic railway » échappent à notre action, aussi bien que celles qui sont nécessaires dans l'exploitation d'un carrousel mû par l'électricité.

L'arrêté royal du 10 août 1912 prescrit certaines mesures spéciales à observer dans l'industrie de la couperie des poils. Nous avons pu constater que, sans être appliquées partout, elles ont été prises partiellement dans les différents établissements auxquels elles se rapportent. Dans quelques-uns, les ateliers de secrétage sont munis de ventilation mécanique localisée qui fait défaut dans

d'autres. Ici l'air de la soufflerie est envoyé directement à l'extérieur, ailleurs le local où se fait le soufflage est simplement muni d'un ventilateur placé dans l'un des pignons. Certaines étuves sont pourvues d'un dispositif tel que l'ouvrier ne soit pas obligé d'y pénétrer pour introduire ou retirer les peaux. Dans d'autres ce dispositif n'existe pas ou n'est guère employé, les industriels prétendant que les ouvriers s'opposent à leur emploi ou que les appareils inventés jusqu'à présent, n'ont pas la perfection voulue. En appliquant ces dispositions dans leur ensemble, il serait possible d'obtenir une installation, sinon parfaite, du moins incomparablement meilleure que la plupart de celles qui existent.

## SECTION VII.

### Accidents du travail.

Nous avons reçu vingt réclamations relatives au payement des indemnités dues aux victimes des accidents du travail; ainsi que les années précédentes, nous y avons donné la suite voulue.

Les investigations, auxquelles il a été procédé à la suite de ces réclamations, prouvent que si, parfois, les chefs d'entreprise sont trop négligents, de temps en temps, au contraire, le retard du payement est dû aux intermédiaires qui se chargent de faire les déclarations, tandis que, d'autres fois, les intéressés eux-mêmes ne font pas connaître immédiatement l'accident qui leur est arrivé.

Nous croyons inutile d'insister sur ces différents points, mais nous devons pourtant signaler la grave responsabilité encourue par certains parents, qui autorisent l'emploi d'enfants de moins de 12 ans à des travaux industriels. Non seulement ils sont passibles, aussi bien que les chefs d'entreprise, des peines comminées par la loi du 13 décembre 1889, mais ils oublient que, le contrat qui lie leurs enfants aux employeurs étant illégal, les accidents qui pourraient arriver ne sont pas couverts par la loi du 24 décembre 1903.

Le cas s'est présenté dans une filature de jute (voir section II) et actuellement, dix-huit mois après l'accident, la victime n'a pas encore reçu la moindre indemnité.

Le nombre d'accidents venus à notre connaissance en 1913 a été de 10,549. En 1912, il a été de 10,003.

Voici les subdivisions d'après les différents mois de l'année: janvier 890 (868), février 812 (808), mars 895 (869), avril 864 (798), mai 896 (783), juin 864 (803), juillet 869 (861), août 891 (855), septembre 950 (845), octobre 861 (848), novembre 860 (765), décembre 884 (863). Les chiffres entre parenthèses sont ceux de 1912. Pour treize accidents le mois n'était pas indiqué.

Ces accidents se répartissent de la façon suivante d'après les différents jours de la semaine:

Mardi 1,810 (1,750), mercredi 1,762 (1,575), samedi 1,753 (1,767), lundi 1,736 (1,605), jeudi 1,700 (1,493), vendredi 1,584 (1,588) et dimanche 204 (193).

Parmi ces accidents 1,797 sont survenus dans les établissements exploités par l'Etat.

Nous avons procédé à 599 (540) instructions au sujet des causes des accidents qui nous ont été déclarés.

Les enquêtes qui ont donné lieu à procès-verbal sont au nombre de 50 (55) et ont été motivées dans 39 (35) cas par la mort de la victime, dans 6 (15) par la contestation de l'accident, dans 4 (4) par la déclaration faite par la victime et dans 1 (1) par une contravention aux lois et règlements.

En outre, nous avons dressé quatre procès-verbaux d'enquête au sujet d'accidents mortels survenus dans le district de Courtrai.

Voici le résumé des circonstances dans lesquelles ont eu lieu les accidents mortels:

## I. — Etablissements industriels.

### 1° *Filature de lin.*

*a*) Deux ouvrières faisaient le nettoyage d'une mécanique arrêtée. Pour faciliter le travail, elles voulurent la remettre en marche. L'une d'elles s'en chargea après avoir prévenu sa compagne; cette dernière ne prit point garde et eut le bras pris entre le bâti de la mécanique et le rayon d'une poulie. Elle mourut dix jours après

l'accident, sans qu'on ait pu établir si celui-ci avait réellement causé la mort.

*b*) Pendant la marche, un ouvrier commit l'imprudence de vouloir mettre une courroie sur sa poulie placée à 4 m. 50 environ du sol. Se trouvant sur une échelle, il fit un faux pas et se cramponna à l'arbre de transmission. Celui-ci l'entraîna dans son mouvement, le lançant à chaque évolution contre le plafond de la salle. Quand on put le dégager, il tomba mourant sur le pavement.

2° *Filature de jute.*

*a, b, c*) Les câbles d'un ascenseur devaient être raccourcis. La cage se trouvait au sommet du couloir et le contremaître voulut la fixer au moyen de cordes passées derrière les glissières et entourant les sabots de glissement. Par une inattention incompréhensible, il passa les cordes autour des sabots mais non derrière les glissières, de sorte que quand il donna l'ordre de détacher les deux câbles de manœuvre, la cage vint s'effondrer au rez-de-chaussée, entraînant cinq ouvriers, dont deux furent tués sur le coup, tandis qu'un troisième mourut des suites des lésions qu'il reçut.

3° *Teinturerie.*

Un jeune ouvrier juché sur une échelle était chargé de maintenir à distance de l'arbre en mouvement, une courroie qui devait être réparée. La courroie s'enroula autour de l'arbre entraînant le jeune ouvrier qui fut tué. Le chef d'entreprise fut poursuivi et condamné.

4° *Fabrique de ciment.*

Une forte glissière devait être élevée à une hauteur de 80 centimètres. Le contremaître, voulant aider au travail, fut écrasé entre une traverse de la glissière et le soutien sur lequel on voulait la placer.

5° *Fabrique de plâtre.*

Un ouvrier qui, pendant le repos, s'était probablement couché et endormi sur un passage élevé, en est tombé et a été tué par des roues d'engrenage.

6° *Fabrique de produits chimiques.*

Un ouvrier était monté sur la plateforme près de la bouche d'un four à chaux. On l'y a trouvé asphyxié.

7° *Fabrique de superphosphates.*

*a*) Deux ouvriers devant faire un travail à une certaine hauteur se trouvaient dans un bac attaché à un câble au moyen d'un crochet. Arrivés à peu près à la hauteur voulue, le bac est tombé. L'on ne peut s'expliquer la chute que de la façon suivante: les ouvriers auront omis le fermer le crochet d'attache au moyen de la goupille ad hoc, et le choc du bac contre un objet quelconque l'aura détaché du crochet. L'un des ouvriers fut tué;

*b*) Un ouvrier voulait graisser une poulie pendant la marche. Il est probable que, sur le point de tomber de l'échelle sur laquelle il se trouvait, il aura voulu s'accrocher à la courroie et que celle-ci l'aura jeté par terre. Il est mort le même jour.

8° *Atelier de construction.*

*a* et *b*) Deux ouvriers, s'étant couchés au-dessus de l'étuve, y ont été trouvés asphyxiés.

*c*) Un ouvrier conduisant le camion, lourdement chargé, de l'atelier, voulut prendre place sur le véhicule. Il glissa si malheureusement qu'il fût pris sous une des roues; on le releva mourant.

9° *Fonderie de fer.*

Un petit cubilot était suspendu en vue d'être réparé. Le crochet de suspension se brisa au moment où un ouvrier procédait à ce travail. Il fut écrasé sous le cubilot.

10° *Usine à gaz.*

Pendant la manœuvre d'une rame de wagons, un ouvrier fut écrasé entre deux butoirs.

11° *Fabrique de poudre.*

L'explosion d'un grenoir a causé la mort d'un ouvrier se trouvant dans le local de travail.

12° *Malterie.*

Un ouvrier s'est tué en tombant à travers une trappe se trouvant devant la porte d'entrée de la touraille.

13° *Brasserie.*

L'éclatement d'une bouteille blessa gravement au poignet un ouvrier préposé au remplissage. Il succomba deux jours après l'accident.

14° *Meunerie.*

Un ouvrier de meunerie, conduisant un chariot, fut écrasé sous son véhicule en voulant arrêter les chevaux qui avaient pris le mors aux dents.

15° *Installations électriques.*

Le mécanicien-chauffeur d'une entreprise d'installations électriques fut victime d'un accident d'automobile: son véhicule ayant buté contre le bord du trottoir, le conducteur fut mortellement blessé.

16° *Chantier de construction.*

Un ouvrier fut saisi par une courroie de transmission et reçut des fractures multiples aux bras et aux jambes. Il succomba aux blessures.

## II. — Industrie du bâtiment.

1° En érigeant un échafaudage pour la construction d'une usine, un ouvrier cogna une poutrelle qui, tombant du troisième étage, atteignit à la tête un manœuvre occupé à travailler au rez-de-chaussée. La victime mourut des suites de cet accident.

2° Pendant la construction d'un échafaudage, l'ouvrier occupé à placer les garde-corps tomba d'une hauteur de 40 mètres et fut mortellement blessé.

3° Un apprenti plombier fit un faux pas en montant sur une échelle et mourut des suites de la chute qu'il fit d'une hauteur de 4 mètres.

4° Un ouvrier peintre, occupé à la construction de l'exposition, se blessa le pied en marchant sur un clou. Il succomba au tétanos contracté à la suite de cet accident.

5° et 6° Un bâtiment, dont la construction était à peu près achevée, s'écroula en occasionnant la mort d'un maçon et d'un charpentier occupés à travailler à la corniche du toit.

7° Pour peindre les châssis extérieurs des fenêtres en tabatière d'une maison, un ouvrier s'était placé dans la gouttière. Il fit un faux pas et se tua en tombant d'une hauteur de 10 mètres.

8° Un manœuvre, occupé à des travaux de terrassements dans une fabrique d'allumettes, fut pris et asphyxié sous un éboulement de terres. Le chef d'entreprise fut poursuivi et condamné pour infraction à l'arrêté royal du 31 mars 1905.

9° Au cours de la construction du pavillon de la ville d'Anvers à l'exposition internationale, un ouvrier tomba du toit et se tua.

10° Une grosse poutre devant être déplacée dans un bâtiment en construction, l'ouvrier, qui la guidait, fut précipité dans le vide par un mouvement imprévu de la poutre. Il était mort quand on le releva.

### III. — Entreprises de chargement et de déchargement.

*a*) Le choc d'un arbre suspendu à la grue de déchargement précipita à fond de cale un ouvrier débardeur;

*b*) Un ouvrier tomba d'une échelle en voulant fixer une poulie.

### IV. — Entreprises de transport par terre.

*a*) Un machiniste de la Société des chemins de fer vicinaux, en montant sur sa locomotive pendant qu'elle manœuvrait, fut écrasé entre la machine et un support de câbles électriques;

*b*) Le conducteur d'un camion chargé de balles de coton glissa de son siège, donna de la tête sur le pavé et reçut en outre sur le corps une balle de coton qu'il avait entraînée dans sa chute.

### V. — Entreprises de transport par eau.

*a*) Un ouvrier se trouvant sur le bord d'un bateau eut une défaillance, tomba à l'eau et se noya;

*b*) En revenant à bord, la nuit, un ouvrier tomba dans le canal où il trouva la mort.

## SECTION VIII.

### Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Nous avons eu à examiner 272 demandes en autorisation. Les établissements qu'elles concernaient comprenaient 603 sections. De ces demandes 244 (248) avec 533 (413) sections se rapportaient à notre district et 28 demandes avec 70 sections se rapportaient au district de Courtrai.

Les 244 demandes concernant la Flandre Orientale comprenaient les sections suivantes:

| | |
|---|---|
| Electricité (machines génératrices, réceptrices, etc.) | 120 |
| Moteurs à explosion | 65 |
| Matières inflammables (Dépôts de) | 48 |
| Projections cinématographiques | 44 |
| Briqueteries | 24 |
| Gaz de gazogène (Production de) | 22 |
| Théâtres permanents | 22 |
| Carbure de calcium (Dépôts de) | 15 |
| Acétylène (Production de l') | 12 |
| Forges | 11 |
| Travail en grand des métaux | 9 |
| Tissages mécaniques | 8 |
| Teintureries en général | 8 |
| Ateliers pour le travail du bois | 7 |
| Dépôts de chiffons | 6 |
| Dépôts d'os | 6 |
| Ateliers d'éjarrage | 6 |
| Meuneries | 6 |

| | |
|---|---|
| Chaux (Magasins de) | 5 |
| Tabacs (Fabriques de) | 5 |
| Matières filamenteuses (Dépôts de) | 5 |
| Fonderies de fer, de cuivre, etc. | 4 |
| Beurre (Fabrication du) | 4 |
| Garages pour automobiles | 4 |
| Huiles lourdes (Dépôts d') | 3 |
| Matières combustibles | 3 |
| Teintureries de peaux | 3 |
| Scieries de bois | 3 |
| Blanchiment (Ateliers de) | 3 |
| Glace artificielle (Fabrication de la) | 3 |
| Colle (Fabrication de la) | 3 |
| Peaux (Dépôts de) | 3 |
| Plâtre (Fours à) | 3 |
| Enduit à chaud | 2 |
| Accumulateurs en chargement et en déchargement | 2 |
| Retorderies | 2 |
| Teillages de lin | 2 |
| Filatures de lin, chanvre, etc. | 2 |
| Gaz comprimé | 2 |
| Brasseries | 2 |
| Poteries | 2 |
| Tuileries | 2 |
| Distilleries | 2 |
| Glucoserie | 1 |
| Savonnerie | 1 |
| Filature de coton | 1 |
| Corderie | 1 |
| Atelier d'apprêt | 1 |
| Mouture de scories | 1 |
| Taillerie de diamants | 1 |
| Dépôt de foin | 1 |
| Charron (Atelier de) | 1 |
| Torréfaction de café | 1 |
| Tonnellerie | 1 |
| Huilerie | 1 |
| Glycérine (Extraction de la) | 1 |

| | |
|---|---|
| Malterie | 1 |
| Saunerie | 1 |
| Fromage (Dépôt de) | 1 |
| Fromage (Fabrication du) | 1 |
| Rouissage du lin | 1 |
| Galvanoplastie | 1 |
| Gazomètre | 1 |
| Total | 533 |

**Plaintes et réclamations.** — Le nombre de plaintes que nous avons reçues ne diffère pas sensiblement de celui de l'année 1912. Elles concernaient:

| | |
|---|---|
| L'industrie des métaux | 6 |
| Id. des chiffons et des matières animales | 6 |
| Id. céramique | 6 |
| Id. textile | 4 |
| Id. alimentaire | 1 |
| Id. du papier | 1 |
| Id. du bois | 1 |
| Les matières inflammables | 1 |

Elles visaient:

| | |
|---|---|
| La pollution des cours d'eau | 7 |
| Le bruit | 7 |
| Le dégagement de poussière, de fumée et de gaz nuisibles | 7 |
| Le dégagement d'odeurs désagréables | 4 |
| Le danger d'incendie | 1 |

Les plaintes relatives à la pollution des cours d'eau sont assez souvent fondées, mais il n'est pas toujours aisé de donner complète satisfaction aux réclamants. S'il est relativement facile, par exemple, de précipiter les matières en suspension dans les eaux usées des teintureries de peaux et des papeteries, la décoloration complète que les plaignants désireraient obtenir est souvent irréalisable pratiquement, et n'est d'ailleurs pas absolument nécessaire.

Une papeterie, qui avait donné lieu à différentes plaintes, justifiées d'ailleurs, a fait construire une installation pour l'épuration des eaux. Celles-ci, au moment de leur arrivée dans l'un ou l'autre des bassins circulaires, reçoivent un filet de lait de chaux qui, se mélangeant à elles, précipite les matières en suspension, et se reposent durant douze ou vingt-quatre heures. Nous avons l'espoir que cette installation fera disparaître les inconvénients dont on s'était plaint.

Nous pensons aussi que le même procédé appliqué régulièrement dans les teintureries de peaux améliorerait considérablement la situation dans plusieurs d'entre elles.

Certaines petites exploitations comme, par exemple, une laiterie dont on s'était plaint, travaillent avec un sans-gêne étonnant et, sans avoir égard aux dommages qu'elles peuvent causer à des voisins, laissent écouler leurs eaux dans les fossés, sans épuration quelconque.

Nous avons pu constater que l'eau de puits d'une habitation séparée par la voie publique d'un établissement industriel, où se faisait anciennement la teinture du coton, était jaunâtre et affectait désagréablement l'odorat, tandis qu'en creusant le sol à une distance de quelques mètres, on arrivait rapidement à une nappe d'eau claire et limpide. Il n'est pas impossible que l'eau du puits ait été contaminée par l'ancienne teinturerie, dont l'effluent se déchargeait dans un étang longeant la route. L'industriel comble actuellement cet étang, mais il est évident qu'en tout cas, il faudra un temps considérable avant que l'eau du puits contaminé soit de nouveau potable.

Les réclamations relatives au bruit sont souvent exagérées et dues à des raisons personnelles. Il arrive néanmoins qu'elles soient réellement fondées, mais alors c'est généralement un cas de nécessité qui commande le travail de nuit, incommodant les voisins.

Il deviendrait fastidieux de répéter de nouveau les mêmes observations auxquelles ont donné lieu, dans nos rapports antérieurs, les plaintes relatives à la construction des fours à briques de campagne.

Les fabriques de produits chimiques, etc. (acides sulfurique et chlorhydrique, superphosphates), qui se multiplient le long du canal de Terneuzen, ont continué de donner lieu à différentes

réclamations de la part des propriétaires des maisons de campagne et des habitations circonvoisines. Sur nos instances, la fabrique de superphosphates a installé un appareil destiné à capter les vapeurs nocives.

Les dépôts de chiffons et d'os qui incommodaient le voisinage ont nécessité des mesures coercitives. Il en a été de même d'un dépôt de matières inflammables.

L'année dernière, nous avons cru devoir émettre un avis défavorable au sujet d'une demande ayant pour objet l'exploitation d'un cinéma dans une salle mal disposée, située au-dessus d'un dépôt de pétrole et attenante à la tonnellerie du requérant. Et voilà que celui-ci, qui ne trouvait aucun inconvénient à donner des représentations cinématographiques dans des conditions si défectueuses, se plaint du danger et des inconvénients que présentait, d'après lui, une salle située en face, au rez-de-chaussée et notablement mieux installée!

Il y a quelques années nous avons signalé la chute prévue par nous de la cheminée d'une fabrique de papier. Un cas analogue s'est présenté cette année: La cheminée d'une poterie était fortement inclinée depuis de nombreuses années. Lors d'une visite, à la suite d'une plainte, nous avons signalé au propriétaire, le danger que présentait la cheminée. De même que le directeur de la papeterie, le potier n'était pas de notre avis. Mais les événements se sont chargés de nous donner raison: la cheminée s'est effondrée en n'entraînant, heureusement, que des dégâts matériels.

**Classification des établissements industriels.** — La préparation de la colle employée pour fabriquer des attrape-mouches doit être rangée dans la deuxième classe des établissements dangereux: cette colle est composée d'huiles lourdes et autres matières combustibles. Mais, elle ne peut être assimilée à la colle forte dont la fabrication est rangée dans la première classe.

L'extraction du sel des saumures, avec raffinerie de sel, appartient à la deuxième classe: elle ne figure pas explicitement dans la nomenclature des établissements classés, mais les opérations qu'elle comporte sont les mêmes que celles que l'on effectue dans une saunerie. Avant l'évaporation en vue de la cristallisation du

sel, l'eau subit un traitement à la chaux en vue de précipiter les matières étrangères qu'elle peut contenir.

La fabrication de la glucose au moyen de la fécule ou de l'amidon, sans que ces dernières matières soient produites dans l'établissement même, est rangée dans la deuxième classe.

Un dépôt de sacs usés, de toute nature, doit être considéré comme étant un dépôt de chiffons et appartient à la première classe du moment que la quantité en magasin dépasse 50 kilogrammes.

Une fabrique de cigares n'est pas une fabrique de tabacs et ne peut, comme celle-ci, être rangée dans la première classe: elle constitue un dépôt de matières combustibles.

Une administration communale prétendait que les salles, où se donnaient des représentations de cinématographie, devaient être rangées dans la deuxième classe. Il est possible, comme elle le disait, que, quand le courant à haute tension de la distribution publique est transformé en courant à basse tension, les dangers pour les spectateurs soient moindres. Mais la classification dépend plutôt des inconvénients et des dangers qui peuvent résulter de l'exploitation pour les voisins que de ceux auxquels sont exposés les spectateurs. Or, les transformateurs ont été souvent une cause de nuisance pour les habitants des maisons adjacentes. Aussi longtemps que les prescriptions actuelles sont en vigueur, la députation permanente est seule compétente pour statuer sur l'installation d'un cinéma avec dynamo ou avec transformateur statique ou rotatif, quelle que soit d'ailleurs la puissance de ces appareils.

Différentes autres demandes au sujet des formalités à remplir pour le placement des transformateurs, soit dans l'industrie, soit dans des cabines de distribution d'électricité, nous ont été soumises. Dans ces cas aussi, nous avons émis un avis analogue.

Pour quelques autres demandes concernant des moteurs électriques de moins de 4 kilowatts, des moteurs à explosion, il aurait suffi aux requérants de consulter la liste des établissements classés.

Un industriel désirait placer le convoyeur-assouplisseur de sa filature de jute sur une voûte au-dessus de sa chaudière à vapeur. Les prescriptions, que nous avons pour mission de faire exécuter, ne défendent pas explicitement d'établir des locaux de travail permanents au-dessus des chaudières. Il n'y avait donc pas d'empê-

chement légal absolu à ce que la demande en question reçût un accueil favorable; même, à notre avis, aucune permission n'était requise dans ce cas, à moins que l'arrêté, autorisant le placement de la chaudière, n'eût fait défense d'établir au-dessus de celle-ci un atelier permanent.

Un cinématographe, une blanchisserie et une teinturerie de peaux ayant été détruits par l'incendie, nous avons chaque fois appliqué l'article 10, 3°, de l'arrêté royal du 29 janvier 1863, en vertu duquel une nouvelle permission est nécessaire.

De même, une fabrique de soie artificielle devant être considérablement agrandie, et les locaux devant être partiellement transformés et déplacés, nous avons pensé que l'augmentation des dangers et des inconvénients qui pouvaient en résulter pour les voisins justifiaient l'obligation imposée à l'industriel d'introduire une nouvelle demande en autorisation.

TABLEAU I

| Arrondissements. | Nombre d'établissements visités | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1 fois. | 2 fois. | 3 fois. | Plus de 3 fois. | Employant | | | | | | | |
| | | | | | moins de 5 ouvriers. | | de 5 à 9 ouvriers. | | de 10 à 99 ouvriers. | | au moins 100 ouvriers. | |
| | | | | | Établissements. | Ouvriers. | Établissements. | Ouvriers. | Établissements. | Ouvriers. | Établissements. | Ouvriers. |
| Alost | 470 | 43 | 10 | 5 | 327 | 848 | 55 | 374 | 114 | 3,645 | 32 | 8,972 |
| Audenarde | 513 | 38 | 7 | — | 356 | 799 | 57 | 388 | 117 | 3,419 | 28 | 5,767 |
| Eecloo | 93 | 11 | 5 | — | 52 | 127 | 14 | 98 | 32 | 1,154 | 11 | 2,978 |
| Gand | 658 | 75 | 20 | 7 | 286 | 673 | 116 | 761 | 279 | 8,866 | 79 | 26,478 |
| Saint-Nicolas | 743 | 34 | 26 | 22 | 348 | 1,191 | 220 | 1,449 | 220 | 5,877 | 37 | 10,278 |
| Termonde | 279 | 19 | 10 | 2 | 139 | 450 | 51 | 326 | 79 | 2,548 | 41 | 9,808 |
| Totaux | 2,756 | 220 | 78 | 36 | 1,508 | 4,088 | 513 | 3,396 | 841 | 25,509 | 228 | 64,281 |

TABLEAU II

PERSONNEL DE

| Désignation des groupes d'industries. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | | Filles et | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| | | | | | | ARRONDISSEMENT |
| Industries connexes de l'exploitation des carrières. | 2 | 102 | 4 | 4 | — | — |
| — des métaux | 65 | 170 | — | 2 | — | — |
| — céramiques | 74 | 339 | 1 | 14 | — | — |
| — chimiques | 23 | 2,463 | 47 | 182 | 29 | 203 |
| — alimentaires | 74 | 411 | 9 | 3 | — | 1 |
| — textiles | 41 | 7,360 | 216 | 310 | 469 | 672 |
| — du vêtement | 3 | 215 | 1 | 2 | 24 | 27 |
| — de la construction | 13 | 186 | 1 | 5 | — | — |
| — du bois et de l'ameublement | 146 | 655 | 10 | 29 | — | — |
| — des peaux et cuirs | 16 | 698 | 41 | 56 | 15 | 24 |
| — du tabac | 40 | 898 | 27 | 36 | 14 | 26 |
| — du papier | 8 | 186 | 7 | 14 | 8 | 13 |
| — du livre | 5 | 57 | 7 | 8 | 2 | 2 |
| — d'art | 1 | 23 | 1 | 4 | — | — |
| — spéciales | 20 | 76 | — | 3 | — | 2 |
| Totaux. | 528 | 13,839 | 372 | 672 | 561 | 970 |

ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

| femmes de | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Filles et femmes de | | |
| 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| D'ALOST. | | | | | | | |
| — | — | 10 | — | 10 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — |
| 411 | 481 | 68 | — | 68 | — | — | — |
| 2 | — | — | — | — | — | — | — |
| 979 | 1,293 | 213 | — | 213 | — | — | — |
| 67 | 48 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — |
| 28 | 65 | — | — | — | — | — | — |
| 35 | 42 | — | — | — | — | — | — |
| 14 | 9 | — | — | — | — | — | — |
| 2 | 6 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — |
| 3 | 6 | — | — | — | — | — | — |
| 1,541 | 1,950 | 291 | — | 281 | — | — | — |

PERSONNEL DES

| Désignation des groupes d'industries. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | | Filles et | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| **ARRONDISSEMENT** | | | | | | |
| Industries des métaux | 85 | 467 | 10 | 24 | — | — |
| — céramiques | 51 | 551 | 32 | 63 | 6 | 6 |
| — chimiques | 6 | 111 | — | — | — | — |
| — alimentaires | 118 | 516 | 20 | 27 | 13 | 11 |
| — textiles | 96 | 7,806 | 130 | 282 | 124 | 436 |
| — du vêtement | 1 | 37 | — | — | — | 5 |
| — de la construction | 2 | 194 | — | — | — | — |
| — du bois et de l'ameublement | 176 | 570 | — | 2 | — | — |
| — des peaux et cuirs | 2 | 32 | — | 2 | — | — |
| — du livre | 3 | 36 | 4 | 3 | — | — |
| — spéciales | 18 | 53 | — | — | — | — |
| Totaux. | 558 | 10,373 | 196 | 403 | 143 | 458 |
| **ARRONDISSEMENT** | | | | | | |
| Industries des métaux | 22 | 155 | — | 3 | — | — |
| — chimiques | 10 | 1,040 | — | 14 | — | — |
| — alimentaires | 31 | 711 | — | 2 | — | — |
| — textiles | 17 | 1,413 | 67 | 95 | 44 | 82 |
| — de la construction | 4 | 102 | — | — | — | — |
| — du bois et de l'ameublement | 14 | 205 | 3 | 8 | 4 | 6 |
| — des peaux et cuirs | 7 | 705 | — | 25 | — | 32 |
| — du tabac | 2 | 11 | — | 2 | - | — |

ÉTABLISSEMENTS VISITÉS (*suite*).

| femmes de | | Personnel travaillant la nuit | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | Filles et femmes de | | |
| | | | | | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| D'AUDENARDE. | | | | | | | |
| — | — | — | — | — | — | — | — |
| 8 | 2 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 50 | — | 50 | — | — | — |
| 17 | 13 | — | — | — | — | — | — |
| 872 | 1,148 | — | — | — | — | — | — |
| 3 | 28 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | 2 | — | — | — | — | — | — |
| 900 | 1,193 | 50 | — | 50 | — | — | — |
| D'EECLOO. | | | | | | | |
| — | — | — | — | — | — | — | — |
| 12 | — | 8 | — | 8 | — | — | — |
| — | — | 186 | — | 136 | — | — | — |
| 114 | 90 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — |
| 6 | 12 | — | — | — | — | — | — |
| 215 | 161 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — |

PERSONNEL DES

| Désignation des groupes d'industries. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | | Filles et | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| **ARRONDISSEMENT** | | | | | | |
| Industries du livre | 1 | 7 | — | — | — | — |
| — spéciales | 1 | 8 | — | — | — | — |
| Totaux. | 109 | 4,357 | 70 | 149 | 48 | 120 |
| **ARRONDISSEMENT** | | | | | | |
| Industries connexes de l'exploitation des carrières. | 3 | 89 | — | 1 | — | — |
| — des métaux | 143 | 4,366 | 49 | 72 | 6 | 13 |
| — céramiques | 64 | 698 | 62 | 64 | 15 | 51 |
| — chimiques | 25 | 1,366 | 18 | 26 | 28 | 42 |
| — alimentaires. | 159 | 1,774 | 16 | 16 | 9 | 23 |
| — textiles | 125 | 21,338 | 718 | 1.085 | 990 | 1,681 |
| — du vêtement. | 8 | 374 | — | — | 25 | 50 |
| — de la construction. | 32 | 978 | 2 | 2 | 2 | — |
| — du bois et de l'ameublement | 113 | 2,798 | 113 | 150 | 18 | 15 |
| — des peaux et cuirs | 16 | 688 | 17 | 42 | 12 | 41 |
| — du tabac | 9 | 171 | 2 | 7 | — | — |
| — du papier | 6 | 292 | 3 | 5 | 18 | 26 |
| — du livre | 17 | 625 | 24 | 36 | 11 | 3 |
| — d'art | 8 | 352 | 2 | 37 | — | 2 |
| — spéciales | 27 | 244 | 4 | 8 | 7 | 14 |
| — des transports | 5 | 625 | — | — | — | — |
| Totaux | 760 | 36,778 | 1,030 | 1,551 | 1,141 | 1,961 |

ÉTABLISSEMENTS VISITÉS (*suite*).

| femmes de | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | Filles et femmes de | | |
| | | | | | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| D'ERECLOO (*suite*). | | | | | | | |
| — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — |
| 347 | 266 | 194 | — | 194 | — | — | — |
| DE GAND. | | | | | | | |
| — | — | — | — | — | — | — | — |
| 29 | 40 | 422 | — | 422 | — | — | — |
| 37 | 25 | — | — | — | — | — | — |
| 121 | 284 | 121 | — | 121 | — | — | — |
| 32 | 50 | 82 | — | 82 | — | — | — |
| 3,701 | 6,440 | — | — | — | — | — | — |
| 114 | 145 | — | — | — | — | — | — |
| 1 | — | — | — | — | — | — | — |
| 95 | 84 | 420 | — | 420 | — | — | — |
| 100 | 107 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — |
| 22 | 25 | 62 | — | 62 | — | — | — |
| 17 | 22 | — | — | — | — | — | — |
| 14 | 2 | — | — | — | — | — | — |
| 16 | 58 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — |
| 4,309 | 7,282 | 1,107 | — | 1,107 | — | — | — |

PERSONNEL DES

| Désignation des groupes d'industries. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | | Filles d | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| **ARRONDISSEMENT** | | | | | | |
| Industries connexes de l'exploitation des carrières. | 1 | 211 | — | 5 | — | — |
| — des métaux | 97 | 1,566 | 29 | 67 | — | — |
| — céramiques | 45 | 1,484 | 104 | 107 | 39 | 45 |
| — chimiques | 12 | 660 | — | 22 | — | — |
| — alimentaires | 177 | 1,297 | 8 | 27 | — | — |
| — textiles | 96 | 7,022 | 251 | 288 | 416 | 505 |
| — du vêtement | 5 | 85 | — | — | 13 | 25 |
| — de la construction | 48 | 994 | — | 23 | — | — |
| — du bois et de l'ameublement | 201 | 1,380 | 15 | 78 | — | 2 |
| — des peaux et cuirs | 30 | 895 | 1 | 12 | 1 | 4 |
| — du tabac | 17 | 1,963 | 73 | 113 | 115 | 83 |
| — du livre | 13 | 61 | 3 | 12 | — | — |
| — d'art | 9 | 226 | 15 | 29 | 2 | 5 |
| — spéciales | 73 | 933 | 6 | 46 | — | 5 |
| — des transports | 1 | 18 | — | — | — | — |
| Totaux | 825 | 18,795 | 505 | 829 | 586 | 674 |

ÉTABLISSEMENTS VISITÉS (*suite*).

| femmes de | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | Filles et femmes de | | |
| | | | | | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 22 ans. |
| DE SAINT-NICOLAS. | | | | | | | |
| — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — |
| 100 | 107 | — | — | — | — | — | — |
| — | 2 | — | — | — | — | — | — |
| — | 8 | 80 | — | 80 | — | — | — |
| 913 | 1,234 | — | — | — | — | — | — |
| 27 | 17 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — |
| 2 | 4 | — | — | — | — | — | — |
| 97 | 168 | — | — | — | — | — | — |
| 355 | 549 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — |
| 11 | 1 | — | — | — | — | — | — |
| 16 | 63 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — |
| 1,521 | 2,153 | 80 | — | 80 | — | — | — |

PERSONNEL DES

| Désignation des groupes d'industries. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | | Filles et | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| **ARRONDISSEMENT** | | | | | | |
| Industries des métaux | 41 | 679 | 48 | 47 | — | — |
| — céramiques | 7 | 29 | — | 2 | — | — |
| — chimiques | 18 | 789 | 23 | 37 | — | — |
| — alimentaires. | 87 | 427 | — | — | — | — |
| — textiles | 67 | 9,569 | 491 | 637 | 430 | 685 |
| — de la construction. | 13 | 225 | — | 1 | — | — |
| — du bois et de l'ameublement | 46 | 325 | 7 | 29 | — | — |
| — des peaux et cuirs | 7 | 590 | 38 | 29 | 17 | 20 |
| — du tabac | | 65 | 13 | 13 | 1 | — |
| — du papier | 2 | 109 | 2 | — | — | 13 |
| — du livre | 2 | 7 | — | 2 | — | — |
| — d'art | 1 | 22 | — | 5 | — | — |
| — spéciales | 15 | 290 | 19 | 18 | 15 | 15 |
| — des transports | 1 | 6 | — | — | — | — |
| Totaux. | 310 | 13,132 | 641 | 820 | 463 | 733 |

ÉTABLISSEMENTS VISITÉS (*suite*).

| femmes de | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | Filles et femmes de | | |
| | | | | | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| **DE TERMONDE.** | | | | | | | |
| — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | 1 | — | — | — | — | — | — |
| 2 | 8 | 7 | — | 7 | — | — | — |
| — | — | 8 | — | 8 | — | — | — |
| 1,251 | 1,112 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — |
| 90 | 87 | — | — | — | — | — | — |
| 2 | 15 | — | — | — | — | — | — |
| 28 | 13 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — |
| 36 | 27 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — |
| 1,409 | 1,263 | 15 | — | 15 | — | — | — |

## RÉCAPITU

### PERSONNEL DES

| Désignation des groupes d'industries. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | | Filles et | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| Industries connexes de l'exploitation des carrières. | 6 | 402 | 4 | 10 | — | — |
| — des métaux | 453 | 7,403 | 136 | 215 | 6 | 13 |
| — céramiques | 241 | 3,101 | 199 | 250 | 60 | 102 |
| — chimiques | 94 | 6,429 | 88 | 281 | 57 | 245 |
| — alimentaires | 646 | 5,136 | 53 | 75 | 22 | 35 |
| — textiles | 442 | 54,508 | 1,873 | 2,697 | 2,473 | 4,061 |
| — du vêtement | 17 | 711 | 1 | 2 | 62 | 107 |
| — de la construction | 112 | 2,679 | 3 | 31 | 2 | — |
| — du bois et de l'ameublement | 696 | 5,933 | 148 | 296 | 22 | 23 |
| — des peaux et cuirs | 78 | 3,608 | 97 | 166 | 45 | 121 |
| — du tabac | 71 | 3,108 | 115 | 171 | 130 | 109 |
| — du papier | 13 | 587 | 12 | 19 | 26 | 52 |
| — du livre | 41 | 793 | 38 | 61 | 13 | 5 |
| — d'art | 19 | 623 | 18 | 75 | 2 | 7 |
| — spéciales | 154 | 1,604 | 29 | 75 | 22 | 36 |
| — des transports | 7 | 649 | — | — | — | — |
| Totaux. | 3,090 | 97,274 | 2,814 | 4,424 | 2,942 | 4,916 |

## LATION.

### ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

| femmes de | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | Filles et femmes de | | |
| | | | | | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| — | — | 10 | — | 10 | — | — | — |
| 29 | 40 | 422 | — | 422 | — | — | — |
| 145 | 135 | — | — | — | — | — | — |
| 546 | 775 | 254 | — | 254 | — | — | — |
| 51 | 71 | 356 | — | 356 | — | — | — |
| 7,830 | 11,317 | 213 | — | 213 | — | — | — |
| 211 | 238 | — | — | — | — | — | — |
| 1 | — | — | — | — | — | — | — |
| 103 | 100 | 420 | — | 420 | — | — | — |
| 530 | 588 | — | — | — | — | — | — |
| 392 | 606 | — | — | — | — | — | — |
| 74 | 47 | 62 | — | 62 | — | — | — |
| 19 | 28 | — | — | — | — | — | — |
| 25 | 3 | — | — | — | — | — | — |
| 71 | 159 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — |
| 10,027 | 14,107 | 1,737 | — | 1,737 | — | — | — |

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES A LA LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889

TABLEAU III

| Industries de diverses catégories. | Loi du 13 décembre 1889. | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Art. 2. | Art. 4. | Art. 6. | Art. 10. | Art. 11. |
| **ARRONDISSEMENT ADMI** | | | | | |
| Filature et tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute | — | — | — | 1 | 3 |
| Industries d'art | — | — | — | 2 | 1 |
| Fabrication du papier | — | — | — | 1 | — |
| Industries des tabacs et cigares | — | — | — | 1 | 4 |
| Industries du mobilier et accessoires du bâtiment | 1 | — | — | 8 | 8 |
| Industries du bâtiment | — | — | — | 2 | 2 |
| Industries accessoires du vêtement (1re catégorie) | 6 | — | — | 1 | 2 |
| — — (2e catégorie) | — | — | — | 4 | 7 |
| Industrie de la grosse construction mécanique | — | — | — | — | 1 |
| Briquet. et tuileries (à la main) et autres exploitations similaires. | — | — | — | 7 | 4 |
| Industries non visées par les arrêtés précédents | — | — | — | 1 | 2 |
| Totaux. | 7 | — | — | 28 | 34 |
| **ARRONDISSEMENT ADMI** | | | | | |
| Filature et tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute | — | — | — | 15 | 10 |
| Industrie lainière | — | — | — | — | — |
| Industries du mobilier et accessoires du bâtiment | 1 | — | — | 1 | — |
| Industrie de la grosse construction mécanique | 1 | — | — | 3 | 3 |
| Industrie de la petite construction mécanique | — | — | — | 1 | 5 |
| Briquet. et tuileries (à la main) et autres exploitations similaires. | — | — | — | 12 | 9 |
| Industries non visées par les arrêtés précédents | — | — | — | 3 | 3 |
| Totaux. | 7 | — | — | 35 | 30 |

AINSI QU'AUX ARRÊTÉS PRIS EN EXÉCUTION DE CETTE LOI.

| Arrêtés royaux. | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non affichage du tableau des heures de travail et des repos. | Infractions à l'arrêté royal du 19 février 1895. | |
| | | | Article. | Nature de l'établissement. |
| **NISTRATIF D'ALOST.** | | | | |
| 1 | 1 | 1 | | |
| — | — | — | | |
| 1 | — | — | | |
| — | 1 | — | | |
| 3 | — | — | Article 6. | Scierie de bois . . . . . 2 (Travail mécanique.) |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| 2 | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | Article 6. | Fabrique d'allumettes . . 1 (Scierie de bois.) |
| 7 | 2 | 1 | | |
| **ISTRATIF D'AUDENARDE.** | | | | |
| 4 | — | — | Article 6, | Tissage de coton . . . . 1 (Garçon de moins de 16 ans dans local à chlore.) |
| 1 | — | — | | |
| — | — | — | | |
| 2 | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| 7 | — | — | | |

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATEES A LA LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889

| Industries de diverses catégories. | Loi du 13 décembre 1889. | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Art. 2. | Art. 4. | Art 6. | Art. 10. | Art. 11 |
| **ARRONDISSEMENT ADMI** | | | | | |
| Filature et tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute | — | — | — | 3 | 5 |
| Industries du mobilier et accessoires du bâtiment | — | — | — | 1 | 4 |
| Industrie de la petite construction mécanique | — | — | — | 2 | 1 |
| Industries non visées par les arrêtés précédents | — | — | — | 2 | 1 |
| Totaux. | — | — | — | 8 | 11 |
| **ARRONDISSEMENT ADMINIS** | | | | | |
| Filature et tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute | 1 | — | — | 6 | 12 |
| Industrie lainière | — | — | — | — | 1 |
| Industries d'art | — | — | — | 1 | 7 |
| Fabrication du papier | — | — | — | — | 1 |
| Industries des tabacs et cigares | — | — | — | — | 4 |
| Industries du mobilier et accessoires du bâtiment | — | — | — | 7 | 5 |
| Fabrication de la poterie et de la faïence | — | — | — | — | 1 |
| Industries du bâtiment | — | — | - | 3 | — |
| Industries accessoires du vêtement (1re catégorie) | — | — | — | — | 3 |
| Industrie de la grosse construction mécanique | — | — | — | 1 | 2 |
| Industrie de la petite construction mécanique | — | — | — | 9 | 10 |
| Briquet. et tuileries (à la main) et autres exploitations similaires. | 2 | — | — | 32 | 30 |
| Industries non visées par les arrêtés précédents | 1 | — | — | 7 | 13 |
| Chocolateries, confiseries | 1 | — | — | 1 | 1 |
| Totaux. | 5 | — | — | 67 | 87 |

AINSI QU'AUX ARRÊTÉS PRIS EN EXÉCUTION DE CETTE LOI.

| Arrêtés royaux. | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non affichage du tableau des heures de travail et des repos. | Infractions à l'arrêté royal du 19 février 1895. | |
| | | | Article. | Nature de l'établissement. |
| NISTRATIF D'ERCLOO. | | | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | Article 5. | Ejarrage de peaux . . . 3 (Enfants de moins de 16 ans.) |
| — | — | — | | |
| TRATIF DE GAND. | | | | |
| 3 | — | — | Article 7. | Peignage de lin . . . . 1 (Salle non ventilée mécaniquement.) |
| — | — | — | | |
| 2 | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| 3 | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| 1 | — | — | Article 6 | Clouterie. . . . . 1 (Travail mécanique du bois.) |
| 2 | — | — | | |
| 2 | 1 | 1 | Article 8. | Ejarrage de peaux . . . 2 (Filles de moins de 16 ans.) |
| 2 | — | 1 | | |
| 15 | 1 | 2 | | |

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES A LA LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889

| Industries de diverses catégories. | Loi du 13 décembre 1889. | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Art. 2. | Art. 4. | Art. 6. | Art. 10. | Art. 11. |
| **ARRONDISSEMENT ADMI** | | | | | |
| Filature et tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute | — | — | — | 4 | 3 |
| Industrie lainière | — | — | — | 1 | 1 |
| Industries d'art | — | — | — | 4 | 3 |
| Industrie des tabacs et cigares | — | — | — | — | 1 |
| Industries du mobilier et accessoires du bâtiment | — | — | — | 2 | 3 |
| Industries du bâtiment | — | — | — | 4 | 4 |
| Industries accessoires du vêtement (1re catégorie) | 2 | — | — | 5 | 3 |
| — — (2e catégorie) | — | — | — | 8 | 9 |
| Industrie de la grosse construction mécanique | — | — | — | — | 1 |
| Industrie de la petite construction mécanique | — | — | — | 2 | 2 |
| Briquet. et tuileries (à la main) et autres exploitations similaires. | — | — | — | 1 | 2 |
| Industries non visées par les arrêtés précédents | — | — | — | — | 2 |
| Totaux. | 2 | — | — | 31 | 34 |
| **ARRONDISSEMENT ADMINIS** | | | | | |
| Filature et tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute | — | — | 2 | 1 | — |
| Industries d'art | — | — | — | 1 | — |
| Fabrication du papier | — | — | — | 1 | — |
| Industries des tabacs et cigares | — | — | — | — | 1 |
| Industries du mobilier et accessoires du bâtiment | — | — | 1 | 2 | — |
| Industries du bâtiment | — | — | — | 2 | — |
| Industries accessoires du vêtement (1re catégorie) | — | — | 2 | — | — |
| — — (2e catégorie) | — | — | — | — | 1 |
| Industrie de la grosse construction mécanique | — | — | 1 | 3 | — |
| Briquet. et tuileries (à la main) et autres exploitations similaires. | — | — | 1 | — | — |
| Industries non visées par les arrêtés précédents | — | — | 2 | 5 | — |
| Totaux. | — | — | 9 | 15 | 2 |

AINSI QU'AUX ARRÊTÉS PRIS EN EXÉCUTION DE CETTE LOI.

| ARRÊTÉS ROYAUX. | | | | | Infractions à l'art. 8 de la loi sur travail de nuit. |
|---|---|---|---|---|---|
| Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non affichage du tableau des heures de travail et des repos. | Infractions à l'arrêté royal du 19 février 1895. | | |
| | | | Article. | Nature de l'établissement. | |
| **NISTRATIF DE SAINT-NICOLAS.** | | | | | |
| 1 | — | 1 | | | Tissage de coton (fem.) |
| — | — | — | | | |
| — | — | 3 | | | |
| — | — | — | | | |
| — | — | 2 | | | |
| — | — | 1 | | | |
| — | — | — | | | |
| — | — | 7 | | | Vêtement (22 filles) |
| — | — | — | | | |
| — | — | 1 | | | Briqueterie (186 filles) |
| — | — | — | | | |
| — | — | — | Article 5. | Ejarage (fille de 16 ans à l'ej.). 1 | |
| 1 | — | 15 | | | |
| **NISTRATIF DE TERMONDE.** | | | | | |
| — | — | 2 | | | 97 filles n'ont pas de repos de nuit suffisant. |
| — | — | — | | | |
| — | — | — | | | |
| — | — | — | | | |
| — | — | 1 | | | |
| — | — | — | | | |
| — | — | — | | | |
| — | — | — | | | |
| — | — | — | | | |
| — | — | — | | | |
| — | — | 3 | | | |

# RÉCAPI

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES A LA LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889

PROVINCE DE LA

| Industries de diverses catégories. | LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889. | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Art. 2. | Art. 4. | Art. 6. | Art. 10. | Art. 11. |
| Filature et tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute | 1 | — | — | 31 | 34 |
| Industrie lainière | — | — | — | 1 | 2 |
| Industries d'art | — | — | — | 7 | 12 |
| Fabrication du papier | — | — | — | 1 | 2 |
| Industries des tabacs et cigares | — | — | — | 1 | 6 |
| Industries du mobilier et accessoires du bâtiment | 2 | — | — | 19 | 23 |
| Fabrication de la poterie et de la faïence | — | — | — | — | 1 |
| Industries du bâtiment | — | -- | — | 9 | 8 |
| Industries accessoires du vêtement (1re catégorie) | 8 | — | — | 8 | 8 |
| — — (2e catégorie) | — | — | — | 12 | 16 |
| Industrie de la grosse construction mécanique | 1 | — | — | 4 | 7 |
| Industrie de la petite construction mécanique | — | — | — | 15 | 21 |
| Briquet. et tuileries (à la main) et autres exploitations similaires. | 2 | — | — | 53 | 45 |
| Chocolateries | 1 | — | — | 1 | 1 |
| Industries non visées par les arrêtés précédents | 1 | — | — | 15 | 26 |
| Totaux | 16 | — | — | 177 | 212 |

# TULATION.

## AINSI QU'AUX ARRÊTÉS PRIS EN EXÉCUTION DE CETTE LOI.

FLANDRE ORIENTALE.

| ARRÊTÉS ROYAUX. | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non affichage du tableau des heures de travail et des repos. | Infractions à l'arrêté royal du 19 février 1895. Articles. | Nature de l'établissement. |
| 11 | 1 | 4 | Article 6. | Tissage de coton . . . . 1 (Garçon de moins de 16 ans dans local à chlore.) |
| 1 | — | — | Article 7. | Peignage de lin . . . . 1 (Salle non ventilée mécaniquement.) |
| 2 | — | 3 | | |
| 1 | — | — | | |
| 1 | 1 | — | | |
| 6 | — | 3 | Article 6. | Scierie de bois. . . . . 2 (Travail mécanique.) |
| — | — | — | | |
| — | — | 1 | | |
| — | — | — | | |
| 3 | — | 7 | | |
| 2 | — | — | | |
| 1 | — | 1 | Article 6. | Clouterie. . . . . 1 (Travail mécanique du bois.) |
| 2 | — | — | | |
| 2 | — | 1 | Article 5. | Ejarrage de peaux . . 2 (Enfants de moins de 16 ans.) |
| 2 | 1 | 1 | Article 6. | Fabrique d'allumettes . . 1 (Scierie de bois.) |
| 34 | 3 | 21 | | |

# LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889.

## RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU IV

| Arrondissement judiciaire. | Nature de l'entreprise. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| | | | **A. — Article 2.** | |
| Gand. | Tonnellerie. | 7 janvier. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. P.V. à charge du père. | — |
| Id. | Id. | id. | Id. | — |
| Id. | Id. | id. | Id. | — |
| Audenarde. | Forge. | 23 janvier. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. P.V. à charge du patron. | 26 francs ou 8 jours. |
| Id. | Id. | id. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. P.V. à charge du père. | 3 francs ou 1 jour. |
| Id. | Ebénisterie. | 14 février. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. P.V. à charge du patron. | 26 fr. ou 8 jours, sursis 3 ans. |
| Id. | Id. | id. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. P.V. à charge du père. | 3 fr. ou 1 jour, sursis 3 ans. |
| Termonde. | Bonneterie. | 2 avril. | Id. | — |
| Id. | Id. | id. | Id. | — |
| Id. | Id. | id. | Emploi au travail de trois enfants de moins de 12 ans. P.V. à charge du patron. | 1 franc, sursis 1 an. |
| Id. | Id. | id. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. P.V. à charge du père. | Id. |
| Id. | Id. | id. | Id. | Id. |
| Id. | Id. | id. | Id. | Id. |
| Id. | Id. | id. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. P. V. à charge du patron. | 5 francs, sursis 1 an. |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Id. | Id. | id. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. P.V. à charge du père. | Id. |
| Id. | Id. | id. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. P. V. à charge du patron. | Id. |
| Id. | Id. | 3 avril. | Id. | 1 franc, sursis 1 an. |
| Id. | Id. | id. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. P.V. à charge du père. | Id. |
| Id. | Id. | id. | Id. | Id. |
| Id. | Id. | id. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. P. V. à charge du patron. | 1 fr. ou 2 jour, sursis 1 an. |
| Id. | Id. | id. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. P.V. à charge du père. | 1 fr. ou 1 jour, sursis 1 an. |
| Gand. | Briqueterie. | 9 mai. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. P. V. à charge du patron. | — |
| Gand. | Briqueterie. | 9 mai. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. P.V. à charge du patron. | — |
| Audenarde. | Scierie de bois et menuiserie. | 10 juillet. | Id. | 10 fr. ou 2 jours, sursis 3 ans. |
| Id. | Id. | id. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. P.V. à charge du père. | 5 francs ou 1 jour. |
| Termonde. | Tuilerie. | 2 août. | 1° Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. P.V. à charge du patron.<br>2° Absence d'un carnet. | 3 fois 5 fr. ou 3 fois 1 jour. |
| Id. | Id. | id. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. P.V. à charge du père. | 1 franc ou 1 jour. |
| Id. | Id. | id. | Id. | Id. |
| Id. | Filature de jute. | 3 octobre. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. P.V. à charge du patron. | — |
| Gand. | Blanchisserie. | 6 novembre. | Id. | — |
| Id. | Id. | id. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. P.V. à charge du père. | 1 fr. ou 1 jour, sursis, 1 an. |
| Termonde. | Bonneterie. | 13 novembre. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. P.V. à charge du patron. | — |

## LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889 (*suite*).

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

| Arrondissement judiciaire. | Nature de l'entreprise. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| Termonde. | Boucherie. | 13 novembre. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. P.V. à charge du père. | — |
| Gand. | Tissage de coton. | 17 novembre. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. P.V. à charge du patron. | — |
| Id. | Id. | id. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. P.V. à charge de la mère. | — |
| Id. | Filature de lin. | 22 novembre. | Emploi au travail de 2 enfants de moins de 12 ans. | 2 fois 5 fr. ou 2 fois 1 jour, sursis 1 an. |
| Id. | Id. | id. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. P.V. à charge du père. | 10 francs ou 2 jours. |
| Id. | Id. | id. | Id. | 1 fr. ou 1 jour, sursis 1 an. |
| Termonde. | Filature de chanvre. | 9 décembre. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. P.V. à charge du patron. | Acquitté. |
| | | | **B. — Article 6.** | |
| Termonde. | Fabrique de carton. | 31 mai. | Emploi au travail de nuit de 2 personnes protégées.<br>Absence de 2 carnets. | — |
| | | | **C. — Articles 10 et 11.** | |
| Termonde. | Saboterie. | 13 septembre. | 1° Non affichage de la loi et des règlements;<br>2° Non affichage du tableau des heures de travail et de repos. | — |
| Gand. | Bonneterie. | 13 novembre. | Non affichage de la loi. | — |

**D. — Arrêtés royaux du 26 décembre 1892, pris en exécution de l'article 4.**

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Gand. | Tissage de jute. | 21 février. | Mécaniques auxquelles des ouvriers protégés sont employés non à l'arrêt pendant le repos. | 54 fois 5 fr. ou 54 fois 2 jours. |
| Id. | Filature de coton. | id. | Id. | Acquitté. |
| Id. | Id. | 14 juin. | Travail prolongé de 2 personnes protégées de moins de 13 ans. | 2 fois 18 fois 5 francs ou 2 fois 18 jours. |
| Id. | Briqueterie. | 15 juillet. | Travail prolongé de 2 personnes protégées. | 2 fois 5 fr. ou 2 fois 1 jour. |
| Id. | Filature de lin. | 3 octobre. | Travail prolongé d'une personne protégée de moins de 13 ans. | — |
| Id. | Id. | id. | Id. | — |
| Termonde. | Filature de jute. | id. | Travail prolongé d'une personne protégée de moins 13 ans et absence d'un carnet. | — |
| Id. | Id. | id. | Travail prolongé de 2 personnes protégées de moins de 13 ans. | — |
| Gand. | Filature de coton. | 7 octobre. | Travail prolongé d'une personne protégée de moins de 13 ans. | — |
| Id. | Id. | id. | Travail prolongé de 3 personnes protégées de moins de 13 ans. | — |
| Id. | Id. | 10 octobre. | Travail prolongé de 2 personnes protégées de moins de 13 ans. | — |
| Id. | Id. | id. | Travail prolongé d'une personne protégée de moins de 13 ans. P.V. à charge du père. | 5 francs ou 1 jour. |
| Id. | Tissage de lin. | 15 octobre. | Travail prolongé de 38 personnes protégées de moins de 13 ans. | — |

**E. — Arrêtés royaux du 19 février 1895.**

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Audenarde. | Fabrique d'allumettes. | 8 mars. | Emploi au travail de 3 adolescents de moins de 16 ans dans un atelier où il est fait usage d'outils dangereux. | 3 fois 26 fr. ou 3 fois 8 jours. |

## LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889 (*suite*).

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

| Arrondissement judiciaire. | Nature de l'entreprise. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| Audenarde. | Scierie de bois. | 8 avril. | Emploi au travail d'un adolescent de moins de 16 ans. | 26 francs ou 8 jours. |
| Id. | Id. | 14 août. | Emploi au travail de 2 adolescents de moins de 16 ans. | 2 fois 10 fr. ou 2 fois 2 jours. |

## LOI DU 10 AOUT 1911 SUR L'INTERDICTION DU TRAVAIL DE NUIT DES FEMMES EMPLOYÉES DANS L'INDUSTRIE.

TABLEAU V

| Arrondissement judiciaire. | Nature de l'établiss ment. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| Gand. | Teinturerie de peaux. | 15 septembre. | Emploi après 9 heures du soir de plusieurs ouvrières. | — |

## REPOS DU DIMANCHE

### RÉSUMÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES.

TABLEAU VI

| Groupes d'industries. | Contraventions au régime simple de la loi (art. 2). | Contraventions au régime atténué (art. 4). | Contraventions à l'article 5 | Contraventions à l'article 9. |
|---|---|---|---|---|
| Industries alimentaires. . . | 1 | — | — | — |
| Industries du bois et de l'ameublement . . . . . | — | — | — | 1 |
| Industries de la construction. | 12 | — | — | — |
| Industries des métaux . . . | 2 | — | — | — |
| Industries céramiques . . . | 2 | — | — | 4 |
| Industries du vêtement . . | 1 | — | — | — |
| Totaux. . . | 18 | — | — | 5 |

| Application de l'article 7. | Nombre de visites. | Personnel. | Nombre d'établissements en contravention. |
|---|---|---|---|
| Magasins de détail non visés par l'art. 4 . | 119 | 130 (1) | 1 |
| Salons de coiffure . . . . . | 245 | 123 (1) | 10 |
| Totaux. . . | 364 | 253 (1) | 11 |

(1) Ces chiffres ne peuvent qu'être approximatifs, attendu que le personnel des établissements fermés lors de notre visite n'a pu être relevé.

# REPOS DU DIMANCHE.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU VII

| Arrondissement judiciaire. | Nature de l'entreprise. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | **A. — Article 9.** | | |
| Gand. | Entrepr. commerciale. | 27 janvier. | Emploi au travail le dimanche après-midi d'un employé. | | 26 fr. ou 8 jours, sursis 2 ans. |
| Id. | Travaux publics. | id. | Emploi au travail le dimanche de 5 ouvriers. | | Sans suite. |
| Id. | Meunerie. | 12 janvier. | Emploi au travail le dimanche d'un employé. | | 5 francs ou 1 jour. |
| Id. | Chantier de bâtisse. | 2 mars | Emploi au travail le dimanche de 30 ouvriers. | | Sans suite. |
| Id. | Id. | 5 mars. | Id. | 2 ouvriers. | Id. |
| Id. | Id. | id. | Id. | 4 ouvriers. | Id. |
| Id. | Entreprise de peinture. | id. | Id. | 3 ouvriers. | Id. |
| Id. | Chantier de bâtisse. | id. | Id. | 6 ouvriers. | Id. |
| Id. | Id. | 9 mars | Id. | 4 ouvriers. | Id. |
| Id. | Terrassements. | id. | Id. | 21 ouvriers. | Id. |
| Id. | Chantier de bâtisse. | id. | Id. | 20 ouvriers. | Id. |
| Id. | Installat. de machines. | id. | Id. | 6 ouvriers. | Id. |
| Id. | Id. | id. | Id. | 3 ouvriers. | Id. |
| Id. | Sculpteurs. | id. | Id. | 6 ouvriers | Id. |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Id. | Chantier de bâtisse. | 16 mars. | Id. | 30 ouvriers. | Id. |
| Id. | Id. | 23 mars. | Id. | 17 ouvriers. | Id. |
| Audenarde. | Briqueterie. | 13 juillet. | Id. | 1 ouvrier. | Acquittement. |
| Id. | Id. | 15 juillet. | Id. | 1 ouvrier. | 5 fr. ou 1 jour, sursis 1 an. |

**B. — Article 7.**

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Gand. | Magas. de confection. | 20 octobre. | Emploi au travail le dimanche après-midi de 2 ouvriers et un employé. | — |
| Id. | Salon de coiffure. | 30 novembre. | Emploi au travail le dimanche après-midi d'un employé. | — |
| Id. | Id. | id. | Id. | - |
| Id. | Id. | 28 décembre. | Id. | — |

**C. — Article 9.**

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Gand. | Menuiserie. | 5 mars. | Emploi au travail le dimanche d'une personne protégée. | Sans suite. |
| Id. | Briqueterie. | 13 juillet. | Id. | — |
| Id. | Id. | 15 juillet. | Emploi au travail le dimanche de 5 personnes protégées. | — |
| Audenarde. | Id. | id. | Emploi au travail le dimanche de 2 personnes protégées. | 5 fr. ou 1 jour, sursis 1 an. |
| Gand. | Id. | id. | Id. | 2 fois 5 francs ou 2 fois 1 jour, sursis 1 an. |

**Relevé des infractions constatées à la Loi sur les règlements d'atelier.**

TABLEAU VIII

| Industries | Etablissements visités | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | en tout. | ayant au moins 50 ouvriers. | où tout était en règle. | où rien n'était en règle. | où le règlement | | | | où l'état du personnel | | où l'état des amendes faisait défaut. | où manquaient les adresses des inspecteurs. |
| | | | | | était incomplet. | ne portait pas l'attestation prescrite. | n'était pas signé. | faisait défaut. | faisait défaut. | était incomplet. | | |
| Connexes de l'exploitation des carrières. | 6 | 6 | 3 | — | — | — | — | 1 | — | 1 | 1 | 1 |
| Des métaux . . . | 453 | 119 | 78 | 7 | 3 | — | 1 | 15 | 5 | 7 | 1 | 9 |
| Céramiques . . . . | 241 | 173 | 123 | 2 | — | — | — | 45 | 1 | 3 | — | 2 |
| Chimiques . . . . | 94 | 77 | 58 | 4 | 1 | 3 | 1 | 6 | 1 | 1 | — | 6 |
| Alimentaires. . . . | 646 | 202 | 154 | 5 | 1 | — | 2 | 26 | 3 | 2 | — | 16 |
| Textiles . . . . . | 442 | 425 | 336 | 22 | 6 | — | 4 | 10 | 11 | 28 | 2 | 15 |
| Du vêtement . . . | 17 | 17 | 9 | 3 | 1 | — | — | — | — | — | — | 4 |
| De la construction . | 112 | 96 | 63 | 10 | — | — | 1 | 13 | 3 | 3 | — | 2 |
| Du bois et de l'ameublement. . . . . | 696 | 197 | 149 | 13 | 1 | — | 2 | 19 | 6 | 4 | — | 9 |
| Des peaux et cuirs . | 78 | 69 | 53 | 1 | — | 1 | 1 | 3 | 3 | 1 | 1 | 10 |
| Du tabac. . . . . | 71 | 60 | 55 | 2 | — | — | — | — | — | 2 | — | 1 |
| Du papier. . . . | 13 | 13 | 8 | — | 1 | — | 1 | 1 | — | 3 | 1 | — |
| Du livre . . . . . | 41 | 26 | 15 | — | 2 | — | — | 3 | — | 3 | — | 4 |
| D'art . . . . . | 19 | 18 | 13 | 2 | 2 | — | — | 1 | 1 | — | — | — |
| Spéciales . . . . . | 154 | 77 | 72 | — | — | — | — | 2 | 3 | 1 | — | 2 |
| Des transports . . . | 7 | 7 | 6 | — | — | — | — | 1 | — | — | — | — |
| TOTAUX. . . | 3090 | 1582 | 1195 | 71 | 18 | 4 | 13 | 146 | 39 | 59 | 6 | 181 |

## PAYEMENT DES SALAIRES ET MESURAGE DU TRAVAIL.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU IX

| Arrondissement judiciaire. | Nature de l'entreprise. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| Gand. | Briqueterie. | 22 juillet. | Paiement des salaires dans un local non autorisé. | 5 fr. ou 1 jour, sursis 1 an. |
| Id. | Tissage. | 15 juillet. | Id. | — |
| Termonde. | Id. | 12 décembre. | Retenues illégales sur le salaire. | — |

TABLEAU X

## RÈGLEMENTS D'ATELIER.

RÉSUMÉ DU PROCÈS-VERBAL DRESSÉ ET DE SES SUITES JUDICIAIRES.

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Termonde. | Saboterie. | 13 septembre. | Absence du règlement d'atelier; non affichage de l'adresse des inspecteurs. | — |

# SANTÉ ET SÉCURITÉ DES OUVRIERS.

## RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU XI

| Arrondissement judiciaire. | Nature de l'entreprise. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|---|
| | | **Règlement général du 30 mars 1905.** | | |
| Gand. | Briqueterie. | 9 mai. | Introduction sur le chantier de boissons alcooliques (art. 46). | 5 francs ou 1 jour. |
| Audenarde. | Atelier d'apprêt. | 27 juin. | Réparation d'une courroie pendant la marche (art. 22). | 500 fr. ou 3 mois, sursis 3 ans. |
| | | **Arrêté royal du 31 mars 1905.** | | |
| Audenarde. | Fabrique d'allumettes. | 5 août. | Travaux de terrassement non exécutés de manière à éviter les chutes du terrain. | 50 fr. ou 15 jours, sursis 1 an. |
| | | **Arrêté royal du 29 janvier 1903.** | | |
| Termonde. | Briqueterie. | 9 mai. | Exploitation sans autorisation. | 1 franc ou 1 jour. |
| Audenarde. | Id. | 6 août. | Non observation des conditions imposées par l'arrêté d'autorisation. | Sans suite. |
| Termonde. | Id. | 27 septembre. | Exploitation sans autorisation. | Acquitté. |

OBSERVATIONS FAITES AU SUJET DE L'EXÉCUTION DES ARRÊTÉS ROYAUX DES 21 SEPTEMBRE 1894 ET 30 MARS 1905.

TABLEAU XII

| Articles visés. | | NATURE DE L'INDUSTRIE. | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Textiles. | Mobilier. | Art. | Bâtiment. | Papier. | Chiffons. | Alimentaires. | Vêtement 1re catégorie. | Vêtement 2e catégorie. | Petite construction mécanique. | Grosse construction. | Tabac. | Bois. | Céramiques. | Chimiques. | Divers. | Totaux. |
| Art. 3, § 1. | Cube d'air insuffisant | — | — | — | — | — | — | — | 4 | — | — | — | — | — | — | — | — | 4 |
| Art. 3, § 2. | Hauteur des locaux insuffisante | | — | 1 | — | — | — | — | — | 8 | — | — | 2 | — | — | — | — | 11 |
| Art. 3, § 2. | Ventilation insuffisante | 5 | — | 1 | — | — | — | 1 | — | — | — | — | — | — | — | 2 | 2 | 11 |
| Art. 5. | Poussières, gaz, etc. | 3 | — | — | — | — | — | — | — | — | 3 | — | — | — | — | 5 | 6 | 17 |
| Art. 6. | Eclairage défectueux | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 1 | 1 |
| Art. 10. | Atelier malpropre | 2 | 11 | 2 | — | — | 1 | — | 4 | 38 | 13 | — | 2 | — | — | — | 1 | 74 |
| Art. 13. | Sol permettant des stagnations | — | — | — | — | — | — | 1 | — | — | — | — | — | — | — | — | 1 | 2 |
| Art. 15, § 1. | Emanations | 5 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 1 | 6 |
| Art. 15, § 2. | Nombre insuffisant de lieux d'aisance | — | — | — | — | — | — | — | 1 | — | — | — | — | — | — | — | — | 1 |
| Art. 20, § 2. | Moteur non isolé dans l'atelier | 1 | — | 1 | 2 | — | 1 | 6 | 1 | — | 1 | — | 1 | — | — | — | 1 | 15 |
| Art 20, § 3. | Volants non isolés | 23 | 13 | 5 | 11 | — | 1 | 33 | 2 | 5 | 5 | 9 | 1 | 4 | 4 | 6 | 16 | 138 |
| Art. 20, § 3. | Autres organes en mouvement | 31 | 2 | — | — | 2 | 1 | 15 | — | — | 1 | 3 | — | 3 | — | 3 | 10 | 71 |
| Art. 20, § 3. | Absence de plinthe de butée | 10 | 1 | — | 1 | 2 | 2 | 5 | — | — | — | 2 | — | — | — | 6 | 7 | 36 |
| Art. 20, § 4. | Mise en marche du moteur en agissant sur les bras du volant | — | 2 | 2 | 3 | — | 1 | 9 | 2 | — | 3 | — | — | 2 | 1 | — | 3 | 27 |
| Art. 21, § 1. | Transmissions défectueuses | 17 | 1 | 2 | 1 | — | — | 6 | — | 1 | 1 | — | — | 1 | 2 | 2 | 7 | 41 |
| Art. 21, § 1. | Absence de pare-navettes | 22 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 22 |
| Art. 21, § 1. | Absence de tringle aux calandres | 1 | — | — | — | 1 | — | — | — | 1 | — | — | — | — | — | — | 1 | 4 |

OBSERVATIONS FAITES AU SUJET DE L'EXÉCUTION DES ARRÊTÉS ROYAUX DES 21 SEPTEMBRE 1894 ET 30 MARS 1905 (*suite*).

| Articles visés. | NATURE DE L'INDUSTRIE. | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Textiles. | Mobilier. | Art. | Bâtiment. | Papier. | Chiffons. | Alimentaires. | Vêtement 1re catégorie. | Vêtement 2e catégorie. | Petite construction mécanique. | Grosse construction. | Tabac. | Bois. | Céramiques. | Chimiques. | Divers. | Totaux. |
| Art. 21, § 1. Absence de sabots aux self-actings . | 4 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 4 |
| Art. 21, § 2. Engrenage dangereux . . . . . | 82 | 6 | 3 | 6 | 4 | — | 22 | 1 | 3 | 76 | 13 | 1 | 1 | 5 | 8 | 33 | 264 |
| Art. 21, § 2. Poulies dangereuses . . . . . | 26 | 4 | 2 | 3 | 1 | 2 | 13 | — | 3 | 1 | 2 | — | 1 | 2 | 5 | 17 | 82 |
| Art. 21, § 2. Courroies dangereuses . . . . . | 54 | 19 | 5 | 11 | 2 | — | 41 | — | 5 | 7 | 4 | — | 6 | 2 | 10 | 36 | 202 |
| Art. 21, § 2. Chaînes de transmission dangereuses. | 23 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 1 | 2 | 26 |
| Art. 21, § 2. Pièces saillantes dangereuses . . . | 52 | 2 | 3 | — | 1 | 1 | 5 | 1 | 4 | 2 | 1 | — | 1 | — | 3 | 5 | 81 |
| Art. 21, § 3. Arbres de transmission horizontaux non couverts . . . . . | 7 | 1 | — | 1 | 1 | — | 1 | — | — | — | — | — | — | — | — | 5 | 13 |
| Art 21, § 3. Travail sous des courroies non couvertes. . . . . | 7 | — | — | — | 1 | — | 1 | — | — | — | 1 | — | — | — | 1 | 1 | 12 |
| Art. 22, § 1. Courroie reposant sur arbre en mouvement . . . . . | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 1 | 1 | — | 1 | — | — | 1 | 4 |
| Art 22, § 3. Déplacement de la courroie . . . . | — | — | — | — | — | — | — | — | 1 | — | — | — | — | — | — | — | 1 |
| Art. 22, § 5. Transmissions électriques non isolées. | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 1 | 1 |
| Art. 26. Outils tranchants . . . . . | 3 | 24 | 1 | 22 | — | — | 2 | — | 2 | 1 | 5 | — | 13 | — | 11 | 3 | 87 |
| Art. 28, § 1. Chevelure non enveloppée . . . . | 19 | — | — | — | — | 1 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 20 |
| Art. 30, § 1. Meules non couvertes . . . . . | 2 | — | — | — | — | — | — | — | 1 | 1 | 1 | — | — | — | — | — | 5 |
| Art. 31, § 1. Absence de grillages protecteurs . . | 10 | — | — | 4 | 1 | — | — | — | — | 2 | 1 | — | — | 2 | 1 | 7 | 28 |
| Art. 31, § 2. Absence de lunettes . . . . . | — | 1 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 1 |

OBSERVATIONS FAITES AU SUJET DE L'EXÉCUTION DES ARRÊTÉS ROYAUX DES 21 SEPTEMBRE 1894 ET 30 MARS 1905 (*suite*).

| Articles visés. | | NATURE DE L'INDUSTRIE. | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Textiles. | Mobilier. | Art. | Bâtiment. | Papier. | Chiffons. | Alimentaires. | Vêtement 1re catégorie. | Vêtement 2e catégorie. | Petite construction mécanique. | Grosse construction. | Tabac. | Bois. | Céramiques. | Chimiques. | Divers. | Totaux. |
| Art. 33, § 3. | Absence de cliquets d'arrêt, etc. . . | 1 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 1 | — | 2 |
| Art. 33, § 4. | Absence d'indication de la puissance des appareils de levage . . . . . | 3 | 1 | — | — | — | — | 1 | — | — | 3 | — | — | — | 1 | — | 3 | 12 |
| Art. 35. | Absence de garde-corps aux ouvertures . . . . . | 1 | — | 1 | 1 | — | — | 18 | — | — | — | — | 1 | 1 | — | 4 | 1 | 28 |
| Art. 37. | Absence de garde-corps aux citernes, | — | — | — | — | — | — | 12 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 12 |
| Art. 38, § 1. | Escaliers délabrés . . . . . | — | — | — | — | — | — | 8 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 8 |
| Art. 38, § 1. | Absence de rampe d'escalier . . . | 17 | 5 | 2 | 5 | — | 7 | 67 | 1 | 3 | 2 | — | 1 | — | 2 | 8 | 6 | 126 |
| Art. 38, § 2. | Absence de garde-corps à la cage d'escalier . . . . . | — | 2 | — | 2 | — | — | 12 | — | — | 2 | — | — | — | — | 2 | — | 20 |
| Art. 38, § 3. | Echelles défectueuses. . . . . | 1 | — | — | 1 | 1 | — | 1 | — | — | — | — | — | — | — | 2 | 2 | 8 |
| Art. 38, § 5. | Absence de garde-corps aux passerelles . . . . . | 4 | — | — | — | — | — | 23 | — | — | — | — | — | — | — | 1 | 3 | 31 |
| Art. 41. | Danger d'incendie. Absence de précautions . . . . . | 3 | — | — | — | — | — | 1 | — | — | — | — | — | — | — | — | 1 | 5 |
| Art. 43, § 2. | Emploi de pétrole dans des « crassets ». . . . . | — | — | — | — | — | — | 1 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 1 |
| Art. 46. | Introduction de boissons alcooliques. | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 1 | — | — | 1 |
| Art. 55. | Absence de l'arrêté royal du 30 mars 1905. . . . . | 20 | 12 | 6 | 26 | 2 | 3 | 38 | 6 | 13 | 26 | 7 | 1 | 6 | — | 2 | 7 | 175 |

## ARRÊTÉ ROYAL DU 31 MARS 1905.

TABLEAU XII bis.

| Articles visés. | Dispositions légales non observées. | Nombre d'observations. |
|---|---|---|
| Art. 10, § 1 . . | Absence de garde-corps aux échafaudages . | 17 |
| Art. 13 . . . . | Echelles défectueuses . . . . . | 2 |
| Art. 16, § 2 . . . | Absence de précautions contre la chute des matériaux. . . . . | 1 |
| Art. 20 . . . . | Absence de l'arrêté royal . . . . . | 15 |

## ARRÊTÉ ROYAL DU 13 JUILLET 1908.

| | | |
|---|---|---|
| Art. 1, 3° . . . | Cabine non isolée de la salle . . . . . | 1 |
| Art. 1, 3° . . . | Accès difficile à la cabine . . . . . | 1 |
| Art. 1, 5° A. . . | Absence de cuve à eau . . . . . | 4 |
| Art. 1, 5° B. . . | Absence d'obturateur automatique . . . . | 1 |
| Art. 1, 5° C. . . | Absence de système d'enroulement automatique des films . . . . . | 2 |
| Art. 1, 7° . . . | Rhéostat non enveloppé. . . . . | 3 |

## ARRÊTÉ ROYAL DU 29 JANVIER 1863.

| | | |
|---|---|---|
| Art. 1. . . . . | Absence d'autorisation . . . . . | 97 |
| Art. 6, § 1 . . . | Inobservance des conditions . . . . . | 8 |
| Art. 6, § 2 . . . | Autorisation périmée. . . . . | 3 |

## *6 DISTRICT.*

—

# FLANDRE OCCIDENTALE

### ARRONDISSEMENTS ADMINISTRATIFS DE COURTRAI, ROULERS, THIELT ET YPRES.

M. **De Jaegher**, inspecteur du travail, à Courtrai.

*en collaboration avec*

M. **Moenart**, délégué à l'inspection, à Roulers.

**Note préliminaire.** — M. l'inspecteur principal Fabri a collaboré dans notre ressort d'inspection pendant les premiers mois de l'année en vue d'éviter le retard qu'aurait subi l'instruction des affaires urgentes, par suite de la maladie d'un fonctionnaire de ce district.

## SECTION I.

### Etablissements visités.

| Arrondissements administratifs. | Nombre d'établissements visités | | |
|---|---|---|---|
| | une fois. | deux fois. | trois fois. |
| Arrondissement de Courtrai . . . . | 501 | 87 | 4 |
| — de Roulers . . . . | 291 | 43 | 2 |
| — de Thielt . . . . . | 131 | 21 | 2 |
| — d'Ypres . . . . . | 178 | 10 | — |
| Totaux. . . | 1101 | 161 | 8 |

Le nombre des établissements visités en 1913 a été de 1,270 et le nombre de visites faites de 1,447.

Le personnel relevé comprenait 38,686 ouvriers.

Le tableau de la page précédente fournit, par arrondissement administratif, l'indication du nombre d'établissements visités.

Le tableau I donne le relevé des ouvriers de tout âge et de tout sexe par catégories d'industries et par arrondissement administratif.

Le nombre de visites faites le dimanche a été de 235 et celui des visites spéciales de 108.

## SECTION II.

### Travail des femmes et des enfants.

**Age d'admission des enfants** (art. 2). — Une lettre adressée à M. le Ministre et qui nous a été transmise mentionnait que, dans un tissage mécanique de coton situé à la campagne, on employait des enfants de moins de 12 ans. A la suite d'une enquête, nous avons trouvé qu'un gamin porteur d'un carnet n'était pas âgé de 12 ans. Le secrétaire communal allégua que le carnet avait été délivré par mégarde. Comme, en même temps, 2 enfants de moins de 13 ans travaillaient durant une journée complète, nous avons verbalisé à charge du patron pour les deux infractions.

Le secrétaire d'un syndicat nous écrivit que des fillettes qui n'avaient pas l'âge légal travaillaient dans une fabrique de casquettes. Une petite fille interrogée déclara avoir 12 ans; elle n'avait pas de carnet, mais l'examen du registre de l'état civil nous fit connaître qu'elle était âgée seulement de 11 ans. Procès-verbal fut dressé.

Dans un tissage mécanique d'étoffes d'ameublement, un gamin de moins de 12 ans fut également trouvé au travail.

**Emploi de personnes protégées à des travaux fatigants ou insalubres** (art. 3). — Certains patrons brossiers ont toujours une tendance à laisser pénétrer des gamins de moins de 16 ans dans les salles où se trouvent les machines diverses servant au travail du

bois. Une plainte à ce sujet nous ayant été adressée par le secrétaire d'un syndicat, le fait fut vérifié et les patrons furent poursuivis. Les infractions sont difficiles à constater parce que les gamins s'enfuient ou se dissimulent à notre arrivée.

Le parquet nous a transmis une plainte contre un patron teilleur d'étoupes. Il y était mentionné que celui-ci utilisait des enfants de moins de 14 ans au teillage et au battage des étoupes. Nous constatâmes l'existence de ventilateurs mécaniques aux moulins à teiller et au batteur; il n'y avait donc pas d'infraction au paragraphe 5 de l'article 7 de l'arrêté royal du 19 février 1895.

**Durée du travail et conditions des repos** (art. 4). — Des dénonciations écrites avaient pour objet le travail prolongé des enfants :

*a*) Dans un atelier de coupage de paille. Nous avons constaté que les protégés ne travaillaient pas plus de 12 heures; comme dans l'occurrence le régime simple de la loi du 13 décembre 1889 était applicable, il n'y avait pas d'infraction;

*b*) Dans un tissage. Renseignements pris, il s'agissait d'un atelier de préparation au tissage où le régime simple de la loi était également applicable;

*c*) Dans un autre tissage, la plainte n'était pas fondée, les ouvrières ne travaillant pas au delà des heures légales;

*d*) Dans deux tissages situés dans la même localité : pour le premier, il n'y avait pas d'infraction; pour le second, le fait ayant été établi, il a été verbalisé;

*e*) Dans un tissage de coutils. L'enquête a révélé que 4 épouleuses non protégées avaient travaillé jusque 20 1/2 heures. Comme il y avait eu arrêt à la cannetière, le patron croyait qu'il était en règle, vu que ses ouvrières avaient regagné le temps perdu le même jour, sans dépasser 11 heures de travail. Nous lui avons fait remarquer que s'il n'y avait pas infraction à l'arrêté royal du 26 décembre 1892, il n'observait pas la loi du 10 août 1911 qui oblige à donner 10 heures de repos de nuit aux femmes majeures.

Une plainte adressée à M. le Ministre mentionnait que dans un tissage de coton, l'âge inscrit sur le carnet des aide-rentreurs n'était pas exact. Nous avons relevé la date de naissance des aide-rentreurs et nous avons pu établir que les dates de naissance concordaient avec celles inscrites sur les carnets. La même lettre disait aussi

que les rentreurs maltraitaient leurs aides. L'enquête a révélé qu'un aide fut renvoyé à la suite de justes observations qui lui furent faites au sujet de la mauvaise qualité de son travail.

On nous a fait connaître que dans les blanchisseries de linge, les personnes protégées travaillaient au delà des heures légales. Au cours d'une visite faite vers 8 heures du soir, nous avons trouvé à la besogne des femmes protégées faisant plus de 10 heures. Il a été verbalisé de ce chef.

Dans un teillage mécanique, ayant trouvé 4 protégés sans carnet et ayant remarqué que la loi du 13 décembre 1889 n'y était pas affichée malgré les avertissements reçus au cours des visites précédentes, nous avons verbalisé. Le tribunal a cru devoir acquitter le chef d'entreprise sur sa déclaration que les protégés travaillaient pour le compte de leurs pères, dans son usine et sous leur direction. Cette décision considère donc le sous-entrepreneur comme seul responsable.

**Demandes en dérogation.** — Elles avaient pour but:

*a*) De prolonger de 1 heure le travail dans un tissage de laine et de coton. Nous avons répondu que pour les protégés c'était défendu, mais que pour les non-protégés il n'y a pas d'autorisation à demander.

*b*) De ne plus laisser sortir les ouvrières à la rue. Les industriels faisaient observer qu'elles avaient 5,000 m² de cour à leur disposition pour se promener, ajoutant qu'un industriel voisin s'était plaint que ses ouvrières s'étaient introduites dans sa cour et ses ateliers et y avaient occasionné un grand désordre. Nous avons répondu que nous devions exiger la stricte application de la loi et que les ouvrières devaient rester libres de sortir de l'établissement.

*c*) De supprimer, dans un tissage de coton, les repos à 8 heures et à 4 heures et d'introduire la journée de 10 heures. Nous avons répondu que pour les adultes, nous ne pouvions nous y opposer, mais qu'en ce qui concernait les protégés, nous croyions ne pas pouvoir l'autoriser. Il y a un point délicat dans la loi : ainsi, à Courtrai, dans l'industrie du meuble et certains tissages, on travaille le lundi de 7 heures à 13 heures, avec un repos d'un quart d'heure. Il est évident qu'on ne peut exiger ici le repos à midi.

*d*) De ne donner, à midi, que 3/4 d'heure. L'industriel invoquait, que beaucoup de tisserands venant par le train, ne pouvaient commencer le travail que vers 7 heures 10 minutes, et devaient repartir le soir à 6 heures 15 minutes. Nous l'avons informé qu'en ce qui concernait les adultes, aucune stipulation légale n'était applicable, mais que pour les protégés la loi devait être observée et qu'il fallait au moins 1 heure de repos à midi.

*e*) De pouvoir travailler durant 12 1/2 heures dans une rubannerie, pendant un trimestre. L'industriel alléguait qu'il était d'accord avec ses ouvriers. Nous lui fîmes observer qu'avec les protégés, il ne pouvait pas dépasser les heures légales, et que la loi du 10 août 1911 était d'ailleurs applicable aux femmes.

**Carnets, registres, affichage.** — Le tableau II résume les infractions constatées à la loi du 13 décembre 1889 ainsi qu'aux arrêtés royaux pris en exécution de cette loi. Le tableau III donne le relevé des procès-verbaux dressés en exécution de la même loi et leurs suites judiciaires.

**Loi du 10 août 1911 concernant le travail de nuit des femmes.** Ayant visité, le soir, deux blanchisseries de linge, nous avons constaté des infractions aux articles 2 et 10 (3e alinéa) de la loi; il a été verbalisé de ce chef.

Dans un certain nombre de tissages, où l'on donnait un quart d'heure de repos le matin, une heure et demi à midi et un quart d'heure le soir, nous avons constaté que les femmes protégées travaillaient une heure de trop; un avertissement a été donné.

**Travail de nuit.** — Une carte anonyme nous fit savoir que dans une fabrique de conserves, on se proposait de travailler 2 jours de suite, la nuit, avec tout le personnel. Nous y étant rendus vers 20 1/2 heures, nous avons trouvé l'établissement fermé. Toutefois, l'employé qui vint ouvrir, nous avoua que l'on avait travaillé la veille jusque 1 heure du matin, mais avec les hommes seulement.

Un filateur ayant eu sa machine à vapeur entièrement brisée, a demandé à M. le Gouverneur de pouvoir employer la nuit, pendant quelques mois, 10 gamins n'ayant pas 16 ans. Sur notre avis

favorable, M. le Gouverneur accorda l'autorisation; l'arrêté de confirmation stipula toutefois la condition de ne pas employer d'ouvriers de moins de 14 ans.

## SECTION III.

### Repos du dimanche.

Le tableau IV fournit le relevé des infractions constatées à la loi sur le repos du dimanche. Le tableau V résume les procès-verbaux dressés.

Un secrétaire d'un syndicat nous a écrit que, dans un atelier de lisage de dessins, on travaillait tous les dimanches. Au cours d'une visite faite, nous avons trouvé à la besogne plusieurs ouvriers, dont des protégés. Il a été verbalisé à charge du patron.

Une lettre, signée par trois ouvriers, rapportait que, dans une filature de coton, on faisait venir le dimanche des filles pour aider au démontage et au graissage des métiers à filer. Nous n'avons pu établir le fait.

Au cours d'une visite faite dans les briqueteries, nous avons constaté l'emploi au travail, sur un chantier, non seulement des adultes, mais même des protégés.

Une lettre d'un syndicat nous dénonça que le jour de la Toussaint, on se proposait de travailler dans une fabrique de meubles. Comme la Toussaint n'était pas un dimanche, nous n'avons évidemment pas pu intervenir.

Dans deux brasseries-malteries, les ouvriers devaient travailler le dimanche, le matin et l'après-midi. Les patrons prétendaient qu'ils avaient le droit de faire retourner les grains, vu que l'alinéa 4 de l'art. 3 stipule que l'interdiction de faire travailler le dimanche ne s'applique pas aux travaux nécessaires pour empêcher la détérioration des matières premières. Nous n'avons pas pu admettre cette manière de voir, vu qu'ils disposaient d'un personnel suffisant pour permettre d'établir un roulement d'ouvriers,

M. le Ministre nous a transmis une plainte au sujet de contravention à la loi sur le repos du dimanche dans un cinéma d'une ville du district. L'enquête a démontré que les garçons, au nombre de trois à cinq, ne travaillaient que cinq jours par semaine; ils

jouissaient d'un repos qui commençait avant minuit et se prolongeait jusque 16 heures. Le dimanche et le lundi, on commençait le spectacle à 9 heures du matin et on arrêtait à midi, pour reprendre à 16 heures jusque 23 1/2 heures. Les serveuses ne commençaient à travailler qu'à partir du spectacle et ne devaient rester jusqu'à la fermeture que si le directeur l'exigeait.

D'après l'art. 4 de la loi sur le repos du dimanche, les ouvriers et employés des entreprises de spectacles peuvent être occupés 13 1/2 jours sur 14 jours, ou 6 1/2 jours sur 7 jours; le 1/2 jour de repos doit être pris soit avant, soit après 1 heure de l'après-midi, et la durée du travail ne peut excéder 5 heures. Le directeur, interpellé, allégua que les garçons n'y travaillaient pas en service régulier. Nous lui avons répondu qu'il devait se soumettre à la loi et avons donné un avertissement.

## SECTION IV.

### Règlements d'atelier.

Le tableau VI indique les infractions constatées à la loi du 15 juin 1896 et leurs suites judiciaires.

Un industriel nous informa que son règlement venait de subir des modifications dont nous citerons notamment la suivante : si un ouvrier ne venait pas à l'usine sans grave motif, il était frappé d'une amende de 1 franc. Ceux qui s'absentaient, malgré le refus du patron, étaient punis d'une amende de 2 francs. Nous lui avons fait remarquer que les amendes ne pouvaient pas dépasser le 1/5 du salaire journalier.

On nous a envoyé, au cours de l'année, 95 règlements, qui se répartissent de la façon suivante, entre les diverses industries ;

| | |
|---|---|
| Industries des métaux | 4 |
| » céramiques | 11 |
| » alimentaires | 9 |
| » textiles | 40 |
| » du vêtement | 7 |
| » de la construction | 5 |

| | |
|---|---|
| Industries du bois et de l'ameublement . . . . | 12 |
| » d'art . . . . . | 3 |
| » des peaux et poils . . . . . | 2 |
| » spéciales . . . . . | 2 |
| Total . . . . | 95 |

## SECTION V.

### Payement des salaires et mesurage du travail.

Aucun procès-verbal n'a été dressé en cette matière pendant l'année 1913.

M. le Ministre nous a transmis une plainte, accusant deux patrons d'appliquer des amendes trop élevées. L'enquête a démontré qu'elles ne dépassaient pas le 1/5 du salaire.

Une deuxième lettre, émanant de la même main, dénonçait :

1° Que les tisserands ne pouvaient pas contrôler leur salaire. Or, celui-ci était payé au bureau après mesurage de la pièce;

2° Que les directeurs et employés abusaient de leur situation pour obliger les ouvriers à acheter des denrées et des marchandises chez eux. Nous n'avons pu faire la preuve de cette obligation, mais nous ne doutons pas qu'il y ait là une forme déguisée du truck-system.

Une lettre d'un secrétaire d'un syndicat, nous informait que, dans une fabrique de chocolat, les gamins étaient frappés d'amendes atteignant 30 centimes par jour, alors que leur salaire hebdomadaire ne dépassait pas 3 francs. Nous avons établi que les amendes ne s'élevaient pas à 10 centimes par jour et que le salaire minimum des enfants était de 3 fr. 50 c. par jour.

Une lettre émanant d'une source semblable, accusait le patron d'un tissage d'avoir appliqué les amendes suivantes :

| | | | |
|---|---|---|---|
| A une fille de 19 ans . . . | fr. 2,15 | par | semaine. |
| » 16 » . . . | 1,80 | » | |
| » 16 » . . . | 1,25 | » | |

alors que les salaires des bobineuses en question ne dépassaient pas 9 à 12 francs par semaine.

D'après les usages de l'usine, on peut faire 2 1/2 p. c. de déchets en trame, mais le patron, constatant que des ouvrières en faisaient 6 à 8 p. c., avait appliqué des amendes pour le pourcentage qui dépassait 2 1/2 p. c.

La 1re a dû payer de ce chef une indemnité de
fr. 1 80 sur fr. 6.50 de salaire;
La 2e. . . . . 2.05 » 15.72 »
La 3e. . . . . 1.10 » 5.85 » .

La 1re et la 3e n'avaient pas fait une semaine entière, et c'est seulement la 1re qui devait payer plus de 1/5. Or, le déchet ne se comptant qu'une fois par semaine, on pouvait retenir 1/5 puisqu'on en fait tous les jours de la semaine. D'ailleurs, le patron a rendu ce 1/5 le samedi suivant et l'ouvrière a quitté l'établissement.

On nous a fait connaître que deux chefs d'équipes de négociants en charbons payaient les salaires de leurs ouvriers dans les cabarets qu'ils exploitaient. Nous avons exercé une surveillance, et un soir, dans un des cabarets, nous avons trouvé tous les ouvriers occupés à boire. Interrogés, ils n'osèrent évidemment avouer la vérité. A l'attitude embarrassée de la patronne, nous vîmes qu'elle était en faute et effectivement on nous fit savoir qu'au moment de notre arrivée, les salaires venaient d'être payés.

Un syndicat ouvrier, nous fit part que dans un tissage, les pièces étaient payées au poids du tissu. Or, comme les différentes trames employées peuvent faire varier le poids par mètre de tissu, il n'y a pas de contrôle possible. Cependant, cette façon de payer est légale, puisqu'elle se fait au kilogr. Sur notre demande, on a payé au mètre de tissu, mesuré sur la machine à mesurer.

Le directeur d'un tissage nous a écrit qu'un tisserand de son usine avait tissé une mauvaise pièce, contenant six grands défauts. Il fit appeler l'ouvrier pour lui montrer les défauts, mais celui-ci refusa de venir. Il lui infligea de ce chef une amende de 1 franc pour désobéissance et malfaçon. Le jour après, l'ouvrier quitta l'usine. Nous lui avons répondu que, pour désobéissance, il pouvait lui infliger une amende ne dépassant pas le 1/5 du salaire journalier de l'ouvrier, mais que pour le dommage causé à la pièce, les indemnités devaient être fixées par l'accord des parties ou par déci-

sion de justice et ne pouvaient être retenues qu'à concurrence du 1/5 de la somme payable à chaque échéance, sauf dans le cas où l'ouvrier agirait par dol ou mettrait volontairement fin à son engagement avant la liquidation de l'indemnité.

Deux ouvriers tapissiers se sont plaints de ce que le patron leur avait retranché 1 fr. 25 c. par jour de travail. Renseignements pris, les ouvriers avaient été envoyés à l'étranger pour placer des lambris. Abandonnant leur travail à plusieurs reprises, pour aller boire, ils avaient définitivement quitté la besogne à 16 heures. Le patron consentait à payer le temps qu'ils avaient passé à l'ouvrage, mais refusait de payer l'indemnité de déplacement. Le différend a été tranché par le conseil des prud'hommes.

Dans un tissage, deux ouvriers qui gagnaient 3 francs par jour avaient reçu une amende de 1 franc pour malfaçon et mauvaise conduite; nous avons donné un avertissement et avons fait rendre ce qui avait été retenu de trop à chacun. De plus, le produit des amendes était distribué d'une manière arbitraire; des ouvrières touchaient jusqu'à 25 francs à la naissance d'un enfant, et des ouvriers recevaient des sommes assez fortes en cas de maladie; il en résultait que beaucoup ne recevaient jamais leur part. Nous avons mis fin à cet abus.

## SECTION VI.

### Santé et sécurité des ouvriers.

Le tableau VII indique les procès-verbaux dressés en vertu des arrêtés royaux concernant la santé et la sécurité des ouvriers, ainsi que de l'arrêté royal du 29 janvier 1863.

Nous recevons encore des plaintes concernant l'abondance des poussières dans les teillages. Le plus souvent, ces plaintes sont fondées, mais nous avons constaté que la plupart provenaient de ce qu'on travaillait avec 2 rangées de moulins; ou bien, qu'on laissait les moulins tourner à découvert, au lieu de mettre une demi-porte, fermant la partie supérieure des moulins, et un nez. Cette porte et le nez servent à empêcher la poussière d'arriver au niveau

des organes respiratoires et aussi à empêcher les ouvriers d'être saisis par l'axe de transmission.

Les teillages nouvellement construits, ayant leurs moulins placés à une distance de 1 mètre et les moulins à étoupes dans un local séparé, donnent moins de poussières. Nous constatons cependant que les chambres à poussières continuent à être de dimensions trop réduites, ce qui rend le dépôt des poussières très difficile à cause de la grande vitesse qui leur est imprimée par les ventilateurs. Nous continuons à préconiser de creuser, en plan incliné, le sol, au-dessus duquel tournent les moulins de façon à ce que ceux-ci ne tournent pas dans les déchets.

Plusieurs teillages ont été construits en béton; toutefois, dans ceux-ci, les ouvriers se plaignent parfois du froid. C'est d'ailleurs compréhensible, car les parois en béton sont plus minces que les murs en maçonnerie.

Un fabricant faisant usage d'eau polluée pour refroidir le scrubber de son moteur à gaz pauvre, des odeurs fort désagréables se faisaient sentir dans l'atelier; nous lui avons enjoint de forer un puits pour mettre fin à cette situation.

On nous a fait connaître que dans un tissage les cabinets répandaient une mauvaise odeur; les inconvénients provenaient surtout de ce que les portes étaient laissées ouvertes. Nous avons préconisé l'emploi de 2 portes, de façon à ce que l'une des deux soit toujours fermée, et avons fait percer deux ou trois trous dans le mur pour mieux aérer.

*Sécurité.* — Nous avons engagé instamment les patrons brossiers à perfectionner encore leurs moyens de protection des dangereuses machines à travailler le bois. Nous avons pu constater avec satisfaction que le nombre d'accidents y a notablement diminué.

Une sourde opposition se rencontre encore dans quelques filatures et tissages contre le port des bonnets; certaines ouvrières, ayant déclaré catégoriquement qu'elles refusaient de mettre leur bonnet, nous avons dû verbaliser à leur charge.

Les tableaux VIII résument les observations faites au sujet de l'exécution de l'arrêté royal du 30 mars 1905 et de celui du 31 mars 1905.

**Arrêté royal du 15 juillet 1910 concernant le logement des ouvriers briquetiers.** — Nous avons remarqué que dans un assez grand nombre de briqueteries, la situation laissait encore à désirer, et nous avons constaté les infractions suivantes :

| | Arrondissements | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Roulers. | Thielt. | Ypres | Courtrai. |
| Cubage insuffisant (art. 5) . | 2 | 2 | — | — |
| Cambuses à une place (art. 2) . . . . . | 2 | — | — | 5 |
| Cambuses malpropres (art. 8) . . . . . | 3 | 3 | 2 | 6 |
| Cambuses mal entretenues art. 8, § 1) . . . . . | 9 | 2 | 7 | 9 |
| Literies défectueuses (art. 8, § 2) . . . . . | 6 | 2 | — | 12 |
| Emploi de braseros à l'intérieur (art. 19, § 1) . . | 4 | 1 | 1 | 4 |
| Lampes dangereuses (art. 19, § 2) . . . . . | 3 | — | — | 2 |
| Insuffisance du nombre de de lits (art. 16) . . . | 3 | — | 2 | 3 |

**Arrêté royal du 5 novembre 1910 concernant la fabrication de la céruse et autres composés du plomb.** — Trois céruseries ont été visitées. Nous avons constaté que la situation s'y est améliorée; toutefois, nous estimons que nous devons exiger la stricte application de l'arrêté.

Art. 2. — Dans tous ces établissements, il y a encore aux étages certains planchers en bois.

Nous avons remarqué que les vestiaires et les locaux où se trouvent les cuvettes-lavabos et les bains-douches sont dans un état peu satisfaisant de propreté et sont, en hiver, insuffisamment chauffés. Nous sommes convaincus que c'est un des motifs pour lequel les ouvriers n'ont que rarement recours aux bains-douches. Les blouses de travail sont souvent sales.

Art. 3. — Dans une seule usine seulement existe l'aspiration mécanique des vapeurs plombifères pendant la coulée du plomb; ces vapeurs sont surtout abondantes lorsqu'on y refond les déchets du plomb; alors, le seul moyen d'éviter le danger est d'abaisser complètement la hotte sur la cuve en fusion.

Dans une seule usine existe une ventilation mécanique lorsque les ouvriers pénètrent dans les séchoirs. Cette mesure devrait être généralisée, car l'atmosphère des séchoirs est particulièrement nuisible pour les ouvriers qui y pénètrent pour enlever la céruse sèche.

## SECTION VII.

### Accidents du travail.

**Enquêtes faites à la suite d'accidents.** — Nous avons procédé à six enquêtes au sujet d'accidents du travail. En voici une relation succincte :

1. Dans un séchoir de chicorée, on avait laissé une lampe portative à acétylène dans le couloir des fours Perret. Un ouvrier voulant voir si la lampe fonctionnait encore, y mit une allumette; une explosion se produisit et il eut la tête emportée.

2. Dans une fabrique de chicorée, un ouvrier voulut remettre une courroie sur une poulie pendant la marche. Il monta sur une échelle et fut saisi dans le mouvement. On le retrouva sur le sol devant les torréfacteurs, et il succomba quelques semaines après, des suites de ses blessures.

3. Un ouvrier d'une société s'occupant du placement de poutres en béton armé, se trouvait au deuxième étage d'un pensionnat en construction, lorsqu'en procédant au déplacement du monte-charges, il tomba par l'ouverture, au fond d'une cave, heurtant dans sa chute une poutrelle en fer qui la traversait. Il eut la tête à demi coupée.

4. Dans une fabrique de carton, un apprenti prit une corde en déchets, la passa autour d'un axe en mouvement pour s'y suspendre, Il fut entraîné et eut le bras gauche arraché.

5. Un charretier voiturant du lin passait sur un ponceau. Voyant

que le timon allait toucher le pont, il sauta en bas de son véhicule pour rectifier le mouvement, il tomba et fut écrasé.

6. Deux chariots vides, attachés l'un derrière l'autre, revenaient de la gare; l'aide-charretier qui se trouvait sur le second véhicule voulut sauter en bas de celui-ci et glissa sous les roues.

## SECTION VIII.

### Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Au cours de l'année écoulée, nous avons eu à instruire 340 demandes en autorisation, comprenant 620 sections qui se répartissent comme suit :

| | |
|---|---|
| Teillages de lin | 77 |
| Magasins de lin en grand | 178 |
| Dynamos génératrices | 116 |
| Tissanderies mécaniques | 21 |
| Chaussures (fabrique de) | 1 |
| Filature de laine | 1 |
| Apprêts (Ateliers d') | 2 |
| Briqueteries | 15 |
| Génératrice triphasée | 1 |
| Dépôts de matières inflammables | 15 |
| Production de l'acétylène et dépôts de carbure | 23 |
| Projections lumineuses (Emploi des appareils servant à produire les) | 6 |
| Accumulateurs électriques en chargement ou en déchargement | 6 |
| Brosses (fabriques de) | 3 |
| Teintureries en général | 8 |
| Moteurs | 40 |
| Gaz de gazogène à l'eau ou au gaz pauvre (Production du) en procédant par aspiration | 9 |
| Forge de maréchal | 1 |
| Fonderies de fer | 3 |
| Fonderies de cuivre | 2 |

| | |
|---|---|
| Huiles lourdes (Dépôt des) | 1 |
| [Acides gras (extraction des) des huiles et graisses] | 1 |
| Dépôt de vernis de plus de 4 hectolitres | 1 |
| Rouissage en grand du lin | 24 |
| Distillerie | 1 |
| Métaux (Travail en grand des) | 1 |
| Matières combustibles non prévues | 1 |
| Mégisserie | 1 |
| Fonderie de suif | 1 |
| Dépôts de chiffons et os | 8 |
| Dépôt de peaux fraîches | 1 |
| Savon (Fabrication du) | 1 |
| Fabrique de conserves | 1 |
| Fabriques de lacets | 2 |
| Menuiseries mécaniques | 2 |
| Scieries mécaniques de bois | 2 |
| Moteurs ou machines réceptives dépassant 4 kw. | 2 |
| Moteur ne dépassant pas 4 kw. | 1 |
| Manufactures de tabacs | 3 |
| Fabriques de chicorée | 2 |
| Moulins à farine | 19 |
| Moulins mûs par le vent | 2 |
| Gazomètre | 1 |
| Gaz (Atelier où l'on prépare les matières grasses pour la fabrication du) | 1 |
| Transformateurs électriques | 2 |
| Fabrique de tuyaux et tuiles | 1 |
| Atelier de potier de terre | 1 |
| Matières filamenteuses (Préparation et opérations accessoires ou partielles s'appliquant) | 1 |
| Dépôts de bois | 2 |
| Magasin de chaux | 1 |
| Brasserie | 1 |
| Moulin à huiles oléagineuses | 1 |
| Ecrasage de tourteaux | 1 |
| Fabrique de beurre | 1 |
| Total | 620 |

Un atelier de préparation au tissage avait été installé en plein centre, et le moteur à gaz, qui actionnait les appareils, étant surchargé, donnait lieu à des ratés fort désagréables pour le voisinage. De plus, certains appareils, notamment un bobinoir placé au 2e étage, produisaient un bruit assourdissant et de fortes trépidations. Nous avons imposé les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

Un voisin d'une salle de danse n'a cessé de réclamer contre le bruit et les trépidations du moteur et de la dynamo génératrice. L'exploitant ne s'étant point conformé aux conditions primitivement imposées, il fut proposé de déplacer le moteur et la dynamo à 15 mètres du mur mitoyen. Un recours au Roi, interjeté contre cette décision de la députation permanente, fut rejeté.

Les voisins d'un tissage se plaignaient du bruit et des trépidations causées par les mécaniques de préparation se trouvant sur un plancher supporté par des poutrelles en fer placées dans le mur mitoyen. Nous avons prescrit de couper ces poutrelles au chalumeau de manière à assurer l'isolement.

M. le Ministre nous a transmis une requête d'un patron linier qui prétendait que les conditions qui lui étaient imposées étaient trop sévères, alléguant que les réclamations du voisin étaient exagérées. Il s'agissait d'un teillage d'étoupes qui avait été installé à 9 mètres d'une maison voisine, alors qu'un terrain profond permettait de reculer notablement l'emplacement de la fabrique. De plus, on avait établi les moulins à étoupes du côté du voisin, et la broyeuse, qui donnait lieu également à d'abondantes poussières, n'était pas munie d'une aspiration mécanique. Nous dûmes menacer de poursuites avant d'obtenir la mise en ordre.

De vives réclamations se sont élevées au sujet des eaux résiduaires d'une importante émaillerie. En outre, les vapeurs dégagées, lors du décapage à l'acide chlorhydrique des objets en tôle, avaient occasionné de sérieux dégâts aux plantations et aux pépinières d'un horticulteur. Dans les émailleries, des bassins de décantation et de filtration furent installés; ceux-ci ne donnèrent pas de résultats satisfaisants, et la ville de Menin, recevant ces eaux insuffisamment épurées pour l'alimentation de son bassin de natation, fit une vive opposition. Nous n'avons eu d'autre ressource que de proposer d'établir une canalisation s'écoulant directement vers la Lys. Quant aux vapeurs acides, la question était délicate, le directeur de

l'émaillerie soutenant que les ventilateurs à employer avaient rapidement été mis hors d'usage par les vapeurs d'acide chlorhydrique. Nous avons préconisé, comme mesure provisoire, la plantation d'un masque de haute futaie.

Des réclamations nous sont parvenues relativement aux eaux résiduaires qui provenaient d'un dépôt de peaux fraîches situé dans un village. Au cours d'une visite, nous avons constaté que la salle des peaux était d'une malpropreté repoussante. Partout il y avait des flaques de sang, et les eaux s'écoulaient sans aucune épuration dans un fossé se trouvant le long de la route, pour longer ensuite une prairie. Ces eaux se composaient du sang qui sort des peaux fraîches et du sel gemme dénaturé qu'on jette sur elles en assez grande quantité pour les empêcher de se gâter. Nous avons fait prendre les mesures propres à remédier autant que possible à cet état de choses défectueux

Les eaux résiduaires des routoirs artificiels ont également fait l'objet de nombreuses réclamations; ces eaux dégagent une forte odeur d'hydrogène sulfuré et de sulfhydrate d'ammoniaque. Il est superflu de dire que de pareilles eaux sont presque impossibles à épurer, à cause surtout de leur volume très considérable. Nous avons prescrit l'installation de grands bassins de décantation où les eaux passent lentement et sont soumises ainsi à une oxydation. Nous avons conseillé aussi l'emploi de la chaux et du chlorure de chaux comme matières épurantes. Par mesure de précaution, la Députation permanente n'a accordé que des autorisations de trois ans.

PERSONNEL DES

ARRONDISSEMENT

TABLEAU I

| DESIGNATION DES GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| Industries des métaux. . . . . | 42 | 847 | 16 | 49 |
| — céramiques . . . . . | 42 | 1056 | 74 | 133 |
| — verrières. . . . . | 1 | 6 | — | 2 |
| — chimiques . . . . . | 18 | 542 | 1 | 2 |
| — alimentaires . . . . . | 27 | 260 | 9 | 13 |
| — textiles . . . . . | 340 | 15848 | 440 | 934 |
| — du vêtement . . . . . | 8 | 173 | — | 3 |
| — de la construction . . . . . | 41 | 473 | — | 10 |
| — du bois et de l'ameublement . . | 42 | 1074 | 36 | 65 |
| — des peaux et cuirs. . . . . | 2 | 31 | — | — |
| — du tabac. . . . . | 6 | 30 | 4 | 5 |
| — du papier . . . . . | 4. | 103 | 11 | 16 |
| — du livre . . . . . | 4 | 55 | 4 | 7 |
| — d'art et de précision . . . . | 5 | 94 | 4 | 9 |
| — spéciales . . . . . | 10 | 69 | 6 | 14 |
| Totaux. . . | 592 | 20661 | 605 | 1262 |

## ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

DE COURTRAI.

| Filles et Femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Filles et Femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| 20 | 47 | 61 | 22 | 12 | — | 12 | — | — | — |
| 12 | 11 | 13 | 10 | 14 | — | 14 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | 3 | 8 | 9 | 109 | — | 109 | — | — | — |
| 5 | 2 | 9 | 1 | 30 | — | 30 | — | — | — |
| 285 | 700 | 1261 | 1163 | — | — | — | — | — | — |
| 13 | 36 | 38 | 44 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 13 | 14 | 6 | 5 | — | — | — | — | — | — |
| — | 10 | 11 | 3 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | 1 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | 1 | 6 | 3 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 3 | 2 | — | — | — | — | — | — |
| 348 | 824 | 1416 | 1262 | 165 | — | 165 | — | — | — |

PERSONNEL DES

ARRONDISSEMENT

| DESIGNATION DES GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| Industries des métaux. . . . . | 24 | 328 | 6 | 17 |
| — céramiques . . . . . | 29 | 283 | 7 | 32 |
| — chimiques . . . . . | 10 | 164 | — | 2 |
| — alimentaires . . . . . | 50 | 488 | 12 | 16 |
| — textiles . . . . . | 98 | 6371 | 217 | 448 |
| — du vêtement . . . . . | 10 | 807 | 2 | 8 |
| — de la construction . . . . . | 24 | 360 | 1 | 3 |
| — du bois et de l'ameublement . . | 65 | 2015 | 59 | 87 |
| — des peaux et cuirs. . . . . | 5 | 245 | 8 | 15 |
| — du tabac . . . . . | 1 | 19 | — | — |
| — du papier . . . . . | 2 | 24 | 3 | 2 |
| — du livre . . . . . | 4 | 56 | 2 | 13 |
| — des transports. . . . . | 3 | 32 | — | — |
| — spéciales . . . . . | 11 | 48 | 6 | 6 |
| Totaux. . . | 336 | 11240 | 323 | 649 |

## ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

DE ROULERS.

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | | | | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| — | — | 5 | 2 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | 3 | — | 3 | — | — | — |
| 7 | 26 | 32 | 16 | — | — | — | — | — | — |
| 185 | 204 | 785 | 824 | — | — | — | — | — | — |
| 2 | 15 | 33 | 28 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | 1 | — | — | — | — | — | — |
| 2 | 13 | 49 | 21 | — | — | — | — | — | — |
| — | 11 | 18 | 18 | — | — | — | — | — | — |
| 2 | 6 | 9 | — | — | — | — | — | — | — |
| 8 | 6 | 3 | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 4 | 4 | 8 | — | — | — | — | — | — | — |
| 210 | 375 | 942 | 910 | 3 | — | 3 | — | — | — |

PERSONNEL DES

ARRONDISSEMENT

| DESIGNATION DES GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| Industries des métaux. . . . . | 3 | 65 | 2 | 1 |
| — céramiques . . . . . | 21 | 249 | 5 | 33 |
| — chimiques . . . . . | 4 | 36 | — | — |
| — alimentaires . . . . . | 19 | 131 | 25 | 21 |
| — textiles . . . . . | 70 | 2540 | 90 | 202 |
| — du vêtement . . . . . | 3 | 340 | — | 2 |
| — de la construction . . . . . | 20 | 235 | - - | 2 |
| — du bois et de l'ameublement . . | 8 | 133 | 7 | 6 |
| — des peaux et cuirs. . . . . | 6 | 361 | 8 | 22 |
| Totaux. . . | 154 | 4190 | 137 | 290 |

ARRONDISSEMENT

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Industries des métaux. . . . . | 20 | 191 | 3 | 13 |
| — céramiques . . . . . | 37 | 383 | 11 | 44 |
| — chimiques . . . . . | 6 | 67 | — | 7 |
| — alimentaires . . . . . | 52 | 560 | — | 3 |
| — textiles . . . . . | 18 | 407 | 8 | 21 |
| — du vêtement . . . . . | 5 | 65 | 1 | — |

ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

DE THIELT.

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant de nuit | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | 1 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 11 | 13 | — | — | — | — | — | — |
| 52 | 123 | 233 | 175 | — | — | — | — | — | — |
| 9 | 8 | 26 | 7 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 8 | 29 | 32 | 29 | — | — | — | — | — | — |
| 69 | 160 | 307 | 225 | — | — | — | — | — | — |

D'YPRES.

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | 2 | 2 | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | 4 | — | 4 | — | — | — |
| 1 | 10 | 21 | 19 | 84 | — | 84 | — | — | — |
| 5 | 3 | 8 | 14 | — | — | — | — | — | — |
| 1 | 11 | 19 | 3 | — | — | — | — | — | — |

## PERSONNEL DES

### ARRONDISSEMENT

| DESIGNATION DES GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| Industries de la construction . . . . . | 28 | 255 | 1 | 1 |
| — du bois et de l'ameublement . . | 10 | 72 | — | 25 |
| — des peaux et cuirs. . . . . | 2 | 30 | — | — |
| — du tabac. . . . . | 3 | 18 | 1 | 1 |
| — du livre . . . . . | 3 | 31 | 6 | 11 |
| — d'art et de précision . . . . | 1 | 204 | — | 38 |
| — des transports. . . . . | 1 | 4 | — | — |
| — spéciales . . . . . | 2 | 308 | — | — |
| Totaux. . . | 183 | 2595 | 31 | 167 |

## RÉCAP

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Arrondissement de Courtrai . . . . . | 592 | 20661 | 605 | 1262 |
| — de Roulers . . . . . | 336 | 11240 | 323 | 649 |
| — de Thielt . . . . . | 154 | 4190 | 137 | 290 |
| — d'Ypres. . . . . | 188 | 2595 | 31 | 167 |
| Totaux généraux. . . | 1270 | 38686 | 1096 | 2368 |

## ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

D'YPRES (*suite*).

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 76 | 6 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 1 | 4 | — | — | — | — | — | — |
| 7 | 26 | 127 | 46 | 88 | — | 88 | — | — | — |

## TULATION

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 348 | 824 | 1416 | 1262 | 165 | — | 165 | — | — | — |
| 210 | 375 | 942 | 910 | 3 | — | 3 | — | — | — |
| 69 | 160 | 307 | 225 | — | — | — | — | — | — |
| 7 | 26 | 127 | 46 | 88 | — | 88 | — | — | — |
| 634 | 1385 | 2792 | 2443 | 256 | — | 256 | — | — | — |

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES A LA LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889

ARRONDISSEMENT

TABLEAU II

| INDUSTRIES DE DIVERSES CATEGORIES. | Loi du 13 décembre 1889. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Art. 2. | Art. 4. | Art. 6. | Art. 10. | | Art. 11. |
| | | | | carn. | reg. | |
| Filatures et tissages de lin, de coton, de chanvre et de jute. . . . . | 1 | — | — | 4 | 5 | 7 |
| Industries d'art et de précision . . . . . | — | — | — | 4 | 3 | 4 |
| Industries du papier . . . . . | — | — | — | 2 | 1 | 2 |
| Industrie du mobilier et industries accessoires du bâtiment. . . . . | — | — | — | 2 | — | 2 |
| Fabrication de la poterie et de la faïence . | — | — | — | 1 | 1 | 2 |
| Industrie de la glacerie . . . . . | — | — | — | 1 | — | 1 |
| Industries du bâtiment . . . . . | — | — | — | 9 | — | 7 |
| Industries accessoires du vêtement (2e cat.). | — | — | — | 5 | 1 | 5 |
| Industries de la petite construction mécanique . . . . . | — | — | — | 8 | — | 5 |
| Briqueteries et tuileries à la main et exploitations similaires. . . . . | — | — | — | 5 | — | 4 |
| Pâtisseries et chocolateries. . . . . | — | — | — | 2 | — | 3 |
| Industries non visées par les arrêtés précédents . . . . . | — | — | — | 55 | — | 39 |
| Totaux. . . | 1 | — | — | 98 | 11 | 81 |

AINSI QU'AUX ARRÊTÉS PRIS EN EXÉCUTION DE CETTE LOI.

ADMINISTRATIF DE COURTRAI.

| Arrêtés royaux. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non affichage du tableau des heures de travail et de repos. | Infractions à l'arrêté du 19 février 1895. | | |
| | | | Article. | Nombre. | Nature de l'établissement. |
| 3 | — | — | — | — | — |
| 1 | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — |
| 1 | — | — | — | — | — |
| 2 | — | — | 6 | 3 | Scierie mécanique de bois |
| 4 | — | — | — | — | — |
| 3 | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | 4 | Teillage mécanique de lin. |
| 14 | — | — | — | 7 | |

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES A LA LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889

ARRONDISSEMENT

| INDUSTRIES DE DIVERSES CATEGORIES. | Loi du 13 décembre 1889. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Art. 2. | Art. 4. | Art. 6. | Art. 10. | | Art. 11. |
| | | | | carn. | reg. | |
| Filatures et tissages de lin, de coton, de chanvre et de jute. . . . . | 1 | — | — | 8 | 5 | 6 |
| Industries d'art et de précision . . . . . | — | — | — | — | — | — |
| Industries du tabac . . . . . | — | — | — | — | — | — |
| Industries du mobilier . . . . . | — | — | — | — | — | 2 |
| Industries du bâtiment . . . . . | — | — | — | 4 | — | 6 |
| Industries accessoires du vêtement (2e cat.). | — | — | — | 5 | — | 2 |
| Industries de la petite construction mécanique . . . . . | — | — | — | 3 | — | 5 |
| Briqueteries et tuileries à la main et exploitations similaires. . . . . | — | — | 1 | 7 | — | 4 |
| Industries non visées par les arrêtés précédents . . . . . | 1 | — | — | 16 | — | 11 |
| Totaux. . . | 2 | — | 1 | 48 | 5 | 36 |

ARRONDISSEMENT

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Filatures et tissages de lin, de coton, de chanvre et de jute. . . . . | — | — | — | 3 | 2 | 2 |
| Industries du bâtiment . . . . . | — | — | — | 1 | — | 1 |
| Industries accessoires du vêtement (2e cat.). | — | — | — | 1 | 1 | 1 |
| Briqueteries et tuileries à la main . . . | — | — | 1 | 3 | — | 3 |
| Industries non visées par les arrêtés précédents . . . . . | — | — | — | 8 | — | 9 |
| Totaux. . . | — | — | 1 | 16 | 3 | 16 |

AINSI QU'AUX ARRÊTÉS PRIS EN EXÉCUTION DE CETTE LOI.

ADMINISTRATIF DE ROULERS.

| Arrêtés royaux. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non affichage du tableau des heures de travail et de repos. | Infractions à l'arrêté du 19 février 1895. | | |
| | | | Article. | Nombre. | Nature de l'établissement. |
| 2 | 1 | — | — | — | — |
| 2 | — | — | — | — | — |
| 1 | — | — | — | — | — |
| 3 | — | — | — | — | — |
| 1 | — | — | 6 | 8 | Scierie mécanique de bois. |
| 1 | — | — | — | — | — |
| 2 | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — |
| 12 | 1 | — | — | 8 | |

ADMINISTRATIF DE THIELT.

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | — | — | — | — | — |
| 1 | — | — | — | — | — |
| 1 | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — |
| 3 | — | — | — | — | |

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES A LA LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889

ARRONDISSEMENT

| INDUSTRIES DE DIVERSES CATEGORIES. | Loi du 13 décembre 1889. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Art. 2. | Art. 4. | Art. 6. | Art. 10 | | Art. 11 |
| | | | | car. | reg. | |
| Industries d'art et de précision | — | — | — | 4 | 1 | 2 |
| Industries du mobilier | — | — | — | 1 | — | — |
| Industries du bâtiment | — | — | — | 1 | — | 1 |
| Industries accessoires du vêtement (2e cat.). | — | — | — | 4 | 1 | 4 |
| Industries de la petite construction mécanique | — | — | — | 2 | — | 2 |
| Briqueteries et tuileries à la main et exploitations similaires. | — | — | — | 7 | — | 4 |
| Pâtisseries et chocolateries. | — | — | — | — | — | 1 |
| Industries non visées par les arrêtés précédents | — | — | — | 13 | — | 9 |
| Totaux. | — | — | — | 32 | 2 | 23 |

## RÉCAPI

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Courtrai | 1 | — | — | 98 | 11 | 81 |
| Roulers. | 2 | — | 1 | 48 | 5 | 36 |
| Thielt | — | — | 1 | 16 | 3 | 16 |
| Ypres | — | — | — | 32 | 2 | 23 |
| Totaux. | 3 | — | 2 | 194 | 21 | 156 |

AINSI QU'AUX ARRÊTÉS PRIS EN EXÉCUTION DE CETTE LOI.

ADMINISTRATIF D'YPRES.

| Arrêtés royaux. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non affichage du tableau des heures de travail et de repos. | Infractions à l'arrêté du 19 décembre 1895. | | |
| | | | Article. | Nombre. | Nature de l'établissement. |
| 1 | — | — | — | — | |
| — | — | — | — | — | |
| — | — | — | — | — | |
| 1 | — | — | — | — | |
| — | 1 | — | — | — | |
| — | — | — | — | — | |
| — | — | — | — | — | |
| — | — | — | — | — | |
| 2 | 1 | — | — | — | |

TULATION.

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 14 | — | — | — | 7 | |
| 12 | 1 | — | — | 8 | |
| 3 | — | — | — | — | |
| 2 | 1 | — | — | — | |
| 31 | 2 | — | — | 15 | |

## LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU III

| Nature de l'établissement. | Date et numéro du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Teillage mécanique de lin . . . . | 7 janvier. N° 12002. | Infractions aux articles 10 et 11 de la loi du 13 décembre 1889. (Absence de 4 carnets et non affichage de la loi.). | Acquittement. |
| Tisseranderie mécanique de coton | 5 février. N° 12088. | Infractions à l'article 2 de la loi du 13 décembre 1889 et à l'article 3 de l'arrêté rotal du 6 juillet 1904 concernant la filature et le tissage de coton. (Emploi d'un enfant de moins de 12 ans et d'un autre de moins de 13 ans pendant 11 heures par jour.) . . . . . | 2 fois 25 francs ou 2 fois 3 jours. |
| Taillerie de diamants . . . . | 14 mars. N° 12194. | Infraction à l'article 10 de la loi du 13 décembre 1889. (Absence de 19 carnets et registre des protégés incomplètement tenu.) . . . . | Acquittement. |
| Blanchisserie mécanique . . . | 16 mai. N° 12347. | Infraction à l'article 2 de l'arrêté royal du 26 décembre 1892 sur les industries accessoires du vêtement (2e catégorie). (Travail prolongé de 4 protégés.). . . . . | — |
| Menuiserie mécanique . . . . | 3 juin. N° 12391 . | Infraction à l'article 10 de la loi du 13 décembre 1889 et à l'article 6 de l'arrêté royal du 19 février 1895 sur l'interdiction de la présence de personnes protégées et réglementant spécialement le travail des personnes protégées. (Absence d'un carnet et emploi au travail d'un enfant de moins de 16 ans dans un atelier où il est fait usage d'outils dangereux.) . . . . . | 2 fois 26 francs ou 2 fois 8 jours. |

## LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889 (*suite*).

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

| Nature de l'établissement. | Date et numéro du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Tissanderie mécanique de lin . . | 9 juin. N° 12440. | Infraction à l'article 10 de la loi du 13 décembre 1889 et à l'article 3 de l'arrêté royal du 6 juillet 1904 concernant la filature et le tissage de lin. (Absence d'un carnet et travail prolongé d'un enfant de moins de 13 ans.) . . . . . | 2 fois 5 francs ou 2 fois 1 jour. Sur appel interjeté, la cour a condamné à 2 fois 26 fr. ou 2 fois 8 jours. |
| Tissanderie de lin et de coton . . | 2 août. N° 12570 . | Infraction à l'article 11 de la loi du 13 décembre 1889 et à l'article 3 de l'arrêté royal du 6 juillet 1904 concernant la filature et le tissage de coton et lin. (Non affichage de l'arrêté royal du 6 juillet 1904 et travail prolongé de 4 personnes de moins de 13 ans.) . . . . . | *a*) 3 fois 15 francs ou 3 f. 3 jours; *b*) 20 fr. ou 3 j. |
| Fabrique de casquettes. . . . | 11 septembre. N° 12674. | Infraction à l'article 2 de la loi du 13 décembre 1889. (Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans.) | 15 fr. ou 3 jours. |
| Fabrique de brosses . . . . . | 17 octobre. N° 12830. | Infraction à l'article 6 de l'arrêté royal du 19 février 1895. (Emploi au travail d'adolescents de moins de 16 ans dans un atelier où il est fait usage d'outils dangereux.) | A chacun des patrons 25 francs ou 3 jours. |
| Teillage mécanique de lin . . . . | 31 octobre. N° 12873 . | Infraction à l'article 10 de la loi du 13 décembre 1889. (Absence d'un carnet.) . . | 25 fr. ou 3 jours. |
| Tissanderie de coton . . . . . | 7 novembre. N° 12896. | Infraction à l'article 2 de la loi du 13 décembre 1889. (Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans.) | 25 fr. ou 8 jours. |

## LOI DU 10 AOUT 1911 SUR L'INTERDICTION DU TRAVAIL DE NUIT DES FEMMES DANS L'INDUSTRIE.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

| Nature de l'établissement. | Date et numéro du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Blanchisserie mécanique de linge. | 16 mai. N° 12345. | Infraction à l'article 10 de la loi (Repos insuffisant de nuit pour 5 femmes non protégées.) . . . . . | 5 francs. |
| Id. | 16 mai. N° 12346. | Infraction à l'article 10 de la loi (Repos insuffisant de nuit pour 2 femmes non protégées.) . . . . . | 5 francs. |
| Id. | 16 mai. N° 12348. | Infraction à l'article 10 de la loi. (Repos insuffisant de nuit pour 5 femmes non protégées.) . . . . . | 5 francs. |

# RÉSUMÉ DES INFRACTIONS

CONSTATÉES A LA LOI SUR LE REPOS DU DIMANCHE.

TABLEAU IV

| Groupes d'industries. | Contraventions au régime simple de la loi (art. 2). | Contraventions au régime atténué (art. 4). | Contraventions à l'article 9. |
|---|---|---|---|
| Industries céramiques. . | 1 | 1 | 2 |
| — alimentaires . | 1 | 7 | 2 |
| — d'art . . . | 1 | — | — |
| — textiles. . . | 5 | — | — |
| — du vêtement . | — | — | 1 |
| Totaux. . . | 8 | 8 | 5 |

| Application de l'art. 7. | Nombre de visites. | Personnel | Nombre d'établissements en contravention. |
|---|---|---|---|
| Magasins de détail non visés à l'article 4 . . | 115 | 203 | 1 |
| Salons de coiffure . . . | 30 | 48 | — |
| Totaux. . . | 145 | 251 | 1 |

## REPOS DU DIMANCHE.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU V

| Nature de l'établissement. | Date et numéro du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Entreprise commerciale. . . . . | 26 janvier. N°12053. | Infraction de l'article 2 de la loi du 17 juillet 1905. (Emploi au travail, le dimanche, de 4 ouvriers.) . . . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Lisage de dessins. | 8 juin. N° 12418. | Infractions aux articles 2 et 9 de la loi du 17 juillet 1905. (Emploi au travail, le dimanche, de 5 ouvriers dont 2 personnes protégées.) . . | — |
| Briqueterie . . . | 22 juin. | Infractions aux articles 2 et 9 de la loi du 17 juillet 1905. (Emploi au travail, le dimanche, de 5 ouvriers dont une personne protégée.). . | 26 fr. ou 8 jours. |

## RÈGLEMENTS D'ATELIER.

RÉSUMÉ DU PROCÈS-VERBAL DRESSÉ ET DE SA SUITE JUDICIAIRE.

TABLEAU VI

| Nature de l'établissement. | Date et numéro du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suite judiciaire. |
|---|---|---|---|
| Taillerie de diamants . . . . | 14 mars. N° 12195. | Infraction à l'article 12 de la loi du 15 juin 1896. (Etat du personnel incomplètement tenu.) . . . . . | Acquittement. |

## ARRÊTÉS ROYAUX CONCERNANT LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DES OUVRIERS ET LA POLICE DES ÉTABLISSEMENTS CLASSÉS.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU VII

| Nature de l'établissement. | Date et numéro du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Dépôt de pétrole . | 6 janvier. N°12003. | Infraction à l'article 1 de l'arrêté royal du 29 janvier 1863. (Exploitation sans autorisation.) . . . . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Teillage mécanique de lin . . . . | 7 février. N° 12089. | Infraction à l'article 6 de l'arrêté royal du 29 janvier 1863. (Inobservation des conditions imposées par l'arrêté d'autorisation.). . . . | 25 fr. ou 3 jours. |
| Id. | 17 février. N° 12123. | Infraction à l'article 6 de l'arrêté royal du 29 janvier 1863. (Inobservation des conditions imposées par l'arrêté d'autorisation.). . . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Id. | 18 février. N° 12122. | Infraction à l'article 6 de l'arrêté royal du 29 janvier 1863. (Inobservation des conditions imposées par l'arrêté d'autorisation.). . . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Taillerie de diamants . . . . | 14 mars. N° 12211. | Infraction à l'article 28 de l'arrêté royal du 30 mars 1905. (Emploi au travail d'une ouvrière ne portant pas de bonnet.). . . . . | Acquittement. |
| Tissage mécanique de coton . . . | 8 avril. N° 12254. | Infraction à l'article 52 de l'arrêté royal du 30 mars 1905. (Ouvrière ne portant pas de bonnet; procès-verbal à charge de celle-ci.). . . . | 5 fr. ou 1 jour. |
| Atelier de menuiserie. . . . . | 10 mai. | Infraction à l'article 6 de l'arrêté royal du 29 janvier 1863. (Inobservation des conditions de l'arrêté d'autorisation.) . . . . . | — |

## ARRÊTÉS ROYAUX CONCERNANT LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DES OUVRIERS ET LA POLICE DES ÉTABLISSEMENTS CLASSÉS (*suite*).

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

| Nature de l'établissement. | Date et numéro du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Chantier de bâtisse. . . . . | 4 juin. N° 12409. | Infractions aux articles 7, 8 et 10 de l'arrêté royal du 31 mars 1905. (Echafaudage ne présentant pas les garanties de solidité et de rigidité. Montants non engagés dans le sol, non reliés entre eux et non fixés.) . . . . . | *a*) 30 fr. ou 10 j.; *b*) 15 fr. ou 3 j. |
| Briqueterie . . . | 22 juin. N° 12466. | Infraction à l'article 6 de l'arrêté royal du 29 janvier 1863. (Inobservation des conditions de l'arrêté d'autorisation.) . . . . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Filature de lin . | 4 juillet. N° 12495. | Infraction à l'article 52 de l'arrêté royal du 30 mars 1905. (Ouvrière ne portant pas de bonnet; procès-verbal à charge de celle-ci.) . | 3 francs. |
| Id. | 4 juillet. N° 12496. | Infraction à l'article 52 de l'arrêté royal du 30 mars 1905. (Ouvrière ne portant pas de bonnet; procès-verbal à charge de celle-ci.) . | 3 francs. |
| Séchoir de chicorée | 18 novembre. N° 12927. | Infraction à l'article 1 de l'arrêté royal du 29 janvier 1863. (Emploi d'un appareil à produire de l'acétylène sans autorisation.) . . . | — |

## PROTECTION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DES OUVRIERS.

### OBSERVATIONS FAITES AU SUJET DE L'EXÉCUTION DE L'ARRÊTÉ ROYAL DU 30 MARS 1905.

TABLEAU VIII

| ARTICLES VISÉS | NATURE DE L'INDUSTRIE. | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Petite construction | Grosse construction. | Céramiques. | Chimiques. | Alimentaires. | Textiles. | Vêtement. | Bois. et ameublement. | Tabac et cigares. | Art et précision. | Papier. | Divers. | Totaux. |
| Art. 3, § 1. Cube d'air insuffisant . . . . | — | 1 | — | — | — | 19 | 2 | — | — | — | — | — | 22 |
| Art. 3, § 2. Ventilation insuffisante. . . | — | 4 | — | 1 | 2 | 63 | 2 | 2 | — | — | — | — | 74 |
| Art. 5. Poussières, gaz, etc. . . . . | — | — | — | — | — | 2 | — | — | — | — | — | — | 2 |
| Art. 10. Ateliers malpropres . . . . . | — | — | — | — | 1 | 83 | 1 | — | — | — | — | 2 | 87 |
| Art. 14, § 2. Absence de lavabos . . . . . | — | — | — | — | — | 1 | — | — | — | — | — | — | 1 |
| Art. 15, § 1. Emanations . . . . . | — | — | — | — | — | 4 | — | — | — | — | — | — | 4 |
| Art. 20, § 2. Moteur non isolé . . . . . | — | 6 | — | — | 2 | 12 | 1 | 3 | 1 | — | — | — | 25 |
| Art. 20, § 2. Volants non isolés . . . . . | 7 | 2 | 3 | 7 | 10 | 25 | 1 | 4 | 1 | — | 1 | 2 | 63 |
| Art. 20, § 3. Autres organes en mouvement . | — | 11 | 2 | 8 | 24 | 200 | 1 | 8 | — | — | — | — | 254 |
| Art. 20, § 3. Absence de plinthe de butée . . | 2 | — | 1 | 2 | 2 | 10 | — | — | — | — | — | 1 | 19 |
| Art. 20, § 4. Mise en marche du moteur en agissant sur les bras du volant . . . . | 3 | 2 | — | — | 10 | 17 | — | — | — | — | — | 1 | 33 |

## PROTECTION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DES OUVRIERS (*suite*).

### OBSERVATIONS FAITES AU SUJET DE L'EXÉCUTION DE L'ARRÊTÉ ROYAL DU 30 MARS 1905.

| ARTICLES VISÉS | NATURE DE L'INDUSTRIE. | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Petite construction | Grosse construction. | Céramiques. | Chimiques. | Alimentaires. | Textiles. | Vêtement. | Bois et ameublement. | Tabac et cigares. | Art et précision. | Papier. | Divers. | Totaux. |
| Art. 21, § 1. Transmissions défectueuses . . | — | — | 2 | 2 | 6 | 24 | 2 | 7 | 3 | 1 | — | 2 | 49 |
| Art. 21, § 1. Absence de pare-navettes . . . | — | — | — | — | — | 12 | — | — | — | — | — | — | 12 |
| Art. 21, § 1. Absence de tringle aux calendres . . . . . | — | — | — | — | — | 7 | — | — | — | — | — | — | 7 |
| Art. 21, § 2. Engrenages défectueux . . . | — | 28 | 1 | — | 2 | 20 | 1 | — | 1 | — | — | — | 53 |
| Art. 21, § 2. Courroies dangereuses . . . . | — | 4 | 4 | 2 | 12 | 42 | — | 4 | — | — | — | — | 68 |
| Art. 26. Outils tranchants . . . . . | — | — | - | — | — | 3 | — | 33 | — | — | — | — | 36 |
| Art. 27. Passages de circulation trop étroits | — | — | — | — | — | 6 | — | 3 | — | 2 | — | 1 | 12 |
| Art. 28, § 1. Chevelure non enveloppée . . | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 4 |
| Art. 30, § 1. Meules non couvertes . . . . | — | — | — | — | — | 3 | — | — | — | 1 | — | — | 2 |
| Art. 31, § 2. Absence de lunettes . . . . | 6 | 1 | — | — | — | 2 | — | — | — | — | — | — | 7 |
| Art. 33, § 4. Absence d'indication de la puissance des appareils de levage . . . . . | — | 2 | — | 1 | — | 2 | — | — | — | — | — | — | 5 |

## PROTECTION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DES OUVRIERS (*suite*).

### OBSERVATIONS FAITES AU SUJET DE L'EXÉCUTION DE L'ARRÊTÉ ROYAL DU 30 MARS 1905.

| ARTICLES VISÉS | NATURE DE L'INDUSTRIE. | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Petite construction | Grosse construction. | Céramiques | Chimiques. | Alimentaires. | Textiles. | Vêtement. | Bois, et ameublement. | Tabac et cigares. | Art et précision. | Papier. | Divers. | Totaux. |
| Art. 35. Absence de garde-corps aux ouvertures. . . . . | — | — | 2 | 6 | 10 | 2 | — | — | — | — | — | — | 20 |
| Art. 38, § 1. Absence de rampe d'escalier . | — | — | 1 | 1 | 3 | 1 | — | 2 | — | — | — | — | 8 |
| Art. 38, § 3. Echelles défectueuses . . . . | — | 1 | — | — | 1 | 1 | 8 | — | — | — | — | — | 11 |
| Art. 41. Danger d'incendie. . . . . | — | — | — | 2 | — | 11 | — | — | — | — | — | — | 13 |
| Art. 48, § 3. Absence de ceinture de sécurité. | — | 1 | — | 5 | 2 | 4 | — | — | — | — | — | — | 12 |
| Art. 52, D. Graissage pendant la marche. . | 8 | 1 | — | — | 1 | 1 | — | — | — | — | — | — | 11 |
| Art. 52, E. Vêtements non ajustés . . . . | — | — | — | — | — | 4 | — | 3 | — | — | — | — | 7 |
| Art. 52, E. Chevelure non enveloppée . . . | — | — | — | — | — | 68 | — | — | — | — | — | — | 68 |
| Totaux. . . | 26 | 64 | 16 | 37 | 88 | 649 | 20 | 69 | 6 | 4 | 1 | 9 | 989 |

## 7e DISTRICT.

—

# PROVINCE DE HAINAUT

### ARRONDISSEMENTS DE CHARLEROI, SOIGNIES ET THUIN

---

**M. G. Quanonne**, inspecteur principal du travail, à Houdeng-Gœgnies

*en collaboration avec*

**M. L. Wodon**, inspecteur-adjoint du travail, à Charleroi,
et **M. O. Liégeois**, délégué à l'inspection du travail, à Jemappes.

---

## SECTION I.

### Etablissements visités.

| Arrondissements. | Nombre d'établissements visités | | | |
|---|---|---|---|---|
| | une fois. | deux fois. | trois fois. | plus de trois fois. |
| Charleroi . . . . . | 530 | 11 | 8 | 13 |
| Thuin . . . . . | 250 | 6 | 1 | — |
| Soignies . . . . . | 216 | 1 | 1 | 2 |
| TOTAUX. . . | 996 | 18 | 10 | 15 |

En 1913 l'inspection a porté sur 1,039 établissements où étaient occupés 49,107 ouvriers.

L'on verra au tableau I qu'il s'y trouvait 2,414 garçons de 12 à 14 ans, 2,705 de 14 à 16, 975 filles de 12 à 14 ans, 1,216 de 14 à 16, 1,803 de 16 à 21 et 909 de plus de 21 ans : au total 20.40 % de personnes protégées par la loi du 13 décembre 1889.

Les inspections faites pour le contrôle de l'exécution de la loi sur le repos du dimanche, pour les enquêtes à la suite d'accidents du travail, pour celles relatives à la création d'établissements dangereux, insalubres ou incommodes, et autres objets de la réglementation, seront relatées plus loin.

Maints autres devoirs s'y sont ajoutés soit pour satisfaire à des demandes de renseignements ou d'intervention de la part des parquets de Mons et de Charleroi, soit de la part de voisins d'établissements industriels gênants ou de celle de divers ouvriers et chefs d'industrie, soit encore pour répondre aux citations en justice, conséquemment à nos procès-verbaux de contravention.

## SECTION II.

### Travail des femmes et des enfants.

*Loi du 13 décembre 1889 et loi du 10 août 1911.*

**Interdiction du travail des enfants âgés de moins de 12 ans** (art. 2 de la loi). — Dans l'industrie de la gobeleterie nous avons dû verbaliser à six reprises à charge du chef d'industrie et cinq fois à charge des parents, pour le travail prématuré de 12 enfants.

La pénurie de main-d'œuvre, en jeunes ouvriers surtout, ne tendra jamais à décroître dans l'industrie verrière.

**Réglementation relative à certains travaux fatigants, dangereux ou insalubres** (art. 3 de la loi, arrêté royal du 19 février 1895). — Nous n'avons, à ce sujet, qu'à rappeler nos observations antérieures.

**Limitation de la durée du travail et conditions des repos** (art. 4 de la loi) ; arrêtés royaux des 26 et 31 décembre 1892, 22 sep-

tembre 1896 (briqueterie et tuilerie à la main), 21 août 1911 (carrières), 31 mars 1903 (papier et carton), 20 décembre 1911 (chocolaterie et confiserie).

Dans l'industrie du verre à vitres seule nous avons constaté l'inexécution de la réglementation relative à la durée du travail et aux conditions des repos. Nous n'avons cependant pas encore verbalisé à ce sujet, à cause de l'effort demandé à cette industrie pour la mise en application de la loi y interdisant le travail de nuit des femmes à partir du 1er janvier 1912 (loi du 10 août 1911).

Comme nous l'avons rappelé encore l'an dernier, les maîtres de verreries ne donnent pas aux jeunes ouvriers, pour l'étendage du verre du moins, le repos double de la durée du travail. Tandis que les étendeurs, qui sont toujours des hommes faits, sont partagés en trois équipes, dont le temps de travail respectif est suivi d'un repos de durée double, leurs aides ne forment que deux équipes, chacune travaillant la moitié du temps total, sans interruption le dimanche, soit 360 heures par mois.

Pour mettre les aides-étendeurs, garçons et filles, sur le pied de trois équipes, afin de leur accorder un repos double de la durée du travail, il en faudrait enrôler cinquante pour cent de plus, et l'on ne pourrait, sans augmenter le prix du verre, conserver à chacun le salaire mensuel antérieur. Or, c'est précisément à cause de la rareté de jeunes ouvriers que les maîtres de verreries ont tant de peine à se conformer à la réglementation du travail. Réduire les salaires offerts jusqu'à un moment donné et vouloir augmenter le personnel, sont deux choses inconciliables.

D'une expérience de vingt années, nous déduisons que l'organisation des trois équipes pour les aides-étendeurs, n'est possible que dans les périodes de forte dépression des affaires commerciales et industrielles, alors que les chômeurs sont nombreux dans toutes les industries.

A ce propos nous écrivions déjà ce qui suit, en 1899 (rapport général sur l'année 1898) :

« Nous avons entendu révoquer en doute l'utilité de l'organisation des trois équipes alternatives.

« L'opinion a été émise devant nous, et nous ne sommes pas loin de l'adopter, que beaucoup d'enfants ne pouvant dormir pendant 12 ou 13 heures consécutives, emploient mal les intervalles

prolongés de 20 ou 24 heures, mis à leur disposition quand les équipes sont triples. Aussi cette mesure a-t-elle bien moins de prix à nos yeux que n'en aurait l'amélioration progressive des conditions de repos du septième jour et la réduction graduelle du contingent féminin prenant part au travail de nuit. »

Et dans notre rapport sur l'exercice 1901 :

« Le système des trois équipes nous paraît, de plus en plus, n'avoir qu'un mérite théorique. Le genre de travail à fournir et la chaleur à endurer semblent plutôt moins défavorables aux protégés de la verrerie à vitres qu'à ceux de la cristallerie-gobeleterie.

« Or, nous sommes d'avis que l'organisation du travail, dans cette dernière industrie, par deux équipes seulement, mais qui bénéficient d'un repos dominical de 24 heures, est plus heureuse, à beaucoup d'égards, que le roulement de trois équipes qui se remplacent sans aucune interruption dans la verrerie à vitres.

« Les ouvriers appartenant au régime d'équipe triple ne participent pas aux conditions de l'existence normale de l'humanité, ce qui doit avoir inévitablement des conséquences fâcheuses, tant physiques que morales, pour la série des générations qui se succèdent, avec la continuité que l'on sait, dans l'industrie du verre à vitres. »

Notre sentiment à cet égard n'a fait que s'affirmer et se confirmer par les années qui se sont écoulées depuis le jour où nous écrivions ces lignes.

Des dispositions impraticables, conservées théoriquement dans la réglementation, ne servent pas la cause du progrès social.

**Travail de nuit** (art. 6 de la loi du 13 décembre 1889 et loi du 10 août 1911). — Vingt établissements ont été visités pendant la nuit. C'est toujours l'industrie verrière qui donne lieu à observations sous le rapport du travail de nuit des enfants trop jeunes.

Les 9 procès-verbaux dressés à ce sujet à charge de chefs d'industrie et les 24 à charge des parents des enfants figurent au tableau III.

Dès notre premier rapport annuel (1895) nous avons préconisé la suppression du travail de nuit dans la gobeleterie-cristallerie.

Nous avons repris depuis lors bien souvent la question et insisté pour qu'une solution définitive intervienne. L'an dernier, nous annoncions qu'un mouvement en ce sens se dessinait et s'affirmait à Manage, et nous comptions bien qu'une tentative conforme à nos vœux allait se faire effectivement. C'est ce qui est arrivé, et cette année trois gobeleteries de Manage ont mis fin au travail de nuit.

Nous avons constaté avec satisfaction à la lecture du rapport pour 1912 de la part de notre collègue de Namur, que trois gobeleteries de cette province venaient d'entrer dans cette même voie.

Cette année les verreries ont fait, conformément aux instructions de M. le Ministre, l'objet d'une surveillance presque exclusive de la part de M. le délégué Liégeois.

Au cours de cette année nous avons eu à fournir, à M. le Ministre, une statistique sur le nombre d'ouvriers de 14 à 16 ans employés au travail de nuit dans les diverses industries de notre district en vue d'une réglementation internationale éventuelle proposée par certain pays étranger.

A cinq reprises nous avons été appelé à donner un avis à M. le Gouverneur du Hainaut sur des pétitions adressées au Roi par des chefs d'industries verrières qui avaient été condamnés à des amendes importantes pour infraction à *l'article 6 de la loi*.

**Personnes responsables** (art. 14, 15 et 16). — Cette année encore certains chefs d'industries sont parvenus à se faire acquitter par les tribunaux et à faire retomber sur leurs subordonnés la responsabilité d'infraction à la loi du 13 décembre 1889.

Nous avons fait remarquer l'an dernier combien serait à désirer une plus grande attention de la part des tribunaux lorsqu'il s'agit de faire appliquer les lois sociales.

**Père, mère ou tuteur** (art. 17). — Le tableau III indique les procès-verbaux de contravention dressés à charge des parents des enfants.

**Carnets et registres. Affichage** (art. 10 et 11). — Il n'y a aucune observation digne d'intérêt à consigner à ce sujet.

## SECTION III.

### Repos du dimanche.

Les établissements industriels suivants ont été inspectés cette année, le dimanche :

| | |
|---|---|
| Industries des carrières . . . . . | 12 |
| Industries des métaux (Ateliers de construction, fonderies et fabrique de boulons, chaînes, etc.) . | 12 |
| Industries verrières . . . . . | 2 |
| Industries de la construction (Pont en montage) . | 1 |
| Industries alimentaires (Moulin à farine) . . . | 1 |
| Industries spéciales . . . . . | 1 |
| Commerce (Hôtel) . . . . . | 1 |

Le tableau IV indique les visites faites dans les maisons de détail, ainsi que les infractions qui ont été constatées dans les industries et dans les maisons de commerce. Le tableau V fait voir dans quels cas nous avons verbalisé pour infraction à la loi du 17 juillet 1905.

Reprenant ce qui a été dit plus haut à propos de l'art. 4, et rappelant ce que nous avons préconisé jadis au sujet des verreries à vitres, nous ne pouvons nous empêcher de revenir à la charge en faveur du repos du dimanche, tout au moins en partie, dans l'industrie du verre à vitres.

En 1913 un mouvement s'est produit dans le personnel des verreries de Charleroi pour l'obtention d'un repos du dimanche. Trouvant que la production du verre était trop intense, les patrons verriers se sont entendus pour faire chômer six fours à bassin. Cet arrangement suppose des compensations en faveur des maîtres de verreries dont la production se trouve, de ce fait, considérablement réduite et le prix de revient augmenté en conséquence. Par suite, l'ensemble de l'industrie belge du verre à vitres doit faire un sacrifice auquel d'une manière ou de l'autre le salaire doit contribuer.

Les ouvriers verriers sont unanimes à dire, selon M. le délégué Liégeois, qu'ils préfèrent le chômage du dimanche au chômage

forcé de plusieurs mois par an auquel ils sont astreints par suite de l'arrêt de plusieurs fours à bassin.

Il semble que de tous les pays du monde la Belgique soit la seule nation chez laquelle on fabrique du verre le dimanche.

Comme nous l'avons représenté bien des fois dans nos rapports généraux antérieurs pour ce qui concerne les personnes protégées par la loi du 13 décembre 1889, l'arrêté du 28 juillet 1906, pris en application sur la loi du 17 juillet 1905 sur le repos du dimanche, n'a soulagé aucunement la situation des jeunes ouvriers de l'industrie du verre à vitres.

Nous avons été saisis par les chefs d'industrie de ce que l'on allait travailler le dimanche dans les circonstances suivantes, et nous n'avons pas cru devoir y faire obstacle.

*a*) Par suite d'un accident suivi de mort dans un atelier de construction, les ouvriers avaient suspendu le travail pendant une couple de jours, d'après un usage de cette région qui ne semble pas devoir être condamné. Or, en ce moment, une importante expédition devait se faire le lundi pour rejoindre un bateau au long cours en partance pour un long voyage. Aussi le directeur de l'établissement en question a-t-il fait travailler une partie du personnel la moitié du dimanche qui a suivi l'accident, cause initiale de la perturbation.

*b*) Pour le montage d'un pont métallique au-dessus d'une passe navigable (Sambre) afin de ne pas interrompre la navigation.

*c*) Pour des travaux de montage d'un autre pont métallique dans la gare d'Haine-Saint-Pierre, afin de mettre à profit quelques heures de moindre trafic dans les trains.

## SECTION IV.

### Règlements d'atelier.

La loi sur les règlements d'atelier n'a suscité des remarques que dans les cas peu nombreux suivants, si on les rapporte au nombre d'établissements visités. Ils ne se sont présentés d'ailleurs que dans des établissements de peu d'importance.

*Absence de règlement.*

| | |
|---|---|
| Industries des métaux | 19 |
| Industries chimiques | 2 |
| Industries céramiques | 13 |
| Industries alimentaires | 4 |
| Industries du vêtement | 1 |
| Industries de la construction | 7 |
| Industries du bois et de l'ameublement | 17 |
| Industries des peaux et cuirs | 1 |
| Industries du tabac | 1 |
| Industries d'art et de précision | 2 |
| Industriels spéciales | 1 |

*Irrégularité du règlement.*

| | |
|---|---|
| Industries des métaux | 3 |
| Industries du bois et de l'ameublement | 1 |
| Industrie du livre | 1 |

Le tableau VI indique les deux cas dans lesquels nous avons verbalisé, nos avertissements n'ayant pas suffi à faire respecter la loi sur les règlements d'atelier.

## SECTION V.

### Payement des salaires et mesurage du travail.

Cette partie de la réglementation ne soulève de difficultés que bien rarement. Nous n'avons eu à dresser aucun procès-verbal de contravention à cet égard au cours de cette année.

Il arrive parfois que des ouvriers qui ont acheté des meubles *à l'abonnement*, c'est-à-dire à crédit, ne trouvant plus assez d'ouvrage ou étant tombés malades, ne parviennent plus à payer les mensualités auxquelles ils se sont engagés, pour l'exécution de leur dette. De temps à autre nous sommes saisis de situations très malheureuses sous ce rapport et sollicités à intervenir pour modé-

rer les exigences des créanciers, alors que manifestement la retenue de 20 °/₀ du montant des salaires, et ordonnée par jugement, devient une charge accablante pour les moyens d'existence de la famille endettée. Il advient cependant aussi que le débiteur cherche déloyalement à échapper à ses obligations, par exemple en allant travailler au delà des frontières pendant un certain temps, pour revenir ultérieurement en Belgique quand il se croit enfin oublié par son fournisseur.

Nous croyons que le crédit fait à l'ouvrier lui est généralement nuisible, sauf pour la construction d'une habitation et lorsque le salaire suffisant fait défaut, par suite de chômage involontaire ou de maladie.

## SECTION VI.

### *A) Arrêtés royaux des 30 et 31 mars 1905.*

**Salubrité des ateliers.** — Dans neuf verreries à vitres, certaines hottes pour l'évacuation des fumées faisaient défaut aux stracous. Les directeurs de ces établissements ont promis de donner suite à nos observations à l'occasion des travaux de réparation les plus prochains.

Les ouvriers d'une taillerie de gobeleterie se plaignaient de ce que la charpente de l'atelier où ils étaient occupés, n'était pas munie intérieurement d'un hourdis calorifuge; ils se plaignaient aussi de ce que l'eau qui leur est nécessaire pour le travail aux meules était trop froide pour la saison d'hiver.

Satisfaction leur a été accordée sur notre intervention.

**Sécurité.** — Des dispositifs de protection faisaient défaut ou étaient insuffisants dans les circonstances suivantes :

| | |
|---|---|
| Moteurs non entourés de garde-corps. . . . . | 17 |
| Fosses de volants ou de poulies non protégées . . | 10 |
| Mise en marche de moteurs à explosion en agissant sur le bras du volant . . . . . | 1 |
| Armure de scieries de pierres mises en marche en agissant sur les bras du volant . . . . . | 1 |

| | |
|---|---|
| Volants de machines motrices non protégées | 44 |
| Engrenages non couverts | 46 |
| Poulies non protégées | 9 |
| Courroies non protégées | 27 |
| Volants non protégés | 9 |
| Courroies reposant sur les arbres | 2 |
| Chevelures d'ouvrières non protégées par une résille | 3 |
| Meules-émeri non munies d'enveloppes | 5 |
| Roues dentées de treuils non munies de cliquet d'arrêt | 1 |
| Ouvertures de tire-sacs non munies de garants | 2 |
| Bacs réverdoirs non couverts | 2 |
| Trous d'hommes non munis d'un croisillon (cuves à bière) | 1 |
| Galeries, massifs de chaudières, passage d'accès sans garde-corps | 20 |
| Echafaudages sans garde-corps | 2 |
| Echelons manquant à une échelle | 2 |
| Scies à ruban non garanties (industrie du bois) | 18 |
| Scies circulaires sans garants (industrie du bois) | 11 |
| Meules de taillerie (gobeleterie) non protégées | 27 |

Dans deux verreries à vitres les fosses de longeages n'étaient pas pourvues de parachutes; les filets étaient en mauvais état ou mal suspendus dans cinq autres verreries et dans trois autres des déchets de fabrication gisaient dans les longeages.

Le tableau VII résume le seul procès-verbal de contravention que nous ayons cru devoir dresser relativement à cette partie de la réglementation.

### *B) Arrêté royal du 15 juin 1910.*

**Logement des ouvriers dans les briqueteries et sur les chantiers.** — L'on verra au tableau VIII le relevé des procès-verbaux de contravention dressés en 1913 pour inexécution de l'une ou l'autre des exigences de la réglementation nouvelle concernant l'habitation des ouvriers sur les chantiers. Les cas sont beaucoup moins nombreux que l'an dernier, vu les progrès réalisés.

## SECTION VII.

### Accidents du travail.

Les chefs d'entreprise nous ont fait parvenir 17,537 déclarations d'accidents du travail.

Nous avons procédé à 79 enquêtes-accidents dont le détail figure au tableau IX, dont 22 fois à propos de cas mortels.

Dans l'un de ces cas mortels, il s'agissait, malheureusement encore une fois, de l'éternelle imprudence qui consiste à préparer le rétablissement d'une courroie sur la poulie avant l'arrêt de l'arbre de transmission. L'intention était bien de ne remonter la courroie sur la poulie que lorsque celle-ci serait arrêtée, mais la victime s'était avisée de mettre la main sur la courroie et même de monter sur l'échelle pendant la rotation de l'arbre.

Un autre accident mortel fut occasionné par la rupture d'une meule émeri dont un éclat sortit par l'ouverture trop grande, selon nous, laissée à la partie antérieure de l'enveloppe.

Un accident qui aurait pu entraîner la mort de cinq ouvriers est survenu dans un souterrain d'une verrerie à vitres par suite d'émanations d'oxyde de carbone occasionnées par des fissures du parement d'un foyer-gazogène d'étenderie. L'héroïsme de plusieurs ouvriers sauva la vie des imprudents.

Indépendamment des accidents ayant fait l'objet des rapports en question et visés au tableau prémentionné, en 65 occasions des informations ont été prises sur des accidents pour des fins diverses.

## SECTION VIII.

### Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes.

**Demandes en autorisation de créer de nouveaux établissements.** — M. le Gouverneur du Hainaut nous a consultés au sujet de l'ouverture de 42 établissements dont le genre d'industrie, quant à la branche principale respective, se trouve détaillé ci-après :

| | |
|---|---|
| Chaux (Four à) . . . . . | 1 |
| Chiffons (Magasin de). Os (Magasin de) . . . | 1 |

| | |
|---|---|
| Eaux gazeuses (Fabrique d') | 1 |
| Electricité | 16. |
| Fonderie de cuivre, plomb, aluminium, laiton bronze | 1 |
| Fonderies de fer | 2 |
| Fonderie de zinc | 1 |
| Fours à moufle | 3 |
| Glace artificielle (Fabrication de la) | 1 |
| Graisses (Dépôt de) | 1 |
| Graisses (Fonte en grand des) | 1 |
| Machines et mécaniques (ateliers pour la fabrication des) | 2 |
| Matières inflammables (Dépôts de) | 4 |
| Matières minérales et végétales (Dépôt de) | 1 |
| Projections lumineuses (Emploi d'appareils à produire des) | 2 |
| Tuiles (Fours à cuire les) | 1 |
| Vinaigres (Fabrication en grand des) | 1 |
| Verrerie et cristallerie | 1 |
| Tir pour armes de chasse ou de guerre | 1 |

## SECTION IX.

### Carrières à ciel ouvert.

Dans le Hainaut les carrières à ciel ouvert sont sous la surveillance de l'administration des mines.

## SECTION X.

### Epreuves de récipients.

Nous avons vérifié la résistance sous pression de 687 récipients et réservoirs dont 618 récipients à ammoniaque, 59 récipients à oxygène, 8 réservoirs à air comprimé pour freins de locomotives de la Compagnie du Nord-Belge et 2 grands réservoirs à air comprimé pour les ateliers de la même compagnie, à Marchienne-au-Pont. L'un de ces derniers grands réservoirs a cédé et s'est fendu bruyamment, heureusement sans avoir projeté d'éclats.

PERSONNEL I

ARRONDISSEM

TABLEAU I

| DESIGNATION DES GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| Industries des carrières et industries connexes | 4 | 31 | — | — |
| — des métaux. | 195 | 18622 | 666 | 900 |
| — céramiques | 165 | 1232 | 41 | 78 |
| — verrières. | 26 | 13559 | 1074 | 999 |
| — chimiques | 14 | 444 | 7 | 15 |
| — alimentaires | 57 | 587 | — | — |
| — du vêtement | 4 | 9 | — | — |
| — de la construction | 5 | 53 | — | — |
| — du bois et de l'ameublement | 62 | 371 | 2 | 9 |
| — des peaux et cuirs | 10 | 158 | 1 | 5 |
| — du tabac. | 1 | 15 | — | — |
| — du livre | 1 | 14 | 2 | 2 |
| — d'art et de précision | 7 | 94 | 2 | 1 |
| — spéciales | 59 | 154 | — | 3 |
| Totaux. | 610 | 35344 | 1795 | 1952 |

## ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

DE CHARLEROI.

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 189 | 171 | 452 | 266 | — | — | 1 | — | — | — |
| 25 | 60 | 83 | 100 | — | — | — | — | — | — |
| 430 | 512 | 676 | 255 | 5770 | 1158 | 4612 | — | — | — |
| 15 | 19 | 10 | 7 | — | — | — | — | — | — |
| 18 | 65 | 16 | 4 | 89 | — | — | — | — | — |
| — | — | — | 2 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | 2 | — | — | — | — | — | — |
| 11 | 26 | 43 | 26 | — | — | — | — | — | — |
| — | 2 | 9 | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | 2 | — | — | — |
| 2 | 8 | 15 | 4 | — | — | — | — | — | — |
| 1 | 6 | 22 | 14 | 38 | — | — | — | — | — |
| 691 | 869 | 1326 | 680 | 5897 | 1158 | 4615 | — | — | — |

PERSONNEL DI

ARRONDISSÉME

| DESIGNATION DES GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 an | 14 à 16 ans. |
| Industries des carrières et industries connexes | 1 | 2 | — | — |
| — des métaux. | 616 | 2931 | 175 | 225 |
| — céramiques. | 19 | 859 | 29 | 35 |
| — verrières. | 4 | 1296 | 84 | 120 |
| — chimiques | 3 | 135 | — | — |
| — alimentaires | 66 | 903 | — | 6 |
| — du vêtement | 3 | 48 | — | 2 |
| — de la construction | 10 | 453 | 15 | 18 |
| — du bois et de l'ameublement | 74 | 406 | — | 1 |
| — du tabac. | 2 | 9 | — | — |
| — du livre | 1 | 6 | 2 | 1 |
| — spéciales. | 6 | 163 | — | 1 |
| Totaux. | 805 | 7211 | 305 | 409 |

## ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

DE THUIN.

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 5 | 8 | 9 | 6 | 121 | — | — | — | — | — |
| 21 | 23 | 25 | 22 | 6 | — | — | — | — | — |
| 12 | 29 | 32 | 15 | 663 | 136 | 527 | — | — | — |
| — | — | 2 | — | 32 | — | — | — | — | — |
| — | — | 25 | 5 | 331 | 6 | 14 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 4 | 4 | 12 | 32 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | 4 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | 1 | | 3 | 35 | — | — | — | — | — |
| 42 | 65 | 109 | 87 | 1188 | 142 | 544 | — | — | — |

PERSONNEL DES

ARRONDISSEMENT

| DESIGNATION DES GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| Industries des carrières et industries connexes | 29 | 339 | — | — |
| — des métaux. | 27 | 2293 | 120 | 182 |
| — céramiques | 34 | 1577 | 114 | 92 |
| — verrières. | 2 | 463 | 58 | 41 |
| — chimiques | 137 | 135 | 8 | 10 |
| — alimentaires | 41 | 380 | — | 2 |
| — textiles | 1 | 205 | 5 | 3 |
| — de la construction | 36 | 512 | — | — |
| — du bois et de l'ameublement | 46 | 424 | 9 | 8 |
| — des peaux et cuirs | 1 | 170 | — | 6 |
| — spéciales | 11 | 54 | — | — |
| Totaux. | 365 | 6552 | 314 | 344 |

RÉCAPI

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Arrondissement de Charleroi | 610 | 35344 | 1795 | 1952 |
| — de Thuin | 805 | 7211 | 305 | 409 |
| — de Soignies | 365 | 6552 | 314 | 344 |
| Totaux. | 1780 | 49107 | 2414 | 2705 |

## ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

DE SOIGNIES.

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| — | — | — | — | 193 | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 171 | 207 | 253 | 88 | 60 | — | — | — | — | — |
| 45 | 41 | 71 | 21 | 103 | 44 | 59 | — | — | — |
| 7 | 11 | 12 | 18 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | 2 | 98 | — | 17 | — | — | — |
| 19 | 23 | 31 | 9 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | 2 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | 5 | — | — | — | — | — |
| — | — | 1 | 2 | — | — | — | — | — | — |
| 242 | 282 | 368 | 142 | 459 | 44 | 76 | — | — | — |

TULATION.

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 691 | 869 | 1326 | 680 | 5897 | 1158 | 4615 | — | — | — |
| 42 | 65 | 109 | 87 | 1188 | 142 | 544 | — | — | — |
| 242 | 282 | 368 | 142 | 459 | 44 | 76 | — | — | — |
| 975 | 1216 | 1803 | 909 | 7544 | 1344 | 5235 | — | — | — |

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES A LA LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889

ARRONDISSEMENT

TABLEAU II

| | Loi du 13 décembre 1889. | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Art. 2. | Art. 4. | Art. 6. | Art. 10. | Art. 11. |
| Industries d'art et de précision | — | — | — | 20 | — |
| Industries des tabacs et cigares | — | — | — | 12 | 1 |
| Industrie du mobilier et industries accessoires du bâtiment | — | — | — | 1 | 3 |
| Fabrication de la poterie et de la faïence | — | — | — | 4 | 5 |
| Industrie des produits réfractaires | — | — | — | 1 | 2 |
| Cristallerie et gobeleterie | 30 | — | 13 | — | — |
| Industries de la grosse construction mécanique | — | — | — | 80 | 33 |
| Industries de la petite construction mécanique | — | — | — | 24 | 4 |
| Briqueteries et tuileries à la main et exploitations similaires | — | — | — | 30 | 12 |
| Industrie du verre à vitres | — | 17 | 17 | — | — |
| Industries non visées par les arrêtés précédents | — | — | — | 82 | 3 |
| Totaux. . . | 30 | 17 | 30 | 254 | 63 |

ARRONDISSEMENT

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Fabrication des allumettes chimiques | — | — | — | — | 1 |
| Industries de la grosse construction mécanique | — | — | — | 3 | — |
| Industries non visées par les arrêtés précédents | — | — | — | — | 1 |
| Totaux. . . | — | — | — | 3 | 2 |

AINSI QU'AUX ARRÊTÉS PRIS EN EXÉCUTION DE CETTE LOI.

DE CHARLEROI.

| Arrêté royaux. | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non affichage du tableau des heures de travail et de repos. | Infractions à l'arrêté royal du 19 février 1895. | |
| | | | Article. | Nature de l'établissement. |
| — | — | — | | |
| 1 | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| 2 | 1 | 17 | | |
| — | — | 3 | | |
| — | — | | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| 3 | 1 | 20 | | |

DE SOIGNIES.

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES A LA LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889

ARRONDISSEMENT

| | Loi du 13 décembre 1889. | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Art. 2. | Art. 4. | Art. 5. | Art. 10. | Art. 11. |
| Industries d'art et de précision | — | — | — | 1 | 1 |
| Industrie du mobilier et industries accessoires du bâtiment | — | — | — | 1 | — |
| Fabrication de la poterie et de la faïence | — | — | — | — | 1 |
| Cristallerie et gobeleterie | — | — | — | 1 | — |
| Industries accessoires du vêtement | — | — | — | 2 | 1 |
| Industries de la grosse construction mécanique | — | — | — | 7 | 5 |
| Industries de la petite construction mécanique | — | — | — | — | 1 |
| Briqueteries et tuileries à la main et exploitations similaires | — | — | — | 9 | 6 |
| Industrie du verre à vitres | — | 2 | 2 | — | — |
| Industries non visées par les arrêtés précédents | — | — | — | — | — |
| Totaux. . . | — | 2 | 2 | 21 | 15 |

RÉCAP

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Arrondissement de Charleroi | 30 | 17 | 30 | 254 | 63 |
| — de Soignies | — | — | — | 3 | 2 |
| — de Thuin | — | 2 | 2 | 21 | 15 |
| Totaux. . . | 30 | 19 | 32 | 278 | 80 |

AINSI QU'AUX ARRÊTÉS PRIS EN EXÉCUTION DE CETTE LOI.

DE THUIN.

| Arrêtés royaux. | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non affichage du tableau des heures de travail et de repos. | Infractions à l'arrêté royal du 19 février 1895. | |
| | | | Article. | Nature de l'établissement. |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | 1 | | |
| — | — | 2 | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | 2 | | |
| — | — | — | | |
| — | — | 1 | | |
| — | — | 6 | | |

TULATION.

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 3 | 1 | 20 | | |
| — | — | — | | |
| — | — | 6 | | |
| 3 | 1 | 26 | | |

## LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU III

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Verrerie-Gobeleterie . . . . | 21 janvier. | Art. 2 et 6. Emploi au travail de nuit de 2 enfants de moins de 12 ans . . . . | 3 fois 26 fr. ou 3 fois 8 jours; sursis : 3 ans. |
| Id. | 21 janvier. | Art. 2 et 6. Emploi au travail de nuit d'un enfant de moins de 12 ans. (Responsabilité du père.) . . . . | 1 fr. ou 1 jour. |
| Id. | 21 janvier. | Art. 2 et 6. Emploi au travail de nuit d'un enfant de moins de 12 ans. (Responsabilité du père.) . . . . | 1 fr. ou 1 jour. |
| Id. | 23 janvier. | Art. 2 et 6. Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. (Responsabilité du père.) . . . . . | — |
| Id. | 23 janvier. | Art. 2 et 6. Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. (Responsabilité du père.) . . . . . | 5 fr.; sursis : 1 an. |
| Id. | 23 janvier. | Art. 2. Emploi au travail de 2 enfants âgés de moins de 12 ans . . . . . | — |
| Id. | 23 janvier. | Art. 2. Emploi au travail de 4 enfants âgés de moins de 12 ans . . . . . | 3 fois 50 fr. ou 3 fois 15 jours.<br>3 fois 26 fr. ou 3 fois 8 jours. |
| Id | 23 janvier. | Art. 6. Emploi au travail d'un enfant n'ayant pas l'âge requis pour le travail de nuit. | — |
| Id. | 23 janvier. | Art. 6. Emploi au travail d'un enfant n'ayant pas l'âge requis pour le travail de nuit. | — |
| Id. | 23 janvier. | Art. 6. Emploi au travail d'un enfant n'ayant pas l'âge requis pour le travail de nuit. | — |

## LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889 (*suite*).

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Verrerie-Gobeleterie . . . . | 23 janvier. | Art. 6. Emploi au travail d'un enfant n'ayant pas l'âge requis pour le travail de nuit. (Responsabilité du père.) . | 1 fr. ou 1 jour. |
| Id. | 23 janvier. | Art. 6. Emploi au travail d'un enfant n'ayant pas l'âge requis pour le travail de nuit. | — |
| Id. | 24 janvier. | Art. 6. Emploi au travail de nuit et au travail du jour de 4 enfants n'ayant pas l'âge requis par la loi . . | 4 fois 30 francs. |
| Id. | 24 janvier. | Art. 6. Emploi au travail de nuit d'un enfant n'ayant pas l'âge requis par la loi. | Sans suite. |
| Id. | 24 janvier. | Art. 2 et 6. Emploi au travail de nuit d'un enfant de moins de 12 ans. (Responsabilité des parents.) . . | 1 fr. ou 1 jour; sursis : 1 an. |
| Id. | 24 janvier. | Art. 6. Emploi au travail de nuit d'un enfant n'ayant pas l'âge requis par la loi . | Sans suite. |
| Id | 24 janvier. | Art. 2 et 6. Emploi au travail de nuit d'un enfant âgé de moins de 12 ans. (Responsabilité du père.) . . . . | 1 fr. ou 1 jour. |
| Id. | 25 janvier. | Art. 6. Emploi au travail de nuit de 7 enfants n'ayant pas l'âge requis par la loi. | Patron acquitté; contremaître condamné à 7 fois 26 fr. ou 7 fois 8 j.; surs. : 3 ans. |
| Id. | 25 janvier. | Art. 6. Emploi au travail de nuit d'un enfant n'ayant pas l'âge requis par la loi. (Responsabilité du père.) . | 1 fr. ou 1 jour; sursis : 1 an. |
| Id. | 25 janvier. | Art. 6. Emploi au travail de nuit d'un enfant n'ayant pas l'âge requis par la loi. (Responsabilité du père.) . | 1 fr. ou 1 jour; sursis : 1 an. |

## LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889 (*suite*).

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Verrerie-Gobeleterie . . . . | 25 janvier. | Art. 6. Emploi au travail de nuit d'un enfant n'ayant pas l'âge requis par la loi. (Responsabilité du père.) . | 1 fr. ou 1 jour; sursis : 1 an. |
| Id. | 25 janvier. | Art. 6. Emploi au travail de nuit d'un enfant n'ayant pas l'âge requis par la loi. (Responsabilité du père.) . | 1 fr. ou 1 jour; sursis : 1 an. |
| Id. | 25 janvier. | Art. 6. Emploi au travail de nuit d'un enfant n'ayant pas l'âge requis par la loi. (Responsabilité du père.) . | 1 fr. ou 1 jour; sursis : 1 an. |
| Id. | 25 janvier. | Art. 6. Emploi au travail de nuit d'un enfant n'ayant pas l'âge requis par la loi. (Responsabilité du père.) . | 1 fr. ou 1 jour; sursis : 1 an. |
| Id. | 25 janvier. | Art. 6. Emploi au travail de nuit d'un enfant n'ayant pas l'âge requis par la loi. (Responsabilité du père.) . | 1 fr. ou 1 jour; sursis : 1 an. |
| Id. | 29 janvier. | Art. 6. Emploi au travail de nuit de 4 enfants n'ayant pas l'âge requis par la loi. | 4 fois 26 fr. ou 4 fois 8 jours; sursis : 1 an. |
| Id. | 29 janvier. | Art. 6. Emploi au travail de nuit d'un enfant n'ayant pas l'âge requis par la loi. (Responsabilité du père.) . | 1 fr. ou 1 jour; sursis : 6 mois. |
| Id. | 29 janvier. | Art. 6. Emploi au travail de nuit d'un enfant n'ayant pas l'âge requis par la loi. (Responsabilité du père.) . | 1 fr. ou 1 jour. |
| Id. | 29 janvier. | Art. 6. Emploi au travail de nuit d'un enfant n'ayant pas l'âge requis par la loi. (Responsabilité du père.) . | 1 fr. ou 1 jour. |

## LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889 (*suite*).

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Verrerie-Gobeleterie . . . . | 31 janvier. | Art. 2 et 6. Emploi au travail de nuit d'un enfant âgé de moins de 12 ans et de 6 autres n'ayant pas l'âge requis par la loi . . . . . | — |
| Id. | 31 janvier. | Art. 6. Emploi au travail de nuit d'un enfant n'ayant pas l'âge requis par la loi. | — |
| Id. | 31 janvier. | Art. 6. Emploi au travail de nuit d'un enfant n'ayant pas l'âge requis par la loi. | — |
| Id. | 31 janvier. | Art. 6. Emploi au travail de nuit d'un enfant n'ayant pas l'âge requis par la loi. | — |
| Id. | 31 janvier. | Art. 6. Emploi au travail de nuit d'un enfant n'ayant pas l'âge requis par la loi. | — |
| Id. | 1er février. | Art. 6 et 10. Emploi au travail de nuit de 6 enfants de moins de 14 ans. Absence de carnet . . . . . | — |
| Id. | 27 février. | Art. 2. Emploi de 2 enfants âgés de moins de 12 ans . | Patron et père, acquittés. |
| Id. | 29 mars. | Art. 2. Emploi d'un enfant âgé de moins de 12 ans . | 52 fr. ou 15 jours au patron; 26 fr. ou 8 jours au contremaître. |
| Briqueterie. . . | 26 juin. | Absence d'un carnet et non-affichage de la loi . . . | 30 francs. |

## REPOS DU DIMANCHE.

### RÉSUMÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES.

TABLEAU IV

| Groupes d'industries. | Contraventions au régime simple de la loi (art. 2). | Contraventions au régime atténué (art. 4). | Contraventions à l'article 9. |
|---|---|---|---|
| Industries des carrières . | 2 | — | — |
| — des métaux . | 2 | — | — |
| Totaux. . . | 4 | — | — |

| Application de l'art. 7. | Nombre de visites. | Personnel | Nombre d'établissements en contravention. |
|---|---|---|---|
| Magasins de détail non visés à l'article 4. . . | 175 | — | 2 |
| Salons de coiffure . . . | 87 | — | 2 |
| Totaux. . . | 262 | — | 4 |

# REPOS DU DIMANCHE.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU V

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Bazar. . . . . | 4 février. | Art. 7. Travail de 2 employés le dimanche après-midi . . | 52 fr. ou 15 jours. |
| Id. | 4 février. | Art. 7. Travail d'un employé le dimanche après-midi . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Atelier de construction . . . | 17 mars. | Art. 2. Emploi au travail, le dimanche, de 2 ouvriers . | 50 fr. ou 15 jours. Contremaître, 25 fr. ou 3 j.; sursis : 1 an. |
| Atelier de construction (grosse mécanique) . . | 30 mars. | Art. 2. Emploi au travail de 15 ouvriers, le dimanche . | 20 francs; sursis : 6 mois. |
| Salon de coiffure. | 31 août. | Art. 7. Travail d'un employé le dimanche après-midi . . | 20 fr. ou 3 jours : sursis : 1 an. |
| Chantier de taille de la pierre . . | 8 septembre. | Art. 2. Emploi au travail de 3 ouvriers, le dimanche . . | — |
| Moulin de pulvérisation de scories de déphosphoration. . . . . | 7 décembre. | Art. 2. Emploi au travail de 30 ouvriers, le dimanche . . | — |
| Salon de coiffure. | 8 décembre. | Art. 7. Travail d'un employé le dimanche après-midi . . | 26 fr. ou 8 jours; sursis : 2 ans. |
| Scierie de pierres. | 16 décembre. | Art. 2. Emploi au travail de 3 ouvriers, le dimanche . . | Sans suite. |

## RÈGLEMENTS D'ATELIER.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU VI

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Chantier de briqueterie . . . | 15 mai. | Art. 1 et 11 de la loi du 15 juin 1896 et arrêté royal du 31 mai 1899. Absence de règlement d'atelier . . . . | 50 francs. |
| Id. | 26 juin. | Art. 1 et 11 de la loi du 15 juin 1896 et arrêté royal du 31 mai 1899. — Absence de règlement d'atelier . . . | 50 francs. |

## SANTÉ ET SÉCURITÉ DES OUVRIERS.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU VII

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Moulin à sulfate de baryte. . . | 23 mai . | Art. 50 de l'arrêté royal du 30 mars 1905. Inobservation de l'interdiction d'agir sur les courroies pendant la marche. . . . . | — |

## ARRÊTÉ ROYAL DU 15 JUIN 1910.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU VIII

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Briqueterie à la main . . . . | 8 août. | Art. 4. Sol non muni d'un revêtement imperméable . . | 4 fois 1 fr.; sursis : 6 mois. |
| | | Art. 5. Absence de moyens de ventilation . . . . . | |
| | | Art. 6. Eclairage insuffisant. | |
| | | Art. 16. Lits superposés . . | |
| | | Art. 20. Non affichage du texte de l'arrêté. . . . . | |

# ARRÊTÉ ROYAL DU 15 JUIN 1910 (*suite*).

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Briqueterie . . . | 12 septembre. | Art. 2. Local ne comprenant qu'une place. . . . . | — |
| | | Art. 2. Absence de garde-manger . . . . . | |
| | | Art. 4. Sol non muni d'un revêtement imperméable . . | |
| | | Art. 5. Absence de moyens de ventilation . . . . . | |
| | | Art. 6. Eclairage insuffisant. | |
| | | Art. 8. Parois intérieures non recouvertes d'un enduit ou d'un badigeonnage à la chaux . . . . . | |
| | | Art. 15. Dortoir non disposé de manière à réserver un local séparé pour chacun des deux sexes . . . . . | |
| | | Art. 16. Nombre de lits insuffisants. . . . . | |
| | | Art. 20. Non affichage du texte de l'arrêté. . . . . | |
| Id. | 15 mai. | Art. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 11 et 20 de l'arrêté royal du 15 juin 1910. Locaux non conformes et non affichage des prescriptions . . . . . | 50 francs. |
| Id. | 14 juin. | Art. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 11 et 20 de l'arrêté royal du 15 juin 1910. Locaux non conformes et non affichage des prescriptions . . . . . | Acquittement. |
| Id. | 26 juin. | Art. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 11 et 20 de l'arrêté royal du 15 juin 1910. Locaux non conformes et non affichage des prescriptions . . . . . | 100 francs. |

## ENQUÊTES SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

TABLEAU IX

| Nature de l'industrie. | Nombre d'enquêtes. | Nombre d'accidents ayant causé | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | la mort. | une incapacité | | |
| | | | permanente totale. | permanente partielle. | temporaire de plus de 8 jours. |
| Industries des métaux. . . . . | 32 | 7 | 1 | 5 | 19 |
| — céramiques . . . . . | 6 | 2 | — | — | 4 |
| — verrières. . . . . | 16 | 5 | — | 1 | 10 |
| — chimiques . . . . . | 1 | 1 | — | — | — |
| — alimentaires . . . . | 4 | — | — | 1 | 3 |
| — de la construction . . | 13 | 5 | — | 1 | 7 |
| — du bois et de l'ameublement . . . . . | 3 | — | — | 1 | 2 |
| — des peaux et cuirs . . | 1 | — | — | 1 | — |
| — agricoles. . . . . | 1 | — | — | — | 1 |
| — des transports. . . . | 2 | 1 | — | 1 | — |
| Totaux. . . | 79 | 21 | 1 | 11 | 46 |

## *8e DISTRICT.*

—

# ARRONDISSEMENTS DE MONS, TOURNAI ET ATH

---

**M. Cuisinier**, inspecteur du travail, à Mons,

*en collaboration avec*

**M. Vande Put**, inspecteur adjoint, à Mons,

et **M. Liégeois**, délégué à l'inspection du travail, à Jemappes.

---

## SECTION I.

### Etablissements visités.

| Arrondissements. | Nombre d'établissements visités | | | |
|---|---|---|---|---|
| | une fois. | deux fois. | trois fois. | plus de trois fois. |
| De Mons . . . . . | 740 | 25 | 1 | — |
| De Tournai . . . . . | 431 | 15 | — | — |
| D'Ath . . . . . | 234 | 21 | — | — |
| TOTAUX. . . | 1,405 | 61 | 1 | — |

Pendant l'année 1913, 1,405 entreprises industrielles diverses ont été visitées au point de vue de l'observation de l'ensemble de la réglementation; ces visites ont fait chacune l'objet d'un rapport comprenant un relevé du personnel ouvrier, dressé d'après l'âge et le sexe. Soixante et un de ces établissements ont été visités une seconde fois, dans l'année, et un, une troisième fois, de sorte que le nombre total des visites ordinaires d'inspection s'est élevé à 1,467.

Les 1,405 entreprises inspectées comprennent 1,533 sections distinctes employant un personnel global de 34,294 ouvriers de tout âge et de tout sexe.

Les tableaux I indiquent, pour chaque arrondissement, la répartition des entreprises visitées entre les divers groupes d'industries, en subdivisant le personnel ouvrier d'après l'âge et le sexe et en mentionnant, éventuellement, la composition du personnel qui participe au travail de nuit.

## SECTION II.

### Travail des femmes et des enfants.

**Age d'admission des enfants** (art. 2 de la loi du 13 décembre 1889). — Il a été verbalisé, pour emploi au travail d'enfants de moins de 12 ans, dans un atelier de construction mécanique, une verrerie à vitres, une verrerie-gobeleterie, trois fabriques de produits réfractaires, une tuilerie mécanique, trois briqueteries à la main, une usine de broyage et lavage de la craie, une fabrique d'arcs et flèches et une fabrique de toiles métalliques; ces quatorze procès-verbaux de contravention visaient l'emploi de quinze enfants trop jeunes. D'autre part, un garçon de moins de 12 ans a été rencontré dans un atelier d'apprentissage, où l'on ignorait encore que la loi du 13 décembre 1889 fut applicable aux établissements d'enseignement professionnel; une fabrique de produits réfractaires et une briqueterie avaient aussi l'une et l'autre, dans leur personnel, un enfant ayant à peu près atteint l'âge requis et porteur du carnet réglementaire. Les administrations commu-

nales devraient veiller soigneusement à ne plus délivrer, à des enfants trop jeunes, le carnet prévu par l'article 10 de la loi.

**Travaux fatigants, dangereux et insalubres** (arrêté royal du 19 février 1895 pris en exécution de l'art. 3 de la loi). — Les personnes protégées de moins de 16 ans ne peuvent être occupées dans les ateliers où la mise en œuvre du bois comporte l'emploi de machines-outils dangereuses. Nous n'avons constaté d'irrégularités qu'en ce qui concerne quelques apprentis, dans un atelier de menuiserie, une scierie de bois, une fabrique de pièges et jouets et une fabrique de meubles; procès-verbal de contravention a été dressé, dans cette dernière usine, à la suite d'un accident survenu à un jeune garçon.

Nous n'avons plus rencontré de gamins de moins de 16 ans dans les ateliers poussiéreux des fabriques de ciment.

**Durée du travail et conditions des repos** (art. 4 de la loi et arrêtés royaux pris en exécution de cet article). — Aucune infraction n'a été constatée dans les industries soumises au régime pur et simple de la loi.

Pour les établissements auxquels s'appliquent les arrêtés spéciaux déterminant les heures de travail et de repos des personnes protégées, les diverses infractions relevées peuvent être résumées comme suit:

Dans une filature de coton deux garçons de moins de 13 ans étaient employés plus de six heures par jour, et le même cas se présentait pour un seul gamin, dans une corderie.

Les intervalles de repos étaient insuffisants, dans deux imprimeries occupant chacune un seul garçon.

Dans une manufacture de tabac, un garçon de moins de 14 ans était employé pendant plus de six heures par jour.

Trois personnes protégées travaillaient dix heures et demie par jour, dans une fabrique de confiserie, au lieu des dix heures permises par l'arrêté royal du 20 décembre 1911 concernant la chocolaterie et la confiserie.

Dans deux ateliers de menuiserie et dans un atelier de carrosserie, le nombre d'heures autorisé était dépassé chaque fois pour

un seul garçon de moins de 16 ans; deux cas de travail prolongé ont aussi été constatés dans une fabrique de meubles et un atelier de marbrerie, pour plusieurs personnes protégées.

Un garçon de moins de 16 ans était employé au delà du nombre d'heures permis dans un chantier de construction de bateaux.

En été, un garçon de moins de 16 ans travaillait plus de dix heures par jour dans un chantier de bâtisse. Le cas s'est produit dans deux chantiers différents.

Un seul garçon prenait part à un travail prolongé dans une fabrique de poteries.

L'arrêté royal concernant les industries accessoires du vêtement, deuxième catégorie, n'était pas parfaitement observé: dans deux tanneries et une fabrique de brides de sabots, chaque fois pour un seul garçon, dans une fabrique de chaussures, pour deux filles de 16 à 21 ans, dans une nouvelle fabrique de lingerie et une nouvelle fabrique de peignes de coiffure, pour l'ensemble du personnel protégé.

Des observations, au sujet du travail prolongé de jeunes garçons, ont encore été faites dans quelques établissements ressortissant à l'industrie des métaux: deux ateliers de construction, un atelier de chaudronnerie, une clouterie et un atelier de serrurerie. Au total, les irrégularités relevées intéressaient huit garçons de moins de 16 ans.

**Travail de nuit** (art. 6 de la loi). — On sait que la loi du 13 décembre 1889 interdit, d'une manière générale, le travail des personnes protégées pendant la nuit; l'emploi de ces personnes, après 9 heures du soir ou avant 5 heures du matin, n'est permis qu'en vertu d'arrêtés spéciaux et, pour quelques industries seulement, parmi lesquelles les suivantes se trouvent représentées dans notre district: la cristallerie-gobeleterie, la verrerie à vitres, la fabrication du papier et du carton et la fabrication du sucre. Une seule infraction relative au travail de nuit a été relevée, dans ces industries, au cours des visites faites en 1913: un garçon de moins de 14 ans figurait dans les équipes travaillant alternativement le jour et la nuit, dans une sucrerie.

On peut dire que la situation en verrerie-gobeleterie s'est rapidement améliorée dans notre district, au point de vue des incon-

vénients du travail de nuit. Le progrès, assurément le plus souhaitable, a été réalisé par l'exclusion de la main-d'œuvre féminine lors du travail nocturne, résultat qui est devenu définitif le 1er janvier 1912, à l'entrée en vigueur de la loi du 10 août 1911 sur l'interdiction générale du travail de nuit, pour les filles et les femmes de tout âge; déjà, en 1909, cependant, quatre gobeleteries de notre district n'employaient plus de personnel féminin la nuit.

La même année le travail exclusif de jour fut établi dans une usine et nous avons exposé, dans notre rapport pour 1909, les résultats de l'expérience ainsi tentée ; cette expérience fut continuée, les années suivantes, et confirma les industriels intéressés dans leur préférence pour le seul travail de jour. Dans une seconde usine le travail de nuit a été abandonné à partir de 1912, et une troisième firme s'est rangée à cette innovation, au mois de mai de la même année. Une quatrième gobeleterie suivra sans doute prochainement et une nouvelle usine, ouverte en 1911, s'en est toujours tenue au travail de jour, de sorte qu'au total, sur six gobeleteries que compte notre district, quatre usines ne travaillent plus la nuit et une cinquième est en voie de réaliser ce progrès; une seule firme semble encore manquer de décision, en ce qui concerne l'adoption de cette mesure.

Il nous reste à dire quelques mots, au sujet des industries qui n'ont pas fait l'objet d'un arrêté spécial autorisant l'emploi des personnes protégées au travail de nuit; dans quelques-unes, notamment la fabrication de la soie artificielle et la fabrication de la pâte de pommes, on emploie cependant des personnes protégées, et la production est poursuivie jour et nuit. Il a fallu pour ces deux industries se plier à la nécessité de faire exécuter les travaux de nuit par des hommes et des garçons d'au moins 16 ans, par suite de l'entrée en vigueur de la loi du 10 août 1911 interdisant le travail de nuit des femmes.

L'article 6, relatif au travail de nuit, trouve encore son application dans les briqueteries à la main, en ce sens que les personnes protégées ne peuvent y être occupées avant 5 heures du matin. Des avertissements ont dû être donnés, dans deux chantiers, où quelques jeunes garçons avaient travaillé aux fours à briques, avec la brigade des cuiseurs, qui commençait avant l'heure précitée.

Enfin, dans une industrie où l'on ne rencontre guère de personnes protégées, la boulangerie, nous avons eu à faire exclure un garçon de moins de 16 ans, d'une équipe travaillant alternativement le jour et la nuit.

**Carnets, registres et affichage.** — Nous n'avons plus aussi souvent trouvé, dans les briqueteries à la main, des personnes protégées non munies du carnet prescrit par l'article 10 de la loi; le cas s'est présenté dans vingt-cinq chantiers.

L'absence d'un ou de plusieurs carnets a encore donné lieu à des observations, dans septante-neuf entreprises industrielles diverses, et le registre d'inscription des personnes protégées manquait dans six établissements, dont une fabrique de chaussures et une fabrique de lingerie nouvellement installées.

Le tableau des heures de travail et de repos ne se trouvait pas affiché dans dix-sept usines.

Enfin, l'affichage de la loi du 13 décembre 1889 ou de l'arrêté complémentaire, s'appliquant spécialement à l'industrie exploitée, avait été négligé dans dix-neuf établissements.

**Visites spéciales.** — Le contrôle de l'observation de la loi du 13 décembre 1889 et des arrêtés royaux pris en exécution de cette loi, a fait l'objet de 52 visites spéciales, indépendamment des visites ordinaires d'inspection, portant sur l'ensemble de la réglementation. Deux fabriques de confiserie ont aussi été visitées, spécialement, au point de vue de l'observation de l'arrêté royal du 20 décembre 1911. Des visites ont encore été faites, dans les établissements de l'industrie verrière, pour recueillir des renseignements sur l'organisation du travail des personnes protégées en vue de la conférence internationale pour la protection ouvrière.

Nous avons procédé à une enquête, dans les boulangeries d'une commune de notre district, à la suite d'un article de journal qui signalait qu'on y occupait des garçons de moins de 16 ans, avant 5 heures du matin. Cette enquête ne nous a pas fait découvrir d'infraction à la loi; nous n'avons d'ailleurs trouvé que deux garçons de 15 ans, parmi le personnel des boulangeries visées par la dénonciation.

**Travaux divers.** — Six rapports spéciaux ont été adressés à M. le Ministre, au sujet des questions ci-après:

Situation des verreries-gobeleteries, en ce qui concerne l'exécution des dispositions légales intéressant les enfants de moins de 14 ans. Nous avons résumé cette situation, en parlant plus haut du travail de nuit.

Requête d'ouvrières d'une filature de coton, demandant à finir, le soir, à 6 heures au lieu de 6 1/2 heures. La durée du travail et les intervalles de repos étaient établis exactement en conformité des dispositions légales et les heures de travail ne pouvaient être changées sans inconvénient pour les autres ouvrières du même établissement.

Requête de filateurs de coton, d'une région étrangère à notre district, demandant à pouvoir employer, à journée pleine, les enfants de 12 à 13 ans, comme ceux de 13 ans et plus. Les filateurs de notre district qui n'emploient qu'une très faible proportion d'enfants de moins de 13 ans, nous ont déclaré ne pas attacher d'importance à la question soulevée.

Renseignements et relevés relatifs à l'organisation du travail des personnes protégées, dans les établissements de l'industrie verrière, en vue de la conférence internationale pour la protection ouvrière.

Renseignements relatifs à l'emploi d'ouvriers *étrangers*, de moins de 16 ans, dans les établissements industriels en général.

Emploi de garçons de moins de 16 ans, au travail de nuit, dans les fabriques de sucre.

M. le Ministre a demandé aussi un rapport au sujet des faits signalés par un journal, d'après lequel des apprentis étrangers avaient à souffrir des procédés d'un agent qui les recrutait, dans leur pays d'origine, pour les embaucher dans les usines. En réalité, les enfants en question travaillaient dans des établissements sis en territoire français, à proximité de la frontière belge. Nous n'avions donc pas à intervenir.

**Loi du 10 août 1911 sur le travail de nuit des femmes.** — L'application de cette loi nouvelle, entrée en vigueur le 1er janvier 1912, intéressait plusieurs industries dans notre district; la verrerie à vitres, la cristallerie-gobeleterie, la fabrication de la soie

artificielle au collodion, la fabrication des conserves de fruits et celle de la pâte de pommes.

Aucun cas d'emploi de main-d'œuvre féminine, la nuit, n'a été relevé en 1913, dans les verreries-gobeleteries. Nous avons expliqué plus haut, en parlant du travail de nuit, à propos de la loi du 13 décembre 1889, que dans quatre gobeleteries sur six que compte notre ressort d'inspection, le travail exclusif de jour a été adopté. La verrerie à vitres de notre district s'était mise en règle, dès le début, et il en fut de même pour la fabrique de soie artificielle pendant la période de fabrication de 1913. Aucune fille ou femme n'a été employée la nuit dans les fabriques de pâte de pommes.

Il n'est pas fait usage de la dérogation prévue par l'arrêté royal du 4 juin 1912 dans l'unique fabrique de conserves de fruits de notre district.

Dans deux fabriques de sucre qui employaient précédemment, la nuit, quelques femmes de plus de 21 ans, les prescriptions de la loi nouvelle ont été observées en 1913.

En fin de compte, deux infractions, plutôt légères, ont été constatées: dans une fabrique de bonneterie, des filles et des femmes ne jouissaient que d'un repos de nuit d'une durée de dix heures et demie, au lieu de onze heures; l'horaire de leur journée a été modifié, de manière à supprimer l'irrégularité constatée. Dans une boulangerie mécanique, où une femme majeure commençait avant 5 heures du matin, la situation a été régularisée.

## SECTION III.

### Repos du dimanche.

La loi sur le repos du dimanche s'applique aux entreprises industrielles et commerciales.

**Entreprises industrielles.** — Nous parlerons d'abord des industries soumises au régime de l'article 2 et où la production doit, en conséquence, être normalement suspendue le dimanche. Notons

en passant qu'une décision ministérielle de mars 1913, a rangé les brasseries parmi les usines soumises au régime de l'article 2. Le camionnage de la bière ne peut donc plus être effectué le dimanche, comme cela se pratiquait dans un de ces établissements.

Une plainte anonyme signalait que des ouvriers d'un atelier de construction mécanique avaient dû travailler, un dimanche, pour effectuer des réparations dans une fabrique. L'examen de cette plainte nous a montré qu'il s'agissait d'un cas exceptionnel tombant sous l'application de l'article 3 de la loi.

Une autre plainte nous faisait savoir que des ouvriers étaient occupés le dimanche, dans deux petits chantiers de taille de pierre. En réalité, un des patrons travaillait parfois avec un membre de sa famille, demeurant avec lui; l'autre employait, certains dimanches, des hommes ne faisant pas partie de son personnel ouvrier.

En vertu de l'arrêté royal du 15 avril 1907, pris en exécution de l'article 5 de la loi, les distilleries d'alcool sont autorisées à prolonger, jusqu'au dimanche à 6 heures du matin, le travail des ouvriers organisés en équipes occupées alternativement le jour et la nuit, à la condition de ne pas reprendre ce travail, avant le lundi à la même heure.

Dans une distillerie de notre district, on emploie cependant quelques-uns de ces hommes, le dimanche, à la macération, à l'évaporation et à la distillation. Cette dernière opération ne peut se faire que le jour, sous la surveillance du service des accises, et si l'on devait suspendre tout travail, le dimanche, la firme intéressée devrait réduire sa production à un seul cycle d'opérations par semaine. Quelques ouvriers travaillent aussi le dimanche, à la fabrication de la levure, mais cette fabrication a été admise à bénéficier du régime atténué de l'article 4, de sorte que cela, au moins, ne constitue pas d'irrégularité.

En application de l'arrêté royal du 15 avril 1907, le travail de production peut être prolongé jusqu'au dimanche à 6 heures du matin, dans les moulins à farine. Une dénonciation signalait que les exploitants des moulins de diverses régions du pays enfreignaient la loi en continuant la fabrication, toute la journée du dimanche, ou en la reprenant le soir, avant minuit. De l'enquête, à laquelle nous avons procédé, il est résulté que le travail de production était suspendu, dans les usines de notre district, soit

du dimanche matin au lundi matin, soit du samedi à minuit au lundi matin, soit encore du samedi soir au lundi matin; dans un moulin important de notre ressort, on a même supprimé le travail de nuit, depuis 1907.

Une fabrique de soie artificielle, une fabrique de meubles et une fabrique de chaussures ont aussi été visitées, spécialement en vue du contrôle de l'observation de la loi sur les repos du dimanche.

Rappelons que les industries, bénéficiant du régime atténué de l'article 4, peuvent employer leur personnel adulte six jours et demi sur sept ou treize jours sur quatorze, en lui assurant le dimanche ou en semaine, indifféremment, un jour ou deux demi-jours de repos par quinzaine. La même faculté a été accordée, en ce qui concerne les personnes protégées par la loi du 13 décembre 1889, pour quelques industries seulement: la cristallerie-gobeleterie, la fabrication du verre à vitres et des glaces et la fabrication des conserves de légumes; les personnes protégées doivent donc être en repos, le dimanche même, dans toutes les autres industries.

En ce qui concerne les adultes, nous n'avons eu d'observations à faire que dans une sucrerie et une fabrique de glace artificielle où étaient employés respectivement, deux et quatre hommes au delà du nombre maximum de jours fixé par l'article 4. Pour ce qui est des personnes protégées, le personnel dirigeant d'une fabrique de sucre ayant été changé, des garçons de 14 à 16 ans et des filles de 16 à 21 ans étaient occupés au travail le dimanche. Une autre infraction a été relevée dans une briqueterie à la main, où des personnes protégées avaient travaillé, un dimanche, avec la brigade des cuiseurs, aux fours à briques.

**Entreprises commerciales.** — En 1913, nous avons fait trois cent septante-sept visites, le dimanche, en vue de contrôler l'observation de la loi dans les salons de coiffure et les magasins de détail soumis à l'article 7. Huit procès-verbaux de contravention ont été dressés au cours de ces visites: quatre à charge de patrons-coiffeurs et quatre à charge de commerçants.

Les visites faites dans les salons de coiffure, avant 8 heures du matin, n'ont pas fait découvrir d'infraction.

Il nous reste à parler des entreprises commerciales soumises au régime de l'article 4 de la loi.

Une plainte nous ayant été adressée par les garçons-bouchers d'une ville de notre district, nous avons examiné si ces travailleurs jouissaient du minimum de repos prévu par l'article 4; deux boucheries employaient leurs garçons sept jours entiers par semaine; quatre autres les retenaient au travail plus de cinq heures, le jour où ils devaient disposer de leur demi-journée de repos hebdomadaire; ailleurs, les repos réglementaires étaient accordés. Les établissements trouvés en défaut ont été visités une seconde fois. Les ouvriers occupés à l'abattoir public, de la même ville, jouissaient de leur repos, le dimanche après-midi.

Il nous est parvenu aussi une dénonciation signalant que les demoiselles de magasin d'une maison d'épiceries étaient retenues au travail le dimanche après-midi. Il n'y avait pas infraction, par le fait même qu'il s'agissait d'un commerce soumis à l'article 4, mais nous avons contrôlé si le personnel disposait du minimum de repos prévu par cet article; nous avons constaté que les repos accordés étaient insuffisants et le patron s'est engagé à se conformer aux dispositions légales.

La direction d'une maison de commerce nous a demandé l'autorisation de laisser le magasin ouvert un dimanche, toute la journée, en raison de circonstances spéciales. Nous avons expliqué, au patron intéressé, qu'un arrêté royal pouvait seul accorder, éventuellement, semblable autorisation pour une commune ou un groupe de communes.

M. le Ministre nous a réclamé un rapport spécial, après enquête, au sujet d'une dénonciation visant les patrons-coiffeurs d'une ville de notre district.

## SECTION IV.

### Règlements d'atelier.

Au cours des visites ordinaires d'inspection, nous avons constaté que dans 176 établissements industriels, un règlement n'avait pas

encore été arrêté conformément à la loi du 15 juin 1896, ou ce document n'était pas resté affiché.

Les dispositions relatives à la tenue régulière d'un état du personnel ouvrier ont dû être rappelées dans septante-cinq établissements. Des visites spéciales, au sujet du règlement d'atelier, ont été faites dans onze entreprises diverses: une sucrerie, une fabrique de meubles, un atelier de menuiserie mécanique, une fabrique de sacoches en tissu métallique, deux fabriques de chaussures, quatre chantiers de travaux divers et un entrepôt public.

Nous avons constaté que dans trois établissements, une corderie, un atelier de tissage et une fabrique de chaussures, le produit des amendes était versé dans la caisse patronale ; les firmes en cause ont été mises en demeure d'employer, au profit de leur personnel, les amendes qui avaient été indûment retenues. Dans une usine de lavage et préparation de la craie phosphatée, le produit des amendes était versé à la caisse des hospices de la commune.

Nous avons eu aussi l'occasion de rappeler, dans deux établissements, l'obligation de tenir l'état des amendes prévu par l'article 4 de la loi du 15 juin 1896.

Nous avons été saisis d'une plainte adressée par un groupe d'ouvriers, employés à des travaux d'aménagement, dans une verrerie que l'on voulait remettre en activité; ces hommes avaient été congédiés sans aucun préavis et sans indemnité. La firme en cause n'ayant pas de règlement d'atelier, il a été verbalisé à charge du directeur pour infraction à la loi du 15 juin 1896.

Enfin, un ouvrier d'un entrepreneur de peintures réclamait, pour avoir été congédié sans préavis, tandis que le patron, de son côté, affirmait que c'était l'ouvrier qui l'avait quitté. Le règlement prévu par la loi se trouvant affiché au chantier, nous avons expliqué au plaignant qu'il appartiendrait à la juridiction compétente de trancher le différend.

Ces deux plaintes ont fait l'objet de rapports à M. le Ministre, à qui elles avaient été adressées directement.

## SECTION V.

### Payement des salaires et mesurage du travail.

Au cours de nos visites ordinaires d'inspection, nous avons constaté quelques irrégularités touchant l'application de la loi sur le paiement des salaires.

Un constructeur de machines agricoles avait cru pouvoir retenir une partie du salaire d'un ouvrier, en vue de se garantir contre son départ sans préavis.

Une fabrique de produits chimiques appliquait des amendes, non spécifiées par le règlement établi en vertu de la loi du 15 juin 1896. Ces amendes étaient simplement prévues par des avis affichés dans l'usine.

Une fabrique de bonneterie opérait une retenue sur le salaire, à chaque quinzaine, en vue de se garantir contre les malfaçons et contre les détériorations éventuelles du matériel. Ces retenues étaient bien restituées à la fin de l'année, à chaque intéressé, mais n'en étaient pas moins illégales. Dans une fabrique de chaussures, les ouvriers devaient laisser 10 centimes, à chaque quinzaine, pour prendre part à une loterie dont les lots étaient formés de paires de chaussures rebutées ; d'autre part, dans le même établissement, des chaussures manquées avaient été vendues à des ouvriers et le prix en avait été retenu sur leur salaire.

**Réclamations ouvrières.** — Des irrégularités nous ont aussi été signalées par un syndicat d'ouvriers de la chaussure. Dans une fabrique on retenait 10 centimes, par semaine et par ouvrier, pour se couvrir des malfaçons, au lieu de les faire supporter, dans chaque cas, par l'ouvrier personnellement responsable.

La direction d'une autre fabrique de chaussures avait retenu, à un ouvrier qui avait cessé le travail sans préavis, le salaire d'une semaine entière, alors que le délai de préavis stipulé par le règlement n'était que d'une semaine. A la suite de notre intervention, l'ouvrier a obtenu satisfaction.

Le même syndicat nous a fait savoir, en outre, que dans une

fabrique importante, les ouvriers étaient obligés d'acheter les chaussures qu'ils venaient à manquer. L'établissement visé a déjà fait, en 1912, l'objet d'une enquête attentive dont nous avons exposé les résultats dans notre rapport précédent. Nous avons invité le syndicat à nous fournir les noms de quelques ouvriers disposés à nous donner leur témoignage, dans un cas déterminé où nous pourrions verbaliser. Nous avons ensuite interrogé les ouvriers qui nous furent indiqués et ils nous déclarèrent qu'ils préféraient racheter les chaussures rebutées, plutôt que de supporter la retenue pour malfaçon laquelle est exagérée à leur avis. Dans ces conditions, il ne nous restait qu'à leur faire connaître le recours qui leur était ouvert, en pareil cas, auprès du Conseil de prud'hommes.

Un cas spécial nous a été soumis par un ouvrier tailleur. Le patron qui l'employait retenait à ses ouvriers une partie de leur salaire, pendant la morte saison, et la restituait à ceux qui demeuraient à son service, jusqu'au retour de la saison active. Le plaignant avait quitté le patron en cause et s'était vu refuser la restitution de vingt francs, qui lui avaient été retenus. Le patron nous déclara qu'il s'agissait là d'une diminution de salaire, rendue ensuite sous forme de primes aux ouvriers qui ne quittaient pas son atelier. Ce procédé ne nous a pas paru légal et nous avons verbalisé pour infraction à l'article 6 de la loi sur le paiement des salaires, le patron s'étant refusé à donner satisfaction au plaignant.

Dans une autre réclamation, un ouvrier d'une fabrique de produits réfractaires se plaignait d'avoir subi une retenue de six journées de salaire, pour avoir rompu son engagement sans donner aucun préavis. Le délai de préavis étant d'une semaine à l'usine dont il s'agissait, l'amende totale a été réduite, à la suite de notre intervention, à six fois le cinquième du salaire journalier. Cette dernière plainte a fait l'objet d'un rapport à M. le Ministre, à qui elle avait été adressée directement.

Une réclamation, transmise par un syndicat d'ouvriers, signalait que dans une fabrique de chaussures, une retenue de 10 centimes par semaine et par ouvrier était opérée sur les salaires. Cette retenue, faite à titre de cotisation à une caisse de secours pour accidents entraînant une incapacité de travail ne dépassant pas une

semaine, n'était pas illégale. En présence de la plainte, la firme en cause a néanmoins décidé de la supprimer.

**Mesurage du travail.** — Les instruments de mesure légaux, dont il est fait usage pour déterminer le salaire des ouvriers, doivent être soumis à la vérification périodique des poids et mesures, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 30 juillet 1901.

Nous avons constaté en 1913, l'emploi d'appareils de pesage non régulièrement poinçonnés dans six établissements: trois fabriques de produits réfractaires, une filature de coton, une filature de bourre de soie et une tannerie-corroierie.

## SECTION VI.

### Santé et sécurité des ouvriers.

**Arrêté royal du 30 mars 1905.** — Toutes les entreprises industrielles et commerciales, assujetties à la loi du 24 décembre 1903 sur les accidents de travail, tombent sous l'application du règlement général du 30 mars 1905 concernant la santé et la sécurité des ouvriers. En vertu des dispositions mêmes de la loi précitée, il ne saurait guère exister d'entreprises industrielles qui ne soient pas soumises à ce règlement général. C'est ainsi que nous avons presque toujours à nous en tenir aux prescriptions de l'arrêté royal en question en matière de salubrité des ateliers et de prévention des accidents. Il est tout à fait exceptionnel que nous ayons à revenir à l'arrêté royal du 21 septembre 1894, qui ne s'applique plus qu'aux petits ateliers occupant moins de cinq ouvriers, et n'employant aucune force motrice.

**Salubrité des ateliers.** — L'insuffisance du cube d'air disponible par ouvrier n'a été constatée que dans deux établissements: un atelier de marbrerie et une fabrique de chaussures. Cette seconde usine comprenait aussi une salle de travail ne présentant pas la hauteur minimum requise.

Les moyens de ventilation ont été trouvés insuffisants dans trois usines fabriquant les chaussures, les espadrilles et les brides de

sabots, une tannerie, un atelier de marbrerie, un atelier de teillage du lin, une imprimerie et une fabrique de boîtes en carton, dans les salles des appareils à cuire d'une fabrique de pâte de pommes, dans la halle des fours de grillage d'une fabrique d'acide sulfurique, dans la salle des chaudières à chiffons d'une papeterie et dans l'atelier d'emballage d'une gobeleterie.

Les ateliers étaient trop poussiéreux, dans trois fabriques de ciment, une usine de concassage du marbre, un atelier de teillage du lin, une fabrique de chaussures et huit fabriques de meubles et sièges.

Nous avons réclamé l'installation d'un aspirateur de vapeur au-dessus des appareils à cuire, dans une fabrique de pâte de pommes. Dans une fabrique de ciment, un four laissait échapper des gaz nuisibles, même après l'abaissement du dispositif de fermeture. Nous avons constaté un dégagement exagéré de fumées, dans trois ateliers de torréfaction de vieux cuirs et une fabrique de chicorée. Les vapeurs acides des bacs à tremper, dans une fabrique de soie artificielle, n'étaient pas assez énergiquement aspirées. L'usage de braseros, comme moyen de chauffage, a motivé un avertissement, dans un atelier de chaudronnerie.

Nous avons requis l'établissement d'un tuyau de dégagement pour les émanations métalliques de la machine à composer d'une imprimerie, et d'une cheminée pour l'évacuation des fumées d'un petit four à réchauffer, dans une verrerie-gobeleterie. Le sol de la chambre d'arche dans une autre gobeleterie n'était couvert d'aucun revêtement et il se formait ainsi une poussière abondante.

Dans nos rapports précédents, nous avons déjà parlé des ouvrières qui, dans les verreries-gobeleteries, effectuent le rebrûlage au gaz des objets façonnés. Les dirigeants de ces usines ont été invités à veiller à ce que les rebrûleuses fassent usage des dispositifs destinés à leur protéger les yeux contre l'éclat trop vif du feu des appareils devant lesquels elles travaillent.

L'état de propreté des locaux était insuffisant dans une imprimerie et, dans l'atelier de taraudage et filetage d'une boulonnerie, le sol n'était pas disposé de manière à éviter la stagnation des eaux. Des urinoirs se trouvaient dans une salle de travail d'une fabrique de produits réfractaires, et les émanations des cabinets se répandaient dans un atelier de construction mécanique. Ces édicules

n'étaient pas convenablement entretenus dans deux fabriques de produits réfractaires et un atelier de construction, et n'existaient pas en nombre suffisant dans trois ateliers similaires. Enfin, une fosse à immondices, non couverte, se trouvait trop rapprochée de la salle de travail d'une fabrique de chaussures.

**Protection contre les accidents.** — La mise en marche des moteurs, à l'aide d'engins qui dispensent d'agir sur les bras du volant, n'était pas réalisée dans vingt-huit établissements. La protection des organes mobiles des machines motrices faisait défaut ou n'était pas convenablement assurée dans 158 usines. Ce sont les industries alimentaires qui sont le plus souvent représentées, parmi les établissements où l'article 20 n'est pas observé.

**Transmissions de mouvement et pièces saillantes et mobiles des mécanismes** (art. 21). — Nous avons fréquemment encore à constater des négligences, en ce qui concerne l'isolement convenable des transmissions de mouvement, non établies hors de la portée du personnel. Dans 103 cas, des observations ont dû être faites à cet égard, et un procès-verbal de contravention a été dressé à la suite d'un accident mortel, survenu à un enfant qui fut saisi par un arbre de transmission passant dans la salle où il était occupé.

Les volants, les poulies et les courroies de commande des appareils et métiers divers présentaient des dispositions plus ou moins dangereuses, dans 446 cas remarqués dans des ateliers ressortissant aux différents groupes d'industries.

Deux cent six avertissements ont été donnés, au sujet de la protection d'engrenages non couverts ou incomplètement entourés d'enveloppes protectrices. Indépendamment des roues dentées, diverses pièces saillantes et mobiles de mécanismes présentaient, dans 133 cas, des dangers que nous avons signalés.

**Manœuvre des courroies, câbles et chaînes reliant des organes mécaniques** (art. 22 et 23). **Arrêt des machines-outils** (art. 24). — Nous avons eu à rappeler l'obligation de pourvoir des machines ou appareils divers, d'un dispositif d'embrayage, dans cinquante-trois établissements. Nous avons constaté, dans quatorze usines, que des courroies, démontées de leur poulie, reposaient sur des arbres de transmission en marche.

Les installations électriques, qui tendent naturellement à se multiplier dans les centres industriels alimentés par une usine centrale, sont généralement établies de manière à ne pas exposer les ouvriers à l'atteinte des courants. Nous avons eu toutefois des observations à faire dans soixante et un établissements, pour réclamer la protection des interrupteurs ou des coupe-circuits par des couvercles isolants, ou le placement d'un plancher isolant devant les appareils de manœuvre.

Un procès-verbal de contravention a été dressé, pour infraction à l'article 22, à la suite d'un accident, par électrocution, survenu au cours des travaux de réparation d'une canalisation aérienne.

**Graissage des organes mécaniques dangereux, nettoyage et réparation des machines en service** (art. 25). — Nous avons eu l'occasion de constater, dans trois établissements, l'imprudence d'ouvriers occupés au graissage à proximité de transmissions ou d'appareils en mouvement.

**Machines à outils tranchants** (art. 26). — Nous continuons toujours à veiller attentivement à la protection des machines-outils à ouvrer le bois. Aucun accident grave n'a été occasionné par ces machines, dans notre district, en 1913 ni en 1912: un seul accident sérieux s'était produit en 1911.

Des machines à bois dangereuses, non pourvues de dispositifs de protection, ont cependant encore été trouvées en usage, à savoir: des scies circulaires, des scies à ruban, des dégauchisseuses et des toupies fraiseuses respectivement dans quarante-deux, vingt et un, vingt-huit et vingt ateliers. Comme on le voit, la scie circulaire est l'engin au sujet duquel nos efforts aboutissent le plus lentement à une protection convenable. Nous avons verbalisé dans un établissement où plusieurs avertissements étaient demeurés sans résultat: l'industriel en cause a néanmoins été acquitté.

**Tenue du personnel travaillant aux abords des machines** (art. 28). — Des ouvrières, occupées à proximité des mécaniques et n'ayant pas la chevelure enveloppée, ont été rencontrées dans une boulonnerie, dix-neuf fabriques de chaussures et deux fabriques d'espadrilles, six filatures, un atelier de tissage, une fabrique de bonneterie et une fabrique de dentelles. Nous sommes

arrivés à un résultat satisfaisant, dans les verreries-gobeleteries, pour les ouvrières des ateliers de taillerie.

**Danger d'éclatement des organes mécaniques à rotation rapide** (art. 30). **Protection contre les atteintes des débris projetés par la matière mise en œuvre** (art. 31). — Dans vingt-neuf établissements, nous avons trouvé en usage, pour le travail en grand des métaux ou l'affûtage d'outils divers, des meules en émeri, à grande vitesse, non entourées d'une enveloppe propre à retenir les fragments de la meule en cas de rupture.

Deux usines de tissage mécanique n'avaient pas encore généralisé l'application du pare-navette aux métiers à tisser.

Les ouvriers ébarbeurs, burineurs et riveurs, dans les ateliers de travail en grand des métaux, sont toujours enclins à négliger de se servir des lunettes mises à leur disposition, pour éviter les accidents aux yeux. D'autre part, dans deux ateliers nous avons dû rappeler l'obligation de se pourvoir de ces lunettes spéciales.

**Appareils de levage** (art. 33, 34 et 35). —La protection des trappes de tire-sacs n'était pas convenablement assurée dans vingt-trois établissements. Pour ce qui est des monte-charges, des observations ont été faites dans onze usines, au sujet des mesures propres à prévenir la chute des ouvriers à travers les ouvertures pratiquées dans les planchers pour le passage des cages.

Des baies pratiquées dans les murs extérieurs, pour recevoir des marchandises aux étages, n'étaient pas garnies de dispositifs de protection, dans dix-huit établissements.

Des appareils de levage, ne portant pas l'indication de leur puissance, ont été trouvés en usage dans cinq ateliers.

**Puits, citernes, réservoirs** (art. 37). — L'emploi d'un dispositif de protection, au trou d'homme des chaudières à bière, est devenu d'une application courante dans les brasseries. Dans treize usines, cette mesure n'avait pas encore été adoptée en 1913. Nous avons aussi indiqué les précautions à prendre, à l'égard d'autres réservoirs à liquides brûlants, dans vingt-deux usines, brasseries et sucreries pour la plupart. Enfin, des puits citernes ou bassins à eau froide, non couverts ni entourés de garde-fous, ont fait l'objet d'avertissements dans six établissements.

**Escaliers, échelles, passerelles, galeries** (art. 38). — Des observations ont été faites au sujet d'escaliers sans rampe et de passerelles sans garde-fous respectivement dans dix-neuf et trente cas, L'absence de garde-corps, autour des ouvertures pratiquées dans les planchers pour l'accès aux escaliers, a été constatée dans dix-sept usines. Deux autres cas ont été relevés, où des garde-corps manquaient autour de fosses ou de tranchées contenant des appareils ou des transmissions.

Nous avons signalé sept cas où il y avait lieu d'établir des garde-fous en des endroits surélevés, tels que massifs de fours ou de chaudières à vapeur, planchers d'accès à certains appareils, etc.

Dans dix établissements des observations ont été faites au sujet des échelles, non appuyées de manière à en prévenir le glissement.

**Eclairage des ateliers et des passages de circulation. — Précautions contre les incendies et les explosions** (art. 41 à 44). — Nous n'avons constaté qu'une seule fois, dans une fabrique de produits réfractaires, l'emploi de pétrole dans des lampes portatives dangereuses. Nous avons remarqué dans un établissement que l'installation de l'éclairage électrique n'entraîne pas toujours la suppression complète de l'usage du pétrole.

**Interdiction des boissons alcooliques** (art. 46). — La prohibition des boissons distillées n'a fait l'objet d'aucune constatation.

**Arrêté royal du 31 mars 1905.** — L'arrêté royal du 31 mars 1905, concernant l'industrie du bâtiment et les travaux de construction en général, prévoit les précautions spéciales qui doivent y être observées, indépendamment des mesures prescrites par le règlement général du 30 mars 1905.

L'obligation de garnir les échafaudages de garde-fous, a dû être rappelée dans deux des chantiers de bâtisse visités en 1913. Dans deux autres chantiers de construction, nous avons indiqué les mesures qu'il convenait de prendre, en vertu de l'article 16, en vue de prévenir la chute des ouvriers.

**Visites spéciales au point de vue de la prévention des accidents.** — Indépendamment des visites ordinaires d'inspection, nous fai-

sons des visites ayant spécialement pour objet le contrôle des prescriptions relatives à la salubrité et à la sécurité du travail. Ces visites supplémentaires ont porté, cette année, sur les établissements suivants : quatre ateliers de construction, une fonderie, une briqueterie mécanique, une verrerie à vitres, une verrerie-gobeleterie, un moulin à farine, une sucrerie, une brasserie, deux filatures de lin, une filature de coton, une corderie, une fabrique de bonneterie, un atelier de battage de laine, une manufacture de confections ouvrières, une fabrique d'espadrilles, cinq chantiers de bâtisse ou de montage d'installations industrielles, trois fabriques de meubles, trois ateliers de menuiserie mécanique, une fabrique d'orgues, une imprimerie et deux chantiers de chargement de bateaux.

**Loi du 30 avril 1909 et arrêté royal du 15 juin 1910.** — Avec 1913, arrivait la troisième année d'application de l'arrêté royal du 15 juin 1910, pris en exécution de la loi du 30 avril 1909 sur le logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers.

Les constatations faites, pendant cette campagne, au sujet du logements des ouvriers briquetiers, peuvent se résumer comme suit : Le nombre total des chantiers visités s'est élevé à 141. Il y a lieu d'écarter d'abord trente-sept exploitations dont les ouvriers retournaient chez eux, chaque soir. Les abris de logement ont été trouvés bien conditionnés, dans quarante chantiers, et à peu près en règle dans quarante-deux autres entreprises. Les ouvriers étaient moins convenablement logés, dans les vingt-deux chantiers restant. Une mise en demeure se justifiait pour cinq cas, et dans un sixième, un procès-verbal de contravention fut dressé parce qu'il n'avait été tenu aucun compte de l'avertissement donné en 1912.

**Loi du 20 août 1909 et arrêtés royaux des 20 et 25 juillet 1910.** — L'emploi de la céruse, destinée aux travaux de peinture ou autres usages, est réglementé par les arrêtés royaux des 20 et 25 juillet 1910, pris en exécution de la loi du 20 août 1909.

Une seule faïencerie de notre district a continué à faire usage de la céruse, en 1913, et a obtenu, pour un terme prenant fin le 31 décembre 1915, le renouvellement de l'autorisation qui lui

avait été accordée précédemment, d'employer la céruse en poudre dans sa fabrication. La même autorisation a été accordée, à titre d'essai, jusqu'à la fin de 1914, à une autre faïencerie qui avait toujours acheté, tout fabriqués, les émaux à appliquer sur ses produits. Deux rapports, traitant de l'emploi de la céruse dans ces usines, ont été adressés à M. le Ministre, à la suite de trois visites spéciales qui y furent faites.

## SECTION VII.

### Accidents du travail.

**Déclaration des accidents.** — Nous recevons encore assez souvent des déclarations non accompagnées du certificat médical correspondant ou, inversement, des certificats médicaux se rapportant à des accidents non déclarés. En aucun cas, cependant, nous n'avons dû verbaliser pour infraction à l'arrêté royal du 20 décembre 1904 qui règle la déclaration des accidents auxquels s'applique la loi du 24 décembre 1903. Six mille sept cent seize déclarations d'accidents nous ont été adressées en 1913; il nous est parvenu, en outre, quelques déclarations concernant des personnes non comprises dans le champ d'application de la loi du 24 décembre 1903.

Nous avons transmis au Département les déclarations relatives aux accidents graves ou mortels survenus à des ouvriers ou agents des chemins de fer de l'Etat, des documents se rapportant au fonds de garantie, institué par la loi sur les accidents du travail, et qui nous avaient été envoyés par quelques bureaux de l'administration des contributions, une requête qui nous avait été adressée par un agent des chemins de fer de l'Etat au sujet d'un accident contesté par le chef du service auquel il était attaché.

Quelques réclamations ouvrières et des déclarations se rapportant à des accidents survenus dans des charbonnages ou des carrières, ont été transmises au service des mines. Nous avons adressé, au même service, une note relative à un accident grave occasionné par une chaudière à vapeur.

Quelques ouvriers nous ont écrit ou fait écrire pour nous demander d'intervenir au sujet d'accidents dont ils avaient été victimes; ces accidents avaient été l'objet d'une enquête de notre part.

Nous avons eu à répondre à des juges de paix et à des juges d'instruction, ainsi qu'aux procureurs du Roi, de notre ressort, soit à l'occasion d'accidents qui s'étaient produits dans des exploitations relevant du service des mines, soit au sujet d'accidents pour lesquels nous avions fait le nécessaire, en procédant à l'enquête prévue par la loi du 24 décembre 1903.

**Enquêtes faites à la suite d'accidents du travail.** — Il a été procédé à l'enquête prévue par l'article 24 de la loi du 24 décembre 1903, pour trente-quatre accidents survenus dans notre ressort d'inspection : l'applicabilité de la loi avait été contestée pour douze de ces accidents; dix-sept autres cas avaient entraîné mort d'homme ; quatre accidents non mortels nous ont paru assez graves pour justifier l'enquête (main broyée, bras cassé ou brûlures) ; enfin, nous avons également dressé un procès-verbal d'enquête dans un cas où il y avait eu infraction aux lois et règlements, par le fait de l'emploi d'un garçon de moins de 16 ans, dans un atelier de travail du bois où fonctionnent des outils dangereux.

Indépendamment de ces enquêtes, nous avons examiné quelques réclamations ouvrières relatives à l'application de la loi sur les accidents.

Un ouvrier d'une fabrique de chaussures signalait qu'ayant été blessé, l'indemnité qui lui était due avait été gardée par le patron à titre d'indemnité pour rupture d'engagement sans préavis. La somme, qui avait été ainsi illégalement retenue, fut remise sans retard à l'ayant droit.

Un ouvrier qui avait été blessé à l'œil, dans un atelier de construction, signalait que la compagnie d'assurance avait suspendu le payement de l'allocation afférente à son incapacité de travail. Ni la qualité de la victime, ni les circonstances de l'accident ne se trouvaient contestées, et c'est à la suite d'un jugement, basé sur une expertise médicale, que l'ouvrier s'était vu retirer l'allocation accordée d'abord.

Nous nous sommes occupés encore d'un cas où la compagnie

d'assurance avait fait des réserves, au sujet d'un accident n'ayant entraîné qu'une incapacité temporaire; la compagnie a ensuite admis le caractère professionnel de l'accident.

Nous relaterons brièvement les circonstances dans lesquelles se sont produits les accidents les plus graves ou présentant un certain intérêt.

**Fabriques de ciment.** — Un ouvrier a été saisi par un arbre de transmission et violemment projeté contre le plancher. On avait accès à la transmission par une galerie où l'on ne devait se rendre qu'à l'arrêt, pour le graissage. Accident mortel.

La victime s'est noyée en tombant, pendant la nuit, dans un réservoir d'eau qui était cependant entouré d'un garde-corps.

La victime faisait partie d'une équipe d'ouvriers occupés au chargement d'un bateau amarré le long de l'Escaut. Le mur de quai étant en courbe, il existait un intervalle d'un mètre, entre le bord du quai et le bateau, vers le milieu de ce dernier. La victime, en poussant un baril sur les jambrets reliant le bateau à la rive, perdit l'équilibre et tomba à l'eau. Quand on la retira, elle avait cessé de vivre.

Pendant qu'on procédait aux essais de réception d'un broyeur-séparateur, récemment installé, le contremaître de l'usine descendit dans la fosse contenant l'appareil en mouvement et y fut écrasé. Accident mortel.

Une voie ferrée longe le magasin d'expédition, qui présente plusieurs baies de chargement s'ouvrant vers la voie. La victime, s'étant approchée d'une de ces baies, au moment du passage d'une rame de wagons, perdit l'équilibre et fut écrasée entre le mur et un wagon. Accident mortel.

Un morceau de fer s'étant engagé entre les dents des engrenages d'un broyeur à charbon, la victime débraya l'appareil et voulut enlever le morceau de fer, mais l'appareil se remit de lui-même en marche et la main droite de la victime fut broyée. La victime n'avait pas pris soin de caler l'organe d'embrayage.

**Usine de lavage et broyage de la craie phosphatée.** — La victime était occupée à faciliter, au moyen d'une pelle, la descente de la craie humide de la machine distributrice alimentant le séchoir.

Ayant laissé tomber la pelle, elle voulut la rattraper et eut la main droite saisie par les engrenages de la machine. Ces organes n'étant pas protégés, nous avons dressé procès-verbal pour infraction à l'arrêté royal du 30 mars 1905.

**Scierie de pierres.** — Entre la scierie et le chantier se trouve une fosse où se meut un transbordeur, qui permet de faire passer les trucs chargés de pierres, de la scierie au chantier. Au moment de l'accident, on était occupé à sortir un truc chargé. On avait attaché une rallonge à l'extrémité du câble du treuil de traction du truc; le crochet reliant le câble à la rallonge se brisa, en passant par une poulie de renvoi, et la rallonge, se détendant brusquement, vint frapper violemment la victime au ventre. Accident mortel.

**Fabrique de sucre.** — L'accident a été causé par le réservoir à jus chauds venant de la seconde carbonatation. La partie supérieure de ce réservoir se trouve à 0m81 du plancher et il présente une ouverture de 0m45 sur 0m42, qui est normalement fermée, et qui sert pour le chargement des sucres refusés au tamis. La victime, un enfant, avait été vue vers 6 heures du soir se dirigeant vers ce réservoir, avec un panier chargé de sucre. Une heure après on s'aperçut de sa disparition, et, après recherches, on retrouva son corps dans le réservoir.

**Fabrique de confiserie.** — Deux ouvriers ont été atteints de brûlures, heureusement peu graves, par suite de l'explosion d'un appareil à cuire le sucre dans le vide.

**Teinturerie de fils et tissus.** — Le veilleur de nuit fut asphyxié par les émanations d'un gazogène. On le retrouva le matin, assis sur un escabeau dans la salle du gazogène. Son service ne l'appelait pas en cet endroit et on suppose qu'il s'y était rendu pour se réchauffer. Il fut sans doute asphyxié, pendant son sommeil, par l'oxyde de carbone.

**Chantier de montage de machines.** — Un ouvrier monteur est tombé d'une hauteur de 1m90 sur le sol d'une cave; accident mortel.

**Chantier de bâtisse.** — Un ouvrier zingueur s'est tué, en tombant d'une corniche établie à 7 mètres de hauteur.

**Chantier de construction d'un chemin de fer.** — La victime faisait partie d'une brigade d'ouvriers occupés à transborder sur wagons vicinaux, des rails de 18 mètres chargés sur wagons de l'Etat. Ces rails reposaient sur des poutres en bois. La victime, pour déplacer un rail, passa sa pince dans un des trous de boulon et voulu lui faire décrire un arc de cercle, mais la pince revint en arrière et frappa, à la tête, la victime qui perdit l'équilibre et tomba du wagon sur le sol. Accident mortel.

**Fabrique de meubles.** — Un enfant de moins de 16 ans eut les extrémités de deux doigts de la main gauche sectionnées en travaillant à un tour à bois. Cet accident a entraîné un procès-verbal pour infraction à l'article 6 de l'arrêté royal du 19 février 1895, interdisant l'emploi d'enfants de moins de 16 ans dans les ateliers où fonctionnent des machines à bois dangereuses.

**Mégisserie et tannerie de peaux de mouton.** — La victime, un enfant, se rendit avec un de ses compagnons dans un magasin pour procéder au balayage, et fut entraînée dans le mouvement d'un arbre de transmission établi à 1m10 du sol. Cet organe n'étant pas protégé, nous avons verbalisé pour infraction à l'arrêté royal du 30 mars 1905.

**Production et transport de l'énergie électrique.** — Le réseau ayant causé l'accident comporte deux circuits à courant alternatif triphasé: un à 6,700 volts et un à 220 volts. Les fils conducteurs des deux circuits sont supportés par isolateurs fixés à un système de barres entretoisées, attaché sur poteaux en bois. Au moment de l'accident, on procédait à la réparation de la ligne à basse tension, mise hors circuit. La victime s'était rendue vers le sommet du poteau, s'accrocha par le bras à une des ferrures, mais elle fut électrocutée aussitôt et vint s'abattre sur le sol. Cet accident mortel fut causé par une fêlure d'une des cloches isolantes des fils à haute tension. Par suite de cette fêlure, le courant à 6,700 volts se communiqua aux ferrures de support. A la suite de cet accident,

nous avons dressé procès-verbal pour défaut de mesures propres à préserver les ouvriers des atteintes des courants.

**Entreprise de montage d'installations électriques.** — Un ouvrier a été électrocuté par un courant alternatif triphasé, à 130 volts en établissant le raccordement d'une habitation à la canalisation électrique.

**Entreprise de transports par eau.** — Un ouvrier s'est noyé en tombant d'un bateau dans l'Escaut. Son corps fut retrouvé plusieurs jours après l'accident.

**Entreprise de battage de récoltes.** — L'accident s'est produit dans une grange. La victime, devant se rendre au-dessus d'un tas de gerbes, grimpa à l'échelle établie contre ce tas. Elle arrivait vers le sommet, à 7 mètres de hauteur, quand, les montants de l'échelle venant à se briser, la victime fut précipitée sur le sol. Accident mortel.

**Exploitation agricole.** — Un ouvrier qui conduisait une charrue fut tué par une ruade d'un des deux chevaux de l'attelage.

**Magasin de commerce en gros.** — Un accident de roulage a entraîné la mort de la victime.

## SECTION VIII.

### Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes.

**Demandes en autorisation.** — Au cours de l'année 1913, M. le Gouverneur de la province du Hainaut nous a communiqué, pour examen et rapport, les demandes relatives à la mise en exploitation de quarante-cinq établissements comprenant ensemble cent et quatre divisions, tombant sous des rubriques distinctes de la

nomenclature des établissements classés, régis par l'arrêté royal du 29 janvier 1863, à savoir:

| | |
|---|---|
| Accumulateurs électriques | 3 |
| Acétylène non comprimé (Production de l') | 3 |
| Automobiles (Garage d') | 1 |
| Blanchiment des fils et des toiles de coton | 1 |
| Brasserie | 1 |
| Briqueteries | 2 |
| Broyeur à mortier | 1 |
| Buanderie (des blanchisseurs de profession) | 1 |
| Chaux (Magasin de) | 1 |
| Chiffons (Magasins de) | 3 |
| Ciments (Fabrication des) | 2 |
| Cuirs et peaux (Dépôts de) | 2 |
| Electricité (dynamos génératrices) | 14 |
| Electricité (moteurs) | 9 |
| Electricité (transformateurs) | 4 |
| Fonderie de fer | 1 |
| Fonderie de plomb | 1 |
| Forge de serrurier | 1 |
| Gaz de gazogène à l'eau (Production du) | 4 |
| Gaz carburé (Production du) | 2 |
| Glace artificielle (Fabrication de la) | 1 |
| Lacets, tresses, etc. (Fabrication de) | 1 |
| Machines et mécaniques de tout genre (Construction de) | 1 |
| Matières inflammables (Dépôts de) | 13 |
| Métaux (Travail en grand des) | 1 |
| Moulin à farine | 1 |
| Moteurs pouvant occasionner un choc ou un bruit | 14 |
| Os (Dépôts d') | 3 |
| Porcelaine (Fabrication de la) | 1 |
| Projections lumineuses (Emploi des appareils pour) | 6 |
| A reporter | 99 |

| | |
|---|---|
| Report . . | 99 |
| Suif (Fonderies en grand de) . . . . . | 2 |
| Teinturerie en général . . . . . | 1 |
| Tir pour armes de chasse ou de guerre . . . . | 1 |
| Tisseranderie mécanique . . . . . | 1 |
| Total. . . | 104 |

Les établissements les plus importants, pour l'installation desquels nous avons été consultés, sont: deux fabriques de ciment; des installations électriques à autoriser dans les fabriques de ciment existantes; une usine pour le laminage du plomb et la fabrication des tuyaux en plomb; une briqueterie mécanique et une fabrique de porcelaine; une usine de tissage mécanique; des installations nouvelles pour la fabrication du gaz à l'eau carburé, dans deux anciennes usines à gaz de houille; trois dépôts de pétrole, dont un de 500,000 litres, et trois dépôts de benzine, ou liquides analogues, dont un de 50,000 litres.

**Réclamations de voisinage.** — Nous avons eu à examiner, pour rapport à M. le Gouverneur, diverses plaintes signalant des inconvénients occasionnés par des établissements classés. On peut résumer comme suit les inconvénients qui avaient motivé ces réclamations: le bruit et les trépidations causés par les presses d'une imprimerie; les appareils d'une manufacture de tabac et les machines d'une menuiserie mécanique; le bruit de la décharge des moteurs à gaz d'une imprimerie et d'une installation électrique pour cinématographe; le bruit et la poussière provenant d'une usine de broyage et lavage de la craie non phosphatée; les fumées et les gaz rejetés par des fours à briques; les émanations et l'action corrosive des eaux résiduaires provenant d'une usine de déglycérination des huiles, annexée à une savonnerie.

**Travaux divers et visites spéciales.** — Indépendamment des rapports au sujet des demandes en autorisation ou des réclamations de voisinage, nous avons eu à donner, à M. le Gouverneur, des avis sur certaines installations: une fonderie de fer, un atelier de teillage du lin, une fabrique d'objets en celluloïd et une installation pour projections cinématographiques.

Des avis nous ont aussi été demandés, par des administrations communales, au sujet de l'établissement de deux moteurs, d'un dépôt d'huiles et des graisses et d'un cinématographe.

Nous avons eu à dresser, pour le Département, un relevé des dépôts de liquides inflammables contenant des essences propres à l'alimentation des automobiles.

Des visites spéciales, au point de vue de l'observation de l'arrêté royal du 29 janvier 1863, ont été faites dans une briqueterie, un dépôt de chiffons, une installation électrique et des dépôts de matières inflammables.

Trois cinématographes ont été inspectés au point de vue de l'observation de l'arrêté royal du 13 juillet 1908: une de ces trois installations n'était pas bien conditionnée.

## SECTION IX

### Carrières à ciel ouvert.

**Arrêté royal du 16 janvier 1899 concernant la police et la surveillance des carrières à ciel ouvert.** — Ainsi que nous l'avons expliqué dans notre rapport précédent, pour ce qui concerne la surveillance des carrières à ciel ouvert et de leurs dépendances, nous n'avons à nous occuper que des dépendances établies sous toit et classées parmi les établissements dangereux, insalubres ou incommodes. Ces dépendances tombant sous l'application des lois et règlements, visant les établissements industriels en général, nous n'avons pas à en parler spécialement ici. Le contrôle de l'observation de l'arrêté royal du 16 janvier 1899, dans les carrières et leurs dépendances non couvertes, incombe au service des mines, dans la province du Hainaut.

## SECTION X.

### Divers.

Aucune séance n'a dû être consacrée, en 1913, à l'épreuve officielle prescrite par l'arrêté royal du 14 juin 1899, pour les réci-

pients à gaz comprimés ou liquéfiés, à transporter par chemin de fer.

M. le Gouverneur nous a demandé notre avis au sujet de deux recours en grâce introduits, l'un par un entrepreneur qui avait établi un four à briques, sans autorisation, et l'autre par un négociant qui avait installé un dépôt de chiffons et d'os, sans s'être non plus pourvu de l'autorisation prévue par l'arrêté royal du 29 janvier 1863.

PERSONNEL DE

ARRONDISSEMENT

TABLEAU I

| Désignation des groupes d'industries. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| Industries des carrières | 16 | 582 | 12 | 14 |
| — des métaux | 120 | 2,694 | 157 | 282 |
| — céramiques | 143 | 3,792 | 184 | 245 |
| — verrières | 8 | 1,360 | 169 | 129 |
| — chimiques | 18 | 329 | 8 | 10 |
| — alimentaires | 198 | 1,621 | 16 | 22 |
| — textiles | 14 | 1,942 | 27 | 45 |
| — du vêtement | 9 | 174 | 1 | 5 |
| — de la construction | 39 | 553 | — | 3 |
| — du bois et de l'ameublement | 104 | 556 | 16 | 23 |
| — des peaux et cuirs | 28 | 1,560 | 57 | 83 |
| — du tabac | 5 | 55 | 2 | 11 |
| — du papier | 4 | 145 | — | 5 |
| — du livre | 35 | 394 | 7 | 21 |
| — d'art et de précision | 2 | 173 | 9 | 10 |
| — spéciales | 35 | 288 | 2 | 5 |
| — des transports | 4 | 53 | — | — |
| TOTAUX. | 782 | 16,271 | 667 | 913 |

TABLISSEMENTS VISITÉS.

E MONS.

| Filles et Femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Filles et Femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| — | — | — | — | 167 | — | 167 | — | — | — |
| 12 | 13 | 35 | 5 | 82 | — | 82 | — | — | — |
| 121 | 192 | 409 | 253 | 130 | — | 130 | — | — | — |
| 102 | 138 | 168 | 45 | 279 | 107 | 172 | — | — | — |
| 11 | 8 | 22 | 3 | 77 | — | 77 | — | — | — |
| 4 | 2 | 23 | 83 | 596 | 1 | 595 | — | — | — |
| 244 | 302 | 535 | 254 | 201 | — | 201 | — | — | — |
| 5 | 20 | 97 | 28 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 2 | 4 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 1 | — | — | — | — | — | — | — |
| 108 | 162 | 307 | 143 | — | — | — | — | — | — |
| — | 4 | 10 | 4 | — | — | — | — | — | — |
| 13 | 19 | 30 | 12 | 34 | — | 34 | — | — | — |
| 10 | 16 | 45 | 23 | — | — | — | — | — | — |
| 5 | 12 | 28 | 26 | — | — | — | — | — | — |
| 18 | 27 | 55 | 11 | 12 | — | 12 | — | — | — |
| — | — | — | — | 15 | — | 15 | — | — | — |
| 653 | 915 | 1767 | 894 | 1593 | 108 | 1485 | — | — | — |

PERSONNEL DE

ARRONDISSEMEN

| Désignation des groupes d'industries. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| Industries des carrières | 45 | 1,594 | 61 | 65 |
| — des métaux | 43 | 862 | 32 | 44 |
| — céramiques | 24 | 326 | 20 | 20 |
| — verrières | — | — | — | — |
| — chimiques | 10 | 252 | — | 4 |
| — alimentaires | 112 | 1,760 | 33 | 38 |
| — textiles | 49 | 4,169 | 152 | 163 |
| — du vêtement | | 54 | — | — |
| — de la construction | 14 | 191 | — | 1 |
| — du bois et de l'ameublement | 69 | 636 | 7 | 16 |
| — des peaux et cuirs | 36 | 1,125 | 16 | 27 |
| — du tabac | 5 | 17 | — | — |
| — du papier | 3 | 31 | 3 | 3 |
| — du livre | 28 | 834 | 38 | 57 |
| — d'art et de précision | 5 | 136 | — | 31 |
| — spéciales | 39 | 522 | 21 | 38 |
| — des transports | 1 | 10 | 1 | — |
| TOTAUX. | 490 | 12,519 | 384 | 507 |

## TABLISSEMENTS VISITÉS.

DMINISTRATIF DE TOURNAI.

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | Filles et femmes de | | |
| | | | | | | | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| 1 | 4 | 14 | 43 | 355 | — | 355 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | 27 | — | 27 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 6 | 1 | 50 | — | 50 | — | — | — |
| 7 | 16 | 22 | 31 | 800 | 2 | 798 | — | — | — |
| 390 | 449 | 873 | 1,006 | 1 | — | 1 | — | — | — |
| — | 1 | 12 | 31 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | 1 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | 1 | — | 1 | — | — | — |
| 5 | 18 | 49 | 53 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 2 | 4 | 7 | 7 | — | — | — | — | — | — |
| 55 | 38 | 55 | 68 | — | — | — | — | — | — |
| 9 | 12 | 13 | 17 | — | — | — | — | — | — |
| 4 | 8 | 20 | 23 | 14 | — | 14 | — | — | — |
| — | — | — | — | 1 | — | 1 | — | — | — |
| 473 | 550 | 1,071 | 1,281 | 12,41 | 2 | 1,247 | — | — | — |

PERSONNEL D

ARRONDISSEME

| Désignation des groupes d'industries. | Nombre d'établissements | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de 12 à 14 ans. | Garçons de 14 à 16 ans. |
|---|---|---|---|---|
| Industries des carrières | 18 | 197 | 28 | 25 |
| — des métaux | 20 | 164 | 2 | 10 |
| — céramiques | 31 | 187 | 15 | 12 |
| — verrières | — | — | — | — |
| — chimiques | 11 | 404 | 2 | 5 |
| — alimentaires | 64 | 1274 | 9 | 27 |
| — textiles | 28 | 1071 | 34 | 79 |
| — du vêtement | 1 | 27 | — | — |
| — de la construction | 28 | 546 | 5 | 12 |
| — du bois et de l'ameublement | 21 | 999 | 17 | 49 |
| — des peaux et cuirs | 10 | 259 | 3 | 9 |
| — du tabac | 1 | 1 | — | — |
| — du papier | 1 | 35 | — | 2 |
| — du livre | 2 | 31 | — | 2 |
| — d'art et de précision | — | — | — | — |
| — spéciales | 24 | 305 | 1 | 13 |
| — des transports | 1 | 4 | — | — |
| TOTAUX. | 261 | 5,504 | 116 | 245 |

RÉCAPI

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Arrondissement de Mons | 782 | 16,271 | 667 | 913 |
| — de Tournai | 490 | 12,519 | 384 | 507 |
| — d'Ath | 261 | 5,504 | 116 | 245 |
| TOTAUX. | 1,533 | 34,294 | 1,167 | 1,665 |

ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF D'ATH.

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| 5 | — | 3 | — | 20 | — | 20 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 1 | 1 | 2 | 1 | 28 | — | 28 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | 2 | 108 | — | 108 | — | — | — |
| — | — | 8 | 33 | 798 | 3 | 794 | — | — | 1 |
| 81 | 107 | 233 | 160 | — | — | — | — | — | — |
| 1 | 6 | 12 | 7 | — | — | — | — | — | — |
| 4 | 6 | 18 | 122 | — | — | — | — | — | — |
| 7 | 30 | 49 | 87 | 1 | — | 1 | — | — | — |
| 2 | 3 | 14 | 20 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | 5 | 7 | 3 | — | — | — | — | — | — |
| 3 | — | 2 | 5 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 3 | 19 | 42 | 33 | 5 | — | 5 | — | — | — |
| — | — | — | — | 4 | — | 4 | — | — | — |
| 107 | 177 | 390 | 473 | 964 | 3 | 960 | — | — | 1 |

RÉCAPITULATION.

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 653 | 915 | 1,767 | 894 | 1,593 | 108 | 1,485 | — | — | — |
| 473 | 550 | 1,071 | 1,281 | 1,249 | 2 | 1,247 | — | — | — |
| 107 | 177 | 390 | 473 | 964 | 3 | 960 | — | — | 1 |
| 1,233 | 1,642 | 3,228 | 2,648 | 3,806 | 113 | 3,692 | — | — | 1 |

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES A LA LOI DU 13 DÉCEMBRE 18

ARRONDISSEME

TABLEAU II

| Industries de diverses catégories. | LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889. | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Art. 2. | Art. 4. | Art. 6. | Art. 10. | Art. 11. |
| Filature et tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute . | — | — | — | — | — |
| Industrie lainière . . . . . | — | — | — | 1 | — |
| Impression des journaux. . . . . | — | — | — | 2 | — |
| Industries d'art . . . . . | — | — | — | 5 | — |
| Industries des tabacs et cigares . . . . . | — | — | — | — | — |
| Fabrication du sucre . . . . . | — | — | — | 1 | — |
| Industries du mobilier et industries accessoires du bâtiment. | — | — | — | 4 | 1 |
| Fabrication de la poterie, de la faïence, de la porcelaine et des pipes en terre . . . . . | — | — | — | 1 | — |
| Industries des produits réfractaires . . . . . | 4 | — | — | 6 | 2 |
| Industries du bâtiment . . . . . | — | — | — | 10 | — |
| Cristallerie et gobeleterie . . . . . | 1 | — | — | 1 | 2 |
| Industries accessoires du vêtement (1re catégorie) . . . . | — | — | — | 1 | 1 |
| Industries accessoires du vêtement (2e catégorie) . . . . | — | — | — | 3 | 2 |
| Industries de la grosse construction mécanique . . . . . | 1 | — | — | 4 | 2 |
| Industries de la petite construction mécanique . . . . . | 1 | — | — | 4 | 1 |
| Briqueteries et tuileries (à la main) et autres exploitations similaires . . . . . | — | — | — | 13 | 1 |
| Industrie du verre à vitres . . . . . | 1 | — | — | — | — |
| Industries de la chocolaterie et de la confiserie . . . . | — | — | — | 1 | — |
| Carrières et ateliers qui en dépendent . . . . . | 1 | — | — | 1 | — |
| Industries non visées par les arrêtés précédents . . . . | 1 | — | 1 | 12 | — |
| TOTAUX. . . | 10 | — | 1 | 70 | 12 |

AINSI QU'AUX ARRÊTÉS ROYAUX PRIS EN EXÉCUTION DE CETTE LOI.

ADMINISTRATIF DE MONS.

| Arrêtés royaux. | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non affichage du tableau des heures de travail et des repos. | Infractions à l'arrêté royal du 19 février 1895. | |
| | | | Article. | Nature de l'établissement. |
| 1 | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | 2 | — | | |
| 1 | — | — | | |
| — | — | — | | |
| 1 | — | — | 6 | 2 ateliers de travail mécanique du bois. |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| 3 | — | — | 6 | 1 scierie mécanique de bois et 1 atelier de menuiserie. |
| — | — | — | | |
| — | — | 1 | | |
| — | — | — | | |
| 2 | — | 6 | | |
| 2 | — | 1 | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| 1 | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | 1 | | |
| 11 | 2 | 9 | | 4 |

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES A LA LOI DU 13 DÉCEMBRE 188

ARRONDISSEMENT

| Industries de diverses catégories. | LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889. | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Art. 2. | Art. 4. | Art. 6. | Art. 10. | Art. 11. |
| Filature et tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute . | — | — | — | — | — |
| Industrie lainière . . . . . | — | — | — | 1 | — |
| Industries d'art . . . . . | — | — | — | 3 | — |
| Fabrication du sucre . . . . . | — | — | 1 | — | — |
| Industries du mobilier et industries accessoires du bâtiment. | 1 | — | — | — | — |
| Industries du bâtiment . . . . . | — | — | — | 1 | — |
| Industries accessoires du vêtement (1re catégorie) . . . . | — | — | — | 2 | — |
| Industries accessoires du vêtement (2e catégorie) . . . . | — | — | — | 2 | 1 |
| Industries de la grosse construction mécanique . . . . . | — | — | — | — | — |
| Industries de la petite construction mécanique . . . . . | — | — | — | 1 | — |
| Briqueteries et tuileries (à la main) et autres exploitations similaires . . . . . | 2 | — | 1 | 3 | — |
| Industries de la chocolaterie et de la confiserie . . . . | — | — | — | 3 | — |
| Carrières et ateliers qui en dépendent . . . . . | — | — | — | 2 | — |
| Industries non visées par les arrêtés précédents . . . . | — | — | 1 | 8 | 1 |
| TOTAUX. . . | 3 | — | 3 | 26 | 2 |

INSI QU'AUX ARRÊTÉS ROYAUX PRIS EN EXÉCUTION DE CETTE LOI.

DMINISTRATIF DE TOURNAI.

| ARRÊTÉS ROYAUX. | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non affichage du tableau des heures de travail et des repos | Infractions à l'arrêté royal du 19 février 1896. | |
| | | | Article. | Nature de l'établissement. |
| 1 | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | 1 | | |
| — | — | — | | |
| 1 | — | — | | |
| 1 | — | — | | |
| — | — | 1 | | |
| 4 | — | 1 | | |
| 1 | — | — | | |
| — | — | 1 | | |
| — | — | — | | |
| — | — | 2 | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| 8 | — | 6 | | |

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES A LA LOI DU 13 DÉCEMBRE 18

ARRONDISSEME

| Industries de diverses catégories. | LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889. | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Art. 2. | Art. 4. | Art. 6. | Art. 10. | Art. 11 |
| Filature et tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute . | — | — | — | 3 | 2 |
| Industries d'art . . . . . | — | — | — | — | 1 |
| Industries du mobilier et industries accessoires du bâtiment. | — | — | — | 2 | — |
| Fabrication de la poterie, de la faïence, de la porcelaine et des pipes en terre . . . . . | — | — | — | — | — |
| Industries du bâtiment . . . . . | — | — | — | 1 | — |
| Industries accessoires du vêtement (2e catégorie) . . . . | — | — | — | 3 | — |
| Industries de la petite construction mécanique . . . . . | — | — | — | 1 | — |
| Briqueteries et tuileries (à la main) et autres exploitations similaires . . . . . | 2 | — | 1 | 9 | 2 |
| Industries non visées par les arrêtés précédents . . . . | 1 | — | — | 5 | — |
| TOTAUX. . | 3 | — | 1 | 24 | 5 |

## RÉCAPI

| Arrondissements. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Arrondissement de Mons . . . . . | 10 | — | 1 | 70 | 12 |
| — de Tournai . . . . . | 3 | — | 3 | 26 | 2 |
| — d'Ath . . . . . | 3 | — | 1 | 24 | 5 |
| TOTAUX. . . | 16 | — | 5 | 120 | 19 |

AINSI QU'AUX ARRÊTÉS PRIS EN EXÉCUTION DE CETTE LOI

DMINISTRATIF D'ATH.

| ARRÊTÉS ROYAUX | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non affichage du tableau des heures de travail et de repos. | Infractions à l'arrêté royal du 19 février 1895. | |
| | | | Article. | Nature de l'établissement. |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| 1 | — | — | | |
| 1 | — | — | | |
| 1 | — | — | | |
| 2 | — | 1 | | |
| — | — | — | | |
| — | — | 1 | | |
| — | — | — | | |
| 5 | — | 2 | | |

TULATION

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 11 | 2 | 9 | 6 | 4 établissements. |
| 8 | — | 6 | | |
| 5 | — | 2 | | |
| 24 | 2 | 17 | | 4 établissements. |

## LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU III

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Atelier de construction (grosse mécanique). | 25 février. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. | 26 fr., sursis 3 ans. |
| Gobeleterie. | 26 février. | Id. | — |
| Fabriques d'arcs et de flèches. | 15 mai. | Id. | 26 fr., sursis 3 ans. |
| Usine de lavage, broyage et préparation de la craie non phosphatée. | 22 mai. | Id. | 26 fr., sursis 3 ans. |
| Fabr. de produits réfractaires. | 30 mai. | Id. | Acquittement. |
| Tuilerie mécanique | id. | Id. | 26 fr. ou 8 jours, sursis 3 ans. |
| Briqueterie à la main. | 11 juin. | Id. | Sans suite. |
| Briqueterie à la main. | 14 juin. | Id. | — |
| Verrerie à vitres. | 26 juillet. | Id. | — |
| Verrerie à vitres. | id. | Id. (P.V. à charge du père.) | 5 fr. ou 1 jour, sursis 1 an. |
| Briqueterie à la main. | 4 août. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. | — |
| Fabr. de produits réfractaires. | 29 août. | Id. | 2 fois 26 francs, sursis 3 ans. |
| Fabr. de produits réfractaires. | id. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. | 26 fr., sursis 3 ans. |
| Fabrique de meubles. | 12 septembre. | Emploi au travail d'un enfant, de moins de 16 ans, dans un atelier où l'on fait usage d'outils dangereux pour le travail du bois. | 26 fr., sursis 3 ans. |
| Fabrique de toiles métalliques. | 6 octobre. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans. | 26 fr., sursis 3 ans. |

# REPOS DU DIMANCHE.

## RÉSUMÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES.

TABLEAU IV

| Groupes d'industries. | Contraventions au régime simple de la loi. (Article 2.) | Contraventions au régime atténué. (Article 4.) | Contraventions à l'article 9. |
|---|---|---|---|
| Industries des métaux. . . | 1 | — | — |
| — céramiques. . . | — | — | 4 |
| — verrières. . . . | — | — | 1 |
| — chimiques. . . . | 1 | — | — |
| — alimentaires. . . | 1 | 9 | 3 |
| TOTAUX. . . | 3 | 9 | 8 |

| Application de l'article 7. | Nombre de visites. | Personnel. | Nombre d'établissements en contravention. |
|---|---|---|---|
| Magasins de détail non visés à l'article 4 . . . . . | 204 | 214 | 4 |
| Salons de coiffure . . . . | 173 | 60 | 4 |
| TOTAUX. . . | 377 | 274 | 8 |

## REPOS DU DIMANCHE.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES

TABLEAU V

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Bazar. | 24 février. | Emploi de deux garçons de magasin, un dimanche après-midi. | 2 fois 26 francs, ou 2 fois 8 jours. |
| Bazar. | id. | Emploi d'une demoiselle de magasin, un dimanche après-midi. | 10 fr., sursis 1 an. |
| Salon de coiffure. | 11 mai. | Emploi d'un garçon coiffeur, un dimanche après-midi. | — |
| Salon de coiffure. | 4 août. | Emploi de trois garçons coiffeurs, un dimanche après-midi. | 5 francs ou 1 jour, sursis 1 an. |
| Bazar. | 24 août. | Emploi de trois employés, un dimanche après-midi. | Sans suite. |
| Salon de coiffure. | id. | Emploi d'un garçon coiffeur, un dimanche après-midi. | — |
| Salon de coiffure. | 28 août. | Id. | — |
| Magasin de détail. | 12 octobre. | Emploi d'une demoiselle de magasin, un dimanche après-midi. | — |

## RÈGLEMENTS D'ATELIER.

RÉSUMÉ DU PROCÈS-VERBAL DRESSÉ ET DE SA SUITE JUDICIAIRE.

TABLEAU VI

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Disposition légale non observée. | Suite judiciaire. |
|---|---|---|---|
| Chantier d'aménagement d'une verrerie. | 13 septembre. | Non affichage d'un règlement d'atelier. | — |

## PAIEMENT DES SALAIRES ET MESURAGE DU TRAVAIL.

RÉSUMÉ DU PROCÈS-VERBAL DRESSÉ ET DE SA SUITE JUDICIAIRE.

TABLEAU VII

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Disposition légale non observée. | Suite judiciaire. |
|---|---|---|---|
| Atelier de confection de vêtements | 11 mars. | Retenue illégale sur le salaire d'un ouvrier. | — |

## SANTÉ ET SÉCURITÉ DES OUVRIERS.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU VIII

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Scierie mécanique de bois. | 24 janvier. | Scie circulaire non disposée de façon que les ouvriers ne puissent toucher involontairement les parties tranchantes. | Acquittement. |
| Mégisserie et tannerie de peaux de moutons. | 21 mars. | Défaut de précautions indiquées par les circonstances à l'égard d'une transmission de mouvement pouvant donner lieu à des accidents. | — |
| Briqueterie à la main. | 22 mai. | Articles 3, 4, 5, 6, 7 et 16 de l'arrêté royal du 15 juin 1910 sur le logement des ouvriers. | — |
| Usine de lavage, broyage et préparation de la craie non phosphatée. | 21 mai. | Engrenages non enveloppés ou entourés de manière à écarter le danger. | — |

## SANTÉ ET SÉCURITÉ DES OUVRIERS.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

*(Suite).*

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Product. et transport de l'énergie électrique. | 10 juillet. | Défaut des mesures propres à soustraire les ouvriers à l'action des courants électriques. | — |

## *9e DISTRICT.*

## PROVINCES DE NAMUR ET DE LUXEMBOURG

**M. Loiseau,** inspecteur adjoint du travail, à Namur,
*en collaboration avec*
**M. Hubert,** délégué à l'Inspection du travail, à Namur.

**Note préliminaire.** — Par arrêté royal du 28 mars 1913, M. l'Ingénieur Hubert a été nommé, à titre provisoire, délégué à l'Inspection du travail et chargé d'exercer ses attributions dans le 9e district.

### SECTION I.

**Etablissements visités.**

| ARRONDISSEMENTS. | Nombre d'établissements visités | | | Nombre total d'établissements visités. | Nombre total de rapports. |
|---|---|---|---|---|---|
| | une fois. | deux fois. | trois fois. | | |
| Namur. . . . . | 411 | 19 | 4 | 434 | 461 |
| Dinant. . . . . | 137 | 5 | — | 142 | 147 |
| Philippeville. . . . . | 126 | 8 | 1 | 135 | 145 |
| Arlon . . . . . | 53 | 1 | — | 54 | 55 |
| Virton . . . . . | 84 | — | — | 84 | 84 |
| Neufchâteau. . . . . | 85 | 3 | — | 88 | 91 |
| Bastogne . . . . . | 45 | — | — | 45 | 45 |
| Marche . . . . . | 58 | — | — | 58 | 58 |
| Totaux. . . | 999 | 36 | 5 | 1040 | 1086 |

Le nombre d'établissements visités pendant l'année 1913 s'est élevé à 1,040 alors que celui de 1912 n'était que de 806; l'arrondissement de Namur à lui seul en comprend 434, les sept autres arrondissements du district ensemble : 606.

1,086 rapports formulaires ont été rédigés à la suite de ces visites; ne sont pas compris dans ce nombre tous les rapports spéciaux nécessités par les enquêtes d'accidents, les plaintes, les demandes de renseignements, etc..

36 établissements ont été visités deux fois, 5 trois fois; aucun n'a été visité plus de trois fois Le personnel relevé cette année se composait de 25,424 ouvriers et ouvrières de tout âge : 15,908 pour l'arrondissement de Namur et 9,516 pour le restant du district. Le personnel se répartit comme suit : 2 253 femmes ou filles de tout âge, 1,880 garçons âgés de 12 à 16 ans et 21,291 hommes de plus de 16 ans.

Le personnel travaillant la nuit se composait de 3,808 ouvriers dont 3,409 pour l'arrondissement de Namur. Dans ce nombre se trouvaient 116 enfants âgés de 14 à 16 ans.

Les tableaux I indiquent, par arrondissement administratif, le nombre de visites effectuées dans chaque commune.

Aucune visite n'a eu lieu dans les 2/3 environ des communes du district qui ne comportent que peu ou pas d'industrie.

Dans les tableaux I, l'on trouvera le relevé du personnel ouvrier de tout âge et des deux sexes par arrondissement et par groupe d'industries. Au point de vue de la population ouvrière, ce sont les industries des métaux et du verre qui sont les plus importantes : elles comprenaient 10,900 ouvriers sur un personnel total de 25,424. La moins importante est celle du vêtement, qui ne contient que 36 ouvriers.

Outre les réclamations verbales, nous avons reçu 93 plaintes de tout genre dont 9 se rapportaient à la loi sur le travail des femmes et des enfants, 9 à la loi sur le repos dominical, 22 à la loi sur le payement des salaires, 3 à la loi sur les règlements d'atelier, 28 à la loi sur la réparation des accidents du travail, 6 à l'arrêté royal concernant la salubrité et la sécurité des ouvriers, 8 à l'arrêté royal concernant les établissements dangereux, insalubres et incommodes, et 8 à des sujets divers ne nous concernant pas.

Les Gouverneurs des provinces nous ont envoyé 104 dossiers

d'autorisation, 90 pour la province de Namur et 14 pour la province du Luxembourg. Nous avons reçu 9,603 déclarations d'accidents, soit 200 environ de plus que l'an dernier. 36 rapports d'enquête ont été transmis aux juges de paix.

Nous avons dressé 16 procès-verbaux distincts de contravention.

## SECTION II.

### Travail des femmes et des enfants.

Les infractions constatées à la la loi du 13 décembre 1889, ainsi qu'aux arrêtés royaux pris en exécution de cette loi sont renseignées, pour chaque arrondissement administratif, par groupe d'industries dans les tableaux II.

Le tableau III donne le relevé des procès-verbaux dressés et de leurs suites judiciaires.

**Age d'admission des enfants** (art. 2).—Au cours de nos inspections nous avons constaté l'emploi au travail de sept enfants âgés de moins de douze ans, dont 4 dans la même usine. Dans chaque cas nous avons relevé l'infraction par procès-verbal, tant à charge du chef d'industrie que du père de l'enfant.

L'usine où travaillaient en même temps 4 enfants n'ayant pas l'âge légal était une flaconnerie où semblable contravention avait déjà été relevée antérieurement par procès-verbal. Ni l'ignorance de la loi, ni la bonne foi ne pouvait être invoquée, et cependant le parquet a trouvé, pour cette quadruple contravention répétée, des circonstances atténuantes lui permettant de renvoyer les contrevenants en simple police où tous furent du reste condamnés.

Dans une briqueterie, une fillette âgée de moins de onze ans était employée à porter des briques lors de la cuisson. Décision judiciaire non rendue.

Un enfant de moins de 12 ans avait été engagé par le contremaître d'une coutellerie. Le jour même de son entrée dans l'atelier il fut victime d'un accident du travail, peu grave il est vrai, mais pour lequel il n'avait pas droit à la réparation prévue par la loi du

24 décembre 1903, vu son âge. Le père de l'enfant seul a été condamné, le tribunal ayant admis que le patron n'avait pas eu connaissance de la contravention.

Dans une autre coutellerie, une petite fille de 11 ans était occupée au transport des pièces, d'une machine à l'autre. Des condamnations ont été prononcées contre le chef d'entreprise et contre le père de l'enfant.

Une dénonciation anonyme signalait l'emploi au travail, dans un chantier de terrassement, d'un enfant qui n'avait pas l'âge, disait-on sans préciser; vérification faite, cet enfant était âgé de 14 ans.

**Travaux fatigants, dangereux ou insalubres** (art. 3 et arrêté royal du 19 février 1895). — Deux adolescents âgés de moins de 16 ans ont été rencontrés dans des ateliers pour le travail mécanique du bois. Ils n'étaient pas occupés aux machines; toutefois, comme leur présence est interdite dans ces ateliers, nous y avons fait cesser leur travail.

Dans une usine de produits réfractaires un enfant n'ayant pas 16 ans travaillait dans un local où les poussières n'étaient pas évacuées par un procédé mécanique. Un avertissement suffit pour assurer l'exécution de l'arrêté.

Une dénonciation signalant l'emploi au travail, de jeunes filles n'ayant pas 16 ans, dans des ateliers dangereux d'une fabrique de produits explosifs, a été reconnue non fondée.

Deux demandes de renseignements nous sont parvenues pour savoir à quel âge on peut légalement employer des enfants dans les scieries de bois.

**Durée du travail et conditions des repos** (art. 4). — Dans notre rapport de l'an dernier, nous avions signalé que la durée du repos du milieu du jour n'atteignait pas l'heure prescrite dans certaines glaceries. A la suite de nos observations, les modifications nécessaires ont été faites, et cette année nous n'avons plus constaté de contravention. Il a suffit de raccourcir de quelques minutes les repos de 8 heures et de 4 heures pour pouvoir allonger celui de midi sans devoir prolonger la journée de travail au delà des heures habituelles. Par contre, dans un autre établissement où la durée

du repos principal n'était que d'une demi-heure, il a fallu, pour rattraper la 1/2 heure de repos supplémentaire, allonger d'une durée équivalente la journée de travail, non seulement pour le personnel protégé, mais également pour tout le personnel adulte à cause de l'organisation du travail. Cette mesure souleva de vives réclamations de la part de tout le personnel.

**Travail de nuit.** — 1. *Industries où le travail de nuit des enfants de 14 à 16 ans est autorisé.* — Dans notre district, ces usines sont représentées par des sucreries, des fabriques de papier, des glaceries, des cristalleries-gobeleteries et une fabrique de produits émaillés. Notre attention s'est portée tout spécialement cette année sur ces différentes industries, et nous y avons fait un relevé très précis du personnel protégé employé au travail la nuit. Nous avons tout d'abord constaté qu'aucun enfant âgé de moins de 16 ans ne travaillait la nuit ni dans les sucreries, ni dans les glaceries. Dans les fabriques de papier nous n'en avons trouvé que trois, travaillant alternativement une semaine de jour et une semaine de nuit. Dans la fabrique de produits émaillés, leur nombre était assez élevé; il y en avait 41 au service des fours à cuire l'émail. Quant à l'industrie de la cristallerie-gobeleterie, la situation se présentait comme suit : Dans trois établissements on avait complètement supprimé le travail de nuit tant pour les enfants que pour les adultes; dans deux autres, les plus importants, on continuait à travailler jour et nuit et on employait 72 enfants de 14 à 16 ans, à ce travail alternatif; il était fait usage d'une tolérance, actuellement supprimée, de faire travailler de cette façon des enfants de 13 à 14 ans. Tout n'était cependant pas pour le mieux dans les établissements où le travail de nuit était complètement supprimé : dans l'un d'eux, sous prétexte de recrutement difficile, on embauchait tout aussi bien les enfants ayant plus de 12 ans que ceux en dessous de cet âge, et nous fûmes amenés à intervenir énergiquement; depuis lors, la loi est respectée dans cet établissement; cependant on a recours à des fillettes de 12 à 14 ans pour compléter les équipes et travailler au service des fours, ce qui est légal, mais à tous les points de vue, hautement déplorable.

Au total, pour toutes les industries du district, il y avait 116 enfants âgés de 14 à 16 ans employés légalement au travail de nuit, soit un peu plus de 6 % du personnel protégé masculin.

2. *Industries où le travail de nuit des enfants est défendu.* — L'emploi au travail de nuit des enfants dans les établissements ne bénéficiant pas d'une autorisation par arrêté royal est rare. Nous n'avons constaté d'infraction que dans trois établissements : deux fonderies et un four à frilter la dolomie. Nous avons immédiatement pris des mesures pour faire respecter la loi.

3. *Travail de nuit des femmes (loi du 11 août 1911).* — Cette loi qui interdit le travail de nuit à toutes les femmes sans distinction d'âge est entrée en vigueur le 1er janvier 1912. Elle n'est applicable qu'aux entreprises industrielles où sont employés plus de 10 ouvriers et ouvrières.

Nous n'avions guère, dans notre district, que des glaceries où travaillaient quelques femmes pendant la nuit; ces établissements se sont mis complètement en ordre, sans même aucun avertissement de notre part. Par contre, nous avons trouvé plusieurs femmes travaillant la nuit dans une sucrerie où jamais nous n'en avions rencontré au temps où leur travail était autorisé; ces femmes faisaient partie du personnel de la raffinerie dont l'exploitation avait été commencée pendant le courant de l'année; pour ne pas les renvoyer pendant la période de la fabrication du sucre, période pendant laquelle la raffinerie était arrêtée, le chef d'entreprise les faisait travailler à la sucrerie et, de bonne foi, avait cru pouvoir les employer au travail de nuit; nous l'avons mis immédiatement en demeure de respecter la loi.

**Carnets, registres, affichage** (art. 10 et 11). — Le manque de carnet se constate principalement dans les briqueteries et dans les petits ateliers. Dans les grands établissements il est presque partout d'usage, qu'un enfant n'entre pas sans présenter son carnet. Nous nous référons à notre rapport de l'an dernier en ce qui concerne les carnets délivrés indûment par les administrations communales à des enfants âgés de moins de 12 ans. Cette année encore nous en avons saisi une vingtaine que nous avons envoyés à M. le Ministre.

## SECTION III.

### Repos du dimanche.

Le tableau IV donne le résumé des infractions qui ont été constatées à la loi sur le repos du dimanche, tant dans les entreprises commerciales que dans les entreprises industrielles. Il indique, en même temps, le nombre des visites qui ont été effectuées pour le contrôle de l'application de la loi dans les entreprises commerciales et chez les exploitants de salons de coiffure soumis au régime de l'art. 7 de la loi.

**Entreprises industrielles.** — Les nombreuses visites que nous faisons en tout temps dans ces entreprises nous permettent d'affirmer que la loi sur le repos du dimanche y est bien observée. Nous n'avons constaté d'infractions que dans trois cas distincts et nous avons verbalisé dans deux cas. Dans le 1er cas, outre les ouvriers proprement dits, 2 protégés avaient été employés au travail. Le chef d'entreprise et les parents des 2 protégés furent mis en contravention. Dans le second cas, 35 ouvriers avaient été employés au travail plusieurs dimanches de suite; ces 35 ouvriers occupés aux travaux du bâtiment dépendaient de 7 patrons différents à charge desquels 7 procès-verbaux furent dressés (tableau V).

Conformément aux instructions ministérielles, nous avons surveillé tout spécialement les moulins à farine où le travail peut être prolongé le dimanche jusque 6 heures du matin. Partout la loi était strictement observée. Dans certains d'entre eux, où il est fait usage de l'eau comme moteur exclusif ou principal, il est permis, en vertu de l'art. 6, de faire travailler le dimanche, douze fois par an, à la condition de nous en informer dans les 24 heures. Un seul chef d'entreprise nous a informé, à deux reprises, qu'il faisait usage de cette autorisation. Deux plaintes nous sont parvenues au sujet du travail du dimanche dans l'industrie. Toutes deux ont été reconnues non fondées.

**Entreprises commerciales.** — Trois procès-verbaux ont été dressés pour infraction à la loi, tant dans les salons de coiffure que dans

les magasins de détail. Les contrevenants ont été renvoyés en justice de paix où ils furent condamnés à de légères amendes variant de 2 à 5 francs, ce qui n'est pas de nature à maintenir la crainte salutaire que tout citoyen a généralement des tribunaux.

Depuis trois ans, la peine de 26 francs d'amende prévue par la loi, n'a plus été appliquée dans notre district pour ce genre d'infraction; cependant nous ne verbalisons que lorsque l'infraction est nettement établie et après avertissement. C'est ainsi que cette année nous n'avons pas verbalisé à charge de 5 contrevenants visités pour la première fois.

Après cela, nous serions en droit d'espérer que les tribunaux tinssent compte des moyens de persuasion que nous avons employés et surtout des avertissements donnés. Il n'en est malheureusement pas ainsi : les suites réservées à nos procès-verbaux sont là pour l'attester. Alors que ces avertissements devraient être considérés comme des circonstances aggravantes de nature à amener plus de sévérité dans l'application de la peine, les tribunaux ont, au contraire, une tendance à les considérer comme nécessaires pour établir l'infraction et justifier les poursuites. Aucune loi n'exige cependant cette formalité, bonne en elle-même, mais inapplicable dans certains cas.

Nous ralliant à l'avis exprimé par notre collègue de Bruxelles dans son rapport de 1911, nous estimons que l'intervention de la police locale serait pleinement justifiée pour les magasins de détail et pour les salons de coiffure. Point n'est besoin, en effet, d'être porteur du diplôme d'ingénieur pour acquérir les connaissances nécessaires à cet effet, et quant à nous, nos services de techniciens seraient beaucoup mieux utilisés dans le restant de nos attributions déjà si abondantes.

Les agents qui sont de service des heures entières dans le même quartier pourraient exercer une surveillance continuelle, alors que nous devons nous borner à passer. Connaissant les habitants du quartier, ils pourraient plus aisément que nous contrôler les explications des patrons qui essayent souvent de faire passer leurs employés pour leurs parents. Ils ont du reste à assurer l'exécution de la loi sur le repos du dimanche comme de toutes les autres lois, et on ne voit pas ce qui les empêche de verbaliser pour infraction à celle-ci, alors qu'il leur arrive, à eux et aux gendarmes, de verba-

liser pour infraction à la loi sur le travail des femmes et des enfants, à la loi sur le payement des salaires, à la loi sur les règlements d'atelier, etc., etc.

## SECTION IV.

### Règlements d'atelier.

Nous ne pouvons que répéter nos observations antérieures au sujet de l'application de la loi sur les règlements d'atelier, qui donne rarement lieu, dans notre district, à des réclamations. Au surplus, celles-ci ne sont pas souvent de notre compétence. Tel est le cas pour une réclamation que nous avons reçue parce qu'on se proposait, dans un établissement, de modifier les heures de travail sans les allonger Ce n'est pas cependant que cette partie de nos attributions ne nous occasionne de la besogne. Bien souvent nous sommes consultés tant pour la rédaction des règlements nouveaux que pour les modifications à apporter aux anciens. Nous devons surtout fournir aux petits patrons les renseignements nécessaires pour leur élaboration, et il arrive fréquemment que nous devions renvoyer à leurs auteurs les projets qui nous sont soumis, soit parce qu'ils sont incomplets, soit parce qu'ils contiennent des clauses contraires à la loi.

La bonne volonté n'ayant fait défaut nulle part, nous ne nous sommes pas trouvés dans l'obligation de verbaliser cette année pour infraction à cette loi.

## SECTION V.

### Payement des salaires et mesurage du travail.

Vingt-deux plaintes nous sont parvenues pour des contestations relatives à des payements de salaires. Avec les plaintes concernant la réparation des accidents du travail, ce sont les plus nombreuses.

Sept d'entre elles étaient de la compétence exclusive des tribunaux : elles avaient trait à des différents entre patrons et ouvriers au sujet de la quantité de travail effectuée, ou de la somme à payer. Trois autres émanaient soit d'ouvriers agricoles, auxquels la loi n'est pas applicable, soit d'ouvriers logés et nourris par leurs patrons et se trouvant par conséquent dans le même cas.

Le payement dans les cabarets donna lieu à une plainte qui n'était pas non plus de notre compétence, mais bien de celle de l'administration des mines.

Le payement à des époques trop éloignées nous fut signalé deux fois, et nous prîmes des mesures pour y remédier.

L'absence totale de payement amena deux procès-verbaux à charge d'entrepreneurs; vu la nature de l'infraction, nous dûmes dans ces deux cas verbaliser sans donner d'avertissement. Dans l'un de ces cas, le patron avait quitté la Belgique, et la copie du procès-verbal nous revint. Cette circonstance n'empêcha pas la condamnation par défaut, rien que sur notre procès-verbal, car nous ne fûmes pas convoqués comme témoin. La peine était du reste réduite à une minime amende de 5 francs prononcée en justice de paix. Il semble cependant bien que, parmi les infractions à la loi sur le payement des salaires, celle qui consiste à ne pas payer du tout les ouvriers est la plus grave. Il est vrai qu'elle n'est pas prévue d'une façon explicite par la loi et qu'il faut avoir recours à l'article 5 pour retard dans les payements qui doivent s'effectuer soit une fois par mois pour les ouvriers payés à la pièce ou par entreprise, soit deux fois par mois pour les salaires ne dépassant pas cinq francs par jour. Lorsque les salaires dépassent cinq francs par jour, il n'y a plus aucune infraction, et cependant le cas n'est pas rare (tableau VI).

A propos d'amendes appliquées illégalement nous avons reçu une plainte qui n'a pas été reconnue fondée.

Enfin, nous signalerons la plainte d'un ouvrier à qui les outils avaient été retenus. L'art. 13 de la loi sur le contrat de travail défend cette retenue d'une façon absolue; malheureusement cette loi est d'ordre civil et ne prévoit aucune sanction. Force est à l'ouvrier d'agir seul dans ce cas pour faire valoir ses droits.

## SECTION VI.

### Santé et sécurité des ouvriers.

Le tableau VII donne le relevé des procès-verbaux dressés pour infractions aux divers règlements concernant la santé et la sécurité des ouvriers.

**Règlement général du 30 mars 1905.** — Toutes les observations faites au cours de nos visites sont indiquées par le tableau VIII.

**Cube d'air et ventilation.** — Nous n'avons eu à faire que deux observations au sujet de la ventilation des ateliers, qui est généralement bien assurée, surtout dans les nouveaux établissements.

**Evacuation des poussières et des gaz.**— Dans certaines fonderies de fer, où l'on coule de grosses pièces, il est impossible de transporter au séchoir les moules d'une certaine dimension. Pour parvenir à les sécher, il est nécessaire d'allumer un feu de coke qui répand dans la fonderie des fumées et des gaz difficiles à évacuer.

A la suite de plaintes, nous avons été amenés à exiger que ces fours fussent allumés seulement pendant la nuit, c'est-à-dire pendant l'absence des ouvriers. Il n'est pas rare non plus de trouver dans ces ateliers, comme dans d'autres, des braseros que les ouvriers établissent pour se chauffer pendant la saison froide. Nous en avons partout demandé la disparition et leur remplacement par des poêles. Dans la fabrication du ciment et des produits réfractaires, la ventilation mécanique a une tendance à se généraliser : nombreuses sont actuellement les maisons qui se sont fait une spécialité d'installations de ce genre avec des dispositifs appropriés aux différentes fabrications.

En glacerie, les ateliers de préparation des terres destinées à la fabrication des produits réfractaires ont, de tout temps, été considérés comme malsains en raison de l'abondance des poussières qui se dégagent des divers appareils employés : concasseurs, broyeurs, tamiseurs et malaxeurs. L'appareil représenté par la planche I prise aux Glaceries de Franière a pour objet de recueillir toutes les poussières. Il comprend en principe un ventilateur aspi-

rant, une série de gros tubes contenant des manches en toile animées de mouvements à secousses et à l'intérieur desquelles aspire le ventilateur, et enfin un système de tuyauteries raccordées aux gros tubes et aboutissant aux appareils producteurs de poussières qui sont, soit complètement entourés, soit munis de hottes très développées. Les poussières aspirées par l'action du ventilateur s'arrêtent contre les manches en toile dont les secousses les font tomber dans une vis d'Archimède complètement entourée, qui les transporte dans un silo spécial.

La planche II, prise également aux Glaceries de Franière, représente des meules fonctionnant en vase clos. Les meules verticales servant au broyage des terres réfractaires sont entourées d'une enveloppe en tôle s'opposant non seulement à tout accident de personne pendant la marche des meules, mais arrêtant toutes les poussières produites, qu'un tuyau, visible à droite, conduit à l'appareil dépoussiéreux. La porte, que l'on a intentionnellement ouverte pour laisser voir une meule, est normalement fermée, l'alimentation se faisant automatiquement ainsi que la décharge.

La planche III, prise dans le même établissement, est celle des mélangeuses pour composition. Ces appareils ont pour but non seulement de remplacer par un travail mécanique le travail manuel que nécessitait autrefois la préparation de la composition du verre, mais aussi de soustraire les ouvriers à l'action nocive des poussières qui se dégagent au cours de cette opération. Ils se composent en principe d'une cuve horizontale dans laquelle tournent une série de raclettes destinées à brasser la composition et sont, à l'exception d'un orifice laissé libre pour l'introduction des matières amenées par des wagonnets aériens, entièrement recouverts d'un couvercle étanche. La décharge se fait par le fond et se rend par des conduits dans une vis d'Archimède entièrement entourée.

**Lavabos, vestiaires.** — Ceux-ci sont prescrits tout spécialement dans les faïenceries où l'on manipule des produits contenant de la céruse. Une installation laissait fortement à désirer à ce sujet, lors du renouvellement de l'autorisation triennale; nous avons été d'avis de tenir cette autorisation en suspens jusqu'au moment où l'industriel se fut mis en règle; ce moyen a amené le résultat cherché.

**Boisson.** — Une plainte nous est parveuue au sujet de la mauvaise qualité de l'eau mise à la disposition du personnel. Elle a été transmise, suivant l'usage, à l'inspecteur médecin compétent.

**Protection contre les accidents.** — Comme les années précédentes, de nombreuses observations ont été faites pour obtenir la protection de tous les organes en mouvement, spécialement des volants courroies, engrenages et arbres de transmissions. Très générale ment, il est tenu compte de nos observations, mais pas toujours dans la mesure voulue. On se contente de prendre des mesures de précautions à certains endroits, et on oublie d'en protéger d'autres tout aussi dangereux. Dans les nouvelles installations, on n montre aucun souci des mesures de prévention pour éviter les accidents, et comme on fait partout de ces nouvelles installations, le nombre toujours considérable des observations que nous avons à faire s'explique aisément. A notre avis, les fabricants qui fournissent les moteurs ou machines quelconques, sont tout aussi coupables de négligence que les industriels qui emploient ces machines telles qu'elles ont été fournies. Il serait beaucoup plus facile à ces fabricants de fournir les garants avec les machines, qu'aux exploitants de les monter après coup. Malheureusement aucune loi ne prescrit cette mesure.

A la suite d'accidents, trois procès-verbaux ont été dressés pour manque de précautions; le tableau VII en indique le résumé.

Les photographies qui suivent se rapportent à des appareils et dispositifs employés pour prévenir ou diminuer le nombre des accidents.

1° *Glaceries de Franière* : a) *Châssis à ventouses* (planche IV). Cet appareil a pour but le transport à plat des glaces, par exemple lorsqu'il s'agit de les prendre sur une table à bascule pour aller les sceller, ou pour l'opération inverse. Il se compose en principe d'un cadre rectangulaire suspendu à un pont roulant et de plateaux circulaires ou ventouses garnis d'un cercle de caoutchouc et fixés à ce cadre. Une pompe à vide placée sur le pont roulant, ou raccordée à celui-ci par un tuyau flexible, sert à produire le vide nécessaire. Lorsqu'on veut saisir une glace, on laisse descendre le châssis jusqu'à ce que les ventouses reposent convenablement sur la glace; on met les ventouses en communication avec la source de vide par l'intermédiaire d'un robinet à trois voies et l'on peut alors soulever

le châssis et transporter la glace où l'on veut. En agissant sur le robinet à 3 voies après avoir redescendu le châssis de la quantité voulue on provoque la rentrée de l'air dans les ventouses qui abandonnent la glace.

b) *Pince à glaces et table à bascule* (planche V). Le transport des glaces de grandes dimensions et leur mise à plat nécessaire dans différentes phases de leur fabrication étaient autrefois des opérations délicates et même dangereuses. Grâce à la pince suspendue à un pont roulant électrique on peut transporter rapidement et sans danger n'importe quelle glace de quelque dimension qu'elle soit. La pince représentée est mue par le vide, agissant pour provoquer le desserrage des mâchoires qui tendent à se resserrer d'elles-mêmes sous l'action de puissants ressorts. Il résulte de ce mode de fonctionnement une grande sécurité puisque, en cas de rupture du tuyau réunissant la pince à l'appareil producteur de vide, ou d'avarie à celui-ci, la glace serrée reste suspendue et est dans l'impossibilité absolue de s'échapper des mâchoires.

La table à bascule permet de mettre à plat, lorsque cela est nécessaire, les plus grandes glaces, ou inversement de les redresser. Celle représentée sur la photographie est mue électriquement.

c) *Défourneuse* (planche VI). Cet appareil a pour but d'extraire des fours de glacerie, les creusets contenant le verre en fusion, de les conduire à l'appareil de versage et de les ramener à leur place dans les fours, une fois leur coulée effectuée. A l'exception du mouvement de serrage qui est commandé par un volant mû à la main, tous les autres mouvements, translation sur la voie, translation du chariot porte-tenaille, rotation du dit chariot et levage de la tenaille sont mûs électriquement. Un seul ouvrier placé sur une plateforme et protégé de la chaleur des fours par un écran métallique suffit à la conduite de l'appareil. Les tenailles roulantes dites « chariots à cornes » qui ont été remplacées par les défourneuses mécaniques, exigeaient autrefois la présence, tout à côté des fours et sans possibilité pratique de protection, de toute une équipe d'ouvriers ayant à accomplir des efforts musculaires considérables (1).

2 *Menuiserie Davreux, à St-Servais (Namur). Garant de dégau-*

(1) Tous les appareils de la Glacerie de Franière reproduits en photographies ont été brevetés.

*chisseuse.* Ce garant se compose d'un support attaché au bâti de la machine sur lequel un arbre est fixé par un écrou. Deux clapets font charnière autour de cet arbre. A l'état de repos, l'appareil est représenté par la planche VII; il cache complètement la lumière de la table. Lorsqu'on engage la pièce à dégauchir, les deux clapets oscillent autour de leur arbre et se rabattent comme l'indique la planche VIII; les doigts de l'ouvrier viendraient buter contre le clapet rabattu complètement, comme l'indique la planche IX, et ne pourraient s'engager de façon à être atteints par les couteaux lorsque l'extrémité de la pièce de bois arrive au-dessus de la lumière. L'aspiration des copeaux de cette dégauchisseuse est représentée par la planche X.

D'autres photographies prises dans le même établissement montrent la façon dont se fait l'aspiration des copeaux aux différentes machines à bois, ainsi que la protection des courroies et des scies à ruban (planches XI à XV)

**Arrêté royal concernant le logement des ouvriers briquetiers.** — Dans les chantiers où nous étions déjà passés pendant les campagnes précédentes, nous avons constaté de sensibles améliorations. Plusieurs exploitants ont installé des logements qui sont de véritables petites maisons comportant 4 ou 5 places et parfois un étage. Une difficulté assez sérieuse provient de la composition de la brigade qui est variable chaque année. De ce fait un logement qui comporte le nombre de places réglementaires une année, peut être insuffisant l'année suivante et il est difficile dans ce cas d'obtenir un agrandissement. Dans certaines brigades, on rencontre parfois des femmes qui ne travaillent pas et qui sont venues uniquement pour vaquer aux soins du ménage. Une question qui se pose est de savoir s'il y a lieu de les assimiler aux ouvriers et d'exiger pour elles l'application du règlement. Jusqu'à présent nous n'avons pas encore été dans l'obligation de faire trancher la question par les tribunaux.

Dans les chantiers nouvellement visités, la situation n'était pas aussi bonne. Dans des cambuses servant à plusieurs ménages, il n'existait qu'une seule place pour loger. Les dortoirs de certains logements n'étaient pas disposés de manière à réserver, le cas échéant, un local séparé pour chacun des deux sexes. Deux infractions ont été relevées par procès verbaux.

## SECTION VII.

### Accidents du travail.

Nous avons reçu 9,603 déclarations d'accidents, soit 200 environ de plus que l'an passé.

Le tableau IX indique le nombre de déclarations reçues par mois.

Si l'on classe les accidents d'après les différents jours de la semaine, on constate que c'est le lundi, jour de la reprise du travail, qu'il en survient le plus grand nombre; c'est le vendredi qu'il s'en produit le moins si l'on ne tient pas compte du dimanche (173 accidents), jour où le travail est suspendu dans la plupart des établissements.

1,646 déclarations étaient relatives à des accidents survenus dans les entreprises créées ou exploitées par l'État : nous nous sommes bornés à les transmettre à l'administration centrale.

2,494 concernaient des accidents survenus dans les 5 glaceries du district : ce chiffre est très élevé par rapport au personnel occupé dans ces établissements qui est d'environ 4,000 ouvriers : il y a donc eu en moyenne plus d'un ouvrier blessé sur deux; mais il est vrai que ces établissements ont pris l'habitude de déclarer les plus légers accidents notamment toutes les petites coupures, et même, d'après le certificat médical, ceux qui n'entraînent pas une incapacité de travail.

Le tableau indique que le nombre des accidents dans les glaceries a diminué dans les derniers mois de l'année; nous pensons qu'il faut en rechercher la cause dans la diminution du personnel due à la crise qui sévit dans cette industrie, en même temps que dans l'emploi, généralisé de plus en plus, d'engins mécaniques pour le transport et la manutention des glaces.

Les enquêtes qui ont donné lieu à l'envoi de procès-verbaux au juge de paix ont été au nombre de 36; 22 ont été motivées par la mort de la victime, 6 par des réclamations et 8 par des accidents graves susceptibles d'entraîner la mort ou d'être survenus par défaut de précautions. Nous avons, en outre, procédé à de nombreuses

PLANCHE I.

**Glaceries de Franière.**

**Appareil dépoussiéreur.**

PLANCHE II.

**Meules fonctionnant en vase clos.**





UNIV. OF MICH.

PLANCHE III.

Glaceries de Franière.

Mélangeuses pour composition.

PLANCHE IV.

Châssis à ventouses.

UNIV. OF MICH.

PLANCHE V.

**Glaceries de Franière.**

**Ponce à glaces et table à bascule.**

PLANCHE VI.

**Défourneuse.**

UNIV. OF MICH.

PLANCHE V.

## Glaceries de Franière.

Pince à glaces et table à bascule.

PLANCHE VI.

Défourneuse.

UNIV. OF MICH.

**Menuiserie Davreux, à Saint-Servais.**

**Garant de dégauchisseuse.**

UNIV. OF MICH.

PLANCHE IX.

**Menuiserie Davreux, à Saint-Servais.**

Garant de dégauchisseuse.

PLANCHE X.

Aspiration des copeaux d'une dégauchisseuse.

UNIV. OF MICH.

PLANCHE XI.

**Menuiserie Davreux, à Saint-Servais.**

Evacuation des copeaux de machines à travailler le bois.

PLANCHE XII.

Aspiration des copeaux d'une raboteuse. Protection de la courroie.

UNIV. OF MICH.

PLANCHE XIII.

**Menuiserie Davreux, à Saint-Servais.**

**Protection d'une courroie de façon à obtenir une table servant à déposer les outils.**

PLANCHE XIV.

**Protection d'une scie à ruban.**

UNIV. OF MICH.

[redacted]

PLANCHE XIII.

**Menuiserie Davreux, à Saint-Servais.**

**Protection d'une courroie de façon à obtenir une table servant à déposer les outils.**

PLANCHE XIV.

**Protection d'une scie à ruban.**

UNIV. OF MICH.

PLANCHE XIII.

**Menuiserie Davreux, à Saint-Servais.**

**Protection d'une courroie de façon à obtenir une table servant à déposer les outils.**

PLANCHE XIV.

**Protection d'une scie à ruban.**

UNIV. OF MICH.

**Menuiserie Davreux, à Saint-Servais.**

Escalier de secours en cas d'incendie.

UNIV. OF MICH.

enquêtes sommaires pour lesquelles aucun rapport n'a été transmis aux juges de paix, ceux-ci n'ayant aucun intérêt à en être informés.

Comme chaque année, nous avons reçu de nombreuses réclamations d'ouvriers blessés au cours du travail, ne parvenant pas à recevoir leur indemnité dans les délais fixés par la loi ou ne touchant pas une indemnité suffisante. Notre rôle se borne ici à transmettre un avis de réclamation au Département et à leur conseiller le recours aux tribunaux, mais la perspective des démarches, des frais, des pertes de journée n'est pas de nature à les y engager. Les ouvriers se trouvent de ce chef en état d'infériorité vis-à-vis des patrons ou plutôt des compagnies d'assurances et nous estimons qu'une sanction devrait exister dans la loi vis-à-vis des chefs d'entreprises qui ne versent pas les indemnités dans les délais voulus.

Sept accidents mortels sont survenus dans les travaux de construction du bâtiment, de terrassement, etc.; six dans les industries de transport, quatre dans l'industrie des métaux, un dans chacune des industries suivantes : chimiques, céramiques, alimentaires; un dans l'agriculture et un dans une entreprise commerciale.

Ils se sont produits de la façon suivante :

| | |
|---|---|
| Écrasé ou atteint par un véhicule | 11 |
| Chute | 4 |
| Explosion de mine | 1 |
| Tétanos | 1 |
| Coup de pied de cheval | 2 |
| Brûlures | 1 |
| Entraîné par une courroie | 1 |
| Noyé | 1 |
| Total | 22 |

**Enquêtes provoquées par des réclamations ou des contestations.** — Nous signalerons seulement les cas suivants :

Un bûcheron atteint d'une légère piqûre à l'œil, crut à une blessure insignifiante et continua à travailler. Un mois après environ, la plaie s'envenima et fit craindre la perte de cet œil. La compagnie d'assurances refusa tout soin médical et toute intervention, sous prétexte que l'accident ne lui avait pas été déclaré dès le début.

L'action en payement des indemnités prévues par la loi ne se prescrivant qu'au bout de trois ans, et l'ouvrier ne pouvant être rendu responsable d'une négligence de son patron, nous avons estimé que la société d'assurances était dans son tort du moment que l'accident était établi.

Vers la fin de la journée de travail un gamin, en attendant la sortie de l'usine, s'amusa à placer une boîte à sardines sur un rail pour avoir le plaisir de l'écraser au moyen d'une machine qu'il mit lui-même en marche. N'ayant pas su arrêter la machine à temps il eut le pied écrasé contre un butoir. L'accident n'ayant aucun rapport avec l'exécution du contrat de travail, nous avons estimé que la victime n'avait pas droit à la réparation prévue par la loi.

Au cours d'une partie de chasse, un traqueur reçut une blessure à l'œil. N'ayant pu obtenir aucune indemnité, il s'adressa à nous, par l'intermédiaire de son bourgmestre pour faire valoir ses droits éventuels. Nous avons estimé que la loi sur la réparation des accidents de travail ne pouvait s'appliquer à un cas de l'espèce.

## SECTION VIII.

### Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Le nombre de demandes en autorisation qui nous ont été soumises par les gouverneurs de province a été de 104 au lieu de 70 l'an passé. 90 concernaient la province de Namur et 14 seulement la province de Luxembourg.

Nous donnons ci-après la répartition des demandes instruites d'après les différentes rubriques de la nomenclature des établissements classés :

| | |
|---|---|
| Accumulateur électrique | 1 |
| Acétylène non comprimé (production d') | 1 |
| Automobiles (garage d') | 1 |
| Betteraves (lavage et rapage de) | 1 |
| Boulangerie | 1 |
| Briques réfractaires (fabrication de) | 1 |
| Briqueteries permanentes | 24 |

| | |
|---|---|
| Broyeurs à mortier | 3 |
| Carbure de calcium (dépôt de) | 1 |
| Céruse (fabrication de) | 1 |
| Chiffons (magasin de) | 1 |
| Cinématographes | 4 |
| Dynamos génératrices et transformateurs | 36 |
| Moteurs électriques | 13 |
| Filature de lin-chanvre | 1 |
| Foin (magasin de) | 1 |
| Fonderies de fer | 2 |
| Forges | 4 |
| Gaz d'éclairage (fabrication du) | 1 |
| Gazogène à l'eau | 4 |
| Gaz (moteurs à) | 3 |
| Huiles minérales pour le graissage (dépôt d') | 1 |
| Machines et mécaniques (fabrication de) | 2 |
| Matières filamenteuses | 1 |
| Matières inflammables | 11 |
| Matières minérales et végétales | 1 |
| Métaux (travail en grand des) | 2 |
| Moteurs | 8 |
| Os (magasin d') | 1 |
| Savonnerie | 2 |
| Scierie de pierres | 1 |
| Superphosphates (fabrique de) | 1 |
| Teinturerie | 1 |
| Vernis (fabrique de) | 1 |
| Total | 132 |

Il nous a paru intéressant de résumer ici une brochure publiée en 1913 par le Ministère de l'Agriculture et des Travaux publics, intitulée : *Les dégâts causés aux cultures par les fours à briques.*

Après avoir constaté que les briqueteries de campagne donnent lieu à des plaintes nombreuses et véhémentes de la part des agriculteurs, les auteurs de la brochure recherchent les éléments qui occasionnent des dégâts aux cultures et en concluent qu'il y a de grandes probabilités que l'action nocive des gaz de briqueteries est due à l'acide sulfureux contenu dans ces gaz et provenant de l

pyrite du charbon employé comme combustible pour cuire les briques.

Ils citent le procédé de M. Beirnaert qui consiste à ajouter de la chaux au charbon dans le but de fixer l'acide sulfureux, procédé breveté en Belgique et en France.

Des essais de ce procédé ont été effectués par eux dans une briqueterie de Gembloux en mélangeant intimement au charbon 5 % de son poids de chaux éteinte. L'action de ce chaulage a été des plus énergique. En moyenne la teneur des fumées en acide sulfureux a été ramenée de 1 gramme par mètre cube à 0,06 gramme. La chaux a donc retenu 94 % de l'acide sulfureux émis. Comme résultat de leurs essais les auteurs donnent les conclusions suivantes :

1° La fumée des briqueteries renferme environ 0.4 p. m. en volume d'acide sulfureux, le combustible brûlé contenant 0.88 p. c. de soufre volatil ;

2° Cette teneur en acide sulfureux est suffisante pour endommager les végétations et même, par les temps humides, pour produire des empoisonnements aigus ;

3° Il est très probable que les dégâts causés par les fumées de briqueteries sont uniquement dues aux gaz sulfureux qu'elles renferment ;

4° L'addition de chaux au combustible dans la proportion de 5 p. c. retient plus de 90 p. c. de l'acide sulfureux émis ;

5° Elle constitue donc un puissant moyen préventif contre les dégâts causés par les briqueteries et elle doit être considérée, en outre, comme très utile au point de vue de la santé du personnel employé aux fours.

## SECTION IX.

### Carrières à ciel ouvert.

En vertu de l'arrêté royal du 22 octobre 1895 et du 1er février 1906 la surveillance des carrières à ciel ouvert ne nous incombe pas dans le 9e district. Toutefois, les ateliers et locaux couverts classés, annexés à ces établissements, continuent à ressortir à notre administration, de même que le service des transports extérieurs.

La distinction n'est pas toujours facile à établir; ainsi pour les fours à chaux et à dolomies, certains sont entièrement couverts, d'autres pas du tout et il en existe qui ne le sont qu'à moitié, et cela dans le même établissement. La question de savoir où commence le service des transports extérieurs est également souvent difficile à résoudre. Pour la facilité de la surveillance, il serait préférable de ne confier qu'à une seule administration la surveillance entière des carrières, y compris les établissements classés, couverts ou non, et tout le service des transports.

## SECTION X.

### Divers.

*Épreuves de récipients destinés à contenir des gaz comprimés ou liquéfiés.*

Au cours de l'année 1913 nous avons procédé aux épreuves de 476 récipients destinés à contenir de l'hydrogène comprimé à 125 atmosphères. Ces épreuves nous ont pris 6 séances.

PERSONNEL DE

ARRONDISSEMENT

TABLEAU I

| DESIGNATION DES GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établisse-ments. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans |
| Industries des carrières . . . . . | 23 | 628 | 4 | 9 |
| — des métaux . . . . . | 97 | 3561 | 82 | 294 |
| — céramiques . . . . . | 75 | 978 | 42 | 71 |
| — verrières . . . . . | 9 | 5149 | 230 | 385 |
| — chimiques . . . . . | 25 | 1492 | 3 | 12 |
| — alimentaires. . . . . | 65 | 1373 | 3 | 11 |
| — textiles . . . . . | 3 | 74 | 4 | 3 |
| — du vêtement. . . . . | 26 | 915 | 1 | 13 |
| — de la construction . . . . . | 54 | 501 | 7 | 20 |
| — du bois et de l'ameublement . | 2 | 27 | 2 | — |
| — des peaux et cuirs . . . . . | 1 | 8 | — | 1 |
| — du tabac . . . . . | 4 | 491 | — | 9 |
| — du papier . . . . . | 13 | 192 | 2 | 20 |
| — du livre . . . . . | 3 | 66 | 1 | — |
| — d'art et de précision . . . . . | 28 | 343 | 2 | 8 |
| — spéciales . . . . . | 6 | 110 | — | — |
| Totaux. . . | 434 | 15908 | 323 | 856 |

## ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

### DE NAMUR.

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. |
| 4 | 6 | 23 | 41 | 157 | — | 157 |
| 30 | 37 | 86 | 62 | 271 | 41 | 230 |
| 12 | 24 | 19 | 40 | 38 | — | 38 |
| 23 | 31 | 82 | 124 | 1764 | 72 | 1692 |
| 1 | 9 | 24 | 18 | 455 | — | 455 |
| — | 3 | 4 | 25 | 542 | — | 542 |
| 3 | 11 | 12 | 13 | — | — | — |
| — | 3 | 9 | 5 | 16 | — | 16 |
| — | 2 | 7 | 3 | — | — | — |
| — | — | 2 | — | — | — | — |
| — | — | 2 | — | — | — | — |
| 12 | 29 | 74 | 66 | 146 | 3 | 143 |
| — | 2 | — | 3 | — | — | — |
| — | — | — | 3 | — | — | — |
| 4 | 31 | 37 | 38 | 20 | — | 20 |
| — | — | — | — | — | — | — |
| 89 | 188 | 331 | 441 | 3409 | 116 | 3293 |

PERSONNEL DE

ARRONDISSEMENT

| DESIGNATION DES GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établisse-ments. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| Industries des carrières . . . . . | 9 | 208 | 1 | 4 |
| — des métaux . . . . . | 13 | 328 | 6 | 25 |
| — céramiques . . . . . | 29 | 132 | 1 | 12 |
| — chimiques . . . . . | 1 | 18 | — | — |
| — alimentaires. . . . . | 35 | 267 | 5 | |
| — textiles . . . . . | 6 | 1248 | 59 | 75 |
| — de la construction . . . . . | 4 | 230 | — | — |
| — du bois et de l'ameublement . | 33 | 161 | — | 1 |
| — des peaux et cuirs . . . . . | 1 | 6 | — | — |
| — du tabac . . . . . | 1 | 2 | — | — |
| — d'art et de précision . . . . . | 1 | 4 | — | — |
| — spéciales . . . . . | 8 | 54 | — | — |
| — des transports . . . . . | 1 | 5 | — | — |
| Totaux. . . | 142 | 2663 | 77 | 119 |

ÉTABLISSEMENTS VISITÉS

DE DINANT.

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. |
| — | — | — | — | 40 | — | 40 |
| — | — | — | — | 4 | — | 4 |
| 2 | 2 | 1 | 4 | — | — | — |
| — | — | — | — | 4 | — | 4 |
| — | — | 4 | 6 | — | — | — |
| 58 | 95 | 174 | 275 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | 6 | 4 | 15 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| 60 | 103 | 183 | 300 | 48 | — | 48 |

## PERSONNEL DE

### ARRONDISSEME

| DESIGNATION DES GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| Industries des carrières . . . . . | 11 | 352 | — | 2 |
| — des métaux . . . . . | 17 | 1051 | 38 | 62 |
| — céramiques . . . . . | 19 | 552 | 28 | 34 |
| — verrières . . . . . | 2 | 189 | 34 | 16 |
| — chimiques . . . . . | 1 | 56 | — | — |
| — alimentaires. . . . . | 28 | 113 | — | — |
| — textiles . . . . . | 1 | 6 | — | — |
| — de la construction . . . . . | 3 | 235 | — | — |
| — du bois et de l'ameublement . | 40 | 397 | 2 | 3 |
| — des peaux et cuirs . . . . . | 1 | 102 | 8 | 11 |
| — du tabac . . . . . | 3 | 118 | — | 4 |
| — du livre . . . . . | 1 | 3 | — | — |
| — spéciales . . . . . | 7 | 61 | — | — |
| — des transports . . . . . | 1 | 9 | — | — |
| Totaux. . . | 135 | 3244 | 110 | 130 |

TABLISSEMENTS VISITÉS

E PHILIPPEVILLE.

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. |
| — | — | 14 | 53 | 144 | — | 144 |
| — | — | — | 1 | 32 | — | 22 |
| 15 | 13 | 25 | 32 | 19 | — | 19 |
| 2 | 2 | 2 | 5 | 4 | — | 4 |
| — | — | 9 | 5 | — | — | — |
| — | — | — | 1 | 6 | — | 6 |
| — | — | — | 5 | — | — | — |
| — | — | — | — | 50 | — | 50 |
| — | — | 3 | 6 | 8 | — | 8 |
| — | — | — | — | — | — | — |
| 2 | 2 | 20 | 15 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| 2 | 4 | 4 | 39 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| 21 | 21 | 77 | 162 | 253 | — | 253 |

PERSONNEL

ARRONDISSEM

| DESIGNATION DES GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établisse-ments. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 an |
| Industries des carrières . . . . . | 1 | 20 | — | 1 |
| — des métaux . . . . . | 2 | 7 | — | — |
| — céramiques . . . . . | 7 | 68 | 3 | 4 |
| — chimiques . . . . . | 1 | 24 | — | — |
| — alimentaires. . . . . | 7 | 105 | — | 7 |
| — de la construction . . . . . | 5 | 50 | — | — |
| — du bois et de l'ameublement . | 14 | 79 | — | — |
| — des peaux et cuirs . . . . . | 1 | 2 | — | — |
| — du tabac . . . . . | 2 | 98 | 4 | 9 |
| — du livre . . . . . | 6 | 47 | 2 | 2 |
| — d'art et de précision . . . . . | 1 | 30 | — | 1 |
| — spéciales . . . . . | 3 | 14 | 2 | 2 |
| — des transports . . . . . | 4 | 45 | 1 | 1 |
| Totaux. . . | 54 | 589 | 12 | 27 |

## ABLISSEMENTS VISITÉS.

ARLON.

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant de nuit | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 2 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| 1 | 3 | 6 | 11 | — | — | — |
| — | — | — | — | 6 | — | 6 |
| — | — | 11 | 5 | 4 | — | 4 |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| 5 | 6 | 17 | 20 | — | — | — |
| — | 1 | 3 | — | — | — | — |
| — | 18 | 6 | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| 6 | 28 | 43 | 36 | 10 | — | 10 |

PERSONNEL

ARRONDISSE

| DESIGNATION DES GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 a |
| Industries des carrières . . . . . | 1 | 20 | — | 1 |
| — des métaux . . . . . | 2 | 7 | — | — |
| — céramiques . . . . . | 7 | 68 | 3 | 4 |
| — chimiques . . . . . | 1 | 24 | — | — |
| — alimentaires. . . . . | 7 | 105 | — | 7 |
| — de la construction . . . . . | 5 | 50 | — | — |
| — du bois et de l'ameublement . | 14 | 79 | — | — |
| — des peaux et cuirs . . . . . | 1 | 2 | — | — |
| — du tabac . . . . . | 2 | 98 | 4 | 9 |
| — du livre . . . . . | 6 | 47 | 2 | 2 |
| — d'art et de précision . . . . . | 1 | 30 | — | 1 |
| — spéciales . . . . . | 3 | 14 | 2 | 2 |
| — des transports . . . . . | 4 | 45 | 1 | 1 |
| Totaux. . . | 54 | 589 | 12 | 27 |

## TABLISSEMENTS VISITÉS.

ARLON.

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant de nuit | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| 1 | 3 | 6 | 11 | — | — | — |
| — | — | — | — | 6 | — | 6 |
| — | — | 11 | 5 | 4 | — | 4 |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| 5 | 6 | 17 | 20 | — | — | — |
| — | 1 | 3 | — | — | — | — |
| — | 18 | 6 | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| 6 | 28 | 43 | 36 | 10 | — | 10 |

PERSONNEL DES

ARRONDISSEMENT

| DESIGNATION DES GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| Industries des carrières | 3 | 75 | 1 | 6 |
| — céramiques | 12 | 59 | 4 | 10 |
| — chimiques | 2 | 141 | — | 1 |
| — alimentaires | 22 | 136 | 1 | 4 |
| — textiles | 1 | 4 | — | — |
| — de la construction | 4 | 146 | — | — |
| — du bois et de l'ameublement | 27 | 206 | 1 | 4 |
| — des peaux et cuirs | 4 | 16 | — | — |
| — du tabac | 2 | 7 | — | — |
| — spéciales | 5 | 21 | — | 2 |
| — des transports | 2 | 23 | — | — |
| Totaux. | 84 | 834 | 7 | 27 |

PERSONNEL DES

ARRONDISSEMENT

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Industries des carrières | 2 | 12 | — | — |
| — des métaux | 7 | 426 | 18 | 36 |
| — céramiques | 12 | 48 | 3 | 7 |
| — chimiques | 4 | 121 | — | 2 |
| — alimentaires | 19 | 91 | — | 1 |

ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

DE VIRTON.

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant de nuit | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. |
| — | — | — | — | — | — | — |
| 2 | | | 2 | — | — | — |
| — | — | — | 4 | 34 | — | 34 |
| 1 | 6 | 5 | 4 | 7 | — | 7 |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| 3 | 6 | 7 | 10 | 41 | — | 31 |

ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

DE NEUFCHATEAU.

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| — | — | — | 4 | — | — | — |
| — | 2 | 2 | 11 | — | — | — |
| — | — | 1 | 1 | — | — | — |
| — | — | — | 2 | 46 | — | 46 |
| — | — | — | 7 | — | — | — |

PERSONNEL DE

ARRONDISSEMENT

| DÉSIGNATION DES GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| Industries du vêtement . . . . . | 2 | 36 | — | — |
| — de la construction . . . . . | 5 | 323 | — | — |
| — du bois et de l'ameublement . | 24 | 188 | 1 | 13 |
| — des peaux et cuirs . . . . . | 4 | 26 | — | — |
| — du tabac . . . . . | 2 | 5 | — | 1 |
| — spéciales . . . . . | 6 | 15 | — | — |
| — des transports . . . . . | 1 | 46 | — | — |
| Totaux. . . | 88 | 1337 | 22 | 60 |

PERSONNEL DES

ARRONDISSEMENT

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Industries des carrières . . . . . | 2 | 10 | — | 1 |
| — céramiques . . . . . | 5 | 41 | 1 | 2 |
| — alimentaires. . . . . | 11 | 46 | — | — |
| — du bois et de l'ameublement . | 11 | 38 | 1 | — |
| — des peaux et cuirs . . . . . | 9 | 21 | — | — |
| — spéciales . . . . . | 5 | 16 | — | — |
| — des transports . . . . . | 2 | 15 | — | — |
| Totaux. . . | 45 | 187 | 3 | 3 |

## ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

DE NEUFCHATEAU. (*Suite.*)

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant de nuit | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. |
| — | 7 | 11 | 8 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | 1 | 1 | — | 1 |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | 9 | 14 | 34 | 47 | — | 47 |

## ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

DE BASTOGNE.

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| — | — | — | 1 | — | — | — |
| — | — | — | 2 | — | — | — |
| — | — | — | 1 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | 5 | — | — | — |

PERSONNEL DES ARRONDISSEMENTS

| DÉSIGNATION DES GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de 12 à 14 ans. | Garçons de 14 à 16 ans. |
|---|---|---|---|---|
| Industries des carrières | 1 | 6 | — | — |
| — des métaux | 3 | 114 | — | 3 |
| — céramiques | 7 | 42 | 3 | 7 |
| — chimiques | 1 | 17 | — | — |
| — alimentaires | 9 | 42 | — | 2 |
| — de la construction | 1 | 20 | — | — |
| — du bois et de l'ameublement | 21 | 255 | 5 | 14 |
| — des peaux et cuirs | 6 | 35 | — | — |
| — du livre | 1 | 4 | — | 1 |
| — spéciales | 5 | 18 | — | — |
| — des transports | 3 | 109 | — | 1 |
| Totaux. | 58 | 662 | 8 | 28 |

PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS. —

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Arrondissement de Namur | 434 | 15908 | 383 | 856 |
| — de Dinant | 142 | 2663 | 77 | 119 |
| — de Philippeville | 135 | 3244 | 110 | 139 |
| — d'Arlon | 54 | 589 | 12 | 27 |
| — de Virton | 84 | 834 | 7 | 27 |
| — de Neufchâteau | 88 | 1337 | 22 | 60 |
| — de Bastogne | 45 | 187 | 2 | 3 |
| — de Marche | 58 | 662 | 8 | 28 |
| Totaux. | 1040 | 25424 | 621 | 1259 |

ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

DE MARCHE.

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant de nuit | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| 2 | — | 2 | 4 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | 4 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | 1 | 8 | 3 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | 2 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — |
| 2 | 1 | 10 | 13 | — | — | — |

RÉCAPITULATION PAR ARRONDISSEMENT.

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 89 | 188 | 381 | 441 | 3409 | 116 | 3293 |
| 60 | 103 | 183 | 300 | 48 | — | 48 |
| 21 | 21 | 77 | 162 | 253 | — | 253 |
| 6 | 28 | 43 | 36 | 10 | — | 10 |
| 3 | 6 | 7 | 15 | 41 | — | 41 |
| — | 9 | 14 | 34 | 47 | — | 47 |
| — | — | — | 5 | — | — | — |
| 2 | 1 | 10 | 13 | — | — | — |
| 181 | 356 | 715 | 1001 | 3808 | 116 | 3692 |

## PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS. —

TOUT LE

| DÉSIGNATION DES GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| Industries des carrières | 49 | 1236 | 5 | 17 |
| — des métaux | 142 | 5562 | 145 | 433 |
| — céramiques | 166 | 1920 | 90 | 147 |
| — verrières | 11 | 5338 | 264 | 401 |
| — chimiques | 35 | 1869 | 3 | 15 |
| — alimentaires | 196 | 2173 | 9 | 27 |
| — textiles | 11 | 1332 | 63 | 78 |
| — du vêtement | 2 | 36 | — | — |
| — de la construction | 48 | 1919 | 1 | 13 |
| — du bois et de l'ameublement | 224 | 1825 | 17 | 55 |
| — des peaux et cuirs | 28 | 235 | 10 | 11 |
| — du tabac | 11 | 238 | 4 | 15 |
| — du papier | 4 | 491 | — | 9 |
| — du livre | 21 | 246 | 4 | 23 |
| — d'art et de précision | 5 | 100 | 1 | 1 |
| — spéciales | 67 | 542 | 4 | 12 |
| — des transports | 20 | 362 | 1 | 2 |
| Totaux | 1040 | 25424 | 621 | 1259 |

## RÉCAPITULATION PAR GROUPES D'INDUSTRIES.

DISTRICT.

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant de nuit | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. |
| 4 | 6 | 37 | 99 | 341 | — | 341 |
| 30 | 39 | 88 | 74 | 297 | 41 | 256 |
| 34 | 42 | 56 | 96 | 57 | — | 57 |
| 25 | 33 | 84 | 129 | 1768 | 72 | 1696 |
| 1 | 9 | 33 | 29 | 545 | — | 545 |
| 1 | 9 | 24 | 53 | 559 | — | 559 |
| 61 | 106 | 186 | 293 | — | — | — |
| — | 7 | 11 | 8 | — | — | — |
| — | 3 | 9 | 5 | 66 | — | 66 |
| — | 3 | 18 | 12 | 8 | — | 8 |
| — | — | 2 | — | — | — | — |
| 7 | 8 | 39 | 35 | — | — | — |
| 12 | 29 | 74 | 66 | 146 | 3 | 143 |
| — | 3 | 3 | 3 | — | — | — |
| — | 18 | 6 | 3 | — | — | — |
| 6 | 41 | 45 | 95 | 21 | — | 21 |
| — | — | — | 1 | — | — | — |
| 181 | 356 | 715 | 1001 | 3808 | 116 | 3692 |

## PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS. —

TOUT LE

| DÉSIGNATION DES GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| Industries des carrières | 49 | 1236 | 5 | 17 |
| — des métaux | 142 | 5562 | 145 | 433 |
| — céramiques | 166 | 1920 | 90 | 147 |
| — verrières | 11 | 5338 | 264 | 401 |
| — chimiques | 35 | 1869 | 3 | 15 |
| — alimentaires | 196 | 2173 | 9 | 27 |
| — textiles | 11 | 1332 | 63 | 78 |
| — du vêtement | 2 | 36 | — | — |
| — de la construction | 48 | 1919 | 1 | 13 |
| — du bois et de l'ameublement | 224 | 1825 | 17 | 55 |
| — des peaux et cuirs | 28 | 235 | 10 | 11 |
| — du tabac | 11 | 238 | 4 | 15 |
| — du papier | 4 | 491 | — | 9 |
| — du livre | 21 | 246 | 4 | 23 |
| — d'art et de précision | 5 | 100 | 1 | 1 |
| — spéciales | 67 | 542 | 4 | 12 |
| — des transports | 20 | 362 | 1 | 2 |
| Totaux | 1040 | 25424 | 621 | 1259 |

## RÉCAPITULATION PAR GROUPES D'INDUSTRIES.

DISTRICT.

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant de nuit | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. |
| 4 | 6 | 37 | 99 | 341 | — | 341 |
| 30 | 39 | 88 | 74 | 297 | 41 | 256 |
| 34 | 42 | 56 | 96 | 57 | — | 57 |
| 25 | 33 | 84 | 129 | 1768 | 72 | 1696 |
| 1 | 9 | 33 | 29 | 545 | — | 545 |
| 1 | 9 | 24 | 53 | 559 | — | 559 |
| 61 | 106 | 186 | 293 | — | — | — |
| — | 7 | 11 | 8 | — | — | — |
| — | 3 | 9 | 5 | 66 | — | 66 |
| — | 3 | 18 | 12 | 8 | — | 8 |
| — | — | 2 | — | — | — | — |
| 7 | 8 | 39 | 35 | — | — | — |
| 12 | 29 | 74 | 66 | 146 | 3 | 143 |
| — | 3 | 3 | 3 | — | — | — |
| — | 18 | 6 | 3 | — | — | — |
| 6 | 41 | 45 | 95 | 21 | — | 21 |
| — | — | — | 1 | — | — | — |
| 181 | 356 | 715 | 1001 | 3808 | 116 | 3692 |

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES A LA LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889

ARRONDISSEMENT

TABLEAU II

| INDUSTRIES DE DIVERSES CATEGORIES. | Loi du 13 décembre 1889. | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Art. 2. | Art. 4. | Art. 6. | Art. 10. | Art. 11. |
| Industries d'art | — | — | — | 2 | — |
| Fabrication de la poterie et de la faïence | — | — | — | 1 | — |
| Industries des produits réfractaires | — | — | — | — | — |
| Industries du bâtiment. | — | — | — | 2 | 7 |
| Industries de la grosse construction mécanique | — | — | 1 | — | — |
| Industries de la petite construction mécanique | 2 | — | — | 8 | 4 |
| Briqueteries et tuileries (à la main) et autres exploitations similaires | 1 | — | — | 14 | 7 |
| Carrières et ateliers qui en dépendent | — | — | 1 | 1 | — |
| Industries non visées par les arrêtés précédents | — | — | — | 5 | 4 |
| Totaux. | 3 | — | 2 | 33 | 22 |

ARRONDISSEMENT

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Industries de la petite construction mécanique | — | — | — | 1 | — |
| Briqueteries et tuileries (à la main) et autres exploitations similaires | — | — | — | 5 | 1 |
| Totaux | — | — | — | 6 | 1 |

## AINSI QU'AUX ARRÊTÉS PRIS EN EXÉCUTION DE CETTE LOI.

ADMINISTRATIF DE NAMUR.

| Arrêtés royaux. | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non-affichage du tableau des heures de travail et des repos. | Infractions à l'arrêté royal du 19 février 1895. | |
| | | | Article. | Nature de l'établissement. |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | 6 | Usine de produits réfractaires. |
| 1 | — | — | 6 | 2 scieries de bois |
| — | — | — | | |
| 1 | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| 1 | — | — | | |
| 3 | — | — | | |

ADMINISTRATIF DE DINANT.

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES A LA LOI DU 13 DÉCEMBRE 188

ARRONDISSEMENT

| INDUSTRIES DE DIVERSES CATEGORIES. | Loi du 13 décembre 1889. | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Art. 2. | Art. 4. | Art. 6. | Art. 10. | Art. 11. |
| Industries du mobilier et industries accessoires du bâtiment | — | — | — | 1 | — |
| Industries des produits réfractaires | — | — | — | — | — |
| Industries du bâtiment | — | — | — | 1 | 1 |
| Cristallerie et gobeleterie | 4 | — | — | — | — |
| Industries accessoires du vêtement (2e cat.) | — | — | — | 1 | — |
| Industries de la grosse construction mécanique | — | — | 1 | — | — |
| Industries de la petite construction mécanique | — | — | — | 2 | — |
| Briqueteries et tuileries (à la main) et autres exploitations similaires | — | — | — | 5 | 3 |
| Totaux | 4 | — | 1 | 10 | 4 |

ARRONDISSEMENT

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Industries d'art | — | — | — | 1 | 1 |
| Briqueteries et tuileries (à la main) et autres exploitations similaires | — | — | — | 2 | — |
| Industries non visées par les arrêtés précédents | — | — | — | 2 | — |
| Totaux | — | — | — | 5 | 1 |

AINSI QU'AUX ARRÊTÉS PRIS EN EXÉCUTION DE CETTE LOI.

ADMINISTRATIF DE PHILIPPEVILLE.

| Arrêtés royaux. | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non affichage du tableau des heures de travail et de repos. | Infractions à l'arrêté du 19 février 1895. | |
| | | | Article. | Nature de l'établissement. |
| — | — | — | | |
| — | 1 | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | 1 | — | | |

ADMINISTRATIF D'ARLON.

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| 1 | — | — | | |
| 1 | — | — | | |

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES A LA LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889

**ARRONDISSEMENT**

| INDUSTRIES DE DIVERSES CATEGORIES. | Loi du 13 décembre 1889. | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Art. 2. | Art. 4. | Art. 6. | Art. 10. | Art. 11. |
| Industries du bâtiment | — | — | — | 2 | — |
| Industries accessoires du vêtement (2e cat.). | — | — | — | 1 | — |
| Briqueteries et tuileries (à la main) et autres exploitations similaires | — | — | — | 5 | 2 |
| Totaux. | — | — | — | 8 | 3 |

**ARRONDISSEMENT**

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Industries de la petite construction mécanique | — | — | — | 1 | — |
| Briqueteries et tuileries (à la main) et autres exploitations similaires | — | — | — | 1 | — |
| Industries non visées par les arrêtés précédents | — | — | — | 1 | — |
| Totaux. | — | — | — | 3 | — |

**ARRONDISSEMENT**

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Industries d'art | — | — | — | 1 | — |
| Briqueteries et tuileries (à la main) et autres exploitations similaires | — | — | — | 4 | 1 |
| Industries non visées par les arrêtés précédents | — | — | — | 1 | — |
| Totaux. | — | — | — | 6 | 1 |

INSI QU'AUX ARRÊTÉS PRIS EN EXÉCUTION DE CETTE LOI.

DMINISTRATIF DE VIRTON.

| Arrêtés royaux. | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non affichage du tableau des heures de travail et des repos. | Infractions à l'arrêté royal du 19 février 1895. | |
| | | | Article. | Nature de l'établissement. |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |

ADMINISTRATIF DE NEUFCHATEAU.

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |

ADMINISTRATIF DE MARCHE.

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | 1 | — | | |
| — | 1 | — | | |

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES A LA LOI DU 13 DECEMBRE 1889

RECAPI

| INDUSTRIES DE DIVERSES CATEGORIES. | Loi du 13 décembre 1889. | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Art. 2. | Art. 4. | Art. 6. | Art. 10. | Art. 11. |
| Industries d'art | — | — | — | 4 | 1 |
| Industries du mobilier et industries accessoires du bâtiment | — | — | — | 1 | — |
| Fabrication de la poterie et de la faïence | — | — | — | 1 | — |
| Industries des produits réfractaires | — | — | — | — | — |
| Industries du bâtiment | — | — | — | 5 | 8 |
| Cristallerie et gobeleterie | 4 | — | — | — | — |
| Industries accessoires du vêtement (2e cat.) | — | — | — | 2 | — |
| Industries de la grosse construction mécanique | — | — | 2 | — | — |
| Industries de la petite construction mécanique | 2 | — | — | 12 | 4 |
| Briqueteries et tuileries (à la main) et autres exploitations similaires | 1 | — | — | 36 | 14 |
| Carrières et ateliers qui en dépendent | — | — | 1 | 1 | — |
| Industries non visées par les arrêtés précédents | — | — | — | 9 | 4 |
| Totaux | 7 | — | 3 | 71 | 31 |

AINSI QU'AUX ARRÊTES ROYAUX PRIS EN EXECUTION DE CETTE LOI

CULATION.

| Arrêtés royaux. | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non affichage du tableau des heures de travail et des repos. | Infractions à l'arrêté royal du 19 février 1895. | |
| | | | Article. | Nature de l'établissement. |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | 1 | — | 6 | Usine de produits réfractaires |
| 1 | — | — | 6 | 2 scieries de bois. |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| 1 | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| 2 | — | — | | |
| 4 | 2 | — | | |

## LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU III

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Gobeleterie . . . | 11 avril. | Emploi au travail de 4 enfants de moins de 12 ans . | 4 fois 10 fr. ou 4 f. 2 jours de prison à charge du chef d'entreprise; 5 fr. d'amende à charge des parents. |
| Briqueterie . . . | 5 août. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans . | Acquittement. |
| Coutellerie . . . | 29 août. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans . | Chef d'entreprise acquitté. 1 fr. à charge du père ou 1 jour de prison. |
| Id. | 29 août. | Emploi au travail d'un enfant de moins de 12 ans . | 26 fr. d'amende; 1 fr. à charge du père. |

## REPOS DU DIMANCHE.

RÉSUMÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES.

TABLEAU IV

| Groupes d'industries | Contraventions au régime simple de la loi (art. 2). | Contraventions au régime atténué (art. 4). | Contraventions à l'article 9. |
|---|---|---|---|
| Métaux . . . . . | 1 | — | 1 |
| Alimentaires . . . . | 1 | — | 1 |
| Bâtiment . . . . . | 7 | — | — |
| Totaux. . . | 9 | — | 2 |

RÉSUMÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES (*suite*).

| Application de l'article 7. | Nombre de visites. | Personnel. | Nombre d'établissements en contravention. |
|---|---|---|---|
| Magasins de détail non visées à l'article 4 . . | 45 | 137 | 5 |
| Salons de coiffure . . | 14 | 21 | 3 |
| Totaux. . . | 59 | 158 | 8 |

## REPOS DU DIMANCHE.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

**TABLEAU V**

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Salon de coiffure. | 1er avril. | Emploi au travail le dimanche après-midi d'un employé . . . . . | 5 fr. d'amende. |
| Id. | 17 juin. | Emploi au travail le dimanche après-midi d'un employé . . . . . | 5 fr. d'amende. |
| Chantier du bâtiment. . . . . | 14 juillet. | Emploi au travail le dimanche de 3 ouvriers . . . . | 25 fr. d'amende ou 3 jours de prison. |
| Id. | 14 juillet. | Emploi au travail le dimanche de 6 ouvriers . . . . | 25 fr. d'amende ou 3 jours de prison. |
| Id. | 14 juillet. | Emploi au travail le dimanche de 11 ouvriers . . . | 25 fr. d'amende ou 3 jours de prison. |
| Id. | 14 juillet. | Emploi au travail le dimanche de 10 ouvriers. . . . | 25 fr. d'amende ou 3 jours de prison. |

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

(*Suite.*)

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Chantier du bâtiment . . . . | 14 juillet. | Emploi au travail le dimanche de 3 ouvriers . . . . | 25 fr. d'amende ou 3 jours de prison. |
| Id. | 14 juillet. | Emploi au travail le dimanche de 1 ouvrier . . . . | 20 fr. d'amende ou 2 j. de prison. |
| Id. | 14 juillet. | Id. | 20 fr. d'amende ou 2 j. de prison. |
| Atelier de construction . . . | 13 septembre. | Emploi au travail le dimanche de 2 ouvriers et de 2 protégés . . . . . | 5 fr. d'amende. |
| Magasin de détail. | 9 octobre. | Emploi au travail le dimanche d'un employé . . . . | 2 fr. d'amende ou 1 jour de prison. |

## PAIEMENT DES SALAIRES ET MESURAGE DU TRAVAIL.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU VI

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Tailleur de pierres. | 29 mars. | Non payement de salaires | 5 fr. d'amende. |
| Chantier du bâtiment . . . . | 5 décembre. | Non payement de salaires | 20 fr. d'amende. |

## SANTÉ ET SÉCURITÉ DES OUVRIERS.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU VII

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| **1° RÈGLEMENT GÉNÉRAL DU 30 MARS 1905.** | | | |
| Usine de produits chimiques. . . | 4 août. | Art. 22. Mise en marche d'une courroie pendant la marche. | — |
| **2° ARRÊTÉ ROYAL DU 31 MARS 1905.** | | | |
| Chantier de terrassement. . . . | 28 août. | Art. 1er. Travaux de terrassement non exécutés de façon à éviter les chutes inopinées du terrain . . . . | — |
| **3° ARRÊTÉ ROYAL DU 16 JANVIER 1899.** | | | |
| Carrières et annexes . . . . | 6 février. | Absence de précautions sur les voies de transport . . | 20 fr. d'amende ou 8 j. de prison. |
| **4° ARRÊTÉ ROYAL DU 15 JUIN 1910.** | | | |
| Briqueterie . . . | 19 juillet. | 1° Logement ne comprenant pas au moins 2 places . . | 7 fois 10 fr. ou 7 f. 2 jours de prison. |
| | | 2° Toiture non munie intérieurement d'un hourdis calorifuge. . . . . | |
| | | 3° Absence de revêtement imperméable . . . . . | |
| | | 4° Absence de fenêtres . . . | |
| | | 5° Emploi de braseros . . . | |
| | | 6° Paroi non recouverte d'un enduit . . . . . | |
| | | 7° Absence du lit par personne . . . . . | |
| Briqueterie . . . | 27 juillet. | Absence de locaux séparés pour chacun des deux sexes. | 2 fois 26 francs. |

## OBSERVATIONS FAITES AU SUJET DE L'EXÉCUTIO

TABLEAU VIII

| INDUSTRIES DE DIVERSES CATEGORIES. | Cube d'air, ventilation, poussières, buées, etc. | Lavabos vestiaire. | Cabinets. | Eau potable. | Moteurs non entourés, volants, mise en marche, plinthes de butée. |
|---|---|---|---|---|---|
| Industries des carrières . . . . . | — | — | — | — | 3 |
| — des métaux . . . . . | 3 | — | 2 | 3 | 3 |
| — céramiques . . . . . | — | 2 | — | — | — |
| — verrières . . . . . | 1 | — | 1 | — | — |
| — chimiques . . . . . | 1 | — | — | — | 1 |
| — alimentaires. . . . . | — | — | — | — | 6 |
| — textiles . . . . . | 1 | — | — | — | — |
| — de la construction . . . . . | — | — | — | — | 1 |
| — du bois et de l'ameublement . | — | — | — | — | 7 |
| — du tabac . . . . . | — | — | — | — | 2 |
| — du papier . . . . . | — | — | — | — | — |
| — du livre . . . . . | — | — | — | — | 1 |
| — spéciales . . . . . | 1 | — | — | — | 1 |
| Totaux. . . | 7 | 2 | 3 | 3 | 33 |

E L'ARRÊTÉ ROYAL DU 30 MARS 1905.

| Engrenages, poulies, courroies, arbres. | Courroies sur arbre, fourches. | Chevelures. | Meules, enveloppes. | Monte-charges. | Ouvertures. | Puits, bassins, etc. | Escaliers, passerelles. | Crasset au pétrole. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 13 | — | — | — | — | 2 | — | — | 1 |
| 18 | 2 | — | 3 | 3 | — | — | — | — |
| 6 | — | — | — | 1 | — | — | 1 | — |
| — | — | — | — | 1 | — | — | — | — |
| 7 | — | — | — | 1 | 1 | 1 | — | — |
| 28 | 2 | — | — | — | — | 3 | 2 | — |
| 4 | — | 1 | — | — | — | — | — | — |
| 3 | — | — | — | — | — | — | 1 | — |
| 27 | 2 | — | — | — | — | — | — | — |
| 1 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 1 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 2 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 2 | 1 | — | — | — | 1 | — | — | — |
| 112 | 7 | 1 | 3 | 6 | 4 | 4 | 4 | 1 |

## RELEVÉ DES ACCIDENTS DÉCLARÉS.

TABLEAU IX

| Mois. | Glaceries. | Chemins de fer de l'Etat. | Divers. | Total. |
|---|---|---|---|---|
| Janvier | 200 | 141 | 507 | 848 |
| Février | 224 | 111 | 443 | 778 |
| Mars | 238 | 143 | 463 | 844 |
| Avril | 231 | 118 | 474 | 823 |
| Mai | 272 | 136 | 417 | 825 |
| Juin | 224 | 138 | 424 | 786 |
| Juillet | 212 | 150 | 477 | 839 |
| Août | 170 | 140 | 469 | 779 |
| Septembre | 199 | 138 | 445 | 782 |
| Octobre | 199 | 136 | 422 | 757 |
| Novembre | 160 | 133 | 409 | 702 |
| Décembre | 165 | 162 | 513 | 840 |
| Année. | 2494 | 1646 | 5463 | 9603 |

# *10e DISTRICT.*

## PROVINCES DE LIÉGE ET DE LIMBOURG

**M. H. Dupont**, inspecteur principal du travail à Liége,

*en collaboration avec*

**MM. Van den Eynde** inspecteur du travail,
**Pieters**, inspecteur adjoint,
**Henrotte** et **Géron**, délégués à l'inspection du travail.

## SECTION I.

### Etablissements visités.

| Arrondissements. | Nombre d'établissements visités. | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Une fois. | Deux fois. | Trois fois. | Plus de trois fois. |
| Huy | 110 | 16 | — | — |
| Liége | 642 | 19 | — | — |
| Verviers | 451 | 2 | — | — |
| Waremme | 48 | 24 | — | — |
| Province de Liége | 1,251 | 61 | — | — |
| Tongres | 78 | 5 | — | — |
| Maeseyck | 22 | — | — | — |
| Hasselt | 139 | 15 | 10 | 1 |
| Province de Limbourg | 239 | 20 | 10 | 1 |
| Total pour les deux provinces | 1,490 | 81 | 10 | 1 |

1° **Contrôle général et relevé du personnel.** — 2,126 visites ont été consacrées à contrôler l'application des dispositions réglementaires et à effectuer le relevé du personnel dans 1,582 établissements industriels, 348 magasins de commerce, 92 salons de coiffure.

81 établissements industriels ont été visités deux fois, 10 trois fois et 1 plus de trois fois.

Le tableau de la page 453 donne, par arrondissement administratif, la répartition des établissements industriels visités en service de contrôle général.

Les tableaux I indiquent le personnel de ces établissements groupés d'après la nature des industries exercées.

Le tableau V relève le nombre des magasins de détail et des salons de coiffure visités ainsi que le personnel de ces établissements.

2° **Objets spéciaux.** — 995 visites spéciales ont été nécessitées par :

*a*) Le service des établissements dangereux, insalubres ou incommodes;

L'instruction de 385 demandes en autorisation d'exploiter des établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes;

L'instruction de 14 réclamations du voisinage;

Les avis au sujet du classement éventuel de 11 établissements;

*b*) Les épreuves de récipients destinés à contenir des gaz comprimés ou liquéfiés; 34 séances ont été consacrées aux épreuves de 1,296 récipients.

*c*) Les enquêtes au sujet des accidents du travail.

Les accidents mortels ou contestés ont donné lieu à 45 enquêtes;

*d*) L'instruction des réclamations des ouvriers et employés, les demandes de renseignements, la documentation en vue de la rédaction de rapports spéciaux, de l'établissement de statistiques, etc.

## SECTION II.

### Travail des femmes et des enfants.

Le tableau II mentionne, par arrondissement administratif et par catégorie d'industries, les infractions constatées aux dispositions

de la loi du 13 décembre 1889 ainsi qu'aux arrêtés pris en exécution de cette loi.

Le tableau III résume les procès-verbaux dressés et leurs suites judiciaires.

**Age d'admission** (art. 2 de la loi). — Nous avons signalé déjà, dans nos rapports antérieurs, que l'emploi au travail d'enfants âgés de moins de 12 ans est devenu absolument exceptionnel dans notre district. Nous en avons rencontré un dans un petit atelier de cartonnage pourvu d'un moteur; cet atelier venait d'être installé et le patron, averti de ses obligations, a immédiatement renvoyé l'enfant.

Un fabricant de meubles a également employé au travail un enfant de moins de 12 ans et cette infraction a été relevée par un procès-verbal au sujet duquel aucune décision n'est encore intervenue.

**Travaux fatigants, dangereux ou insalubres. Age d'admission** (art. 3 de la loi et arrêté royal du 19 février 1895). — ARTICLE PREMIER. — Les industries dans lesquelles l'article 1er de l'arrêté interdit l'emploi des personnes protégées ne sont guère représentées dans notre district. Parmi les établissements visités cette année, seule une fabrique d'acide sulfureux tombe sous l'application de cet article et nous n'y avons pas constaté la présence de personnes protégées.

ART. 2. — INTERDICTION D'EMPLOI DES ENFANTS ET ADOLESCENTS AGÉS DE MOINS DE 16 ANS. — Quelques industries de notre district tombent sous l'application de cette interdiction, à savoir : 2 fabriques d'acide sulfurique, des distilleries, des stations centrales d'électricité, des dépôts de matières inflammables, une boyauderie, des ateliers dans lesquels on procède à l'application à chaud de vernis, de couleurs ou d'enduits quelconques. Dans aucun établissement visité, nous n'avons constaté d'infraction à cette disposition.

ART. 6. — LOCAUX DANS LESQUELS LA PRÉSENCE ET LE TRAVAIL DES ENFANTS ET DES ADOLESCENTS DE MOINS DE 16 ANS SONT INTERDITS. — Les établissements dans lesquels notre contrôle s'est exercé appartiennent aux industries suivantes.

Argenture et dorure sur métaux, blanchiment du coton par le chlore, scieries de bois et ateliers pour le travail mécanique du bois, fabriques de ciment, fabriques de chapeaux, dérochage du cuivre par l'acide azotique, ateliers de dégraissage, teintureries, fabriques de produits explosifs, fabriques de liqueurs, manipulation ou mélange en grand de matières minérales et végétales, mégisseries, moulins à broyer les bois de teinture, la chaux, etc., magasins d'os, fabriques de superphosphates, verreries.

Il résulte de nos constatations que les infractions sont exceptionnelles. Nous n'avons, en effet, à signaler que trois cas où la présence d'enfants dans des locaux visés par l'interdiction a été constatée.

Dans une fabrique de superphosphates, un enfant, occupé à la forge, avait pénétré, sans autorisation, dans un local où se dégageaient librement les poussières.

L'exploitant d'une scierie de bois laissait travailler son fils âgé de 15 ans, dans l'atelier des outils dangereux et se croyait en droit de le faire en raison de ce qu'il n'employait au travail que des membres de sa famille.

Le 3me cas était relatif à la présence d'un enfant de moins de 12 ans dans un atelier pour le travail mécanique du bois. Procès-verbal a été dressé à l'exploitant de l'atelier ainsi qu'au patron de l'enfant, un fabricant de meubles, qui, accompagné de son apprenti, s'était rendu à l'atelier susdit pour y utiliser certaines machines à charge de redevance à l'exploitant. Le tribunal n'a pas encore rendu sa décision au sujet de cette affaire.

ART. 7. — LOCAUX DANS LESQUELS LA PRÉSENCE ET LE TRAVAIL DES ENFANTS AGÉS DE MOINS DE 14 ANS SONT INTERDITS. — La disposition de l'art. 7 qui trouve son application dans un grand nombre d'établissements de notre district, continue à être bien respectée. Dans quelques établissements qui n'étaient pas complètement en règle, il a suffi d'une simple observation pour obtenir la suppression d'infractions momentanées et sans gravité suffisante pour motiver des poursuites.

Nos constatations se sont étendues aux locaux visés par l'art. 7 et dépendant des établissements suivants : ateliers de polissage et d'aiguisage des pièces pour armes à feu à l'aide de meules, brasseries et distilleries, fabriques de brosses, établissements de l'indus-

trie textile, magasins de chiffons, étamage, fonderies de cuivre et de laiton, galvanisation du fer et de la fonte, fabriques de papiers peints, ateliers de polissage de pièces nickelées, verreries.

Les articles 6 et 7 interdisent le travail et la présence d'enfants et d'adolescents dans les locaux spécifiés d'industries déterminées. C'est ainsi que, notamment, les ateliers de polissage à l'aide de meules mécaniques ne sont assujettis que pour le travail de pièces pour armes à feu ou de pièces en métal nickelé. Il en résulte que de nombreux ateliers de polissage échappent à la réglementation de l'arrêté de 1895; c'est également le cas pour d'autres ateliers tels que ceux de décapage.

Il conviendrait donc de compléter ou mieux de modifier la nomenclature de façon à permettre de généraliser l'application des dispositions réglementaires. Il conviendrait également de ne pas fixer des âges d'admission différents, comme le fait l'arrêté pour des locaux présentant les mêmes inconvénients, par exemple ceux où s'opère la fusion du plomb. Nous estimons enfin que, pour un grand nombre de locaux, notamment ceux où se dégagent des poussières, les mesures prescrites ne sont pas suffisantes pour justifier la dérogation. Mais le projet de loi apportant des modifications à la loi du 13 décembre 1889, propose de modifier l'article 2 de cette loi en élevant l'âge d'admission au travail de 12 à 14 ans, en admettant toutefois certaines dérogations, mais seulement en ce qui concerne les enfants âgés de plus de 13 ans. Des dérogations de l'espèce ne se justifiant pas pour l'emploi des enfants dans les locaux visés par l'art. 7 de l'arrêté de 1895 et les locaux présentant les mêmes inconvénients, l'adoption du projet aurait pour heureux résultat de généraliser l'interdiction prononcée par cet article 7.

Le Gouvernement propose également dans son projet l'extension de la réglementation à de nombreux établissements qui ne sont pas visés par l'article 1er de la loi du 13 décembre 1889. Cette extension, que les inspecteurs du travail ont été unanimes à réclamer, répond à une réelle nécessité.

La révision des arrêtés royaux déterminant la durée du travail et les conditions des repos s'impose également ainsi que nous l'avons fait ressortir dans nos précédents rapports. Il conviendrait donc que les extensions et modifications projetées à la loi de 1889, soient accompagnées d'un remaniement des arrêtés dans le sens d'une simplification indispensable à la facilité d'exécution des

dispositions réglementaires ainsi que du contrôle de leur application.

**Durée du travail et conditions des repos** (art. 4 de la loi et arrêtés royaux). — La conférence internationale qui s'est tenue à Berne en septembre a émis un vote en faveur de la limitation à 10 heures de la durée du travail des enfants âgés de moins de 16 ans ainsi que des filles et femmes, et des dérogations temporaires ont été prévues en faveur de certaines industries.

Dans nos précédents rapports, nous avons déjà préconisé la limitation à 10 heures de la journée de travail et, dans notre rapport de 1899, nous avons sommairement exposé un projet de réglementation simplifiée pour les industries représentées dans notre district. Les exploitants insistent généralement sur l'avantage, au point de vue de la production, de la limitation de la durée du travail par semaine avec fixation d'un maximum d'heures de travail journalier.

1° Établissements soumis au régime pur et simple de la loi. — Nos constatations nous permettent de confirmer nos déclarations antérieures au sujet de la durée du travail. Celle-ci n'atteint que tout à fait exceptionnellement les douze heures autorisées.

Les conditions relatives au nombre et à la durée des repos étaient observées dans tous les établissements visités.

2° Établissements visés par les arrêtés royaux. — *Filature et tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute.* — Ces industries ne sont représentées dans notre district que par deux filatures de lin et étoupes et par deux fabriques de câbles en chanvre pour puits d'extraction. Les conditions réglementaires y étaient observées. L'article 3 de l'arrêté limite à six heures par jour l'emploi des enfants âgés de moins de 13 ans dans les filatures de lin, de coton et de chanvre.

Quelques filateurs de coton ont réclamé la suppression de cette disposition, faisant valoir qu'à leur avis il n'est ni rationnel ni juste d'interdire aux filateurs de coton ce qui est permis aux filateurs de laine et de soie. Nous avons examiné la question en ce qui concerne les quatre établissements de notre district assujettis à l'arrêté (2 filatures de lin et 2 fabriques de câbles en chanvre) et nous avons conclu au rejet de la demande.

La durée du travail des garçons de 13 à 16 ans ainsi que des filles et femmes de plus de 13 ans est actuellement de 11 heures dans 3 établissements et de 10 3/4 heures dans le dernier. La limitation à dix heures, proposée par la Conférence de Berne, pour les enfants et les femmes, avec dérogation temporaire, pour l'industrie textile, nous paraît pleinement justifiée et nous avons la conviction que son effet sur la production sera compensé par une amélioration du rendement résultant du perfectionnement du matériel.

*Industrie lainière.* — La durée du travail et les conditions de repos, fixées par l'arrêté, étaient observées dans tous les établissements visités. Le projet de modification de l'article 1er de la loi de 1889 étend la réglementation à de nombreux ateliers de l'industrie lainière qui ne sont pas actuellement visés par la nomenclature des établissements assujettis à la loi. Nous avions déjà fait ressortir cette lacune notamment en ce qui concerne les installations des fabricants dits : « non outillés ».

L'arrêté royal limite à 11 1/4 heures par jour la durée du travail des personnes protégées dans les établissements appartenant à l'industrie lainière et la durée réglementaire était généralement adoptée il y a quelques années. Actuellement, la durée du travail n'atteint plus la durée légale que dans quelques établissements. C'est ainsi qu'il résulte d'une enquête à laquelle a procédé M. le délégué Géron, que sur 63 établissements visités, 6 seulement ont maintenu la journée de 11 1/4 heures, tandis que 3 ont adopté la journée de 11 heures, 37 celle de 10 3/4 heures, 5 celle de 10 1/2 heures, 8 celle de 10 1/4 heures et 4 celle de 10 heures.

Les établissements de peignage et de filature de laine peignée, au nombre de 12, ont tous adopté le régime de 63 heures de travail par semaine, soit 8 3/4 heures le lundi et 10 3/4 heures les autres jours. L'éventualité de la limitation à 10 heures de la journée des garçons de moins de 16 ans ainsi que des filles et femmes de tout âge, avec un tempérament d'une dérogation temporaire de durée suffisante, a fait l'objet de déclarations assez unanimes de la part des exploitants.

Ils estiment que, « dans les ateliers de peignage et dans les filatures, le travail de tous les ouvriers étant généralement solidaire, la limitation à dix heures du travail des femmes et des enfants entraînerait nécessairement cette limitation pour tout le personnel.

« Dans les autres établissements de l'industrie lainière, où le travail a un caractère plus individuel, l'adoption de deux régimes différents pour les femmes et les enfants d'une part et les ouvriers de plus de 16 ans d'autre part, provoquerait dans de nombreux cas une fâcheuse désorganisation. Au surplus, les ouvriers âgés de plus de 16 ans ne tarderaient pas à réclamer le régime le plus avantageux. Il en résulte que toute réglementation de la durée du travail doit être envisagée comme s'appliquant à la généralité des ouvriers. »

Plusieurs industriels font état des résultats obtenus sans contrainte légale et en tirent argument pour repousser toute intervention, celle-ci présentant, à leur avis, le grave inconvénient de faire accepter beaucoup plus difficilement par les ouvriers des mesures compensatoires de la réduction de production que ne le permettent des conventions faisant l'objet d'accords intervenus librement. Nous ferons observer que l'argument perd singulièrement de sa valeur dans le cas de limitation de la durée du travail avec dérogation temporaire de durée suffisante.

Quant au mode de limitation, les exploitants sont unanimes à déclarer que leurs préférences vont à la limitation du nombre d'heures de travail par semaine avec fixation d'un maximum journalier.

En cas de limitation à dix heures de la journée de travail, l'obligation d'accorder plusieurs repos ne serait plus justifiée, mais il y aurait lieu d'envisager s'il ne conviendrait pas de prescrire l'obligation de mettre à la disposition du personnel un réfectoire qui serait accessible avant le commencement du travail.

*Impression des journaux.* — Les conditions réglementaires étaient observées dans les établissements visités. Le nombre de personnes protégées y est très restreint.

*Industries d'art.* — Dans une taillerie de diamants, les heures de travail n'étaient coupées que par un seul repos. Le procès-verbal que nous avons dressé a été suivi de condamnation.

Dans un atelier de cartonnage nous avons constaté que la durée du travail des personnes protégées avait momentanément dépassé légèrement la durée autorisée.

Les prescriptions réglementaires étaient observées dans les autres établissements visités.

Dans de nombreux établissements appartenant à l'industrie de l'imprimerie, la durée du travail a été réduite à 9 1/2 heures.

*Fabrication du papier.* — Les sept fabriques de papier et de carton de notre district ont été trouvées en règle. Au surplus, le nombre de personnes protégées employées à la fabrication n'est au total que de quatorze et ce sont les seules qui bénéficient des dispositions de l'arrêté. Celles, beaucoup plus nombreuses, qui sont employées aux opérations accessoires, ne bénéficient que du régime pur et simple de la loi.

*Tabacs et cigares.*— La situation était régulière dans les fabriques visitées cette année.

*Fabrication du sucre.* — Les établissements de cette catégorie sont au nombre de 30, dont 24 situés dans la province de Liége et 6 dans la province de Limbourg. Deux de ces établissements ont chômé et, dans les 28 fabriques en exploitation, les conditions relatives à la durée du travail et aux repos étaient observées.

*Mobilier et industries accessoires du bâtiment.* — Nous n'avons constaté aucune infraction dans les établissement visités cette année.

*Poterie et faïence.* — Dans les quelques ateliers de potiers que nous avons inspectés, les conditions réglementaires étaient observées.

*Produits réfractaires.* — La durée du travail des personnes protégées ne dépassait pas dix heures dans les fabriques visitées et les repos réglementaires étaient accordés.

*Industrie du bâtiment.* — L'emploi de personnes protégées est très rare sur les chantiers de terrassiers, de maçons, de charpentiers.

Le nombre des enfants tend à diminuer dans les ateliers de menuiserie par suite de la limitation à 8 heures de la durée du travail pendant quatre mois de l'année.

Nous n'avons pas constaté d'infraction aux articles 2 et 3 de l'arrêté.

*Cristallerie et gobeleterie.* — L'exploitation de la verrerie de Lommel a cessé, ainsi que celle de la flaconnerie de Tilleur. Dans les six autres établissements, la situation était régulière quant à la durée du travail et aux conditions des repos.

*Industries accessoires du vêtement.* — En ce qui concerne les établissements de notre district, rien ne justifie, à notre avis, la différence des régimes auxquels ils sont soumis suivant qu'ils appartiennent à la 1re ou à la 2de catégorie de la classification. Nous estimons que la durée d'emploi au travail devrait être ramenée à dix heures pour tous les établissements.

De très nombreux ateliers des industries accessoires du vêtement échappent actuellement à la réglementation et certains des assujettis, bien que de même nature, sont soumis, les uns au régime pur et simple de la loi, les autres aux conditions restrictives de l'arrêté. Cette situation soulève des protestations et complique singulièrement le contrôle.

Au cours de nos visites, nous n'avons constaté la prolongation du travail des personnes protégées que dans une fabrique mécanique de chaussures. Il s'agissait d'une prolongation momentanée et sans gravité suffisante pour motiver un procès-verbal.

*Industries de la construction mécanique.* — La classification des établissements et les régimes différents adoptés pour les divers groupes soulèvent toujours des protestations qui, comme nous l'avons exposé dans de précédents rapports, sont légitimes et provoquent de sérieuses difficultés tant au sujet de l'application de la réglementation que du contrôle. Nous avons dû intervenir plusieurs fois au cours de nos visites, notamment dans des boulonneries et dans des ateliers d'estampage, pour redresser des erreurs d'interprétation qui ont eu pour résultat des prolongations de travail.

*Briqueteries à la main.* — Les conditions dans lesquelles s'exerce la fabrication des briques ainsi que la faculté de déterminer les heures de repos suivant les exigences du travail et l'état atmosphérique rendent difficile le contrôle de la durée du travail effectif.

Les infractions momentanées doivent être assez nombreuses, mais, au cours de nos visites, nous n'avons constaté que deux cas de prolongation du travail des personnes protégées et les patrons mis en cause ont été condamnés.

*Industrie de la chocolaterie.* — Nous n'avons reçu aucun feuillet du carnet à souches imposé par l'art. 3 de l'arrêté. Nous avons cependant établi que dans un établissement, le travail de six personnes protégées a été prolongé au delà de dix heures et que la durée des repos était insuffisante.

Ces infractions ont été relevées par procès-verbal.

## Travail de nuit (article 6).

### *Garçons de moins de 16 ans.*

#### *1° Établissements non autorisés à employer des personnes protégées au travail de nuit.*

Dans les établissements de cette catégorie, ainsi que nous l'avons signalé dans nos précédents rapports, l'emploi de personnes protégées au travail de nuit est devenu absolument exceptionnel et, cette année, nous n'avons constaté aucune infraction.

#### *2° Établissements autorisés à employer des personnes protégées au travail de nuit.*

*Fabriques de produits émaillés.* — Les émailleries de fer et de fonte sont peu nombreuses dans notre district et dans un seul établissement des garçons âgés de 14 à 16 ans, au nombre de 17, étaient employés au travail de nuit. Les conditions réglementaires étaient observées.

*Fabrication du sucre.* — L'emploi au travail de nuit de garçons âgés de 14 à 16 ans, qui tendait à diminuer, a repris une certaine extension cette année. Sur les 28 fabriques de sucre et râperies de betteraves exploitées dans notre district, il en existe 23 où 2 à 10 garçons de 14 à 16 ans sont employés au travail de nuit dans les conditions réglementaires.

*Fabrication du papier et du carton.* — Il résulte de l'article 1er de l'arrêté que les adolescents du sexe masculin âgés de 14 à 16 ans ne peuvent être employés la nuit qu'aux opérations de la fabrication définies par cet article : cuisson des matières premières, défilage, etc.

Dans les établissements de notre district, qui sont au nombre de 7, l'emploi d'ouvriers âgés de moins de 16 ans aux opérations de la fabrication est exceptionnel et deux adolescents seulement ont été employés au travail de nuit.

*Cristalleries et gobeleteries.* — Le nombre des établissements de notre district est de huit dont six seulement ont été activés en 1913, l'exploitation ayant cessé à la verrerie de Lommel et à la flaconnerie de Tilleur. Des six établissements exploités deux sont mis en activité pendant le jour seulement : l'un, la verrerie d'Aigremont, depuis le début de l'installation ; l'autre, l'usine de Jemeppe des Cristalleries du Val-Saint-Lambert, depuis une dizaine d'années. La verrerie d'Aigremont produit des dalles et autres objets volumineux, celle de Jemeppe s'est spécialisée dans la fabrication des objets en verre opale et de certains articles d'éclairage, tels que abat-jour, etc.

La nature des produits fabriqués dans ces deux établissements ainsi que la durée de fusion relativement réduite du verre employé, ont permis une utilisation assez complète du matériel ainsi que la production de verre fondu en temps utile pour ne pas devoir recourir au travail de nuit.

Quatre établissements produisent, l'un des cristaux et de la gobeleterie fine, les trois autres de la gobeleterie ordinaire.

Le travail y est organisé par équipes alternatives et ils utilisent l'autorisation d'employer au travail de nuit les enfants âgés de moins de 16 ans. La limitation de l'âge d'admission a rendu impossible le recrutement des apprentis verriers en nombre suffisant. Les exploitants ont constaté que, même l'emploi irrégulier d'enfants de 13 ans, ne leur a pas permis de compléter leurs équipes. C'est ainsi que depuis deux ans, dans la verrerie la moins importante, le total du personnel est tombé de 155 à 116 ouvriers. La suppression du travail de nuit, qui est attendue avec une impatience bien justifiée par les ouvriers verriers, est donc inévitable et les industriels ont commencé à procéder aux extensions et transformations nécessitées par cette suppression qui sera réalisée déjà dans deux établissements dans le courant de l'année 1914.

A la conférence internationale de Berne, un vote a été émis en faveur de la limitation à 16 ans de l'âge d'admission au travail de nuit et il ressort de l'exposé ci-dessus, qu'en ce qui concerne les

industries de notre district, cette limitation ne présenterait de réelles difficultés que dans les cristalleries et gobeleteries. Mais la suppression du travail de nuit est en voie de réalisation dans ces établissements et la dérogation temporaire prévue par la Conférence de Berne serait amplement suffisante pour ménager la transition entre le régime du travail alternatif et celui du seul travail de jour.

**Carnets et registres** (article 10 de la loi). — Les prescriptions relatives aux carnets et au registre d'inscription étaient observées dans une mesure généralement satisfaisante et nous n'avons eu à intervenir par voie de procès-verbal que dans un atelier de triage de chiffons, un atelier de construction mécanique, une fabrique de pierres à rasoir et deux briqueteries à la main.

**Affichage** (article 11 de la loi). — Dans nos rapports antérieurs, nous avons présenté toutes les observations que nous avaient suggérées les constatations faites au sujet de l'affichage de la loi, des règlements généraux pris pour son exécution, des règlements particuliers concernant des industries déterminées et des tableaux horaires.

Les inspecteurs du travail ont été unanimes à faire ressortir dans leurs rapports la complication inutile de la formalité d'affichage telle qu'elle est prescrite et nous espérons que la simplification qui s'impose sera décidée au cours de la discussion du projet de modification de la loi.

### Loi du 10 août 1911 sur l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie.

La loi s'applique aux entreprises industrielles où sont employés plus de dix ouvriers et ouvrières et, en général, à tous les établissements soumis à la loi de 1889 sur le travail des femmes et des enfants.

La question de savoir si l'interdiction vise les ateliers de couture et de modes, employant dix ouvriers et ouvrières mais non soumis à la loi de 1889, a été résolue affirmativement. Il résulte, en effet, des discussions préliminaires à la Convention de Berne et des travaux préparatoires que les établissements de l'espèce doivent être considérés comme établissements industriels.

Nous avons laissé aux inspectrices du travail le soin d'y contrôler l'exécution de la loi.

Dans les autres entreprises industrielles de notre district, l'application de la loi ne pouvait rencontrer de difficulté que dans les ateliers de peignage et de filature de laine, et une dérogation temporaire de durée suffisante leur a été accordée.

Sauf quelques exceptions, ces ateliers étaient les seuls dans notre district où les femmes étaient employées régulièrement au travail de nuit, avant la promulgation de la loi. Dans ces conditions, les résultats très satisfaisants de nos constatations étaient à prévoir.

Dans les établissements visités, aucune femme n'était employée au travail pendant la nuit proprement dite, et, quant à la durée des repos de nuit, une seule infraction a été constatée.

Dans une briqueterie à la main dont le personnel comprenait deux femmes, la durée du repos de nuit avait momentanément été réduite à huit heures. Les procès-verbaux dressés à charge de l'exploitant et du chef de table ont été suivis de condamnation. Ils sont résumés au tableau IV*bis*.

Nous n'avons reçu aucune notification d'usage de la faculté accordée aux fabricants de briques à la main de réduire pendant 60 jours par an la durée du repos de nuit du personnel féminin. Il est vrai que l'arrêté d'autorisation pris en vertu de l'art. 6 de la loi est daté du 4 septembre 1913 et qu'à cette date la campagne briquetière était près de finir.

Quant aux autorisations visées par les articles 5 et 7 de la loi, elles n'ont été sollicitées par aucun exploitant.

*Fabriques de conserves de légumes et de fruits.* — L'autorisation prévue par l'arrêté du 4 juin 1912 n'a pas été utilisée à notre connaissance en dehors de la période du 10 juin au 10 août.

## SECTION III.

### Repos du dimanche.

*Entreprises industrielles.* — Notre contrôle s'est exercé tant au cours de nos visites d'inspection courante qu'à l'occasion de visites spéciales, et nous mentionnons au tableau V les industries auxquelles appartiennent les établissements dans lesquels nous avons

relevé des infractions. Les dispositions légales non observées sont indiquées au tableau VI qui résume les procès-verbaux dressés et leurs suites judiciaires.

Dans un atelier de triage de chiffons un ouvrier et une ouvrière ont été employés le dimanche à la confection de paquets d'échantillons dont l'expédition était urgente.

Dans une fabrique de laines artificielles en transformation, deux ouvriers ont été occupés le dimanche au montage d'une machine à carboniser.

Le travail de cinq ouvriers a été prolongé au delà de 6 heures du matin, dans un moulin à farine.

Un entrepreneur a employé 14 ouvriers le dimanche au montage de charpentes métalliques.

Les résultats des constatations effectuées dans les établissements visités cette année confirment nos déclarations antérieures au sujet de l'état très satisfaisant d'application de la loi dans les entreprises industrielles.

Les plaintes, moins nombreuses que les années précédentes, étaient encore généralement dues à l'ignorance ou à l'interprétation erronée des dispositions de l'art. 3.

Quant aux demandes d'autorisation qui nous ont été adressées par les exploitants, elles dénotaient également l'ignorance du même article, car la plupart visaient l'exécution de travaux non soumis à l'interdiction.

Quelques-unes étaient relatives à des travaux présentant un caractère d'urgence. Sauf dans deux cas, ces travaux n'étaient cependant pas commandés par une circonstance de force majeure ou de nécessité sortant des prévisions normales de l'entreprise.

Dans tous les cas nous avons eu soin de faire connaître les dispositions de la loi ou de les commenter.

A notre connaissance, l'emploi « d'extras » n'a été pratiqué que dans un seul établissement industriel. Il s'agit d'un moulin à farine dont l'exploitant a employé exclusivement le dimanche quelques ouvriers soumis à un chômage temporaire à la suite d'un incendie survenu dans l'établissement où ils étaient occupés.

*Entreprises commerciales.* — Les attributions multiples dont nous sommes chargés, le nombre et la dispersion des entreprises commerciales ne nous permettent qu'un contrôle trop limité pour

que nous n'insistions pas une fois de plus sur la nécessité soit de créer un service spécial de contrôle pour ces entreprises, soit de confier ce service à la police locale.

Nous n'avons reçu que cinq demandes d'intervention de la part du personnel employé dans des magasins de commerce visés par les articles 2 et 4 et nous n'avons pas constaté d'infraction grave dans les établissements de cette catégorie.

**Article 7 de la loi. Magasins de détail et salons de coiffure.** — Le contrôle de l'exécution de la loi s'est étendu à 440 établissements, dont 348 magasins de détail et 92 salons de coiffure.

Neuf procès-verbaux ont été dressés à charge de patrons coiffeurs qui tous ont été condamnés.

La loi était observée de manière satisfaisante dans les magasins de détail visités. Quelques grands magasins ont supprimé la vente le dimanche et le nombre des magasins fermés à midi a considérablement augmenté. L'extension de cette mesure sera favorisée par l'adoption du projet de modification à la loi en vue de la suppression de l'emploi « d'extras ». En ce qui concerne les salons de coiffure, il nous paraît certain que cette suppression aura pour conséquence la multiplication de contrats d'association entre patrons et garçons et la détermination des cas où les contrats de l'espèce n'auront pour but que de soustraire les contractants à l'application de la loi sera difficile et délicate.

## SECTION IV.

### Règlements d'atelier.

Les constatations que nous avons faites au sujet de l'affichage et de la rédaction des règlements d'atelier ne s'écartent guère de celles des années précédentes.

Un règlement est et reste généralement affiché dans les établissements de la grande industrie, assez généralement dans les établissements de la petite industrie qui ont reçu la visite d'un inspecteur, sinon l'affichage est plutôt exceptionnel.

La rédaction de règlements conformes aux prescriptions de la loi présente de sérieuses difficultés pour la plupart des exploitants à en juger par le nombre de modifications qu'il est nécessaire de faire apporter aux projets qui nous sont soumis.

Comme les années précédentes, nous avons constaté que les règlements rédigés sans le concours de l'inspecteur répondent très rarement de façon complète aux prescriptions légales et que la portée de certaines prescriptions échappe à la plupart des petits industriels. Il convient, dans ces conditions, de tenir compte de la bonne volonté des exploitants. Cependant, nous n'avons pas hésité à dresser procès-verbal à charge de quelques patrons qui, après avertissement, n'avaient pas affiché de règlement ou avaient négligé de tenir un état du personnel.

Le tableau VII résume ces procès-verbaux ainsi que leurs suites judiciaires.

## SECTION V.

### Payement des salaires et mesurage du travail.

**Paiement en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal** (article 1er). — Il résulte des déclarations recueillies au cours de nos visites de contrôle et de l'absence de réclamations que la disposition de l'article 1er de la loi reçoit une complète application.

**Fournitures à charge d'imputation sur les salaires** (article 2). — Comme nous l'avons constaté les années précédentes, les cas de fournitures de l'espèce sont très limités dans les établissements soumis à notre surveillance. Dans les quelques établissements utilisant l'autorisation, les objets étaient portés en compte à un prix ne dépassant pas le prix de revient.

**Fournitures autorisées par la Députation permanente** (article 3). — Aucune nouvelle autorisation n'a été sollicitée et la situation reste régulière dans les deux établissements qui fournissent à leurs ouvriers des denrées, vêtements, combustibles, à charge d'imputation sur les salaires.

**Paiement des salaires dans les cabarets, magasins** (article 4). — Aucune réclamation ne nous est parvenue au sujet du paiement des salaires dans les cabarets, débits de boissons, magasins, boutiques ou dans les locaux y attenant.

Ce n'est plus guère que chez les exploitants de petits ateliers dont le siège est à la campagne que nous constatons quelques irrégularités. Les cas rencontrés cette année ne présentaient pas de gravité suffisante pour motiver des poursuites et ne se sont plus reproduits après notre première visite.

**Epoques du paiement des salaires** (article 5). — Les ouvriers de quelques petits moulins à farine situés à la campagne et dont le salaire ne dépassait pas 5 francs par jour, étaient encore, suivant une ancienne habitude, payés seulement une fois par mois.

Les exploitants, mis au courant de leurs obligations, ont immédiatement changé les époques de paiement.

Nons n'avons constaté aucune infraction dans les autres établissements visités et n'avons été saisi d'aucune réclamation.

**Libre disposition du salaire** (article 6). — Aucun cas de contrainte de nature à enlever aux ouvriers la faculté de disposer librement de leurs salaires ne nous a été signalé et nos visites de contrôle ne nous en ont pas fait découvrir.

**Retenues illégales sur les salaires** (article 7). — Les prescriptions de l'article 7 étaient bien observées dans tous les établissements visités. Plusieurs réclamations nous ont été adressées au sujet de retenues qui auraient été illégalement pratiquées. Nos enquêtes ont établi que les cas faisant l'objet de ces réclamations ne constituaient pas des retenues illégales. Il s'agissait généralement de contestations au sujet de paiements différés.

Un jeune porteur de pains avait rompu son contrat sans donner le préavis d'usage de huit jours et sans rendre compte de la distribution des pains dont la livraison lui avait été confiée. A notre intervention, réclamée par la mère du jeune ouvrier, le patron a consenti à régler le salaire sans réclamer d'indemnité pour rupture du contrat sans préavis.

Un apprenti verrier avait abandonné le travail sans donner le préavis d'un mois exigé par le règlement d'atelier et le père de cet apprenti laissait entendre, dans la réclamation qu'il a formulée,

qu'une retenue illégale avait été pratiquée. Or, le cas avait été porté devant le Conseil de prud'hommes et résolu en faveur de l'exploitant.

Dans une autre verrerie, un apprenti avait également rompu son contrat sans préavis et le paiement du salaire avait été différé, ce qui a provoqué une réclamation du père de l'apprenti.

Une réclamation visait un cas ayant fait, après une faillite, l'objet d'un jugement du tribunal de commerce. Nous avons reconnu que la répartition avait été faite conformément au dispositif de ce jugement.

Un des ouvriers d'un entrepreneur n'avait pas été prévenu par ce dernier d'une baisse du taux du salaire à l'heure et a réclamé notre intervention qui lui a fait immédiatement obtenir satisfaction.

**Contrôle des mesurages** (article 10*bis*). — Il résulte des déclarations recueillies que dans les établissements visités cette année les ouvriers jouissaient du droit de contrôler les mesurages, pesées ou toutes autres opérations quelconques ayant pour but de déterminer la quantité ou la qualité de l'ouvrage fourni.

Aucune réclamation relative à la privation du droit de contrôle ne nous a été adressée.

### Loi du 30 juillet 1901 réglementant le mesurage du travail des ouvriers.

Nous n'avons rien de spécial à signaler cette année au sujet de l'application de la loi et de l'arrêté du 1er octobre 1903. Cette application était régulière dans tous les établissements visités.

## SECTION VI.

### Santé et sécurité des ouvriers.

**Règlement général du 30 mars 1905.** — Le tableau VIII résume les procès-verbaux dressés et leurs suites judiciaires.

*Salubrité.* — Les prescriptions des articles 2, 3 et 4 étaient généralement observées de manière relativement suffisante dans les anciens établissements et la situation est devenue très satisfaisante

dans la plupart des nombreux ateliers auxquels une extension a été donnée au cours de cette année.

*Évacuation des poussières, gaz, buées.* — Une sensible amélioration est à signaler, notamment dans les fonderies en ce qui concerne les mesures prises pour empêcher les buées, vapeurs, gaz ou poussières nuisibles de se répandre dans les salles de travail.

Nous avons cependant dû encore intervenir dans de nombreux cas et spécialement dans ceux où la réalisation des mesures ne s'imposait pas de façon continue. Nous avons généralement rencontré de la bonne volonté chez les exploitants. Quelques mises en demeure ont cependant été nécessaires pour obtenir la suppression du dégagement de poussières dans l'atelier de broyage d'une briqueterie mécanique et le déplacement ou l'isolement, dans quelques ateliers, de gazogènes producteurs de gaz pauvre ainsi que la modification, dans une fabrique de sparklets, de l'installation des brûleurs à gaz.

Dans quelques tailleries de diamants nous avons réclamé l'exécution d'une série de mesures que nous avons fait, en outre, insérer dans les arrêtés d'autorisation.

Dans une salle de travail d'un atelier d'épaillage chimique de déchets de laine, des poussières d'une nuisance incontestable se répandaient abondamment et l'infraction a été relevée par procès-verbal.

Dans les fonderies de fer, l'emploi des fours sécheurs commence à se répandre et présente des avantages sur l'emploi des braseros pour la fabrication aussi bien que pour la salubrité des locaux. Différents systèmes de fours de l'espèce sont actuellement fournis par les spécialistes en matériel de fonderie. Nous reproduisons un plan de celui qui est installé à la fonderie de la Société Espérance-Longdoz pour le séchage des moules de supports de convertisseurs (planche I).

**Eclairage et chauffage** (articles 6 à 9). — Dans une filature de laine, les brisoirs étaient installés dans une salle dont l'éclairage était insuffisant au point d'augmenter sérieusement le risque d'accidents et nous avons dressé procès-verbal de l'infraction.

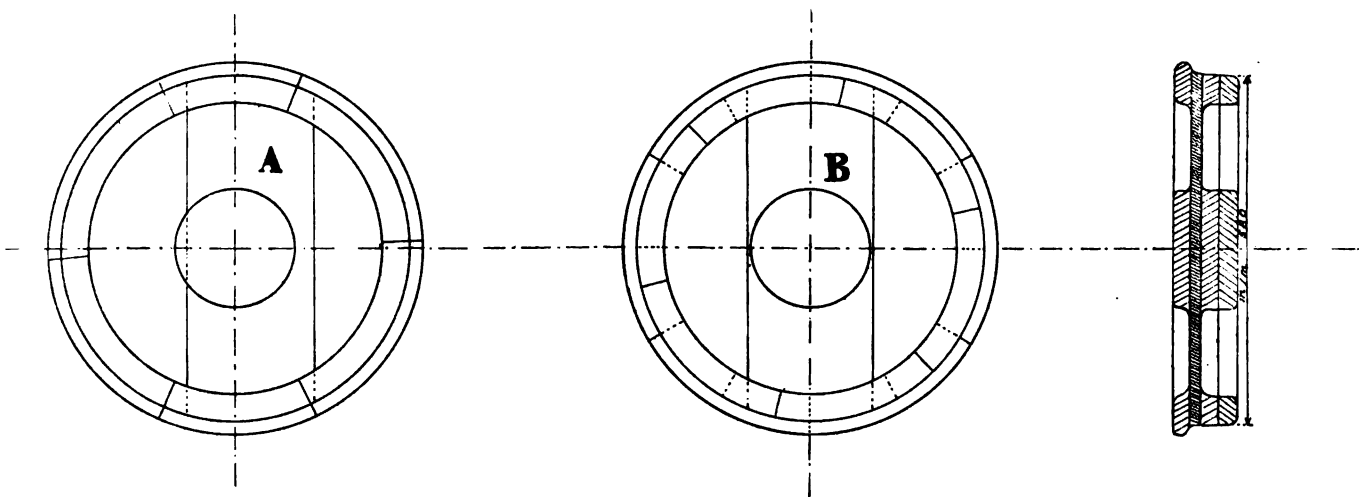
Les autres cas d'insuffisance d'éclairage n'étaient pas assez caractérisés pour motiver des poursuites, mais nous avons eu soin d'exiger une amélioration immédiate.

**Appareils et dispositifs de séchage des moules.**

## Modèle en bois pour roue de wagonnet.

Le modèle avait été assemblé suivant figure A.

La figure B montre l'assemblage tel qu'il aurait dû être fait.



L'éclairage artificiel s'améliore d'année en année par l'extension de l'emploi de l'électricité et le chauffage ne laissait réellement à désirer que dans les locaux d'une fabrique de câbles.

**Entretien et propreté des locaux, nettoyage, etc.** (articles 10 et suivants). — Un procès-verbal a été dressé à un fabricant de chocolat dont les locaux n'étaient pas tenus en bon état d'entretien et de propreté.

Nous n'avons pas constaté d'autre infraction grave aux prescriptions des articles 10 et suivants, au cours de nos visites de contrôle et nous n'avons pas, au sujet de l'application de ces articles, d'autres considérations générales à présenter que celles de nos rapports antérieurs.

**Travaux dans les endroits susceptibles de contenir des gaz dangereux** (article 19). — Notre intervention n'a été nécessitée par aucun cas d'inobservation des mesures prescrites par l'art. 19.

**Protection contre les atteintes des machines et des organes mécaniques** (article 20). — *Machines motrices.* — Sauf dans une taillerie de diamants, les mesures principales édictées par l'art. 20 étaient observées dans les établissements déjà visités les années précédentes. Le volant du moteur de cette taillerie n'était pas entouré d'un garde-corps et nous avons dressé procès-verbal de l'infraction.

Les mesures de précaution accessoires, telles que plinthes de butée, faisaient encore défaut dans nombre de petits ateliers et, en général, dans les établissements visités pour la première fois.

D'autre part, nous avons eu beaucoup moins souvent à intervenir au sujet de la mise en marche des moteurs à explosion.

**Transmissions de mouvement, pièces saillantes et mobiles** (article 21). — Quelques infractions graves ont motivé des procès-verbaux, à savoir :

Dans une tuilerie mécanique, pour défaut de protection à l'égard d'une poulie et d'une courroie dangereuses.

Dans un moulin à farine, pour défaut de couverture d'engrenages et de mesure à l'égard d'un arbre de transmission.

Dans une centrale d'électricité, pour absence de protection d'une courroie et d'une poulie.

Dans un moulin à farine, pour absence de protection à l'égard d'engrenages, de courroies et de poulies.

Dans un atelier d'épaillage chimique, pour manque de protection à l'égard de quatre poulies de battoirs.

**Isolement des courroies** (article 22). — L'emploi de dispositifs permanents d'isolement n'est pas explicitement obligatoire et le placement de ces appareils ne prend pas l'extension désirable, malgré notre insistance auprès des exploitants.

**Interdiction d'agir directement sur les courroies.** — Dans une filature de laine, les courroies de douze cardes étaient dépourvues de fourches de manœuvre et procès-verbal a été dressé de l'infraction.

**Machines-outils tranchants** (article 26). — Une infraction grave a été constatée et a donné lieu à la rédaction d'un procès-verbal à charge de l'exploitant d'une menuiserie mécanique dont une dégauchisseuse, une toupie et une scie étaient dépourvues de tout appareil de sécurité.

**Port de bonnets** (article 28). — Les mesures prescrites afin d'éviter que la chevelure des ouvrières puisse être saisie par les mécanismes avaient reçu une application très générale dans les ateliers où se dégagent des poussières, tels que les ateliers de polissage, carderies, etc. Dans les autres ateliers le port des bonnets ne s'était pas généralisé par suite de l'opposition manifestée par les ouvrières.

A la suite d'instructions formelles, la mesure a été observée dans la plupart des établissements visités. Dans les filatures, cependant, la situation ne s'est guère améliorée et la résistance des ouvrières nous mettra dans l'obligation de dresser procès-verbal à leur charge.

**Appareils de levage** (article 33). — Deux cas d'infraction ont donné lieu à procès-verbal.

Le monte-charge d'une fabrique de chocolat n'était pas muni d'un dispositif de sécurité empêchant la descente inopinée des charges et ne portait pas l'indication de sa puissance.

Dans un chantier de construction, deux appareils de levage

n'étaient pas installés de manière à assurer leur parfaite stabilité et ne portaient pas l'indication de leur puissance.

Dans les autres établissements visités, nous avons eu encore souvent l'occasion d'intervenir pour faire compléter les mesures de sécurité, généralement trop sommaires, à l'égard des monte-charges, grues et autres appareils de levage.

**Obligation de tenir un exemplaire du règlement à la disposition des ouvriers** (article 55). — L'exécution de cette obligation laissait à désirer dans beaucoup d'établissements et sept procès-verbaux ont été dressés à charge d'exploitants qui s'étaient également rendus coupables d'autres infractions.

**Arrêté royal du 31 mars 1905 prescrivant les mesures spéciales à observer dans l'industrie du bâtiment, les travaux de construction et de terrassement en général.** — Le tableau IX résume les procès-verbaux et leurs suites judiciaires.

Le contrôle de l'application de l'arrêté du 31 mars 1905 a fait l'objet de nombreuses visites aux chantiers de terrassement et de construction et de multiples instructions aux exploitants.

**Travaux de terrassement.** — Aucune infraction grave n'a été constatée dans les chantiers visités.

**Travaux sur toitures.** — Le défaut de précautions à l'effet d'empêcher la chute du personnel a provoqué un accident mortel, et le procès-verbal dressé a été suivi de condamnation.

**Installation des échafaudages.** — Deux procès-verbaux ont été dressés, à quelques jours d'intervalle, à un exploitant qui avait entrepris la peinture des fermes d'une gare. Les installations sur lesquelles ses ouvriers devaient circuler ou se tenir étaient loin de présenter les garanties désirables de solidité, de rigidité, de stabilité, et aucune modification n'avait été apportée à la suite des instructions formelles données lors de notre première visite.

Le prévenu a été acquitté à la suite de la déclaration faite par un expert qui a estimé que les nécessités du trafic ne permettaient pas l'observation du règlement.

Cette décision très regrettable du tribunal est de nature à pousser à l'omission des mesures de précaution les plus élémentaires

dans les cas similaires à celui de la gare en question; pourtant, à notre avis, il était possible, sans aucun doute, de respecter les conditions réglementaires, malgré les nécessités du trafic.

**Echelles.** — L'usage d'une échelle défectueuse pour un travail s'exécutant sur une toiture a donné lieu à la rédaction d'un procès-verbal.

**Chute du personnel.** — Le patron peintre de la gare déjà mentionnée avait négligé de prendre les mesures en vue d'éviter la chute de son personnel et a également été acquitté du chef de cette infraction.

Deux autres procès-verbaux ont été dressés l'un à charge d'un entrepreneur qui n'avait pas garanti son personnel contre les atteintes des matériaux pouvant tomber pendant le travail de construction d'un mur; l'autre, également à un entrepreneur, à la suite de la chute d'un ouvrier par l'ouverture d'un lanterneau, chute due à l'insuffisance des mesures de précaution prises.

**Exemplaire de l'arrêté.** — Les exemplaires de l'arrêté que les chefs d'entreprises doivent tenir à la disposition de leur personnel faisaient défaut dans de nombreux cas, dont deux ont donné lieu à la rédaction de procès-verbaux.

**Arrêté royal du 15 juin 1910. — Locaux affectés temporairement au logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers.** — Aucune modification n'a encore été apportée à certaines dispositions de cet arrêté que nous avons signalées dans nos précédents rapports, et si nous avons généralement usé d'une tolérance assez large en ce qui concerne l'application de ces dispositions, nous avons, par contre, relevé par des procès-verbaux toutes les infractions constatées dans les cas d'inexécution des mesures dont l'utilité ne peut être contestée.

C'est ainsi que nous avons fait poursuivre vingt exploitants pour défaut d'observation des dispositions indiquées au tableau X. Ce sont surtout les patrons briquetiers de la province de Limbourg qui se montrent récalcitrants, tandis que ceux de la province de Liége font preuve de bonne volonté.

## SECTION VII.

### Accidents du travail.

**Loi du 24 décembre 1903 sur les déclarations d'accidents.** — Les accidents mortels ainsi que les accidents graves survenus, à notre connaissance, dans les établissements soumis à notre surveillance ont, à l'exception de deux, fait l'objet de la déclaration réglementaire. De ces derniers, l'un, mortel, a été provoqué par la chute d'un mur au cours d'un travail de démolition, l'autre a occasionné la perte de trois doigts à un apprenti ébéniste qui avait accompagné son patron dans un atelier mécanique de travail du bois.

Ces défauts de déclaration ont fait l'objet de procès-verbaux résumés au tableau XII.

Quant aux accidents qui ne sont pas de nature à entraîner une incapacité de travail de plus d'une semaine, nous avons la conviction que beaucoup d'entre eux ne sont pas portés à notre connaissance.

Le nombre des déclarations s'est élevé à 17,261 dont 16,064 relatives à des accidents survenus dans la province de Liége et 1,197 dans la province de Limbourg.

#### Enquêtes au sujet des accidents.

Nous avons procédé à 45 enquêtes au sujet de 26 accidents ayant provoqué la mort de 27 ouvriers et de 19 accidents contestés

Nous résumons ci-dessous les circonstances de ces accidents.

#### A. — Accidents mortels.

*Travaux de maçonnerie.* — 1° Un manœuvre a été tué dans des travaux de démolition de maisons. On présume qu'il aura voulu délier les cordes encore attachées à une corniche qu'on venait de descendre et que la traction de ces cordes reposant sur le mur aura occasionné la chute d'une brique.

2° Au cours de la démolition d'un mur, celui-ci s'est écroulé ensevelissant la victime.

*Travaux de montage de charpentes et du bâtiment.* — Un aide-monteur était occupé, avec d'autres ouvriers, à descendre un tron-

çon de câble aérien pour effectuer sur le sol un manchonnage. A un moment donné, par suite d'une fausse manœuvre, les ouvriers ont lâché le câble qui a entraîné par son poids l'aide-monteur à bas du filet de sureté. C'est dans les mêmes circonstances et pour les mêmes causes, qu'une seconde victime, un ouvrier charpentier qui se trouvait dans le filet de sûreté, a également été entraîné et tué.

*Entreprises de transports.* — 1° Un ouvrier d'un chemin de fer aérien a été trouvé mort près du pilier d'un pylone; on présume qu'il aura été projeté par une benne vide en bas du palier.

2° Un ouvrier machiniste a été écrasé entre la locomotive et un wagon par suite d'une manœuvre dangereuse, inutile et interdite, et qu'il avait commandé à son aide. Il a payé de sa vie son imprudence.

3° Un ouvrier accrocheur de wagons, pour exécuter une manœuvre, s'était placé debout sur un buttoir de wagon pour décrocher au moyen du pied, le wagon suivant; au moment où le train prit une allure plus vive, l'ouvrier perdit l'équilibre et fut gravement atteint par le wagon qui suivait; quelques heures après il rendait le dernier soupir.

4° Un ouvrier attaché à l'exploitation d'un chemin de fer vicinal a été tamponné par un train. L'ouvrier, pour rentrer chez lui, avait emprunté la voie du vicinal et le contrat du travail n'était pas en cours d'exécution.

5° Un ouvrier manœuvre, en voulant arrêter un wagon au moyen d'un bois introduit entre les rayons d'une roue, fit une chute et se fractura le crâne.

*Transport par terre.* — 1° Un ouvrier charretier est tombé d'une échelle donnant accès au fenil.

2° La victime a été écrasée entre le brancard d'une charrette et un mur.

*Travail des métaux.* — 1° Un ouvrier a voulu passer, sans arrêter sa machine, entre celle-ci et le mur de l'atelier; il a été atteint à la poitrine par une pièce mobile.

2° La victime était montée sur une grosse vanne suspendue à un pont roulant afin d'y fixer une corde. La vanne a basculé, ce qui a provoqué la chute de l'ouvrier.

*Travail mécanique du bois.* — Un ouvrier modeleur a été frappé mortellement à la tête par un morceau qui s'est détaché du modèle en bois qu'il était occupé à tourner. De l'examen de la pièce, il résultait que les assemblages avaient été effectués de façon défectueuse.

Des accidents semblables sont malheureusement assez fréquents dans les ateliers mécaniques de modelage annexés aux fonderies de fer. Afin d'éviter, autant que possible, le retour de pareils faits, nous avons aussitôt engagé les industriels à placer bien en vue, à proximité de leurs tours, un petit écriteau portant :

**AVIS**

*Défense de tourner une pièce sans en avoir fait vérifier les assemblages par le contremaître.*

Afin de mieux fixer les idées pour le cas dont il s'agit, nous reproduisons un plan montrant les assemblages d'un modèle en bois pour roue de wagonnet (planche II).

*Gobeleterie.* — En jouant pendant le repos, un apprenti est tombé dans un étang et s'est noyé. Nous avons admis que, quant au lieu et quant au temps, le contrat de travail était en cours au moment de l'accident, les ouvriers restant placés, pendant les repos, sous l'autorité, la direction et la surveillance du chef d'entreprise, mais que l'accident n'était pas survenu par le fait de l'exécution du contrat.

*Usine à gaz et distribution du gaz.* — Un ouvrier allumeur de réverbères faisant sa tournée pour l'allumage, voulut traverser un passage à niveau, mais il n'aperçut pas un train qui arrivait et fut tamponné.

*Fabrique d'engrais concentrés.* — Pour manœuvrer le volant d'une soupape, un ouvrier manœuvre s'est penché sous le garde-corps entourant un bassin d'acide phosphorique et, le volant s'étant détaché, l'ouvrier est tombé dans le bassin.

*Cimenterie mécanique.* — Un garçon de laboratoire s'est rendu

aux silos et s'est fait prendre le bras dans une hélice transporteuse de ciment, qui était découverte à ce moment.

*Exploitations agricoles.* — 1° Un ouvrier a reçu un coup de pied du cheval qu'il ramenait d'un concours.

2° La victime est tombée d'une meule de foin qu'elle recouvrait d'une couverture de paille.

*Entreprise de chargement.* — Une ouvrière chargée de transborder de la terre plastique dans une gare a été précipitée d'un wagon à la suite d'un tamponnement.

*Moulins à farine.* — 1° La victime a été prise entre un mur du quai de chargement et la chaîne d'un wagon remorqué par le cheval qu'elle conduisait.

2° Un ouvrier a été trouvé décapité par les organes de transmission actionnant les meules.

*Lavoir à laine.* — Pour dégorger les cylindres d'un battoir à laine, la victime s'est introduite sous le bâti pendant la marche et ses vêtements se sont enroulés autour de l'arbre de commande.

*Atelier d'épaillage chimique de la laine.* — Au cours du montage d'un appareil à carboniser, la chaîne à laquelle était suspendue une pièce de l'appareil s'est brisée et la victime a été atteinte à la tête.

*Centrale d'électricité.* — La victime a pénétré dans une vaste trémie contenant de la cendrée et s'est enlisée.

### *B.* — Accidents contestés.

Trois cas de hernie ont donné lieu à enquête; dans un seul de ces cas nous avons pu conclure catégoriquement à l'application de la loi.

Dans une gobeleterie, en jouant pendant le repos avec ses camarades, un gamin a sauté d'une caisse et s'est fait une blessure au poignet; nous n'avons pas pu conclure que l'accident était survenu par le fait de l'exécution du contrat de travail.

*Chantier de briqueterie.* — Un porteur de briques a été blessé à la main droite par une forme à mouler. Le patron contestait l'accident professionnel parce que, disait-il, la blessure, telle

qu'elle existait au moment de la visite médicale, ne pouvait être le résultat d'un accident survenu deux jours auparavant comme l'avait déclaré l'ouvrier.

A la suite de notre enquête qui nous permettait de conclure à un accident professionnel, le patron a reconnu qu'il était très admissible que l'ouvrier se soit trompé sur la date de l'accident.

*Fabrique de ciment.* — Un ouvrier manœuvre aux chaudières, après avoir été renvoyé de l'usine, s'était rendu au poste de départ des wagonnets du chemin de fer aérien; il voulut retenir un wagonnet lancé sur le câble, mais il fut entraîné et tomba dans le vide d'un hauteur de neuf mètres. Il s'en est fort heureusement tiré avec quelques contusions seulement. Nous avons conclu que l'accident n'était pas survenu dans le cours et par le fait de l'exécution du contrat de travail.

*Entreprise de transport.* — Un ouvrier camionneur déclarait avoir fait une chute en conduisant son attelage; le patron contestait l'accident qui, disait-il, avait été déclaré tardivement par la victime.

Après une enquête minutieuse, nous avons pu conclure que l'accident nous paraissait être survenu au cours et par le fait de l'exécution du contrat de travail.

*Menuiserie.* — Un ouvrier prétendait avoir reçu un corps étranger dans l'œil au cours de son travail, mais, ainsi que des témoignages catégoriques l'ont établi, le fait n'était pas survenu au cours de l'exécution du contrat.

*Menuiserie mécanique.* — Un ébéniste dont l'entreprise n'est pas soumise à la loi, s'était rendu, accompagné de son apprenti, dans une menuiserie mécanique pour y effectuer un travail à la dégauchisseuse. L'appren[illegible] en aidant son patron, s'est fait amputer trois doigts.

Nous avons conclu à l'application de la loi, le travail ayant été effectué dans un atelier assujetti et sous réserve d'un droit de location à percevoir par l'exploitant de l'atelier.

*Cristallerie.* — 1° Pendant la durée d'un repos, un apprenti s'est laissé glisser, pour échapper à la poursuite d'un camarade, par un couloir incliné donnant accès à une fosse à charbon. L'accident

était, à notre avis, survenu au cours, mais non par le fait de l'exécution du contrat ;

2° Pendant le repos, un apprenti a ramassé dans la cour, un morceau de verre et l'a lancé vers un gamin verrier qui a été blessé à la main. Nous avons conclu comme dans le cas précédent.

*Fabrique de produits céramiques.* — Un ouvrier avait reçu une pièce de bois sur le pied, le gonflement de celui-ci avait été attribué par la société d'assurances à un accès de rhumatisme. Notre enquête nous a permis d'établir la réalité de l'accident.

*Industrie du bâtiment.* — 1° La victime avait été blessée à l'aine par une tuile lancée par un de ses compagnons. La contestation de la part de la société d'assurances était due à ce que l'incapacité du travail n'avait pris cours que le surlendemain. Nous avons pu conclure à l'application de la loi ;

2° En taillant un bloc de marbre, un ouvrier avait reçu un éclat dans l'œil et l'accident n'avait pas eu de témoins. Nous avons pu, cependant, conclure de notre enquête que l'ouvrier avait droit à réparation.

*Atelier de construction.* — 1° Pendant le repos du milieu du jour, un ouvrier s'est penché à une fenêtre pour prendre son mètre qui était tombé sur l'appui extérieur. Il a fait une chute qui n'a pas eu de graves conséquences. Les circonstances ne nous ont pas permis de conclure à l'application de la loi ;

2° En maniant un outil, la victime s'est blessée à la paume de la main. La société d'assurances a refusé d'intervenir, déclarant que la blessure n'était pas le résultat d'un accident. Nous avons conclu en sens contraire après les renseignements fournis par le patron et les témoins.

*Teinturerie.* — Un ouvrier s'était écorché les doigts contre le bord d'une chaudière à teindre. L'inflammation consécutive était attribuée par la société d'assurances à une maladie professionnelle. Nous avons estimé que la cause initiale était un accident.

*Fabrique de chapeaux.* — 1° Un ouvrier en lavant des chapeaux dans une solution de soude puis en les rinçant à l'eau chaude,

a reçu des brûlures aux mains. Nous n'avons pas admis qu'il s'agissait d'une maladie professionnelle, comme le prétendait la société d'assurances;

2° A la suite d'un coup reçu à la jambe en maniant une forme à chapeaux, l'inflammation qui était survenue avait contraint un ouvrier au chômage. Nous n'avons pas partagé l'avis de la société d'assurances qui contestait l'influence du coup reçu.

*Fabrique d'étoffes.* — Un ouvrier a été atteint d'une hernie consécutive à une chute faite dans un escalier. Nous avons estimé qu'il y avait lieu de conclure à l'application de la loi, car il s'agissait de ce qu'il est convenu d'appeler une hernie de force ayant nécessité une intervention chirurgicale immédiate.

## SECTION VIII.

### Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Le service des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, constitue toujours une de nos plus lourdes attributions.

Le nombre des demandes en autorisation soumises, cette année, à notre avis, s'est élevé à 385 dont 347 pour la province de Liége et 38 pour celle du Limbourg. Toutes ces demandes ont été instruites sur place et ont donné lieu, chacune, à la rédaction d'un rapport circonstancié.

Notre avis a été réclamé, en outre, au sujet de la détermination des rubriques sous lesquelles il convenait de ranger 11 établissements. Deux de ceux-ci, une fabrique de couleurs et un magasin de vêtements usagés n'étaient visés par aucune des rubriques de la nomenclature, les autres tombaient sous la rubrique : « Moteurs, procédés de travail ou machines pouvant occasionner un choc ou un bruit nuisible ou incommode. »

Quatorze réclamations ont été soumises à notre examen, dont six étaient relatives au bruit d'un chantier naval, d'une fabrique de beurre, d'une forge, de trois moteurs à gaz. Deux réclamations avaient pour objet l'odeur se dégageant d'un dépôt de fromages et d'un magasin de chiffons.

Deux autres visaient le dégagement de poussières d'une filature et d'une fonderie de fer.

Deux réclamations étaient introduites contre les fumées d'une fonderie de fer et d'un four de boulanger.

Les auteurs des deux dernières protestaient contre l'emploi de bisulfite dont les exploitants de lavoirs à laine et d'une teinturerie auraient continué à faire usage dans d'autres conditions que celles fixées par les arrêtés de la Députation permanente.

Les demandes introduites en 1913 tendaient à obtenir l'autorisation d'exploiter ou de maintenir 948 établissements ou installations tombant sous les rubriques de la nomenclature reprises au tableau ci-après :

PROVINCE DE LIÉGE.

| | |
|---|---|
| Métaux (Travail en grand des) | 46 |
| Gaz (Moteurs à) | 100 |
| Cinématographes | 35 |
| Salles de spectacle | 35 |
| Electricité: Dynamos génératrices | 82 |
| Electricité: Moteurs | 197 |
| Machines, procédés de travail, etc., pouvant occasionner un choc incommode | 13 |
| Gaz pauvre (Production du) | 37 |
| Chaux (Magasin de) | 1 |
| Moulin à broyer | 1 |
| Moulins à farine | 11 |
| Matières inflammables (Dépôts de) | 65 |
| Briqueteries | 54 |
| Mégisserie | 1 |
| Cuirs verts (Dépôts de) | 2 |
| Cuirs secs (Dépôt de) | 1 |
| Accumulateurs électriques | 8 |
| Chaudières (Fabriques de) et opérations de chaudronnerie | 8 |
| Fonderies de fer | 7 |
| Fonderies de cuivre | 11 |
| Filatures de laine | 2 |
| Tissanderies mécaniques | 2 |

| | |
|---|---|
| Machines et mécaniques (Ateliers pour la fabrication de) | 5 |
| Electricité: transformateurs | 12 |
| Acétylène (Production de l') | 9 |
| Carbure de calcium (Dépôts de) | 13 |
| Chicorée (Fabrication de la) | 1 |
| Broyeurs à mortier | 5 |
| Chiffons (Magasins de) | 2 |
| Huiles minérales (Dépôts d') | 5 |
| Chaussures (Fabrication de) | 3 |
| Cire à cacheter (Fabrication de la) | 1 |
| Atelier de plombier | 1 |
| Atelier de zingueur | 1 |
| Distillerie | 1 |
| Emaux (Fabrique d') | 1 |
| Gaz carburés (Production de) | 2 |
| Matières filamenteuses (Dépôts de déchets de) | 2 |
| Zingage du fer et de la fonte | 1 |
| Matières combustibles (Dépôts de) | 3 |
| Tuiles, briques (Fours à cuire les) | 2 |
| Laine (Effilochage de la) | 2 |
| Laine (Battage de la) | 3 |
| Gazomètre | 1 |
| Potier de terre (Atelier de) | 1 |
| Automobiles (Garages d') | 6 |
| Os (Magasins d') | 6 |
| Teintureries | 2 |
| Glace artificielle (Fabrication de la) | 3 |
| Boulangerie | 1 |
| Menuiserie (Ateliers de) | 4 |
| Forges | 10 |
| Bois (Dépôt de) | 1 |
| Huiles fixes (Dépôts d') | 2 |
| Tir pour armes de chasse | 1 |
| Laine (Lavoir à) | 1 |
| Epaillage des laines et déchets | 1 |
| Tôles émaillées (Fabrication des) | 2 |
| Paille (Magasin de) | 1 |
| Brosses (Ateliers de montage) | 2 |

| | |
|---|---|
| Buanderie en grand | 1 |
| Savon (Fabrication de) | 1 |
| Sel (Raffinerie de) | 1 |
| Tannerie | 1 |
| Ecorces (Moulin à) | 1 |
| Ecorces (Magasin d') | 1 |
| Pommes (Fabrique de sirop de) | 1 |
| Bois (Scierie de) | 1 |
| Dorure sur métaux | 1 |
| Argenture sur métaux | 1 |
| Huiles (Epuration des) | 1 |
| Graisses pour mécaniques (Dépôt de) | 1 |
| Graisses (Dépôt de) | 1 |
| Total | 852 |

## PROVINCE DE LIMBOURG.

| | |
|---|---|
| Accumulateurs électriques | 2 |
| Acétylène non comprimé (Production d') | 1 |
| Automobiles (Garage d') | 1 |
| Beurre (Local où l'on manipule le) | 1 |
| Briqueteries permanentes | 8 |
| Carbure de calcium (Dépôts de) | 3 |
| Chiffons (Magasin de) | 1 |
| Débris d'animaux (Dépôt de) | 1 |
| Electricité: Dynamos génératrices | 7 |
| Electricité: Moteurs ou machines réceptrices | 4 |
| Fonderie de fer | 1 |
| Forge | 1 |
| Gaz de gazogène (Production du) par aspiration | 4 |
| Glace artificielle (Fabrication de la) | 1 |
| Huiles fixes (Dépôt d') | 1 |
| Huiles minérales lourdes pour le graissage | 3 |
| Liqueurs spiritueuses (Fabrication de) par distillation | 1 |
| Liqueurs spiritueuses (Fabrication de) par mixtion, etc. | 1 |
| Machines et mécaniques de tout genre (Fabr. de) | 2 |
| Matières combustibles (Dépôt de) | 1 |

| | |
|---|---|
| Matières inflammables (Dépôts de) (pétrole, alcool, etc.) | 4 |
| Matières inflammables (éther ordinaire, etc.) (Dépôts de) | 12 |
| Menuiserie (Atelier de) | 1 |
| Machines, procédés de travail pouvant occasionner un choc, etc., incommode | 19 |
| Moulins à farine | 8 |
| Moulin à huile de graines oléagineuses | 1 |
| Projections lumineuses dans les lieux publics | 2 |
| Tabac (Manufacture de) | 1 |
| Théâtres permanents, salles de spectacle | 2 |
| Tuiles (pannes), briques (Four à cuire les) | 1 |
| Total | 96 |
| Total pour les deux provinces | 948 |

Les procès-verbaux dressés et leurs suites judiciaires sont résumés au tableau XI.

**Réglementation des cinématographes** (arrêté royal du 13 juillet 1908.)— Le nombre de ces établissements a considérablement augmenté. Au cours de cette année 37 demandes d'exploitation ont été introduites. En général, les conditions de l'arrêté étaient bien observées dans les établissements visités, mais elles sont insuffisantes pour assurer une entière sécurité.

Il convient donc de compléter l'arrêté dans le sens indiqué dans notre précédent rapport.

## SECTION IX.

### (Arrêté royal du 14 juin 1899.)

**Epreuves des récipients destinés à contenir des gaz comprimés ou liquéfiés.**

Nous avons consacré 34 séances aux épreuves de 1,296 récipients, dont 44 ont subi une déformation permanente.

Nous estimons que l'obligation de l'épreuve devrait être étendue aux récipients qui ne sont pas destinés à être transportés par chemin de fer, en diminuant toutefois le taux de la pression d'épreuve, ce qui, du reste, a été fait à l'étranger.

PERSONNEL DE

PROVINCE DE LIÉGE.

TABLEAU I

| DESIGNATION DES GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| Industries des carrières et industries connexes | 9 | 99 | 1 | 1 |
| — des métaux | 322 | 12125 | 214 | 483 |
| — céramiques | 2 | 15 | — | 3 |
| — verrières | 6 | 4673 | 497 | 366 |
| — chimiques | 5 | 1740 | — | 5 |
| — alimentaires | 43 | 672 | 7 | 8 |
| — textiles | 3 | 929 | 26 | 27 |
| — du vêtement | 2 | 14 | — | 1 |
| — de la construction | 165 | 1449 | 27 | 5 |
| — du bois et de l'ameublement | 67 | 834 | 2 | 22 |
| — des peaux et cuirs | 4 | 75 | — | — |
| — du tabac | 3 | 77 | — | 4 |
| — du papier | 2 | 14 | — | — |
| — du livre | 4 | 25 | — | — |
| — d'art et de précision | 3 | 93 | — | 1 |
| — spéciales | 19 | 955 | 11 | 5 |
| — des transports | 2 | 203 | — | — |
| Totaux | 661 | 24002 | 785 | 931 |

## ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

### ARRONDISSEMENT DE LIÉGE.

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Garçons | Hommes | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | de 14 à 16 ans. | de plus de 16 ans | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| — | — | — | — | 74 | — | 74 | — | — | — |
| 17 | 58 | 304 | 380 | 388 | — | 388 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 168 | 267 | 507 | 466 | 1314 | 213 | 1101 | — | — | — |
| — | 7 | 319 | 148 | 723 | — | 723 | — | — | — |
| 2 | 2 | 11 | 36 | 374 | 8 | 366 | — | — | — |
| 163 | 158 | 227 | 163 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 21 | 43 | 24 | 8 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 8 | 5 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 4 | 12 | 6 | 20 | — | — | — | — | — | — |
| 5 | 2 | 2 | 2 | — | — | — | — | — | — |
| — | 1 | 2 | — | — | — | — | — | — | — |
| 3 | 16 | 15 | 11 | — | — | — | — | — | — |
| 3 | 36 | 86 | 80 | 255 | — | 255 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 386 | 602 | 1511 | 1319 | 3128 | 221 | 2907 | — | — | — |

PERSONNEL DES

PROVINCE DE LIÉGE. —

TABLEAU I

| DESIGNATION DES GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| Industries des carrières et industries connexes | 9 | 99 | 1 | 1 |
| — des métaux | 322 | 12125 | 214 | 483 |
| — céramiques | 2 | 15 | — | 3 |
| — verrières | 6 | 4673 | 497 | 366 |
| — chimiques | 5 | 1740 | — | 5 |
| — alimentaires | 43 | 672 | 7 | 8 |
| — textiles | 3 | 929 | 26 | 27 |
| — du vêtement | 2 | 14 | — | 1 |
| — de la construction | 165 | 1449 | 27 | 5 |
| — du bois et de l'ameublement | 67 | 834 | 2 | 22 |
| — des peaux et cuirs | 4 | 75 | — | — |
| — du tabac | 3 | 77 | — | 4 |
| — du papier | 2 | 14 | — | — |
| — du livre | 4 | 25 | — | — |
| — d'art et de précision | 3 | 93 | — | 1 |
| — spéciales | 19 | 955 | 11 | 5 |
| — des transports | 2 | 203 | — | — |
| Totaux | 661 | 24002 | 785 | 931 |

## TABLISSEMENTS VISITÉS.

### RRONDISSEMENT DE LIÉGE.

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| — | — | — | — | 74 | — | 74 | — | — | — |
| 17 | 58 | 304 | 380 | 388 | — | 388 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 168 | 267 | 507 | 466 | 1314 | 213 | 1101 | — | — | — |
| — | 7 | 319 | 148 | 723 | — | 723 | — | — | — |
| 2 | 2 | 11 | 36 | 374 | 8 | 366 | — | — | — |
| 163 | 158 | 227 | 163 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 21 | 43 | 24 | 8 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 8 | 5 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 4 | 12 | 6 | 20 | — | — | — | — | — | — |
| 5 | 2 | 2 | 2 | — | — | — | — | — | — |
| — | 1 | 2 | — | — | — | — | — | — | — |
| 3 | 16 | 15 | 11 | — | — | — | — | — | — |
| 3 | 36 | 86 | 80 | 255 | — | 255 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 386 | 602 | 1511 | 1319 | 3128 | 221 | 2907 | — | — | — |

PERSONNEL DES

PROVINCE DE LIÉGE. —

| DESIGNATION DES GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| Industries des carrières et industries connexes | 1 | 8 | — | — |
| — des métaux. | 25 | 1427 | 14 | 84 |
| — céramiques | 17 | 460 | — | 15 |
| — chimiques | 5 | 92 | — | — |
| — alimentaires | 51 | 1388 | — | 35 |
| — du vêtement | 1 | 12 | — | — |
| — de la construction | 5 | 53 | — | — |
| — du bois et de l'ameublement | 9 | 81 | — | — |
| — des peaux et cuirs | 2 | 11 | — | — |
| — du papier | 3 | 950 | — | — |
| — du livre | 5 | 41 | — | 3 |
| — spéciales | 2 | 12 | — | — |
| Totaux. | 126 | 4535 | 14 | 137 |

TABLISSEMENTS VISITÉS.

RONDISSEMENT DE HUY.

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | Filles et femmes de | | |
| | | | | | | | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| — | — | — | — | 2 | — | 2 | — | — | — |
| — | 6 | 30 | 30 | 50 | 17 | 33 | — | — | — |
| — | — | 4 | 5 | 8 | — | 8 | — | — | — |
| — | — | — | — | 15 | — | 15 | — | — | — |
| — | — | — | 10 | 325 | 35 | 290 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | 6 | — | 6 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 6 | 150 | 115 | — | 115 | — | — | — |
| — | — | 6 | 5 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | 6 | 46 | 200 | 521 | 52 | 469 | — | — | — |

PERSONNEL DES

PROVINCE DE LIÈGE.

| DESIGNATION DES GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| Industries des carrières et industries connexes . . . . . | 11 | 79 | 2 | 9 |
| — des métaux. . . . . | 37 | 689 | — | 18 |
| — céramiques . . . . . | 9 | 437 | 18 | 23 |
| — chimiques . . . . . | 7 | 12 | — | — |
| — alimentaires . . . . . | 28 | 321 | 5 | 14 |
| — textiles . . . . . | 169 | 14420 | 15 | 78 |
| — du vêtement . . . . . | 11 | 245 | 1 | 17 |
| — de la construction . . . . . | 75 | 1470 | — | 2 |
| — du bois et de l'ameublement . . | 50 | 401 | — | — |
| — des peaux et cuirs . . . . . | 13 | 428 | — | 12 |
| — du tabac . . . . . | 1 | 4 | — | — |
| — du papier . . . . . | 6 | 303 | 2 | 10 |
| — du livre . . . . . | 19 | 396 | 1 | 29 |
| — spéciales . . . . . | 14 | 179 | — | — |
| — des transports . . . . . | 3 | 25 | — | — |
| Totaux. . . | 453 | 19409 | 44 | 212 |

ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

ARRONDISSEMENT DE VERVIERS.

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 16 | 19 | 28 | 12 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | 1 | — | 1 | — | — | — |
| 6 | 8 | 37 | 18 | 33 | — | 33 | — | — | — |
| 375 | 103 | 1337 | 4262 | 1770 | — | 1278 | — | — | 492 |
| 1 | 19 | 39 | 33 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 4 | 27 | 64 | 29 | 28 | 2 | 26 | — | — | — |
| — | 17 | 41 | 20 | — | — | — | — | — | — |
| 3 | 10 | 27 | 26 | 7 | — | 7 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 405 | 203 | 1573 | 4400 | 1839 | 2 | 1345 | — | — | 492 |

PERSONNEL DE

PROVINCE DE LIÉGE.

| DESIGNATION DES GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| Industries des carrières et industries connexes . . . . . | 1 | 220 | — | — |
| — des métaux. . . . . | 7 | 55 | — | — |
| — chimiques . . . . . | 4 | 62 | — | — |
| — alimentaires . . . . . | 58 | 1961 | 1 | 72 |
| — de la construction . . . . . | 1 | 4 | — | — |
| — du bois et de l'ameublement . . | 1 | 4 | — | — |
| Totaux. . . | 72 | 2306 | 1 | 72 |

RÉCAP

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Arrondissement de Liége . . . . . | 661 | 24002 | 785 | 931 |
| — de Huy. . . . . | 126 | 4535 | 14 | 137 |
| — de Verviers . . . . . | 403 | 19409 | 44 | 212 |
| — de Waremme. . . . . | 72 | 2306 | 1 | 72 |
| Totaux généraux. . . | 1312 | 50252 | 844 | 1352 |

ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

ARRONDISSEMENT DE WAREMME.

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 7 | 3 | — | — | — | — | — | — |
| 1 | — | — | 15 | 836 | 72 | 764 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 1 | — | 7 | 28 | 836 | 78 | 764 | — | — | — |

TULATION.

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 386 | 602 | 1511 | 1319 | 3128 | 221 | 2907 | — | — | — |
| — | 6 | 46 | 200 | 521 | 52 | 469 | — | — | — |
| 405 | 203 | 1573 | 4400 | 1839 | 2 | 1345 | — | — | 492 |
| 1 | — | 7 | 28 | 836 | 72 | 764 | — | — | — |
| 792 | 811 | 3137 | 5947 | 6324 | 347 | 5485 | — | — | 492 |

PERSONNEL

PROVINCE DE LIMBOURG.

| DESIGNATION DES GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de 12 à 14 ans. | Garçons de 14 à 16 ans. |
|---|---|---|---|---|
| Industries des carrières. . . . . | 1 | 6 | — | — |
| — des métaux. . . . . | 18 | 210 | — | 4 |
| — céramiques . . . . . | 9 | 105 | 9 | 17 |
| — chimiques . . . . . | 7 | 110 | 1 | 6 |
| — alimentaires . . . . . | 60 | 163 | — | 1 |
| — du vêtement . . . . . | 4 | 17 | — | — |
| — de la construction . . . . . | 8 | 97 | — | — |
| — du bois et de l'ameublement . . | 22 | 117 | — | 1 |
| — du tabac . . . . . | 4 | 28 | 3 | 3 |
| — d'art et de précision . . . . . | 5 | 150 | 9 | 27 |
| — spéciales . . . . . | 27 | 72 | 4 | 13 |
| Totaux. . . | 165 | 1075 | 26 | 72 |

PROVINCE DE LIMBOURG.

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Industries des métaux. . . . . | 12 | 209 | — | 8 |
| — céramiques . . . . . | 22 | 173 | 10 | 16 |
| — alimentaires . . . . . | 8 | 11 | — | — |
| — du vêtement . . . . . | 6 | 69 | — | 3 |
| — de la construction . . . . . | 8 | — | — | — |
| — du bois et de l'ameublement . . | 17 | 84 | — | — |

## ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

### ARRONDISSEMENT DE HASSELT.

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 11 | 4 | 2 | — | 2 | — | — | — |
| — | — | — | — | 4 | — | 4 | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 2 | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | 3 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 13 | 7 | 6 | — | 6 | — | — | — |

### ARRONDISSEMENT DE TONGRES.

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | 3 | 4 | 5 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 2 | 12 | 15 | 8 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |

PERSONNEL DE

PROVINCE DE LIMBOURG. —

| DESIGNATION DES GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Garçons de | |
|---|---|---|---|---|
| | | | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. |
| Industries du tabac. . . . . | 4 | 174 | 4 | 39 |
| — du livre . . . . . | 1 | 7 | — | — |
| — spéciales . . . . . | 5 | 3 | — | — |
| Totaux. . . | 83 | 730 | 14 | 66 |

PROVINCE DE LIMBOURG. —

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Industries céramiques . . . . . | 1 | 15 | — | 1 |
| — alimentaires . . . . . | 8 | 12 | — | — |
| — de la construction . . . . . | 1 | 25 | — | — |
| — du bois et de l'ameublement . . | 1 | 16 | — | — |
| — du tabac. . . . . | 7 | 601 | 30 | 62 |
| — spéciales . . . . . | 4 | 38 | — | 6 |
| Totaux. . . | 22 | 707 | 30 | 69 |

RÉCAPI

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Arrondissement de Hasselt . . . . . | 167 | 1075 | 26 | 72 |
| — de Tongres . . . . . | 83 | 730 | 14 | 66 |
| — de Maeseyck . . . . . | 22 | 707 | 30 | 69 |
| Totaux généraux. . . | 272 | 2512 | 70 | 207 |

ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

ARRONDISSEMENT DE TONGRES (*suite*).

| Filles et femmes de | | | | Personnel travaillant la nuit. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Filles et femmes de | | |
| 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. | En totalité. | Garçons de 14 à 16 ans. | Hommes de plus de 16 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| — | — | 1 | 1 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | 1 | — | 1 | — | — | — |
| 2 | 15 | 20 | 14 | 1 | — | 1 | — | — | — |

ARRONDISSEMENT DE MAESEYCK.

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2 | 1 | 5 | 6 | — | — | — | — | — | — |
| 1 | 1 | 1 | — | — | — | — | — | — | — |
| — | 6 | 3 | 3 | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 10 | 26 | 33 | 20 | — | — | — | — | — | — |
| — | 5 | 1 | — | 1 | — | 1 | — | — | — |
| 13 | 39 | 43 | 29 | 1 | — | 1 | — | — | — |

CULATION.

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| — | — | 13 | 7 | 6 | — | 6 | — | — | — |
| 2 | 15 | 20 | 14 | — | — | — | — | — | — |
| 13 | 39 | 43 | 29 | 1 | — | 1 | — | — | — |
| 15 | 54 | 76 | 50 | 7 | — | 7 | — | — | — |

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES A LA LOI DU 13 DÉCEMBRE 1[illegible]

PROVINCE DE LIÉGE.

TABLEAU II

| INDUSTRIES DE DIVERSES CATEGORIES. | Loi du 13 décembre 1889. | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Art. 2. | Art. 4. | Art. 6. | Art. 10. | Art. 11. |
| Industries d'art et de précision | 1 | — | — | 4 | 4 |
| Industries des tabacs et cigares | — | — | — | 2 | 1 |
| Fabrication du sucre | — | — | — | — | 1 |
| Industrie du mobilier et industries accessoires du bâtiment | — | — | — | 4 | — |
| Industrie des produits réfractaires | — | — | — | — | 1 |
| Cristallerie et gobeleterie | — | — | 4 | — | — |
| Industries accessoires du vêtement (2e cat.). | — | — | — | — | — |
| Industrie de la grosse construction mécanique | — | — | — | 12 | 6 |
| Industrie de la petite construction mécanique | — | — | — | 51 | 28 |
| Briqueteries et tuileries (à la main) et autres exploitations similaires | — | — | — | 31 | 20 |
| Industries non visées par les arrêtés précédents | — | — | — | 4 | 1 |
| Totaux. | 1 | — | 4 | 108 | 62 |

PROVINCE DE LIÉGE.

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Industries d'art et de précision | — | — | — | — | 2 |
| Fabrication du sucre | — | — | — | 3 | — |
| Industries accessoires du vêtement (2e cat.). | — | — | — | — | 1 |
| Industrie de la grosse construction mécanique | — | — | — | 1 | 1 |
| Industrie de la petite construction mécanique | — | — | — | — | 2 |
| Totaux. | — | — | — | 4 | 6 |

AINSI QU'AUX ARRÊTÉS PRIS EN EXÉCUTION DE CETTE LOI.

ARRONDISSEMENT DE LIÉGE.

| Arrêté royaux. | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non affichage du tableau des heures de travail et des repos. | Infractions à l'arrêté royal du 19 février 1895. | |
| | | | Article. | Nature de l'établissement. |
| — | — | 6 | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | 6 | Travail mécanique du bois. |
| — | — | 1 | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | 3 | | |
| — | 1 | 18 | | |
| — | — | 19 | | |
| — | — | 1 | | |
| — | 1 | 48 | | |

ARRONDISSEMENT DE HUY.

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES A LA LOI DU 13 DÉCEMBRE 188

PROVINCE DE LIÉGE. —

| INDUSTRIES DE DIVERSES CATEGORIES. | Loi du 13 décembre 1889. | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Art. 2. | Art. 4. | Art. 6. | Art. 10. | Art. 11. |
| Industries accessoires du vêtement (2e cat.). | — | 1 | — | 1 | 1 |
| Carrières et ateliers qui en dépendant . . | — | — | — | 1 | 1 |
| Fabrique de chocolat . . . . . | — | 1 | — | — | — |
| Briqueterie . . . . . | — | 1 | — | — | — |
| Totaux. . . | — | 3 | — | 2 | 2 |

PROVINCE DE LIÉGE. —

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Fabrication du sucre . . . . . | — | — | — | 3 | — |
| Industrie de la petite construction mécanique . . . . . | — | — | — | — | 1 |
| Totaux. . . | — | — | — | 3 | 1 |

RÉCAPI

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Arrondissement de Liége . . . . . | 1 | — | 4 | 108 | 62 |
| — de Huy. . . . . | — | — | — | 4 | 9 |
| — de Verviers . . . . . | — | 3 | — | 2 | 2 |
| — de Waremme. . . . . | — | — | — | 3 | 1 |
| Totaux. . . | 1 | 3 | 4 | 117 | 74 |

INSI QU'AUX ARRÊTÉS PRIS EN EXÉCUTION DE CETTE LOI.

RRONDISSEMENT DE VERVIERS.

| Arrêtés royaux. | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non affichage du tableau des heures de travail et des repos. | Infractions à l'arrêté royal du 19 février 1895. | |
| | | | Article. | Nature de l'établissement. |
| 1 | — | — | | |
| — | — | — | 6 | Travail mécanique du bois. |
| 1 | 1 | — | | |
| 1 | — | — | | |
| 3 | 1 | — | | |

ARRONDISSEMENT DE WAREMME.

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |
| — | — | — | | |

TULATION.

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| — | 1 | 48 | | |
| — | — | — | | |
| 3 | 1 | — | | |
| — | — | — | | |
| 3 | 2 | 48 | | |

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES A LA LOI DU 13 DECEMBRE 18

PROVINCE DE LIMBOURG. —

| INDUSTRIES DE DIVERSES CATEGORIES. | Loi du 13 décembre 1889. | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Art. 2. | Art. 4. | Art. 6. | Art. 10. | Art. 11. |
| Industries d'art et de précision | — | — | — | — | 4 |
| Industrie du mobilier et industries accessoires du bâtiment | — | — | — | 3 | 6 |
| Industrie de la grosse construction mécanique | — | — | — | — | 2 |
| Industrie de la petite construction mécanique | — | — | — | 2 | 6 |
| Briqueteries et tuileries à la main et exploitation similaires | — | — | — | 6 | 9 |
| Industries non visées par les arrêtés précédents | — | — | — | 2 | 2 |
| Totaux | — | — | — | 13 | 29 |

PROVINCE DE LIMBOURG. —

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Industries des tabacs et cigares | — | — | — | — | 5 |
| Industries accessoires du vêtement (2e cat.) | — | — | — | 1 | — |
| Industrie de la petite construction mécanique | — | — | — | 2 | 1 |
| Briqueteries et tuileries à la main et exploitation similaires | — | — | — | 11 | 10 |
| Industries non visées par les arrêtés précédents | — | — | — | 1 | 1 |
| Totaux | — | — | — | 15 | 20 |

INSI QU'AUX ARRÊTÉS PRIS EN EXÉCUTION DE CETTE LOI.

RRONDISSEMENT DE HASSELT.

| Arrêtés royaux. | | | | |
|---|---|---|---|---|
| ravail prolongé de personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non affichage du tableau des heures de travail et des repos. | Infractions à l'arrêté royal du 19 février 1895. | |
| | | | Article. | Nature de l'établissement. |
| — | 1 | 1 | | |
| — | — | 2 | | |
| — | — | 1 | | |
| — | — | 2 | | |
| — | — | 4 | | |
| — | — | — | | |
| — | 1 | 10 | | |

RRONDISSEMENT DE TONGRES.

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| — | — | 2 | | |
| — | - | — | | |
| — | — | 2 | | |
| 1 | — | 2 | | |
| — | — | — | | |
| 1 | — | 6 | | |

# LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

*Province de Liége.*

TABLEAU III

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Triage de chiffons. . . . . | 20 janvier. | Art. 10 de la loi : 7 filles de moins de 21 ans sans carnet. Absence du registre prescrit . . . . . | 26 fr. d'amende conditionnellement; sursis : 2 ans. |
| Briqueterie . . . | 10 juin. | Art. 2 de l'arrêté royal du 22 septembre 1896 : travail prolongé de personnes protégées . . . . . | 2 fois 26 fr.; sursis : 1 an. |
| Atel. de constructions métalliques. | 7 août. | Art. 10 de la loi : 4 garçons de moins de 16 ans sans carnet. Absence du registre prescrit . . . . . | 10 fr. à chacun des deux prévenus; sursis : 1 an. |
| Fabrique de meubles . . . . . | 4 octobre. | Art. 2. de la loi : emploi d'un garçon de moins de 12 ans. | |
| Id. | 4 octobre. | Art. 17 de la loi : Idem; procès-verbal à charge du père de l'enfant . . . . . | |
| Id. | 4 octobre. | Art. 6 de l'arrêté royal du 19 février 1895 : enfant de moins de 16 ans présent dans un atelier de travail mécanique du bois . . . | |
| Travail mécanique du bois. . . . | 4 octobre. | Art. 6 de l'arrêté royal du 19 février 1895 : présence d'enfants de moins de 16 ans. . . . . | |
| Fabrique de chocolat . . . . | 17 octobre. | Art. 2, 3, 4 et 5 de l'arrêté royal du 20 décembre 1911 : Emploi de personnes protégées : *a)* plus de dix heures par jour sans carnet à souche; *b)* plus de neuf heures sans 45 minutes de repos au milieu du jour. Tableau des heures de travail non affiché . . . . . | |
| Fabrique de pierres à rasoir . . | 4 décembre. | Art. 10 et 11 de la loi : 4 garçons de moins de 16 ans. Absence du registre prescrit. Non affichage de la loi. | 5 amendes de 26 fr. sursis : 1 an. |

## LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889 (*suite*).

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

*Province de Limbourg.*

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Taillerie de diamants. | 8 mai. | Art. 3 de l'arrêté royal du 26 décembre 1892 : Heures de travail divisées par un seul repos . . . . . | 6 fois 20 fr. d'amende ou 6 fois 8 jours, sans sursis. |
| Briqueterie à la main . . . . | 17 mai. | Art. 11 de la loi du 13 décembre 1889. Non affichage de la loi et de l'arrêté royal . | 26 fr. d'amende pour le total des infractions à différentes lois et règlements ou 8 j. de prison; sursis : 3 ans. |
| Briqueterie à la main . . . . | 21 juillet. | Art. 10 et 11 de la loi du 13 décembre 1889 : Non affichage de la loi et de l'arrêté royal. Absence de 4 carnets. | 4 fois 2 fr. d'amende ou 4 fois 1 j. de prison ; sursis : 2 ans. |
| | | Art. 2 et 5 de l'arrêté royal du 22 septembre 1896. Travail prolongé et non affichage du tableau . . . . | |

## TRAVAIL DE NUIT DES FEMMES.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

*Province de Limbourg.*

TABLEAU IV

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Nature de l'établissement. |
|---|---|---|---|
| Briqueterie permanente à la main. | 27 juin. | Art. 2 et 3 de la loi du 19 août 1911. Emploi de deux femmes, de plus de 21 ans, au travail, de 5 heures du matin à 9 heures du soir . | 15 fr. d'amende ou 8 jours de prison ; sursis : 1 an. |
| Briqueterie permanente à la main | 27 juin. | Art. 2 et 3 de la loi du 19 août 1911 : Emploi de deux femmes, de plus de 21 ans, au travail, de 5 heures du matin à 9 heures du soir . | 15 fr. d'amende ou 3 jours de prison, sans sursis. |

## REPOS DU DIMANCHE.

### RÉSUMÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES.

*Province de Liége.*

TABLEAU V

| Groupes d'industries. | Contraventions au régime simple de la loi (art. 2). | Contraventions au régime atténué (art. 4). | Contraventions à l'article 9. |
|---|---|---|---|
| Industries alimentaires . | 1 | — | — |
| Industries textiles . . . | 2 | — | 1 |
| Industries de la construction . . . . . | 1 | — | — |
| Totaux. . . | 4 | — | 1 |

| Application de l'art. 7. | Nombre de visites. | Personnel. | Nombre d'établissements en contravention. |
|---|---|---|---|
| *Province de Liége.* | | | |
| Magasins de détail non visés à l'article 4. . . | 341 | 875 (1) | — |
| Salons de coiffure . . . | 77 | 109 (1) | 4 |
| Totaux. . . | 418 | 984 (1) | 4 |
| *Province de Limbourg.* | | | |
| Magasins de détail non visés à l'article 4. . . | 7 | 6 | — |
| Salons de coiffure . . . | 15 | 18 | 5 |
| Totaux. . . | 22 | 24 | 5 |
| Totaux généraux. . . | 440 | 1008 | 9 |

(1) Ces chiffres ne sont qu'approximatifs, le personnel des établissements fermés au moment de notre visite n'ayant pu être relevé.

## REPOS DU DIMANCHE. (*suite.*)

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

*Province de Liége.*

TABLEAU VI

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Triage de chiffons. . . . . | 20 janvier. | Art. 2 et 9 de la loi : Un ouvrier et une ouvrière de moins de 21 ans employés plus de 6 jours par semaine. | 26 fr.; sursis : 2 ans. |
| Id. | 21 janvier. | Art. 17 de la loi : Laissé travailler le dimanche sa fille âgée de moins de 18 ans . | Acquittement. |
| Fabrique de laines artificielles . . | 22 janvier. | Art. 2 de la loi : Travail de plus de 6 jours. (Emploi au travail du dimanche de 2 ouvriers.) . . . . . | Renvoi des poursuites, sans frais, la prévention n'étant pas établie. |
| Salon de coiffure. | 7 avril. | Art. 2 et 7 de la loi : Emploi d'un garçon le dimanche après midi . . . . . | 26 fr.; sursis : 3 ans. |
| Moulin à farine . | 26 août. | Art. 2 et 5 de la loi : Emploi au travail du dimanche de 5 ouvriers. . . . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Salon de coiffure. | 5 octobre. | Art. 2 et 7 de la loi : Garçon employé le dimanche après midi. . . . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Chantier de montago de charpentes métalliques . | 5 octobre. | Art. 2 de la loi : Emploi au travail du dimanche de 14 ouvriers . . . . . | Acquittement. |
| Salon de coiffure. | 30 novembre. | Art. 2 de la loi : Emploi d'un garçon le dimanche à 14 heures et demie . . . . . | 26 fr. ou 8 jours; sursis : 3 ans. |
| Id. | 2 décembre. | Art. 2 de la loi : Emploi d'un garçon le dimanche à 15 heures 10 min. . . . . | Id. |
| *Province de Limbourg.* | | | |
| Salon de coiffure. | 25 mai. | Art. 7 : Un garçon coiffeur occupé au travail à 7 1/2 heures du matin . . . . | 2 fr. ou 1 jour. |
| Id. | 25 mai. | Art. 7 : Un garçon coiffeur occupé au travail avant 8 heures du matin. . . . | 2 fr. ou 1 jour; sursis : 1 an. |
| Id. | 25 mai. | Art. 7 : Un garçon coiffeur occupé au travail avant 8 heures du matin. . . . | 2 fr. ou 1 jour; sursis : 1 an. |

## REPOS DU DIMANCHE (*suite*).

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

*Province de Limbourg (suite).*

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Salon de coiffure. | 25 mai. | Art. 7 : Un garçon coiffeur occupé au travail avant 8 heures du matin. . . . | 2 fr. ou 1 jour; sursis : 1 an. |
| Id. | 25 mai. | Art. 7 : Deux garçons coiffeurs occupés au travail le dimanche après-midi. . . . | 10 fr. ou 2 jours; sursis : 2 ans . |

## RÈGLEMENTS D'ATELIER.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

TABLEAU VII

*Province de Liége.*

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Triage de chiffons. . . . . | 20 janvier. | Art. 12 de la loi du 15 juin 1896 : Absence du registre contenant l'état du personnel | 26 fr.; sursis : 3 ans. |
| Atelier de constructions métalliques . . . . | 7 août. | Art. 12 de la loi : Absence de l'état du personnel . . | Chacun des deux prévenus, 26 fr.; sursis : 1 an. |
| Chantier de construction . . . | 25 août. | Art. 1er et 12 de la loi : Absence de règlement et de l'état du personnel . . . | |
| Fabrique de pierres à rasoir . . | 4 décembre. | Art. 12 de la loi : Absence de l'état du personnel . . | 26 fr.; sursis : 1 a. |

*Province de Limbourg.*

| | | | |
|---|---|---|---|
| Taillerie de diamants . . . . | 29 avril. | Art. 1er : Absence de règlement d'atelier . . . . . | 20 fr. ou 3 jours; sursis : 2 ans. |
| Tuilerie mécanique . . . . . | 13 mai. | Art. 1er : Absence de règlement d'atelier . . . . . | 5 fr. ou 1 jour; sursis : 2 ans. |
| Briqueterie permanente à la main. | 16 mai. | Art. 1er : Absence de règlement d'atelier . . . . . | 26 fr. ou 8 jours pour le total des infractions; sursis : 3 ans. |
| Briqueterie permanente à la main. | 27 juin. | Art. 1er : Absence de règlement d'atelier . . . . . | 3 fois 2 fr. ou 3 fois 1 jour; sursis : 2 ans. |

# SANTÉ ET SÉCURITÉ DES OUVRIERS.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

*Province de Liége.*

TABLEAU VIII

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Moulin à farine . | 7 janvier. | Art. 21 et 55 de l'arrêté royal du 30 mars 1905 : Défaut de protection vis-à-vis de transmission. Absence de règlement . . . . . | Deux amendes de 26 fr.; une amende de 300 fr. pour homicide involontaire. |
| Lavage et épaillage chimique . | 19 février. | Art. 5 et 21 du même arrêté : Dégagement de poussière dans l'atelier; défaut de protection. . . . . | Chacun des deux prévenus à deux peines de 30 fr.; sursis : 2 ans. |
| Electricité . . . | 10 juin. | Art. 21 et 38 du même arrêté : Défaut de protection à l'égard d'une courroie et d'une poulie; passerelle sans garde-corps . . . . . | Deux amendes de 40 fr.; sursis : 2 ans. |
| Filature de laine cardée . . . . | 10 juin. | Art. 6, 21, 22 et 55 du même arrêté : Défaut d'éclairage, de protection et de débrayage; absence de règlement . . . . . | |
| Moulin à farine . | 11 juillet. | Art. 21 du même arrêté : Défaut de protection vis-à-vis d'engrenages et d'un arbre de transmission. . . . . | 50 fr. d'amende. |
| Chantier de construction . . . | 25 août. | Art. 33 et 55 du même arrêté : Appareil de levage instable et sans indication de puissance; absence de l'exemplaire de l'arrêté . . . . | |
| Idem et de couvreur en zinc . | 4 octobre. | Art. 55 du même arrêté : défaut de précautions pour travail sur les toits. Absence d'exemplaire de l'arrêté . . . . . | 10 fr. et frais. |
| Fabrique de chocolat . . . . | 17 octobre . | Art. 10 et 33 du même arrêté : Ateliers malpropres. Montecharge non muni d'appareils de sécurité et sans indication de puissance . . . . | |
| Menuiserie . . . | 16 décembre. | Art. 26 et 55 du même arrêté : Machines tranchantes dépourvues d'appareils protecteurs. Absence d'exemplaire de l'arrêté . . . . . | |

## SANTÉ ET SÉCURITÉ DES OUVRIERS (*suite*).

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

*Province de Limbourg.*

| Nature de l'établissement. | Date et numéro du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Taillerie de diamants. | 29 avril. | Art. 20 : Volant du moteur non entouré d'un garde-corps . . . . . | 20 fr. d'amende ou 5 jours; sursis : 2 ans. |
| Tuilerie mécanique . . . . . | 13 mai. | Art. 21 : Poulie et courroie pouvant compromettre la sécurité des travailleurs, non disposées ou enveloppées de manière à écarter le danger. | 2 fois 5 fr. ou 1 j.; sursis : 2 ans. |
| | | Art. 55 : Règlement général non tenu à la disposition des ouvriers . . . . . | - |
| Briqueterie permanente à la main. | 16 mai. | Art. 55 : Règlement général non tenu à la disposition des ouvriers . . . . . | 26 fr. |

## ARRÊTÉ ROYAL DU 31 MARS 1905.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

*Province de Liége.*

TABLEAU IX

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Chantier de construction . . . | 6 août. | Art. 16 : Insuffisance des mesures prises en vue d'éviter la chute du personnel . . | Sans suite à défaut d'indice suffisant de culpabilité. |
| Id. | 25 août. | Art. 16 et 20 : Défaut de précaution contre la chute de matériaux; absence de l'arrêté . . . . . | |
| Chantier de construction et de couvreur en zinc. | 4 octobre. | Art. 4, 13 et 20 : Travail sur toitures sans précaution; échelle défectueuse; absence de l'arrêté. . . . . | 2 fois 26 fr. |
| Chantier de peintres . . . . . | 5 décembre. | Art. 7 et 16 : Echafaudage ne présentant pas les garanties voulues. Absence de mesures efficaces pour éviter la chute des ouvriers . . . . | Acquittement. |
| Id. | 11 décembre. | Id. | |

# ARRÊTÉ ROYAL DU 15 JUIN 1910.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

*Province de Liége.*

TABLEAU X

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Briqueterie. . . | 29 mai. | Art. 2 : Construction non conformes aux prescriptions. . | |
| | | Art. 5 : Dimensions insuffisantes des locaux . . . . | |
| | | Art. 14 : Insuffisance du nombre des chambres . . . . | 5 fois 26 fr. ou 5 fois 8 jours. |
| | | Art. 15 : Dortoirs non séparés. | |
| | | Art. 16 : Insuffisance du nombre des lits . . . . . | |
| Id. | 10 juin. | Art. 2. Construction non conforme aux prescriptions . | |
| | | Art. 15. Dortoirs non séparés. | 5 fois 10 fr., sursis : 1 an. |
| | | Art. 16. Insuffisance du nombre des lits . . . . . | Renvoi concernant l'article 3. |
| | | Art. 3 : Défaut de hourdis calorifuges . . . . . | |
| | | Art. 6 : Eclairage insuffisant. | |
| Id. | 20 juin. | Art. 2. Construction non conformes aux prescriptions . | |
| | | Art. 3. Défaut de hourdis calorifuges . . . . . | |
| | | Art. 5. Dimensions insuffisantes des locaux . . . . | 5 fois 26 fr. ou 5 fois 8 jours. |
| | | Art. 6. Eclairage insuffisant. | |
| | | Art. 16. Insuffisance du nombre des lits . . . . . | |
| Id. | 21 juin. | Art. 3. Défaut de hourdis calorifuges . . . . . | |
| | | Art. 5. Dimensions insuffisantes des locaux . . . . | 50 fr. ou 15 jours. |
| | | Art. 15. Dortoirs non séparés. | |
| | | Art. 16. Insuffisance du nombre des lits . . . . . | |

# ARRÊTÉ ROYAL DU 15 JUIN 1910.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

*Province de Limbourg.*

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Briqueterie permanente à la main. | 11 mai. | Art. 2 : Logement non construit en briques. Toiture non en tuiles jointoyées .<br>Art. 3 : Toiture non munie de gouttières et ne dépassant pas de 30 centimètres . .<br>Art. 4 : Sol non constitué d'un revêtement imperméable. Pas d'espace vide de 30 cm.<br>Art. 5 : Locaux n'ayant pas la hauteur de 2 m. 60 ni la capacité de 15 $m_3$ par personne . . . . . .<br>Art. 8 : Locaux en mauvais état d'entretien . . . . .<br>Art. 16 : Manque d'un lit par personne . . . . . .<br>Art. 20 : Non affichage du texte de l'arrêté royal . . | 8 fois 2 fr. ou 8 f. 1 jour; sans sursis. |
| Briqueterie permanente à la main. | 12 mai. | Art. 2 : Logement comprenant une seule place . . . . .<br>Art. 4 : Pas d'espace vide de 30 centimètres . . . . .<br>Art. 5 : Manque du cube d'air de 15 $m_3$ par personne . .<br>Art. 8 : Locaux en mauvais état d'entretien . . . . .<br>Art. 16 : Manque d'un lit par personne . . . . . .<br>Art. 20 : Non affichage du texte de l'arrêté royal . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Briqueterie permanente à la main. | 13 mai. | Art. 4 : Sol des locaux non constitué d'un revêtement imperméable . . . . . .<br>Art. 8 : Parois non recouvertes d'un enduit, etc. . . . . .<br>Art. 16 : Manque d'un lit par personne . . . . . | 3 fois 20 fr. ou 3 f. 5 jours; sans sursis |

## ARRÊTÉ ROYAL DU 15 JUIN 1910 (*suite*).

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

*Province de Limbourg (suite).*

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Briqueterie permanente à la main. | 16 mai. | Art. 2 : Bâtiments non construits au moyen de murs en briques, etc. Bâtiment non édifié sur un terrain sec. Terrain non en pente. Logement ne comprenant qu'une place. . . . . | |
| | | Art. 4 : Sol non constitué d'un revêtement imperméable. . | |
| | | Art. 5 : Manque de la capacité de 15 $m_3$ par personne . . | 26 fr. ou 8 jours; sursis : 3 ans. |
| | | Art. 8 : Locaux en mauvais état d'entretien. Parois non recouvertes d'un enduit, etc. | |
| | | Art. 15 : Pas de local séparé pour chacun des deux sexes. | |
| | | Art. 16 : Manque d'un lit par personne . . . . . | |
| | | Art. 20 : Non affichage du texte de l'arrêté royal . . | |
| Briqueterie permanente à la main. | 2 juillet. | Art. 2 : Bâtiment non construit au moyen de murs en briques, etc., et placé sous les vents dominants. Logement ne comprenant qu'un seul local. Manque de garde-manger portatifs . . . . | |
| | | Art. 4 : Sol non constitué d'un revêtement imperméable, etc. Manque d'espace vide de 30 centimètres . . | 4 fois 2 fr. ou 4 f. 1 jour; sursis : 1 an. |
| | | Art. 5 : Manque de la capacité de 15 $m_3$ par personne. Défaut de ventilation; atmosphère non tenue à l'abri des émanations des fours . | |
| | | Art. 8 : Locaux mal entretenus. Murs non pourvus d'un enduit, etc. . . . . | |

## ARRÊTÉ ROYAL DU 15 JUIN 1910 (*suite*).

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

*Province de Limbourg (suite).*

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Briqueterie permanente à la main. | 27 juin. | Art. 2 : Couverture du toit non constituée en tuiles rejointoyées, etc. Manque de garde-manger portatifs . . | Prescription par suite du décès du contrevenant. |
| | | Art. 3 : Absence de hourdis calorifuges sous les toitures. | |
| | | Art. 4 : Sol non pourvu d'un revêtement imperméable. . | |
| | | Art. 5 : Manque de la capacité de 15 $m_3$ par personne . . | |
| | | Art. 6 : Locaux mal éclairés . | |
| Briqueterie permanente à la main. | 27 juin. | Art. 16 : Manque d'un lit par personne . . . . . | 2 fr. ou 1 jour; sursis : 2 ans. |
| Briqueterie permanente à la main. | 27 juin. | Art. 2 : Toit non en tuiles rejointoyées, etc. . . . . | 4 fois 2 fr. ou 4 f. 1 jour de prison; sursis : 2 ans. |
| | | Art. 3 : Absence de hourdis sous la toiture . . . . . | |
| | | Art. 16 : Manque d'un lit par personne . . . . . | |
| | | Art. 20 : Non affichage du texte de l'arrêté royal . . | |
| Briqueterie permanente à la main. (1er chantier.) | 27 juin. | Art. 2 : Toit en tuiles non rejointoyées, etc. . . . . | 10 fois 2 fr. ou 10 fois 1 jour; sursis : 2 ans. |
| | | Art. 3 : Absence de hourdis sous la toiture . . . . . | |
| | | Art. 4 : Sol non pourvu d'un revêtement imperméable, etc. . . . . | |
| | | Art. 8. Parois non recouvertes d'un enduit, etc. . | |
| | | Art. 15 : Manque d'un local séparé pour chacun des deux sexes . . . . . | |
| | | Art. 20 : Non affichage du texte de l'arrêté royal . . | |

## ARRÊTÉ ROYAL DU 15 JUIN 1910 (*suite*).

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

*Province de Limbourg (suite).*

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Arrondissement judiciaire. |
|---|---|---|---|
| Briqueterie permanente à la main. (2e chantier.) | 27 juin. | Art. 2 : Toit en tuiles non rejointoyées, etc. . . . . | Voir ci-dessus. |
| | | Art. 3 : Absence de hourdis sous la toiture . . . . . | |
| | | Art. 4 : Sol non constitué d'un revêtement imperméable, etc. . . . . | |
| | | Art. 6 : Local mal éclairé . . | |
| | | Art. 16 : Manque d'un lit par personne . . . . . | |
| Briqueterie permanente à la main. | 27 juin. | Art. 2 : Toit en tuiles non rejointoyées, etc. Manque de garde-manger portatifs . . | 8 fois 2 fr. ou 8 f. 1 jour; sursis : 2 ans. |
| | | Art. 3 : Absence de hourdis sous la toiture . . . . . | |
| | | Art. 5 : Manque de la capacité de 15 $m_3$ par personne . . | |
| | | Art. 6 : Local mal éclairé . | |
| | | Art. 15 : Manque d'un local séparé pour chacun des deux sexes . . . . . | |
| | | Art. 16 : Manque d'un lit par personne . . . . . | |
| | | Art. 20 : Non affichage du texte de l'arrêté royal . . | |
| Briqueterie permanente à la main. | 27 juin. | Art. 2 : Toit en tuiles non rejointoyées, etc. Manque de garde-manger portatifs . . | 6 fois 2 fr. ou 6 f. 1 jour; sursis : 2 ans. |
| | | Art. 3 : Absence de hourdis sous la toiture . . . . . | |
| | | Art. 4 : Sol non pourvu d'un revêtement imperméable, etc. Manque d'espace de 30 centimètres . . . . . | |
| | | Art. 8 : Parois non pourvus d'un enduit, etc. . . . . | |
| | | Art. 16 : Manque d'un lit par personne . . . . . | |

## ARRÊTÉ ROYAL DU 15 JUIN 1910 (*suite*).

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

*Province de Limbourg (suite).*

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Briqueterie permanente à la main. | 27 juin | Art. 2 : Toiture en tuiles non rejointoyées, etc. Manque de garde-manger portatifs . . | 4 fois 2 fr. ou 4 f. 1 jour; sursis : 2 ans. |
| | | Art. 3 : Absence de hourdis sous la toiture . . . . . | |
| | | Art. 4 : Sol en terre battue, sans revêtement, etc. Manque de l'espace de 30 cm. . | |
| | | Art. 16 : Manque d'un lit par personne . . . . . | |
| Briqueterie permanente à la main. | 27 juin | Art. 2 : Toiture en tuiles non rejointoyées . . . . . | 4 fois 2 fr. ou 4 f. 1 jour; sursis : 2 ans . |
| | | Art. 3 : Toiture sans hourdis. | |
| | | Art. 4 : Sol en terre battue sans revêtement. Manque d'espace de 30 centimètres . | |
| | | Art. 16 : Manque d'un lit par personne . . . . . | |
| Briqueterie permanente à la main. | 27 juin. | Art. 2 : Toiture en tuiles non rejointoyées. Manque de garde-manger portatifs . . | 6 fois 2 fr. ou 6 f. 1 jour; sursis : 2 ans. |
| | | Art. 3 : Absence de hourdis sous la toiture . . . . . | |
| | | Art. 4 : Sol en terre battue sans revêtement. Manque de l'espace de 30 centimètres . | |
| | | Art. 16 : Manque de lit par personne . . . . . | |
| | | Art. 20 : Non affichage du texte de l'arrêté royal . . | |
| Briqueterie permanente à la main. | 27 juin. | Art. 2 : Toit en tuiles non rejointoyées. . . . . | 2 fois 100 fr. ou 2 fois 10 jours; sursis : 3 ans. |
| | | Art. 3 : Absence de hourdis sous la toiture . . . . . | |
| | | Art. 16 : Manque d'un lit par personne . . . . . | |

## POLICE DES ÉTABLISSEMENTS CLASSÉS ET DES CARRIÈRES A CIEL OUVERT.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

*Province de Limbourg.*

TABLEAU XI

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Briqueterie permanente . . . . | 12 mai. | Art. 1er de l'arrêté royal du 29 janvier 1863 : Exploitation sans autorisation . . | 26 fr. ou 8 jours. |
| Briqueterie permanente . . . . | 16 mai. | Id. | Id. ; sursis : 3 ans. |

## ARRÊTÉ ROYAL DU 20 DÉCEMBRE 1904.

RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS ET DE LEURS SUITES JUDICIAIRES.

*Province de Liége.*

TABLEAU XII

| Nature de l'établissement. | Date du procès-verbal. | Dispositions légales non observées. | Suites judiciaires. |
|---|---|---|---|
| Chantier de démolition . . . . | 24 juillet. | Art. 1er : Accident mortel non déclaré. . . . . | 5 fr. ou 1 j. ; sursis : 6 mois. |
| Travail mécanique du bois. . . . | 4 octobre. | Art. 1er : Accident non déclaré. | |

# TABLEAUX

DRESSÉS PAR

**M^me^ E. Plasky,** inspectrice du travail à l'Administration centrale.

## Activité de l'inspectrice du travail,

EN COLLABORATION AVEC

**M^lle^ M. De Meyer,** déléguée à l'inspection du travail.

### NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS VISITÉS

| ARRONDISSEMENTS. | Établissements visités. | | |
|---|---|---|---|
| | 1 fois. | 2 fois. | 3 fois. |
| PROVINCE DE BRABANT. | | | |
| Arrondissement de Bruxelles . . . | 402 | 42 | 2 |
| — de Louvain . . . | 43 | 2 | — |
| — de Nivelles . . | 5 | — | — |
| TOTAUX POUR LA PROVINCE. . . | 450 | 44 | 2 |
| PROVINCE D'ANVERS. | | | |
| Arrondissement d'Anvers . . . . | 62 | 11 | — |
| — de Malines . . . | 94 | 10 | 4 |
| — de Turnhout . . . | 4 | 3 | — |
| TOTAUX POUR LA PROVINCE. . . | 160 | 24 | 4 |

## NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS VISITÉS (*suite*).

| ARRONDISSEMENTS. | Établissements visités. | | |
|---|---|---|---|
| | 1 fois. | 2 fois. | 3 fois. |
| PROVINCE DE FLANDRE OCCIDENTALE. | | | |
| Arrondissement de Bruges . . . . | 32 | 6 | 3 |
| — de Courtrai . . . | 42 | 3 | — |
| — de Furnes . . . . | 6 | — | — |
| — d'Ostende . . . . | 21 | 6 | — |
| — d'Ypres. . . . . | 14 | 8 | — |
| TOTAUX POUR LA PROVINCE. . . | 115 | 23 | 3 |
| PROVINCE DE FLANDRE ORIENTALE. | | | |
| Arrondissement de Gand . . . . | 47 | 5 | — |
| — d'Audenarde . . . | 33 | 9 | 4 |
| — de Termonde . . . | 79 | 19 | 5 |
| TOTAUX POUR LA PROVINCE. . . | 159 | 33 | 9 |
| PROVINCE DE HAINAUT. | | | |
| Arrondissement de Mons . . . . | 49 | 12 | — |
| — de Charleroi . . . | 8 | 3 | — |
| — de Tournai . . . | 54 | 5 | — |
| TOTAUX POUR LA PROVINCE. . . | 111 | 20 | — |
| PROVINCE DE LIÉGE. | | | |
| Arrondissement de Liége . . . . | 102 | 16 | 9 |
| — de Huy. . . . . | 17 | 12 | — |
| — de Verviers . . . | 83 | 18 | 6 |
| TOTAUX POUR LA PROVINCE. . . | 202 | 46 | 15 |

## NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS VISITÉS (*suite*).

| ARRONDISSEMENTS. | Établissements visités. | | |
|---|---|---|---|
| | 1 fois. | 2 fois. | 3 fois. |
| PROVINCE DE LIMBOURG. | | | |
| Arrondissement de Hasselt. . . . | 25 | 9 | — |
| — de Tongres . . . | 4 | — | — |
| TOTAUX POUR LA PROVINCE. . . | 29 | 9 | — |
| PROVINCE DE LUXEMBOURG. | | | |
| Arrondissement d'Arlon . . . . . | 16 | 14 | 4 |
| — de Bastogne . . . | 5 | — | — |
| — de Neufchâteau . . | 4 | — | — |
| — de Marche. . . . | 9 | 3 | — |
| TOTAUX POUR LA PROVINCE. . . | 34 | 17 | 4 |
| PROVINCE DE NAMUR. | | | |
| Arrondissement de Namur . . . . | 41 | 10 | 2 |
| — de Dinant. . . . | 2 | 1 | — |
| TOTAUX POUR LA PROVINCE. . . | 43 | 11 | 2 |
| RECAPITULATION. | | | |
| Province de Brabant . . . . . | 450 | 44 | 2 |
| — d'Anvers . . . . . | 160 | 24 | 4 |
| — de Flandre occidentale . . | 115 | 23 | 3 |
| — de Flandre orientale. . . | 159 | 33 | 9 |
| — de Hainaut . . . . . | 111 | 20 | — |
| — de Liége . . . . . | 202 | 46 | 15 |
| — de Limbourg . . . . . | 29 | 9 | — |
| — de Luxembourg. . . . . | 34 | 17 | 4 |
| — de Namur . . . . . | 43 | 11 | 2 |
| Totaux. . . | 1303 | 227 | 39 |
| | | 1569 | |

## PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

| GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Filles et femmes de | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | moins de 12 ans. | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans |
| PROVINCE DE BRABANT. | | | | | | | |
| *Arrondissement de Bruxelles :* | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . . | 361 | 3938 | — | 471 | 697 | 1469 | 1301 |
| Industries textiles . . . . . | 12 | 87 | — | 15 | 24 | 26 | 22 |
| Industries spéciales. . . . . | 16 | 168 | — | 28 | 30 | 68 | 42 |
| Industries des peaux et cuirs . . . | 13 | 155 | — | 17 | 39 | 48 | 51 |
| Totaux. . . | 402 | 4348 | — | 531 | 790 | 1611 | 1416 |
| *Arrondissement de Louvain :* | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . . | 43 | 494 | — | 74 | 92 | 243 | 85 |
| *Arrondissement de Nivelles :* | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . . | 5 | 29 | — | 4 | 9 | 12 | 4 |
| TOTAUX POUR LA PROVINCE. . . | 450 | 4871 | — | 609 | 891 | 1866 | 1505 |
| PROVINCE D'ANVERS. | | | | | | | |
| *Arrondissement d'Anvers :* | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . . | 57 | 1805 | — | 241 | 475 | 691 | 398 |
| Industries spéciales. . . . . | 5 | 65 | — | 3 | 6 | 17 | 39 |
| Totaux. . . | 62 | 1870 | — | 244 | 481 | 708 | 437 |
| *Arrondissement de Malines :* | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . . | 22 | 538 | — | 31 | 142 | 212 | 153 |
| Industries textiles . . . . . | 72 | 1208 | 58 | 318 | 318 | 325 | 189 |
| Totaux. . . | 94 | 1746 | 58 | 349 | 460 | 537 | 342 |

PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS (*suite*).

| GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Filles et femmes de | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | moins de 12 ans. | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| *Arrondissement de Turnhout :* | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . . | 3 | 29 | — | 12 | 14 | 3 | — |
| Industries textiles . . . . . | 1 | 298 | 84 | 88 | 98 | 23 | 5 |
| Totaux. . . | 4 | 327 | 84 | 100 | 112 | 26 | 5 |
| TOTAUX POUR LA PROVINCE. . . | 160 | 3943 | 142 | 693 | 1053 | 1271 | 784 |
| PROVINCE DE FLANDRE OCCIDENTALE. | | | | | | | |
| *Arrondissement de Bruges :* | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . . | 29 | 220 | — | 19 | 66 | 77 | 58 |
| Industries textiles . . . . . | 3 | 493 | 129 | 178 | 128 | 48 | 10 |
| Totaux. . . | 32 | 713 | 129 | 197 | 194 | 125 | 68 |
| *Arrondissement de Courtrai :* | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . . | 42 | 626 | — | 85 | 148 | 198 | 195 |
| *Arrondissement de Furnes :* | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . . | 5 | 32 | — | 8 | 8 | 11 | 5 |
| Industries chimiques . . . . . | 1 | 13 | — | — | — | 12 | 1 |
| Totaux. . . | 6 | 45 | — | 8 | 8 | 23 | 6 |
| *Arrondissement d'Ostende :* | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . . | 21 | 204 | — | 7 | 42 | 97 | 58 |
| *Arrondissement d'Ypres :* | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . . | 12 | 81 | — | 9 | 12 | 38 | 22 |
| Industries textiles . . . . . | 2 | 398 | 87 | 135 | 154 | 20 | 2 |
| Totaux. . . | 14 | 479 | 87 | 144 | 166 | 58 | 24 |
| TOTAUX POUR LA PROVINCE. . . | 115 | 2067 | 246 | 441 | 558 | 501 | 351 |

PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS (*suite*).

| GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Filles et femmes de | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | moins de 12 ans. | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans |
| PROVINCE DE FLANDRE ORIENTALE. | | | | | | | |
| *Arrondissement de Gand :* | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . | 45 | 815 | — | 63 | 192 | 370 | 190 |
| Industries spéciales. . . . . | 2 | 42 | — | 4 | 10 | 22 | 6 |
| Totaux. . . | 47 | 857 | — | 67 | 202 | 392 | 196 |
| *Arrondissement d'Audenarde :* | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . . | 30 | 498 | — | 120 | 108 | 180 | 90 |
| Industries textiles . . . . . | 3 | 335 | — | 70 | 98 | 88 | 79 |
| Totaux. . . | 33 | 833 | — | 190 | 206 | 268 | 169 |
| *Arrondissement de Termonde :* | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . . | 30 | 260 | — | 38 | 92 | 114 | 16 |
| Industries textiles . . . . . | 46 | 1504 | — | 210 | 398 | 580 | 316 |
| Industries du tabac . . . . . | 1 | 685 | — | 95 | 192 | 210 | 188 |
| Industries d'art . . . . . | 2 | 15 | — | 1 | 2 | 6 | 6 |
| Totaux. . . | 79 | 2464 | — | 344 | 684 | 910 | 526 |
| TOTAUX POUR LA PROVINCE. . . | 159 | 4154 | — | 601 | 1092 | 1570 | 891 |
| PROVINCE DE HAINAUT. | | | | | | | |
| *Arrondissement de Mons :* | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . . | 49 | 289 | — | 15 | 98 | 108 | 68 |
| *Arrondissement de Charleroi :* | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . . | 8 | 107 | — | 8 | 31 | 50 | 18 |

PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS (*suite*).

| GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Filles et femmes de | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | moins de 12 ans. | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans |
| *Arrondissement de Tournai :* | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . . | 25 | 140 | — | 26 | 42 | 48 | 24 |
| Industries textiles . . . . . | 25 | 1860 | — | 112 | 432 | 794 | 522 |
| Industries d'art . . . . . | 2 | 92 | — | 8 | 40 | 38 | 6 |
| Industries du papier . . . . . | 2 | 37 | — | 4 | 12 | 21 | — |
| Totaux. . . | 54 | 2129 | — | 150 | 526 | 901 | 552 |
| TOTAUX POUR LA PROVINCE. . . | 111 | 2525 | — | 173 | 655 | 1059 | 638 |
| PROVINCE DE LIÉGE. | | | | | | | |
| *Arrondissement de Liége :* | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . . | 96 | 1340 | — | 58 | 393 | 567 | 322 |
| Industries spéciales. . . . . | 2 | 39 | — | 4 | 8 | 18 | 9 |
| Industries textiles . . . . . | 2 | 54 | — | 5 | 18 | 31 | — |
| Industries des peaux et cuirs . . . | 2 | 48 | — | 2 | 10 | 28 | 8 |
| Totaux. . . | 102 | 1481 | — | 69 | 429 | 644 | 339 |
| *Arrondissement de Huy :* | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . . | 17 | 102 | — | 15 | 28 | 43 | 16 |
| *Arrondissement de Verviers :* | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . . | 78 | 684 | — | 42 | 168 | 304 | 170 |
| Industries textiles . . . . . | 3 | 281 | — | 18 | 42 | 101 | 120 |
| Industries chimiques . . . . . | 2 | 53 | — | 2 | 12 | 33 | 6 |
| Totaux. . . | 83 | 1018 | — | 62 | 222 | 438 | 296 |
| TOTAUX POUR LA PROVINCE. . . | 202 | 2601 | — | 146 | 679 | 1125 | 651 |

## PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS (*suite*).

| GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe | Filles et femmes de | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | moins de 12 ans. | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans |
| PROVINCE DE LIMBOURG. | | | | | | | |
| *Arrondissement de Hasselt :* | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . . | 23 | 115 | — | 25 | 42 | 42 | 6 |
| Industries d'art . . . . . | 2 | 19 | — | 1 | 4 | 8 | 6 |
| Totaux. . . | 25 | 134 | — | 26 | 46 | 50 | 12 |
| *Arrondissement de Tongres :* | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . . | 4 | 41 | — | 25 | 7 | 8 | 1 |
| TOTAUX POUR LA PROVINCE. . . | 29 | 175 | — | 51 | 53 | 58 | 13 |
| PROVINCE DE LUXEMBOURG. | | | | | | | |
| *Arrondissement d'Arlon :* | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . . | 12 | 188 | — | 14 | 44 | 108 | 22 |
| Industries du tabac . . . . . | 2 | 340 | — | 29 | 102 | 81 | 128 |
| Industries d'art . . . . . | 1 | 58 | — | — | 16 | 40 | 2 |
| Industries alimentaires . . . . . | 1 | 32 | — | 4 | 13 | 15 | — |
| Totaux. . . | 16 | 618 | — | 47 | 175 | 244 | 152 |
| *Arrondissement de Marche :* | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . . | 6 | 72 | — | 16 | 22 | 32 | 2 |
| Industries textiles . . . . . | 3 | 54 | — | 5 | 20 | 28 | 1 |
| Totaux. . | 9 | 126 | — | 21 | 42 | 60 | 3 |
| *Arrondissement de Bastogne :* | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . . | 5 | 38 | — | 5 | 12 | 20 | 1 |

PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS (*suite*).

| GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Filles et femmes de | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | moins de 12 ans. | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| *Arrondissement de Neufchâteau :* | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . . | 4 | 38 | – | 3 | 12 | 22 | 1 |
| TOTAUX POUR LA PROVINCE. . . | 34 | 820 | — | 76 | 241 | 346 | 157 |
| PROVINCE DE NAMUR. | | | | | | | |
| *Arrondissement de Namur :* | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . . | 37 | 402 | — | 24 | 87 | 202 | 89 |
| Industries textiles . . . . . | 2 | 64 | — | 3 | 51 | 10 | — |
| Industries du papier . . . . . | 2 | 28 | — | 2 | 22 | 4 | — |
| Totaux. . . | 41 | 494 | — | 29 | 160 | 216 | 89 |
| *Arrondissement de Dinant :* | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . . | 2 | 18 | — | 1 | 6 | 9 | 2 |
| TOTAUX POUR LA PROVINCE. . . | 43 | 512 | — | 30 | 166 | 225 | 91 |
| RECAPITULATION. | | | | | | | |
| Province de Brabant . . . . . | 450 | 4871 | — | 609 | 891 | 1866 | 1505 |
| — d'Anvers . . . . . | 160 | 3943 | 142 | 693 | 1053 | 1271 | 784 |
| — de Flandre occidentale . . | 115 | 2067 | 216 | 441 | 558 | 501 | 351 |
| — de Flandre orientale. . . | 159 | 4154 | — | 601 | 1092 | 1570 | 891 |
| — de Hainaut . . . . . | 111 | 2525 | — | 173 | 655 | 1059 | 638 |
| — de Liége . . . . . | 202 | 2601 | — | 146 | 679 | 1125 | 651 |
| — de Limbourg . . . . . | 29 | 175 | — | 51 | 53 | 58 | 13 |
| — de Luxembourg. . . . . | 34 | 820 | — | 76 | 241 | 346 | 157 |
| — de Namur . . . . . | 43 | 512 | — | 30 | 166 | 225 | 91 |
| Totaux. . . | 1303 | 21668 | 358 | 2820 | 5388 | 8021 | 5081 |

## PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

TABLEAU RÉCAPITULATIF PAR ARRONDISSEMENT ET PAR PROVINCE.

| ARRONDISSEMENTS. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Filles et femmes de | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | moins de 12 ans. | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| PROVINCE DE BRABANT. | | | | | | | |
| Arrondissement de Bruxelles . . . | 402 | 4348 | — | 531 | 790 | 1611 | 1416 |
| — de Louvain . . . | 43 | 494 | — | 74 | 92 | 243 | 85 |
| — de Nivelles . . . | 5 | 29 | — | 4 | 9 | 12 | 4 |
| TOTAUX POUR LA PROVINCE. . . | 450 | 4871 | — | 609 | 891 | 1866 | 1505 |
| PROVINCE D'ANVERS. | | | | | | | |
| Arrondissement d'Anvers . . . . | 62 | 1870 | — | 244 | 481 | 708 | 437 |
| — de Malines . . . | 94 | 1746 | 58 | 349 | 460 | 537 | 342 |
| — de Turnhout . . . | 4 | 327 | 84 | 100 | 112 | 26 | 5 |
| TOTAUX POUR LA PROVINCE. . . | 160 | 3943 | 142 | 693 | 1053 | 1271 | 784 |
| PROVINCE DE FLANDRE OCCIDENTALE. | | | | | | | |
| Arrondissement de Bruges . . . . | 32 | 713 | 129 | 197 | 194 | 125 | 68 |
| — de Courtrai . . . | 42 | 626 | — | 85 | 148 | 198 | 195 |
| — de Furnes . . . . | 6 | 45 | — | 8 | 8 | 23 | 6 |
| — d'Ostende . . . . | 21 | 204 | — | 7 | 42 | 97 | 58 |
| — d'Ypres. . . . . | 14 | 479 | 87 | 144 | 166 | 58 | 24 |
| TOTAUX POUR LA PROVINCE. . . | 115 | 2067 | 216 | 441 | 558 | 501 | 351 |
| PROVINCE DE FLANDRE ORIENTALE. | | | | | | | |
| Arrondissement de Gand . . . . | 47 | 857 | — | 67 | 202 | 392 | 196 |
| — d'Audenarde . . . | 33 | 833 | — | 190 | 206 | 268 | 169 |
| — de Termonde . . . | 79 | 2464 | — | 344 | 684 | 910 | 526 |
| TOTAUX POUR LA PROVINCE. . . | 159 | 4154 | — | 601 | 1092 | 1570 | 891 |

## PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS (*suite*).

TABLEAU RÉCAPITULATIF PAR ARRONDISSEMENT ET PAR PROVINCE (*suite*).

| ARRONDISSEMENTS. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Filles et femmes de | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | moins de 12 ans | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| PROVINCE DE HAINAUT. | | | | | | | |
| Arrondissement de Mons . . . . | 49 | 289 | — | 15 | 98 | 108 | 68 |
| — de Charleroi . . . | 8 | 107 | — | 8 | 31 | 50 | 18 |
| — de Tournai . . . | 54 | 2129 | — | 150 | 526 | 901 | 552 |
| TOTAUX POUR LA PROVINCE. . . | 111 | 2525 | — | 173 | 655 | 1059 | 638 |
| PROVINCE DE LIÉGE. | | | | | | | |
| Arrondissement de Liége . . . . | 102 | 1481 | — | 69 | 429 | 644 | 339 |
| — de Huy. . . . . | 17 | 102 | — | 15 | 28 | 43 | 16 |
| — de Verviers . . . | 83 | 1018 | — | 62 | 222 | 438 | 296 |
| TOTAUX POUR LA PROVINCE. . . | 202 | 2601 | — | 146 | 679 | 1125 | 651 |
| PROVINCE DE LIMBOURG. | | | | | | | |
| Arrondissement de Hasselt. . . . | 25 | 134 | — | 26 | 46 | 50 | 12 |
| — de Tongres . . . | 4 | 41 | — | 25 | 7 | 8 | 1 |
| TOTAUX POUR LA PROVINCE. . . | 29 | 175 | — | 51 | 53 | 58 | 13 |
| PROVINCE DE LUXEMBOURG. | | | | | | | |
| Arrondissement d'Arlon . . . . . | 16 | 618 | — | 47 | 175 | 244 | 152 |
| — de Marche. . . . | 9 | 126 | — | 21 | 42 | 60 | 3 |
| — de Bastogne . . . | 5 | 38 | — | 5 | 12 | 20 | 1 |
| — de Neufchâteau . . | 4 | 38 | — | 3 | 12 | 22 | 1 |
| TOTAUX POUR LA PROVINCE. . . | 34 | 820 | — | 76 | 241 | 346 | 157 |
| PROVINCE DE NAMUR. | | | | | | | |
| Arrondissement de Namur . . . . | 41 | 494 | — | 29 | 160 | 216 | 89 |
| — de Dinant. . . . | 2 | 18 | — | 1 | 6 | 9 | 2 |
| TOTAUX POUR LA PROVINCE. . . | 43 | 512 | — | 30 | 166 | 225 | 91 |
| LE ROYAUME. . . | **1303** | **21668** | **358** | **2820** | **5388** | **8021** | **5081** |

# PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

## TABLEAU RÉCAPITULATIF PAR GROUPES D'INDUSTRIES.

| GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Filles et femmes de | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | moins de 12 ans. | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| *Industries du vêtement.* | | | | | | | |
| Arrondissement de Bruxelles . . . | 361 | 3938 | — | 471 | 697 | 1469 | 1301 |
| — de Louvain . . . | 43 | 494 | — | 74 | 92 | 243 | 85 |
| — de Nivelles . . . | 5 | 29 | — | 4 | 9 | 12 | 4 |
| — d'Anvers . . . . | 57 | 1805 | — | 241 | 475 | 691 | 398 |
| — de Malines . . . | 22 | 538 | — | 31 | 142 | 212 | 153 |
| — de Turnhout . . . | 3 | 29 | — | 12 | 14 | 3 | — |
| — de Bruges . . . . | 29 | 220 | — | 19 | 66 | 77 | 58 |
| — de Courtrai . . . | 42 | 626 | — | 85 | 148 | 198 | 195 |
| — de Furnes . . . . | 5 | 32 | — | 8 | 8 | 11 | 5 |
| — d'Ostende . . . . | 21 | 204 | — | 7 | 42 | 97 | 58 |
| — d'Ypres. . . . . | 12 | 81 | — | 9 | 12 | 38 | 22 |
| — de Gand . . . . | 45 | 815 | — | 63 | 192 | 370 | 190 |
| — d'Audenarde . . . | 30 | 498 | — | 120 | 108 | 180 | 90 |
| — de Termonde . . . | 30 | 260 | — | 38 | 92 | 114 | 16 |
| — de Mons . . . . | 49 | 289 | — | 15 | 98 | 108 | 68 |
| — de Charleroi . . . | 8 | 107 | — | 8 | 31 | 50 | 18 |
| — de Tournai . . . | 25 | 140 | — | 26 | 42 | 48 | 24 |
| — de Liége . . . . | 96 | 1340 | — | 58 | 393 | 567 | 322 |
| — de Huy. . . . . | 17 | 102 | — | 15 | 28 | 43 | 16 |
| — de Verviers . . . | 78 | 684 | — | 42 | 168 | 304 | 170 |
| — de Hasselt. . . . | 23 | 115 | — | 25 | 42 | 42 | 6 |
| — de Tongres . . . | 4 | 41 | — | 25 | 7 | 8 | 1 |
| — d'Arlon . . . . . | 12 | 188 | — | 14 | 44 | 108 | 22 |

## PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

TABLEAU RÉCAPITULATIF PAR GROUPES D'INDUSTRIES (*suite*).

| GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Filles et femmes de | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | moins de 12 ans. | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| *Industries du vêtement* (suite). | | | | | | | |
| Arrondissement de Marche. . . . | 6 | 72 | — | 16 | 22 | 32 | 2 |
| — de Bastogne . . | 5 | 38 | — | 5 | 12 | 20 | 1 |
| — de Neufchâteau . . | 4 | 38 | — | 3 | 12 | 22 | 1 |
| — de Namur . . . . | 37 | 402 | — | 24 | 87 | 202 | 89 |
| — de Dinant. . . . | 2 | 18 | — | 1 | 6 | 9 | 2 |
| Totaux. . . | 1071 | 13143 | — | 1459 | 3089 | 5278 | 3317 |
| *Industries textiles.* | | | | | | | |
| Arrondissement de Bruxelles . . . | 12 | 87 | — | 15 | 24 | 26 | 22 |
| — de Malines . . . | 72 | 1208 | 58 | 318 | 318 | 325 | 189 |
| — de Turnhout . . . | 1 | 298 | 84 | 88 | 98 | 23 | 5 |
| — de Bruges . . . . | 3 | 493 | 129 | 178 | 128 | 48 | 10 |
| — d'Ypres. . . . . | 2 | 398 | 87 | 135 | 154 | 20 | 2 |
| — d'Audenarde . . . | 3 | 335 | — | 70 | 98 | 88 | 79 |
| — de Termonde . . . | 46 | 1504 | — | 210 | 398 | 580 | 316 |
| — de Tournai . . . | 25 | 1860 | — | 112 | 432 | 794 | 522 |
| — de Liége . . . . | 2 | 54 | — | 5 | 18 | 31 | — |
| — de Verviers . . . | 3 | 281 | — | 18 | 42 | 101 | 120 |
| — de Marche. . . . | 3 | 54 | — | 5 | 20 | 28 | 1 |
| — de Namur . . . . | 2 | 64 | — | 3 | 51 | 10 | — |
| Totaux. . . | 174 | 6636 | 358 | 1157 | 1781 | 2074 | 1266 |

## PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

### TABLEAU RÉCAPITULATIF PAR GROUPES D'INDUSTRIES (*suite*).

| GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Filles et femmes de | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | moins de 12 ans. | 12 à 14 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| *Industries spéciales.* | | | | | | | |
| Arrondissement de Bruxelles . . . | 16 | 168 | — | 28 | 30 | 68 | 42 |
| — d'Anvers . . . | 5 | 65 | — | 3 | 6 | 17 | 39 |
| — de Gand . . . . | 2 | 42 | — | 4 | 10 | 22 | 6 |
| — de Liége . . . . | 2 | 39 | — | 4 | 8 | 18 | 9 |
| Totaux. . . | 25 | 314 | — | 39 | 54 | 125 | 96 |
| *Industries des peaux et cuirs.* | | | | | | | |
| Arrondissement de Bruxelles . . . | 13 | 155 | — | 17 | 39 | 48 | 51 |
| Arrondissement de Liége . . . . | 2 | 48 | — | 2 | 10 | 28 | 8 |
| Totaux. . . | 15 | 203 | — | 19 | 49 | 76 | 59 |
| *Industries chimiques.* | | | | | | | |
| Arrondissement de Furnes . . . . | 1 | 13 | — | — | — | 12 | 1 |
| Arrondissement de Verviers . . . | 2 | 53 | — | 2 | 12 | 33 | 6 |
| Totaux. . . | 3 | 66 | — | 2 | 12 | 45 | 7 |
| *Industries du tabac.* | | | | | | | |
| Arrondissement de Termonde . . . | 1 | 685 | — | 95 | 192 | 210 | 188 |
| Arrondissement d'Arlon . . . . . | 2 | 340 | — | 29 | 102 | 81 | 128 |
| Totaux. . . | 3 | 1025 | — | 124 | 294 | 291 | 316 |

## PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

TABLEAU RÉCAPITULATIF PAR GROUPES D'INDUSTRIES (*suite*).

| GROUPES D'INDUSTRIES. | Nombre d'établissements. | Ouvriers de tout âge et de tout sexe. | Filles et femmes de | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | moins de 12 ans. | 12 à 13 ans. | 14 à 16 ans. | 16 à 21 ans. | plus de 21 ans. |
| *Industries d'art.* | | | | | | | |
| Arrondissement de Termonde . . . | 2 | 15 | — | 1 | 2 | 6 | 6 |
| Arrondissement de Tournai . . . | 2 | 92 | — | 8 | 40 | 38 | 6 |
| Arrondissement de Hasselt. . . . | 2 | 19 | — | 1 | 4 | 8 | 6 |
| Arrondissement d'Arlon . . . . . | 1 | 58 | — | — | 16 | 40 | 2 |
| Totaux. . . | 7 | 184 | — | 10 | 62 | 92 | 20 |
| *Industries du papier.* | | | | | | | |
| Arrondissement de Tournai . . . | 2 | 37 | — | 4 | 12 | 21 | — |
| Arrondissement de Namur . . . . | 2 | 28 | — | 2 | 22 | 4 | |
| Totaux. . . | 4 | 65 | — | 6 | 34 | 25 | — |
| *Industries alimentaires.* | | | | | | | |
| Arrondissement d'Arlon . . . . . | 1 | 32 | — | 4 | 13 | 15 | — |
| RECAPITULATION DES TOTAUX. | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . . | 1071 | 13143 | — | 1459 | 3089 | 5278. | 3317 |
| Industries textiles . . . . . | 174 | 6636 | 358 | 1157 | 1781 | 2074 | 1266 |
| Industries spéciales. . . . . | 25 | 314 | — | 39 | 54 | 125 | 96 |
| Industries des peaux et cuirs . . . | 15 | 203 | — | 19 | 49 | 76 | 59 |
| Industries chimiques . . . . . | 3 | 66 | — | 2 | 12 | 45 | 7 |
| Industries du tabac . . . . . | 3 | 1025 | — | 124 | 294 | 291 | 316 |
| Industries d'art . . . . . | 7 | 184 | — | 10 | 62 | 92 | 20 |
| Industries du papier . . . . . | 4 | 65 | — | 6 | 34 | 25 | — |
| Industries alimentaires . . . . . | 1 | 32 | — | 4 | 13 | 15 | — |
| Totaux. . . | 1303 | 21668 | 358 | 2820 | 5388 | 8021 | 5081 |

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES A LA LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889 AINSI QU'AUX ARRÊTÉS PRIS EN EXÉCUTION DE CETTE LOI.

| GROUPES D'INDUSTRIES. | Loi du 13 décembre 1889. | | | | | Arrêtés royaux. | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Art. 2. | Art. 4. | Art. 6. | Art. 10. | Art. 11. | Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non affichage du tableau des heures : travail et repos. |
| *Arrondissement de Bruxelles :* | | | | | | | | |
| Industries du vêtement | — | — | | 72 | 98 | 9 | 3 | 32 |
| Industries textiles | — | — | — | 4 | 5 | — | — | 5 |
| Industries spéciales | — | — | — | 3 | 7 | 1 | — | 3 |
| Industries des peaux et cuirs | — | — | — | 3 | 3 | — | — | 2 |
| Totaux | — | — | — | 82 | 113 | 10 | 3 | 42 |
| *Arrondissement de Louvain :* | | | | | | | | |
| Industries du vêtement | — | — | — | 2 | 2 | — | — | 2 |
| *Arrondissement d'Anvers :* | | | | | | | | |
| Industries du vêtement | — | — | — | 2 | 3 | — | — | 3 |
| Industries spéciales | — | — | — | 1 | 1 | — | — | 1 |
| Totaux | — | — | — | 3 | 4 | — | — | 4 |
| *Arrondissement de Malines :* | | | | | | | | |
| Industries du vêtement | — | — | — | 2 | 2 | — | — | 2 |
| Industries textiles | 2 | — | — | 40 | 51 | 21 | — | 23 |
| Totaux | 2 | — | — | 42 | 53 | 21 | — | 25 |
| *Arrondissement de Turnhout :* | | | | | | | | |
| Industries du vêtement | — | — | — | 1 | 1 | — | — | 1 |
| Industries textiles | 1 | — | — | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Totaux | 1 | — | — | 2 | 2 | 1 | 1 | 2 |

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES A LA LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889 AINSI QU'AUX ARRÊTÉS PRIS EN EXÉCUTION DE CETTE LOI (*suite*).

| GROUPES D'INDUSTRIES. | Loi du 13 décembre 1889. | | | | | Arrêtés royaux. | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Art. 2. | Art. 4. | Art. 6. | Art. 10. | Art. 11. | Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non affichage du tableau des heures : travail et repos. |
| *Arrondissement de Bruges :* | | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . | — | — | — | 2 | 2 | — | — | 2 |
| Industries textiles . . . . . | 3 | — | — | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| Totaux. . . | 3 | — | — | 5 | 5 | 3 | 3 | 5 |
| *Arrondissement de Courtrai :* | | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . | — | — | — | 4 | 7 | 6 | — | 7 |
| *Arrondissement de Furnes :* | | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . | — | — | — | 1 | 1 | 1 | — | 1 |
| Industries chimiques . . . . . | — | — | — | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Totaux. . . | — | — | — | 2 | 2 | 2 | — | 2 |
| *Arrondissement d'Ypres :* | | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . | — | — | — | 1 | 1 | 1 | — | 1 |
| Industries textiles . . . . . | 2 | — | — | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Totaux. . . | 2 | — | — | 3 | 3 | 3 | 2 | 3 |
| *Arrondissement de Gand :* | | | | | | | | |
| Industries du vêtement . . . . | — | — | — | 3 | 3 | 1 | 1 | 3 |
| Industries spéciales. . . . . | — | — | — | 1 | 1 | — | — | 1 |
| Totaux. . . | — | — | — | 4 | 4 | 1 | 1 | 4 |

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES A LA LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889 AINSI QU'AUX ARRÊTÉS PRIS EN EXÉCUTION DE CETTE LOI (*suite*).

| GROUPES D'INDUSTRIES. | Loi du 13 décembre 1889. | | | | | Arrêtés royaux. | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Art. 2. | Art. 4. | Art. 6. | Art. 10. | Art. 11. | Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non affichage du tableau des heures de travail et repos. |
| *Arrondissement d'Audenarde :* | | | | | | | | |
| Industries du vêtement | — | — | — | 5 | 5 | — | — | 5 |
| Industries textiles | — | — | — | 2 | 2 | — | — | 2 |
| Totaux. | — | — | — | 7 | 7 | — | — | 7 |
| *Arrondissement de Termonde :* | | | | | | | | |
| Industries textiles | — | — | — | 10 | 9 | — | 5 | 12 |
| Industries d'art | — | — | — | 1 | 1 | — | 1 | 1 |
| Totaux. | — | — | — | 11 | 10 | — | 6 | 13 |
| *Arrondissement de Tournai :* | | | | | | | | |
| Industries textiles | — | — | — | 4 | 6 | 5 | 5 | 8 |
| Industries du papier | — | — | — | 1 | 1 | — | — | 1 |
| Totaux. | — | — | — | 5 | 7 | 5 | 5 | 9 |
| *Arrondissement de Liége :* | | | | | | | | |
| Industries du vêtement | — | — | — | 4 | 4 | — | — | 4 |
| Industries textiles | — | — | — | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Industries des peaux et cuirs | — | — | — | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Totaux. | — | — | — | 6 | 6 | 2 | 2 | 6 |

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES A LA LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889 AINSI QU'AUX ARRÊTÉS PRIS EN EXÉCUTION DE CETTE LOI (*suite*).

| GROUPES D'INDUSTRIES. | Loi du 13 décembre 1889. | | | | | Arrêtés royaux. | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Art. 2. | Art 4. | Art. 6. | Art. 10. | Art. 11. | Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non affichage du tableau des heures (travail et repos.) |
| *Arrondissement de Verviers :* | | | | | | | | |
| Industries du vêtement | — | — | — | 2 | 2 | — | — | 2 |
| Industries textiles | — | — | — | 3 | 3 | — | — | 3 |
| Industries chimiques | — | — | — | 2 | 2 | — | — | 2 |
| Totaux. | — | — | — | 7 | 7 | — | — | 7 |
| *Arrondissement d'Arlon :* | | | | | | | | |
| Industries du tabac | — | — | — | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Industries alimentaires | — | — | — | 1 | 1 | — | — | 1 |
| Industries d'art | — | — | — | — | 1 | — | — | 1 |
| Totaux. | — | — | — | 3 | 4 | 2 | 2 | 4 |
| *Arrondissement de Marche :* | | | | | | | | |
| Industries du vêtement | — | — | — | 1 | 1 | — | — | 1 |
| Industries textiles | — | — | — | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Totaux. | — | — | — | 3 | 3 | 2 | 2 | 3 |
| *Arrondissement de Namur :* | | | | | | | | |
| Industries textiles | — | — | — | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Industries du papier | — | — | — | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Totaux. | — | — | — | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES A LA LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889 AINSI QU'AUX ARRÊTÉS PRIS EN EXÉCUTION DE CETTE LOI (*suite*).

| GROUPES D'INDUSTRIES. | Loi du 13 décembre 1889. | | | | | Arrêtés royaux. | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Art. 2. | Art. 4. | Art. 6. | Art. 10. | Art. 11. | Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non affichage du tableau des heures, travail et repos. |
| RÉCAPITULATION DES TOTAUX PAR ARRONDISSEMENTS. | | | | | | | | |
| Arrondissement de Bruxelles . . . | — | — | — | 82 | 113 | 10 | 3 | 42 |
| — de Louvain . . . | — | — | — | 2 | 2 | — | — | 2 |
| — d'Anvers . . . . | — | — | — | 3 | 4 | — | — | 4 |
| — de Malines . . . | 2 | — | — | 42 | 53 | 21 | — | 25 |
| — de Turnhout . . . | 1 | — | — | 2 | 2 | 1 | 1 | 2 |
| — de Bruges . . . . | 3 | — | — | 5 | 5 | 3 | 3 | 5 |
| — de Courtrai . . . | — | — | — | 4 | 7 | 6 | — | 7 |
| — de Furnes . . . | — | — | — | 2 | 2 | 2 | — | 2 |
| — d'Ypres. . . . . | 2 | — | — | 3 | 3 | 3 | 2 | 3 |
| — de Gand . . . . | — | — | — | 4 | 4 | 1 | 1 | 4 |
| — d'Audenarde . . . | — | — | — | 7 | 7 | — | — | 7 |
| — de Termonde . . . | — | — | — | 11 | 10 | — | 6 | 13 |
| — de Tournai . . . | — | — | — | 5 | 7 | 5 | 5 | 9 |
| — de Liége . . . . | — | — | — | 6 | 6 | 2 | 2 | 6 |
| — de Verviers . . . | — | — | — | 7 | 7 | — | — | 7 |
| — d'Arlon . . . . . | — | — | — | 3 | 4 | 2 | 2 | 4 |
| — de Marche. . . . | — | — | — | 3 | 3 | 2 | 2 | 3 |
| — de Namur . . . . | — | — | — | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| Totaux. . . | 8 | — | — | 194 | 242 | 61 | 30 | 148 |

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES A LA LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889 AINSI QU'AUX ARRÊTÉS PRIS EN EXÉCUTION DE CETTE LOI (*suite*).

RÉCAPITULATION PAR GROUPES D'INDUSTRIES.

| GROUPES D'INDUSTRIES. | Loi du 13 décembre 1889. | | | | | Arrêtés royaux | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Art. 2. | Art. 4. | Art. 6. | Art. 10. | Art. 11. | Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non affichage du tableau des heures travail et repos. |
| *Industries du vêtement* (1). | | | | | | | | |
| Arrondissement de Bruxelles | — | — | — | 72 | 98 | 9 | 3 | 32 |
| — de Louvain | — | — | — | 2 | 2 | — | — | 2 |
| — d'Anvers | — | — | — | 2 | 3 | — | — | 3 |
| — de Malines | — | — | — | 2 | 2 | — | — | 2 |
| — de Turnhout | — | — | — | 1 | 1 | — | — | 1 |
| — de Bruges | — | — | — | 2 | 2 | — | — | 2 |
| — de Courtrai | — | — | — | 4 | 7 | 6 | — | 7 |
| — de Furnes | — | — | — | 1 | 1 | 1 | — | 1 |
| — d'Ypres | — | — | — | 1 | 1 | 1 | — | 1 |
| — de Gand | — | — | — | 3 | 3 | 1 | 1 | 3 |
| — d'Audenarde | — | — | — | 5 | 5 | — | — | 5 |
| — de Liége | — | — | — | 4 | 4 | — | — | 4 |
| — de Verviers | — | — | — | 2 | 2 | — | — | 2 |
| — de Marche | — | — | — | 1 | 1 | — | — | 1 |
| Totaux. | — | — | — | 102 | 132 | 18 | 4 | 66 |

(1) Les établissements désignés sous la rubrique « Industries du vêtement » comprennent : manufactures et ateliers de confection de robes, de lingerie, de corsets, de jupons, de modes, de fleurs, de blanchissage et de repassage.

Un total de 1,071 établissements appartenant à cette catégorie ont été visités en 1913.

Il importe de remarquer que sur ce total de *1,071* établissements, 229 seulement justifient l'application de la loi de 1889, sur le travail des femmes et des enfants.

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES A LA LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889 AINSI QU'AUX ARRÊTÉS PRIS EN EXÉCUTION DE CETTE LOI (*suite*).

RÉCAPITULATION PAR GROUPES D'INDUSTRIES (*suite*).

| GROUPES D'INDUSTRIES. | Loi du 13 décembre 1889. | | | | | Arrêtés royaux | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Art. 2. | Art. 4. | Art. 6. | Art. 10. | Art. 11. | Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non affichage du tableau des heures : travail et repos |
| *Industries textiles* (1). | | | | | | | | |
| Arrondissement de Bruxelles . . . | — | — | — | 4 | 5 | — | — | 5 |
| — de Malines . . . | 2 | — | — | 40 | 51 | 21 | — | 23 |
| — de Turnhout . . . | 1 | — | — | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| — de Bruges . . . . | 3 | — | — | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| — d'Ypres. . . . . | 2 | — | — | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| — d'Audenarde . . . | — | — | — | 2 | 2 | — | — | 2 |
| — de Termonde . . . | — | — | — | 10 | 9 | — | 5 | 12 |
| — de Tournai . . . | — | — | — | 4 | 6 | 5 | 5 | 8 |
| — de Liége . . . . | — | — | — | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| — de Verviers . . . | — | — | — | 3 | 3 | — | — | 3 |
| — de Marche. . . . | — | — | — | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| — de Namur . . . . | — | — | — | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Totaux. . . | 8 | — | — | 74 | 87 | 37 | 21 | 64 |

(1) Les établissements désignés sous la rubrique « Industries textiles » appartiennent en majeure partie au groupe « Tissus spéciaux » : bonneterie, dentelles.

Les infractions signalées à l'art. 2 de la loi du 13 décembre 1889 sont relatives à l'emploi au travail de fillettes, âgées de moins de 12 ans, dans les manufactures dites « écoles dentellières ».

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES A LA LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889 AINSI QU'AUX ARRÊTÉS PRIS EN EXÉCUTION DE CETTE LOI (*suite*).

RÉCAPITULATION PAR GROUPES D'INDUSTRIES (*suite*).

| GROUPES D'INDUSTRIES. | Loi du 13 décembre 1889. | | | | | Arrêtés royaux | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Art. 2. | Art. 4. | Art. 6. | Art. 10. | Art. 11. | Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non affichage du tableau des heures : travail et repos. |
| *Industries spéciales.* | | | | | | | | |
| Arrondissement de Bruxelles | — | — | — | 3 | 7 | 1 | — | 3 |
| Arrondissement d'Anvers | — | — | — | 1 | 1 | — | — | 1 |
| Arrondissement de Gand | — | — | — | 1 | 1 | — | — | 1 |
| Totaux. | — | — | — | 5 | 9 | 1 | — | 5 |
| *Industries des peaux et cuirs.* | | | | | | | | |
| Arrondissement de Bruxelles | — | — | — | 3 | 3 | — | — | 2 |
| Arrondissement de Liége | — | — | — | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Totaux. | — | — | — | 4 | 4 | 1 | 1 | 3 |
| *Industries chimiques.* | | | | | | | | |
| Arrondissement de Furnes | — | — | — | 1 | 1 | 1 | — | 1 |
| Arrondissement de Verviers | — | — | — | 2 | 2 | — | — | 2 |
| Totaux. | — | — | — | 3 | 3 | 1 | — | 3 |
| *Industries d'art.* | | | | | | | | |
| Arrondissement de Termonde | — | — | — | 1 | 1 | — | 1 | 1 |
| Arrondissement d'Arlon | — | — | — | — | 1 | — | — | 1 |
| Totaux. | — | — | — | 1 | 2 | — | 1 | 2 |

## RELEVÉ DES INFRACTIONS CONSTATÉES A LA LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889 AINSI QU'AUX ARRÊTÉS PRIS EN EXÉCUTION DE CETTE LOI (*suite*).

### RÉCAPITULATION PAR GROUPES D'INDUSTRIES (*suite*).

| GROUPES D'INDUSTRIES. | Loi du 13 décembre 1889. | | | | | Arrêtés royaux. | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Art. 2. | Art. 4. | Art. 6. | Art. 10. | Art. 11. | Travail prolongé des personnes protégées. | Insuffisance des repos. | Non affichage du tableau des heures de travail et repos. |
| *Industries du papier.* | | | | | | | | |
| Arrondissement de Tournai | — | — | — | 1 | 1 | — | — | 1 |
| Arrondissement de Namur | — | — | — | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Totaux. | — | — | — | 2 | 2 | 1 | 1 | 2 |
| *Industries du tabac.* | | | | | | | | |
| Arrondissement d'Arlon | — | — | — | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| *Industries alimentaires.* | | | | | | | | |
| Arrondissement d'Arlon | — | — | — | 1 | 1 | — | — | 1 |
| RECAPITULATION DES TOTAUX. | | | | | | | | |
| Industries de vêtement | — | — | — | 102 | 132 | 18 | 4 | 66 |
| Industries textiles | 8 | — | — | 74 | 87 | 37 | 21 | 64 |
| Industries spéciales. | — | — | — | 5 | 9 | 1 | — | 5 |
| Industries des peaux et cuirs | — | — | — | 4 | 4 | 1 | 1 | 3 |
| Industries chimiques | — | — | — | 3 | 3 | 1 | — | 3 |
| Industries d'art. | — | — | — | 1 | 2 | — | 1 | 2 |
| Industries du papier | — | — | — | 2 | 2 | 1 | 1 | 2 |
| Industries du tabac | — | — | — | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Industries alimentaires | — | — | — | 1 | 1 | — | — | 1 |
| Totaux. | 8 | — | — | 194 | 242 | 61 | 30 | 148 |

## Entreprises commerciales.

LOI DU 25 JUIN 1905. — SIÈGES POUR EMPLOYÉES.

NOMBRE DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS. — POPULATION.

MAGASINS DE DÉTAIL.

| COMMUNES. | Nombre de magasins visités. | Nombre de femmes employées. |
|---|---|---|
| *Arrondissement de Bruxelles :* | | |
| Bruxelles et faubourgs . . . . . | 71 | 1407 |
| *Arrondissement de Louvain :* | | |
| Louvain et Diest . . . . . | 8 | 31 |
| *Arrondissement de Nivelles :* | | |
| Nivelles. . . . . | 2 | 5 |
| *Arrondissement d'Anvers :* . . | | |
| Anvers . . . . . | 26 | 402 |
| *Arrondissement de Malines :* | | |
| Malines. . . . . | 4 | 63 |
| *Arrondissement de Bruges :* | | |
| Bruges . . . . . | 6 | 29 |
| *Arrondissement de Courtrai :* | | |
| Courtrai et Roulers . . . . . | 6 | 24 |
| *Arrondissement d'Ostende :* | | |
| Ostende. . . . . | 14 | 58 |
| *Arrondissement de Gand :* | | |
| Gand. . . . . | 24 | 96 |

NOMBRE DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS. — POPULATION.

MAGASINS DE DÉTAIL (*suite*).

| COMMUNES. | Nombre de magasins visités. | Nombre de femmes employées. |
|---|---|---|
| *Arrondissement d'Audenarde :* | | |
| Audenarde. . . . . | 1 | 5 |
| *Arrondissement de Mons :* | | |
| Mons et Soignies . . . . . | 15 | 45 |
| *Arrondissement de Charleroi :* | | |
| Charleroi et Gosselies. . . . . | 15 | 102 |
| *Arrondissement de Tournai :* | | |
| Tournai. . . . . | 2 | 9 |
| *Arrondissement de Liége :* | | |
| Liége . . . . . | 64 | 793 |
| *Arrondissement de Verviers :* | | |
| Verviers . . . . . | 39 | 128 |
| *Arrondissement de Huy :* | | |
| Huy . . . . . | 14 | 32 |
| *Arrondissement de Hasselt :* | | |
| Hasselt et Saint-Trond . . . . . | 13 | 45 |
| *Arrondissement d'Arlon :* | | |
| Arlon . . . . . | 8 | 49 |
| *Arrondissement de Neufchâteau :* | | |
| Neufchâteau . . . . . | 1 | 5 |
| *Arrondissement de Namur :* | | |
| Namur . . . . . | 21 | 72 |

NOMBRE DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS. — POPULATION.

MAGASINS DE DÉTAIL (*suite*).

| RECAPITULATION DES TOTAUX. | Nombre de magasins visités. | Nombre de femmes employées. |
|---|---|---|
| Arrondissement de Bruxelles . . . . . | 71 | 1407 |
| — de Louvain . . . . . | 8 | 31 |
| — de Nivelles . . . . . | 2 | 5 |
| — d'Anvers . . . . . | 26 | 402 |
| — de Malines . . . . . | 4 | 63 |
| — de Bruges . . . . . | 6 | 29 |
| — de Courtrai . . . . . | 6 | 24 |
| — d'Ostende . . . . . | 14 | 58 |
| — de Gand . . . . . | 24 | 96 |
| — d'Audenarde . . . . . | 1 | 5 |
| — de Mons . . . . . | 15 | 45 |
| — de Charleroi . . . . . | 15 | 102 |
| — de Tournai . . . . . | 2 | 9 |
| — de Liége . . . . . | 61 | 793 |
| — de Verviers . . . . . | 39 | 128 |
| — de Huy. . . . . | 14 | 32 |
| — de Hasselt. . . . . | 13 | 45 |
| — d'Arlon . . . . . | 8 | 49 |
| — de Neufchâteau . . . . | 1 | 5 |
| — de Namur . . . . . | 21 | 72 |
| Totaux. . . | 354 | 3400 |

# TABLE DES MATIÈRES

**Rapports des inspecteurs de province :**


| | PAGES. |
|---|---|
| Rapport de M. De Bruycker, inspecteur principal à Bruxelles. . . . | 5 |
| — de M. Van Schendel, inspecteur à Louvain. . . . . | 81 |
| — de M. Ver Eecke, inspecteur principal à Anvers . . . . . | 154 |
| — de M. Fabri, inspecteur principal à Gand . . . . . | 212 |
| — de M. De Jaegher, inspecteur à Courtrai . . . . . | 281 |
| — de M. Quanonne, inspecteur principal à Houdeng-Gœgnies . . | 322 |
| — de M. Cuisinier, inspecteur à Mons . . . . . | 353 |
| — de M. Loiseau, inspecteur adjoint à Namur. . . . . | 401 |
| — de M. Dupont, inspecteur principal à Liége . . . . . | 453 |

**Tableaux relatifs à l'activité des inspectrices du travail . 522**

# TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES.


ACCIDENTS DU TRAVAIL. *Voir aussi* ASCENSEURS, BRULURES, CHUTES, DÉBRIS, FABRIQUES DE CIMENT, FABRIQUES DE SUCRE, FONDERIES, GLACERIES, MOTEURS, OBJETS PONDÉREUX, SOIE ARTIFICIELLE, TEINTURERIES ET TRANSMISSIONS DE MOUVEMENT.

— survenus à des personnes protégées : Bruxelles, **45**; Gand, **232**; Mons, **377**; Namur, **418**.

— (Déclarations d') : Bruxelles, **34**; Anvers, **174**, **207**; Gand, **233**; Mons **374**; Namur, **416**; Liége, **477**.

— (Enquêtes effectuées à la suite d') : Louvain, **150**; Anvers, **176**; Gand, **232**; Courtrai, **293**; Charleroi, **332**, **382**; Mons, **375**; Namur, **416**, **417**; Liége, **477**.

— (Procès-verbaux dressés pour infractions à la loi sur les) : Bruxelles, **6**, **76**; Louvain, **152**; Liége, **521**.

— (Relevé des) :

*Industries alimentaires* : Bruxelles, **40**, **46**; Gand, **236**; Courtrai, **293**; Mons, **377**; Liége, **480**.

*Industries céramiques* : Bruxelles, **39**; Liége, **482**.

*Industries chimiques* : Bruxelles, **39**; Anvers, **175**; Gand, **235**; Liége, **479**.

*Industries de la construction* : Bruxelles, **41**; Gand, **236**; Courtrai, **293**; Mons, **378**; Liége, **477**, **482**.

*Industries des carrières* : Mons, **376**, **377**; Liége, **479**, **481**.

*Industries des métaux* : Bruxelles, **39**, **46**; Gand, **235**; Mons, **377**; Liége, **478**.

*Industries des peaux et cuirs* : Mons, **378**.

*Industries des transports* : Bruxelles, **44**; Anvers, **174**; Gand, **237**; Courtrai, **294**; Mons, **379**; Liége, **478**, **480**.

*Industries du bois et de l'ameublement* : Bruxelles, **43**; Mons, **378**; Liége, **479**, **481**.

*Industries du vêtement* : Liége, **482**.

*Industries spéciales* : Bruxelles, **43**; Gand, **235**; Mons, **378**, **379**.

*Industries textiles* : Bruxelles, **40**, **46**; Gand, **233**; Courtrai, **296**; Mons, **377**; Liége, **480**.
*Industries verrières* : Charleroi, **332**; Namur, **416**; Liége, **479**, **481**.
*Entreprises commerciales* : Bruxelles, **44**, **46**.
*Exploitations agricoles* : Bruxelles, **45**; Namur, **417**; Liége, **480**.
*Exploitations de l'État* : Bruxelles, **45**.
*Travaux publics* : Bruxelles, **42**.

— contestés (Relevé des) : Bruxelles, **47**; Anvers, **176**; Gand, **232**; Liége, **480**.

— déclarés par les victimes ou leurs ayants droits (Relevé des) : Bruxelles, **49**; Louvain, **92**; Namur, **452**.

ASCENSEURS (Accidents provoqués par des) : Bruxelles, **39**, **44**; Anvers, **175**.

AMENDES. *Voir* SALAIRES.

ATELIERS DE COUTURE. *Voir* FEMMES ET ENFANTS (Travail des).

BATIMENT. *Voir* SANTÉ ET SÉCURITÉ.

BOISSONS.

— alcooliques (Prohibition des) : Mons, **372**.

— (La question de la qualité des) : Namur, **413**.

BONNETS pour protéger la chevelure (Emploi des) : Bruxelles, **25**; Anvers, **170**; Courtrai, **291**; Mons, **370**; Liége, **474**.

BOULANGERIES.

— de l'arrêté royal du 30 mars 1905 (Application dans les) : Anvers, **166**, **167**.

— (Le travail de nuit des protégés dans les) : Mons, **358**.

BRIQUETERIES. *Voir aussi* FEMMES ET ENFANTS (Travail des).

— (Locaux affectés au logement des ouvriers dans les) : Bruxelles, **33**; Louvain, **91**; Courtrai, **292**; Charleroi, **331**; Mons, **373**; Liége, **476**.

— (La question des dégâts causés à l'agriculture par les) : Namur, **419**.

BRULURES (Accidents résultant de) : Bruxelles, **46**; Anvers, **173**, **176**.

CARNETS ET REGISTRES. *Voir* FEMMES ET ENFANTS (Travail des).

CARRIÈRES A CIEL OUVERT (Procès-verbaux dressés pour infractions à l'arrêté royal sur les) : Bruxelles, **80**; Liége, **521**.

— (Surveillance des) : Bruxelles, **54**; Louvain, **93**; Anvers, **184**; Charleroi, **333**; Mons, **382**; Namur, **420**.

CEINTURES DE SURETÉ. *Voir* SANTÉ ET SÉCURITÉ.

CÉRUSE.

— dans la peinture en bâtiment (Emploi de la) : Bruxelles, **51**; Louvain, **91**; Mons, **373**.

— (Application de l'arrêté royal du 5 novembre 1910 concernant la fabrication de la) : Courtrai, **292**.

CHOCOLATERIE, CONFISERIE. *Voir aussi* FEMMES ET ENFANTS (Travail des).

— de l'arrêté royal du 30 mars 1905 (Application dans la) : Anvers, **167**.

— de l'arrêté royal du 20 décembre 1911 (Application dans la) : Bruxelles, **9**, **10**; Mons, **358**,

CHUTES (Accidents résultant de) : Bruxelles, **38**, **39**, **41**, **44**; Anvers, **175**, **176**; Courtrai, **293**; Mons, **371**, **372**; Liége, **476**.

CINÉMATOGRAPHES. *Voir* ÉTABLISSEMENTS CLASSÉS.

COUPERIES DE POILS (Application de l'arrêté royal du 10 août 1912 dans les) : Gand, **231**.

CRISTALLERIES, GOBELETERIES.

— (Le travail de nuit dans les) : Charleroi, **326**; Mons, **356**, **360**; Namur, **405**; Liége, **464**.

— (Accidents survenus dans des) : Liége, **478**, **481**, **482**.

DÉBRIS, ÉCLATS, PROJECTIONS (Accidents provoqués par des) : Bruxelles, **39**; Louvain, **89**; Mons, **371**.

DISTILLERIES (Application de la loi sur le repos du dimanche dans les) : Mons, **361**.

DURÉE DU TRAVAIL. *Voir aussi* FEMMES ET ENFANTS (Travail des).

EAUX RÉSIDUAIRES. *Voir* ETABLISSEMENTS CLASSÉS.

EBOULEMENTS (Accidents résultant d') : Bruxelles, **39**, **41**, **43**; Anvers, **174**.

ECHAFAUDAGES, ÉCHELLES ET PASSERELLES (Accidents survenus sur des) : Anvers, **170**, **171**; Mons, **372**; Liége, **475**, **476**.

EPREUVES DE RÉCIPIENTS : Bruxelles, **55**; Anvers, **185**; Charleroi, **333**; Mons, **382**; Namur, **421**; Liége, **487**.

ETABLISSEMENTS CLASSÉS.

— (Demandes en autorisation d') : Bruxelles, **76**, **79**; Louvain, **94**, **97**; Anvers, **177**; Gand, **238**; Courtrai, **294**; Charleroi, **332**; Mons, **379**; Namur, **418**; Liége, **483-487**.

— (Application de l'arrêté du 13 juillet 1908 sur l'établissement des cinématographes) : Liége, **487**.

— érigés à titre temporaire (Autorisation d') : Bruxelles, **54**; Anvers, **180**, **184**.

— (Procès-verbaux dressés pour infractions à l'arrêté royal du 29 janvier 1863 sur les) : Bruxelles, **6**, **80**; Louvain, **153**; Anvers, **211**; Gand, **276**; Courtrai, **290**; Liége, **521**.

— (Surveillance des) : Bruxelles, **50**; Louvain, **92**; Anvers, **181-184**; Gand, **241-244**; Mons, **381**; Liége, **484**.

*Plaintes au sujet d'*

écoulement des eaux résiduaires : Anvers, **181** ; Gand, **240**; Courtrai, **291, 296, 297.**

matières inflammables : Bruxelles, **51, 52.**

— (Fabriques de papiers) : Bruxelles, **45**; Anvers, **166, 169, 175**; Gand, **241.**

— (Salles de spectacles et cinématographes) : Bruxelles, **51, 52**; Anvers, **180**; Gand, **243.**

ETABLISSEMENTS VISITÉS.

— (Relevé des) : Bruxelles, **5**; Louvain, **81** ; Anvers, **154**; Gand, **212, 245** ; Courtrai, **281** ; Charleroi, **322** ; Mons, **353**; Namur, **401** ; Liége, **453.**

— (Activité des inspectrices du travail) : **522-548.**

— (Statistique par industries des) : Bruxelles, **56**; Louvain, **98-131** ; Anvers, **186-193**; Gand, **246-257**; Courtrai, **298-305**; Charleroi. **334-339**; Mons, **384-389**; Namur, **422-437**; Liége, **488-499.**

EXTRAS. *Voir* REPOS DU DIMANCHE.

FABRIQUES DE BROSSES (Mesures de précautions pour le travail dans les) : Bruxelles : **33.**

FABRIQUES DE CIMENT (Accidents survenus dans des) : Gand, **234**; Mons, **376** : Liége, **479.**

FABRIQUES DE PAPIERS. *Voir* ETABLISSEMENTS CLASSÉS.

FABRIQUES DE SUCRE. *Voir aussi* FEMMES ET ENFANTS (Travail des).

— (Accident survenu dans une) : Mons, **377.**

FEMMES ET ENFANTS (Travail des). *Voir aussi* BOULANGERIES, GOBELETERIES ET VERRERIES.

*Loi du 13 décembre 1889* :

— (Procès-verbaux dressés pour infractions à la) : Bruxelles, **6. 60, 62**; Louvain, **82, 134, 136**; Anvers, **200**; Gand, **266-270**; Courtrai, **312-313**; Charleroi, **344-347**; Mons, **396**; Namur, **446**; Liége, **508-509.**

— (Relevé général des infractions constatées à la) : Bruxelles, **58**; Louvain, **82, 132**; Anvers, **194-199**; Gand, **258-265**; Courtrai, **306-311**; Charleroi, **340-343**; Mons, **390-393**; Namur, **438-445**; Liége, **500-507.**

Article 2 (Emploi d'enfants de moins de 12 ans) : Bruxelles, **7**; Anvers, **155**; Gand, **213**; Courtrai, **282**; Charleroi, **323**; Mons, **354**; Namur, **403**; Liége, **455.**

Article 3 et arrêté royal du 11 février 1895 (Travaux fatigants etc.) : Bruxelles, **7**; Anvers, **155**; Gand, **214**; Courtrai, **282**; Charleroi, **323**; Mons, **355**; Namur, **404**; Liége, **455, 457.**

Article 4 (Durée du travail) : Bruxelles, **8**; Louvain, **82**; Anvers, **156**; Gand, **218**; Courtrai, **283**; Charleroi, **324**; Mons, **356**; Namur, **404**; Liége, **458**.

Article 6 (Travail de nuit) : Bruxelles, **10**; Louvain, **83**; Anvers, **157**; Gand, **220**; Courtrai, **285**; Charleroi, **325**; Mons, **356**, **360**; Namur, **405**; Liége, **463**.

Articles 10 et 11 (Carnets et registres) : Bruxelles, **10**; Louvain, **83**; Anvers, **155**, **157**; Gand, **220**; Courtrai, **285**; Charleroi, **326**; Mons, **358**; Namur, **406**; Liége, **465**.

— Infractions constatées par les inspectrices du travail : **529-545**.

*Durée du travail :*

Briqueteries : Liége, **462**.

Industries des métaux : Liége, **462**.

Industrie cotonnière : Bruxelles, **9**; Gand, **216**; Courtrai, **283**, **284**; Mons, **359**; Liége, **458**.

Industrie lainière : Bruxelles, **9**; Courtrai, **284**; Liége, **459**.

Industrie linière : Gand, **218**; Courtrai, **284**; Liége, **458**.

Industrie de la construction : Liége, **461**.

Industrie de la chocolaterie : Liége, **462**.

Industrie du vêtement : Liége, **462**.

Industrie d'art : Liége, **460**.

Industrie du papier : Liége, **461**.

Sucreries : Liége, **461**, **463**.

— (Revision de la) : Liége, **457**.

— Relevé des personnes protégées, de nationalité étrangère, employées dans l'industrie gantoise : **217**.

*Loi du 10 août 1911 sur le travail de nuit des femmes :*

— (Procès-verbaux dressés pour infractions à la) : Bruxelles, **6**, **13**, **62**; Louvain, **82**; Anvers, **158**, **201**; Gand, **270**; Courtrai, **314**; Liége, **509**.

— (Application de la) : Anvers, **158**; Gand, **221**; Courtrai, **285**; Charleroi, **324**, **326**; Mons, **359**; Namur, **406**; Liége, **465**.

— dans les briqueteries (Application de la) : Bruxelles, **11**; Anvers, **158**; Mons, **357**, **359**; Liége, **466**.

— (dans les ateliers de couture) : Anvers, **158**; Liége, **465**.

FONDERIES.

— des clicheries d'imprimerie (Assimilation aux) : Bruxelles, **7**, **8**.

— (Accidents survenus dans des) : Gand, **235**.

FUMÉES. *Voir* VENTILATION.

GARDE-CORPS (Accidents survenus près de) : Anvers, **170**, **171**; Mons, **371**, **372**.

GLACERIES.

— (Appareils de transport dans les) : Namur, **413**, **414**.

— (Accidents du travail survenus dans les) : Namur, **416**.

INSPECTION DU TRAVAIL.

— (Nomination de M. Hubert comme délégué à l') : **401**.

— (Activité des inspectrices du travail) : **522-548**.

LIEUX D'AISANCES (Proximité des) et des locaux du travail : Bruxelles, **22**, **23**; Courtrai, **291**; Mons, **368**.

MACHINES A OUTILS TRANCHANTS. *Voir aussi* SANTÉ ET SÉCURITÉ.

— (Accidents provoqués par des) : Bruxelles, **43**, **46**.

MATIÈRES INFLAMMABLES. *Voir* ETABLISSEMENTS CLASSÉS.

MENUISERIE (Appareils de protection dans la) : Namur, **415**.

MESURAGE DU TRAVAIL.

— (Procès-verbaux dressés pour infractions à la loi sur le) : Bruxelles, **6**; Gand, **275**; Mons, **399**; Namur, **448**.

— (Application de la loi sur le) : Louvain, **87**; Anvers, **165**; Courtrai, **288**; Charleroi, **329**; Mons, **367**; Namur, **409**; Liége, **469**.

MOTEUR (Accident provoqué par un) : Bruxelles, **38**.

MOULINS A FARINE (Application de la loi sur le repos du dimanche dans les) : Mons, **361**; Namur, **407**.

NAVIRES ET BATEAUX (Travail à bord des) : Bruxelles, **32**, Anvers, **171**.

NUIT (Travail de). *Voir* FEMMES ET ENFANTS (Travail des) et GOBELETERIES.

OBJETS PONDÉREUX. *Voir aussi* SANTÉ ET SÉCURITÉ. (Accidents résultant de la manipulation et du levage d') : Bruxelles, **26**.

PUITS, RÉSERVOIRS. *Voir* GARDE-CORPS.

RÈGLEMENTS D'ATELIER.

— (Procès-verbaux dressés pour infractions à la loi sur les) : Bruxelles, **6**, **18**, **69**; Louvain, **140**; Gand, **274**; Courtrai, **316**; Charleroi, **350**; Mons, **398**; Liége, **512**.

— (La question du règlement collectif) : Bruxelles, **17**.

— (Application de la loi sur les) : Louvain, **85**; Anvers, **163**; Gand, **227**; Courtrai, **287**; Charleroi, **328**; Mons, **363-364**; Namur, **409**; Liége, **469**.

REPOS DU DIMANCHE. *Voir aussi* DISTILLERIES, MOULINS A FARINE ET VERRERIES.

— (Procès-verbaux dressés pour infractions à la loi sur le) : Bruxelles, **6**, **15**, **65-66**; Louvain, **137**; Anvers, **203**; Gand, **272**; Courtrai, **316**; Charleroi, **349**; Mons, **398**; Namur, **447-448**; Liége, **510-512**.

— (Application de la loi sur le) : Louvain, **83-85**; Anvers, **159-163**; Gand, **225-227**, **271**; Courtrai, **286**, **315**; Charleroi, **327-328**; Mons, **360-363**; Namur, **407**, **446**; Liége, **466**.

— (Application aux expositions du régime exceptionnel prévu pour les entreprises foraines) : Gand, **226**.

— Article 4 (Régime atténué) : Mons, **362**, **363**; Liége, **468**.

— Article 7 (Coiffeurs et magasins de détail) : Mons, **362**, **363**; Namur, **407**; Liége, **468**.

— (La question de l'emploi des extras) : Bruxelles, **14**; Liége, **467**.

SALAIRES (Payement des).

— (Procès-verbaux dressés pour infractions à la loi sur le) : Bruxelles, **6**; Louvain, **140**; Anvers, **205**; Gand, **275**; Mons, **399**; Namur, **448**.

— (Application de la loi sur le) : Louvain, **86**; Anvers, **164**; Gand, **229**; Courtrai, **288**; Charleroi, **329**; Mons, **365**; Namur, **409**; Liége, **469**.

— (Retenues sur les) : Bruxelles, **18**, **19**, **20**, **21**; Anvers, **165**; Gand, **228-230**; Courtrai, **288-290**; Mons. **365**, **366**; Liége, **470**.

SALLES DE SPECTACLE. *Voir* ETABLISSEMENTS CLASSÉS.

SANTÉ ET SÉCURITÉ. *Voir aussi* BOISSONS, BONNETS, COUPERIES DE POILS, FABRIQUES DE BROSSES, GLACERIES, MENUISERIE ET VERRERIES.

— (Procès-verbaux dressés pour infractions aux arrêtés royaux relatifs à la) : Bruxelles, **6**, **74**, **75**; Louvain, **143**; Anvers, **206**; Gand, **276**; Courtrai, **317**, **318**; Charleroi, **350**, **351**; Mons, **399**, **400**; Namur, **449**; Liége, **513**, **514**.

*Règlement général du 30 mars 1905.*

— (Plaintes au sujet de l'inapplication du) : Bruxelles, **21**; Gand, **230**.

— (Relevé des infractions au) : Bruxelles, **70**; Louvain, **141**; Anvers, **206**; Gand, **276**; Courtrai, **317**, **318**; Charleroi, **350**.

— (Application du) : Louvain, **87**; Anvers, **166**; Gand, **230**, **277**; Courtrai, **291**, **319-321**; Charleroi, **330**; Mons, **367**; Namur, **411**, **450**; Liége, **471**.

Eclairage des locaux de travail : Bruxelles, **21**; Louvain, **88**; Anvers, **166**, **169**; Mons, **372**; Liége, **472**.

Installations électriques : Mons, **370**.

Lavabos et vestiaires : Namur, **412**.

Lunettes de sûreté : Louvain, **90**; Mons, **368**.

Machines motrices : Bruxelles, **23**, **24**; Anvers, **169**; Mons, **369**; Namur, **413**; Liége, **473**.

Machines outils : Bruxelles, **24**.

Moteurs à explosion : Courtrai, **296**.

Machines à outils tranchants (Mesures de protection contre les) : Louvain, **88**; Anvers, **169**; Courtrai, **291**; Mons, **370**; Liége, **474**.

Objets pondéreux, (Manipulation et levage d') : Bruxelles, **26**; Louvain, **90**; Anvers, **170**, **173**; Mons, **371**; Liége, **474**.

Poussières : Louvain, **87**; Anvers, **166**; Courtrai, **290**, **296**; Mons, **368**; Namur, **411**; Liége, **457**, **472**.

Transmissions de mouvement : Louvain, **88**; Anvers, **169**; Mons, **369**; Liége, **473**.

*Arrêté royal du 31 mars 1915* (Travaux de construction et de terrassement).

— (Application de l') : Bruxelles, **27**; Louvain, **90**; Anvers, **171**; Charleroi, **330**; Mons, **372**; Liége, **475**.

— (Relevé des infractions à l') : Bruxelles, **72**; Louvain, **143**; Anvers, **203**; Gand, **276**, **280**; Liége, **514**.

— (Emploi de ceintures de sureté) : Bruxelles, **29**.

*Arrêté royal du 25 juillet 1910* (Application de l') : Bruxelles, **31**; Louvain, **90**.

*Arrêté royal du 20 novembre 1906.*

— (Application de l') : Bruxelles, **32**; Anvers, **171**.

— (Relevé des infractions à l') : Bruxelles, **72**; Anvers, **208**.

*Arrêté royal du 15 juin 1910.*

— (Application de l') : Bruxelles, **33**; Louvain, **91**; Courtrai, **290**; Charleroi, **331**; Mons, **373**; Namur, **415**; Liége, **476**.

— (Procès-verbaux dressés pour infractions à l') : Bruxelles, **33**; Louvain, **144**; Charleroi, **350**; Liége, **515-520**.

— (Relevé des infractions à l') : Bruxelles, **73**.

*Arrêté royal du 20 août 1908* (Application de l') : Bruxelles, **33**.

*Arrêté royal du 13 juillet 1908* (Application de l') : Gand, **280**.

SIÈGES POUR EMPLOYÉES (Application de la loi du 25 juin 1905) :

— Etablissements visités par les inspectrices du travail : **546-548**.

SOIE ARTIFICIELLE.

— (Accidents dans des fabriques de) : Louvain, **89**.

— (Le travail de nuit dans la fabrication de la) : Mons, **357**.

TEINTURERIES (Accidents survenus dans des) : Bruxelles, **41**; Gand, **234**; Mons, **377**; Liége, **482**.

TRANSMISSIONS DE MOUVEMENT (Accidents provoqués par des) : Bruxelles, **38**, **41**; Courtrai, **293**; Charleroi, **332**.

TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DE TERRASSEMENT. *Voir* SANTÉ ET SÉCURITÉ.

TRAVAUX FATIGANTS, DANGEREUX ET INSALUBRES. *Voir* FABRIQUES DE BROSSES, FEMMES ET ENFANTS (Travail des), GLACERIES, MENUISERIE.

TRUCK-SYSTEM : Bruxelles, **20**.

VENTILATION DES LOCAUX DE TRAVAIL (La question de la) : Bruxelles, **22**, **23**; Louvain, **87**, **88**; Anvers, **166**, **167**, **183**; Gand, **231**; Courtrai, **291**, **293**; Charleroi, **330**; Mons, **367**, **368**; Namur, **411**.

VERRERIES. *Voir aussi* ACCIDENTS DU TRAVAIL.

— (La question du travail à trois équipes pour les étendeurs dans les) : Charleroi, **324**.

— (La question du repos du dimanche dans les) : Charleroi, **327**.

13207. — Soc. an. M. Weissenbruch, imprimeur du Roi, Bruxelles.

# PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL (1)

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES DE L'OFFICE DU TRAVAIL.

*Revue du Travail*, publication bimensuelle. — Éditeur : E. Daem, chaussée de Haecht, 110. Abonnement pour la Belgique : fr. 2 (années 1896 à 1903 épuisées).

*Arbeidsblad*, publication bimensuelle. — Éditeur : E. Daem, chaussée de Haecht, 110. Abonnement pour la Belgique : fr. 2.

*Annuaire de la Législation du Travail.* — 1re année (1897), fr. 1.50 ; 2e, 3e, 4e et 5e années (épuisées); 6e année, fr. 3.10 ; 7e année, fr. 3.30; 8e année, fr. 3; 9e année, fr. 2.75; 10e année; fr. 3.20. Tables décennales (1897-1906), fr. 2.

2e *série.*— Éditeur : A. Dewit, rue Royale, 53 : 11e, 12e, 13e et 14e années (1910). Chaque année, 6 francs. 15e (année 1911), tome I (Allemagne) : fr. 5, tome II, fr. 8. 16e année (1912), tome I, fr. 6; tome II, fr. 3. 17e année (1913), fr. 6.

*Rapports annuels de l'Inspection du Travail.* — 1re année, fr. 6.50, 2e année, fr. 7; 3e année, fr. 3.50; 4e année, fr. 3; 5e et 7e années, fr. 3.50 (6e et 8e années épuisées); 9e à 17e années (1911), fr. 4; 18e année (1912), fr. 4.50; 19e année (1913), fr. 6.

*Statistique des grèves en Belgique*: I. 1896-1900. 1903. Broché, fr. 2.25; cartonné toile, fr. 3.25. — II. 1901-1905, 1907. Broché, fr. 2.50; cartonné toile, fr. 3.50. — III. 1906-1910, 1913. Broché, fr. 3; cartonné toile, fr. 4.

## PUBLICATIONS NON PÉRIODIQUES DE L'OFFICE DU TRAVAIL.

*L'Assurance contre l'invalidité et la vieillesse en Allemagne*, 1895. (Épuisé.)

*Le travail du dimanche. Enquête en Belgique et dans quelques pays étrangers* (1896-1898). — 5 vol. in-8°; broché : fr. 17.50; cartonné toile : fr. 21.75.

*Travail de nuit des ouvrières de l'industrie dans les pays étrangers* (France, Suisse, Grande Bretagne, Autriche, Allemagne), par Maurice ANSIAUX, 1898. 1 vol. in-8° de 271 pages; broché : fr. 2.

*Les salaires dans l'industrie gantoise*, par Louis VARLEZ : I. Industrie cotonnière, 1901. 1 vol. in-8° de 214-596 pages; broché : fr. 8; cartonné toile : fr. 8.75. — II. Industrie de la filature du lin, 1904, 1 vol. in-8° de CXLV 238 pages, broché : fr. 3; cartonné toile : fr. 3.75.

*Statistique des salaires dans les mines de houille.* — Octobre 1896-mai 1900. 1 brochure de 37-104 pages in-4°, avec 5 diagrammes. Prix : fr. 3.

*Salaires et durée du travail dans les industries textiles au mois d'octobre 1901.* 1 vol. in-4° de 427-691 pages. Bruxelles, 1905; relié toile : fr. 15.

*Idem. Analyse des résultats* (tiré à part, sans les tableaux statistiques) avec cartogrammes et diagrammes. 1 vol. in-4° de 427 pages. Bruxelles, 1905. Cartonné : fr. 7.

*Salaires et durée du travail dans les industries des métaux au mois d'octobre 1903.* Tableaux statistiques. — 1 vol. in-4° de 1103 pages. Bruxelles 1907. Relié toile : fr. 15.

*Idem. Analyse sommaire des résultats.* — Brochure in-4° de 55 pages. Bruxelles, 1907. Broché : fr. 1.50.

*Les moteurs électriques dans les industries à domicile*, par MM. Ernest DUBOIS et Armand JULIN.— 1902. (Épuisé.)

*La dentelle belge*, par M. P. VERHAEGEN. — 1912, 1 vol. in-8° de 304 pages, figures et planches. Broché : fr. 5; cartonné toile : fr. 6.

---

(1) Toutes les publications pour lesquelles il n'est pas indiqué d'éditeur spécial, sont en vente à l'Office de publicité, rue Neuve, n° 36, et à la librairie A. Dewit, rue Royale, n° 53, à Bruxelles.